

# Jan Modzelewski (1875-1947) Héritier des traditions polonaises

Des origines et de l'itinéraire politique et culturel d'un  
ministre polonais à Berne

Thèse de doctorat présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Fribourg (Suisse)

Approuvée par la Faculté des Lettres sur la proposition des professeurs

Francis Python et Halina Florkowska-Frančić

Fribourg, le 6 octobre 2011 (date de la soutenance)

Le Doyen, Prof. Marc-Henry Soulet

Wojciech Piotr Kocurek

Pologne

2011

Jan Modzelewski  
(1875-1947)  
Héritier des traditions polonaises

Des origines et de l'itinéraire politique et culturel d'un ministre  
polonais à Berne

*À ma mère (†2008)*





*Jan Modzelewski*

Photographie de la page précédente en possession de Benoît de Diesbach Bellroche

## TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION .....	15
--------------------	----

### PREMIERE PARTIE

<b>L'argile conservera longtemps le parfum dont elle a été imprégnée un jour.....</b>	<b>33</b>
---	-----------

Modzelewski. Terre et origines

Chapitre 1 : Russification des Polonais : entreprise impossible.....	41
--	----

I. Appropriation des biens.....	43
---------------------------------	----

II. La vision russe de l'État.....	45
------------------------------------	----

1. L'autocratie du tsar .....	45
-------------------------------	----

2. L'Église orthodoxe.....	46
----------------------------	----

3. Le nationalisme .....	47
--------------------------	----

III. Le grand Empire soutenu par ses intellectuels .....	47
--	----

IV. Nouvelle politique impériale à la suite de la défaite de l'insurrection polonaise de 1863 .....	51
---	----

Modzelewski. Terre et origines

Chapitre 2 : Les Polonais et les changements : ancrés dans le passé .....	55
---	----

I. Abattement suite à la défaite 1863 .....	56
---	----

II. Comment protéger et gagner les jeunes à la cause polonaise ? .....	58
--	----

1. L'éducation à la russe .....	59
---------------------------------	----

2. La proposition polonaise .....	62
-----------------------------------	----

III. Vision économique des modernistes .....	66
--	----

IV. Les traditionalistes existent-ils encore ?.....	71
---	----

V. Qu'est ce que les jeunes en ont retenu ? .....	74
---	----

Modzelewski. Terre et origines

Chapitre 3 : La Podolie polonaise : la vie des nobles au quotidien .....	80
--	----

I. La tradition avant tout .....	80
----------------------------------	----

II. Les origines de Modzelewski.....	83
--------------------------------------	----

III. La famille proche .....	87
Modzelewski. Terre et origines	
Chapitre 4 : L'Ukraine se réveille : naissance d'une nouvelle nation .....	90
I. L'Ukraine, colonie de la République des Deux Nations. L'enjeu économique .....	92
II. Quelle identité pour l'Ukraine : polonaise, russe, autrichienne ou autonome ? .....	96
III. Le travail consciencieux des Ukrainiens commence .....	99
IV. La Grande Guerre : espoir pour les uns, défaite pour les autres.....	101
Devenir moderniste	
Chapitre 5 : Les premiers pas de Modzelewski en Suisse : scientifique ? .....	108
I. Loin de la maison pour la première fois.....	109
II. Départ vers l'Ouest .....	111
III. Apprendre davantage .....	113
1. La République chrétienne voit le jour à Fribourg .....	114
2. La toute nouvelle Université catholique .....	116
3. La nouvelle Faculté des Sciences .....	117
4. L'importance de Mościcki .....	119
5. Les premiers pas de Jan Modzelewski à l'Université .....	122
Devenir moderniste	
Chapitre 6 : Entrepreneur à Fribourg : homme d'affaires ?.....	125
I. La Société d'acide nitrique.....	126
II. L'entreprise des condensateurs .....	135
Devenir moderniste	
Chapitre 7 : L'avenir se dessine : Modzelewski et la vie politique polonaise en Suisse pendant la Grande Guerre.....	141
I. Cupidon aurait-il aussi eu un mot à dire ?.....	141
II. Sous la guidance du grand mentor .....	144



1. Première action de Piltz : le Comité général de l'aide aux victimes de la guerre en Pologne .....	146
2. Deuxième action de Piltz : une encyclopédie polonaise .....	148
3. Troisième action de Piltz : l'agence de presse .....	153

## **DEUXIEME PARTIE**

<b>L'action diplomatique .....</b>	<b>157</b>
------------------------------------	------------

Vers l'inconnu

Chapitre 8 : Les précurseurs : les premières organisations polonaises parentes de la diplomatie. ....	165
---	-----

I. Le Comité général national à Cracovie : allié fidèle de la monarchie des Habsbourg.....	166
II. Le Conseil de régence : impuissant et éphémère .....	176
III. Le Comité national polonais : une réussite en vue .....	178

Vers l'inconnu

Chapitre 9 : Les débuts de la diplomatie polonaise : Comment construire cette Pologne ? .....	188
---	-----

I. Première étape : moments d'incertitudes .....	191
II. Deuxième étape : la démocratie polonaise source d'ennuis .....	193
III. Troisième étape : la dignité avant tout.....	196

Vers l'inconnu

Chapitre 10 : Diplomate de la Pologne indépendante : accepté de tous .....	204
I. Début incertain .....	204
II. Nomination officielle de Modzelewski au poste de ministre.....	208
III. L'avenir personnel n'est pas à négliger .....	214
IV. Le renom de Modzelewski par delà les frontières et le temps .....	218

Vers l'inconnu

Chapitre 11 : Première action d'importance accomplie par Modzelewski et son gouvernement en Suisse : traité polono-turc fut-il signé en Suisse .....	222
--	-----

I. Les alliances brigüées par la politique étrangère polonaise .....	223
II. Mustafa Kemal en quête d'alliées .....	227
III. Théorie des alliances après la Première Guerre mondiale.....	229
IV. Traité : quelles réelles motivations ? .....	230
1. Traité d'amitié.....	230
2. Convention de commerce.....	232

#### Le quotidien diplomatique

Chapitre 12 : La Pologne et la Suisse : quelles relations ? .....	234
I. Les diverses formes de traités internationaux .....	235
II. Traité de conciliation et d'arbitrage polono-suisse : contenu et ratification	237
III. Relations économiques : champ d'activité en développement constant.....	239
1. La Convention de commerce de 1922 .....	240
2. Nouvelles négociations et le protocole additionnel du début des années	
30 .....	241
3. Poursuite du développement .....	243
4. Fluctuation constante des produits d'exportation .....	244
5. Analyses approfondies avant la nouvelle phase des négociations .....	249
6. Nouveau tour des négociations au milieu des années 30 .....	253

#### Le quotidien diplomatique

Chapitre 13 : Un aperçu de la vision de Modzelewski : étude des rapports.....	256
I. Questions militaires suisses.....	257
II. Danger totalitaire.....	258
1. Affaires Gustloff et Jacob : tensions .....	260
2. Méandres de la politique vis-à-vis des Soviétiques .....	262
III. Modzelewski comme courroie de transmission.....	263
IV. Bref aperçu des homologues suisses de Jan Modzelewski à Varsovie .....	264

## Le quotidien diplomatique

Chapitre 14 : Pas toujours seul : échanges, activités et soutien entre Polonais et Suisses.....	267
I. Mieux organiser pour travailler efficacement .....	268
1. Le cas particulier de Polonia.....	270
II. Organisations des échanges culturels polono-suisses .....	272
1. La Coopération intellectuelle .....	272
2. L'organisation Pologne-Genève .....	274
III. La sympathie des Suisses pour Modzelewski s'exprime lors des obsèques de Józef Piłsudski .....	275
IV. Modzelewski reconnaissant et généreux .....	276
V. Soutien à la politique impériale de la Pologne .....	278
1. Partisan de la politique coloniale .....	280
2. La question juive .....	282
VI. Affaires courantes, brûlantes et délicates .....	283
VII. Promouvoir la culture polonaise .....	285
VIII. Réfuter les accusations.....	287

## TROISIEME PARTIE

<b>Les traditions reviennent sur le devant de la scène .....</b>	<b>289</b>
--	------------

### L'action culturelle et caritative

Chapitre 15 : Hommage à un héros : Musée de Tadeusz Kościuszko à Soleure..	297
I. Tadeusz Kościuszko .....	298
II. Quelques conditions favorables à la création du musée .....	301
III. En quête d'objets .....	304
IV. Deux comités de soutien.....	309
V. L'ouverture tant attendue.....	310

## L'action culturelle et caritative

### Chapitre 16 : Fenêtre sur le monde : Musée de la Pologne d'Aujourd'hui à

Rapperswil .....	314
I. Rapperswil : un lieu culte .....	315
II. Quel projet pour un musée vide ? .....	317
III. Quelques aides à une réouverture plus rapide .....	322
IV. Exposition temporaire de grande envergure .....	323
V. Vers une exposition permanente, avec une nouvelle directrice .....	325
VI. Et le financement ? .....	327
VII. Première année complète de fonctionnement .....	328
VIII. Quelques projets encore avant la guerre... ..	330
IX. Autres expositions artistiques en Suisse .....	333
X. Expositions organisées par les Suisses .....	333

## L'action culturelle et caritative

### Chapitre 17 : Pro Polonia : œuvre suisse de secours aux victimes de la guerre en Pologne .....

.....	337
I. La guerre éclate : son caractère, son idéologie.....	338
II. Encore une autre action de Modzelewski .....	340
III. Organisation et bases de fonctionnement de Pro Polonia.....	341
IV. Premières actions.....	343
1. Un home pour les enfants .....	344
2. Rendre le quotidien des prisonniers de guerre supportable .....	345
3. Et d'autres actions encore .....	346
V. Collaboration avec d'autres organisations caritatives .....	347
1. S'unir pour mieux avancer .....	348
2. Quand la politique s'en mêle... ..	350

## L'action culturelle et caritative

### Chapitre 18 : Convaincre : édition de l'encyclopédie *La Pologne 1919-1939*.....

.....	354
-------	-----

I. L'idée de base de l'encyclopédie .....	354
II. Premières décisions.....	356
III. Le travail rédactionnel commence.....	358
IV. La problématique des sources .....	359
V. <i>La vie économique</i> : le volume 2 voit le jour en premier .....	360
VI. Le Professeur Vetulani dirige le premier volume.....	364
VII. Finances toujours en souffrance.....	366
VIII. Qui aimerait imprimer l'encyclopédie ? .....	368
IX. Santé de Modzelewski décline, le destin du 3 <sup>ème</sup> volume aussi .....	372
X. Les destinataires de l'encyclopédie .....	372
1. Les plus éminents seront les premiers servis .....	373
2. Que faire avec le reste ? .....	374
3. Promotion de l'encyclopédie .....	375
4. Projet de la version anglaise.....	377
5. Et pourquoi pas une version polonaise ?.....	378
XI. Un regard sur la forme de l'encyclopédie .....	380
XII. Un regard sur son contenu et son idée maîtresse .....	382
XIII. Succès ou échec ? .....	385

#### L'action culturelle et caritative

#### Chapitre 19 : Mission accomplie : le crépuscule d'un travail au soir d'une vie... 387

I. Les appréciations officielles.....	388
1. Quelques touchantes témoignages privés .....	389
II. Retraité et toujours estimé.....	390
1. Expert en matière de relations internationales .....	391
2. Serait-il ministre une fois encore ? .....	392
3. Dernière lutte .....	393
III. Son heure était venue.....	394

CONCLUSION.....	397
-----------------	-----

## QUATRIEME PARTIE

<b>Appareil critique.....</b>	<b>405</b>
Annexe I.....	407
Annexe II .....	409
Annexe III.....	411
Annexe IV.....	413
Abréviations.....	415
Sources.....	415
Bibliographie .....	420
Curriculum vitae .....	429

## INTRODUCTION

Vous allez faire ici la connaissance de Jan Modzelewski. Avec lui, vous découvrirez les traditions polonaises de son temps, vous entrerez dans le monde diplomatique de l'après-guerre en Suisse et dans les milieux caritatif et culturel dans lequel cet homme s'engagea avec ferveur pour soutenir ses compatriotes et leurs cultures. Modzelewski est issu de la noblesse polonaise qui possédait les terres des Confins, terres fertiles de la partie orientale de la République des Deux Nations. On appelait cette région le grenier de la République, allant même à l'époque jusqu'à la considérer comme le grenier de l'Europe entière, ce qui conférait à cette noblesse un prestige plus exceptionnel encore. C'est sur ce territoire que les valeurs traditionnelles polonaises et l'attachement à la forme de gouvernement de la République des Deux Nations étaient les plus vivantes. Il faut ici signaler que les Polonais cohabitaient sur ces terres avec une population étrangère, tant sur le plan culturel que religieux. Cette confrontation donna naissance à une mythologie de laquelle les Polonais tirèrent une identité forte et l'idéologie connue sous le nom d'*Antemurale Christianitatis*. Selon cette vision, les Polonais étaient chargés de défendre ce que les catholiques considéraient comme la vraie foi chrétienne contre les infidèles et les schismatiques. Modzelewski faisait partie de cette noblesse qui non seulement prêchait cette idéologie, mais qui avait également gouverné toute la société du pays pendant les siècles passés. La noblesse voyait dans ce système de gouvernement un système unique, incomparable, *ergo* le meilleur. Cette vision était si forte qu'elle ne changea pas même après la déconstruction et la disparition finale de la République des Deux Nations. Modzelewski, éduqué à l'ancienne, ne faisait pas exception. Il était de ces gens, dispersés dans les nombreux manoirs des Confins qui constituaient autant de refuges de la culture des nobles. Dans

ce sens, ils étaient tous les nobles étaient les héritiers et les gardiens des traditions nationales.

Noble propriétaire de terrains, Modzelewski vécut une époque de tourmentes qui bouleversa le cours de la vie de tous. Il était alors temps pour le pays de tirer les enseignements des événements subis au cours du siècle passé : la défaite d'une tradition presque millénaire et le démembrement de la République des Deux Nations, puis les échecs successifs de plusieurs insurrections ayant voulu sa reconstruction. Pourtant, cette situation initiale dans laquelle naît Modzelewski n'est encore que le début des problèmes qui surgiront ensuite. Mis à part le renversement au niveau politique, le XIX<sup>ème</sup> fut marqué plus encore par des changements économiques majeurs qui entraînèrent de grands chamboulements sociaux. La société traditionnelle, considérée comme intouchable, et restée effectivement intouchée depuis des siècles, vivait pourtant son déclin. La révolution industrielle qui avait cours en Europe n'inquiétait pas tant qu'elle restait loin de l'horizon des gardiens des traditions. On imaginait pouvoir se cacher dans les recoins des manoirs et échapper aux agressions extérieures. Mais il ne s'agissait pas là de bataille à l'ancienne et les changements arrivèrent aux confins de l'ancienne République des Deux Nations sans que nul ne pût y échapper. La modernisation et les inévitables changements politico-sociaux sonnaient le glas du fonctionnement traditionnel : avec eux s'écroulait la situation économique des nobles polonais qui tiraient leur richesse de leurs terres depuis des siècles. Sur les territoires de la Podolie que la famille de Modzelewski habitait, la naissance de la nouvelle nation ukrainienne, consciente de sa différence culturelle, de sa langue et de ses traditions, se profilait toujours plus ; elle commençait d'ailleurs à s'organiser à sa manière propre. Cette naissance constituera d'ailleurs l'événement qui mettra plus tard définitivement fin à la présence des nobles polonais en Ukraine.

Ces grands changements ont cela de spécifiques qu'ils touchèrent la vie de tous, laissant leur empreinte dans la réalité humaine. Chacun, qu'il le voulût ou non, en dépendit. De tels éléments influencent les convictions et les choix de l'individu, sa façon d'agir. Le parcours de Modzelewski va prendre alors un tour particulier et c'est bien ce qui va nous intéresser. Replacé dans un plus large contexte, son profil prend du relief et de la couleur. Ce noble issu de la tradition changea de cap. Il quitta non seulement ses terres ancestrales, mais commença des études dans un domaine faisant alors partie de l'avant-garde de la science à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. Et il ne s'arrêtera pas



là. Il écrivit encore un doctorat et s'installa à l'étranger. Il y fonda des entreprises, y épousa une étrangère... Est-il imaginable qu'un Polonais catholique rejette tout ce qui l'a forgé ? Ou n'était-ce qu'un caprice de jeune noble, ennuyé par le quotidien en Podolie ? À quel point ces choix furent-ils influencés par tout ce qui s'était fait auparavant et ce qui se faisait à ce moment autour de lui ? Pourquoi décida-t-il par exemple de commencer ses études supérieures en Europe occidentale ? Pourquoi n'avoir pas opté pour l'une des Universités de l'Empire à Petersburg, Kiev ou Moscou ? Pour des raisons politiques ? Et pourquoi avoir choisi la chimie comme voie d'études ? Est-ce là une preuve que la modernisation et le développement des sciences naturelles avaient porté leurs fruits ? Ce nouveau monde, différent de tout ce qui était connu, était-il simplement attrayant pour le jeune homme un peu rebelle qu'il était ? Ne décèlerait-on pas ici la tentation d'abandonner le passé, l'envie de tester cette nouvelle proposition ? Meilleure, ou juste plus intéressante parce que nouvelle, plus moderne ? Changera-t-elle sa façon de penser et son comportement ? Nous aborderons toutes ces questions lorsque nous suivrons la jeunesse de Modzelewski.

La trajectoire de ses 35 à 40 premières années de vie nous donnera les bases permettant de comprendre la deuxième phase d'activité qui s'ouvrira ensuite. Alors bien intégré à la bonne société suisse de par son mariage, il était bien parti pour faire une carrière scientifique et entrepreneuriale. Cependant, la grande Histoire va entrer en jeu et causer un changement de cap fondamental dans la trajectoire du jeune Modzelewski. La première guerre mondiale intervint en effet, bouleversant le vécu et les priorités de chacun. Le temps ne fut soudain plus aux intérêts privés mais à l'engagement collectif et Jan Modzelewski ne manquera pas de suivre ce mouvement humanitaire. Ces événements entraînent un tournant mondial qui débouchera de plus sur la renaissance de l'État polonais rayé des cartes depuis longtemps. Soulignons que les Polonais, qui n'avaient jamais cessés de se battre pour leur indépendance sur leurs territoires tout au long du XIX<sup>ème</sup> et s'étaient bien investis sur la scène internationale pour parvenir à ce résultat, ne seraient sans doute jamais parvenu à leur fin si un changement plus profond n'avait pas eu lieu dans les volontés des grandes puissances internationales (la multitude d'actions entreprises fut par trop dispersées et manquaient totalement de coordination). Une nouvelle philosophie plus démocratique se faisait jour dans les relations internationales, tendant à reconnaître des États moins puissants comme des interlocuteurs à part entière. Et la seule action fébrile des prétendants à l'indépendance

n'avait jusque là jamais pu convaincre ces dernières de laisser (re)naître les différents États qui gagnèrent leur indépendance suite au conflit. Les Polonais de leur côté n'étaient d'ailleurs eux-mêmes pas vraiment convaincus que leurs efforts seraient récompensés.

Dans ce contexte, le parcours de Modzelewski devient alors particulièrement intéressant. Il entre d'abord dans le milieu des affaires internationales par la porte de l'engagement humanitaire que lui offrit une première expérience dans les milieux politique et international. Les événements s'enchaînant, Modzelewski laisse derrière lui sciences et entreprises et se lance dans une longue carrière diplomatique qui fera de lui l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Pologne à Berne, poste qu'il occupera jusqu'à sa retraite en 1938. En suivant ses activités de diplomates, nous recevront des éléments de réponse à des questions relatives à l'identité de la nouvelle nation. Nous verrons si les premiers dirigeants de la Pologne reconstituée étaient parvenus à la façonner selon leurs idéaux et dans quelle mesure on y retrouvait les idéaux de leurs ancêtres. S'ils étaient conscients des contraintes géopolitiques auxquels ils allaient être soumis. S'ils savaient que leurs ambitions faisant de la Pologne un futur empire ne cachaient pas en réalité qu'un château de carte dépourvu de fondations. Nous pourrions discerner sur quel système de valeurs cette nouvelle république et surtout sa politique diplomatique avaient été créées : qui de la tradition ou de la modernité avait pris le dessus ? Et apprécier comment les autres, les Suisses notamment, bien formés depuis longtemps au travail diplomatique, considéraient-ils parfois cette folie des grandeurs ?

C'est dans ce contexte que l'action marquante de la vie de Jan Modzelewski s'ancre et commence. Il avait alors suivi une éducation de type supérieur, sa formation était terminée, il occupait une bonne position sociale en Suisse romande grâce à son mariage – il avait épousé Isabelle de Diesbach de la grande famille fribourgeoise – ; Modzelewski pouvait à juste titre se considérer comme une personne comblée. Au jour de cette nouvelle période d'activité professionnelle, nous verrons se dessiner les contours d'une personne active occupant un poste important mais nous suivrons également une histoire d'une importance dépassant la réalité de ce destin individuel.

Dire de Modzelewski, ministre polonais à Berne depuis 1919, qu'il était un homme actif n'est qu'un euphémisme. Ces activités furent multiples. Il fut un diplomate

dont l'engagement fut caractérisé par des particularités propres à sa personnalité. On vit alors la création de la politique diplomatique polonaise. La présentation du comportement de Modzelewski en Suisse permet de se rendre compte à quel point l'activité professionnelle d'un individu est influencée par son éducation, sa formation, les traditions transmises par ses ancêtres et tout un lot d'autres éléments, parfois minimes et insignifiants à première vue, mais intégrés par l'individu comme lui étant parfaitement naturelle et ayant un impact décisif. Comment ces premières 40 années ont-elles marqué son activité professionnelle ? Comment l'individu s'en sort-il ? Accepte-t-il ou au contraire rejette-t-il tout le bagage qu'elles ont constitué ? Si oui alors de quelle manière ? Comment ce qu'il savait et connaissait s'est traduit dans ce qu'il a réalisé ? Et comment s'est-il débrouillé dans cette nouvelle réalité qui ne correspondait nullement à sa réalité passée, transmise, racontée et imaginée par les anciens ? Bref, comment a-t-il vécu la confrontation des idéaux de grandeur dans lesquels il avait grandi avec la réalité de la scène diplomatique internationale sur laquelle les acteurs n'allaient lui laisser à lui et à la Pologne qu'une marge de manœuvre limitée ?

Il faut toutefois d'emblée signaler que les activités professionnelles de Modzelewski n'offriront qu'un portrait limité de sa personnalité. En sa qualité de diplomate, une partie du quotidien de Modzelewski était faite de procédures diplomatiques parfois ennuyeuses, régie par tout un cérémonial où l'expression était dictée par une langue de bois respectant des codes d'expression compris et acceptés par tous les acteurs de la scène diplomatique. La marge de liberté y était très restreinte. La plupart des affaires se déroulaient selon les chemins obligés et bien connus, pour se conformer aux codes du milieu. Dans un tel contexte, la quête de traces de la personne de Modzelewski ou des traditions polonaises est difficile, même si parfois on découvre des points de vue typiquement polonais sur certains problèmes et que l'on retrouve le mode de comportement propre à la culture polonaise. L'ambiance un peu fade qui régnait dans ce milieu diplomatique découlait également du caractère paisible des relations polono-suisses, qui n'étaient prioritaires ni pour l'un ni pour l'autre des partenaires.

Retrouvera-t-on dans le travail de Modzelewski l'expression des racines qui le rattachent à sa jeunesse ? Les fruits de cet enracinement existent bel et bien. Et c'est en ceux-ci que la personne de Modzelewski brillera. C'est en dehors de toute cette activité professionnelle que ses origines transparaîtront : Modzelewski fut en effet initiateur de

plusieurs actions ne ressortant plus de l'activité purement diplomatique. (Était-t-elle trop ennuyeuse pour lui et cherchait-t-il aussi une sorte d'évasion ?). Il ne resta pas dans le cocon de la diplomatie, mais fut à l'origine de la fondation de deux musées polonais en Suisse, d'une édition encyclopédique concernant la Pologne de l'entre-deux-guerres et aussi d'une organisation caritative qui vint en aide aux Polonais pendant la Deuxième Guerre mondiale. C'est au travers de ces activités que la chance de faire connaissance avec le « vrai » Modzelewski est la plus grande. Que découvrirons-nous du lui ? Qu'est ce qui l'a poussé à faire ses choix ? Quelles étaient ses priorités ? Quel fut son code de comportement ? Comment fonctionnait-t-il ? Les traditions du passé, ancestrales, véhiculées par les récits légendaires de sa culture, ainsi que les traditions apprises dans son enfance du XIX<sup>ème</sup> siècle, d'un autre monde pour ainsi dire, transparaissent-elles ? Se montrera-t-il traditionaliste ou au contraire moderniste ?

Suivre la vie et l'activité de Modzelewski est intéressant aussi dans une perspective plus systémique, autrement dit si on le considère comme un élément faisant partie d'un ensemble. Au vu de l'ampleur des changements politiques économiques et sociaux de l'époque, étudier Modzelewski permet de comprendre non seulement un parcours, mais aussi tout un groupe de personnes qui lui furent semblables. Sans entrer dans le détail, on peut le rattacher au groupe d'activistes polonais de l'époque, partis à l'étranger et qui, sans être forcément organisés entre eux, se conduisaient de manière très semblable. Modzelewski en est un exemple. On peut lui trouver des caractéristiques similaires à celles de certains de ses collègues diplomates – comme Konstanty Skirmunt et August Zaleski –, scientifiques – comme Józef Kowalski et Ignacy Mościcki –, politiciens – Roman Dmowski et Marian Seyda –, mais aussi à des écrivains ou musiciens – Ignacy Jan Paderewski, Henryk Sienkiewicz, Henryk Opieński et Erazm Piltz. Il faisait partie de ce que Janusz Rakowski, l'un de ses collaborateurs durant la Deuxième Guerre mondiale, définit comme la « génération de ceux qui construisaient la Pologne ».<sup>1</sup> De ce point de vue, Modzelewski s'inscrit parfaitement dans ce mouvement et appartient bien à ce groupe que l'on pourrait définir comme celui des « gardiens de la mémoire nationale ». Modzelewski est d'autant plus intéressant que tout en restant un représentant traditionnel des Polonais de son temps, on verra que de cette base, son itinéraire sort bien souvent, et ce tout au long de sa vie, des chemins tout tracés ou de schéma prévisible. Lui seul décida notamment de rester à l'étranger non pour un court

---

<sup>1</sup> Conversation de l'auteur de la thèse avec Janusz Rakowski à Zurich le 1.4.2001.

laps de temps, mais pour une très longue période – jusqu’à sa mort – et de plus dans un même pays. Polonais qui choisit à un moment donné la Suisse comme son pays d’établissement, il devint par la force des choses « un Polonais suisse », un Polonais bien assis et établi, disposant d’un réseau de connaissances large parmi les milieux polonais et suisses, et non pas uniquement un Polonais délégué effectuant les seules tâches exigées par son poste. Cette décision fut-elle dictée par une volonté de rompre avec son passé ? Est-ce la simple conséquence du choix du cœur et de son mariage ? Comment évoluèrent ses traditions familiales, confrontées par là à une autre tradition également forte, mais typiquement suisse et fribourgeoise ?

Le type et la forme choisis pour aborder notre propos tout au long de ce travail méritent ici quelques explications. Opter pour une description historique contextuelle large présentant actions et événements, s’attacher ainsi à établir des liens de causalité nous semblait comporter quelque danger. Pour parvenir à une telle fresque, détaillée autant qu’approfondie, nous aurions risqué de ne plus pouvoir prendre en compte les relations entre les actions et les acteurs, mus par leur humanité. Un travail de ce genre aurait pu faire naître l’impression que les événements se font et se succèdent d’une décision d’acteurs politiques à l’autre, découlant comme des réactions logiques, alors que nous tenons à garder la conscience, et à la transmettre, que l’histoire ne peut se résumer à de telles vues simplificatrices. Dans le cas précis, nous nous promettons de suivre la personne et la carrière de Jan Modzelewski, ce qui nous plonge inmanquablement dans le monde de ce que l’on appelle la diplomatie. Mot vite prononcé et en apparence vite compris et bien défini : il s’agit simplement d’une « branche de la politique qui concerne les relations entre les États [...] ».<sup>2</sup> Dans une définition de ce genre, le pays apparaît comme une entité propre, définie par des normes, loi, et coutumes et la diplomatie aide à la réalisation des objectifs de l’État en relation avec les autres. Nous ne voulions pas en rester là. Trop de questions nous animant seraient restées dans l’ombre : où est la place de l’homme, force à la base des systèmes, organisations et institutions ? La forme d’un pays, d’un État n’est-elle pas forgée et mise en mouvement par les actions des individus ? Chacun d’entre eux, capable d’agir, responsable, a sa part, plus ou moins importante, dans l’activité humaine

---

<sup>2</sup> « Diplomatie », in : Rey-Debove, Josette, Rey, Alain (dir.), *Le nouveau Petit Robert. Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*, Paris, Dictionnaires Le Robert, 2009, p. 743.

sur terre, portant sa pierre unique faite de ses expériences propres, imaginations tirées du passé, et de ses espérances pour l'avenir, de son savoir, de son éducation, des événements heureux et moins heureux et des liens qui découlent de cet ensemble réuni en une personne. Ce sont ses convictions, ses amitiés ou ses contraintes qui influencent les destins des communautés non seulement les plus proches, mais aussi de la nation, voire même des relations supranationales. Que ces expériences aient une influence positive ou négative n'est finalement pas important, mais cette influence existe et nous voulons en tenir compte.

Peindre un grand tableau historique nous semblait donc trop éloigné du caractère humain de notre sujet. Nous nous sommes d'abord naturellement tourné vers la solution que le genre biographique semblait représenter. Nous allions pouvoir y proposer un portrait complet de Jan Modzelewski, suivre ses motivations en nous dédiant précisément aux questions humaines que nous venons d'évoquer. Nous nous sommes alors heurté à un problème majeur contrecarrant le projet : le manque de source documentant la vie de l'homme ! Toujours attaché à notre point de vue humain, nous avons cherché à combler ce manque en élargissant les recherches permettant de comprendre les raisons de son comportement, de l'analyser et de le situer dans l'héritage du passé. Ce faisant, nous avons vu notre travail s'enrichir d'une dimension habituellement absente des ouvrages strictement biographiques. Les aspects humains, les détails de la vie privée, même parfois les plus intimes y sont dépeints, on plonge dans le vécu d'une personne, et de ce fait, le point de vue se fait bien souvent plus psychologique, ne laissant aux événements historiques qu'un rôle secondaire de décor qui ne correspond finalement pas non plus à nos intérêts. Le point de vue historique et une perspective plus large nous auraient manqué.

Notre travail relève donc le défi de prendre en considération un individu, son parcours propre et le contexte historique plus large. Défi, puisque le contexte et les événements historiques sont déjà bien assez complexes sans y ajouter les doutes, contraintes, motivations d'un individu: outre que l'exercice est compliqué, il pourrait même s'avérer contreproductif, mêlant des informations se brouillant, au risque de devenir illisible, et allant à l'encontre d'une information claire. L'obstacle premier aidant finalement, nous avons pu donner une nouvelle dynamique à notre propos. Nous pouvons en effet donner à lire maintenant une étude qui montre l'influence puissante du passé et de l'histoire sur la vie d'une personne, son comportement et ses décisions. Et

l'histoire de cet individu, de sa vie active, nous fait finalement découvrir une page de l'histoire des relations polono-suisse.

Il en résulte un travail composé de trois parties suivant les étapes les plus significatives de la vie de Jan Modzelewski. La première partie s'attache à décrire l'environnement dans lequel Modzelewski a vu le jour. Le but de cette partie certes large et vaste, et qui à première vue pourrait sembler éloignée du sujet principal, est justement de donner à connaître toute une palette d'événements, de comportements sociaux, en bref le contexte et le terreau qui aura nourri le jeune Modzelewski, afin de comprendre son destin et sa compréhension du monde. Il s'agit d'un ensemble de composantes dans lesquelles il a baigné, qu'il avait intégré et qui l'ont animé. Les événements décrits touchent largement la sphère privée comme nous le verrons. La tradition était si forte qu'elle modelait les modes de comportements à tel point que l'on peut même parler d'endoctrinement ; l'on était comme forgé dans ce code de comportement, si bien que le terme d'atavisme nous vient à l'esprit. Les codes ainsi ancrés, véhiculés par de simples mots ou symboles, résultaient d'un long processus d'instruction et de préceptes éducatifs. C'est par le prisme de la famille que Jan Modzelewski découvrit les relations en Podolie, par ce cercle familial qu'il apprit la vision polonaise au sujet du style de gouvernement russe, et par cette même vision il apprenait à juger la naissance nationale de l'Ukraine dont la Podolie faisait partie. Le deuxième volet de la première partie s'ouvre alors sur le départ de Modzelewski pour l'Europe Occidentale. Il s'agit d'un tournant qui le confronte pour la première fois à de nouveaux codes et traditions. Ce jeune homme déjà bien formé, mais toujours affamé et prêt à apprendre, y sera amené à confronter tout ce qu'il a appris, ce qu'il a connu et ce qu'il pensait inévitable avec un modèle de vie autre et des comportements découverts pour la première fois d'abord en Belgique puis ensuite en Suisse. Nous verrons qu'aux traditions fortement ancrées qu'il n'abandonnera jamais s'ajouteront finalement de nouvelles connaissances et ouvertures. Les sédiments de la sagesse reçoivent ici de nouvelles couches, différentes et variées. Le jeune Modzelewski se trouve donc façonné en des endroits et mondes différents.

Suit une deuxième partie dédiée à l'action diplomatique. C'est la fin de la formation de Modzelewski et c'est aussi un moment qui voit se produire ce que l'on peut appeler un virage de l'Histoire, qui pourrait nous donner l'impression qu'elle fait tout à sa guise, sans égards pour les efforts des gens. La situation est alors telle que les nations jusqu'à présent gouvernées par des tiers ont la chance de gagner leur propre

indépendance. L'Est du continent est surtout concerné par cette effervescence, là où la faim d'indépendance n'avait fait que croître durant tout le XIX<sup>ème</sup> siècle ; il rencontrait une nouvelle disposition au niveau de la politique internationale maintenant prête à reconnaître l'indépendance de ces différents États. Cette ouverture internationale constitue alors pour les Polonais ce à quoi des milliers de combattants rêvaient depuis la perte de l'indépendance remontant à la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle. Ils mènent alors plusieurs actions sans lien ni coordination et dont l'impact reste incertain. Dans le cas de Modzelewski, c'est sa rencontre au début de la guerre avec Erazm Piltz qui porte ses fruits et constitue les prémices de sa carrière diplomatique que l'on pourra suivre dans cette partie du travail. Devenu ministre, Modzelewski gardera son poste pendant presque toute la période de la République de l'entre-deux-guerres, jusqu'en 1938. Et pendant tout ce temps, Modzelewski et son nouveau pays s'exercent pourrait-on dire à la relation : tout était en effet à construire, tant dans les relations internes au pays pour le nouvel État que dans l'entrée dans le monde des relations internationales et diplomatiques pour Modzelewski. Le premier volet de cette partie s'attache à suivre les débuts de la nouvelle indépendance et le choc qu'elle constituait, tant il est vrai que quelques mois avant, elle était encore considérée comme inimaginable pour beaucoup. C'est dans ce second volet que nous entrerons dans le travail quotidien du diplomate convaincu que fut Modzelewski.

Quant à la troisième et dernière partie de ce travail, elle révélera véritablement les caractéristiques propres et l'importance particulière de Jan Modzelewski. On y trouvera une sorte de chronique présentant tous les engagements de Modzelewski ne s'étant pas inscrits dans le travail diplomatique officiel. Ses activités dans le domaine culturel, caritatif et éditorial permettent de le voir sous un nouveau jour, de lui trouver une autre épaisseur et d'y entrevoir sa personnalité. On découvre que son activité diplomatique ne relevait pas d'un emploi de simple fonctionnaire, mais qu'il était réellement mû par son attachement à ses origines. Nous verrons quelle place les traditions et les valeurs qui s'y rattachent auront prise dans les entreprises de cet homme et pourrons alors arriver à la fin du voyage que nous vous proposons d'entreprendre : partis de la grande Histoire, ayant passé par la trajectoire d'une vie humaine inévitablement touchée par elle, nous arrivons à l'histoire à nouveau, dans laquelle les traces des actions d'un homme sont encore tangibles.



Un mot encore sur ce qui constitua la première étape de notre travail : la quête des sources. Ne pouvant nous reposer sur aucune recherche existante, nous avons entrepris différents voyages au sein des différentes et multiples archives ayant eu un rapport de près ou de loin avec le parcours de Modzelewski. Voici maintenant l'état des lieux des sources et ouvrages que nous avons trouvés portant sur la période qui nous intéresse et auxquelles nous nous référerons au cours de ce travail. Lorsque l'on s'intéresse à un être humain ayant eu une importance particulière, trouver trace de son propre engagement et de ses propres réflexions concernant les affaires abordées serait évidemment très précieux. On aimerait alors être épaulé par les mémoires du personnage, très utiles pour en dessiner le portrait psychologique et avoir accès à ses convictions les plus profondes. Puissent-ils exister ! Nous ne disposons malheureusement de rien de tel dans le cas de Modzelewski. Soit qu'il n'en ait pas écrits, soit qu'ils aient disparu, soit encore qu'ils aient été détruits. On sait par exemple que durant les temps mouvementés de la Deuxième Guerre, la peur motiva, même en Suisse, la destruction de certains documents. En automne 1945, dans une lettre à Halina Kenar, directrice du Musée polonais à Rapperswil avec laquelle il gardait des relations cordiales, Modzelewski écrivait qu'il avait « ... brûlé les documents concernant le capital de fond du Musée polonais en raison du danger d'envahissement de la Suisse par les Allemands » (*sic* !).<sup>3</sup> Aurait-il fait de même avec ses papiers privés en temps de guerre ? Nous ne le saurons jamais. Au vu du nombre très restreint de documents privés restés en possession de la famille de Diesbach, il semble pourtant plus probable qu'il n'ait jamais rédigé de mémoires ou de journal.

Toutes les sources concernant Jan Modzelewski, privées, officielles et diplomatiques, ont subi des pertes très importantes en raison de la guerre. On pourrait s'attendre à ce que la documentation officielle, liée à son poste de ministre polonais à Berne, eût été épargnée. On ne peut pourtant pas non plus compter sur cette documentation. D'après le répertoire du fond de la Légation polonaise à Berne de la période 1919-1945 des Archives des actes nouveaux, la lettre circulaire, éditée le 18 août 1939 par le Ministère des Affaires étrangères, obligea toutes les représentations diplomatiques polonaises à envoyer les actes, actes confidentiels inclus, aux Archives centrales du Ministère à Varsovie. Cette lettre arriva à Berne trois jours avant que la

---

<sup>3</sup> Jan Modzelewski à Halina Kenar, Fribourg, 13.11.1945, Papiers privés de Jan Modzelewski en possession de Benoît de Diesbach Bellerroche.

guerre n'éclatât. Ceci explique que les actes ne furent finalement pas été envoyés à Varsovie. La Légation, effrayée par une éventuelle attaque des Allemands contre la Suisse, détruisit une partie des documents des années 1933-1938 le 5 septembre 1939. Le Ministère ordonna ensuite depuis Angers, étape du voyage du Ministère qui finit par s'installer à Londres, d'envoyer les documents à Lyon, ce que la Légation fit le 15 mars 1940. On sait que 11 coffres contenant les documents administratifs et confidentiels sont partis. Ils ont probablement été détruits ou dorment quelque part en dehors de la Pologne. Jan Modzelewski écrivit à Janusz Rakowski que ces documents envoyés à Lyon avaient été perdus au sud de la France.<sup>4</sup> Pour en terminer avec le manque de chance dont ont souffert les documents diplomatiques, le Gouvernement en exil à Londres décida en 1945 de soit détruire, soit léguer les documents en dépôt à chacun des pays d'accueil, pour éviter à tout prix qu'ils ne passent aux mains du Gouvernement de Varsovie formé sous les auspices de l'Union soviétique. Après la reprise définitive de la Légation par Varsovie, le reste des documents ont été transportés à Varsovie en 1948 ; ils concernaient avant tout la période 1939-1945 et leur valeur documentaire est minime. Finalement, le fond de la Légation que possèdent les Archives des actes nouveaux à Varsovie comporte 564 unités d'une longueur totale de 6,7 mètres linaires.<sup>5</sup>

Les documents concernant les affaires polono-suisse en Suisse connurent un destin plus clément. Les Archives fédérales à Berne gardent, bien évidemment, les documents les plus importants, avec un inventaire et tout un appareil scientifique facilitant les recherches. Les recherches aux Archives cantonales à Fribourg ont également été très fructueuses, surtout pour la période antérieure et ultérieure à l'activité diplomatique officielle de Jan Modzelewski. Les documents de plusieurs organisations polonaises et entreprises actives pendant toute la période qui nous intéresse, organisations ayant nourri d'étroites relations avec Jan Modzelewski, sont relativement bien gardés. Souvent en possession de personnes privées, ils ont été conservés avec grand soin, sont restés en bon état et sont pour certains presque complets. La Fondation Archivum Helveto-Polonicum de Fribourg collecte et conserve depuis quelques années la plupart de ces documents. Ils constituent toutefois des papiers de seconde importance concernant l'activité diplomatique de Modzelewski. Nous avons un peu plus de chance concernant les papiers privés. Un nombre peut-être pas très important mais fort

---

<sup>4</sup> Jan Modzelewski à Janusz Rakowski, Fribourg, 13.10.1944, AHP, LA-PO-KO-5.

<sup>5</sup> Pałasiewicz, Artur, *Poselstwo Rzeczypospolitej Polskiej w Bernie 1919-1945. Inwentarz 495 zespołu akt Poselstwa Polskiego w Bernie z lat 1919-1945*, Warszawa, 1979.

intéressant reste en possession de la famille de l'épouse de Jan Modzelewski. Le comte Benoît de Diesbach Belleruche s'en occupe un soin immense. Le fonds comprend des documents concernant entre autres la carrière diplomatique de Jan Modzelewski, ses nominations, diplômes universitaires et photos.

Les quelques informations que l'on trouve dispersées dans les papiers d'activistes polonais de ladite période, ou chez les collaborateurs de Modzelewski, ne peuvent remplacer le manque de documentation officielle du côté polonais. Des documents isolés peuvent se trouver pratiquement partout : dans les archives varsoviennes, à Cracovie, Wrocław, Poznań en Pologne, mais aussi à Londres, Fribourg, Lausanne, Genève, sans compter les archives américaines... Nous avons tout de même rencontré quelque succès dans ce domaine avec l'étude des documents d'Erazm Piltz, Ignacy Jan Paderewski et des organisations telles que l'Agence centrale polonaise, le Comité national polonais, le Comité général national (Centralny Komitet Narodowy) à Cracovie et les papiers conservés par les Archives de l'Académie polonaise des sciences et de l'Académie polonaise des arts et des sciences.

Ce manque de documents explique certainement qu'il n'existe que deux ouvrages traitant des relations polono-suisse. Suivre et étudier de près la vie de Modzelewski ouvrira donc une porte et apportera également une contribution à l'histoire de ces relations. La période avant l'entrée en fonction du ministre fut très bien présentée par Halina Florkowska-Frančić dans sa monographie parue dans les années 90, consacrée aux organisations polonaises en Suisse pendant la Première Guerre mondiale.<sup>6</sup> L'ouvrage de Janusz Pajewski paru en 1970 analyse de son côté la même période ; il y dresse un tableau des actions polonaises non seulement en Suisse, mais aussi en France et en Grande-Bretagne. Or, l'attention accordée à ces deux derniers pays est nettement plus grande.<sup>7</sup> En ce qui concerne les relations diplomatiques *stricto sensu*, il n'existe aucune publication.

Afin de compléter l'étude, nous avons jugé indispensable de la renforcer à l'aide de la littérature des mémoires et des monographies des Polonais ayant séjourné plus ou moins longtemps en Suisse. Nous disposons notamment de monographies portant sur

---

<sup>6</sup> Florkowska-Frančić, Halina, *Między Lozanną Fryburgiem i Vevey. Z dziejów polskich organizacji w Szwajcarii w latach 1914-1917*, Kraków, Zakład Wydawniczy Nomos, 1997, 368 p.

<sup>7</sup> Pajewski, Janusz, *Wokół sprawy polskiej. Paryż-Lozanna-Londyn 1914-1918*, Poznań, Wydawnictwo Poznańskie, 1970, 257 p.

d'éminents Polonais, tels que le pianiste Ignacy Jan Paderewski<sup>8</sup> et l'écrivain Henryk Sienkiewicz, Prix Nobel de Littérature.<sup>9</sup> De leur côté, les mémoires écrits par les diplomates et ministres Konstanty Skirmunt,<sup>10</sup> Jan Gawroński,<sup>11</sup> ou Tadeusz Skowroński<sup>12</sup> éclairent quelque peu le monde et la vie diplomatiques. L'autobiographie du président de la République de Pologne Ignacy Mościcki, rédigée alors qu'il était en exil en Suisse en 1940, est à ce titre également particulièrement intéressante.<sup>13</sup> Un livre que l'on doit au politicien Roman Dmowski, chef du Comité national polonais à Paris, donne quelques informations surtout au sujet de la reconstruction de l'État polonais.<sup>14</sup> Ces ouvrages autobiographiques, très intéressants en soi, ne nous permettent dans ce cas précis que de dessiner le décor des relations entre la Pologne et la Suisse. D'autant que ces ouvrages ne sont pas des études historiques : écrits rétroactivement, ils décrivent un modèle de fonctionnement déjà bien établi de la diplomatie polonaise et des relations internationales et non leur construction.

Nous nous référons à d'autres œuvres à caractère général permettant de comprendre les bases de fonctionnement de la diplomatie en Pologne auxquelles Modzelewski était soumis. On dispose ici d'une œuvre presque monumentale avec l'Histoire de la diplomatie polonaise, œuvre en cinq volumes dont le volume quatre nous intéresse ici.<sup>15</sup> Les efforts de Piotr Łossowski dans son analyse de la diplomatie polonaise de l'entre-deux-guerres apportent des éléments signifiants sur l'ensemble de la période<sup>16</sup>. Quant à Janusz Sibora, il décrit minutieusement les débuts et les précurseurs de la diplomatie polonaise.<sup>17</sup> Là encore, on remarquera que les relations polono-suisse y sont rarement ou pas du tout évoquées, mais encore une fois : un intérêt plus important de part et d'autres sera réservé pour les relations entretenues avec

<sup>8</sup> Drozdowski, Marian Marek, *Ignacy Jan Paderewski. Zarys biografii politycznej*, Warszawa, Interpress, 1979, 285 p.; Wapiński, Roman, *Ignacy Paderewski*, Wrocław, Warszawa, Zakład Narodowy im. Ossolińskich, 1999, 235 p.

<sup>9</sup> Żabski, Tadeusz, *Sienkiewicz*, Wrocław, Wydawnictwo Dolnośląskie, 1998, 320 p.

<sup>10</sup> Skirmunt, Konstanty, *Moje wspomnienia 1866-1945*, Rzeszów, Wydawnictwo Wyższej Szkoły Pedagogicznej, 1997, 244 p.

<sup>11</sup> Gawroński, Jan, *Dyplomatyczne wagary*, Warszawa, PAX, 1965, 328 p.

<sup>12</sup> Skowroński, Tadeusz, *Pamiętniki 1914-1939. Student w Szwajcarii. Dyplomata wolnej Polski*, Pruszków, Rachocki i s-ka, 1999, 487 p.

<sup>13</sup> Mościcki, Ignacy, *Autobiografia*, Warszawa, Bellona, 1993, 339 p.

<sup>14</sup> Dmowski, Roman, *Polityka polska i odbudowanie państwa*, Warszawa, PAX, 1988, T. 1, 353 p., T. 2, 345 p.

<sup>15</sup> Łossowski, Piotr (dir.), *Historia dyplomacji polskiej, Tom IV 1918-1939*, Warszawa, Wydawnictwo Naukowe PWN, 1995, 719 p.

<sup>16</sup> Łossowski, Piotr, *Dyplomacja polska 1918-1939*, Warszawa, Oficyna Wydawnicza Aspra-JR, 2001, 402 p.

<sup>17</sup> Sibora, Janusz, *Narodziny polskiej dyplomacji u progu niepodległości*, Warszawa, Wydawnictwo Sejmowe, 1998, 363 p.

des États plus importants. L'étude de Jan Modzelewski sera finalement un prisme au travers duquel connaître les affaires polono-suisses, d'autant qu'il en aura été presque entièrement et exclusivement l'instigateur et le moteur : un véritable personnage-clé dans toutes les relations entre la Pologne et la Suisse.

S'intéressant maintenant au contexte dans lequel ce monde diplomatique est né, voici quelques ouvrages de référence permettant de poser et comprendre le décor qui fut celui de la jeunesse de Jan Modzelewski, ce décor qui l'a formé et influencé dans ces choix et positions. Sur cette thématique très vaste et très variée abordant les problématiques historiques, politiques, sociologiques, et posant le cadre de la vie quotidienne de la Pologne, les ouvrages sont cette fois-ci très nombreux. Nous nous limiterons pour cette raison à ne mentionner que les ouvrages clé ou se distinguant pour leurs qualités. Pour l'histoire de la Russie, on se référera à l'ouvrage de Nicholas Riasanovsky.<sup>18</sup> Bohdan Cywiński quant à lui propose un très bon travail traitant des choix et comportements des Polonais dans la deuxième moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle,<sup>19</sup> alors que l'historien américain d'origine polonaise Stanislaus Blejwas offre un tableau plus précis de la proposition intellectuelle du cercle varsovien durant la même période.<sup>20</sup> On signalera maintenant les études que l'historien français Daniel Beauvois mène depuis plusieurs années : celui-ci met plus particulièrement l'accent sur les aspects économiques et analyse les relations entre la Russie, la noblesse polonaise et les masses ukrainiennes.<sup>21</sup> La vie quotidienne en Podolie entre les Polonais est présentée par ailleurs dans les mémoires de Wanda Józwiak.<sup>22</sup> Ce livre s'inscrit dans le cercle des nombreux ouvrages qui voient le jour dernièrement, et qui présentent les péripéties de la noblesse polonaise. Celui-ci nous intéresse plus particulièrement en raison des liens de parenté existant entre l'auteure et Jan Modzelewski. Manquent encore des études approfondies et actuelles sur l'histoire des terres ukrainiennes et de l'État ukrainien ; on peut nourrir l'espoir que de telles contributions paraîtront ces prochaines années. Les livres polonais existants déjà sur le sujet ne proposent en effet que le point de vue

---

<sup>18</sup> Riasanovsky, Nicholas, *Histoire de la Russie, dès origines à 1984*, Paris, Robert Laffont, 1987, 843 p.

<sup>19</sup> Cywiński, Bohdan, *Rodowody niepokornych*, Paryż, Editions Spotkania, 1985, 395 p.

<sup>20</sup> Blejwas, Stanislaus A., *Realism in Polish Politics: Warsaw Positivism and National Survival in Nineteenth Century Poland*, New Haven, Yale Concilium on International and Area Studies, 1984, 312 p.

<sup>21</sup> Beauvois, Daniel, *Le noble, le cerf et le revizor. La noblesse polonaise entre le tsarisme et les masses ukrainiennes (1831-1863)*, Paris, Éditions des archives contemporaines, 1985, 365 p. ; *Idem, La bataille de la terre en Ukraine 1863-1914. Les Polonais et les conflits socio-ethniques*, Lille, Presses universitaires de Lille, 1993, 346 p.

<sup>22</sup> Józwiak, Wanda, *My z Podola. Saga rodzinna*, Kraków, Wydawnictwo Forma, 1993, 227 p.

polonais qui reste évidemment partial.<sup>23</sup> Le point de vue ukrainien une fois affirmé, on peut espérer voir naître à plus long terme une histoire qui concilie les différents et propose une histoire écrite de manière commune et dans laquelle les deux parties se reconnaîtront.<sup>24</sup>

\* \* \*

Avant de commencer, je tiens vivement à remercier les personnes dont l'aide précieuse m'a guidé tout au long de l'élaboration de ce travail.

Depuis le début de mon parcours dans le domaine de l'histoire et dans mes efforts pour la décrire, j'ai eu la chance de profiter de la sagesse et de l'expérience de Madame le Docteur Rita Majkowska, Directrice des Archives de l'Académie polonaise des sciences et de l'Académie polonaise des arts et des sciences de Cracovie depuis de longues années. Elle a toujours été prête à me venir en aide, sans compter son temps ni ses efforts, et j'ai toujours été accueilli avec une chaleur admirable et une généreuse amitié. Nos discussions, parfois interminables, ne concernant parfois pas seulement les travaux en cours, ont été, et seront toujours je l'espère, une source d'inspiration très précieuse.

Je remercie également tout particulièrement le Professeur Francis Python sous la direction duquel ce travail a été réalisé. Je me rappelle de mon premier rendez-vous avec lui le 21 mai 1996 qui dura 12 minutes... Je vivais alors mon premier séjour en Suisse, à Fribourg, en quête d'une bourse d'études. La bourse obtenue quatre ans plus tard, nous nous sommes revus pour la seconde fois, directement pour poser les jalons de l'élaboration de cette thèse de doctorat. J'ai suivi ses cours, avec un intérêt particulier pour ceux consacrés à la Deuxième Guerre mondiale. Malgré plusieurs difficultés rencontrées dans ma vie privée, j'ai toujours pu compter sur sa cordialité, son honnêteté et son aide, qu'il ne m'a jamais refusée. Ses conseils avisés, toujours constructifs, portés par son immense savoir, sa sagesse et ses compétences pédagogiques hors du commun, m'ont été utiles à chaque phase de l'écriture de la présente thèse. Je lui dois également

---

<sup>23</sup> Serczyk, Władysław, *Historia Ukrainy*, Wrocław, Warszawa, Kraków, Zakład Narodowy im. Ossolińskich, 1990, 518 p.

<sup>24</sup> Hrycak, Jarosław, *Historia Ukrainy 1772-1999. Narodziny nowoczesnego narodu*, Lublin, Instytut Europy Środkowo-Wschodniej, 2000, 355 p.

une relecture attentive, sincère et détaillée du travail. Grâce à ses commentaires constructifs et ses encouragements, la thèse a aujourd'hui la forme qu'elle a, ce dont je lui sais gré.





## **Ire PARTIE**

**L'argile conservera longtemps le parfum dont elle a été  
imprégnée un jour <sup>1</sup>**

---

<sup>1</sup> « Quo semel est inbuta recens, servabit odorem testa diu », Epistularum Liber Primus, Epistula II, 69-70, in : Flaccus, Quintus, Horatius, *Volumen Alterum. Satirae. Epistulae. Lexicon Horatianum*, Hildesheim, New York, Georg Olms Verlag, 1972, p. 329. Un proverbe polonais descend de cette phrase d'Horace « Czym skorupka za młodu nasiąknie tym na starość trąci » (Traduction littérale : la coque redonnera vieille tout ce dont elle aura été imprégnée jeune) à l'époque de la République des Deux Nations, très attachée à l'héritage de la tradition latine. Ce proverbe est encore vivant de nos jours.



La force des traditions. Quand, au cours d'une vie d'adulte, se pose-t-on véritablement la question de son influence sur le quotidien ? Se demande-t-on pourquoi on fait tel choix plutôt qu'un autre?, pourquoi on procède de telle manière ? Qu'est-ce qui me guide, me porte ? La plupart du temps, nous n'avons pas conscience du rôle que joue la tradition, héritée de la maison familiale et de son entourage, dans nos décisions. Pourtant déjà les anciens disaient : « Consuetudo altera natura ».<sup>1</sup> Le code de valeurs s'ancre et nous forge jusqu'à devenir notre seconde nature. Nous agissons et pensons parce que nous ne pensons pas à nous y prendre autrement, que nous ne connaissons finalement pas d'autres possibles. Un tel bagage du passé, empêche constamment d'agir différemment. Cette transmission par l'éducation, qui même si elle tient finalement de l'endoctrinement, se fait toutefois sans violence, de manière douce et semble-t-il toute naturelle. D'autant plus que tout un chacun, ou presque, se souvient de son enfance avec joie et plaisir, comme d'un âge d'or, surtout dans une tradition où la famille est une valeur importante.

Les traditions qui nous intéressent pour avoir été le berceau de Modzelewski ne doivent donc pas être considérées naïvement comme des valeurs culturelles et populaires dénuées d'intérêt : après la perte de l'indépendance de la Pologne, elles se renforceront, se définiront plus précisément, pour finalement tenir d'une sorte de plan défini. Nous avons affaire à ce que l'on pourrait nommer le plan polonais, qui n'était

---

<sup>1</sup> Sentence tirée de l'extrait suivant de Cicéron : « Quin etiam ipsi voluptarii deverticula quaerant et virtutes habeant in ore totos dies voluptatemque dumtaxat primo expeti dicant, deinde consuetudine quasi alteram quandam naturam effici, qua impulsu multa faciunt, nullam quaerentes voluptatem » Liber Quintus, Cap. 25 (74), in : Ciceronis, Marcus Tullius, *De finibus bonorum et malorum libri quinque*, Hildesheim, Georg Olms Verlagsbuchhandlung, 1963, pp. 734-735.

autre que la réponse à une autre vision politique et philosophique : la vision russe. Ce plan se fit d'ailleurs presque mystique. Il faut être bien conscients de l'utilisation de cette composante religieuse pour approcher et comprendre le poids de la tradition des nobles polonais en terres conquises par l'Empire russe et en Podolie plus particulièrement. À la frontière des deux cultures, les deux mondes étaient avant tout en conflit sur un plan économique : on se battait pour la possession d'excellentes terres agricoles. Le plan politique, qui se réclamait de valeurs culturelles, philosophiques et religieuses, intervenait dans un second temps pour justifier ces besoins économiques. Chacune des parties en conflit avait bien entendu sa propre vision concernant la manière de gouverner le pays, qui dépendait de leurs valeurs et de leur propre vision du monde. Chacune revendiquait les droits à la domination des terres ukrainiennes. Il faut rappeler qu'au XIX<sup>ème</sup> siècle, la noblesse polonaise possédait la plupart des terres, et ce depuis le temps de la République des Deux Nations. La noblesse polonaise avait, en accord avec la République d'alors, acquis une position économique et politique fortes, la République lui ayant laissé ce pouvoir, considérant que les nobles défendraient leurs intérêts, soit leurs terres et ainsi donc le pays, contre l'Empire russe. Le conflit entre la noblesse polonaise et les Russes ne pouvaient donc qu'être violent.

Les origines de cette situation remontent loin dans le passé. La défaite de la République des Deux Nations, tellement mal vécue par la noblesse, n'était qu'un effet de la rivalité entre la Russie et la République. En essayant de conquérir la place dominante dans les domaines politique et économique, l'une et l'autre employèrent tout une panoplie de messages et symboles justifiant et appuyant encore davantage leur présence sur ces territoires de discorde. L'Empire russe, déjà fort et bien organisé et qui gagna finalement cette rivalité au XIX<sup>ème</sup> siècle, opposa au système polonais, défenseur du catholicisme, un programme solide auxquels tous les domaines de la vie furent soumis : la religion, l'éducation et les affaires économiques... Tous les représentants de la noblesse polonaise, famille de Jan Modzelewski comprise, étaient subordonnés à ce mode de vie « à la russe ».

Un tel dictat causa de nombreuses réactions du côté des Polonais. Leurs réponses se heurtaient toutefois à différentes difficultés. Tout d'abord, les deux partenaires rivaux n'étaient pas égaux sur la scène politique. Au XIX<sup>ème</sup> siècle, la République des Deux Nations n'existait plus. Malgré cette situation politique difficile, les Polonais essayaient de trouver leur propre système propre à défendre leurs valeurs et ainsi leur dignité. La

discussion et de multiples commentaires sur la situation de la nation polonaise dominèrent tout le XIX<sup>ème</sup> siècle. Ils concernaient un tout allant de la politique aux affaires économiques en passant entre autres par les questions nationales et religieuses. Par la force des choses, on se référait à la tradition, soit en la critiquant soit en la glorifiant. La modernisation de toute la société européenne liée à l'industrialisation ajoutait un point de plus dans ce débat. Et un point important. Au moment où la place économique et politique de la noblesse polonaise de toujours ne pouvait plus autant séduire, toute une recherche de comportements et de propositions nouvelles commençait à naître. La situation fut bien définie par Józef Piłsudski, encore militant socialiste à cette époque : « ... la scène de la lutte a été prise par le peuple des travailleurs et entre ses mains est passé « l'éclair qui brille ». [...] Nos classes possédantes ont réussi à contourner les insurrections démocratiques et ont réussi à reprendre à ces mouvements les traits d'une lutte contre la réaction interne. Ils ne vont pas y parvenir dans le futur, parce que la conscience propre à la classe des ouvriers ne le permettra plus ».<sup>2</sup> Le ton plutôt démocratique de ces discours commençait à se faire entendre sur le territoire de l'ancienne République des Deux Nations. Plusieurs échos de ces airs étaient parvenus aux nobles.

Ces batailles intellectuelles n'avaient toutefois lieu qu'à un niveau plutôt abstrait. La vie des nobles au quotidien restait encore intouchée. Malgré toute la grande politique, elle continuait sa route selon ses prérogatives. D'autant plus sur les territoires de la lointaine Podolie, éloignée de tous les centres de la pensée politique. La société polonaise voyait dans cette déification du passé la seule et unique solution pour préserver sa propre identité après la défaite contre l'Empire russe et dans cette rivalité ancestrale. Malgré les changements, malgré la critique de ce comportement même de la part d'une partie des nobles eux-mêmes, l'exemple du comportement traditionnel, perdurait en Podolie dans la vie quotidienne. Elle fonctionnait et constitua l'exemple longtemps encore. La manière de construire les manoirs, la glorification du rôle du père et de la mère dans le cercle de la famille, mais aussi dans toute la société, autant d'éléments qui persistèrent, intouchés, jusqu'à la révolution bolchevique. Ce modèle fut également celui du jeune Jan.

---

<sup>2</sup> Parlant de l'éclair Piłsudski profita d'un poème de Juliusz Słowacki, poète polonais du romantisme. Piłsudski, Józef, « W rocznicę », in: *Kurjerek Robornika*, 24.1.1900, in: Piłsudski, Józef, *Pisma – Mowy – Rozkazy*, Tom I, Warszawa, Polska Zjednoczona, 1930, pp. 285-287.

La vie suit donc son cours de manière inchangée, surtout dans cette région marquée par la proximité d'une masse populaire étrangère. Cette présence constituait alors une forme de canal duquel on se gardait de dériver : par souci de se différencier toujours, de préserver des distinctions claires, on se garde d'évoluer au contact de l'autre et devient gardien d'une tradition symbolisant toute sa valeur, elle-même gardienne de l'identité. Cette différence associée à un sentiment cultivé de suprématie faisait que la vieille idéologie des remparts du christianisme y était omniprésente et toujours d'actualité. Il faut rappeler que cette impossibilité de métissage provient de ce que la présence polonaise en Ukraine est due à une colonisation polonaise, même si l'on a plus l'habitude de parler de colonies lorsque ces dernières sont très éloignées de l'État colonisateur, souvent séparées par la mer ou – mieux encore – par l'océan.<sup>3</sup> Si l'on considère la présence polonaise en Ukraine de cette manière, il est à l'évidence compréhensible qu'aucun mélange des cultures et rencontres entre les peuples n'avaient de chance de s'y produire et que l'idéologie s'imposait toujours davantage dans les esprits.

Avec le temps, la suprématie polonaise n'est restée qu'illusoire. Elle était confrontée à la naissance lente mais constante de la conscience nationale des Ukrainiens jusqu'alors considérés comme les serfs des nobles. Ce processus avait déjà débuté dans un passé lointain et ne s'était jamais arrêté. Ces révoltes, dont les raisons étaient essentiellement économiques, étaient cependant traitées par les Polonais, puis par les Russes qui les remplaçaient pour ainsi dire, comme des sortes de rébellions de sauvages, toujours perturbés et pas éduqués, que tant les Polonais que les Russes bridaient donc par la force.<sup>4</sup> Au lieu d'apaiser les émeutes, cette solution ne faisait évidemment que les attiser. Tant les rêveurs Polonais que le puissant Empire russe ne se sont rendus compte que bien tardivement de la naissance d'un partenaire finalement important et dynamique dont il faudrait tenir compte dans les discussions sur l'avenir des terres ukrainiennes. L'Ukraine allait bientôt devenir une nation créant ses premières organisations, portées par ses premières figures politiques, premiers publicistes et penseurs. Nation dotée d'une force qui lui permettra de réaliser sa volonté de créer son propre pays des années plus tard. La période dont nous parlons est donc marquée par l'espoir du côté ukrainien et la

---

<sup>3</sup> Pour une description des relations entre dominants et dominés, des maîtres envers les esclaves dans les Empires, voir : Said, W. Edward, *Culture et impérialisme*, Paris, Fayard, 2000, 558 p.

<sup>4</sup> La vie quotidienne en Ukraine dans le passé est décrite de manière très artistique chez Serczyk, Władysław A., *Na dalekiej Ukrainie. Dzieje kozaczyzny do 1648 roku*, Kraków, Wydawnictwo Literackie, 1984, 373 p.

conscience d'une fin inéluctable des privilèges du côté polonais. Cette nouvelle donne avait finalement privé les Polonais de leur suprématie non seulement politique, mais mettait cette fois-ci pour de bon un terme à leur suprématie économique, chassés qu'ils allaient être de leurs territoires ancestraux. Ce fut le cas également de la famille de Modzelewski qui perdit ses terres à quelques kilomètres près : situées près de la frontière avec les territoires polonais, mais malheureusement sur territoire ukrainien...

Tous ces éléments ont pétri et forgé le jeune Jan. Il baigna dans cette société. Bon gré mal gré. L'influence de cette forte tradition et de l'éducation qui l'accompagna constituera toujours le bois dont Jan est fait. On peut toutefois supposer que germaient alors en lui ses premières opinions propres. En effet, même fortement enraciné dans cette vie en Podolie ukrainienne, il va bifurquer et la suite de son itinéraire prendra une tout autre direction. C'est ce que l'on découvrira dans le deuxième volet de cette partie du travail. Son départ vers l'Ouest lui fera découvrir un ordre nouveau. On peut déceler sa quête d'une autre proposition philosophique dans plusieurs de ses décisions. Il surprend également par le choix d'une voie académique qui n'était pas la règle dans son milieu : études de chimie à Liège, ensuite travail en tant qu'assistant à la chaire de physique à Fribourg jusqu'à parvenir à l'obtention d'un doctorat. C'est pour cette raison qu'il était parti en Belgique. Mais il ne s'arrête pas là. Doté d'une fortune suffisante et fort de ses connaissances, Modzelewski crée deux entreprises de pointe grâce au soutien du gouvernement fribourgeois d'alors, favorable à ce genre d'actions. Cette fois-ci, la forge façonne Jan d'une autre manière. Il obtient de nouvelles qualifications, différentes de celles qui ont bercé son enfance. Où donc est passé ce Polonais catholique défendant sa religion aux confins du monde « civilisé » ? À ce stade, il a tout de quelqu'un qui a abandonné son passé : il décide de rester loin de sa maison natale et de partager sa vie avec une Fribourgeoise de bonne et ancienne famille.

Dans cette situation devenue stable, l'homme nouveau apparaît, nourri de convictions différentes provenant de sources diverses. Toutes ces couches sont déjà bien intégrées en la personne de Modzelewski lorsque la grande Histoire frappe de plein fouet. Il est certain que les événements et le déroulement de la Grande Guerre donnent de plus en plus d'espoir quant à la possible renaissance de l'État polonais indépendant. C'est ainsi que l'Histoire va donner la possibilité à Modzelewski d'exprimer tout ce dont il a été nourri : alors que son avenir semblait tout tracé, entre vie scientifique et entrepreneuriale, il réalise qu'en effet, l'État polonais pourrait naître et c'est avec cette

foi qu'il décide d'agir dans ce but. Ses premières racines motiveront dès lors ses choix et son engagement dans l'action humanitaire, diplomatique et culturelle, alors que son nouvel ancrage en Europe et les connaissances acquises lui donneront les moyens d'agir au sein de ce monde occidental. Cette nouvelle voie et ses convictions s'expriment la veille de Noël 1914 lors d'une rencontre avec un autre Polonais, Erazm Piltz. Il était persuadé qu'écrire et parler de la Pologne, justement à la mode et au centre de l'attention, était alors indispensable. Cette idée avait plu à son interlocuteur qui décrivit Jan comme quelqu'un ne restant pas les bras croisés, mais travaillant à rendre l'affaire polonaise populaire.<sup>5</sup> La conviction dont Modzelewski fit preuve et sa décision de s'engager furent en grande partie le fruit de cette rencontre avec Erazm Piltz qui donna à Modzelewski un certain savoir-faire, le formant pour ainsi dire une dernière fois, et qui le dirigea dans son activité. C'est aussi avec son aide qu'il se tournera de plus en plus vers les affaires politiques et surtout diplomatiques qui l'occuperont jusqu'à sa retraite et feront l'objet de la seconde partie de ce travail.

Les toiles que nous brossons ici sont très larges. Le décor et la situation remontent parfois jusqu'au Moyen Âge. Ils constituent tous des éléments qui influencèrent le comportement et les choix de Jan Modzelewski, la tradition pouvant avoir de solides ancrages dans le présent. Même si le tableau que nous dépeignons est large, il ne se veut pas complet, mais à même de révéler les éléments particuliers différenciant une nation et sa société d'une autre. C'est pourquoi même le plus petit de ces éléments permettra de comprendre l'adulte que fut Jan Modzelewski.

---

<sup>5</sup> Skowroński, Tadeusz, *Pamiętniki 1914-1939. Student w Szwajcarii. Dyplomata wolnej Polski*, Pruszków, Rachocki i s-ka, 1999, p. 113.



## **Modzelewski. Terre et origines**

### **Chapitre 1.**

#### **Russification des Polonais : entreprise impossible**

La République des Deux Nations connut une période de relative prospérité du XV<sup>ème</sup> au XVII<sup>ème</sup>, ce qui avait conforté la classe dirigeante des nobles polonais dans l'idée qu'elle était non seulement unique mais la meilleure. La vie à la frontière de deux cultures, la colonisation des territoires d'autres cultures, mariée à cette période faste fit naître l'idéologie d'une nation représentant le dernier rempart de la foi catholique et qui – comme telle – recevra toujours une aide divine. Forts de cette idéologie basée sur une interprétation religieuse, on oublia quelque peu les circonstances politiques, profanes celles-ci mais bien réelles : les voisins n'attendaient en effet qu'un moment de faiblesse pour s'engouffrer sur ces terres toujours convoitées. C'est ainsi qu'au XIX<sup>ème</sup> siècle, la République des Deux Nations n'appartenait plus qu'au passé. La Prusse, l'Autriche et la Russie s'étaient partagé son territoire, d'une taille d'environ 700 kilomètres carrés à l'époque, en trois étapes successives.

L'effondrement de la République des Deux Nations à la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle eut des conséquences considérables non seulement pour l'État en tant que tel, son organisation, ses institutions, son fonctionnement dans les relations entre les pays européens, mais peut-être avant tout pour ses citoyens, qui composaient une mosaïque hétérogène de cultures, religions, niveaux sociaux et convictions. Le but principal des pays s'étant partagé les territoires fut naturellement de les introduire dans leur propre système afin que ces nouveaux territoires deviennent partie intégrante de leurs États. C'est pourquoi ils intervinrent chacun fortement dans les sphères politique, administrative, économique, culturelle et religieuse de l'ancienne et première République. Ces changements provoquèrent une opposition compréhensible de la société polonaise ou en tout cas de la partie qui en souffrait le plus. La noblesse ayant été la pierre angulaire de la gouvernance de la République des Deux Nations, dépositaire de sa vision politique et culturelle, c'est contre elle que les trois pays usurpateurs, régis par des monarques tyranniques, luttèrent tout au long du XIX<sup>ème</sup>

siècle afin de contrecarrer son influence sur les autres strates de la société du pays. Il est important de voir comment cette lutte était menée, quelles en étaient les origines et les motivations et quel fut le résultat final, dans ce cas particulier sur les territoires russes, puisque c'est sur ceux-ci qu'habitait la famille de Jan Modzelewski.

Nous ne suivrons toutefois pas directement Modzelewski ici : l'idée principale est de montrer les efforts que déployèrent les Russes pour appliquer leur système de gouvernement, fortement opposé à celui que les nobles avaient forgé au sein de la République des Deux Nations. Cela impliquait évidemment une forte opposition de la part des nobles qui avaient été habitués à une liberté dorée depuis des siècles. Que les monarchies absolues se hasardassent à imposer leurs méthodes de gouvernance ne nous surprend pas. Il est évident qu'ils avaient envie d'unifier tous les territoires leur appartenant. Cette nouvelle politique, inconnue à la majorité des nobles polonais eut certainement un impact considérable. Nous allons montrer par le biais de l'exemple russe que les changements touchaient pratiquement tous les aspects de la vie : le quotidien, l'économie, mais aussi la foi, l'éducation... Le but est de voir à quoi se heurtait la classe des nobles polonais dans son ensemble, ce qui permettra de comprendre certaines de leurs réactions, peut-être aussi certaines des décisions des Modzelewski présentées dans les chapitres suivantes.

Malgré les différences de mentalité, de méthodes politiques et d'accomplissement de la gouvernance et de la philosophie même du pouvoir, le but principal de ces trois instances occupant le pays était le même : il s'agissait tout d'abord d'éliminer le rôle prépondérant de la noblesse dans la société polonaise. Ils se libéreraient ainsi d'un adversaire redoutable, parce que possédant une forte conscience de sa propre valeur, de sa propre identité, même si cette conscience était parfois un peu démesurée. Les occupants déployèrent leurs efforts de manière différente selon la puissance occupant la région, mais les procédés pouvaient également différer au sein d'un territoire occupé par un même État. Ce fut le cas du partage russe, divisé en deux parties. La première constituait le territoire du Royaume de Pologne, qui bénéficiait d'une autonomie relative, d'une constitution, d'un gouvernement, d'un parlement, d'une institution judiciaire, d'une administration et d'une armée. La deuxième partie, nommée dès 1815 les Terres revendiquées (Ziemie Zabrane), connut un autre régime puisque ces terres étaient considérées par les Russes comme leur appartenant. Il s'agissait des territoires de la Biélorussie, de la Volhynie, de la Podolie et de l'Ukraine, qui furent

donc traitées comme parties intégrantes de la Russie. Sur ces territoires, le système tsariste luttait pour la dénationalisation des masses polonaises sur plusieurs plans.<sup>1</sup>

## **I. Appropriation des biens**

Comme nous l'avons dit, la lutte se concentrait principalement dans le but d'annuler l'influence des nobles au niveau économique, mais elle visait également à neutraliser leurs forces sociale et culturelle sur ces territoires. Afin d'affaiblir la position de la noblesse, la moindre opposition au nouveau gouvernement fut punie, et l'on eut même recours dès le début à des déportations très spectaculaires vers la Sibérie. En marge de ces méthodes agressives et flagrantes, d'autres furent mises en œuvre, moins visibles, mais également efficaces. Une réelle action fut entreprise au niveau social. Pour diminuer l'influence sociale de la noblesse, on procéda à une action administrative de déclassement d'une partie pauvre des nobles les faisant rejoindre la classe des paysans. Il faut souligner qu'en terme quantitatif, la noblesse dans la première République avait représenté un événement au niveau européen : elle constituait alors 10% de la population. Au sein d'un groupe si vaste, il est évident que toute la noblesse n'était pas également fortunée : elle comptait autant des grands propriétaires terriens, des propriétaires de moyenne importance, que des nobles à la tête d'un petit lopin de terre, voire même sans propriété du tout. Cependant, malgré ces différences matérielles, tous les membres de la noblesse disposaient tous des mêmes droits politiques : ils constituaient tous ensemble l'État libre. La noblesse donnait le ton à la vie politique, nationale et culturelle de l'ancienne République. Elle était source, dépositaire, et gardienne de l'âme polonaise dont elle était la seule à avoir conscience. Vu son rôle, on comprend mieux qu'il était dans l'intérêt de l'administration tsariste d'étouffer cette voix et de profiter d'assimiler la couche la moins fortunée et la plus nombreuse aussi à la catégorie sociale, très populaire en Russie, des *odnodvortsi* (однодворцы). Ils étaient propriétaires de la terre qu'ils cultivaient, n'étaient donc pas des serfs, mais n'avaient en aucun cas le statut et les privilèges des nobles. Les membres de ce groupe ne bénéficiaient pas du pouvoir de décision dont les nobles disposaient, ne pouvaient pas éduquer leurs enfants, et, le plus important, ils étaient toujours menacés par un possible

---

<sup>1</sup> Czubiński, Antoni, *Historia Polski 1864-2001*, Wrocław, Warszawa, Kraków, Zakład Narodowy im. Ossolińskich, 2002, p. 6.

recrutement de l'armée. De plus, les *odnodvortsi* étaient obligés de payer des impôts. L'Empire retirait un avantage évident de cette population de sujets et une motivation incontestable à l'agrandir : les autorités russes mirent donc ce projet en œuvre rapidement.<sup>2</sup>

Ces premières interventions ne portèrent toutefois pas de fruits. La noblesse polonaise, riche ou pauvre, conservait une forte conscience communautaire et leur sentiment d'appartenance à une même classe. Les traditions d'égalité restaient vivantes. À cette époque encore, même le gouvernement russe se montrait quelque peu ambigu et manquait de conséquence envers les nobles. L'égalité avait par exemple été reconnue par le nouveau pouvoir de Catherine II en 1785, afin d'éviter de trop fortes réactions et un soulèvement de toute cette classe. La lutte administrative avec la noblesse infortunée continua pourtant. Allant contre les opinions des fonctionnaires, le tsar Nicolas I<sup>er</sup> avait ordonné en 1834 que les petits villages des nobles polonais peu fortunés, déjà semblables à ceux de la paysannerie russe, soient organisés de la même manière que ces derniers.<sup>3</sup> La transformation de gens libres en sujets privés de droits, réduits à une sorte d'esclavagisme, se poursuivait. En 1840, l'Empire russe créa la Commission centrale de révision dont le but principal était de vérifier l'ascendance des nobles. Durant les décennies de son fonctionnement, cette commission parvint à son but. Elle réussit à diviser la classe des nobles, pourtant jusque là très homogène, modifiant les relations entre les nobles propriétaires de richesse et les démunis. En effet, ces efforts au caractère ravageur condamnèrent des milliers de nobles pauvres à la dépolonisation. Nombreux furent les cas de gentilshommes qui, réduits à la condition paysanne, oublièrent la langue polonaise et qui intégrèrent la religion orthodoxe de par leur insertion dans les masses ukrainiennes. Entre 1831 et 1853, 340'000 personnes furent déclassées, ce qui représentait environ 4 Polonais sur 5 en Ukraine, d'autant plus que l'Ukraine ne comptait pratiquement que des Polonais d'origine noble.<sup>4</sup> L'influence de cette entreprise sur le développement et le maintien de la culture et de la langue polonaises sur ces territoires est incontestable.

---

<sup>2</sup> Beauvois, Daniel, « Dezintegracja drobnej szlachty polskiej na Ukrainie w latach 1831-1863 », in : *Losy Polaków w XIX i XX wieku. Studia ofiarowane profesorowi Stefanowi Kieniewiczowi w osiemdziesiątą rocznicę Jego urodzin*, Warszawa, Państwowe Wydawnictwo Naukowe, 1987, p. 73. Voir aussi : *Idem, Le noble, le serf et le revizor. La noblesse polonaise entre le tsarisme et les masses ukrainiennes (1831-1863)*, Paris, Montreux, Éditions des archives contemporaines, 1985, p. 110.

<sup>3</sup> Il est tout de même clair que la réforme avait suivi celle qui avait été ordonnée sous l'Empire déjà. Culkov, Georgij Ivanovic, *Imperatory Rossii, Psichologiceskie portrety*, Moskva, Slovo, 2003, pp. 259-260.

<sup>4</sup> Beauvois, Daniel, « Dezintegracja... », *op. cit.*, p. 86.

## II. La vision russe de l'État

Cette politique de l'Empire russe, périlleuse pour les nobles Polonais, était le produit de la philosophie d'un État dont l'étendue du territoire n'avait pas d'équivalent en Europe. Les racines profondes de cette philosophie remontent aux relations sociales et politiques de la Russie ancienne, qui inspirèrent autant les réformes de Pierre le Grand et de Catherine II, que les modernisations suivantes de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. La philosophie élémentaire de l'État russe avait été façonnée au Moyen Age et resta inchangée jusqu'à son renversement en 1917. Sa politique était fondée sur trois piliers : l'autocratie tsariste, la religion orthodoxe et le nationalisme.<sup>5</sup>

### 1. L'autocratie du tsar

La tradition des gouvernements despotiques en Russie remonte loin dans le passé. On trouve ses motifs principaux dans les contacts avec les tribus asiatiques mongoles contre lesquelles la Principauté de Moscou lutta pendant des siècles pour sa liberté. Dans les relations avec le Khanat, la force avait toujours joué un rôle prépondérant. Il est difficile de considérer ces relations comme « civilisées » dans le sens européen du terme.<sup>6</sup> On y décèle pourtant les bases du comportement futur de l'État puis de l'Empire russe qui se rapprocherait du despotisme, dans lequel les seigneurs n'avaient en réalité aucune autonomie sur les terres gouvernées et dans lequel leurs positions dépendaient uniquement de la grâce du souverain. Ce fonctionnement se retrouvera à l'époque qui nous intéresse : tout le pouvoir et le processus décisionnel y dépendaient du tsar. Ce principe organisait l'ensemble du système administratif, qui devait une obéissance et une exécution aveugles des ordres venant d'en haut. Ce système était organisé sur le modèle militaire, comportant des grades, différents

---

<sup>5</sup> Davies, Norman, *Boże igrzysko. Historia Polski*, Vol. 2, Kraków, Znak, 1991, p. 115.

<sup>6</sup> Bien évidemment, il existe un nombre considérable d'ouvrages sur l'histoire de la Russie dans lesquels on peut voir et comprendre la naissance du système du gouvernement russe notamment : Soloviov, Kljucevskij, Vasilij Osipovic, *Russkaja istorija. Polnyj kurs lekcij w trzech knigach*, Moskva, Mysl, 1993 ; Kovalenko, W. I., Mieduszevskij, A., N., Moszczelkov, E., N., *Politiceskaja istorija Rossii : Chriestomatja*, Moskva, Aneks Press, 1996, 624 p. ; Nous soulignerons ici les ouvrages en langues occidentales suivants: Riasanovsky, Nicholas, Valentine, *A History of Russia*, New York – Oxford, Oxford University Press, 1984, 695 p. trad. française: Paris, Robert Laffont, 1987, 843 p. ; Haumann, Heiko, *Geschichte Russlands*, Zürich, Chronos, 2003, 568 p. ; Hellmann, Manfred (dir.), *Handbuch der Geschichte Russlands*, Band 1-6, Stuttgart, Anton Hiersemann, 1981-2004, en particulier le premier volume allant jusqu'en 1613. Une monographie concernant les relations entre Moscou et Khanat, voir : Ostrowski, Donald, *Muscovy and the Mongols. Cross-cultural influences on the steppe frontier 1304-1589*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, 329 p.

uniformes et des emblèmes spécifiques. Pour qu'il puisse fonctionner correctement, toute une police secrète, qui s'occupait d'anéantir toute manifestation d'insubordinations quelconques, fut nécessaire. Cette police avait recours à tous les moyens ; elle usait même de la provocation pour pouvoir contrôler toutes les expressions de l'activité humaine. La toute puissance et splendeur de l'Empire étaient proclamées partout où cela était possible. Le système des forts et des prisons, construits à la charge de la société, fut l'une des incarnations de cette volonté de représentation. La citadelle de Varsovie fut par exemple bâtie par la ville pour mettre en œuvre les sanctions prises suite à l'insurrection de 1831.<sup>7</sup>

L'armée de l'Empire était également le signe visible de sa puissance. Organisée en districts militaires et en garnisons, complétant l'administration et la police secrète, elle servait la protection de l'autocratie russe. Sa très forte présence sur les territoires polonais s'explique par deux raisons. Avant tout, il fallait assujettir et contrôler les éléments indisciplinés dans tout l'Empire, pour des raisons confessionnelles ou politiques. Par ailleurs, l'Empire se voyait dans la nécessité d'empêcher tout contact entre les Polonais assujettis et leurs compatriotes d'autres provinces de l'ancienne République. Les terriens polonais, désobéissants, étaient en effet devenus la frontière occidentale de l'Empire russe. Dans un pays si vaste et dont l'unité, pas facile à maintenir, était fondée sur la violence et la volonté d'une personne, les questions de sécurité et de maintien du contrôle sur la totalité de l'État étaient cruciales. C'est pourquoi la police secrète devait avoir le droit et le privilège de contrôler tous les étrangers qui séjournaient sur le territoire, ou ceux qui le quittaient.<sup>8</sup>

## 2. L'Église orthodoxe

Ce pouvoir despotique n'avait jamais été menacé. Il avait recherché et obtenu sa légitimité ultime en gagnant une autorité divine et religieuse : le tsar fut reconnu comme élu de Dieu pour gouverner sur l'Empire. C'est la raison pour laquelle l'Empire accorda un rôle aussi important, essentiel à sa propre reconnaissance, à la religion orthodoxe. Ce fut après l'effondrement de Constantinople en 1453 que l'État de Moscou récemment

---

<sup>7</sup> Król, Stefan, *Cytadela warszawska. X Pawilon – carskie więzienie polityczne (1833-1856)*, Warszawa, Książka i Wiedza, 1969, p. 26.

<sup>8</sup> Davies, Norman, *op. cit.*, p 131.

reconstitué reprit la position de seul défenseur de la vraie foi chrétienne et Moscou se proclama III<sup>ème</sup> Rome et en adopta toute la symbolique et le cérémonial. L'image de l'aigle à deux têtes fut par exemple reprise. Le tsar assura alors la protection de la religion orthodoxe qui avait pour principes la sérénité et la tolérance. Les souverains instrumentalisèrent souvent cette obéissance spirituelle de l'Église envers eux-mêmes. Ce système d'autocratie avait besoin de bases solides, et la soumission de l'Église à l'État servait avant tout le tsar dont la personne et les actes avaient acquis un statut sacré. En échange, l'Église orthodoxe avait obtenu d'être la seule Église reconnue sur tout le territoire de l'Empire.<sup>9</sup>

### 3. Le nationalisme

Le pouvoir du souverain, devenu politique et religieux, basé sur ces deux véritables piliers de l'État russe fut renforcé encore au XIX<sup>ème</sup> siècle par l'instauration d'un nationalisme fort : la nation russe et sa langue furent érigées en valeur participant de la grandeur de l'Empire. Le peuple russe ainsi valorisé devenait le troisième pilier sur lequel le pouvoir du souverain reposait. La langue russe fut décrétée comme la plus apte dans l'expression de la pensée : grâce à elle avait pu naître la littérature et la poésie par excellence. L'utilisation de l'alphabet cyrillique était présentée comme une preuve de sa supériorité. Malgré les réformes de Pierre le Grand, l'alphabet resta peu latinisé, restant basé sur l'ancien alphabet cyrillique. Or cet alphabet était également employé par l'Église Orthodoxe, ce fait renforçant les liens entre l'État et l'Église.<sup>10</sup>

## III. Le grand Empire soutenu par ses intellectuels

La spécificité de la Russie se manifestait de plusieurs manières. Maintenir l'intégrité d'un pays immense et le protéger contre les influences considérées comme néfastes de l'Europe Occidentale ne pouvait pas reposer uniquement sur la puissance de

---

<sup>9</sup> Skrynnikov, Ruslan Grigorevic, *Gosudarstvo i cerkov na Rusi XIV-XVI vv. Podvizniki russkoj cerkvi*, Novosibirsk, Nauka, 1991, 396 p. ; pour une étude approfondie des relations entre l'État et l'Église en Russie et des traditions byzantines dans la philosophie politique russe, voir : Uspenskij, Boris Andreevic, *Car i patriarch. Charizma vlasti v Rossii (Vizantijskaja model i ee russkoe pereosmyslenie)*, Moskva, Jazyki russkoj kultury, 1998, 676 p.

<sup>10</sup> Kamenskij, Aleksandr Borisovic, *Rossijskaja imperja v XVIII vekie. Tradici i modernizacija*, Moskva, Novoe Literaturnoe Obozrenie, 1999, p. 113 ; voir aussi : Zivov, Viktor Markovic, *Jazyk i kultura v Rossii XVIII veka*, Moskva, Jazyki russkoj kultury, 1996, 590 p.

l'armée, sur les structures développées de la police secrète et sur les patrouilles, même denses, des gardes-frontières. Le processus de développement de la conscience des sociétés et de leur identité, entraînant avec elle la conscience des divergences entre les pays, avait commencé au XIX<sup>ème</sup> siècle. Fruit des tendances lancées au siècle des Lumières, conscience liée à la démocratisation des structures sociales, à la disparition des structures féodales et à l'industrialisation, elle préparait le chemin des théories nationalistes qui avaient pour but de lier les habitants à leur pays par une appartenance identitaire forte et qui seule pourrait encore garantir au pouvoir central son assise. En plus des théories strictement nationalistes, d'autres commencèrent à voir le jour. Ces dernières ne reposaient pas uniquement sur la conception d'une nation selon ses frontières géopolitiques, mais également sur l'appartenance à une même culture, ce qui pouvait déboucher sur la reconnaissance des liens culturels entre différentes nations.

La rivalité ancestrale polono-russe avait gagné encore un autre soutien, intellectuel celui-ci, différent de celui qui se développait sous les auspices des Polonais. Pour soutenir son système des trois piliers, le système tsariste avait reçu un appui encore plus fort des intellectuels qui repoussèrent les limites plus loin encore. Sur les terres de l'Europe orientale, ce courant prit le nom de panslavisme. Il fut exploité par la Russie, persuadée qu'elle était prédestinée à jouer un rôle dominant sur les pays slaves. Ce courant constitua une arme sur les territoires polonais permettant de lutter contre le mode de vie polonais. Les Polonais appartenaient à la culture slave, et les publicistes russes de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, avec Iouri Samarine, Aleksander Hilferding, mais aussi l'historien Mikhaïl Pogodin, cherchaient à prouver que la noblesse polonaise empreinte de culture occidentale et fortement liée à la religion catholique romaine se comportait en contradiction avec l'esprit slave.<sup>11</sup> Son style de vie était élitair et totalement étranger à celui, « authentique », des masses de paysans du Royaume de Pologne, sans parler des Terres revendiquées avec une population biélorusse ou ukrainienne majoritaire. Les publicistes étaient persuadés qu'ôter à la noblesse polonaise son pouvoir matériel sur les paysans pouvait causer le déclin des idées romaines et le développement des influences slaves. Organiser les paysans à la manière russe devait permettre de centraliser et de consolider l'Empire, ce qui constituait donc une raison supplémentaire pour dépouiller les nobles polonais de l'important rôle social qu'ils

---

<sup>11</sup> Walicki, Andrzej, *Zarys myśli rosyjskiej od Oświecenia do renesansu religijno-filozoficznego*, Kraków, Wydawnictwo Uniwersytetu Jagiellońskiego, 2005, pp. 345-347.



avaient. D'autre part, ces publications panslaves permirent de renforcer une vision stéréotypée de la société polonaise dans la mentalité russe, fondée sur un dualisme dans lesquels s'opposaient des valeurs incompatibles : les valeurs contraires à l'esprit slave d'une part et celles qui lui étaient fidèles d'autre part.<sup>12</sup>

Le panslavisme ne se cantonnait pas à l'intérieur de l'Empire russe ou à ses nations voisines. Il eut aussi une influence dans la sphère des relations internationales. Nikolai Danilewskij fit à l'époque une interprétation détaillée de cette philosophie, du rôle de la Russie et de la position de la Pologne dans tout ce système.<sup>13</sup> Il alertait la société russe contre le danger que représentait l'Ouest et annonçait la nécessité pour la Russie de se mobiliser et d'œuvrer à l'unification des Slaves. Danilewskij était persuadé que les Slaves formaient un type culturellement et historiquement totalement différent du type germano-roman. La conscience de cette différence devait être renforcée au sein des Slaves et l'idée slave affirmée comme supérieure. Il vantait les relations sociales et la foi héritées de Byzance. Telles étaient les théories. Danilewskij construisait son raisonnement de manière à donner raison au gouvernement : il avait élaboré et publié cette théorie dans le but de justifier les appétits expansionnistes russes envers les terres de l'Europe orientale, qui aurait finalement dû former plusieurs royaumes liés en confédération, tous sous protectorat russe. Ce plan d'expansion comportait aussi l'annexion des détroits du Bosphore et des Dardanelles ce qui devait permettre de retrouver la situation antérieure à la guerre de Crimée.<sup>14</sup> Au sujet de la question polonaise, Danilewskij s'était globalement aligné sur les autres publicistes, en soulignant que l'adoption de l'idée latine des Polonais, trahison envers l'esprit slave, menaçait la Russie, car cette latinisation n'était autre qu'une usurpation des terrains appartenant naturellement à l'État russe. Comme les autres, il conseillait de bannir les Polonais des Terres revendiquées et de les repousser sur les terres historiquement polonaises. Son interprétation du partage de la Pologne, par ailleurs digne d'intérêt, était que la Russie n'en était pas l'auteur. Il s'inscrivait dans la ligne des conceptions nées déjà sous le règne de Catherine II qui, en 1793, avait frappé une médaille de la devise : « J'ai récupéré ce qui fut arraché ». À son sens donc, les territoires orientaux de la

---

<sup>12</sup> Bułhak Władysław, « Rosyjskie koncepcje panowania w Polsce w latach 1863-1905 », in : *Arcana* , R. 4, 1998, nr 1, pp. 54-55.

<sup>13</sup> Danilewskij, Nikolaj Jakovlevic, *Rossija i Evropa. Vzgljad na kulturnyje i politiceskie otnosenija slavyanskogo mira k germano-romanskomu*, Sankt-Petersbourg, Glagol, 1995, 513 p.

<sup>14</sup> Wetzel, David, *The Crimean War: A Diplomatic History*, New York, Columbia University Press, 1985, p. 75.

République des Deux Nations faisaient partie intégrante de la Russie médiévale dans la mémoire collective russe.<sup>15</sup>

Cette idéologie panslaviste était tellement forte et si bien ancrée que même les libéraux russes – les seuls partisans éventuels de la liberté et de l'indépendance des nations – s'y ralliaient par la force des choses. Ils étaient probablement les seuls à suivre les événements de l'Europe occidentale avec curiosité, mais leur intérêt pour les systèmes occidentaux dans lesquels ils cherchaient un soutien à leurs idées ne semble pourtant pas dépasser le stade de la curiosité. En réalité, ils étaient obligés, à quelques détails près, de se rallier aux idées de leurs opposants politiques lorsqu'il s'agissait de la question polonaise. La plupart d'entre eux effectuaient des voyages en Europe et étaient à même de confronter et d'avoir un regard critique sur le mode de fonctionnement et de prise de décisions de l'administration tsariste. Ils virent sans pouvoir agir comment le pouvoir du tsar fit taire l'insurrection de 1830. En Europe occidentale, le sort de la Pologne fut alors largement commenté et provoqua plusieurs vagues de russophobie au XIX<sup>ème</sup> siècle, ce dont les libéraux avaient conscience. Ces derniers, qui cherchaient un *modus vivendi* avec les Polonais, voyaient dans les relations entre l'Angleterre et l'Écosse un exemple à suivre. L'un d'entre eux, le prince Piotr Wiaziemski, évoqua même la nécessité d'abandonner le Royaume de Pologne à lui-même.<sup>16</sup> Malgré ces divergences concernant le sort de la Pologne et de ses habitants pour lesquels les libéraux souhaitaient la liberté, ils étaient d'accord que la raison d'État impériale restât prioritaire et protégée. Malgré leur compréhension, voire même leur pitié, pour le destin des Polonais, les libéraux préférèrent soutenir la solution d'une coexistence pacifique entre les deux nations en se basant sur la nouvelle constitution russe, considérée comme un progrès notoire en matière de droits des citoyens.

Le système créé après le Congrès de Vienne en 1815, dans lequel l'existence du Royaume de Pologne régi par la constitution et donc pourvu d'un semblant de droits, fut accepté par les libéraux, malgré les défaillances du système et les abus du tsar.<sup>17</sup> Mikolaj Turgieniew, optimiste, pensait encore que la Russie pourrait – grâce à ce système constitutionnel – unifier tous les éléments la composant. Il considérait bien

---

<sup>15</sup> Davies, Norman, *op. cit.*, p. 113.

<sup>16</sup> Wiaziemski, Piotr, *Z notatników i listów księcia Piotra Wiaziemskiego*, Kraków, Wydawnictwo Literackie, 1985, p. 176.

<sup>17</sup> Głębocki, Henryk, «« Bielmo na oczach Europy, wrzód na ciele Rosji... ». Liberalizm rosyjski w kwestii polskiej », in : *Arcana* , R. 4, 1998, nr 1, pp. 43-50.

évidemment la Pologne comme faisant partie de ce système.<sup>18</sup> L'idée du rôle dominant de la Russie dans le système des pays slaves était donc partagée de tous et la conviction de l'union slave était bien ancrée dans les esprits des penseurs.

Mentionnons maintenant un élément intéressant qui caractérisait les relations polono-russes. Analysant la question polonaise au XIX<sup>ème</sup> siècle, il ne faut pas oublier qu'en conquérant finalement la Pologne, la Russie avait écrasé tout le système politico-social et culturel de sa rivale qui, malgré toutes ses faiblesses, intéressait l'Europe pour son organisation bien plus démocratique que celle du système russe. Avec la victoire de la Russie, le système autocratique l'emportait. En même temps, un faible courant de penseurs et de politiciens russes rêvait que la réforme du système intérieur débouchât sur des changements dans les relations avec cette Europe qui leur était hostile, ainsi que dans leur relation à la problématique polonaise. Cette idée était évidemment inacceptable pour le régime tsariste. En conclusion, quelle que fût l'opinion des intellectuels russes, la Pologne et sa culture étaient depuis toujours la rivale de la Russie dans la question de l'hégémonie sur le monde oriental et le restait.

#### **IV. Nouvelle politique impériale à la suite de la défaite de l'insurrection polonaise de 1863**

Le sort de la noblesse polonaise fut scellé par la défaite de la dernière insurrection indépendantiste de janvier 1863. Elle perdit son influence politique et sociale, mais cette défaite revalorisa d'autres propositions quant à l'avenir du pays différentes de la vision traditionnelle des nobles. Une fois de plus, les Polonais étaient réduits à l'échec, et devaient faire le bilan et une analyse parfois douloureuse des pertes, trouver des explications et définir des lignes de conduite pour la suite. Les Polonais ne dépendirent dès lors plus d'une couche sociale, des nobles. La deuxième moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle vit s'opérer des changements majeurs non seulement dans les domaines politique et social, mais dans toute l'organisation et le développement de la vie du pays. La catastrophe de l'insurrection avait permis de chasser véritablement la noblesse de sa

---

<sup>18</sup> Walicki, Andrzej, *op. cit.*, pp. 113-114. La division semblait tout de même inévitable comme l'atteste Mikhail Lunin, l'un des libéraux et futur décabriste : Lunin, Mikhail, *Pisma iz Sibirii*, Moskva, Nauka, 1987, 492 p.

position dominante au sein de la nation et avait été servi de prétexte à une activité répressive encore plus accrue contre la noblesse.<sup>19</sup>

Il ne fallut pas attendre longtemps les premières mesures de répression suite à l'insurrection. Les gouvernements des trois occupants – Russie, Prusse et Autriche – constatèrent unanimement que les Polonais ne savaient malheureusement pas reconnaître la politique « libéralisée » des gouvernements qui leur étaient offerte, ce qui leur permettait de justifier une restriction de leur liberté. Ce fut avant tout en Russie, où l'insurrection avait eu lieu, que l'autonomie déjà restreinte fut encore réduite. La division en Terres revendiquées et Royaume de Pologne fut abolie. Ce dernier fut nommé le Pays au bord de la Vistule (Privisljenskij Kraj). En 1867, le Conseil d'État, le Conseil administratif et le budget séparé du Royaume disparurent. Un an auparavant, le Département d'État avait été liquidé. En 1866, la réforme de l'administration avait de plus été organisée. Le pays fut dès lors divisé en dix gouvernements au lieu de cinq, et tous les offices furent subordonnés directement aux bureaux centraux de Petersburg. Le tout dans le but de mieux contrôler les sujets.<sup>20</sup>

Dans sa lutte contre les Polonais, la Russie avait l'État prussien pour acolyte. Leurs méthodes étaient semblables, de même que leurs buts. La nouvelle politique de l'unification menée par Otto von Bismarck réprimait toutes forces et mouvements animés par les minorités nationales et religieuses qui refusaient de se soumettre au gouvernement. Sur les territoires polonais occupés par la Prusse, les Polonais, appartenant tant à la minorité catholique qu'à la minorité nationale polonaise, subissaient une double répression. La nation polonaise et sa religion catholique suscitaient en effet toutes deux l'inquiétude de Bismarck.<sup>21</sup> Malgré les craintes qu'inspirait l'expansionnisme prussien à l'Empire russe, les deux États restèrent unis, se trouvant d'accord dans la question de la gestion des Polonais.

Grâce à l'insurrection de 1863, la Russie parvint à dépoloniser les Terres revendiquées. L'administration russe trouvait dans le soulèvement polonais la justification de toutes ses actions permettant de liquider les derniers privilèges des nobles polonais. Par la confiscation des terres, elle avait significativement diminué la

---

<sup>19</sup> Kieniewicz, Stefan, « Powstanie Styczniowe », in : Buszko, Józef, Garlicki, Andrzej (dir.), *Dzieje narodu i państwa polskiego*, Warszawa, Krajowa Agencja Wydawnicza, 1987, p. 75.

<sup>20</sup> Pobóg-Malinowski, Władysław, *Najnowsza historia polityczna Polski*, T. I, (1864-1914), Oficyna Wydawnicza Gryf, Gdańsk, 1991, p. 18.

<sup>21</sup> Davies, Norman, *op. cit.*, p. 150.

propriété polonaise. Elle avait de plus augmenté les taxes perçues se montant à 10%, ce qui grevait lourdement l'économie polonaise. En 1865, un acte répressif interdisant l'achat de terres par les Polonais fut introduit, exemple qu'Otto von Bismarck allait suivre lui aussi quelques années plus tard. Une autre mesure très importante qui devait définitivement révolutionner les relations entre nobles et paysans, et mis par la même un terme à l'époque féodale sur le territoire russe de Pologne, fut prise en 1863 : la réforme qui affranchit les paysans. Toutes ces restrictions influencèrent naturellement fortement la situation économique des nobles, leur vie quotidienne qui en subirait les conséquences à long terme, rendant la vie aux confins de l'ancienne I<sup>ère</sup> République de plus en plus pesante.<sup>22</sup>

Les changements dans les relations polono-russes après la défaite de l'insurrection n'avaient touché que le domaine politique mais lui avait permis de gagner aussi le soutien des publicistes. D'autres conceptions relatives aux terres polonaises et à ses habitants virent encore le jour à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. Avant tout, les publicistes avaient tiré les conclusions de la politique menée au cours des dernières décennies. Ils percevaient l'unification de l'Allemagne comme une réelle menace et les Russes voulurent continuer à s'étendre en agissant sur le théâtre de la mer Noire et de l'Extrême-Orient. Pour ce faire, il fallait un État fort et unifié et l'exemple allemand avait pu séduire. Les écrits de Wladimir Hurko, du Prince Aleksander Imeretynski et d'Andriej Markgrafski, présentent un constat et une conscience très présente que les efforts entrepris jusqu'à présent n'avaient pas apporté de résultats vraiment convaincants du côté russe. Malgré leurs efforts, la population des terres conquises avaient conservé leurs particularités nationale et culturelle, et continuaient de rejeter les représentants du gouvernement pétersbourgeois. N'ayant toutefois aucune vision à même de renverser ces rapports, ces publicistes proposaient de maintenir la politique actuelle sur les anciennes Terres revendiquées. Sur celles-ci, après avoir cherché à diminuer les nobles, il fallait maintenant lutter pour gagner la paysannerie, ce qu'ils voulaient se proposait de faire en nivelant les différences entre l'Empire et les territoires polonais. D'autre part, ils proposaient de redonner plus de liberté sur les terres de l'ancien Royaume de Pologne, afin d'obtenir que se forme à l'ouest de l'Empire une nation développée librement, qui constituerait une barrière contre l'Allemagne et qui

---

<sup>22</sup> Kieniewicz, Stefan, *Powstanie Styczniowe*, Warszawa, Państwowe Wydawnictwo Naukowe, 1983, pp. 733-740.

serait destinée à la lutte contre l'expansionnisme prussien. La Russie, pour laquelle les territoires à proximité de la mer Noire et en Extrême-Orient avaient plus d'importance, ne devait selon eux pas perdre toute son énergie vitale pour n'assimiler qu'une seule nation.

Toutes ces méthodes politiques et économiques de répressions menées par les gouvernements occupants, soutenues pourtant par leur collaboration avec les intellectuels qui supportaient la politique officielle et la construction d'un programme complet et homogène, ne portèrent pas les fruits escomptés. Il n'est pas à exclure que ce système si bien pensé et organisé provoqua justement une opposition encore plus forte. Ces multiples méthodes d'intégration des Polonais dans les systèmes des pays participants des partages et la Russie surtout avaient donc failli. En fait, elles n'avaient d'une manière générale que renforcé leurs convictions et leur conscience des divergences entre leur propre mentalité et celle des Russes, créant une opposition plus appuyée. La noblesse, qui se reconnâtra plus tard dans l'appellation « les propriétaires des terres » utilisée également dans l'historiographie, fit tout au long du XIX<sup>ème</sup> siècle des efforts pour maintenir son identité et son unité, malgré les différences de traitement auxquelles elle était sujette selon les terres où elle était ancrée. Et ceci non seulement dans la sphère des nouvelles relations politiques, mais également dans les relations sociales, financières et économiques en pleine tourmente à la fin du siècle. Les nobles polonais conservèrent donc leurs points communs, que ce fût sous l'Empire russe, en Galicie autrichienne, ou sur le Grand-duché de Posen des Allemands. La lutte n'était toutefois ni terminée, ni gagnée. Surtout parce que la suite se déroulerait sur des bases beaucoup plus incertaines. La forme d'opposition que l'on choisirait allait déterminer le chemin du futur et de lui découlerait la conscience des jeunes face aux multiples changements qui allaient marquer toute la deuxième moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle.

## **Modzelewski. Terre et origines**

### **Chapitre 2.**

#### **Les Polonais et les changements : ancrés dans le passé**

La recherche engagée en matière de méthodes à même de réduire les Polonais au silence présentée au chapitre précédant causa entre autres toute une panoplie de problèmes importants que les Polonais durent affronter durant la deuxième moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle. En dehors des problèmes politiques et économiques, il fallait faire le deuil de l'utopie d'une indépendance regagnée en un bref délai. La tâche fut difficile et il fallut tirer un bilan peu brillant quant à la voie insurrectionnelle, considérée comme seule solution jusqu'alors. L'opposition envers les pays occupants ne s'en trouva par pour autant affaiblie, au contraire, comme nous l'avons évoqué précédemment. Cette situation permit finalement de remettre en question leur stratégie, d'analyser avec un nouveau point de vue les changements de l'époque et d'approprier les idées positivistes qui survécurent jusqu'à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, voire même plus tard. On peut suivre dans la seconde moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle les différents chemins que prirent les Polonais dans leur quête de prospérité. Voici quelques exemples d'approches qu'ils pouvaient choisir d'adopter : dans le domaine politique, on pouvait s'opposer fortement ou essayer de collaborer avec l'Empire ; dans le domaine social, on pouvait travailler de manière organique,<sup>1</sup> dans l'espace restreint de son propre domaine ou région ; dans le domaine économique, on pouvait suivre l'évolution venant de l'Occident ou tenter de s'y opposer. Comme le chapitre précédent nous a montré la réalité du côté des « dominants », nous voulons montrer ici la réaction des « dominés » : réponse d'une société polonaise en résistance non seulement envers le régime occupant, mais également envers les changements qui touchaient tout le continent européen à l'époque. Comme dans le premier chapitre, nous allons nous intéresser à plusieurs aspects de la vie quotidienne, à des questions parfois philosophiques, à l'économie évidemment et aux visions d'avenir qui naquirent. Nous voulons présenter d'abord le décor dans lequel évoluaient les jeunes

---

<sup>1</sup> Le terme, employé d'abord dans la partie prussienne de l'ancienne République des Deux Nations, sera repris un peu plus tard aussi par le Royaume de Pologne russe.

Polonais dont Jan Modzelewski faisait partie et qui orientait leurs choix, et ceci, que les convictions de la famille dont ils étaient issus fussent progressistes ou traditionalistes. Cette étape passée, nous considérons que notre compréhension du contexte sera suffisante pour entrer dans les détails concernant Jan Modzelewski, descendant de l'une de ces familles polonaises des Confins.

### **I. Abattement suite à la défaite 1863**

La défaite de l'insurrection de 1863 posait déjà une question cruciale à laquelle tout le monde ne répondait pas de la même manière : pour ou contre le soulèvement ?, les deux positions avaient leurs partisans. Il est difficile de savoir de manière certaine quelle était la position de la famille de Jan. L'opinion ancrée dans l'historiographie polonaise considérant d'une part les nobles riches comme étant contre l'insurrection, d'autre part les moins fortunés comme étant ceux l'ayant soutenue en masse, n'est pas très précis. Il faudrait étudier ce processus individuellement et de manière fouillée sans oublier que les répressions touchaient toutes les couches économiques de la noblesse. Comme mentionné auparavant, l'insurrection de janvier 1863 n'eut pas que des répercussions politiques ou administratives. Elle eut des répercussions bien plus conséquentes et plus profondes, car elle modifia les relations établies aux périphéries de la République des Deux Nations. Les propriétaires subirent de nouvelles formes de russification. Ce qui les préoccupait au plus haut point était l'attitude des jeunes, leur compréhension et vision du passé et le besoin de les gagner à la cause polonaise. La relation des générations antérieures avec les événements passés débouchait sur une volonté et la conscience de la nécessité de former des « bons Polonais », fidèles à leurs traditions. Cette question de la transmission du savoir concernant le passé revêtait une importance cruciale dans la problématique de la durée de leur société. C'est dans le passé que l'on puisait des exemples à donner aux jeunes, leur présentant les personnes jugées dignes d'être imitées. Ce phénomène de transmission est particulièrement perceptible justement pour la période suivant l'insurrection.<sup>2</sup>

---

<sup>2</sup> Epsztein, Tadeusz, « Wpływ powstań narodowych na wychowanie młodego pokolenia polskich ziemian na Wołyniu, Podolu i Ukrainie w II poł. XIX w. », in : Epsztein, Tadeusz (dir.), *Polacy a Rosjanie. Materiały z konferencji Polska – Rosja. Rola polskich powstań narodowych w kształtowaniu wzajemnych wyobrażeń* Warszawa – Płock, 14-17 maja 1998, Warszawa, Neriton, 2000, pp. 227-244.



Pourtant, directement après la défaite du soulèvement, l'évoquer ne faisait pas partie du quotidien : ces événements peu agréables étaient évités et les comportements peu courageux écartés. Ce n'est qu'avec le temps que ceux qui furent considérés comme des héros furent mis en avant et entrèrent dans la mémoire collective comme tels. Ce fait n'a rien de particulier. C'est avec le temps que la glorification du passé naît. Une insurrection antérieure, celle de 1830 qui s'était elle aussi soldée par un échec, constitue le meilleur exemple de ce phénomène, car elle s'est finalement ancrée de manière positive dans les mémoires.<sup>3</sup>

Les premiers exégètes du soulèvement entrèrent en contact avec la jeune génération et l'influencèrent fortement par leurs récits orientés de l'histoire. En effet, ils étaient témoins de cette histoire, mais justement peu objectifs puisqu'ils avaient eux-mêmes participé aux événements. Ils se trouvaient alors dispersés comme résidants dans plusieurs manoirs de la noblesse. Les personnes qui eurent un impact jugé héroïque au niveau local et qui devinrent ainsi importantes dans la constitution de la vision de l'histoire pour les Polonais, furent celles qui témoignèrent au retour de la déportation. De leurs récits du temps passé naquit une image assez uniforme, dans laquelle les péripéties revêtaient des formes grandioses, et les épisodes déshonorants étaient la plupart du temps évités. On évitait par exemple d'évoquer la participation des paysans aux pillages et l'abandon des insurgés blessés sur les champs de bataille. Éviter d'évoquer ce fait était la seule manière pour les nobles de ne pas entrer en conflit avec la paysannerie dont ils avaient besoin à leur côté. Avouer l'existence d'une opposition sur les Terres revendiquées pouvait remettre fondamentalement en question le sens de la présence polonaise sur ces terres. Les récits recelaient d'aventures, relatées en principe sous forme de mémoires, où l'admiration pour les prouesses se mêlaient finalement à une réflexion amère sur le sens des insurrections en tant que telles. Les participants étant parvenu à échapper à la déportation furent par ailleurs souvent ressentis comme des perturbateurs, car, ils avaient quitté le pays après la défaite, fuyant les répressions inévitables, tout en traitant d'indignes et de lâches ceux qui ne s'étaient pas battus et qui pourtant subirent ensuite toutes les conséquences de leurs actes.

---

<sup>3</sup> Dąbkowski, Witold, « Zmierzch i agonia Powstania Listopadowego (17.8.1831-21.10.1831) », in : Zajewski, Władysław (dir.), *Powstanie Listopadowe 1830-1831. Dzieje wewnętrzne. Militaria. Europa wobec Powstania*, Warszawa, Państwowe Wydawnictwo Naukowe, 1990, pp. 235-258.

## II. Comment protéger et gagner les jeunes à la cause polonaise ?

Après la défaite de l'insurrection, se questionner au sujet de l'avenir de la nation toute entière était pertinent. Même si les adultes se rendaient compte la menace que constituait l'Empire, les jeunes en étaient inconscients. L'éducation de la jeune génération comprenait alors plusieurs éléments en relation avec ce passé récent qui s'était soldé par un échec. Les jeunes étaient souvent sensibilisés aux besoins des autres, à la solidarité entre Polonais. Ils étaient amenés à partager les pièces de leur maison avec des insurgés, mais aussi avec des personnes ayant perdu leurs biens, leurs familles, des veuves, des orphelins, qui étaient intégrés à la famille et traités d'une manière égale, recevant une même éducation. Cette charité s'exerçait non seulement de manière individuelle mais pouvait s'organiser pour entreprendre des actions sur des terres plus éloignées et aider de manière ciblée certains groupes de la population. On faisait ainsi don d'argent à des organisations caritatives, à l'Église, aux organisations agraires.<sup>4</sup>

Cette mémoire collective des temps passés était perpétuée également par toute sorte de souvenirs et d'objets, tels que tableaux et gravures, utilisés dans un but didactique évident. Ils étaient conservés avec soin dans les maisons polonaises. Le premier héros à être honoré fut Tadeusz Kościuszko, commandant en chef suprême de l'insurrection polonaise de 1794, représentant le premier mouvement pour la défense de l'indépendance du pays, d'autant plus important qu'il incarnait une position de fond démocratique.<sup>5</sup> Une place importante fut également occupée par Józef Poniatowski, fils du frère du dernier roi de Pologne, qui avait quant à lui participé à la campagne russe de Napoléon, pour devenir ensuite maréchal de France. Or, les Polonais avaient placé tous leurs espoirs, probablement démesurés, dans cette campagne russe, y voyant la possibilité de regagner l'indépendance de leur État.<sup>6</sup>

---

<sup>4</sup> Epsztein, Tadeusz, *op. cit.*, p. 230.

<sup>5</sup> Au sujet de l'importance de Kościuszko comme démocrate et héros adoré par presque tous, voir notamment : Micińska Magdalena, *Goląb i orzeł. Obchody rocznic kościuszkowskich w latach 1894 i 1917*, Warszawa, 1997, 287 p., Herbst, Stanisław, « Tadeusz Kościuszko », in : *Polski Słownik Biograficzny*, T. XIV, Wrocław, Warszawa, Kraków, Zakład Narodowy im. Ossolińskich, 1968-1969, pp. 430-440.

<sup>6</sup> La sincérité de son engagement, malgré une fin moins glorieuse (il mourut noyé après la défaite de la bataille de Leipzig le 19 octobre 1813), fit notamment l'objet du culte qu'on lui adressa. Il était admiré moins pour les valeurs démocratiques qu'il ne représentait qu'en partie, mais avant tout pour ses contacts avec Napoléon. Skowronek, Jerzy, « Józef Poniatowski », in : *Polski Słownik Biograficzny*, T. XXVII, Wrocław, Warszawa, Kraków, Gdańsk, Łódź, Zakład Narodowy im. Ossolińskich, 1983, pp. 428-436.

Toutes les réminiscences des hauts faits de ces personnages furent conservées. Les familles nobles conservaient toute sorte d'objets, bibelots, livres ou armes, liés à l'époque de leurs héros, commandaient des tableaux et cultivaient tout ce qui permettait de maintenir la tradition et la connaissance du passé. Les membres des familles méritants de par leur engagement pour la cause nationale suivirent naturellement cette ligne. La présence de ceux qui étaient considérés pour s'être battus et avoir sacrifié leur vie à la patrie devint quasiment constitutive du mythe et représentation vivante de celui-ci, et exerça une forte influence sur les jeunes.

Habitude fut également prise d'organiser des sortes de pèlerinages à destination de Cracovie, ancienne capitale de la République des Deux Nations, et du monastère Częstochowa, lieu du culte de Marie, qui avait miraculeusement survécu à l'une des guerres contre les Suédois au XVII<sup>ème</sup> siècle. Ceci montre bien la conscience qu'avaient les Polonais de leur identité nationale distincte, de leur appartenance à une culture différente et latine en ce qui concerne la noblesse. Pour les enfants des confins de la République des Deux Nations, ce voyage au Royaume de Pologne ou en Galicie revêtait une importance particulière. C'est là qu'ils pouvaient sentir la véritable Pologne. Les mémoires de l'époque montrent combien les premières impressions étaient saisissantes pour les voyageurs en provenance des terres éloignées du centre : avant tout de par l'omniprésence de la langue polonaise, entendue partout et dans toutes les strates de la société. Ceci était vécu comme assez exotique en comparaison avec les périphéries du pays, où la langue de la paysannerie était l'ukrainien et où le russe régnait au sein de l'administration municipale. Cette sensation était d'autant plus vive que les confins de l'ancien pays subissaient justement l'entreprise de dénationalisation constante des Russes et les efforts visant à faire disparaître la langue polonaise de la vie publique.<sup>7</sup>

### 1. L'éducation à la russe

Ce travail d'éducation de la jeunesse n'était pas facile et s'avéra plutôt laborieux. Tout le système éducatif de l'Empire, bien organisé, le contraignait. Pour comprendre les dangers que ce système représenta pour l'intelligence polonaise, son développement et son avenir après l'insurrection, nous allons maintenant le définir ainsi qu'étudier les écoles dans lesquelles il fut appliqué. Les écoles étaient naturellement le lieu par

---

<sup>7</sup> Epsztein, Tadeusz, *op. cit.*, p. 237.

excellence à même de former à un certain mode de pensées et le lieu qui avait le pouvoir de garantir sa durée. De plus, si l'on voulait gagner une reconnaissance, appartenir à l'élite du pays, l'éducation académique était un passage obligé. L'administration russe se rendait fortement compte de l'enjeu que représentaient les écoles, et comptait l'utiliser pour faire des jeunes Polonais des personnes humbles et bien intégrées au système, des Russes d'origine polonaise pourrait-on dire. Un système totalement attelé à la machine de l'État fut donc créé.<sup>8</sup>

La mission principale de ce système éducatif était de pacifier les adolescents qui, pour différentes raisons, pouvaient causer des problèmes. Pour ne pas laisser de prise aux potentiels fauteurs de trouble, le programme de scolarisation était construit de telle manière à limiter la liberté des jeunes au maximum. Si la valeur de l'apprentissage du latin et du grec n'est pas à discuter ici, il faut relever qu'il était obligatoire et qu'il était utilisé dans un but disciplinaire, puisqu'il s'agit d'un apprentissage qui requière beaucoup de temps et d'efforts de mémorisation, de discipline.<sup>9</sup> Afin de bien intégrer les jeunes, culturellement et politiquement, dans le système étatique russe, l'enseignement de la littérature et de l'histoire russe occupaient une grande place dans le programme, et insistait sur la présentation du système de gouvernement, de sa suprématie et de la suprématie de la personne du tsar lui-même, quasiment déifié. Le personnage de Catherine II, co-auteur des partages de la République des Deux Nations, était abordé avec le plus grand respect – provocation évidente pour les Polonais –, tout en mettant en évidence le déclin et la dégringolade du système de l'État polonais du XVIII<sup>ème</sup> siècle.<sup>10</sup>

La religion orthodoxe collaborait également avec ce système – comme elle le faisait d'ailleurs avec tout le système politique de l'État. Elle occupait donc une place importante dans l'éducation russe. Comme nous l'avons déjà vu, aucun accord n'existait à ce niveau entre les deux nations non plus. Le Royaume de Pologne, traditionnellement catholique, était un autre foyer de conflits en lien avec cet état de fait. Les autorités accordaient très peu de confiance aux prêtres catholiques, qui n'étaient évidemment pas aptes à transmettre le système de valeurs russe – ni désireux de le faire d'ailleurs. De

---

<sup>8</sup> A ce sujet, Pavel Miliukov parlait d'étouffer l'esprit polonais qui restait séparé de la conscience nationale russe : Milukov, Pavel, *Oczerki po istorii russkoj kultury*, Vol. 2, Petersburg, 1905, p. 190.

<sup>9</sup> Bazylow, Ludwik, *Dzieje Rosji 1801-1917*, Warszawa, Państwowe Wydawnictwo Naukowe, 1977, p. 526.

<sup>10</sup> Soloviov, Sergiusz, *Istoria padienia Polszy*, Moskva, 1863. Il faut souligner que Soloviov avait représenté l'École historique de l'État. Le rôle de l'État avait été tout à fait prépondérant pour cette école : indépendant de toute classe sociale, l'État influença cette école plus que tout autre facteur historique.

manière générale, l'éducation ne se voulait pas étendue, mais pointue sur les questions stratégiques pour l'État. Les élèves n'apprenaient pas les sciences naturelles et les conceptions de Carl Darwin ou d'Herbert Spencer. Les fonctionnaires impériaux étaient plutôt intéressés à ce que les jeunes sachent la liste des membres de la famille du tsar ou des gouverneurs. Terreau d'une certaine liberté de pensée et d'indépendance, de même que les sciences naturelles d'ailleurs, l'étude de la littérature russe fut réduite à l'époque romantique. Toutes les œuvres plus récentes étaient désapprouvées et rejetées du modèle scolaire. Pour éduquer les Russes, et surtout les Polonais toujours rebelles, il s'agissait évidemment d'éviter les ouvrages, de plus en plus nombreux à paraître, qui portaient un regard critique sur le gouvernement, demandaient des réformes et démontraient l'anachronisme d'un tel régime.<sup>11</sup>

Les exigences de ce système faisaient du parcours scolaire une tâche difficile et parvenir à finir une école secondaire n'était pas aisé. Les jeunes gens arrêtaient souvent après quelques années. Le programme normalement prévu sur 8 ans était réalisé dans les faits en 10 ou 11 ans. L'examen de maturité n'était pas passé pas des adolescents, mais par de jeunes adultes de 20 à 22 ans. Cela constituait encore probablement l'un des moyens d'obliger le groupe le plus rebelle de la société à une certaine obéissance. Même si cela semble paradoxal, ce système fut d'une certaine manière accepté par les Polonais. Terminer l'école secondaire était nécessaire si les jeunes voulaient pouvoir accéder aux hautes écoles. L'opposition dans les écoles était donc presque inexistante, vu le jeune âge des potentiels insurgés. Il est à ajouter qu'en cas de rébellion, les conséquences étaient lourdes, douloureuses, d'autant qu'ils étaient alors traités aussi durement que des adultes.

Ce système présentait tout de même des défauts. Son principal problème résida dans l'aversion des fonctionnaires russes à accepter des postes au Royaume de Pologne et sur les territoires à majorité polonaise. Ces places étaient considérées comme de seconde zone. Les plus qualifiés choisissaient de travailler sur le territoire russe et la Pologne était laissée à tous ceux qualifiés de médiocres. Il ne fut alors pas rare de trouver parmi ces derniers, quasiment exilés et dévalorisés, des personnes corrompues et malhonnêtes. Le système éducatif russe eut ainsi moins de portée sur les terres occupées par une majorité de Polonais : alors qu'il y faisait l'objet d'une résistance plus forte, il y

---

<sup>11</sup> Bazyłow, Ludwik, *Historia nowożytnej kultury rosyjskiej*, Warszawa, Państwowe Wydawnictwo Naukowe, 1986, pp. 406-411.

fut moins bien représenté. Fait à double tranchant : cette limite eut pour conséquence que les Polonais de ces régions furent moins bien éduqués aux idées russes, mais en même temps, les écoles de ces territoires n'étant pas reconnues, les Polonais sortant de ces écoles ne pouvaient pas accéder à des postes importants.<sup>12</sup>

Les règles russes, appliquées tout au long du XIX<sup>ème</sup> siècle, purent être introduites encore plus facilement après que l'insurrection de janvier 1863 eut été mise en échec : la rébellion justifia la vague de terreur qui s'ensuivit et qui fut sans précédent. Cette direction beaucoup plus féroce de la part de l'Empire fut appliquée aussi au système éducatif. Officiellement, il ne fallait pas parler du passé. Mis à part ce despotisme politique, la situation était aggravée par les changements dans les relations économiques et la nécessité pour les Polonais d'apprendre de nouvelles méthodes d'administration qui pouvait causer des problèmes à tous ceux qui n'y étaient pas habitués. Ces changements et répressions touchaient la classe moyenne des nobles, qui était le berceau du plus grand nombre d'élèves.<sup>13</sup>

## 2. La proposition polonaise

Les inquiétudes des générations antérieures quant à l'avenir des jeunes sont compréhensibles. Les nouvelles relations instaurées par le système étaient vécues de manière naturelle par la nouvelle génération qui n'en connaissait pas d'autres – ce qui représentait une source d'inquiétudes pour les plus vieux. La solution vint heureusement du caractère rebelle des jeunes eux-mêmes. Ces rebelles voyant bien que le programme officiel ne proposait qu'un certain type d'informations qui les occupaient sans vraiment les nourrir et qui manquaient d'intérêt à leurs yeux, les jeunes cherchaient seuls de leur côté d'autres méthodes d'apprentissage leur ouvrant de plus larges horizons. Ils réussirent à susciter une réaction à cette politique de russification et à ce manque de « vrai savoir » déjà accessible en Europe occidentale, même s'ils ne disposaient que d'informations très partielles en provenance de l'Ouest. Avant tout, les jeunes organisèrent des cercles de lecture, occupation bien attestée dans les mémoires des

---

<sup>12</sup> Cywiński, Bohdan, *Rodowody niepokornych*, Paris, Editions Spotkania, 1985, p. 27.

<sup>13</sup> Ce manque de volonté dans la création des universités reposait sur les craintes de voir le libéralisme, jugé néfaste, se propager : on le considérait comme la source des conflits observés dans les villes universitaires et l'université elle-même comme source d'émeutes. Bazylow, Ludwik, *Historia..., op. cit.*, p. 414.

élèves de l'époque. Leur rôle fut primordial car ils étaient les seules portes d'accès à la littérature, inexistante à l'intérieur des murs de l'école impériale. Cette activité était clandestine. Les jeunes étudiaient les œuvres n'ayant pas obtenu l'approbation de publication en Russie de l'Office de la censure. Tous les participants à de telles pratiques risquaient non seulement d'être expulsés de l'école, mais avant tout d'être pourchassés pour crimes politiques, s'exposant ainsi à l'application du droit pénal. Malgré ces restrictions, l'activité autodidacte se développa largement et avec succès. Elle eut au début un caractère spontané, et devint ensuite mieux organisée au moment où ses premiers adeptes quittèrent les gymnases pour poursuivre leurs études dans des universités. Cette activité autodidacte avait cours dans environ 15 gymnases du Royaume de Pologne. Nous savons que les jeunes Polonais faisaient de même également dans d'autres villes de l'Empire telles que Minsk, Riga, Jelgava, Kiev, Vilnius, Grodno, Kaunas et dans d'autres villes encore dans lesquelles une minorité polonaise assez importante existait, comme à Odessa entre autres. Comme nous l'avons dit, cette faim d'apprendre ne s'arrêtait pas au gymnase. Les perspectives pour un jeune ambitieux n'étaient pas brillantes, car le niveau des études ne s'améliorait pas au niveau des hautes écoles. D'ailleurs, des institutions de ce genre n'existaient même pas dans le Royaume de Pologne. Le niveau de la seule université, celle de Varsovie fondée autour de 1880, n'était pas satisfaisant. Le savoir y était transmis d'après la politique officielle de l'administration tsariste et par des enseignants de piètre qualité. Aucun scientifique polonais n'y enseignait, tous privés qu'ils étaient du droit d'enseigner. La plupart d'entre eux quittaient d'ailleurs le pays, ou cherchaient d'autres moyens de gagner leur vie.<sup>14</sup>

Tous n'eurent cependant pas la possibilité et l'envie de quitter le pays. La soif d'enseigner et d'être utile – reposant sur l'idée du travail organique déjà bien développé à cette époque – fit naître une université dite volante. Au tout début, elle servit à l'enseignement des jeunes femmes qui n'avaient pas le droit d'étudier dans les écoles de l'État. On constata alors qu'elle donnait une bonne opportunité d'élargir le savoir transmis dans l'université officielle de Varsovie par trop insuffisant. Cette université volante et clandestine bénéficiait quant à elle de l'engagement de scientifiques de haut niveau, ceux-là même qui étaient bannis de l'enseignement officiel. En s'y intéressant, on découvre qu'elle comptait les sommités de plusieurs disciplines scientifiques de la fin

---

<sup>14</sup> L'enseignement au niveau supérieur était considéré comme un luxe par le gouvernement tsariste d'autant plus que les universitaires ne choisissaient pas l'administration pour faire carrière, mais préféraient des occupations plus libres. Voir : Bazyłow, Ludwik, *Dzieje...*, op. cit., p. 525.

du XIX<sup>ème</sup> siècle, qui avaient de plus passé plusieurs années dans des universités étrangères. Les plus âgés organisaient des bibliothèques, formaient les jeunes et les influençaient en leur conseillant les œuvres à lire et les courants philosophiques à étudier. Il faut souligner que les études clandestines étaient le seul moyen d'étudier l'histoire du pays hors de l'influence des organes officiels. Grâce à ces études clandestines, les jeunes nobles s'ouvraient les portes d'autres cultures que celles de leur pays et de l'Empire russe : ils s'ouvraient aux courants et événements survenant en Europe occidentale. Menacés d'expulsion, les jeunes adeptes profitaient de cet enseignement tout en prenant beaucoup de précaution. Les cours avaient lieu à chaque fois dans des endroits différents. Le niveau d'enseignement en valait toutefois largement la peine. En plus des œuvres de penseurs déjà mentionnés, comme Darwin avec sa conception de l'évolution, les jeunes abordaient des problématiques philosophiques et s'intéressaient à différentes façons de concevoir le monde. Ils lisaient par exemple des livres de Draper, Haeckle, Büchner et Hilpern. Cherchant des explications aux phénomènes de société, ils se basaient sur les sciences naturelles, avec les œuvres alors très populaires de Buckle, Spencer, Taylor et, passant par les théories économiques de Mill, arrivaient aux théories de Marx et Engels, ou de Lasalle. De là, il ne fallait plus qu'un pas pour arriver aux récits révolutionnaires des socialistes. Avant d'accéder aux écrits révolutionnaires, on lut déjà les libéraux russes comme Bielski et Niekrasow, trop radicaux pour faire partie des œuvres officiellement autorisées. Paradoxalement, la jeunesse polonaise, luttant pourtant quotidiennement contre la russification touchant différents niveaux de leur vie, découvrait les nouvelles visions du monde et de sa société grâce aux traductions russes, car les traductions polonaises n'existaient pas. Tel était le prix de l'accès à un certain niveau intellectuel et aux nouvelles idées de l'époque.<sup>15</sup> Sous ce régime, on ne disposait pas des moyens de connaître les affaires du monde contemporain, ni du même coup de le comprendre : ces œuvres décrivaient et pensaient le monde nouveau de manière positiviste et libérale.

Restait la question de l'histoire. Cette partie de l'enseignement est à l'évidence celles où les traditions doivent être plus visibles. Il s'agissait alors pour les Polonais d'accéder à d'autres points de vue sur leur pays que celui véhiculé par les manuels

---

<sup>15</sup> Cywiński Bohdan, *op. cit.*, p. 40. Au sujet du rôle de l'université volante dans l'éducation des jeunes femmes et comme supplément dans l'éducation des hommes : Micińska, Magdalena, *Inteligencja na rozdrożach 1864-1918*, Warszawa, Neriton, 2008, pp. 134-135 ; Blejwas, Stanislaus A., *Realism in Polish Politics : Warsaw Positivism and National Survival in Nineteenth Century Poland*, New Haven, Yale Concilium on International and Area Studies, 1984, p. 119.



tsaristes. Et là, on rencontrait bien entendu des difficultés. Les jeunes n'avaient pas beaucoup de possibilités. À la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, l'école historique polonaise était celle de Cracovie, représentée par les professeurs de l'Université Jagellonne, « polonisée » à nouveau dès les années 1880. Celle-ci n'était pas le lieu de transmission d'une vision positive ou héroïque de l'histoire de la Pologne. Les représentants de cette école étaient Michał Bobrzyński et Józef Szujski qui considéraient comme peu glorieuses les résolutions, ou plutôt l'abandon, des ancêtres dans les tâches de gouvernement du pays : les réformes nécessaires n'ayant pas été entreprises, le système se dégradait jusqu'à entraîner sa perte. Les professeurs voyaient dans la corruption, l'ignorance et la démoralisation des anciens les raisons majeures du déclin de la République des Deux Nations.<sup>16</sup> La deuxième école nationale historique était celle de Varsovie qui voyait quant à elle une responsabilité partagée dans la défaite de la Pologne face aux empires voisins : ses critiques n'épargnaient pas la classe des nobles, mais on ne la jugeait pas seule coupable de la défaite.<sup>17</sup> Ces deux écoles, pas mauvaises du point de vue académique, et dont l'analyse historique était justifiée, laissait toutefois les jeunes sans repère identitaire positif par rapport à leur origine polonaise. Analyser le passé en remettant en cause la nation polonaise ne pouvait mobiliser l'énergie active des jeunes pour la défense d'une tradition qu'ils n'avaient pas vécue et qui n'était pas valorisée.

Rappelons que la vie des jeunes n'était pas faite que d'idées révolutionnaires, ou de la question de l'interprétation de leur propre histoire. La vie quotidienne les obligeait à faire des choix, indépendamment des idées qu'ils avaient développées. Il fallait parfois faire des compromis, rester opportunistes. Les mémoires de l'époque dépeignent bien souvent cet état de fait. C'est d'ailleurs dans ce corpus de textes que l'on accède aux visions personnelles, sentiments et opinions absentes des déclarations officielles.<sup>18</sup>

---

<sup>16</sup> Bobrzyński, Michał, *Dzieje Polski w zarysie*, Warszawa, Kraków, Lublin, Łódź, Gebethner i Wolff, 1927, vol. 1,2, 626 p.; Szujski, Józef, *Historii polskiej ksiąg dwanaście*, Warszawa, Księgarnia Gebethnera i Wolffa, 1889.

<sup>17</sup> On peut citer entre autres les ouvrages des historiens de l'école varsovienne: Korzon, Tadeusz, *Wewnętrzne dzieje Polski za Stanisława Augusta, 1764-94, badania historyczne ze stanowiska ekonomicznego i administracyjnego*, T I-IV, Kraków, 1882-1886, et aussi: Smoleński, Władysław, *Pisma historyczne*, Kraków, Księgarnia Gebethnera i Spółki, 1901.

<sup>18</sup> Ce rapport mêlé entre tradition et quotidien est développé chez : Skirmunt, Konstanty, *Moje wspomnienia 1866-1945*, Rzeszów 1997, 240 p.

### III. Vision économique des modernistes

Les querelles autour de la vision de l'histoire mettaient certes en péril la vision d'une tradition glorieuse, mais celle-ci eut un ennemi plus dangereux encore. La conscience des jeunes et de toute la société polonaise de la deuxième moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle fut en effet influencée par le processus de changements économiques européens et de l'évolution des mentalités qui en découla. Dans un premier temps, nous pouvons différencier deux aspects : le premier, propre à toute l'Europe, fut la révolution industrielle et le deuxième, propre à la situation polonaise sous gouvernement russe, résultait de la fin des prérogatives des nobles polonais induite par les gouvernements occupants. Ce deuxième aspect avait introduit comme nous l'avons vu un déclassement radical des nobles, dont le rôle et l'influence sur les événements de la République des Deux Nations avaient été prépondérants, et qui s'étaient vu là retirer leurs terres qui furent remises aux mains des paysans. Cette entreprise avait été initiée par la Prusse au début du XIX<sup>ème</sup> siècle déjà, poursuivie par l'Autriche en 1848 et terminée par la Russie juste après l'éclatement de l'insurrection de janvier 1863.<sup>19</sup> Cette évolution avait non seulement dépourvu les nobles de revenus importants, mais avait également libéré la paysannerie de toute dépendance de la cour. Les nobles n'étaient plus non plus les juges et maîtres suprêmes des paysans, ayant perdu également leur pouvoir administratif sur cette classe. Ce moment fut crucial pour le développement de la société polonaise. C'est à partir de cette période que la classe des nobles jusque là unique et solidaire se divisa : il y eut dès lors les propriétaires de terres, obligés de payer pour le travail fourni par les paysans, et les autres qui n'avaient pu pour des raisons politiques et économiques conserver leurs terres. Les nobles dépossédés de leurs terres, mais également certains propriétaires, commencèrent à migrer dans les villes et à former la classe de l'intelligentsia.<sup>20</sup> Cette dernière eut un rôle fondamental puisqu'en elle résidait le pouvoir de fédérer des pensées et visions propre à l'identité polonaise. Ce sont eux qui étaient instruits, contrairement aux autres nobles dont le niveau de formation était plutôt bas, et qui avaient la conscience et la volonté de guider l'avenir du pays. Ces descendants de la noblesse habituée à gouverner reprirent le flambeau en développant de nouvelles directions. Malgré l'éducation reçue qui visait à l'empêcher de développer

---

<sup>19</sup> Czubiński, Antoni, *op. cit.*, p. 7; Groniowski, Krzysztof, « Chłopi w Powstaniu Styczniowym a reformy agrarne 1861-1864 », in : Kalemka, Sławomir (dir.), *Powstanie Styczniowe 1863-1864. Wrzenie. Bój. Europa. Wizje*, Warszawa, Państwowe Wydawnictwo Naukowe, 1990, pp. 124-146.

<sup>20</sup> Jedlicki, Jerzy, *Błędne koło 1832-1864*, Warszawa, Neriton, 2008, pp. 219-243.

une pensée libre, elle n'avait pas perdu son caractère et allait se remettre au travail dans le but de reconstruire et former une nouvelle société. Cette dernière était d'ailleurs déjà en cours de formation, surtout au moment où l'idée de regagner l'indépendance par une action militaire avait été abandonnée. L'idée qu'il fallait travailler la base se fit de plus en plus présente : il s'agissait de renforcer tous les individus et par ce biais toute la société. En pratique et en agissant en marge du gouvernement toujours, il fallait augmenter le niveau d'éducation, le développement technique et l'industrialisation du pays. Ces conceptions dérivées des idées lancées par Darwin, Mill ou Spencer, acquirent une dimension particulière sur le territoire polonais : elles allaient servir à l'éducation d'une société fière et consciente de son passé, différent et distinct de celui des pays et sociétés de ceux que l'on considérait comme les oppresseurs. L'idée était que ce message fût diffusé non seulement auprès des nobles, mais avant tout qu'il atteignît les masses paysannes.<sup>21</sup>

Les relations avec l'administration russe toujours plus dures, les difficultés du quotidien et le manque de perspectives quant à la possibilité de retrouver un jour les avantages du passé, avaient provoqué chez certains propriétaires de terres l'abandon des méthodes de gérance ancestrales. Ils furent appelés modernistes, car ils étaient prêts à suivre les idées européennes et à introduire des changements inspirés des sociétés occidentales s'industrialisant. Il ne faut toutefois pas faire de cette partie des nobles une avant-garde de penseurs progressistes. Au fond, ils désiraient juste améliorer les résultats économiques dans les conditions politiques données, mais auraient gardé les anciennes relations sociales de servage s'ils avaient pu. Une partie des propriétaires avaient donc conscience de la nécessité d'opérer des changements.<sup>22</sup> Il en existait toutefois encore qui avaient des difficultés avec ces nouveaux systèmes de gérance. On trouve un témoignage relatant combien il était difficile de changer les méthodes d'administration et avant tout la mentalité des familles polonaises de Podolie à laquelle Jan Modzelewski était apparenté. Lorsque le grand-père de Modzelewski céda ses

---

<sup>21</sup> En parlant d'intelligentsia, il ne faut pas oublier que ce n'était pas un groupe totalement homogène. Au contraire : il était constitué de riches, mais aussi de beaucoup de pauvres. D'après les études récentes, on ne peut plus dire qu'ils avaient tous le même système de valeurs et la même éthique. Micińska, Magdalena, *Inteligencja...*, op. cit., pp. 39-61.

<sup>22</sup> Kitzwaler, Tomasz, « Ziemiaństwo połowy XIX wieku wobec procesów industrializacji – idee kręgu Andrzeja Zamoyskiego », in : *Przegląd Historyczny*, T. LXXVIII, 1987, Z. 4, pp. 655-678.

propriétés à son fils Zygmunt, sa motivation fut très significative : « maintenant, c'est toi qui doit administrer, parce que moi, sans servage, je ne sais pas ».<sup>23</sup>

Un autre groupe de nobles encore désirait aller clairement dans la direction des changements observés en Europe. Ces nobles réalisaient d'ailleurs que les nouveautés se répercutaient sur plusieurs aspects de la vie. Ils savaient aussi, ce qui les rendait plus réalistes que les autres peut-être, que le caractère des changements qu'ils étaient à même d'introduire sur leur territoire était restreint, de même que leur portée. En effet, les propositions émises par les Polonais provoquaient par la force des choses l'opposition de la politique du régime tsariste qui voulait toujours freiner la liberté de pensée et l'autonomie. Malgré son caractère attractif au niveau économique, ce programme ne pouvait donc évidemment pas recevoir l'appui de l'administration russe. Sans soutien officiel, et dans une situation déjà précaire, les nobles craignaient encore que le processus de modernisation ne les entraînaît vers la faillite définitive s'il devait échouer, ce qui freinait le processus. Les nobles étaient déjà souvent endettés en raison de la politique du gouvernement occupant, ou d'une mauvaise gestion de leur patrimoine. Sans une certaine réserve financière, la modernisation pouvait devenir une loterie dont on ne connaissait pas le résultat et qui nécessitait des investissements.<sup>24</sup> Malgré l'exemple réussi provenant de l'Europe de l'Ouest, pour de nombreux propriétaires, la modernisation n'était qu'une abstraction dans leur réalité polonaise, même pour les plus engagés dans la réalisation des postulats de rénovation. La modernisation était également difficile parce que contraire à une image fortement intégrée du Polonais, dont la vocation était de fournir les produits agricoles à l'Europe industrielle. Ce type de visions était très proche des idées propres aux propriétaires italiens, avec Camille Cavour à leur tête, dont les initiatives et les idées étaient largement étudiées et commentées dans les milieux de la noblesse polonaise.<sup>25</sup>

De plus, si l'idée de la modernisation pouvait séduire, sa mise en œuvre n'était pas bien accueillie. L'investissement en temps, en travail, ainsi que la prise de risque étaient perçus comme des obstacles. On disait par exemple fréquemment que pour réussir, il fallait de bons employeurs dont on ne disposait pas. D'autre part, certaines modifications avantageaient certains, et causaient des ennuis à d'autres. On avait peine à

---

<sup>23</sup> Józwiak, Wanda, *My z Podola. Saga rodzinna*, Kraków, Wydawnictwo Forma, 1993, p. 68.

<sup>24</sup> Kitzwaler, Tomasz, *op. cit.*, p. 661.

<sup>25</sup> Jacotey, Marie-Louise, *Camille Benso comte de Cavour*, Langres, Dominique Guéniot, 1993, 115 p.

comprendre que la modernisation ne constituât pas un moyen facile et immédiat pour résoudre les problèmes économiques. Il fallait faire des dépenses dont les effets n'allaient être visibles qu'après un temps considérable, pour peu qu'ils aient un effet. Ce n'est qu'après un certain laps de temps que l'on comprit quelles étaient les influences positives de la modernisation sur la croissance matérielle et sur le régime social, et que les plus grands dangers résidaient dans l'insuffisance et la misère. Par ailleurs, parmi certains s'établit une règle qui disait que chaque progrès pouvait atteindre ses fins, pour peu qu'il s'attachât à des objectifs supérieurs, basés sur la tradition chrétienne. Mais comme nous l'avons dit plus haut, tous ces différents points de vue n'eurent pas vraiment d'impact dans ce processus de changement qui resta à l'état de discussion puisque tous continuaient avant tout à tenir à leurs prérogatives et à leur pouvoir. Les nobles les plus modernes et réalistes dans leurs idées se montrèrent eux-mêmes ambigus et pas si éloignés des conservateurs dans les faits. D'un côté, ils comprenaient le besoin, voire même la nécessité d'évoluer, mais de l'autre, ils contestaient souvent les changements sociaux observés dans le développement de l'Europe occidentale. Ils en vinrent à critiquer la priorité donnée aux valeurs matérielles, la paupérisation et les conflits sociaux nés en Occident.<sup>26</sup> Au fond, les propriétaires étaient surtout inquiets à la perspective des possibles modifications dans les relations sociales qu'ils n'étaient pas prêts à remettre en question, malgré leur discours a priori ouvert. Depuis des siècles, la noblesse était habituée à jouer un rôle fondamental sur le plan non seulement économique mais avant tout politique dans la vie de la nation et du pays et elle n'était pas prête à laisser sa position dominante à d'autres. Avec le temps, cette vision politique fut renforcée par la valorisation des valeurs attachées au travail agricole et à la vie à la campagne. L'idéalisation romantique d'une telle vie, idyllique et bucolique, venait à point d'ailleurs pour soutenir ce point de vue. Quelles que fussent finalement les orientations des uns et des autres, les différents groupes de nobles ne proposaient finalement jamais que des systèmes qui leur permettaient de conserver leur position privilégiée.

Les conservateurs comme nous l'avons vu désavouaient la promotion sociale. D'autres étaient prêts à moderniser, mais en laissant le modèle social du servage inchangé. Ils prévoyaient non seulement de participer, mais avant tout d'être le moteur des changements, ce qui leur permettrait de renforcer la position dominante de la

---

<sup>26</sup> Kitzwaler, Tomasz, *op. cit.*, p. 674.

noblesse pour la suite. Les libéraux de leur côté avaient trouvé dans le modèle britannique leur exemple. Ils lui trouvaient un profil intéressant, parce que la société y évoluait sur l'impulsion de la noblesse dont la position se renforçait autant que la société elle-même. Ce système différait de la vision de Cavour. Ce dernier critiquait dans ce système britannique la faillite de la petite propriété et les relations déshumanisées entre les gens. Pour Cavour, l'agriculture n'était pas une branche de la productivité humaine comme une autre, mais aussi, ou avant tout, un tissu de relations humaines mutuelles, un mode de vie représentant des valeurs bien définies.<sup>27</sup> Cette critique ne touchait toutefois pas les libéraux polonais, parce que la petite propriété n'existait finalement plus chez eux : ceux qui possédaient encore une position relativement forte appartenaient à la classe auparavant très fortunée. Dans la deuxième moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, la petite et moyenne propriété avait perdu la position dominante qui avait été la sienne durant les siècles passés et affrontait des difficultés grandissantes quant à la gestion des biens. Finalement, à part des discussions au sujet de la modernisation de l'économie, personne ne désirait réellement entrer concrètement en matière et rien ne fut entrepris en ce sens.

Ces discussions tournaient finalement essentiellement autour du pouvoir politico-social et de la situation économique de la noblesse. D'autres conceptions basées sur des considérations plus philosophiques et métaphysiques qui allaient à l'avenir partager la société polonaise en deux groupes unis par leurs convictions et non pas uniquement par leur statut social se dessinèrent également. C'est en quelque sorte plutôt le choix personnel qui aura là un rôle à jouer dans l'évolution des conceptions philosophiques dont les foyers restaient toujours la noblesse, seule à avoir accès à une éducation suffisante. À la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, nous pouvons donc distinguer deux directions au sein de la société polonaise habitant les territoires du partage russe. La première était marquée par le modèle altruiste athée, elle était très attachée aux conceptions positivistes, qui cherchaient à agir et à influencer l'environnement en empruntant de nouveaux chemins. La seconde, complètement opposée à la première, cherchait appui et espoir de survie dans des valeurs traditionnelles, validées par l'histoire et représentant la culture polonaise depuis des siècles. Dans cette conception, la religion catholique était la source de réponses pour toutes les décisions et tous les choix capitaux. Ces directions, les plus marquantes, permettront de comprendre le

---

<sup>27</sup> Jacotey, Marie-Louise, *op. cit.*, pp. 29-30.

positionnement de Modzelewski dans ses choix futurs que nous aborderons dans la deuxième et troisième partie de notre étude.

#### IV. Les traditionalistes existent-ils encore ?

Le Polonais traditionnel était catholique, très passif dans son comportement, et faisait preuve d'une grande réserve, tout en rejetant également avec hostilité tout ce qui pouvait renverser l'ordre établi. Dans sa perception, la tradition était la plus haute des valeurs et était perçue sans recul critique ; tous les malheurs survenus provenaient forcément de circonstances extérieures. La référence de ce groupe était l'époque durant laquelle la Pologne avait été au faîte de sa puissance nationale et de son développement politique, époque où son statut fut très fortement lié à la religion catholique, forte que la Pologne était de sa position d'*Antemurale Christianitatis*. Selon cette vision, la Pologne était considérée comme l'apôtre du christianisme sur les terrains orientaux. Elle acquérait ainsi le statut de nation élue, au service du Tout-Puissant de qui elle avait reçu sa vocation. Dieu exerçait sa volonté à travers elle et tous les succès, mais aussi toutes les défaites, en étaient l'expression.<sup>28</sup> La société polonaise n'avait ainsi qu'une influence dérisoire sur sa destinée et les possibilités de changement étaient pratiquement inexistantes. Ce qui explique que pour cette frange de la population, toute action dont le but était l'amélioration de la situation nationale au XIX<sup>ème</sup> siècle n'avait aucun sens. Seule l'attitude passive était encouragée. Dans l'attente que le cours du destin tourne, il s'agissait simplement de protéger le plus efficacement possible les valeurs nationales. La différence majeure entre le Polonais catholique et son collègue positiviste résida dans son inertie face aux événements de l'époque. Ce choix reposait sur l'espoir de préserver ainsi la campagne et les manoirs des nobles, éloignés des villes révolutionnaires, des changements sociaux et des luttes idéologiques.

Le manoir, véritable emblème de l'idéologie traditionnelle, était garant de l'histoire nationale et en ce sens l'écrin du trésor national, dans lequel figuraient les portraits des ancêtres et des éléments d'équipement militaire de l'époque des grandes batailles, qu'elles aient été victorieuses ou non. Tous ces éléments évoquaient la dissemblance et l'indépendance de la culture polonaise. Ces sièges de la noblesse

---

<sup>28</sup> Rose, William John, *Poland's place in Europe: three lectures*, London, The Scottish-Polish Society, 1945, 39 p.

portaient également le message qu'elle représentait d'autres valeurs, attachées à la Pologne, en particulier sur les territoires des Terres revendiquées. Par les images des saints et de la vierge Marie, les nobles entendaient souligner ce qui était pour eux leur légitimité et leur rôle de missionnaires catholiques en territoire orthodoxe. Se considérant comme les gardiens des remparts du « vrai » christianisme, la différence de confession avec les paysans autochtones était sans cesse mise en évidence. Il faut tout de même souligner qu'ils n'étaient pas animés par des intentions belliqueuses envers les autres confessions. Suivant la tradition de la République des Deux Nations, on cultivait l'idée de la tolérance religieuse, dont les sources sont à chercher dans la mosaïque ethnique et culturelle du pays. Cette conviction d'être les gardiens de ce noble rempart était née au sein de la noblesse et une majorité de nobles s'y rallia, recevant ainsi un rôle particulier, déterminé par Dieu. Ils croyaient par ailleurs qu'en récompense pour leur lutte incessante pour défendre la foi catholique, les nobles et le pays tout entier seraient protégés de toute intervention négative extérieure.<sup>29</sup> Un autre facteur venait encore renforcer l'affirmation de l'idéologie catholique : alors qu'elle était un grand et puissant État gouverné par les rois de la dynastie Jagellonne et les nobles, unique en son genre sur la scène politique européenne, la Pologne avait été détruite, selon les partisans catholiques, par ceux de leurs compatriotes influencés par les idéaux du siècle des Lumières, qui avaient impressionnés le dernier roi lui-même. La suite de l'histoire du pays était l'objet de leurs critiques les plus acerbes. Pour ces adversaires des Lumières, les effets de la nouvelle politique avaient été rapides et n'étaient autre que la chute de la République des Deux Nations, finalement partagée entre les trois envahisseurs.<sup>30</sup>

Ces traditionalistes avaient également une vision propre quant au sens des insurrections passées. Ces dernières n'étaient pas motivées par l'envie de changement et de révolte contre les relations sociales existantes. Quand le Polonais catholique participait aux soulèvements, ils perpétuaient la mémoire de la martyrologie de sa génération, confiant qu'il était que sa lutte et sa passion lui vaudraient une récompense divine sous forme de rétablissement de l'ancien régime. Plus que la pertinence de leurs efforts – ils ne croyaient pas qu'ils avaient une influence concrète sur le cours des

---

<sup>29</sup> Cywiński, Bohdan, *op. cit.*, pp. 202-230.

<sup>30</sup> Évidemment, on recherchait les causes de la défaite dans l'activité du camp adverse, ce qui permet de préserver ses propres vertus. En ce qui concerne les causes véritables de la chute de la République des Deux Nations, on a vu naître plusieurs ouvrages qui présentent des arguments contradictoires. Ce qui n'est pas étonnant, les causes de la chute d'un pays ne pouvant évidemment se résumer à une seule cause. Ces œuvres paraissent actuellement et d'autres les suivront. Elles représentent chacune les convictions de leurs auteurs et sont donc autant de points de vue différents.



événements –, c'est le fait de faire des efforts qui importaient, car ainsi ils servaient Dieu, dont tout dépendait. Leur attitude relevait donc plus de la résistance passive aux évolutions proposées par le monde de l'époque et d'une manière de faire pénitence, que d'un combat réel pour la conquête de l'indépendance. Le pouvoir des oppresseurs était l'objet de cette résistance, ainsi que les nouvelles idéologies et autres conceptions nouvelles du monde. Ils ne reconnaissaient pour ainsi dire pas les nouvelles réalités et voyaient dans les lois ancestrales, soutenues et valorisées par l'Église catholique, le seul élément maintenant les « vraies » valeurs. De nombreux manoirs offrirent non seulement un refuge à ces valeurs, mais intercédèrent littéralement pour elles. Il fallait croire et admirer tout ce qui appartenait aux générations antérieures. Chaque changement de comportement, de manière de penser, de valorisation, conduisait à une décontraction dans les relations sociales et donnait plus de force à l'ennemi, personnifié par l'opresseur.<sup>31</sup> Il est vrai que cette philosophie très traditionaliste était absolument fermée à tout autre point de vue, mais il faut souligner qu'elle permit aux traditions polonaises de survivre aux pires offensives anti-polonaises, et de les préserver durant plus d'un siècle et que la nation, découragée suite aux multiples insurrections infructueuses, n'aurait pas été capable de protéger. Cette noblesse vivait confiante que la libération aurait lieu tôt ou tard, sans aucune activité de sa part et allait être acquise grâce à des interventions extérieures. Telle était la raison de sa résistance passive.

Il est important de mentionner que cette vision polonaise catholique fut construite par les opposants aux idées propagées par les positivistes et non pas par l'Église catholique. Elle gagna d'ailleurs des partisans chez les laïcs qui ont véhiculé cette conception dans les couches populaires. Se répandant dans le milieu laïc, cette conception religieuse évolua en partie vers une vision dans laquelle la religion jouait un rôle moins important. S'inspirant des méthodes d'enseignement et d'argumentation des positivistes, le prophète et visionnaire se fit idéologue moraliste, devenant un enseignant raisonnable qui présentait les méthodes nécessaires à la survie dans cette réalité peu encourageante et qui s'adressait autant aux catholiques qu'aux autres Polonais. Le choix de cette attitude morale prit une importance encore plus significative sur les confins de l'ancienne République des Deux Nations, où préserver l'identité nationale et religieuse était beaucoup plus difficile qu'en Royaume de Pologne, noyau de la nation polonaise.

---

<sup>31</sup> Cywiński, Bohdan, *op. cit.*, p. 228.

Cette orthodoxie nationale était tellement forte qu'elle survécut non seulement au temps des partages, mais qu'elle est vivante aujourd'hui encore.

Les visions radicale et traditionnelle, par trop opposées, ne pouvaient pas s'entendre et s'unir. Pour les radicaux, l'idéologie traditionnelle était inacceptable à cause de sa position rétrograde, du manque complet de programme concernant les problèmes sociaux qui rongeaient la société de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et de leur passivité. Quant au catholique traditionaliste, il continuait de penser que rien ne surpassait leur idéologie qui fonctionnait, inchangée, et dont le berceau remontait à la nuit des temps. Il considérait tous les changements sociaux comme n'ayant aucune importance véritable. Indépendamment de ces deux attitudes opposées, tant les radicaux que les traditionalistes constituaient des obstacles pour les pays occupants qui ne parvenaient à s'allier ni les uns ni les autres pour réaliser leurs objectifs : les uns étaient démesurément actifs et recherchaient des moyens leur permettant de renverser l'État actuel, et la passivité résolue des autres se soldait en une opposition systématique à toutes leurs démarches.

## **V. Qu'est ce que les jeunes en ont retenu ?**

Alors que régnait cette situation de double conscience nationale, une jeune génération des Polonais entrait dans la vie adulte. Malgré tous les efforts engagés dans le maintien de l'ancien système, les jeunes réalisaient la défaite des anciennes méthodes de lutte pour la récupération de l'indépendance. Tout effort militaire et chaque insurrection se soldaient par une défaite et aboutissaient à la limitation des libertés politiques et nationales, ce qui s'opposait précisément aux aspirations de la nation. Les changements sociaux, économiques et mentaux révélaient le conflit toujours plus profond entre l'ancienne et la nouvelle génération. Les anciens ne comprenaient pas les nouveautés que les jeunes apprivoisaient dès leur plus jeune âge. Dans leur quête d'une nouvelle voie, les jeunes ne recevaient aucun soutien. L'église institutionnelle, qui n'avait pas encore été réformée grâce aux publications de Léon XIII, n'offrait rien d'attractif pour la nouvelle génération. Dans ce contexte, l'attitude anticléricale des

jeunes n'est pas surprenante. Sans être aveuglés par l'attrait des nouveautés, ils désiraient voguer avec les nouveaux courants de l'époque.<sup>32</sup>

Ce partage des Polonais en deux groupes aux visions opposées caractérisa la période suivant la défaite de l'insurrection de 1863, non seulement sur le territoire du Royaume de Pologne, mais aussi sur les terres des partages autrichien et prussien et allait durer 20 ans encore. Une autre formation de radicaux, encore plus opposée, eut l'attitude la plus active à l'encontre du monde qui l'entourait. Ils agirent de plusieurs manières en vue de la reconstruction des relations sociales, économiques et politiques. Cette formation se caractérisait par son attachement à la démocratie et par ses hautes qualifications intellectuelles. Leur radicalisme s'exprima alors essentiellement par le travail éducatif adressé à toute la société, mais également, pour d'autres désireux d'aller plus loin, dans leurs recherches d'idéaux qui les conduisirent sur le chemin des idées socialistes et de la révolution mondiale. La conscience du déclin des anciennes méthodes et valeurs, associée au développement des classes ouvrières à une échelle encore jamais connue, avait influencé ces nouveaux combattants, qui avaient décidé de commencer la lutte pour améliorer le sort de milliers de prolétaires, en se basant sur des conceptions laïques. Pour cette raison, l'éducation des ouvriers, des écoles populaires et des salles de lecture furent mises sur pied. Le manque de toute perspective d'amélioration de la situation nationale avait probablement été à l'origine de ces nouvelles voies. Parfois, ces nouvelles idées prenaient des accents démesurés pouvant déboucher à abandonner l'idée de la résurrection de la Pologne : celle-ci n'aurait plus raison d'être grâce à la révolution internationale que l'on pensait imminente et qui allait apporter la domination ouvrière et la suppression de toutes les frontières.

À part cette vision radicale que ne partageait qu'une partie insignifiante de combattants, une formation, le camp national, commençait à se créer à la fin des années 1880 autour de la position dominante qu'on peut placer entre les deux visions traditionaliste et radicale présentées plus avant. Les anciennes méthodes de lutte furent soumises à une forte critique, la stratégie de la résistance passive en premier : on la considérait comme critique et incitant à adopter une mentalité d'esclaves. Ce camp nous intéresse particulièrement non seulement parce qu'il a réussi à séduire un bon nombre

---

<sup>32</sup> Dans le Royaume de Pologne après la défaite de l'insurrection de Janvier 1863, on parle d'un courant intellectuel que l'on a appelé positivisme varsovien. Il s'agissait d'un programme complexe qui estimait que des changements dans pratiquement tous les domaines de la vie de la société étaient nécessaires. Blejwas, Stanislaus A., *op. cit.*, p. 312; Micińska, Magdalena, *Inteligencja...*, *op. cit.*, pp. 86-101.

de jeunes de l'âge de Modzelewski, mais aussi parce que les futurs collègues et collaborateurs de Modzelewski lorsqu'il sera ministre en étaient issus.

Ce camp national adopta l'idée de la lutte active des uns et le respect des valeurs ancestrales des autres pour développer une nouvelle philosophie. Surtout durant sa phase initiale, le groupe se caractérisa par un grand radicalisme dans ses méthodes de travail pour la libération nationale. La génération qui n'avait pas vécu l'insurrection de janvier 1863 n'acceptait pas de rester passivement soumise et à la merci d'opresseurs. Le colonel Zygmunt Miłkowski,<sup>33</sup> vétéran de la lutte puisqu'il combattait en 1848 déjà et qu'il ne baissa jamais les armes, fut à l'origine de cette nouvelle voie. Lui qui écrivait sous le pseudonyme de Teodor Tomasz Jeż, était notamment l'auteur d'une brochure intitulée *De la défense active et du Trésor national (Rzecz o obronie czynnej i o Skarbie Narodowym)*, qui avait été éditée en 1887.<sup>34</sup> Il y proposait une attitude qui menait directement à l'insurrection, mais sa stratégie consistait à préparer la population afin que celle-ci ne fût pas surprise au moment de l'éclatement de l'offensive. Pour cette raison, il défendait l'idée d'un trésor national qui permettrait de couvrir les dépenses nécessaires, et qui servirait à l'organisation politique du pays.

Les considérations politiques de Miłkowski avaient gagné les jeunes intellectuels et les étudiants qui ne faisaient partie ni du camp radical, ni du camp socialiste alors de plus en plus puissant. Ils avaient de leur côté envie de reprendre la lutte contre les oppresseurs pour leur drapeau. Le parti politique de cette idéologie, la Ligue polonaise, (Liga Polska), fut créé à Hilfikon en 1887.<sup>35</sup> Son premier programme prévoyait la lutte pour l'indépendance et la reconquête de tous les territoires de la République des Deux Nations. Cette version très ambitieuse, dont la probabilité de la voir se réaliser était infime, fut modifiée. La version suivante parlait seulement de la défense des droits de la nation polonaise et de la création des conditions favorables pour son développement politique et social.

En Suisse, la Ligue polonaise avait trouvé un milieu favorable. Miłkowski y avait rencontré plusieurs combattants du Royaume de Pologne, ce qui permit de véhiculer ses idées vers le territoire polonais. À Varsovie, les idées de la Ligue furent

---

<sup>33</sup> Kieniewicz, Stefan, Małeki, Marian, « Zygmunt Miłkowski », in: *Polski Słownik Biograficzny*, T. XXI, Wrocław, Warszawa, Kraków, Gdańsk, Zakład Narodowy im. Ossolińskich, 1976, pp. 263-268.

<sup>34</sup> Miłkowski, Zygmunt, *Rzecz o obronie czynnej i o skarbie narodowym*, Paryż, Drukarnia Polska A. Reiffa, 1887, 46 p.

<sup>35</sup> Kozicki, Stanisław, *Historia Ligii Narodowej: (okres 1887-1907)*, Londyn, Myśl Polska, 1964, 622 p.

vite adoptées par Jan Ludwik Popławski, Józef Karol Potocki, tous deux rédacteurs de *La voix (Głos)* – un périodique d'intellectuels de Varsovie – et surtout par Zygmunt Balicki.<sup>36</sup> Ce dernier avait étudié en exil, pendant sa jeunesse socialiste, le programme de Miłkowski et était devenu un grand adepte militant. Après son retour à Varsovie, Balicki créa une organisation estudiantine en 1886-1887 dont le nom fut l'Union de la jeunesse polonaise (*Związek Młodzieży Polskiej* – ZET).<sup>37</sup> Les principes de son programme révèlent sa filiation : basés sur l'objectif principal de lutte pour l'indépendance de la Pologne, ils étaient similaires à ceux de la Ligue. Il faut avant tout apprécier le caractère fervent des jeunes, qui, en un temps relativement court, avaient commencé à introduire et propager les idées du colonel.

Cet important soutien de personnalités varsoviennes d'une part et le potentiel de la jeunesse de l'autre, permirent à la Ligue et à l'organisation ZET de s'imposer sur la scène patriotique du Royaume à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. Son importance était d'autant plus grande qu'en 1893, Roman Dmowski, jeune étudiant en sciences naturelles, avait renommé la Ligue polonaise en Ligue nationale et pris tout le pouvoir qu'il concentra à Varsovie, se libérant ainsi de la Centrale sise à l'étranger. Dmowski avait pu mener à bien ce « coup d'État », parce qu'il était soutenu par des membres de première ligne comme Popławski et Balicki.<sup>38</sup>

Grâce à une large action de propagande, à une action politique et éducative, à des brochures éditées sur son programme, mais aussi aux actualités politiques, la Ligue avait gagné une bonne partie de la société après quelques années d'activité.<sup>39</sup> Elle fut si bien intégrée qu'elle marqua la mémoire collective : ses manifestations patriotiques furent reconnues et acceptées par la majorité de la population. La célébration solennelle du 100<sup>ème</sup> anniversaire de l'insurrection de Kościuszko de 1794, à laquelle les

---

<sup>36</sup> Dawidowicz, Aneta, « Działalność polityczno-organizacyjna Zygmunta Balickiego na terenie Galicji w latach 1898-1905 », in : Białokur, Marek, Patelski, Mariusz, Szczepanik, Andrzej (dir.), *Roman Dmowski i jego współpracownicy*, Toruń, Adam Marszałek, 2008, pp. 210-226.

<sup>37</sup> Wapiński, Roman, *Narodowa Demokracja 1893-1939. Ze studiów nad dziejami myśli nacjonalistycznej*, Wrocław, Warszawa, Kraków, Gdańsk, Zakład Narodowy im. Ossolińskich, 1980, pp. 22-25. Au sujet de l'importance des publications de Popławski, voir : Kulak, Teresa, « Jan Ludwik Popławski », in : *Polski Słownik Biograficzny*, T. XXVII, Wrocław, Warszawa, Kraków, Gdańsk, Łódź, Zakład Narodowy im. Ossolińskich, 1983, pp. 608-611.

<sup>38</sup> Wapiński, Roman, *op. cit.*, pp. 26-27. Voir aussi: Kulak, Teresa, « Roman Dmowski i Jan Ludwik Popławski: współdziałanie ucznia i mistrza czy ideowa dominacja? », in : Białokur, Marek, Patelski, Mariusz, Szczepanik, Andrzej (dir.), *Roman Dmowski...*, *op. cit.*, pp. 197-209.

<sup>39</sup> Konieczny, Władysław, « Formowanie i umacnianie świadomości narodowej jako elementarne zadanie polityczne Narodowej Demokracji na przełomie XIX i XX wieku », in : *Studia Historyczne*, R. XXXII, z. 4 (127), 1989, pp. 545-559.

représentants des deux camps de la scène politique de l'époque participèrent, eut à ce titre une importance exceptionnelle.<sup>40</sup> Malgré les attaques émises par la presse conservatrice, l'action de la Ligue nationale avait porté ses fruits : elle était parvenue à fédérer la majorité de la société polonaise et à susciter une forte opposition du côté des Russes qui y reconnaissait un danger. Cette résistance active fut comme validée par les captures, emprisonnements et déportations vers la Sibérie que durent endurer des participants à cette manifestation pourtant pacifique : elle était parvenue à stimuler une réflexion idéologique, le rappel de l'histoire nationale, avait fait naître un sentiment patriotique chez les jeunes, mais aussi parmi les ouvriers et la population paysanne, ce qui était le but principal de Dmowski et de ses acolytes.<sup>41</sup>

Les dernières années du XIX<sup>ème</sup> siècle constituèrent un moment d'évolution constante des opinions dans la majorité des sociétés européennes et la Ligue participa à ce mouvement, même si sa position restait nationaliste. Les nouvelles idées du récent socialisme scientifique, les idées nationalistes et sociales causaient toutes des polémiques, parce que jugées non vérifiables de manière empirique. Néanmoins, il s'agissait d'un processus paneuropéen. Presque toute l'Europe sortait de la période du régime politique dominant du monarchisme. Dans la réalité polonaise, le manque d'une conviction idéologique assurée était perceptible, l'heure était à de constantes recherches. La provenance sociale noble des jeunes Polonais explique les motifs de leurs choix. Toute l'idéologie polonaise de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle évoluait d'une manière significative, de telle sorte qu'une même personne pouvait adopter une idéologie pour en changer ensuite. L'instabilité qui en découla semble être surtout due au fait que cette période de recherche idéologique provoqua des changements incessants non seulement chez des particuliers et des membres d'organisations, mais des changements d'orientation de partis et d'associations. L'étude approfondie d'organisations permet parfois de voir des choix communs entre des organisations aux orientations politiques pourtant tout à fait différentes les unes des autres. Dans ce contexte, il n'est donc pas étonnant que des personnes ayant débuté sur la scène politique polonaise lors de sa formation à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle eussent totalement changé leurs orientations politiques au cours de leur carrière. On peut pour illustrer ce point de vue citer Ignacy Mościcki, futur président de la République aux orientations plutôt traditionalistes mais

---

<sup>40</sup> Micińska, Magdalena, *Goląb i orzeł...*, op. cit., pp. 47-52.

<sup>41</sup> Dmowski présenta son programme pour la nation dans une brochure: *Myśli nowoczesnego Polaka*, Lwów, Towarzystwo Wydawnicze, 1904, 217 p.

qui fréquenta plus tôt le cercle socialiste, ou les collaborateurs de Roman Dmowski, rédacteurs des quotidiens de gauche, qui durent quitter le parti de Dmowski qui avait entre-temps adopté une orientation nationaliste. Son camp se caractérisait d'ailleurs au départ par un radicalisme assez appuyé. Cherchant des alliés pour ses idées nationalistes, Roman Dmowski ne pouvaient plus s'adresser aux radicaux qui ne seraient pas les plus utiles, puisqu'ils cherchaient de leur côté les moyens de faire éclater une révolution rejetant ainsi toutes les valeurs nationales. Son premier allié ne pouvait être que le Polonais catholique : même inerte, il restait enraciné dans la tradition et faisait de cette coutume une valeur ultime.

Tel était le spectre des idéaux de la scène nationale polonaise de la deuxième moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle. Parmi toutes les visions présentées – traditionnelle (dominante finalement), radicale, moderniste ou nationale, plus récente –, les trois dernières n'intéressaient finalement que ceux que la question du développement futur de la nation polonaise touchait. N'oublions pas que de telles discussions avaient lieu dans les plus grands centres intellectuels qui pouvaient proposer une offre intellectuelle intéressante. Il est peu probable que ce genre de discussions et d'enjeux parvenaient jusqu'aux Confins de l'ancienne République, là où la vie coulait selon son rythme ancestral. Comme c'était certainement le cas dans le manoir où vivait le jeune Jan.

## **Modzelewski. Terre et origines**

### **Chapitre 3.**

#### **La Podolie polonaise : la vie des nobles au quotidien**

Le tableau esquissé jusque là représentant les relations polono-russes en a dessiné les contours historiques et politiques ainsi que les débats intellectuels agités qu'elle suscitait. Aborder maintenant une réalité plus quotidienne apportera de nouvelles impressions et touches vivantes au tableau. La seconde moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle voit en effet naître une multitude d'idées intellectuelles du côté polonais qui vont aller se peaufinant. Ce foisonnement pourrait donner l'impression d'une scène politico-sociale très mouvementée. Mais n'oublions pas que tous ces processus présentés de manière résumée sur quelques pages s'étendirent sur plusieurs décennies. En réalité, les changements se produisaient de manière très lente et la vie politique de cette époque n'était par très animée. De plus, la réalité au quotidien est vécue et appréhendée différemment, sans le recul global que tentaient d'introduire ces différents courants de pensées. D'autant plus lorsque la vie quotidienne suit son cours loin – très loin ! – des foyers de l'animation intellectuelle. Cette distance fit que les territoires des Confins de l'ancienne République restèrent au quotidien les vrais remparts de la tradition polonaise. Dans cette optique, malgré toutes les tracasseries des occupants visant à affaiblir la conscience polonaise, jetons un œil sur la vie des Confins et allons observer surtout comment vivait et d'où est venue la famille de Jan Modzelewski. Cela permettra de réaliser combien son ancrage était ancien.

#### **I. La tradition avant tout**

Le modèle traditionnel de la famille polonaise avait su envers et contre tout garder son assise. Malgré les chicanes, il existait toujours un groupe important de nobles ayant sauvé leurs propriétés, leurs privilèges et avant tout les anciens modes de vie. Toujours et encore, à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et même au début du XX<sup>ème</sup>, il était tout à fait possible d'observer un phénomène que l'on pourrait désigner la famille polonaise



noble. Il s'agissait non seulement d'un groupe de personnes apparentées par le sang ; il englobait également tout l'entourage, les serviteurs, les gouvernantes, et ceux que l'on appelait les résidents, amis ou proches de la maison moins fortunés, qui étaient à la charge des propriétaires. Ce modèle imposait une structure et une hiérarchie bien définies. La coutume voulait que ce modèle de la famille patriarcale et traditionnelle s'appliquât à tous les aspects de la vie : on peut le retrouver dans des fonctions productive, socio-éducative, culturelle, sociale et aussi religieuse.<sup>1</sup>

Les exemples qui suivent proviennent de l'analyse effectuée sur la vie quotidienne des nobles de la Pologne majeure, province appartenant au partage prussien, mais il est bien évident que cette couche sociale de nobles conservait un mode de vie semblable, quel que soit le lieu où elle vivait. Des exemples montrent d'ailleurs que malgré les milliers de kilomètres qui séparaient les anciennes provinces de la République des Deux Nations, le mode de vie des nobles restait partout presque inchangé. Ceci prouve l'existence d'une communauté spirituelle et d'une conscience d'appartenance à une classe spécifique : la noblesse polonaise, que ses membres fussent propriétaires ou non de terres.

La famille noble était occupée par la gestion de ses exploitations et tout son fonctionnement dépendait fortement de cette activité. Le propriétaire et maître de maison y était pour ainsi dire le chef, occupant la fonction de gérant, et était souvent épaulé par un administrateur. Il initiait habituellement sa progéniture aux arcanes de la gestion. Accompagné de ses fils, il chevauchait régulièrement ses terres, leur montrant ainsi comment surveiller et inspecter la bonne marche du domaine ainsi que la conduite des paysans. Les jeunes faisaient des pratiques (leur apprentissage pour ainsi dire) auprès de propriétaires de domaines voisins, ou d'autres membres de la famille. On espérait et faisait parfois même pression pour que les descendants choisissent de reprendre l'administration de la propriété. Pour emprunter le langage entrepreneurial, il ne faut pas oublier que du bon fonctionnement du domaine dépendait non seulement la vie du patron, mais également celle de tout le cercle élargi de la famille et des personnes y travaillant. Présentée sous cet angle, la conception de la famille des propriétaires montre que la gestion de l'exploitation n'était pas un métier comme les autres, mais qu'il remplissait aussi une mission importante au sein de la société. L'importance du

---

<sup>1</sup> Szafer, Katarzyna, « Kilka uwag o codziennym życiu rodzinnym ziemiaństwa wielkopolskiego na przełomie XIX i XX wieku », in : *Roczniki Socjologii Rodziny*, T. IX, 1997, p. 300.

propriétaire se manifestait aussi dans ses contacts avec les paysans de la région. Son autorité dépassait le cadre de son entreprise personnelle et lui permettait de donner des conseils concernant l'administration des terres autour de lui. Il présidait les cercles agraires, après la cueillette il organisait la fête de la récolte et y participait. Sa position, son savoir-faire, mais aussi sa fortune, permettaient de financer et ainsi de soutenir la commune la plus proche dans ses entreprises. Il était fondateur de crèches, de maisons paroissiales, organisait des cours de formation. Dans une perspective plus large, il était actif dans les organisations de gentilshommes de la province comme la banque ou l'association des propriétaires.<sup>2</sup>

D'autres fonctions, tout à fait distinctes, étaient réservées à la maîtresse de maison. Son rôle principal était de veiller à l'entretien, l'éducation des enfants jusqu'à un certain âge, et à l'accomplissement des activités sociales et culturelles. Elle était ainsi garante de la fonction sociale de la famille. L'éducation des enfants avait lieu à la maison, mais était menée de manière scrupuleuse par des précepteurs qui suivaient un plan bien établi. Étape obligée pour réussir, il fallait permettre aux enfants d'accéder ensuite au gymnase, ce qui était difficile en raison de la langue : en Podolie, les cours au gymnase étaient dispensés en russe.<sup>3</sup>

La maîtresse de maison gérait également les domestiques qui dépendaient directement d'elle. Ces domestiques étaient complètement intégrés à la vie de la famille noble et restaient parfois au manoir pendant de longues années. Ils étaient rémunérés mensuellement et il n'était pas rare qu'on leur fit des cadeaux pendant la période des fêtes. Les plus âgés, qui ne pouvaient plus effectuer leurs travaux, pouvaient habiter dans les bâtiments du manoir jusqu'à leur décès.

L'estime de la société envers la famille dépendait bien sûr du maître de maison, mais sa femme, qui avait elle aussi des tâches à remplir à cet égard, jouait un rôle important en parallèle. La première de ses tâches était d'œuvrer à des actions caritatives, qui dépendaient de la fortune et de la générosité de son mari. Elle prenait soin des malades et des invalides. Les pauvres recevaient les choses superflues du manoir.

---

<sup>2</sup> Szafer, Katarzyna, *op. cit.*, p. 307.

<sup>3</sup> Il faut rappeler que la langue allemande était officielle dans les parties : prussienne (allemande) et autrichienne de Pologne et le russe bien évidemment dans la partie du Royaume de Pologne et sur les Terres revendiquées.

Entretenir les contacts nécessaires avec la société dont ils faisaient partie était une tâche qui incombait par contre aux deux maîtres de maison. Cette entreprise consistait avant tout à soigner les relations familiales qui comprenaient la famille élargie et donc les nobles régissant souvent des domaines voisins. En plus de rencontres informelles, on fondait aussi des unions familiales, possédant des statuts et parfois même une couverture financière, dont le but était de garantir les relations entre les membres d'une même lignée, de soutenir la solidarité.<sup>4</sup> Ceci fut d'autant plus important à l'époque où les voisins devenaient de plus en plus souvent étrangers : tout contact avec ces derniers était exclu, voire tabou. Cette attitude explique bien pourquoi la politique de colonisation des terres polonaises n'avait pas porté de fruits, ni du côté allemand ni du côté russe. Les familles polonaises manifestaient un tel rejet envers les nouveaux venus, que bientôt personne n'eut plus envie de s'installer en ses terres hostiles à toute nouvelle présence.

## II. Les origines de Modzelewski

Jan Modzelewski descendait d'une famille installée aux Confins de la République des Deux Nations pour qui les traditions avaient une importance primordiale et qui estimait avoir une responsabilité quant à la prospérité du pays. Pour trouver les racines de sa noble ascendance, il faut remonter au Moyen Age sur les terres de Mazovie. Là-bas, dans le village Modzele, les ancêtres avaient construit leur résidence et Trzywdar ornait leur blason. En tant que représentants de l'ordre de chevalerie, ils prirent part aux batailles contre les Prussiens, tribu païenne venant du bord de la mer Baltique, contre les Lithuaniens, contre les chevaliers de l'ordre teutonique et plus tard contre les Suédois. Au temps de l'union entre la Pologne et le Grand-duché de Lituanie, certains membres de la famille avaient décidé de quitter le nid familial et s'étaient rendus soit en Livonie, soit en Podlachie.

Ces origines sont souvent présentées dans des ouvrages d'ordre généalogique, qui nous semble parfois un peu apologétique. Dans *La famille. L'Armorial de la noblesse polonaise (Rodzina. Herbarz szlachty polskiej)*, Seweryn Uruski fait remonter l'origine de tous les Modzelewski à la Mazovie et affirme qu'ils appartenaient à une noblesse modeste. Ce n'est qu'à partir du XVI<sup>ème</sup> siècle qu'ils partirent pour gagner

---

<sup>4</sup> Szafer, Katarzyna, *op. cit.*, p. 298.

d'autres parties du pays et surtout la Podlachie. On trouve plusieurs hameaux portant le nom de Modzele dans les provinces mazovienne de Łomża et de Wizna, ce qui rend l'identification de l'origine précise de la famille difficile. De plus, les familles Modzelewski étaient nombreuses, et les distinguer les unes des autres est également compliqué. Le fait qu'elles changeaient souvent leur appartenance aux différents blasons accroît encore la confusion. Uruski le démontre en citant les attestations de l'Autorité héraldique du Royaume de Pologne, où les descendants d'un seul ancêtre se réclamaient souvent de deux ou trois blasons différents.<sup>5</sup> Pour les Modzelewski, les blasons suivants apparaissent : Herburt, Bojczy, Bończa, Piasecznik, Syrokomla et justement Trzywdar. Même si Uruski ne cite aucune famille du sud de Pologne ayant porté ce blason, ce dernier était justement celui de la famille de Jan Modzelewski. Néanmoins, l'œuvre d'Uruski se concentre sur les familles de Mazovie, et ne remonte pas assez loin pour y trouver la branche de Jan Modzelewski qui avait quitté ce lieu d'origine.<sup>6</sup>

Le spécialiste de l'héraldique polonaise Kasper Niesiecki du XIX<sup>ème</sup> siècle cite la description des armes de la famille d'Okolski : « Trois croix allongées se rencontrent en un lieu au milieu de l'écu ; deux d'entre elles montent en biais, l'une vers la gauche l'autre vers la droite. La troisième descend droit en bas, la croix n'ayant plus qu'un bras du côté gauche. Trois étoiles, une entre les deux croix, les deux suivantes au côté de la croix pendante. Les croix sont blanches, les étoiles dorées, le champ couleur sang et il y a 5 plumes d'autruche sur le timbre ». Okolski pensait que le blason signifiait « Tria in donum ». Mais lui non plus ne cite pas la famille Modzelewski comme portant ce blason.<sup>7</sup>

Il est prouvé qu'au XVI<sup>ème</sup> siècle, l'un des Modzelewski partit vers le sud suite à un différend avec son père concernant l'élection du nouveau roi de Pologne. Ce genre de conflits avait parfois cours dans d'autres familles aussi. Ignacy Modzelewski se retrouva aux alentours de Sanok, bien accueilli par son oncle paternel, en désaccord avec son frère lui aussi. Peu après, Ignacy partit avec son cousin pour combattre les

---

<sup>5</sup> Il faut mentionner une grande différence entre la noblesse polonaise et les noblesses de l'Europe occidentale : les familles polonaises recevaient un blason qui se transmettait à tous ses descendants alors qu'en Europe occidentale, chaque union donnait naissance à une nouvelle famille possédant son propre blason. En Pologne, plusieurs familles avaient donc le même blason du moment qu'elles avaient les mêmes ancêtres.

<sup>6</sup> Uruski, Seweryn, *Rodzina. Herbarz szlachty polskiej*, T. XI, Warszawa 1914, p. 202.

<sup>7</sup> Niesiecki, Kasper, *Herbarz Polski*, T. IX, Lipsk, Breitkopf i Haertel, 1842, pp. 142-143.

Cosaques dans les Champs sauvages en Ukraine. Finalement, il s'installa sur la terre de Sanok où il obtint le poste de panetier (stolnik) de la province. Son compagnon de batailles, le cousin Jakub, avait obtenu quant à lui le poste de trésorier du Trésor de champs de la Confédération de Bar pendant les émeutes suscitées par l'influence étrangère en Pologne.<sup>8</sup>

Le frère du grand-père de Jan Modzelewski, Justyn Modzelewski, servit sous Napoléon dans sa campagne contre la Russie en tant que capitaine et fut nommé capitaine d'un régiment de chasseurs de cavalerie par Józef Poniatowski, neveu du dernier roi de Pologne. Il poursuivit son activité après la défaite de Napoléon encore. Il prit également part à l'insurrection de 1830. Une fois le soulèvement terminé, habitant tout près de la Zbrouch qui marquait la frontière avec l'Autriche, il facilita l'évasion de rebelles et fut condamné pour cette activité à 2 ans de prison et sa demeure fut saccagée. Cette activité réfractaire se transmis à Narcyz, le fils de Justyn. Après ses études à l'École polytechnique, il prit part à la rébellion en 1846 puis en 1848, pendant le Printemps des peuples. Après une période de captivité, Narcyz fut intégré dans l'armée autrichienne et obligé de combattre contre les Hongrois. 9 ans plus tard, lorsque son service militaire terminé, il décida de traverser la frontière et de s'installer en Podolie, où habitait déjà la famille de son père. Malgré son mariage et le risque qu'encourait alors toute la famille, Narcyz n'abandonna pas son activité pour l'indépendance nationale. En 1863 encore, il décida de participer à l'insurrection de janvier. Actif dans la lutte contre l'oppresseur, il était conséquent dans sa fidélité aux valeurs traditionnelles défendues qu'il vivait au quotidien. Son fils unique, Tadeusz (et cousin de Jan, notre futur diplomate), avait reçu son prénom en mémoire du héros national Tadeusz Kościuszko. Que ses trois filles choisissent de se retirer du monde pour entrer au couvent ne fut d'ailleurs pas pour lui plaire.<sup>9</sup>

Malgré son activité patriotique, Narcyz n'avait pas perdu le sens des affaires, ni négligé de s'en occuper. Il était propriétaire de deux bâtiments à Lvov, dont l'un allait plus tard être vendu. Or, cette ville avait son importance et pour plusieurs raisons. Elle était avant tout la capitale de la Galicie autrichienne et serait par la suite un bon endroit pour l'éducation des jeunes générations. Il est confirmé aussi qu'une partie de la famille

---

<sup>8</sup> Józwiak, Wanda, *op. cit.*, pp. 36-37.

<sup>9</sup> *Ibidem*, p. 16.

Modzelewski habitait à Lvov : Jadwiga Wiśniewska, cousine de Jan et fille de Zygmunt, l'oncle de Jan, par exemple.<sup>10</sup>

Les mémoires de Narcyz Modzelewski, gardées avec piété par la famille, nous livrent un précieux témoignage quant aux opinions de ce dernier. Il commémorait également chaque événement familial, mariages et naissances, par des poèmes écrits exprès pour l'occasion. En 1903, sa famille organisa en grande pompe l'anniversaire de ses 80 ans. Il était le doyen de la famille et profondément respecté. Dans la mémoire familiale, Narcyz représentait l'exemple du sacrifice pour la cause nationale au plus haut degré. Il fut le membre de la famille qui aura donné et fait le plus pour cette cause et fut, pour les générations suivantes, l'exemple du comportement à adopter dans la lutte contre les régimes des usurpateurs.

En dépit des difficultés liées à la politique des oppresseurs, la famille Modzelewski en Podolie faisait partie de celles qui avaient réussi dans la vie quotidienne. Zygmunt Modzelewski, qui avait repris le domaine de son père (celui dont on a vu qu'il disait ne pas savoir administrer sans servage), apporte la preuve que si le fonctionnement ancestral était efficace, il fallait aussi faire preuve d'une certaine habilité et opter pour certaines modifications. Il réussit à administrer le patrimoine avec les nouvelles méthodes. Il construisit un nouveau manoir, en s'offrant certaines aisances. Le bâtiment fut équipé d'eau courante et du chauffage central. Zygmunt veillait aussi au développement de la localité. À ses propres frais, il fonda l'école pour les enfants des paysans. Le destin de cette lignée ne fut toutefois pas clément. Son fils, qui reprit le domaine, trouva aussitôt tragiquement la mort. Ses filles héritèrent des terres qui furent partagées en deux : le domaine de Łoszkowice revint à Maria Grocholska et le domaine de Morozów alla à Jadwiga Wiśniewska. Malgré tout ce qu'il tenta de faire pour la population durant sa vie, son portrait et celui de sa femme furent brûlés devant leur demeure pendant la révolution de 1917.<sup>11</sup>

---

<sup>10</sup> *Ibidem*, p. 33.

<sup>11</sup> *Ibidem*, pp. 68-69.

### III. La famille proche

Le destin d'un autre pan de la famille fut différent. Jan Nepomucen Modzelewski, grand-père du futur diplomate, avait épousé Katarzyna Bednarowska portant le blason Prus I avec qui il eut deux enfants, et possédait plusieurs domaines. Il administrait entre autres Łoszkowice, 800 hectares dans le district de Kamieniec, et Chmielówka, 1000 hectares dans le district de Płoskirów, qui fut par la suite légué à son fils Ludwik. Ce dernier eut donc Chmielówka pour domaine, mais aussi les villages d'Ostapkowice, Korytna, Felsztyn et d'autres lieux-dits. Selon le *Dictionnaire géographique du Royaume de Pologne (Słownik Geograficzny Królestwa Polskiego)*, Chmielówka comptait 374 paysans et était divisé en 3 métairies.<sup>12</sup>

Ce village, acheté par Jan Nepomucen à la famille Grabianki après 1830, fut repris par Ludwik qui construisit en 1867 un nouveau manoir dans le style néoclassique, où Jan Modzelewski, futur ministre de la Pologne indépendante en Suisse, vit probablement le jour le 7 avril 1875.<sup>13</sup> On connaît uniquement la façade principale de cette demeure, par le biais d'une image accompagnée d'un texte descriptif. Malgré cette iconographie insuffisante, il est évident qu'elle présente le caractère typique du manoir des nobles polonais, répandu sur tout le territoire de l'ancienne République. Le bâtiment est construit sur un seul étage divisé en 9 axes, possède un plan rectangulaire et est couvert d'un toit à 4 niveaux. Dans sa partie centrale, il abrite un portique de 4 colonnes de style toscan, disposées de façon symétrique. Ces colonnes supportent l'entablement et le fronton surbaissé. La porte, terminée en demi-cercle, mène vers l'intérieur depuis le perron, sous les colonnes. L'élévation de chaque côté du portique met en valeur les fenêtres rectangulaires, en demi-cercle comme les portes. Les cadres des fenêtres, les pilastres entre les fenêtres, les coins et les colonnes peints en blanc contrastent avec le fond foncé des murs.<sup>14</sup> Les multiples archives, meubles anciens et souvenirs du passé révèlent par ailleurs que la tradition était maintenue et avait une place importante à l'intérieur du manoir de Modzelewski.<sup>15</sup>

---

<sup>12</sup> *Słownik Geograficzny Królestwa Polskiego i innych krajów słowiańskich*, T. I, Warszawa, Nakładem Filipa Sulimierskiego i Władysława Walewskiego, 1880, p. 592.

<sup>13</sup> Extrait du livre de naissances de 1875 de l'église paroissiale de Felchtin, papiers privés de Jan Modzelewski en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

<sup>14</sup> Aftanazy, Roman, *Dzieje rezydencji na dawnych kresach Rzeczypospolitej, woj. podolskie*, T. 9, Wrocław, Warszawa, Kraków, Zakład Narodowy im. Ossolińskich, 1996, pp. 45-46.

<sup>15</sup> Urbański, Antoni, *Pro memoria*, Warszawa, nakładem własnym, 1929, pp. 36-37.

Même si sa notoriété n'est pas passée à la postérité, la famille de Modzelewski occupait une place importante dans les relations en Podolie. Tout en respectant et préservant les souvenirs du passé, le père de Modzelewski savait intégrer et appliquer tout ce qu'il fallait pour moderniser sa propriété. Il savait aussi comment parvenir à répondre aux exigences, toujours croissantes, du gouvernement russe. Quand les taxes exigées furent augmentées, il sut la répercuter sur le fermage qui passa de 30 à 45 roubles par an.<sup>16</sup> Une autre action à laquelle Modzelewski prit part avec d'autres propriétaires de la région prouve qu'il n'agissait pas uniquement dans son propre intérêt en matière de fiscalité. Pour contrebalancer les efforts russes visant à liquider la propriété polonaise dans la province, Modzelewski et ses collègues voulaient aider ceux dont les récoltes et la gestion des terres n'étaient pas aussi florissantes.<sup>17</sup> Sans développer plus avant cet épisode, il constitue un bon exemple de la solidarité unissant la classe des nobles en Podolie.

Tous ces éléments montrent que le sort de la famille de Jan Modzelewski dans son ensemble n'était pas dramatique. Malgré la politique tsariste, sa famille ne fut pas déclassée et elle parvint à garder ses terres. Les problèmes financiers ne les touchaient pas comme c'était le cas de contemporains de même statut social. Jeune, Jan put d'ailleurs étudier dans un gymnase russe à Odessa, études qui supposaient certains moyens financiers. Ce choix pour un lieu si éloigné du berceau de la culture polonaise pourrait sembler incompréhensible dans une famille avec de telles origines et à l'attachement si marqué pour la tradition polonaise, mais plusieurs raisons le motivèrent probablement. Tout d'abord, une tradition naissante d'aller étudier au sein de l'Empire russe existait déjà chez les Polonais : on allait à Petersburg, Moscou ou Odessa, malgré la confrontation entre les deux cultures. On sait que les cousins de Jan avaient eux aussi terminé leur école secondaire à Odessa.<sup>18</sup> D'autres raisons peuvent s'ajouter à celle-ci. Tout d'abord, la situation géographique représentait un argument. La distance entre sa maison natale et Varsovie, unique ville polonaise dans laquelle on pouvait acquérir un savoir plus au moins satisfaisant, était de toute manière assez importante. De plus, comme nous l'avons vu, la qualité du système éducatif du Pays au bord de la Vistule laissait perplexe et n'inspirait pas confiance quant à son efficacité. L'instruction que l'on

---

<sup>16</sup> Beauvois, Daniel, *La bataille de la terre en Ukraine 1863-1914. Les Polonais et les conflits socio-ethniques*, Lille, Presses universitaires de Lille, 1993, p. 175.

<sup>17</sup> *Ibidem*, p. 284.

<sup>18</sup> Józwiak, Wanda, *op. cit.*, p. 53.



recevait à Varsovie, pourtant ancienne capitale et symbole de la tradition, n'était pas à la hauteur. Les désirs d'aller à Varsovie entraient donc en concurrence avec la nécessité de recevoir une bonne éducation. Si le choix avait reposé sur un argument strictement géographique, il se serait porté sur la ville la plus proche qui était Kiev et qui à plusieurs égards avaient des points communs avec Odessa. Une université y avait été créée en 1834, en grande partie fondée à partir de l'université de Wilno et du lycée polonais de Krzemieniec qui avaient été tous deux dissous (mesure de répression à l'insurrection de novembre de 1830). En tant que troisième ville de l'Empire, Odessa était de son côté une ville contemporaine voire même moderne qui avait davantage de poids. Construite en 1794, elle avait pris en main le commerce maritime et l'exportation des produits agricoles de l'Ukraine. C'est aussi à Odessa que les Modzelewski vendaient les produits de leurs terres.

Ayant abordé le sujet d'une manière générale, puis vu comment la famille de Modzelewski s'y inscrivait, nous constatons que le maintien de la tradition du groupe social des nobles en Podolie n'était pas si difficile qu'on aurait d'abord pu le croire, au vu d'une situation politique qui y était extrêmement peu favorable. A l'évidence, l'État, devenu beaucoup plus fort et puissant, avait posé des limites certaines à la liberté dorée des nobles, ce qui avait manqué à la majorité des rois électifs polonais durant les siècles passés. Serait-ce pour cela que la situation sous les gouvernements étrangers était si insupportable pour ces nobles ? Toutefois, en Podolie, quand les affaires économiques allaient bien, les idées provenant de Petersburg se dispersaient proportionnellement à la distance qui les en séparait. Toujours et encore, l'héritier des terres conservait sa position prépondérante. L'empereur n'était pas dupe, mais le résultat économique et les bénéfices représentaient un intérêt non négligeable qui contrebalançait ses convictions politiques... Qui, des nobles russes ou polonais, lui reversaient l'impôt ne retenait plus trop son attention. Dans le quotidien de la Podolie, les querelles entre Russes et Polonais les occupaient certes, sans pour autant que les uns ou les autres ne fussent fondamentalement déstabilisés. Cependant, les deux côtés oubliaient, ou ne se rendaient pas compte, qu'ils allaient devoir se heurter à l'opposition des paysans ukrainiens qui produisaient leur capital. Le danger réel était donc tapi là où on ne l'attendait pas.

## **Modzelewski. Terre et origines**

### **Chapitre 4.**

#### **L'Ukraine se réveille : naissance d'une nouvelle nation**

La concurrence polono-russe sur les Confins et l'activité politique dispersée des Polonais face aux Russes, accompagnées par les changements économiques que l'industrialisation introduisit au XIX<sup>ème</sup> siècle, eurent finalement des conséquences considérables pour les deux adversaires. Les Polonais perdirent peu à peu leur pouvoir politique et économique et cherchèrent à le reconquérir en s'opposant à l'État russe, alors que les Russes allaient perdre leur pouvoir sur ces terres des décennies plus tard. En effet, ces querelles de puissants auront finalement facilité le réveil de l'Ukraine tant au niveau national que culturel. Les nobles polonais qui avaient perdu le combat sur plusieurs fronts étaient affaiblis au moment de s'opposer contre la perte devenue inévitable des terres ukrainiennes. Celle-ci survint au moment où la Russie se fit soviétique : les terres passèrent alors en mains russes soviétiques. La conscience nationale ukrainienne déjà présente ne pouvait voir là qu'un pas dans une direction meilleure : les Ukrainiens, s'ils n'avaient pas encore leur État, se trouvaient libérés de leur assujettissement aux Polonais. Par la perte de leurs terres, il faut bien comprendre la perte des moyens qui avaient jusque là assis leur position, permis de négocier avec le pouvoir et bien sûr assuré une vie aisée. Tel sera le sort de village de Chmielówka, berceau de Jan Modzelewski, perdu suite à la révolution bolchevique.

Il est nécessaire de considérer les processus ayant conduit au réveil de la conscience nationale ukrainienne dans leur ensemble, avant tout parce que ce mouvement ukrainien n'eut rien d'éphémère, au contraire. Les dernières années du XIX<sup>ème</sup> siècle et surtout la période marquée par la Première Guerre mondiale montrent bien la conviction des Ukrainiens et la détermination qui en découla de construire leur propre pays. En suivant maintenant leur chemin de plus près, nous verrons comment les nobles polonais et en particulier la famille Modzelewski, n'avaient plus de réelles chances de maintenir leur ancienne position, même sur le plan économique.

Du XV<sup>ème</sup> au XVIII<sup>ème</sup> siècle, de multiples nations et groupes religieux qui fonctionnaient avec une certaine autonomie tout en restant dépendants de la noblesse, habitaient les territoires de l'ancienne République des Deux Nations. Le niveau de vie de ces groupes ne différait pas : la situation économique d'un paysan de Pologne mineure (dans les alentours de Cracovie) était semblable à celle d'un paysan ukrainien. Avant la dissolution de la République des Deux Nations, les Ukrainiens habitaient des terres de part et d'autre de la frontière entre la République et l'État russe. Le progrès du réveil national ukrainien fut ensuite particulièrement fort sur les domaines de l'ancien État polonais. Au XIX<sup>ème</sup> siècle, l'évolution des États vers des états-nations avait mis le pluri-nationalisme régnant sur ces terres au grand jour, d'autant plus que la République des nobles, divisée en trois entre la Russie, la Prusse et l'Autriche depuis la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle, subissait encore les différentes influences des occupants. Ces derniers utilisaient l'éveil de la conscience nationale afin de souligner les antagonismes et de créer des oppositions et entre les différents groupes ethniques vivant sur le même territoire. En fin de compte, à part les Polonais dont les représentants de l'ancienne noblesse valorisaient et soutenaient leurs traditions nationales et cultivaient la langue polonaise, les autres groupes ethniques n'avaient jusque là jamais cultivé cette conscience et s'y éveillaient seulement. Dans cette partie de l'Europe, Biélorusses, Lithuaniens, Ukrainiens, mais aussi la minorité juive qui n'était pas du tout assimilée, commencèrent à formuler toutes sortes d'exigences. Le groupe ethnique qui présenta la plus forte conscience nationale fut celui des Ukrainiens, qui avaient commencé à manifester son envie d'acquérir une autonomie nationale, à l'image d'autres nations. Il faut souligner qu'au XIX<sup>ème</sup> siècle, leurs aspirations pouvaient se réaliser pleinement avant tout en Galicie, donc sur le territoire de la monarchie des Habsbourg qui, comme la République des Deux Nations auparavant, se composait d'une mosaïque de nations et de religions.<sup>1</sup> Les ambitions ukrainiennes étaient d'obtenir des écoles nationales, des hautes écoles, une administration autonome et la liberté dans l'usage de la langue et en matière de pratiques religieuses. Ce développement, dont le couronnement fut la déclaration d'indépendance des Ukrainiens en 1917, entraînait en conflit de manière permanente avec la classe des nobles polonais qui y était naturellement défavorable, car

---

<sup>1</sup> Les territoires habités par les Ukrainiens après les trois partages appartenaient à la Russie et à l'Autriche. Lors du premier partage de la République des Deux Nations déjà, l'Autriche avait pris la Voïvodie ruthène avec Lvov, ainsi que les parties occidentales de la Podolie et de la Volhynie. Le reste de ces terres avait appartenu à la Russie. La frontière fut établie à la rivière Zbroutch. (*Słownik geograficzny Królestwa Polskiego i innych krajów słowiańskich*, T. VIII, Warszawa, Nakładem Władysława Walewskiego, 1887, p. 442.)

elle remettait sans cesse en question sa position dominante dans la région. Les Russes et les Autrichiens exploitaient cette situation dans leur propre intérêt. La différence religieuse entre les deux nations exacerbait encore le problème. Les Polonais, partisans fidèles et exemplaires du rite romain dont ils se considéraient les défenseurs dans cette partie de l'Europe, étaient confrontés aux masses ukrainiennes qui considéraient leur religion, orthodoxe de la même manière: elle n'était pas uniquement une pratique spirituelle, mais faisait partie intégrante de l'identité nationale, identité basée sur ses qualités intrinsèques, mais également sur sa différence face aux autres, et son rôle de défenseurs et de partisans militants qui en découlait pour ses représentants.<sup>2</sup>

### **I. L'Ukraine, colonie de la République des Deux Nations. L'enjeu économique**

Rappelons ici le statut et l'importance des terres ukrainiennes au sein des frontières de la République des Deux Nations et à définir plus précisément l'origine de ses habitants. Ces terres furent, comme on le dit pendant des siècles, un grenier non seulement pour le pays, mais aussi pour une grande partie de l'Europe. Et pour ses propriétaires, les nobles polonais, une bonne source d'enrichissement. C'est en Ukraine que se situaient les très vastes domaines agricoles ou latifundiums des aristocrates qui leur permettaient d'entretenir leurs propres armées. Ces aristocrates possédaient plusieurs villes, sans parler de nombreux villages. Ces domaines étaient gérés d'une main de fer et fortement exploitées. Ces territoires, qui doivent leur nom à leur situation géographique au sein de la République (ukrainien signifiant au bord du pays), représentaient une terre d'accueil favorable à tous ceux qui désiraient ou devaient s'éloigner des territoires de la Pologne centrale. En faisaient partie des paysans désobéissants et de simples criminels.<sup>3</sup> Ces personnes étaient suffisamment nombreuses pour influencer le climat régnant en Ukraine : leur origine et la spécificité de leurs mœurs furent à l'origine d'émeutes et de révoltes contre les nobles à plusieurs reprises. Aux temps de la République des Deux Nations, toutes ces rébellions étaient contrées avec une cruauté et une violence épouvantables. À partir du XVII<sup>ème</sup> siècle, alors que les

---

<sup>2</sup> Lebedynsky, Iaroslav, *Les cosaques. Une société guerrière entre libertés et pouvoirs. Ukraine 1490-1790*, Paris, Éditions Errance, 2004, pp. 197-201.

<sup>3</sup> Bien évidemment, les visions polonaise et ukrainienne au sujet de ces personnes diffèrent totalement. D'un côté, on les présente justement comme des criminels et de l'autre comme de fortes personnalités très attachées à leur liberté. Le temps où une vision commune au sujet de cette époque verra le jour n'est pas encore né.

Russes conquéraient progressivement des terres au détriment de la Pologne et que les nouveaux souverains russes appliquaient le même genre de répressions violentes lors de révoltes, une profonde répugnance des Ukrainiens envers les nobles polonais qui allait perdurer était déjà enracinée.<sup>4</sup>

La situation géographique de l'Ukraine eut aussi son influence sur la constitution de son image. L'Ukraine, la Podolie, le Volhynie sont de vastes territoires, dont la ligne frontière était souvent très floue. Le Khanat de Crimée, leur pays voisin au sud, n'appartenait pas à la culture européenne et avait d'autres habitudes et manières d'appréhender les relations internationales. Même si les contacts entre la République des Deux Nations et le Khanat de Crimée étaient harmonieux (surtout en raison des difficultés intérieures du Khanat qui n'était pas à même de s'opposer à la République), la Podolie et les Champs sauvages (qui désignaient une partie des territoires ukrainiens) furent souvent le terrain de raids opérés par les troupes tartares. Les propriétaires des « dominions », les nobles polonais, qui agissaient de manière complètement indépendante et sans assistance de la part du gouvernement, avaient à se défendre pour repousser ces troupes. Ceci explique la nécessité de garder en état de veille de nombreuses troupes armées et en même temps la rigidité relative des mœurs et le comportement militaire qui avaient cours sur ces terres.<sup>5</sup>

Ce modèle subsista jusqu'à l'époque moderne. Le Polonais, différent par sa culture et sa religion, était toujours le propriétaire. Ses biens étaient grands, son revenu aussi. Ces différences étaient ressenties au quotidien à chaque instant. Par ailleurs, les récits des jeunes fils des patrons de l'Ukraine qui nous livrent leurs réflexions après leurs premiers voyages en Pologne centrale montrent combien les jeunes patrons polonais étaient frappés de rencontrer des concitoyens vivant une autre réalité sociale que la leur. Au centre, la communauté polonaise était constituée de nobles, mais également de paysans et de bourgeois. Ils découvraient donc ce qui n'exista jamais en terres ukrainiennes. En Ukraine, seuls les Polonais occupaient les rangs de la noblesse, les paysans orthodoxes et les marchands arméniens constituaient le corps des autres

---

<sup>4</sup> On peut citer diverses rébellions propre à illustrer ceci : de Krzysztof Kosiński en 1591, de Nalewajko en 1595, de Taras Fedorowicz en 1630, de Pawluk en 1637, etc. Voir à ce sujet: Serczyk, Władysław Andrzej, *Na dalekiej Ukrainie. Dzieje kozaczyzny do 1648 roku*, Kraków, Wydawnictwo Literackie, 1984, 374 p.

<sup>5</sup> À cause de ce voisinage, la situation était semblable à celle que connaîtrait l'État russe et que l'on a présentée au chapitre premier.

classes sociales ; côté architecture religieuse, les églises catholiques y côtoyaient les dômes des églises orthodoxes et les minarets musulmans.<sup>6</sup>

Durant la deuxième partie du XIX<sup>ème</sup> siècle, ces territoires abritèrent de fortes tensions dans des relations sociales et économiques fiévreuses. Au niveau politique, et surtout à la suite de la défaite accusée lors de la guerre de Crimée (1853-1856), l'Empire russe avait compris que la politique de la terreur n'était pas satisfaisante et n'apportait pas les résultats souhaités. Aussi, le changement sur le trône du tsar, Alexandre II succédant au très conservateur Nicolas I<sup>er</sup>, représenta l'occasion d'une évolution vers une autre politique. Peu après la guerre contre les Turcs, il proclama l'abolition du servage. Les changements touchèrent également le système judiciaire : le procès y fut introduit, avec les personnes du procureur et de l'avocat. En 1874, Alexandre II raccourcit par ailleurs la durée du service militaire.<sup>7</sup>

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, les premiers à profiter de la réforme agraire furent les propriétaires terriens. Ce fut alors malgré tout une bonne période pour les nobles polonais dont les Modzelewski faisaient partie. Pour devenir propriétaire de la terre qu'il cultivait, le paysan était tenu de payer la totalité de la valeur du terrain en 48 ans ou de travailler pour l'ancien propriétaire jusqu'à compenser ainsi la valeur du domaine. Devenir propriétaire n'était donc pas chose aisée pour les paysans qui ne parvenaient pas à en acquérir suffisamment de terres pour vivre aisément de leur exploitation. Le taux de natalité élevé provoquait également un morcellement des domaines lors de l'héritage : on peut dire que la campagne ukrainienne était en quelque sorte surpeuplée. En 1914, 9,5 millions de paysans ukrainiens vivaient sur la même superficie que dans les années 60, alors qu'ils étaient seulement 4,5 millions.<sup>8</sup>

Une nouvelle population dénuée de terres à cultiver vit ainsi le jour au sein de la société. Celle-ci fut obligée de chercher un autre travail pour subvenir à ses besoins. Ce processus a été facilité et s'est accéléré lors de la naissance de l'industrie sur les territoires ukrainiens. Il s'agit avant tout d'industrie agricole. La région devint en particulier le fournisseur principal en betterave sucrière de la totalité du territoire de l'Empire. L'industrie minière, avec l'extraction de charbon et de métaux, se développa

---

<sup>6</sup> Les Polonais rejetaient les Ukrainiens comme les Russes. Même si les raisons du rejet étaient différentes. Voir la note 6 du premier chapitre.

<sup>7</sup> Culkov, Georgij Ivanovic, *op. cit.*, pp. 315-323.

<sup>8</sup> Hrycak, Jarosław, *Historia Ukrainy 1772-1999. Narodziny nowoczesnego narodu*, Lublin, Instytut Europy Środkowo-Wschodniej, 2000, pp. 76-77.

ensuite.<sup>9</sup> En 1881, des minerais de fer furent découverts aux alentours de Kryvyï Rih. Le développement de cette nouvelle industrie toucha également le réseau des chemins de fer. Néanmoins, les nobles polonais gardaient encore les rênes de l'économie, et leur comportement envers les Ukrainiens ne changea pas. Pour ces derniers, seul le centre décisionnel qui se trouvait désormais à Petersburg avait changé. Ces terres regorgeaient de ressources naturelles à exploiter et constituaient toujours un grenier, mais il devenait cette fois-ci celui de l'Empire. Un certain nombre d'investissements y virent le jour mais qui favorisaient plutôt les intérêts de l'Empire que l'Ukraine elle-même. La ligne de chemin de fer, développée selon des objectifs plus stratégiques qu'économiques, en est le meilleur exemple. Accroître l'Ukraine et enrichir ses habitants ne faisaient pas partie des intentions du tsar. Le développement des villes ukrainiennes eut d'ailleurs une influence minime sur les Ukrainiens eux-mêmes. Société rurale qui désirait le rester, elle ne vit dans les centres industriels qu'un moyen de gagner suffisamment pour acquérir un lopin de terre à cultiver. Une fois toutes les terres accessibles aux Ukrainiens vendues, les paysans préféraient prendre le chemin de l'émigration vers d'autres régions de l'Empire, comme le Kazakhstan ou le Caucase, plutôt que de s'installer dans les villes et de travailler dans les usines.

Au sein de l'Empire russe, la propriété individuelle des terres n'était pas de mise et peut même être considérée comme quelque peu étrange. Le système russe, dans lequel la terre était cultivée par des coopératives, fut très peu représenté en Ukraine. Le territoire ukrainien constituait une enclave dans laquelle le système remontant au temps de la République des Deux Nations, bien que modifié par les Russes, perdurait. En Ukraine, la terre était et restait transmise en héritage. Ce système, bien ancré et qui garantissait la continuité de la possession de ce qui représentait la plus des grandes richesses, ne fut pas touché sous l'occupation russe. Les nouveaux propriétaires ukrainiens prouvèrent d'ailleurs qu'ils étaient à même de gérer leurs exploitations, qui comptaient parmi les propriétés prospères du système russe. Le nombre d'exploitations prospères est estimé à 96% pour l'Ukraine occidentale, à 82% dans le département de Poltava et à 68% dans celui de Tchernihiv.<sup>10</sup>

---

<sup>9</sup> Serczyk, Władysław Andrzej, *Historia Ukrainy*, Wrocław, Warszawa, Kraków, Zakład Narodowy im. Ossolińskich, 1990, p. 264.

<sup>10</sup> Hrycak, Jarosław, *op. cit.*, p 79.

## **II. Quelle identité pour l'Ukraine : polonaise, russe, autrichienne ou autonome ?**

Le XIX<sup>ème</sup> siècle vit se succéder des périodes dans lesquelles la politique du régime tsariste fut inégalement sévère dans ses relations politiques et culturelles. Dans les années 1880, le ton est à la libéralisation. C'est durant ces moments plus libéraux que la notion d'identité nationale naquit auprès des Ukrainiens, insufflant une velléité d'indépendance elle-même nourrie par le développement intellectuel qui survenait alors dans cette partie de l'Empire. Cette émergence influença naturellement les rapports polono-ukrainiens. La libéralisation de la politique de Petersburg qui avait permis la fondation d'organisations démocratiques non seulement en Russie, mais aussi dans le Royaume de Pologne, influença fortement la naissance du mouvement national ukrainien, dont l'organisation de la Confrérie de Cyrille et Méthode fut issue en 1845/1846. Le choix des patrons de cette institution indique clairement la direction vers laquelle s'orientait l'idéologie du groupe : Cyrille et Méthode étaient en effet les deux saints qui avaient apporté l'évangile aux Slaves. Les opinions des membres de la confrérie se basaient sur les idées chrétiennes de liberté, d'égalité et de justice. Ce mouvement, qui représentait les tendances autonomistes, insistait spécialement sur la nécessité d'éduquer la population le plus largement possible et d'abolir le servage. Le plus éminent représentant du groupe fut Taras Chevtchenko, poète, précurseur de la littérature moderne et de l'identité nationale ukrainienne. Son idée principale était qu'il fallait absolument mettre un terme à un modèle qui faisait de l'Ukraine la « Petite Russie », à jamais dépendante de la Grande. Cette idée fut reprise par la Confrérie de Cyrille et Méthode. À l'idée de panslavisme de l'État russe, qui tâchait de créer un seul empire slave dont le centre était Petersburg, les Ukrainiens opposaient celle d'unité et de fraternité entre les Slaves. L'objectif principal des confrères était la création d'une république fédérale qui aurait pour capitale Kiev. Ajoutons que ces intellectuels concevaient cette fédération en union avec la nation polonaise.

Ce genre d'opinions était en opposition avec la politique officielle de la cour impériale qui prévoyait l'assimilation de la Petite Russie (ukrainienne) avec la Grande, considérée comme un modèle de « rapprochement » à employer ultérieurement avec d'autres nations. La réaction de l'Empire à ses détracteurs fut directe. Début 1847, la Confrérie fut dissoute par les gendarmes. Les sentences envers ses membres ne furent pas trop sévères. Dans la mentalité des décideurs impérialistes, ce mouvement était tellement irréal qu'il ne méritait pas davantage d'attention. Chevtchenko, qui avait



attaqué plusieurs fois la personne du tsar dans ses poésies souvent insultantes, fut le seul à subir une sanction significative : il fut obligé à faire son service militaire et écrire ou peindre lui fut défendu.<sup>11</sup>

Ce ne fut qu'à la fin des années 50, période de libéralisation de la politique tsariste, que la formation de nouvelles organisations ukrainiennes fut possible. Le but de ces unités appelées Hromada était de développer l'idée nationale, surtout par le biais d'activités culturelles et éducatives, telle l'édition de livres, brochures, périodiques et l'organisation d'écoles dominicales pour les adultes. La première des Hromada fut instaurée à Petersburg, les suivantes à Kiev, Poltava, Tchernihiv, Kharkov et Odessa.

Dans un premier temps, le mouvement des Hromada fut accepté par le gouvernement de Petersburg, qui y voyait avant tout un travail d'ordre culturel et éducatif. Un changement dans ces relations intervint, lié à la nouvelle action répressive de l'Empire suite à l'insurrection polonaise de 1863, qui atteignit non seulement les territoires du Royaume de Pologne, mais aussi l'Ukraine sur la rive droite de la Dniepr (territoires entre autres de la Podolie). Même si les intellectuels et les paysans ukrainiens avaient une attitude indifférente, voire hostile, envers les rebelles polonais, le gouvernement russe avait trouvé là un prétexte pour traiter les organisations de Hromada ainsi que tout le mouvement ukrainien de séparatistes. Prétextant qu'elles nourrissaient des relations avec les Polonais, certaines des organisations furent dissoutes et les membres de quelques unes arrêtés. Les publications à caractère religieux et les manuels éducatifs furent interdits ; la publication d'œuvres littéraires resta toutefois autorisée. C'est ainsi que le mouvement qui visait le développement de l'idée nationale ukrainienne fut interrompu.<sup>12</sup>

Évoquant ce mouvement nationaliste ukrainien, il est important de souligner qu'il était le seul mouvement nationaliste européen pour lequel les postulats de liberté nationale allaient de pair avec ceux de la libération sociale. Pour les activistes de ce mouvement, le mot ukrainien était l'équivalent du mot démocratique. Le caractère spécifiquement démocratique de la nation ukrainienne, parce que composée presque uniquement du peuple, résultait du fait que la mince couche sociale supérieure ukrainienne s'était culturellement polonisée ou russifiée au cours du temps. Telle était la

---

<sup>11</sup> *Ibidem*, pp. 50-57.

<sup>12</sup> Serczyk, Władysław Andrzej, *Historia...*, op. cit., pp. 267-271.

raison de la prolifération des idées socialistes et révolutionnaires chez les activistes ukrainiens et de leur engagement dans les organisations russes correspondant à ces idées.

Ni les Ukrainiens ni les Polonais ne purent développer librement leur autonomie nationale au sein du territoire occupé par l'Empire russe. Le gouvernement autrichien laissait de son côté plus de possibilités sur les territoires de l'ancienne République, puisque le pouvoir était en main polonaise en Galicie. La spécificité de la monarchie des Habsbourg qui était composée de plusieurs nations unies seulement par la personne du monarque, ainsi que ses défaites durant la seconde moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, étaient à l'origine de l'ingérence moindre de la capitale viennoise sur les nations de son empire. Les réformes des années 60 avaient conduit à la construction, en accord avec les Hongrois, d'une double monarchie et les Polonais gardaient tout pouvoir en Galicie. Son gouverneur était élu par l'aristocratie polonaise et le système des élections continuait de garantir l'hégémonie des nobles, à qui un quart des sièges étaient réservés.<sup>13</sup> Même si la situation n'était pas idéale pour la jeune nation ukrainienne, elle pouvait y exprimer ses opinions, publier des quotidiens et former des organisations ukrainiennes. Il est même possible que cette rivalité polono-ukrainienne l'ait davantage animée et portée dans le développement de sa vie propre.

Néanmoins, le mouvement ukrainien n'était pas homogène : il comportait également les russophiles, qui dénigraient l'existence d'une nation ukrainienne à part entière et qui se considéraient comme faisant partie de la nation russe. Ces opinions étaient représentées par le périodique *le Mot (Slowo)*, édité à Lviv. Dans les années 1860, les postes dirigeants de toutes les organisations ukrainiennes étaient occupés par des représentants de ce courant. Cette option russophile tomba toutefois dans l'oubli. En effet, l'Empire lui-même, qui aurait pu être son grand mécène et qui se montra toujours peu clément envers les Ukrainiens, ne la soutint pas du tout. Elle ne put faire le poids face à la naissance du mouvement national dont l'idéologie était basée sur les convictions démocratiques nées dans les années 1830. Ce mouvement était représenté par les jeunes intellectuels, actifs dans les organisations estudiantines Hromada. Conduisant des actions éditoriales et publiques, ils organisaient à l'intention du peuple des lectures publiques d'œuvres de la littérature populaire, toutes choses impossibles à

---

<sup>13</sup> Davies, Norman, *Histoire de la Pologne*, Paris, Fayard, 1986, p. 197.

réaliser en Ukraine russe, surtout après le décret de Walujew en 1863 qui avait interdit les publications en ukrainien.<sup>14</sup> C'est ce courant, tout à fait conscient de sa force, qui prit le devant de la scène des organisations ukrainiennes dès les années 1880. Grâce à son initiative, furent créés une société littéraire et scientifique, le journal *l'Œuvre* (*Dilo*), un quotidien pour les paysans et enfin, en 1885, une association politique.<sup>15</sup>

La politique des russophiles, mais aussi des jeunes nationalistes, eut tendance avec le temps à perdre son enthousiasme radical, ce qui entraîna la naissance d'un autre mouvement radical qui lança la propagande socialiste chez les Ukrainiens. Ce sont les radicaux qui créèrent le premier parti politique ukrainien, en 1890. Ce parti, Parti radical ruthène-ukrainien fut le premier à revendiquer explicitement l'indépendance politique de l'Ukraine.

### **III. Le travail consciencieux des Ukrainiens commence**

Dans les années 1890, il est possible de parler de travail conscient des Ukrainiens visant la construction des bases d'un nouvel état et de cristallisation de la scène politique ukrainienne en Galicie. En plus du parti radical, l'Alliance chrétienne ruthène-ukrainienne, conservatrice et attachée aux valeurs religieuses, et le Parti populaire ruthène, russophile, virent le jour. Pour renforcer la conscience nationale, des manifestations furent organisées, telles que la célébration du 100<sup>ème</sup> anniversaire de la littérature ukrainienne et du 25<sup>ème</sup> anniversaire de travail public d'Ivan Franko, éminent socialiste. Ces occasions offrirent un prétexte à la publication de l'Histoire de l'Ukraine-Russie de Mychajlo Hruszewski qui, après avoir travaillé à l'Université de Kiev, devint professeur de la chaire d'histoire ukrainienne à l'Université de Lviv. Il s'agissait du premier ouvrage d'envergure traitant des Ukrainiens et il eut une grande importance dans le processus de formation de la conscience nationale.<sup>16</sup> Grâce au travail éducatif des intellectuels ukrainiens dans la deuxième moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, on avait pu créer des sociétés coopératives, des associations d'épargne, mais aussi des organisations à caractère paramilitaire, germes de l'armée ukrainienne, comme Faucon (*Sokil*) et Sicz.

---

<sup>14</sup> Serczyk, Władysław Andrzej, *Historia...*, op. cit., p. 268.

<sup>15</sup> Hrycak, Jarosław, op. cit., p. 84

<sup>16</sup> Hruszewskij, non seulement historien mais aussi politicien, est un personnage qui eut une grande influence dans la vie intellectuelle ukrainienne. Il voyait la nation ukrainienne sans partage de classes. Serczyk, Władysław Andrzej, *Historia...*, op. cit., p. 288.

Un réseau de 3'000 écoles élémentaires et plusieurs gymnases put également voir le jour. De son côté, l'Université ukrainienne de Lviv se développait et comportait neuf chaires en plus de la chaire d'histoire ukrainienne évoquée plus haut.<sup>17</sup>

L'Église orthodoxe apporta un fort soutien au mouvement nationaliste. Les contacts avaient commencé au moment où Andrzej Szeptycki devint le métropolite d'Halicz. Il donna son accord à la participation du clergé à la vie sociale et en même temps accepta les prétentions de la paysannerie ukrainienne concernant la vie économique et culturelle. La grève générale des paysans galiciens au début du XX<sup>ème</sup> siècle prouve que la nation ukrainienne était bien en train de se former. Leur première exigence était l'augmentation de la rémunération pour les travaux agricoles. La grève se termina sur un succès. Même si les membres de ce mouvement n'étaient pas uniquement ukrainiens, il est le signe d'un progrès évident de la construction de la nation nouvelle.<sup>18</sup>

Néanmoins, cette relative autonomie n'était pas égale pour les Ukrainiens selon qu'ils vivaient du côté russe ou du côté autrichien. Pour la Galicie, il est possible de parler de pluralisme politique. Elle abritait plusieurs partis politiques combattant afin d'influencer la société et échangeant plusieurs points de vue, pouvant s'exprimer au travers de multiples quotidiens, et dans laquelle un mouvement allant dans le sens de la liberté culturelle, sociale, politique et surtout de l'indépendance. Sur les territoires appartenant à la Russie, ce mouvement fut non seulement retardé, mais également moins important. De ce côté de la frontière, avant la Première Guerre mondiale encore, l'idée d'une Ukraine libre et indépendante ne faisait partie du programme politique que d'un seul parti, qui finira lui aussi par l'abandonner. Plusieurs raisons expliquent cet état de fait. Tout d'abord, l'Ukraine de la rive gauche de la Dniepr faisait partie intégrante de l'Empire russe depuis plus de 200 ans déjà. Elle était unie culturellement et économiquement à l'Empire à un point tel que l'on ne revendiquait ni la création d'un État à part entière, ni la constitution d'un État fédéré ; on désirait tout au plus davantage d'autonomie au sein même de l'Empire. Du côté russe, l'intention de créer une fédération dans laquelle l'Ukraine aurait été un État égal à la Russie n'existait évidemment pas.

---

<sup>17</sup> Hrycak, Jaroslaw, *op. cit.*, pp. 97-98.

<sup>18</sup> Dans l'historiographie ukrainienne, cette grève appartient seulement aux masses ukrainiennes. Il faut tout de même mentionner que le mélange des nations en Galicie est bien connu : on ne savait du coup pas toujours avec certitude si l'on était d'origine polonaise ou ukrainienne. L'exemple de deux frères Szeptycki, pourtant d'origine noble, peut l'illustrer : alors que le premier était métropolite de Halicz, militant pour l'indépendance ukrainienne, le deuxième devint futur général de l'armée polonaise, combattant de la cause polonaise au côté de Józef Piłsudski.

L'Ukraine restait un territoire par lequel la Russie désirait étendre son champ politique. De plus, la politique de l'administration, anti-minoritaire et anti-ukrainienne, représentée par Piotr Stolypine, rendait le développement du mouvement nationaliste ukrainien quasiment impossible.<sup>19</sup>

Ce n'est que 200 ans après les premières émeutes des Cosaques ukrainiens qui avaient essayé de renverser le régime politique polonais, remplacé à la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle par le régime russe que l'on retrouve de solides opinions concernant la formation d'un futur État ukrainien. Tout au long du XIX<sup>ème</sup> siècle, les écrivains, poètes et intellectuels, mobilisèrent leurs efforts et, malgré des conditions extrêmement défavorables, ceux-ci furent couronnés de succès : il donna vie à un plan concret de construction du pays.

#### **IV. La Grande Guerre : espoir pour les uns, défaite pour les autres**

La révolution bolchevique en Russie et la première guerre mondiale eurent un impact prépondérant sur les aspirations nationales ukrainiennes. Le 17 mars 1917, un parlement, le Conseil central ukrainien (Ukrainska Centralna Rada) qui assurait les tâches du pouvoir autonome central, fut fondé. Deux mois plus tard, le Conseil avait constitué le Secrétariat général qui menait à bien les tâches du gouvernement.<sup>20</sup> Le Conseil central ukrainien, suivant bien sur les événements en Russie, avait proclamé l'indépendance de l'Ukraine qui devenait ainsi une république populaire, fédérée avec la Russie, selon un document daté du 20 novembre 1917.<sup>21</sup> Cette proclamation s'accompagnait de la redistribution des terres des nobles au profit des paysans. Les conséquences d'une telle décision sont faciles à imaginer. Saccage des biens, vol du bétail et des outils agricoles débutèrent, de même que des incendies de manoirs et dévastations qui ne devaient rien au hasard.

L'autorité du nouveau gouvernement était toutefois loin d'être assise. Les décisions annonçant les réformes sociales, dont le but principal était d'obtenir un appui suffisant pour le gouvernement, n'étaient pas concrétisées. Les politiciens ukrainiens

---

<sup>19</sup> Piotr Stolypine, ministre de l'intérieur et ensuite premier ministre russe dès 1906, Serczyk, Władysław Andrzej, *Historia...*, op. cit., p. 307.

<sup>20</sup> Bruski, Jan Jacek, *Petlurowcy. Centrum państwowe Ukraińskiej Republiki Ludowej na wychodźstwie (1919-1924)*, Kraków, Arcana, 2004, pp. 32-33.

<sup>21</sup> Voir l'acte appelé *III Universal* : Hrycak, Jarosław, op. cit., p. 128.

étaient divisés quant aux enjeux touchant le territoire du futur pays et son régime politique. Pendant le Congrès des Soviets de toute l'Ukraine à Kiev, une partie des délégués ne reconnut pas le Conseil central ukrainien. Le 25 décembre 1917, ce dernier créa son propre gouvernement, le Secrétariat national (Narodnyj Sekretariat), qui représentait naturellement leur propre courant politique. Cette double représentation fut maintenue tout au long de l'hiver 1917-1918.<sup>22</sup>

Dans de telles conditions, le monde des nobles polonais commençait à s'écrouler, mais c'est en réalité la situation politique russe et les événements de la première guerre mondiale qui avaient constitué le danger le plus immédiat. Que le territoire ukrainien fit partie de l'État russe, secoué par une crise profonde et où l'effervescence révolutionnaire était à son comble, aggravait encore la situation. Après la chute du système tsariste, le nouveau pouvoir révolutionnaire russe avait, dans l'un de ses premiers décrets, nationalisé l'industrie et liquidé la propriété terrestre. Les propriétaires furent dès lors obligés de céder domaines et bétail aux comités agraires. On peut facilement imaginer les diverses réactions que suscita un tel acte au sein de la population de l'Ukraine, sachant que si la communauté polonaise y représentait un pourcentage infime, il s'agissait de la part la plus fortunée, et qu'elle faisait face à la grande masse de paysans ukrainiens travaillant sur des terres qui ne leur appartenaient pas. On menait en même temps une guerre visant à construire l'État polonais, que la majorité des Polonais voyait comme la reconstruction de la République des Deux Nations, et qui aurait donc dû retrouver les frontières de 1772 allant alors jusqu'à Kiev. On peut lire les preuves de ses ambitions démesurées dans la campagne militaire de Piłsudski, qui échoua à Kiev en 1919. En 1920, l'établissement de la frontière entre la Pologne et la Russie en Podolie eut aussi des conséquences. La ligne de démarcation divisa souvent des terres appartenant à un même propriétaire. L'incertitude quant au futur de ces territoires et au destin de la République de Pologne récemment reconstruite, mais aussi la révolution bolchevique si proche et les atrocités de la guerre avaient entraîné une escalade d'animosités longuement cachées qui éclataient maintenant en conflits visibles sur différents niveaux. Il est évident que les civils et leur vie quotidienne furent les plus touchés. Les propriétaires avaient été confrontés aux atrocités de la guerre. Un propriétaire de Skotyniany, dont la propriété était située tout près du domaine des Modzelewski, donne un témoignage de l'état dans lequel il

---

<sup>22</sup> Bruski, Jan Jacek, *op. cit.*, p. 39.

retrouva son manoir après le passage du front militaire : « La maison démolie, les bâtiments en ruine [...]. Ils cassent les meubles, le piano, les tableaux, ils déchirent les tapis, les couvertures, ils cassent les lampes et les bronzes, détruisent les fenêtres. Voilà : le massacre ».<sup>23</sup>

Les saccages des déserteurs mais aussi des armées régulières causèrent des pertes considérables à la population. Les manoirs furent brûlés et détruits. Les propriétaires étaient expulsés dans les villes et villages voisins. Les territoires des Modzelewski se trouvèrent eux aussi sur la ligne du front. Non loin eut lieu le saccage de septembre 1917 qui reste dans les mémoires. Les troupes armées partirent de Kamieniec Podolski et, en passant par les districts de Kamieniec, Uszyca, Mohylów, Płoskirów et Lityń, détruisirent les cités, les manoirs et les propriétés. Les statistiques montrent que pendant la période de l'automne et de l'hiver 1917-1918, 85% des propriétés furent détruites, le bétail enlevé, les arbres fruitiers coupés, les parcs dévastés et les biens volés. Ce qui ne pouvait être volé fut cassé, détruit et souvent brûlé. L'échelle de ses actions était si importante qu'aucune réaction n'était envisageable. Voulant prévenir ces méfaits, les nobles de la zone déposèrent leurs biens les plus précieux et l'argenterie dans le château fort de Kamieniec Podolski. Après la révolution bolchevique, ces biens ne furent hélas jamais retrouvés.<sup>24</sup>

Les propriétaires de terres étaient conscients des changements qui survenaient alors. Ils ne pouvaient plus se réclamer du pouvoir qu'ils avaient eu alors qu'ils régnaient sur leurs terres en maîtres au XVII<sup>ème</sup> siècle et qu'ils balayaient chaque émeute comme une révolte injustifiée des sujets. Datée de 1917, une lettre officielle rédigée à l'attention du Conseil de régence à Varsovie prouve qu'ils comprenaient l'ampleur des transformations. Ne cherchant pas à priver la population ukrainienne du droit à l'autodétermination, le document exprimait plutôt un besoin d'aide. Le raisonnement développé fait montre d'une bonne connaissance de la structure de l'agriculture russe, qui était dangereuse pour la subsistance polonaise en Ukraine. À la fin du XIX<sup>ème</sup> et au début du XX<sup>ème</sup> siècle en Russie, la saisie des terres louées aux paysans et, dans un futur proche, la confiscation des propriétés importantes, figuraient au programme de presque tous les partis politiques. En Ukraine, une telle manœuvre éliminant le groupe des

---

<sup>23</sup> Citation des mémoires de Kazimierz Madurowicz : Józwiak, Wanda, *op. cit.*, p. 74.

<sup>24</sup> Wrzosek, Mieczysław, « W obronie polskiego stanu posiadania na Ukrainie (listopad 1917 – marzec 1918) », in : *Studia Podlaskie*, T. IX, Białystok, 1999, p. 136.

propriétaires majoritairement polonais devait permettre de résoudre un problème d'ordre non seulement social, mais aussi national du point de vue ukrainien. Sans contester le droit aux Ukrainiens de former un nouvel État, les Polonais partaient du principe que le droit ancien à la propriété était supérieur sur toute autre loi. Ils proposaient ainsi que l'autorité en vigueur sur les terres ukrainiennes soit celle de l'État polonais. Tous les privilèges et leur défense devaient de leur point de vue dépendre de la régulation internationale.<sup>25</sup>

Pour une partie des propriétaires polonais, la défaite des pays centraux dans le conflit mondial scella leur sort. La situation politique se compliquait et de manière générale se dégradait. Le 18 novembre 1918, une partie des activistes du Conseil central ukrainien avait composé un organe du pouvoir : le Directoire, qui contrôlait le territoire de l'Ukraine de la rive gauche de la Dniepr. Son représentant le plus éminent fut l'ataman Semen Petlura. Quelques jours plus tard, en décembre, après la bataille contre les partisans de Skoropadski, la ville de Kiev avait capitulé.<sup>26</sup> La situation de ce nouvel État ukrainien n'était pas assurée pour autant. Les frontières occidentales étaient sous les feux des batailles opposant la République populaire de l'Ukraine occidentale à la Pologne, dans le but notamment de gagner la ville de Lvov. De l'autre côté, l'Ukraine était menacée par la Russie soviétique qui progressa de décembre 1918 à mars 1919 et atteignit les territoires du bord de la Dniestr. Petlura prit position aux alentours de Kamieniec Podolski. Il est évident que dans cette situation, les violences de la guerre continuaient d'être perpétrées.

Lorsque l'option consistant à miser sur les pays du centre échoua, les espoirs des nobles polonais ukrainiens se sont déplacés sur le général Anton Denikin qui, à la tête de l'armée contre-révolutionnaire, voulait avant tout atteindre et gagner Moscou, mais aussi contrôler l'Ukraine. Il parvint à occuper Odessa et Kiev, mais commença à perdre du terrain dès octobre 1919. À ce moment, Józef Piłsudski entra sur la scène de la guerre en Ukraine, lui aussi en guerre contre les Russes bolcheviques. Il occupa des positions semblables à ce que serait la future frontière polono-soviétique et, en avril 1920, lança l'offensive contre les troupes bolcheviques groupées aux alentours de Kiev. D'après les idées de Piłsudski et un accord signé le 21 avril 1920 avec les Ukrainiens de

---

<sup>25</sup> Cf. la demande d'aide pour les nobles polonais en Ukraine dans la lettre du président du Conseil des propriétaires des terres, Stanisław Horwatt, au Président du Cercle polonais au Parlement autrichien Leon Biliński, Kiev, 31.5.1918, in : Wrzosek, Mieczysław, *op. cit.*, pp. 160-163.

<sup>26</sup> Bruski, Jan Jacek, *op. cit.*, p. 53.



Petlura, cette offensive devait permettre d'occuper les territoires ukrainiens, que Petlura et son armée défendraient ensuite. Cette stratégie faisait partie d'un plan plus large selon lequel l'État polonais devrait composer une fédération avec la Lituanie et la Biélorussie de laquelle l'Ukraine indépendante resterait une fidèle alliée. Les projets de Piłsudski tombèrent dans l'oubli à la suite de l'offensive de l'armée rouge de mai et juin 1920, qui s'arrêta à la Vistule, près de la capitale polonaise.<sup>27</sup> Il est difficile de dire jusqu'à quel point Piłsudski était concerné par la défense des intérêts de la noblesse polonaise ukrainienne. Ses efforts visaient plutôt à aider Petlura à maintenir l'Ukraine indépendante, qui aurait pu protéger les territoires méridionaux de la Pologne de la Russie bolchevique, l'ennemi principal de Piłsudski.

La noblesse polonaise en Ukraine essayait de protéger le statu quo malgré les succès ou défaites de plusieurs acteurs dans les temps de guerre. Chaque occasion permettant de présenter sa situation politique et sociale était bonne. Même en décembre 1917, après la proclamation de l'indépendance de la République populaire ukrainienne, les nobles envoyèrent une pétition adressée au Conseil de régence. Cette dernière, bien qu'émanant d'un groupe aux intérêts évidents, dépeint bien la situation intérieure, en esquissant une image véridique et de proximité. Les auteurs de la pétition soulignaient que le manque de division de la société ukrainienne en plusieurs couches sociales facilitait l'implantation des idées socialistes. Ces idées avaient très bien pu s'allier avec l'idée nationaliste dirigée contre la population polonaise. Ce qui les effrayait était également de constater que tous les Ukrainiens étaient convaincus que le chemin choisi les conduirait à la réussite.<sup>28</sup>

À ce stade, la population polonaise en Ukraine posait un problème de taille, et ce bien parce que cette population était constituée de nobles. À la fin de la Première Guerre mondiale, on comptait sur ces territoires 2 millions de Polonais, dont la plupart étaient des propriétaires de terres bien prospères, 400 mille de travailleurs et fonctionnaires et le reste constituant une grande partie de la population citadine, des artisans et marchands. Malgré la politique des tsars du début du XX<sup>ème</sup> en Ukraine, les Polonais possédaient encore environ 20 mille km<sup>2</sup> de terres, ce qui représentait 35% de la propriété privée. De plus, ces territoires avaient un rendement nettement meilleur que

---

<sup>27</sup> Davies, Norman, *Histoire...*, *op. cit.*, pp. 141-142.

<sup>28</sup> Le document du Conseil central ukrainien du 20 novembre 1917 leur montre que leur propriété est en danger. En réponse : mémoire adressé par les représentants de la population polonaise en Ukraine au Conseil de régence, Kiev, décembre 1917, Wrzosek, Mieczysław, *op. cit.*, pp. 133-138.

les terres des paysans, grâce à une meilleure exploitation de la terre et au savoir-faire technique.

La politique de protection de la propriété polonaise fut également discutée au sein du Conseil central ukrainien. Les nobles polonais protestaient qu'après quatre ans de conflit armé, une période de famine, l'anarchie, il n'était pas juste de les déposséder de leurs terres. Leur protestation porta ses fruits. Le Conseil précisa dans ses déclarations qu'ils ne pouvaient pas être expropriés de leurs manoirs, jardins, vergers et usines. Une décision interdisait également de parcelliser les terrains agricoles des nobles entre les paysans.<sup>29</sup> Toutes ces décisions arrivèrent bien tard et restèrent souvent sans effet. Surtout pour les territoires où les biens avaient été confisqués par les Bolcheviques. Ces derniers s'étaient déjà appropriés les maisons, fabriques et capitaux. Les propriétaires ne relâchèrent toutefois pas leurs efforts et essayèrent au printemps 1918 d'écrire au gouvernement polonais pour faire valoir leur cause. Dans leur missive, ils défendaient la valeur des terres ukrainiennes pour le nouvel État polonais. Comme les Indes orientales pour la Couronne britannique, le potentiel économique des Confins pouvait influencer le revenu global de la Pologne. Derrière cette énergie combative, s'exprime dans ces documents toutefois également une certaine fatigue : les tensions suite à la destruction des biens, aux changements sociaux et tout simplement la peur de perdre la vie avaient atteint leur force et ils manquaient peut-être également d'énergie pour recommencer avec d'autres activités.

Les deux premières décennies du XX<sup>ème</sup> siècle révélèrent donc un problème de taille sur ce qui fut les Confins de la République des Deux Nations. Les nobles étaient conscients que la politique du gouvernement ukrainien visait la destruction de l'économie et de l'influence polonaises dans la région. Ceci constituait une étape essentielle vers l'indépendance de l'État, et il n'était donc pas prêt à renoncer à la gestion des propriétés. Ils comprenaient que la volonté de former le nouvel État ukrainien était assez forte pour mettre leur position en péril de manière définitive, ce qui les conduisit à faire un pas dans la direction des Ukrainiens : concernant les domaines, ils proposèrent de poursuivre le processus grâce auquel les paysans pouvaient acquérir les terres qu'ils cultivaient. Ils devaient d'ailleurs bien connaître la situation ukrainienne et être conscients qu'une partie de la masse paysanne possédait encore les liquidités

---

<sup>29</sup> *Ibidem*, p. 138.

nécessaires à l'achat de terres. Stanisław Horwatt proposa pour ce faire l'établissement d'une banque chargée de la parcellisation des terres entre les agriculteurs.<sup>30</sup>

Les Polonais perdirent définitivement la bataille et par là même leur influence économique en Ukraine après la ratification du traité de paix de Riga en 1921. La rivière Zbroutch devint la frontière entre les deux pays selon ces accords entre la Pologne et la Russie soviétique. La présence des nobles en terres ukrainiennes avait déjà été fortement affaiblie par la naissance du nouvel État ukrainien et les changements politiques évoqués, mais elle fut complètement éradiquée suite à l'instauration du nouveau régime politique communiste que la Russie soviétique était en train de bâtir sur ces territoires. Les propriétés, terres et manoirs des Polonais, ceux de Chmielówka, lieu de naissance de Jan Modzelewski, compris, furent livrés à l'administration de la République socialiste soviétique de l'Ukraine.

Ces changements politiques directs ne changent rien au fait que les véritables raisons de la défaite finale polonaise en Ukraine sont à chercher dans le mouvement national ukrainien : là résident les causes directes du déclin du règne des nobles polonais sur les Confins. Comme déjà mentionné, le gouvernement russe, fort mais peu conséquent, n'aura pas eu ce rôle décisif. La fin de ce monde ancien, si fièrement protégé par les Polonais, même durant la période où ils furent privés de leur État indépendant, s'accéléra pendant les dernières années de la guerre et de la révolution en Russie. Il perdit alors les moyens de financer et de conduire sa vie à sa guise. Modzelewski de son côté ne voyait tout ceci plus ni de près, ni au quotidien. Depuis les dernières années du XIX<sup>ème</sup> siècle, son destin avait pris une autre voie. Après la fin du gymnase à Odessa, il était parti pour un voyage qui l'avait conduit en Europe occidentale où il resterait jusqu'à la fin de ses jours.

---

<sup>30</sup> Voir la demande d'aide pour les nobles polonais en Ukraine dans la lettre du président du Conseil des Propriétaires des terres, Stanisław Horwatt, au Président du Cercle polonais au Parlement autrichien Leon Biliński, Kiev, 31.5.1918, in: Wrzosek, Mieczysław, *op. cit.*, p. 163.

## **Devenir moderniste**

### **Chapitre 5.**

#### **Les premiers pas de Modzelewski en Suisse : scientifique ?**

À la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, le jeune Jan, éduqué selon la tradition, devait partir pour découvrir le monde et acquérir des connaissances qui lui permettraient de mieux gérer les affaires de ses domaines à son retour. Tel aurait dû être son destin. Son départ pour l'Europe occidentale ne constituait donc a priori pas une rupture. Le chemin qui allait être le sien en Europe ensuite est par contre plus qu'étonnant. Ses choix pourraient faire dire que toute la tradition polonaise, si finement tissée dans ses fibres depuis de longues années, était menacée de se défaire et de tomber dans l'oubli. Ses prochaines 20 années d'activité se caractérisent par tout un nombre d'activités toutes atypiques pour le jeune noble qu'il était. Le moment où intervint le changement est donc particulièrement important pour appréhender la vie de Modzelewski. Encore jeune, la première chose qu'il dut faire était de continuer ses études. Après Odessa, il se tourna vers Liège, choix au sujet duquel nous ne disposons que de peu d'informations. L'étape suivante qui le conduira à Fribourg est quant à elle moins mystérieuse. À la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle y régnait un climat politique et économique particulier ; la ville était universitaire depuis peu et accueillait un nombre de Polonais assez important. Il est fort probable que cet esprit séduisit Jan qui s'y ancrant de plus en plus pour finalement y rester. Finalement, on peut avancer l'hypothèse que malgré le changement de cap du jeune Jan, il choisit un pays et plus particulièrement un canton où le rapport entre modernité et tradition se faisait dans un certain équilibre qui devait lui correspondre. Ce jeune traditionaliste, même loin de la maison natale et côtoyant de nouvelles traditions, trouva son bonheur en ce que la modernité pouvait y être vécue, mais pas au détriment des traditions. Voyons maintenant ce chemin plus en détails.

## I. Loin de la maison pour la première fois

Nous ne connaissons probablement jamais avec certitude les véritables raisons pour lesquelles le jeune Modzelewski fut envoyé à Odessa en août 1887 pour y accomplir la première partie de son éducation. Les relations des Polonais à cette ville reposent toutefois sur une longue tradition. C'est à Odessa que les céréales des nobles polonais de Podolie étaient transportées, tout comme les céréales de la Pologne mineure et centrale étaient transportées à Gdańsk.

L'importance et le renom de cette ville avaient certainement influencé la décision de la famille de Jan. Laisser partir un jeune garçon de 12 ans dans une ville dynamique en voie de développement, qui comptait plus que 200 mille habitants à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et était éloignée de la maison familiale d'environ 500 kilomètres peut tout de même surprendre. Sa tutelle dut probablement être confiée à quelqu'un qui faisait partie de la grande minorité polonaise à Odessa et entretenait des liens d'amitié avec la famille Modzelewski.<sup>1</sup> Le séjour de Jan à Odessa vient d'ailleurs confirmer que si le système scolaire développé dans l'Empire russe était partisan, il était de meilleure qualité qu'en Pologne. Après six années d'études au gymnase réel de Saint Paul, Modzelewski avait déjà terminé le cursus scolaire complet.<sup>2</sup> L'attestation du gymnase révèle que les centres d'intérêts de Jan se situaient plutôt du côté des sciences que des lettres, suivant le profil de l'établissement. Il ne faisait pas partie des élèves brillants. Était-ce à cause du mauvais système de l'éducation russe, ses notes dans des matières comme l'histoire, la géographie et le dessin étaient passables. De même pour les langues russe, française et allemande. Modzelewski obtint ses meilleurs résultats dans les mathématiques, dont l'enseignement était divisé en arithmétique, algèbre et géométrie. Ses connaissances en physique avaient quant à elles été jugées passables. Ce

---

<sup>1</sup> La présence polonaise sur la côte de la mer Noire était due à des raisons économiques en premier lieu. Cette minorité polonaise, très puissante, monopolisait pratiquement le commerce des céréales de la Podolie de Volhynie et de l'Ukraine. À Odessa au début du XIX<sup>ème</sup> siècle furent créées la Compagnie de la mer Noire, quelques années plus tard à Varsovie la Société de commerce, pour animer le commerce des céréales sur les Confins de la République de Deux Nations. En 1843, fut également créée la Banque agricole et industrielle qui avait des contacts même en Angleterre. Les Polonais analysaient les meilleures méthodes de transport des céréales à Odessa. Michalski, Andrzej, « Działalność handlowo-gospodarcza szlachty polskiej w miastach nadczarnomorskich u schyłku XVIII i początkach XIX wieku », in : Ciesielski, Tomasz, Czapiewski, Edward, Kuszniir, Waczesław (dir.), *Polacy na południowej Ukrainie i Krymie*, Odessa, Opole, Wrocław, 2007, pp. 50-57.

<sup>2</sup> Déjà à cette époque, le système sous l'Empire comportait deux sortes des gymnases : le classique et le réel, dans lequel le système d'enseignement était plus technique. Voir : Jedlicki, Jerzy, *op. cit.*, 2008, p. 143.

document daté du 11 juin 1893 atteste la fin de la première étape de la formation de Jan Modzelewski.<sup>3</sup>

Mentionnons maintenant un fait qui aura certainement quelque influence sur les convictions du jeune Jan issu d'un milieu conservateur : dans les années 1870, Odessa, avec Kiev et un peu plus tard Petersburg, étaient renommées pour être le berceau du mouvement révolutionnaire russe.<sup>4</sup> Surtout Odessa, ville multiethnique, cosmopolite et industrielle, qui avait vécu un développement fulgurant. Quelques chiffres parlant pour illustrer ceci : en 1859, Odessa comptait 53 usines, avec un millier d'ouvriers ; en 1899, elle comptait 500 usines pour 21'000 ouvriers. L'industrie qui s'y développait était diversifiée : s'y côtoyaient usines sucrières, de peinture et vernis, liège, textiles, des tanneries, des fabriques de machines et de machines agricoles.<sup>5</sup> Cet environnement constituait l'un des meilleurs des terreaux pour le développement de l'activité révolutionnaire. À Odessa, elle était menée par les membres de l'organisation la Volonté nationale (Narodnaja Wola), que l'assassinat du tsar Alexandre II en 1881 rendit célèbre. L'un des assassins était d'ailleurs polonais.<sup>6</sup> Cette ville eut aussi une certaine importance dans les futurs événements du mouvement révolutionnaire polonais. Il faut en effet mentionner que la plupart des activistes du Royaume de Pologne faisaient leurs premiers pas à Kiev ou Odessa, alors qu'ils venaient de Podolie, Lituanie et d'Ukraine. Ces penchants révolutionnaires n'auront évidemment pas été l'argument décisif pour la famille qui ne destinait sûrement pas le jeune Modzelewski à ce type de parcours. Odessa jouissait par contre d'un certain renom concernant la qualité des études qui pouvait y être accomplie et le fait que Modzelewski y restât 7 ans, jusqu'à l'obtention de la maturité russe, aura certainement une influence dans ses futures décisions et son comportement. Il y séjourna pendant les années les plus ouvertes en matière d'attitude, de visions du monde, de choix concernant l'éducation et la carrière. Pendant cette période, il put acquérir certaines compétences, mais aussi être en contact avec de nouvelles opinions sociales. Il ne put cependant accepter le programme

---

<sup>3</sup> Attiestat, Odieskoje Realnoje Licej Swietowo Pavla, 11.6.1893, Papiers privés de Jan Modzelewski, enveloppe « Dyplomy naukowe », en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

<sup>4</sup> Odessa, qui représentait 45% de la totalité du commerce extérieur russe (dont 40% du commerce de céréales) et qui devint très vite la troisième ville de l'Empire. Avec toutes les conséquences que cela supposait pour le domaine social et économique bien évidemment. Voir : *The Cambridge History of Russia, Vol. II: Imperial Russia, 1689-1917*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, pp. 10, 30, 515.

<sup>5</sup> Herlihy, Patricia, *Odessa: A History 1794-1914*, Cambridge, Harvard University Press, 1986, pp. 194-201.

<sup>6</sup> Pobóg-Malinowski, Władysław, *op. cit.*, p. 54.

socialiste dans son intégralité, surtout à cause du radicalisme de ce dernier. Les buts poursuivis par les socialistes n'étaient pas compatibles avec ceux de la noblesse polonaise, même si, spécificité polonaise, certains nobles nouvellement déclassés par les actions du gouvernement tsariste avaient rejoint les rangs de la classe ouvrière composée de paysans et de citoyens. L'idéologie de la classe ouvrière polonaise fut d'ailleurs fortement influencée par le niveau intellectuel et d'éducation de ces nouveaux membres. Les socialistes polonais, contrairement aux socialistes européens qui visaient l'abolition des États, restèrent fortement attachés à une vision nationale. Les convictions traditionnelles ancrées dans les maisons familiales, même déclassées, avaient survécu et mettaient la question de l'indépendance de la Pologne au centre, contrairement à l'idée de la révolution socialiste mondiale.<sup>7</sup>

Après cette période passée au lycée à Odessa, Modzelewski – ou cette fois-ci encore sa famille – manifesta son attachement à la culture polonaise dans le fait qu'il repassa son examen de maturité à Varsovie, cette fois-ci en polonais. Ceci montre bien que le choix d'Odessa fut le produit des contraintes imposées par le contexte de l'éducation de l'époque et non du désir d'aller à la rencontre d'une autre culture. Cet examen varsovien n'était certes pas reconnu par les autorités tsaristes, mais avait son importance aux yeux des Polonais.<sup>8</sup>

## II. Départ vers l'Ouest

Les études supérieures de Jan Modzelewski s'inscrivent ensuite dans une certaine logique familiale. Les possibilités d'obtenir une éducation dispensée dans une bonne université au Royaume de Pologne, ou même dans l'Empire russe étaient très restreintes. La décision de la poursuivre hors du territoire de l'Empire ne surprend donc pas. La famille, plutôt aisée malgré toutes les difficultés présentées auparavant, put financer les études de l'un de ses fils à l'étranger : le jeune Modzelewski choisit l'Université de Liège pour y approfondir ses connaissances dans le domaine de la chimie. De même que pour le choix du gymnase, nous ignorons comment et pourquoi il choisit ce domaine d'étude et cette université. Qu'une université polonaise n'ait pas été

---

<sup>7</sup> Cywiński, Bohdan, *op. cit.*, pp. 103-123.

<sup>8</sup> Notice sur Jean Georges de Modzelewski, non datée, Papiers privés de Jan Modzelewski en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

retenue n'est pas étonnant. La possibilité d'obtenir une éducation approfondie basée sur le système russe s'avérant également difficile, les universités russes furent écartées également. Le jeune Jan âgé de 18 ans avait-il un mot à dire dans ce choix ? Ceci reste un mystère. De plus, on trouvait dans le cercle familial une tendance pour ce type d'études : d'autres membres de la jeune génération de sa famille, avaient été envoyés avant lui en Europe occidentale pour y faire leurs études. Un des cousins de Jan fit ses études à l'École polytechnique de Karlsruhe. Un autre cousin, Kazimierz Weidlich junior, avait terminé ses études secondaires en Suisse. Un autre encore, Tadeusz, y avait fait l'université.<sup>9</sup> Quant au domaine, la mode de l'époque, influencée par l'industrialisation, était aux études techniques. On privilégiait des études garantissant un savoir-faire technique approfondi. Le choix de la chimie pour voie d'études ne surprend donc pas non plus. Pourquoi à Liège en Belgique ? Comme déjà mentionné, il est certain qu'un autre cousin de Jan, y avait fait déjà fait ses études. Ceci peut constituer la raison principale pour avoir choisi Liège comme lieu d'études supérieures.<sup>10</sup> Ce choix s'inscrit par ailleurs dans un mouvement plus général : à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, les études dans les universités occidentales étaient devenues très populaires, pour ceux qui en avaient les moyens bien évidemment. À part la Sorbonne et de très chères universités anglaises, les nobles polonais choisissaient volontiers les universités belges comme Bruxelles, Louvain, Gand et justement Liège.<sup>11</sup>

Sa maturité polonaise en poche, Modzelewski partit donc pour la Belgique. Un certificat du 5 octobre 1894 atteste qu'il a été admis aux études préparatoires d'ingénieur à Liège. Parmi les champs d'études au programme figuraient la géométrie analytique tridimensionnelle, l'analyse mathématique, la mécanique élémentaire, la géométrie descriptive pure et appliquée, le dessin technique, mais aussi la physique expérimentale et la chimie bien sûr. Après deux ans de congé pour des raisons familiales, Modzelewski termina ses études.<sup>12</sup> Le 14 octobre 1898, il passa la première épreuve de candidat en sciences physico-chimiques et fut admis pour passer d'autres

---

<sup>9</sup> Józwiak, Wanda, *op. cit.*, p. 94.

<sup>10</sup> On parle de l'un des deux cousins suivants : Tadeusz né en 1861 ou Kazimierz né en 1859. Duquel il s'agissait reste incertain. *Ibidem*, p. 53.

<sup>11</sup> Micińska, Magdalena, *Inteligencja...*, *op. cit.*, p. 165.

<sup>12</sup> On manque d'explications plus concrètes concernant la situation familiale : Curriculum vitae de la thèse de doctorat de Jan Modzelewski, Fribourg, 1908.



examens.<sup>13</sup> Un an plus tard, suite à ses examens passés le 20 décembre 1899, l'Université de Liège lui accorde le grade scientifique de candidat en sciences physico-chimiques.<sup>14</sup>

### III. Apprendre davantage

Les études de Modzelewski ne se terminent pour autant pas à ce stade. L'idée de continuer ses études supérieures vit le jour pendant son séjour à Liège déjà. Modzelewski fit probablement connaissance de personnes qui étaient en contact avec le Professeur Józef Wierusz-Kowalski, engagé dans la création de l'Institut de Physique à la nouvelle Université de Fribourg en Suisse. Ce dernier contactera Modzelewski pour lui proposer un poste d'assistant et deviendra son directeur de thèse.

Indépendamment de ce contact personnel certainement très important, il faut ajouter que les universités suisses, comme les belges, étaient de celles que les Polonais appréciaient le plus. Les femmes Polonaises aussi, étant donné que l'accès à l'université ne leur était pas encore ouvert en Russie à cette époque. Cette Suisse moderne attirait aussi un grand nombre de socialistes polonais, nourris de visions de remaniement révolutionnaire des relations sociales, sans pour autant avoir formulé une vision très concrète de ce nouveau modèle. Involontairement, Jan Modzelewski côtoya donc le mouvement révolutionnaire d'abord à Odessa, puis en Suisse. Certes. Mais ces idées avaient vu le jour avant tout à Zurich où leur foyer persistait. On peut dire qu'elles ne touchèrent donc guère les convictions du jeune Jan qui choisit Fribourg, dont l'Université catholique de Fribourg était récemment construite et conçue consciemment comme pilier d'une petite république chrétienne, au centre de terres aux traditions fortes.<sup>15</sup>

---

<sup>13</sup> Université de Liège, Aux examens de candidature en sciences physico-chimiques première épreuve, Liège, 14.10.1898, Papiers privés de Jan Modzelewski, enveloppe: « Dyplomy naukowe » en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

<sup>14</sup> Université de Liège, Diplôme de candidat en sciences physico-chimiques, Liège, 20.12.1899, Papiers privés de Jan Modzelewski, enveloppe : « Dyplomy naukowe » en possession de Benoît de Diesbach Belleruche. Il faut ajouter que suivant le règlement belge de l'époque, le titre de candidat correspond au titre de bachelier d'aujourd'hui. Obtenu après deux ans, ce titre fut reconnu comme suffisant pour commencer le doctorat à l'Université de Fribourg. (Informations obtenues lors d'un entretien avec Monsieur le Professeur Marcel Piérart le 21.09.2010).

<sup>15</sup> Micińska, Magdalena, *Inteligencja...*, op. cit., pp. 165-166.

## 1. La République chrétienne voit le jour à Fribourg

La vision de l'État réalisée à Fribourg n'avait rien à voir avec le contexte européen et son mouvement révolutionnaire relativement puissant. L'Université y fût créée dans des circonstances spécifiques, liées au contexte politique et social de la ville de l'époque. Fribourg avait alors de l'ambition et possédait une certaine aura dans les dernières décennies du XIX<sup>ème</sup> siècle. La politique du gouvernement fribourgeois de cette époque, qui reposait sur une vision de changements – certes nécessaires, mais orientés pas tout à fait dans la même direction que celle prises par d'autres cantons, voire même par le pays –, eut une grande influence sur le destin de la ville qui en garde les traces aujourd'hui encore.<sup>16</sup>

Cette vision de gouvernement, très large, trouvait ses racines dans l'idéologie chrétienne dont le chanoine Joseph Schorderet fut le premier instigateur, préparant pour ainsi dire le terrain pour Georges Python, directeur de l'Instruction publique, et à son entourage qui comptait entre autres Caspar Decurtins.<sup>17</sup> Python, convaincu, ambitionnait de créer un exécutif radical, positiviste dans son fonctionnement et catholique de doctrine. Il se rapprochait ainsi des idées de la République chrétienne imaginée par Schorderet.<sup>18</sup> Il était bien conscient que l'introduction du régime social chrétien dépassait largement les objectifs de ses électeurs, intéressés d'abord par des améliorations à caractère social. Une telle idée pouvait être perçue comme utopique et le trio Schorderet, Python, Decurtins commençait à chercher des bases solides leur permettant de gagner l'appui d'un spectre plus large de la population. La création de l'université, considérée comme clé de voûte du système de Python, constitua l'œuvre sur laquelle ils misèrent pour garantir la réalisation de leur projet. Son rôle était double.

---

<sup>16</sup> Nous passons ici à une période très importante et tout à fait exceptionnelle dans l'histoire du Canton de Fribourg, appelée période de la création d'une République chrétienne. Le nombre considérable d'ouvrages qui lui sont consacrés en est un signe évident. Pierre Bugnard en propose une présentation non dénuée d'un certain regard critique dans « Le régime Python (1882-1914) », in : Ruffieux, Roland (dir.), *Histoire du Canton de Fribourg*, T. 2, Fribourg, 1981, pp. 875-887. Le même ouvrage donne des repères bibliographiques intéressants : *Ibidem*, p. 1065-1067.

<sup>17</sup> Pour la situation politique et le rôle du clergé ainsi que la montée en importance de Schorderet et de l'esprit de l'époque de néo-ultramontaines, voir : Python, Francis, « Le rôle du clergé dans l'évolution de la coalition libérale-conservatrice au pouvoir à Fribourg de 1856 à 1881 », in : *Annales fribourgeoises*, 1973/1974, Fribourg, Imprimerie Fragnière, 1975, pp. 5-72.

<sup>18</sup> Le chanoine Schorderet travaillait effectivement pour l'instauration du « règne social de Jésus-Christ » et en bâtit plusieurs éléments. Vu l'importance de la personne du chanoine pour la ville de Fribourg, plusieurs œuvres lui ont été consacrées. Voir entre autres : Barthélemy, Dominique, *Diffuser au lieu d'interdire. Le chanoine Joseph Schorderet 1840-1893*, Fribourg, Éditions St. Paul, 1993, 664 p.; Ruffieux, Roland (dir.), *1871-1971 La Liberté en son premier siècle*, Fribourg, Éditions St. Paul, 1975, 346 p.; Ruffieux, Roland (dir.), *Encyclopédie du Canton de Fribourg*, T. 2, Fribourg, Éditions St. Paul, 1977, pp. 500-501.

Son devoir principal était de transmettre leur vision au travers de la formation universitaire, afin que les futurs cadres et intellectuels défendissent la création république chrétienne. En même temps, l'appui de l'institution universitaire devait offrir une aide précieuse à la construction du nouveau régime grâce à l'autorité qu'elle représentait aux yeux de la société.<sup>19</sup>

Pour que ce rêve devienne réalité, il fallut attendre quelques années encore et surmonter encore plusieurs obstacles. Tout d'abord, il faut mentionner que l'idée d'une université avec des tâches spécifiques liées au développement de la société fribourgeoise représentait aussi une lourde charge pour la société du canton rural qu'était Fribourg. Cette vision avait ses adversaires et pas seulement pour des raisons économiques. Monseigneur Mermillod, évêque de Lausanne et de Genève, préférait l'idée d'une séparation de l'Église et de l'État et soutenait la création d'une université décentralisée et placée sous l'égide de l'Épiscopat suisse.<sup>20</sup> Georges Python chercha donc ailleurs le soutien nécessaire à la création de l'une de ses facultés, celle de Théologie et, le trouva à Saint-Gall en la personne de l'évêque Egger, lequel était respecté non seulement au sein de l'Église catholique suisse mais aussi à Rome, dont le feu vert leur était nécessaire.<sup>21</sup>

Le rôle du troisième des activistes de la République chrétienne, Caspar Decurtins, fut autre : il fut le messenger et représentant. Decurtins, qui avait fait étudier dans des universités étrangères, était convaincu que l'économie politique avait besoin pour bien fonctionner d'un appui philosophique basé sur le thomisme, dans lequel le droit naturel constitue la base de l'action sociale.<sup>22</sup> Decurtins devint l'émissaire de Python et il reçut pour mission de négocier l'ouverture de la Faculté de Théologie avec le pape. Il partit ensuite pour d'autres universités européennes en quête de candidats aux postes de futurs professeurs. Il se rendit en Allemagne, en France, en Belgique et en

---

<sup>19</sup> À ce moment, nous approchons un autre grand thème de l'histoire fribourgeoise, celle de l'université et de sa construction. Des études relativement récentes ont été faites à l'occasion du 100<sup>ème</sup> anniversaire de sa création avec, notamment, *l'Histoire de l'Université de Fribourg Suisse 1889-1989*, Vol 1-3, Fribourg, Éditions Universitaires Fribourg Suisse, 1991. Y sont présentés des points de vue intéressants mais divergents les uns des autres.

<sup>20</sup> Ruffieux, Roland (dir.), *Histoire du Canton de Fribourg*, T. 2, Fribourg, Éditions St. Paul, 1981, p. 880. Pour une vision présentant d'autres aspects de la construction de la nouvelle université, on se référera à : Barthélemy, Dominique, « Les fondements idéologiques et leurs implications », in : *Histoire de l'Université de Fribourg Suisse 1889-1989*, Vol. 1, Fribourg, Éditions Universitaires Fribourg Suisse, 1991, pp. 146-148.

<sup>21</sup> *Ibidem*, p. 147.

<sup>22</sup> Collenberg, Adolf, « Caspar Decurtins », in : Jorio, Marco (dir.), *Dictionnaire historique de la Suisse*, Vol. 3, Bâle, Schwabe AG, Hauterive, Éditions Gilles Attinger, 2004, pp. 759-760.

Autriche. Il alla même jusqu'à l'université cracovienne où il eut un entretien avec le recteur Stanisław Tarnowski.<sup>23</sup>

## 2. La toute nouvelle Université catholique

L'Université de Fribourg inaugura sa première année académique en 1889 avec les facultés de Droit et de Lettres. Ses débuts furent difficiles, principalement en raison de la problématique qu'était son financement. Georges Python comprenait bien la lourdeur de la charge que constituait une telle institution. Il en voyait aussi toutes les contraintes, d'où ses efforts pour garantir des bases financières solides à l'université. Son système, complexe, intégrait cette dimension. Quelques années plus tard, en 1892, la création de la Banque Cantonale, dont les bénéfices étaient dévolus à l'*Alma Mater* fribourgeoise, lui apporta de meilleures garanties encore.<sup>24</sup>

Une seule banque d'État, même puissante et très performante, n'aurait jamais pu garantir la subsistance de l'université en pleine croissance. Au vu surtout de la volonté de Python de créer une vraie université dotée non seulement des facultés de Droit, Lettres et Théologie, également d'une faculté des sciences, ainsi que des bases d'une faculté de médecine. Tel était le projet initial voté par le Grand Conseil en 1886, à la veille de Noël.<sup>25</sup> La révolution industrielle vint alors à la rescousse : même petite,<sup>26</sup> elle n'épargna pas Fribourg, arrivant à la fin des années 1890.<sup>27</sup>

---

<sup>23</sup> Altermatt, Urs, « Die Gründung », in : *Histoire de l'Université de Fribourg Suisse 1889-1989*, Vol. 1, Fribourg, Éditions Universitaires Fribourg Suisse, 1991, pp. 61-64.

<sup>24</sup> Évidemment, la création de la banque devait remplir d'autres tâches, comme par exemple soutenir l'agriculture. Tout de même, la Banque de l'État versa dès son établissement la somme annuelle de 80'000 francs à l'Université. Jordan, Joseph, *Banque de l'État de Fribourg. Cinquante ans d'activité 1892-1942*, Fribourg, Imprimerie Saint-Paul, 1943, p. 18-20.

<sup>25</sup> Giovannini, Edgardo, « La Faculté des Sciences », in : *Histoire de l'Université de Fribourg Suisse 1889-1989*, Vol. 2, Fribourg, Éditions Universitaires Fribourg Suisse, 1991, p. 777.

<sup>26</sup> On trouve plusieurs opinions sur le sort de l'industrie fribourgeoise, dont celle, positive et tranchante, de Roland Ruffieux. Ruffieux, Roland, « Structures sociales et conjoncture économique », in : Strub, Marcel (dir.), *Monnaies de Fribourg*, Fribourg, Banque de l'État de Fribourg, 1969, p. 11.

<sup>27</sup> Nous abordons là le troisième sujet clé de l'histoire fribourgeoise du XIX<sup>ème</sup> siècle. Le plus important, parce qu'il concerne les bases économiques du canton renforcées par le développement de l'industrie. Le sujet, n'étant pas politique, est étudié d'une manière plus objective et satisfaisante et ceci depuis longtemps. Parmi d'autres, on peut citer les ouvrages de : Dorand, Jean-Pierre, « La bataille des chemins de fer : aspects régionaux », in : Gaudard, Gaston, Pfaff, Carl, Ruffieux, Roland (dir.), *Fribourg : ville et territoire*, Fribourg, Éditions Universitaires, 1981, pp. 296-312. ; Joye, Paul, « L'essor industriel d'un Canton agricole. Les Entreprises Électriques dans le Canton de Fribourg », in : *Suisse Latine*, 1<sup>ère</sup> année, Fribourg, Fragnière Frères Éditeurs, 1914 ; Chammartin, Charles, Gaudard, Gaston, Schneider, Bernard, *Fribourg une économie en expansion*, Lausanne, Centre des Recherches Européennes, 1965, 179 p.

Un de ses emblèmes les plus marquants fut la vaste action de Guillaume Ritter, précurseur et entrepreneur actif et dynamique, véritable visionnaire de l'industrie fribourgeoise. Sa construction du barrage de la Maigrauge, qui fournissait de l'eau potable pour la ville, mais aussi l'énergie mécanique nécessaire à la zone industrielle située sur le Plateau de Pérolles à Fribourg, tomba en faillite après quelques années d'exploitation.<sup>28</sup> Ce projet ne fut pas abandonné pour autant. L'ensemble des biens de la Société générale suisse des Eaux et Forêts de Ritter fut acheté par l'État en 1888 et, après de coûteux investissements certes, est devenu une vraie tirelire pour l'université.<sup>29</sup> La situation de la nouvelle société étatique stabilisa et facilita le fonctionnement de l'Université. Pendant sa session du 7 mai 1895, le Grand Conseil décida de créer la Faculté des Sciences, dont le financement proviendrait du bénéfice net de l'Entreprise des Eaux et Forêts.<sup>30</sup> Cette décision semblait avoir été bien réfléchie. L'emplacement de la future faculté ne fut pas choisi au hasard non plus. Georges Python proposa de transformer les locaux de la Société fribourgeoise de fabrication de wagons, qui faisait auparavant partie de l'Empire de Ritter, en auditoires et en laboratoires. Il s'agissait de bâtiments faisant partie de la zone industrielle du Plateau de Pérolles.<sup>31</sup>

### 3. La nouvelle Faculté des Sciences

Le premier professeur nommé de la nouvelle faculté fut le Polonais Józef Wierusz-Kowalski, qui travaillait depuis 1892 à Berne comme privat-docent. Jeune – il n'avait pas encore 30 ans –, il commença alors un travail qui fut d'une grande importance pour Fribourg. Indépendamment de son jeune âge, il avait mené déjà plusieurs projets de recherches scientifiques à différents endroits. Kowalski avait en effet étudié à Varsovie, Göttingen, travaillé à Berlin, Würzburg puis à Zurich, Berne et

---

Walter, François, « Fribourg et l'industrie au XIX<sup>ème</sup> siècle : L'échec de la Société des Eaux et Forêts (1869-1875) », in : *Annales Fribourgeoises*, 1973/1974, pp. 73-137.

<sup>28</sup> *Ibidem*, pp. 117-124.

<sup>29</sup> Les sommes dont il était question étaient vraiment encourageantes. Par exemple, le revenu en 1895 est de 80'000 francs, mais de 157'000 francs en 1901. Baechler présente dans son mémoire de licence tout le système de financement, ainsi que le décompte détaillé : Baechler, Franck-Olivier, *Le développement de l'industrie hydroélectrique à Fribourg : le projet de Rossens (1905-1943). Un enjeu du pouvoir ?*, Dirlaret (FR), 2005, p. 50 et suiv. Voir aussi : Zimmermann, Nicole, *Les EEF et le développement économique : un siècle de collaboration*, Fribourg, Entreprises électriques fribourgeoises, 1990, 153 p. ; Jordan, Joseph, *Étude sur les Entreprises Électriques Fribourgeoises (1915-1965)*, en possession de AEF, EEF, Imprimés 7.

<sup>30</sup> Joye, Paul, « L'essor industriel d'un Canton agricole. Les Entreprises électriques dans le Canton de Fribourg », in : *Suisse Latine*, 1<sup>ère</sup> année, Fribourg, Fragnière Frères Éditeurs, 1914, p. 85.

<sup>31</sup> Giovannini Edgardo, *op. cit.*, p. 783.

en 1893 à Paris. Pendant ses voyages scientifiques, il avait eu l'occasion de rencontrer d'éminents personnages du monde scientifique de l'époque : Wilhelm Conrad Röntgen, Woldemar Voigt, August Kundt, ainsi que Marie et Pierre Curie.<sup>32</sup>

La procédure d'engagement du corps professoral de la Faculté des Sciences confirme que l'idée de créer une Faculté des sciences faisait partie des projets des initiateurs de l'université depuis longtemps. Même si elle commença sa première année académique seulement en 1896, Kowalski arriva à Fribourg en 1894 déjà et fut engagé comme professeur extraordinaire à la faculté des Lettres pour dispenser des cours de culture générale qui avaient pour intitulés : *L'énergie et ses transformations*, *Les hypothèses cosmogoniques* ou encore *La lumière*.<sup>33</sup>

Kowalski fut chargé d'organiser la nouvelle faculté, de définir sa structure, son programme de cours et de régler des questions liées aux doctorats par exemple, ce pour quoi on lui laissa deux ans. Une fois tout cela mis en place, Józef Wierusz-Kowalski allait être à deux reprises doyen de la Faculté : en 1896-1897 et 1906-1907. Il dirigerait de plus l'Institut de Physique dès ses débuts en 1896, jusqu'à son départ pour la Pologne en 1919.<sup>34</sup> Kowalski disposa d'une équipe de 11 professeurs qui l'aidèrent à créer la Faculté des Sciences. À la manière allemande, il s'agissait de sciences appliquées, qui s'écartaient de l'optique de la recherche fondamentale qui régnait habituellement dans la tradition universitaire. D'après les convictions de Kowalski, le physicien devait s'orienter vers les intérêts industriels. Cette vision influença les champs de recherches de son institut de physique avant tout et fut par la suite à l'origine de la création d'un Comité d'initiative pour la fabrication des produits nitriques, puis de la Fabrique suisse des condensateurs, avec la participation des autres Polonais, Modzelewski inclus.<sup>35</sup>

La Faculté des Sciences inaugura donc sa première année académique en 1896. Les débuts furent modestes. Toute la faculté tenait dans trois salles. Le premier bâtiment de l'ancienne fabrique des wagons, réservé exclusivement à la faculté, ne fut livré qu'en 1897. Le transport menant à la faculté représentait aussi des difficultés. Située loin du

---

<sup>32</sup> Średniawa Bronisław, Zabiello Stanisław, « Józef Wierusz-Kowalski », in : *Polski Słownik Biograficzny*, T. XIV, Wrocław, Warszawa, Kraków, 1968-1969, pp. 558-560.

<sup>33</sup> Giovannini, Edgardo, *op. cit.*, p. 785.

<sup>34</sup> *Histoire de l'Université de Fribourg Suisse 1889-1989*, Vol. 3, Fribourg, Éditions Universitaires Fribourg Suisse, 1992, p. 963.

<sup>35</sup> Schneuwly, Hubert, « Institut de Physique », in : *Histoire de l'Université de Fribourg Suisse 1889-1989*, Vol. 2, Fribourg, 1991, p. 805. À ce sujet, voir surtout le chapitre 6 de la thèse.

centre à la fin du Boulevard de Pérolles, elle bénéficia de la nouvelle ligne de tramway arrivée en 1900 qui avait suivi l'aménagement du nouveau Boulevard.<sup>36</sup>

Es-ce la cherté de la recherche fondamentale dans les sciences qui détermina Kowalski à s'orienter vers la recherche appliquée ? Rappelons que les instituts des sciences ont cette spécificité que chaque institut requiert des locaux spécifiques dont l'usage sera exclusif. Cette même exigence se retrouve dans les spécialisations au sein même d'un institut et pour la bibliothèque. Chaque professeur était responsable des coûteux appareils et aménagements qu'il utilisait. Tous ces éléments expliquent pourquoi la faculté des sciences ne put être centralisée et pourquoi sa réalisation fut si coûteuse.<sup>37</sup> Il semble qu'une conjonction de plusieurs éléments se produisit. Ce sont les recherches de Kowalski orientées vers l'industrie qui lui permirent de devenir professeur dans cette université. Il ne faut pas oublier que la vision de Python était de former des élites en tout genre dans un cadre académique soutenant concrètement son système d'État et l'industrie du canton, plutôt qu'une institution aux visées purement intellectuelles. Or, les recherches de Kowalski livraient des résultats directement utiles et applicables à l'usage pratique et industriel. Ses premiers travaux à Fribourg constituèrent la continuation de ses recherches sur la luminescence des mélanges des terres rares avec les mélanges des métaux alcalins et la fluorescence des mélanges des terres rares et des composés organiques. Il consacra ses recherches suivantes à l'arc électrique, mais ses plus grands succès furent le produit de ses recherches en matière de synthèse de l'acide nitrique par réaction de l'azote et de l'oxygène dans l'arc électrique.

#### 4. L'importance de Mościcki

Ces activités furent liées à l'arrivée un an après leur début de l'un des plus éminents représentants de la communauté polonaise en Suisse en la personne d'Ignacy Mościcki. Ce dernier arriva à Fribourg en 1897 pour occuper le poste d'assistant à l'Institut de Physique. Mościcki avait déjà accompli ses études en chimie à l'Université de Riga, mais il avait interrompu son travail scientifique au profit de son engagement dans l'activité politique et la conspiration visant à regagner l'indépendance du pays. Conséquence de ces actions, Mościcki avait été obligé de chercher un abri à Londres.

---

<sup>36</sup> Giovannini, Edgardo, *op. cit.*, p. 787.

<sup>37</sup> *Ibidem*, p. 788.

Après quelques années passées en Angleterre et sans grands espoirs quant à son avenir scientifique, il commença à travailler à l'Université fribourgeoise.<sup>38</sup> Il fit montre durant sa carrière de ce caractère synthétique propre aux sciences et d'un grand savoir humain en général. Parti de la chimie pour devenir assistant dans un institut de physique, il finit par construire des condensateurs à haute tension en travaillant sur la fabrication de l'acide nitrique.

La situation économique dans le monde obligeait justement différents chercheurs et scientifiques à orienter leurs recherches pour trouver des solutions aux problèmes que rencontraient alors l'industrie et l'agroalimentaire. À la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, il devint évident que les gisements de salpêtre au Chili étaient presque épuisés. Ce produit, appelé aussi nitrate de potassium, était utilisé dans la production de l'engrain artificiel. L'intensification de la production agricole dans le monde et le manque d'engrais naturels faisaient du salpêtre un produit recherché et nécessaire. Sa valeur était d'autant plus grande que le salpêtre faisait également partie des éléments utilisés dans la production d'explosifs, notamment de la nitroglycérine.<sup>39</sup>

La question de la production de l'azote naquit de ce manque de salpêtre. Plusieurs scientifiques étudièrent sa possible utilisation dans différents domaines de l'industrie. Extraire l'azote de l'air était une méthode de production envisagée. La tâche semblait facile : l'azote constituant la plus grande composante de l'air, sa quantité était ainsi inépuisable et son prix insignifiant. L'extraction posa toutefois une multitude de problèmes d'ordre technique, le principal étant de parvenir à synthétiser l'azote avec l'oxygène afin d'obtenir le monoxyde d'azote nécessaire à la production de l'acide nitrique. Ces problèmes théoriques de chimie ne purent être résolus que grâce à la collaboration entre les sciences physiques et électrotechniques.

Mościcki consacra ses premières années à Fribourg à l'élargissement de ses bases mathématiques et physiques, ainsi qu'à la préparation des laboratoires. Ce n'est que pendant son temps libre qu'il étudiait la question de la synthèse de l'azote.<sup>40</sup> Sur la base des recherches de William Crookes qui créa le dioxyde d'azote grâce à l'arc

---

<sup>38</sup> Conseil de l'État du Canton de Fribourg, La nomination au poste de second assistant du laboratoire physique à la Faculté de l'Université pour la période de 4 ans, avec un traitement annuel de 1200 frs, Fribourg, 13.11.1900, AEF, dossier personnel: Mościcki Ignace.

<sup>39</sup> Schmidt Hans, Rudolf, « Hans Blumer-Ris », in : *Schweizer Pioniere der Wirtschaft und Technik*, Vol. 28, Zürich 1975, pp. 61-110.

<sup>40</sup> Mościcki, Ignacy, *Autobiografia*, Warszawa, Bellona, 1993, p. 81.



électrique et qui obtint de l'acide nitrique par la synthèse avec l'eau, Mościcki élaborait sa propre méthode. La réaction de l'azote et de l'oxygène obtenue dans un four électrique spécialement conçu à cet effet lui permit d'arriver à la synthèse de l'acide nitrique. Néanmoins, une méthode semblable, mais moins coûteuse et plus efficace, était déjà employée par d'autres scientifiques comme le Norvégien Kristian Birkeland, inventeur de la méthode Birkeland-Eyde. Mościcki perdit donc cette première étape de la bataille pour l'extraction de l'azote de l'air. Ce n'est que quelques années plus tard, après d'autres recherches, que sa méthode améliorée permit d'obtenir une concentration des oxydes d'azote sortant du four 2,5 fois plus importante que celle du professeur norvégien.<sup>41</sup>

Ces recherches dans le domaine de la chimie débouchèrent sur d'autres inventions d'un autre genre, pas moins importantes, dans le domaine de l'électrotechnique. En travaillant sur l'oxydation de l'azote, Mościcki eut besoin de condensateurs capables de supporter des tensions élevées allant jusqu'à 50 mille volts. Le seul fournisseur de condensateurs à haute tension, une usine tessinoise, ne disposait pas d'outils aussi puissants. Son besoin obligea Mościcki à relever lui-même le défi. Après avoir testé plusieurs modèles durant souvent plusieurs jours et plusieurs nuits, il parvint à réaliser les condensateurs dont il avait besoin. Le nombre des thèses de doctorats soutenues à cette époque basées sur les travaux de Mościcki démontre d'ailleurs l'importance qu'eurent ses recherches. Konrad Kasperowicz développa le sujet des diélectriques, Roman Wybranowski analysa la charge des condensateurs, Bruno Zdanowski décrivit la méthode de mesures de résistances liquides.<sup>42</sup> Et le doctorat de Jan Modzelewski puisa lui aussi dans cette problématique.<sup>43</sup>

L'avancement des travaux sur la production de l'acide nitrique à l'aide de la nouvelle méthode constitua une bonne base financière, assurée par les premières rentes issues des brevets. Cela permit à Mościcki d'abandonner son poste d'assistant à l'Université. Alors qu'il n'était plus officiellement rattaché à l'Université, Mościcki put

---

<sup>41</sup> *Ibidem*, p. 88.

<sup>42</sup> Il s'agit des thèses : Kasperowicz, Konrad, *Studien über die Festigkeit von Dielektrika*, Freiburg, St.-Paulus Druckerei, 1904, 49 p. Wybranowski, Roman, *Étude sur la charge des condensateurs*, Fribourg, Imprimerie de Saint-Paul, 1904, 69 p. Zdanowski, Bruno, *Nouvelle méthode pour la mesure des résistances liquides*, Fribourg, Imprimerie Saint-Paul, 1904, 70 p.

<sup>43</sup> Modzelewski, Jan, « Wspomnienia z pobytu Pana Prezydenta Ignacego Mościckiego we Fryburgu Szwajcarskim w latach 1900 do 1913 », in : *Przegląd elektrotechniczny. Zeszyt poświęcony 30-leciu pracy naukowej Prezydenta Rzeczypospolitej Polskiej prof. dr. Ignacego Mościckiego*, Rok XVI, zeszyt 23, Warszawa 1934, p. 636.

toutefois continuer à utiliser trois salles et tous les instruments de laboratoires, grâce à une décision de Georges Python.<sup>44</sup>

## 5. Les premiers pas de Jan Modzelewski à l'Université

Il semble que travailler avec des Polonais était important aux yeux du professeur Kowalski. Le poste d'assistant de Mościcki fut accordé à Jan Modzelewski tout de suite après le départ de Mościcki en 1901. Modzelewski, devenu candidat en sciences physico-chimiques en 1899, arriva à Fribourg l'année suivante pour commencer son doctorat sous la direction de Kowalski. Mościcki fut toutefois son premier tuteur et guide dans les méandres de l'université fribourgeoise à ses débuts.<sup>45</sup>

Le Conseil d'État du Canton de Fribourg accepta la démission de Mościcki et octroya officiellement le poste d'assistant à Modzelewski lors de sa session du 20 novembre 1901.<sup>46</sup> La rapidité du règlement de cette succession peut très certainement être imputée au fait qu'elle avait été organisée en amont. Le Professeur Kowalski faisait part de sa volonté d'accorder le poste d'assistant à Modzelewski dans une lettre à Georges Python le 12 novembre 1901 déjà.<sup>47</sup> Les conditions d'emploi restèrent inchangées : le salaire annuel se montait à 1'200 francs, et l'engagement portait pour une durée de quatre ans.

En tant que nouvel assistant de Kowalski, Modzelewski s'occupa des affaires courantes de la faculté et de la publication des comptes-rendus des séances de l'Académie des sciences. Il participa aussi aux travaux de son professeur qui furent couronnés par la publication d'une étude sur les indices de réfraction des mélanges des liquides. Mais avant tout, il poursuivit en matière de construction de condensateurs, comme évoqué précédemment. Son travail de doctorat s'inscrivait dans ce domaine. Il

---

<sup>44</sup> Mościcki, Ignacy, *op. cit.*, p. 82.

<sup>45</sup> Modzelewski, Jan, *op. cit.*, p. 635.

<sup>46</sup> Georges Python à Józef Kowalski, Fribourg, 26.11.1901, AEF, dossier personnel: de Modzelewski Jean.

<sup>47</sup> Józef Kowalski au Directeur de l'Instruction publique du Canton de Fribourg, Fribourg, 12.11.1901, AEF, dossier personnel : de Modzelewski Jean.

était intitulé : *Étude sur l'emploi, comme condensateur, d'éléments électrolytiques à électrodes d'aluminium*. Sa thèse fut soutenue avec succès en 1908.<sup>48</sup>

Son travail avait commencé par plusieurs analyses de condensateurs à haute tension, sur la base de quoi Modzelewski ne suivit pas la voie tracée par Mościcki. Il décida d'analyser les condensateurs à basse tension en utilisant des électrodes en aluminium. Après la présentation des travaux d'Otto Ruff, Friedrich Wöchler, Retz, mais aussi de Leo Graetz, Heinrich Pollak et Max Jakob, Modzelewski choisit son propre champ d'expérimentation : les conditions d'emploi, comme condensateurs, et les éléments électrolytiques à électrodes d'aluminium. Il donna trois objectifs à sa thèse : la formation du diélectrique, déterminée par la mesure de la résistance, ainsi que de sa rigidité ; l'analyse de l'effet utile de tels condensateurs en régime prolongé et la relation entre la grandeur et la constance de la capacité et le degré de formation ; il questionnait finalement les expériences relatives à ces condensateurs. Après avoir réalisé ses expériences et rassemblé ses résultats, Modzelewski put tirer des conclusions portant sur les mesures d'analyses, les propriétés et le comportement des éléments électrolytiques à électrodes d'aluminium. Elles permettaient de croire que ses résultats faciliteraient les recherches futures et permettraient de les appliquer dans l'industrie. Ces conclusions sont un exemple de l'orientation strictement utilitaire des travaux accomplis sous la direction de Kowalski. Cette thèse, le résultat des recherches scientifiques, produit de longues années d'études menées à l'Université, mais aussi de son travail dans l'industrie, reçut la mention *Magna cum Laude* et le 24 mars 1908, la Faculté des Sciences accorda à Jan Modzelewski le titre de docteur en philosophie naturelle.<sup>49</sup>

Tout comme son prédécesseur, Modzelewski n'était pas resté très longtemps assistant. La première lettre dans laquelle il est question de sa démission fut envoyée à Kowalski le 16 décembre 1903.<sup>50</sup> Il présenta sa décision deux jours plus tard au Conseil d'État du Canton de Fribourg.<sup>51</sup> Le Conseil, le remerciant pour les services rendus,

---

<sup>48</sup> de Modzelewski, Jan, *Étude sur l'emploi, comme condensateur, d'éléments électrolytiques à électrodes d'aluminium*, Fribourg 1908, pp. 5 et ss.

<sup>49</sup> Le diplôme de doctorat, Fribourg, 24.3.1908, papiers de Jan Modzelewski, enveloppe « Dyplomy naukowe », en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

<sup>50</sup> Jan Modzelewski à Józef Kowalski, Fribourg, 16.12.1903, AEF, dossier personnel : de Modzelewski Jean.

<sup>51</sup> Józef Kowalski au Conseil d'État du Canton de Fribourg, Fribourg, 18.12.1903, AEF, dossier personnel : de Modzelewski Jean.

accepta la démission de Modzelewski de son poste d'assistant au laboratoire de physique de l'Université avant la fin de l'année encore.<sup>52</sup>

Avec cette démission, la présence dominante des Polonais à la Faculté des Sciences ne prit pas fin pour autant. Le nouvel assistant de Kowalski, polonais lui aussi, venait de Vilno, ce qui prouve également combien Kowalski était estimé, puisque liberté lui était laissée dans ses choix. Comme lors de la précédente succession à ce poste, le nom du nouvel assistant, en l'occurrence le Dr Konrad Kasperowicz, figurait déjà dans la lettre de démission de Modzelewski du 18 décembre.

Quelques années à peine après des débuts modestes, l'Institut de Physique fonctionnait sans faille et avait quelques succès à son actif. Le plus important était la constitution de l'équipe de scientifiques qui travaillait avec son professeur. Les collaborateurs de Kowalski suivaient en tout point la conviction constante de Kowalski quant au rôle de l'application pratique des recherches scientifiques. Même si Mościcki et Modzelewski avaient cessé leurs activités en tant qu'assistant, les contacts avec Kowalski ne furent pas interrompus. Seule leur forme changea. Convaincus que leur engagement dans la vie pratique et non académique serait plus utile, tant Mościcki que Modzelewski se consacrèrent à l'introduction de leurs recherches dans la production industrielle. Kowalski, pendant ce temps, garantissait le lien entre la théorie et la pratique et conduisait ses travaux pratiques en dehors de l'Université également. Il ne fut d'ailleurs pas le seul. L'engagement de plusieurs et ce à un niveau de pointe, faisait partie d'un projet plus vaste, qui s'inscrivait dans le cadre de la République chrétienne. Avec à la tête de ce mouvement Georges Python.

---

<sup>52</sup> Extrait du Protocole du Conseil d'État 2537 Modzelewski, Jean, Démission de ses fonctions d'assistant de physique, Fribourg, 29.12.1903, sign., Georges Python, C. Godel, AEF, dossier personnel : de Modzelewski Jean.

## Devenir moderniste

### Chapitre 6.

#### Entrepreneur à Fribourg : homme d'affaires ?

La philosophie de Józef Wierusz-Kowalski en matière de recherches scientifiques de la faculté des sciences exigeait avant tout l'application pratique de toutes les analyses et expériences menées dans les laboratoires. Pour y parvenir, il était nécessaire de créer des associations et des entreprises qui impliqueraient la théorie scientifique dans la pratique et à l'échelle industrielle. Telle était leur projet. Bel idéal, mais pour la réalisation duquel quelques éléments indispensables manquaient encore à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle à Fribourg. Georges Python savait bien que le développement économique du canton dépendait de son développement industriel. Il voulait donc créer le climat favorable au développement d'une telle activité industrielle à Fribourg. L'industrie croissante de son côté requérait les forces intellectuelles de la nouvelle université. Seuls des ingénieurs prêts à répondre aux besoins de l'industrie permettraient un positionnement fort et le bon fonctionnement de l'industrie. Le tour est ainsi fait : tout dépend de tout, l'interdépendance étant inhérente à ce système. Que le duo et ensuite trio de scientifiques polonais de l'Institut de Physique ait obtenu le soutien des autorités cantonales pour leurs projets s'explique probablement dans le fait que précisément, ils soutenaient de leur côté le fonctionnement du système par une démarche orientée vers l'industrie. Cette dualité science-industrie impliquait qu'en plus de leurs fonctions académiques et purement scientifiques, les chercheurs étaient souvent en charge de postes dans des entreprises, ou qu'ils entretenaient des contacts étroits avec l'industrie. La carrière de Kowalski en est le meilleur exemple : en plus de son poste de professeur qu'il continua d'occuper, il faisait également partie de l'Administration des Eaux et des Forêts et de sa Commission de l'électricité comme ingénieur-électricien.<sup>1</sup> Il est donc intéressant de jeter un coup d'œil au développement de l'industrie de pointe si fortement encouragée par Python et nourrie par le savoir-faire des Polonais, garantie

---

<sup>1</sup> *Production et utilisation de l'énergie électrique dans le Canton de Fribourg en 1905*, Lausanne, Librairie F. Rouge & Cie, 1905, p. 85.

finalement en grande partie par les moyens financiers que Jan Modzelewski apporta. C'est ainsi que la position de Modzelewski, après son passage à l'Université, s'affirma encore, dans le monde des finances cette fois, stabilisant certainement sa situation sociale à Fribourg.

## **I. La Société d'acide nitrique**

C'est au début du XX<sup>ème</sup> siècle que Modzelewski s'engagea très activement dans la formation de nouvelles sociétés industrielles dans le canton de Fribourg. Son importance se fit toujours plus grande, même si au commencement les raisons furent essentiellement financières. Il en retira un certain prestige, d'autant plus grand qu'il était lié à l'industrie de haut niveau et à l'Université. La direction que prit Modzelewski était alors parfaitement logique. Son doctorat dans le domaine était déjà bien avancé, et les moyens financiers dont il disposait assez importants. L'industrie constitua vite une affaire florissante et il démissionna de son poste d'assistant, afin de se consacrer à cette activité financière. Les travaux scientifiques de Mościcki sur l'oxydation de l'azote atmosphérique étaient si pointus qu'ils exigeaient de s'y consacrer pleinement. Modzelewski occupa des positions importantes au sein des deux entreprises cofondées avec ses collègues polonais et suisses : il était le directeur de l'une et le propriétaire de l'autre.

Dans la réalisation de l'entreprise, la palme des mérites revient quand même à Mościcki. Sans ses idées, tous ces plans ne seraient restés que des plans. Il était évident pour Mościcki que la production d'acide nitrique à la manière qu'il avait développée nécessitait aussi des condensateurs très puissants, alors inexistants sur le marché suisse. La construction d'une fabrique d'acide nitrique était donc indissociablement liée aux avancées du développement d'une usine de condensateurs. Dans ces circonstances, il était évidemment nécessaire de mettre en pratique les résultats des travaux scientifiques de Mościcki. Quand la première série d'essais fut terminée en octobre 1901, Mościcki et Kowalski décidèrent en même temps de créer une société d'études.<sup>2</sup> Sachant que le développement de la production nécessitait des capitaux, les deux scientifiques

---

<sup>2</sup> Mościcki, Ignacy, « La production de l'acide azotique au moyen de l'air », in : *Revue électrique*, 30.10-15.11-30.12.1907, Paris, aussi : Compte-rendu de la première Assemblée générale de Messieurs les porteurs de parts d'inventeur pour la fabrication avec l'air et l'électricité d'acide et de produits nitriques, Fribourg, 19.1.1903, AAN, Akta Towarzystwa Kwasu Azotowego we Fryburgu.

fondèrent un Comité d'initiative pour la fabrication des produits nitriques le 1<sup>er</sup> août 1902.<sup>3</sup> À ce moment, les moyens financiers dont Modzelewski disposait s'avérèrent de première importance.

L'acte constitutif, très détaillé, exprime l'objectif du comité : « appliquer à la production les procédés de fabrication au moyen de l'air de l'acide et de produits nitriques, à l'aide de décharges électriques ». Au point suivant était défini le capital de l'association, constitué de 100'000 francs divisés en 100 parts. Les initiateurs de la société, Józef Wierusz-Kowalski, Ignacy Mościcki et René-Benoît Ritter,<sup>4</sup> obtinrent les parts numérotés de 51 à 100 en échange de l'apport des procédés mis au point par eux et de leurs découvertes. Le reste, les parts 1 à 50, furent mises en vente. Jan Modzelewski fut l'un des principaux acheteurs des actions de la nouvelle association. Il semble qu'il ait dès le départ versé une somme de 10'000 francs pour l'initiative. Il ne se contenta pas d'investir ; il encouragea également plusieurs de ses connaissances polonaises à se lancer dans l'aventure.<sup>5</sup> Cette initiative fut accueillie avec beaucoup d'espoir par Georges Python, qui, d'après Mościcki, avait l'ambition de placer son Université fribourgeoise au même niveau que les autres universités suisses plus anciennes.<sup>6</sup> Il acheta d'ailleurs deux actions de la société.<sup>7</sup>

L'organe dirigeant de l'association était l'Assemblée générale des actionnaires, convoquée au moins une fois par année. Le Comité de la Direction, composé des trois fondateurs de l'association, en était l'organe exécutif.<sup>8</sup>

L'initiative, qui amena les capitaux nécessaires pour mettre en production l'acide nitrique, permit d'accélérer les travaux. Début 1903, dans le bâtiment de la Faculté des Sciences de l'Université, une petite usine d'essais était prête pour la démonstration du

---

<sup>3</sup> Acte constitutif d'Association du Comité d'initiative pour la fabrication des produits nitriques, Fribourg, 1.8.1902, AAN, Akta Towarzystwa Kwasu Azotowego we Fryburgu.

<sup>4</sup> Joseph-René-Benoît Ritter, né le 8.2.1872, ingénieur-conseil et fils de Guillaume Ritter. Malgré la faillite de la Société générale des Eaux et Forêts de son père, les contacts de la famille avec Fribourg ne furent pas pour autant rompus. La grande famille des Ritter y était restée et continuait à être active dans un certain nombre d'affaires. Michaud, Marius, « Les années fribourgeoises de William Ritter (1869-1875) », in : *Annales fribourgeoises*, vol. 71, 2009, pp. 67-82.

<sup>5</sup> Mościcki, Ignacy, *Autobiografia...*, op. cit., p. 82.

<sup>6</sup> *Ibidem*, p. 82.

<sup>7</sup> Liste des actionnaires du 4.10.1929, AAN, Akta Towarzystwa Kwasu Azotowego we Fryburgu.

<sup>8</sup> Acte constitutif d'Association du Comité d'initiative pour la fabrication des produits nitriques, Fribourg, 1.8.1902, AAN, Akta Towarzystwa Kwasu Azotowego we Fryburgu.

procédé de production de l'azote.<sup>9</sup> Le processus de production se heurtait toutefois encore à des difficultés de moindre importance, mais assez significatives aux yeux de Python. Pendant l'Assemblée générale du 19 janvier 1903, avant la visite de l'usine d'essais, Python faisait remarquer que si les difficultés rencontrées n'étaient plus que secondaires, il fallait clore la période d'essais et commencer la production, étape que le groupe des ingénieurs avait des difficultés à franchir.<sup>10</sup>

Pour la production de l'acide nitrique suivant le procédé de Mościcki, les bobines de self-induction déjà en production étaient entre autres nécessaires, mais il fallait avant tout disposer de puissants condensateurs, capables de supporter la haute tension, toujours inexistantes sur le marché en 1903. Les fabriques de Cortaillaud ne les produisaient pas. La maison Tedeschi de Turin, connue pour ce genre de produits, non plus. Heureusement pour la nouvelle association, la solution fut trouvée avant l'Assemblée générale suivante qui eut lieu en juillet encore et pendant laquelle Kowalski présenta une méthode astucieuse élaborée par Mościcki qui allait permettre la production des condensateurs nécessaires.<sup>11</sup>

Tous les éléments nécessaires à la production de l'acide nitrique étaient maintenant réunis, mais un autre problème se présenta : il fallait encore trouver une usine existante pouvant accueillir l'exploitation de ce nouveau procédé. Elle devait être munie d'un dispositif permettant de développer au moins 100CV de puissance. Construire une nouvelle fabrique aurait naturellement nécessité d'augmenter les capitaux, qu'on ne savait plus où chercher. C'est pourquoi produire dans une usine existante représentait la meilleure solution. Plusieurs usines entraient en considération. La première, située à Verneyaz en Valais, appartenait à un industriel bâlois. La seconde, la Société de la Grande Eau avait son siège à Genève et une usine à Vevey. La troisième fut proposée par Hans Maurer, propriétaire d'une action de l'association, mais aussi membre de l'Administration des Eaux et des Forêts de Fribourg.<sup>12</sup> Maurer insistait sur le fait que l'usine devait se trouver dans le canton de Fribourg. Il avait repéré une

---

<sup>9</sup> Lettre signée par : Ritter, Kowalski et Mościcki à G. Python, Fribourg, 15.1.1903, AAN, Akta Towarzystwa Kwasu Azotowego we Fryburgu.

<sup>10</sup> Compte-rendu de la première Assemblée générale de Messieurs les porteurs de parts d'inventeur pour la fabrication avec l'air et l'électricité d'acide et de produits nitriques, Fribourg, 29.1.1903, AAN, Akta Towarzystwa Kwasu Azotowego we Fryburgu.

<sup>11</sup> Compte-rendu de la deuxième Assemblée générale de Messieurs les porteurs de parts d'inventeur pour la fabrication avec l'air et l'électricité d'acide et de produits nitriques, Fribourg, 2.7.1903, AAN, Akta Towarzystwa Kwasu Azotowego we Fryburgu.

<sup>12</sup> *Production et utilisation...*, op. cit., p. 85.



fabrique située à Rosé, non loin de la gare ferroviaire. Elle permettait d'obtenir une puissance de 1000CV. Les pourparlers entre les associés continuaient : pour commencer la production, il ne suffisait pas d'avoir une infrastructure, il fallait encore disposer d'un capital d'au moins 55'000 francs, ce que confirmait Mościcki, l'expert en la matière.<sup>13</sup>

À l'été 1903, après plusieurs discussions, la Société d'acide nitrique – ce nom, plus court, fut adopté lors de la deuxième Assemblée –, avait décidé de confier la production de l'azote à la Société genevoise de la Grande Eau. Même si leurs conditions, selon Kowalski, n'étaient pas les meilleures et qu'elle n'était pas à Fribourg, c'est elle qui répondait le mieux aux besoins de l'association. Le temps pressait, ce que Python, impatient, rappelait toujours et encore. S'il n'avait pas envie de se mêler des discussions de détails, il continuait à s'intéresser aux avancées de la production même.<sup>14</sup>

Mościcki montre bien dans sa biographie les divergences d'intérêts entre les mondes industriel et scientifique. Lui-même était sans cesse poussé par les industriels à produire des résultats satisfaisants. Il décida finalement de les présenter pendant cette période sous forme de démonstration. Tout se déroula parfaitement durant les vingt premières minutes de la présentation. C'est alors que des décharges électriques et problèmes de fonctionnement des instruments survinrent, ce qui causa la panique et la fuite des spectateurs. Mościcki raconte qu'il arrêta la démonstration, qu'il les vit partir avec le sourire, sachant immédiatement comment résoudre le problème survenu. Cette présentation avait eu lieu à Vevey, dans la fabrique fournissant 100CV de puissance.<sup>15</sup>

Même si l'usine était maintenant choisie, du temps allait encore être nécessaire pour que le processus de production fût mis au point. Les adaptations s'étendirent encore sur toute l'année 1905. La situation financière de la Société ne se présentait pas très bien. La somme de 55'000 francs, versée par la Société de Grande Eau, avait été dépensée. Un autre accord fut alors signé entre Mościcki et la Société d'acide nitrique. Il obtint encore 48'000 francs pour continuer ses recherches, en échange de ses brevets sur les condensateurs. Cette somme ne suffit pas non plus. En même temps, le succès annoncé n'était qu'illusoire. Le temps ne lui était pas favorable. Entre-temps, les

---

<sup>13</sup> Compte-rendu de la deuxième Assemblée générale de Messieurs les porteurs de parts d'inventeur pour la fabrication avec l'air et l'électricité d'acide et de produits nitriques, Fribourg, 2.7.1903, AAN, Akta Towarzystwa Kwasu Azotowego we Fryburgu.

<sup>14</sup> Compte-rendu de la quatrième Assemblée générale de Messieurs les porteurs de parts d'inventeur pour la fabrication avec l'air et l'électricité d'acide et de produits nitriques, Fribourg, 14.11.1903, AAN, Akta Towarzystwa Kwasu Azotowego we Fryburgu.

<sup>15</sup> Mościcki, Ignacy, *Autobiografia...*, *op. cit.*, p. 85.

résultats des travaux de Birkenland étaient devenus meilleurs et Mościcki lui-même déconseillait la production de l'acide suivant sa méthode. Mościcki avait décidé de répondre à la consternation et déception des financiers en léguant tous ses brevets sur les condensateurs, dont il estimait la valeur à un million de francs, ce que les actionnaires accueillirent avec un « contentement béat ».<sup>16</sup> Au milieu de l'année 1905, la Société décida toutefois d'arrêter les recherches et de ne les reprendre qu'au moment où les sommes nécessaires à la réalisation de tous les travaux pourraient être assurées. Lors d'un accord signé le 2 août 1905, les actionnaires avaient décidé de verser 10'000 francs afin de permettre à Mościcki de terminer ses recherches. Ce dernier continuait à améliorer son procédé de production de l'acide nitrique et il présenta finalement une méthode modifiée et déjà rentable. L'efficacité de son nouveau four était comparable à celle du Norvégien, mais fonctionnait avec une meilleure concentration des oxydes. Le contrôle effectué par Kowalski, Sulikowski et Modzelewski de la Société d'acide nitrique confirma que la version de Mościcki permettait d'obtenir 61 grammes d'acide nitrique par kilowatt/heure.<sup>17</sup> La plus grande source de satisfaction pour Mościcki fut cependant l'expertise établie par un physicien anglais, William Crookes.<sup>18</sup> D'autant plus qu'avec lui, un groupe d'entrepreneurs anglais s'était rendu à Fribourg pour négocier l'exploitation commune des inventions de Mościcki avec la Société d'acide nitrique.<sup>19</sup> Vu que tous ses travaux étaient toujours financés par la Société d'acide nitrique, Mościcki lui légua tous ses brevets, gardant pour lui uniquement ceux concernant les territoires de la Russie comprenant la Finlande et de l'Autriche-Hongrie. Les négociations autour de la possession des brevets s'étendirent jusqu'à fin 1907, date à laquelle elles furent définitivement closes.

Durant l'année 1905, la Société parvint également à sortir de l'impasse financière. Le 10 novembre 1905, l'association vendit ses brevets sur les condensateurs pour la somme de 125'000 francs à la nouvelle entreprise créée par Modzelewski, la Société générale des condensateurs électriques. Cette opération permit de régler toutes les factures en souffrance.

---

<sup>16</sup> *Ibidem*, p. 86.

<sup>17</sup> Compte-rendu de la sixième Assemblée générale de Messieurs les porteurs de parts d'inventeur pour la fabrication avec l'air et l'électricité d'acide et de produits nitriques, Fribourg, 11.4.1906, AAN, Akta Towarzystwa Kwasu Azotowego we Fryburgu.

<sup>18</sup> Mościcki, Ignacy, *Autobiografia...*, *op. cit.*, 87.

<sup>19</sup> Compte-rendu de la sixième Assemblée générale de Messieurs les porteurs de parts d'inventeur pour la fabrication avec l'air et l'électricité d'acide et de produits nitriques, Fribourg, 11.4.1906, AAN, Akta Towarzystwa Kwasu Azotowego we Fryburgu.

Il était temps de construire une usine de production d'échelle industrielle et l'on s'y employa. Les effets de l'expertise anglaise se firent aussitôt sentir. Grâce à un article de Mościcki publié dans l'*Elektrotechnische Zeitschrift*,<sup>20</sup> ses idées avaient été remarquées par la très forte entreprise suisse Aluminium Industrie AG de Neuchausen.<sup>21</sup> Elle se montra prête à investir dans le procédé de Mościcki, alors que lui-même et la Société d'acide nitrique étaient dépourvus de capital. Tout le monde savait-il avec qui on faisait ici affaire ? Aluminium Industrie AG était gérée en réalité par les Allemands et les militaires avaient leur mot à dire dans l'entreprise. L'aluminium, matériel très léger, était en effet très sollicité par les armées. En ajoutant encore la production du salpêtre, ingrédient utilisé pour la production des explosifs, une usine militaire à part entière aurait facilement pu être créée sur cette base.

Collaborer avec cette société supposait d'être prudents et de prendre des précautions. Le partenariat avec l'Aluminium Industrie AG représentait tout de même une chance unique à ne pas manquer.<sup>22</sup> Le 12 août 1908, un accord fut signé. Il prévoyait que l'entreprise de Neuchausen verserait une somme de 250'000 francs en liquide sur le compte de la Société et que les bénéfices des brevets seraient partagés en deux parts égales. Cette somme permit à la société fribourgeoise d'acheter les brevets de Mościcki pour les territoires de l'Autriche-Hongrie, pour la somme considérable de 50'000 francs.<sup>23</sup> Mościcki garda pour lui l'exclusivité pour le territoire de la Pologne Mineure (région de Cracovie et de Lvov).<sup>24</sup>

<sup>20</sup> *Elektrotechnische Zeitschrift*, No. 25, 26, 1904.

<sup>21</sup> L'histoire de l'Aluminium Industrie AG reste très intéressante et parfois surprenante. Elle est devenue l'un des acteurs les plus puissants au niveau mondial dans le domaine de la production de l'aluminium, avec des filiales un peu partout. Les deux épais volumes de son histoire, édités pour son 50<sup>ème</sup> anniversaire, prouvent déjà son importance : *Geschichte der Aluminium Industrie Aktien Gesellschaft Neuchausen 1888-1938*, Band I, II, Zürich, Gebr. Fretz AG, 1942-1943. Il y a aussi un bon nombre d'ouvrages qui montrent son influence sur l'environnement et les communautés en Valais : Zufferey Michel-André, *Chippis de la communauté paysanne au bourg industriel*, Sierre, Éditions Monographic SA, 1982, 189 p., ou encore sous un angle géographique : Donzé, Véronique, *Alusuisse et le district de Sierre: Étude des répercussions de l'implantation de la modernité sur une région alpine*, Mémoire de licence en géographie, Genève, 1988, 167 p. Il existe aussi des œuvres critiques qui dévoilent des comportements peu glorieux des dirigeants comme : Bauer, Tobias, Crough, Greg J., Davidsson, Elias, Garbely, Frank, Indermaur, Peter, Vogel, Lukas, *Alusuisse 1888-1988. Une histoire coloniale en Valais et dans le monde*, Lausanne, Éditions d'en bas, 1989, 251 p.

<sup>22</sup> *Geschichte...*, Band I, *op. cit.*, p. 130.

<sup>23</sup> Procès-verbal de l'Assemblée générale extraordinaire tenue à l'Hôtel Suisse, Fribourg, 31.10.1908, AAN, Akta Towarzystwa Kwasu Azotowego we Fryburgu.

<sup>24</sup> Il existe une différence entre le procès-verbal de la Société daté du 31.10.1908 et la biographie écrite par Mościcki au sujet de l'affaire des brevets. D'après lui, la Société de Fribourg avait acheté les brevets pour les territoires de l'Autriche-Hongrie, cette condition ayant été posée par l'Aluminium Industrie AG. Dans le procès-verbal, il est question non seulement de l'Autriche-Hongrie, mais aussi de la Russie

Un état d'euphorie gagna alors probablement tous les membres de la Société. La somme tout entière fut vite dépensée. En plus de l'acquisition des brevets de Mościcki, l'entreprise réussit à payer ses dettes s'élevant alors à 60`000 francs, et accorda à chaque actionnaire un dividende de 500 francs pour chaque action. La somme de 5`000 francs fut de plus versée à la Faculté des Sciences pour avoir permis l'utilisation de leurs laboratoires pendant plusieurs années. Quant au travail de la Direction de la Société, on jugea qu'il méritait la somme de 15`000 francs. Les membres de la Société établirent que 60`000 francs devaient suffire pour mener leurs affaires courantes à ce stade.<sup>25</sup>

Les travaux de construction de la première grande usine commencèrent. Ignacy Mościcki fut nommé directeur des travaux et obtint pour cela un salaire mensuel de 2`000 francs payés par les deux sociétés.<sup>26</sup> Cette phase du projet fut encore dirigée de Fribourg, mais la fabrique même fut construite à Chippis près de Sierre, où Aluminium Industrie possédait plusieurs de ses installations, toutes neuves et modernes puisque construites en 1905.<sup>27</sup> La puissance projetée à 70`000CV démontre que l'usine allait être grande.<sup>28</sup> À titre de comparaison, on peut rappeler que la première usine de Vevey n'en développait que 500...

Pendant la construction encore, Mościcki apporta les dernières améliorations à son procédé technologique. Son attention était par exemple encore retenue par la concentration immédiate de l'acide qui, en coulant des machines d'absorption, était dilué de 40-50%. Finalement, tous les obstacles furent dépassés et c'est en 1910 que la première citerne d'acide nitrique condensé, obtenu seulement à partir d'air, d'eau et avec l'aide de l'énergie électrique, sortit de l'usine de Chippis.

Une histoire racontée par Mościcki dans sa biographie permet de bien saisir l'importance et l'exploit que constituait cet événement. Pendant la Première Guerre mondiale, les pays centraux produisaient de grandes quantités d'acide nitrique, mais sa

---

comprenant la Finlande. Mościcki, Ignacy, *op. cit.*, p. 91 ; Procès-verbal de l'Assemblée générale extraordinaire tenue à l'Hôtel Suisse, Fribourg, 31.10.1908, AAN, Akta Towarzystwa Kwasu Azotowego we Fryburgu.

<sup>25</sup> Procès-verbal de l'Assemblée générale extraordinaire tenue à l'Hôtel Suisse, Fribourg, 31.10.1908, AAN, Akta Towarzystwa Kwasu Azotowego we Fryburgu.

<sup>26</sup> Mościcki, Ignacy, *Autobiografia...*, *op. cit.*, p. 91.

<sup>27</sup> Bauer, Tobias, Crough, Greg J., Davidsson, Elias, Garbely, Frank, Indermaur, Peter, Vogel, Lukas, *op. cit.*, p. 26.

<sup>28</sup> Circulaire aux Messieurs les porteurs de parts d'inventeur pour la fabrication avec l'air et l'électricité d'acide et de produits nitriques, Fribourg, 4.11.1908, AAN, Akta Towarzystwa Kwasu Azotowego we Fryburgu. Voir aussi : Zufferey, Michel-André, *op. cit.*, p. 154.

concentration était encore obtenue par le biais d'une méthode ancienne, coûteuse et peu efficace. Grâce aux contacts avec l'Aluminium Industrie, certainement facilités par les jeux d'alliances, ils parvinrent à corrompre un maître d'œuvre qui travaillait à Chippis, formé personnellement par Mościcki. Sans résultat. Ses connaissances s'arrêtaient à la manipulation des instruments et il n'en possédait aucune concernant la construction de ses derniers.<sup>29</sup>

La convention avec l'Aluminium Industrie AG fut une chance pour la Société d'acide nitrique. Toutefois, le confort gagné eut toutefois peut-être pour conséquence que l'on se contentât des acquis, sans plus investir de nouveaux efforts visant à poursuivre le développement de l'entreprise. Toute l'activité se concentra sur la construction de l'usine et l'Assemblée suivante des actionnaires ne fut convoquée que 4 ans plus tard. Au vu de l'envergure de l'entreprise, l'usine de Chippis occupa naturellement tout le monde pleinement. Et lorsqu'en 1912 la mise en production du procédé de l'obtention de l'azote de l'air tel que le proposait Mościcki fut réalisée, la Société avait atteint l'objectif qui constituait sa raison d'être, formulée en 1902. Un seul autre procédé avait été développé en parallèle, probablement pendant les travaux sur l'azote, concernant l'acide cyanhydrique, et il était dans sa phase finale aussi.<sup>30</sup>

C'est la révision des statuts qui occupait le plus souvent les actionnaires à cette époque. Elle fut discutée pendant l'Assemblée en février 1913. La première des modifications fut d'inscrire dans les statuts la valeur des actions de la société qui était de 2`500 francs ; les membres fondateurs de la Société en possédaient la moitié. Parmi les actions que les fondateurs ne possédaient pas, 20 d'entre elles avait une valeur de 1`250 francs.<sup>31</sup>

Les changements au sein de la Direction constituèrent une autre nouveauté. Même si la démission de René Benoît Ritter, un des initiateurs de la société, fut acceptée pendant la cinquième Assemblée des actionnaires en juillet 1904,<sup>32</sup> ce ne fut qu'à ce moment qu'apparut à l'article 20 des nouveaux statuts que les autres initiateurs

---

<sup>29</sup> Mościcki Ignacy, *Autobiografia...*, op. cit., p. 97.

<sup>30</sup> Procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des associés tenu à l'hôtel Suisse, Fribourg, 19.12.1912, AAN, Akta Towarzystwa Kwasu Azotowego we Fryburgu.

<sup>31</sup> Projet de révision de statuts pour la Société de l'acide nitrique à Fribourg, Art 7, AAN, Akta Towarzystwa Kwasu Azotowego we Fryburgu.

<sup>32</sup> Compte-rendu de la cinquième Assemblée générale de Messieurs les porteurs de parts d'inventeur pour la fabrication avec l'air et l'électricité d'acide et de produits nitriques, Fribourg, 6.7.1904, AAN, Akta Towarzystwa Kwasu Azotowego we Fryburgu.

de la société avaient choisi Karol Sulikowski, Charles de Lenzburg et Jan Modzelewski pour entrer dans la Direction de la société.<sup>33</sup> Les méthodes de travail et les compétences de la Direction subirent des changements. Ils furent précisés et détaillés à cette occasion. Outre la gestion des affaires de l'entreprise, la Direction s'occuperait dès lors de la politique des licences et des brevets, mais aussi de la gestion du trésor de la société.<sup>34</sup>

Il fut également décidé que les vérificateurs des comptes seraient élus parmi les membres de la société par l'Assemblée générale. Ils spécifiaient pour la première fois encore que ceux-ci étaient responsables du contrôle des finances de la société et étaient tenus de présenter les rapports de bilans annuels apportés par la Direction.<sup>35</sup>

Cette société nouvellement définie mobilisait tous ses efforts dans la collaboration, plutôt difficile, avec l'Aluminium Industrie AG. Il semble que cette dernière ne prenait pas la Société d'acide nitrique très au sérieux. Pendant l'une de leurs séances, les représentants de l'Aluminium mentionnaient que le processus de la production de l'acide azotique restait pour leur société une activité secondaire. C'était une façon de parler, vu l'utilisation extrêmement importante de l'acide pendant la guerre et les efforts que déployaient les pays centraux pour l'obtenir. Les négociations sur l'emploi des cyanhydriques se poursuivaient toutefois, les membres de la Société restant toutefois conscients que les contrats signés nécessitaient une étude minutieuse de leur part et des discussions.<sup>36</sup>

Le manque d'équilibre dans les contacts entre les deux sociétés n'était pas favorable au développement de la Société fribourgeoise. D'autant plus qu'en 1912, Mościcki quitta la Suisse après avoir accepté un poste de professeur à l'Université de Lvov. Pendant les négociations autour de l'octroi de ce poste, il continua de s'occuper de l'activité courante, mais ne lança plus de nouvelles études pouvant servir le développement de la Société. Kowalski non plus ne pouvait plus se consacrer aux affaires de l'association. Il était actif ailleurs, à l'Université d'abord, puis ce fut surtout

---

<sup>33</sup> Projet de révision de statuts pour la Société de l'acide nitrique à Fribourg, Art 20, AAN, Akta Towarzystwa Kwasu Azotowego we Fryburgu.

<sup>34</sup> Projet de révision de statuts pour la Société de l'acide nitrique à Fribourg, Art 22-25, AAN, Akta Towarzystwa Kwasu Azotowego we Fryburgu.

<sup>35</sup> Projet de révision de statuts pour la Société de l'acide nitrique à Fribourg, Art 26-27, AAN, Akta Towarzystwa Kwasu Azotowego we Fryburgu.

<sup>36</sup> Procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire de la Société d'acide nitrique tenue à l'hôtel Suisse, Fribourg, 25.6.1913, AAN, Akta Towarzystwa Kwasu Azotowego we Fryburgu.

son engagement pour les affaires polonaises pendant la guerre qui l'occupa. Il partit finalement à Varsovie pour y organiser la chaire de physique à l'Université.<sup>37</sup> Modzelewski fut lui aussi contaminé par cette obsession de la cause polonaise, véritable « maladie polonaise » si l'on peut dire, même s'il resta actionnaire de la société jusqu'à sa dissolution en 1929, avec un paquet de 20 actions.<sup>38</sup>

## II. L'entreprise des condensateurs

Comme nous l'avons vu, l'obtention de l'acide azotique de l'air, après la phase initiale caractérisée par quelques problèmes de nature technologique, avait nécessité le développement d'un produit secondaire : les condensateurs. Les procès-verbaux des premières assemblées des actionnaires montrent clairement qu'ils avaient bien conscience que la production de l'acide nitrique était fortement liée à la construction des condensateurs.<sup>39</sup> Les membres de la société discutaient de la production de puissants condensateurs depuis le début des activités. L'idée d'une usine propre à la Société n'était pas irréaliste. Quand, en été 1903, on ne savait toujours pas où et comment allait se faire la production de l'acide, les projets autour de la production des condensateurs étaient à l'ordre du jour. Kowalski proposait de fonder une société responsable du développement des condensateurs, sans que celle-ci ne fût une société d'actions, son capital n'étant pas suffisamment important.<sup>40</sup> Par contre, on imaginait également que la nouvelle société chapeautant la production des condensateurs, avec la vente éventuelle de ses actions, pourrait aussi constituer un moyen de couvrir les difficultés financières de la Société de l'acide nitrique. C'est à ce stade que le jeune Jan Modzelewski prit la parole pour la première fois. Sans formuler de proposition concrète, il demanda aux actionnaires si la construction d'une usine dirigée par une nouvelle société était la seule solution qu'ils envisageaient pour la production des condensateurs, ou s'ils pouvaient imaginer céder la licence des condensateurs à une personne qui serait prête à financer la production des condensateurs. Cette idée plut. Elle faciliterait la gestion de la nouvelle

---

<sup>37</sup> Bronisław Średniawa, Stanisław Zabiello, « Józef Wierusz-Kowalski », in: *Polski...*, *op. cit.*, p. 559.

<sup>38</sup> Liste des actionnaires du 4.10.1929, AAN, Akta Towarzystwa Kwasu Azotowego we Fryburgu.

<sup>39</sup> Compte-rendu de la quatrième Assemblée générale de Messieurs les porteurs de parts d'inventeur pour la fabrication avec l'air et l'électricité d'acide et de produits nitriques, Fribourg, 14.11.1903, AAN, Akta Towarzystwa Kwasu Azotowego we Fryburgu.

<sup>40</sup> Compte-rendu de la deuxième Assemblée générale de Messieurs les porteurs de parts d'inventeur pour la fabrication avec l'air et l'électricité d'acide et de produits nitriques, Fribourg, 2.7.1903, AAN, Akta Towarzystwa Kwasu Azotowego we Fryburgu.

société dont la production était attendue avec impatience. C'est ainsi que Jan Modzelewski, qui avait alors le capital nécessaire, investit dans l'affaire. Cette nouvelle entreprise avait toutes les chances de réussir. Elle produirait non seulement les condensateurs attendus par la Société d'acide, mais obtiendrait aussi une commande de l'ingénieur Hans Maurer, employé de la Société des Eaux et des Forêts, pour 200 condensateurs dès le départ. Si la qualité de ces derniers s'avérait satisfaisante, de nouvelles commandes pourraient suivre.<sup>41</sup>

La première petite usine Fabrique suisse des condensateurs de Jan Modzelewski fut créée en décembre 1903 déjà. D'après le contrat conclu le 16 janvier 1904, la société de Modzelewski avait négocié l'exclusivité sur le territoire suisse sur la production des condensateurs selon le système de Mościcki en échange de la garantie qu'aucun des condensateurs produits ne serait vendu à une autre société produisant de l'acide nitrique. De telles clauses assuraient une position de monopole à la société, ce qui garantissait son développement. Les bâtiments avaient été construits sur un terrain fourni par la Société des Eaux et des Forêts. L'usine employait environ 30 personnes. Les condensateurs servirent non seulement à la Société d'acide nitrique, mais aussi à d'autres branches de l'industrie : ils étaient employés pour la fabrication des monte-charges, mais également dans les domaines des télégraphes et de l'électrothérapie.

Les perspectives étaient bonnes et les affaires sans doute florissantes. En effet, deux ans après le lancement de la première société, une nouvelle entreprise voyait le jour sur la scène économique fribourgeoise. Dans la feuille officielle suisse du commerce, en date du 11 décembre 1905, on lit que le 24 novembre, la Société générale des condensateurs électriques était fondée à Fribourg et que son but était la production et la vente de condensateurs, ainsi que des accessoires se rattachant directement ou indirectement à leur emploi, quelle qu'en soit la nature. Les statuts de cette nouvelle société furent adoptés le 24 décembre 1905 selon l'acte du notaire Paul Droux.<sup>42</sup>

La durée de vie de la société fut fixée à 30 ans, avec la possibilité pour les actionnaires de la prolonger s'ils le désiraient. On envisageait alors certainement que la société allait en effet durer au-delà de ces trente ans. L'envergure de l'entreprise dès ses

---

<sup>41</sup> Compte-rendu de la quatrième Assemblée générale de Messieurs les porteurs de parts d'inventeur pour la fabrication avec l'air et l'électricité d'acide et de produits nitriques, Fribourg, 14.11.1903, AAN, Akta Towarzystwa Kwasu Azotowego we Fryburgu.

<sup>42</sup> Copie de l'article paru dans la Feuille officielle suisse du commerce, le 13.12.1905, no 485, AEF.



débuts laisse penser qu'elle était le produit d'une vision à long terme. Le capital engagé, très important, s'élevait en effet à 300'000 francs et aurait pu être augmenté à 370'000 francs sur décision des actionnaires. Il fut d'abord divisé en 600 actions d'une valeur de 500 francs chacune.

Jan Modzelewski obtint la position prépondérante dans la nouvelle société grâce aux biens qu'il amenait à l'entreprise, lui donnant ainsi une base bien réelle pour se constituer : il mettait en effet à disposition une fabrique certes de moindre envergure, mais fonctionnelle. De plus, Modzelewski qui avait déjà négocié l'achat d'une parcelle de 27 ares à Pérolles en vue de la construction d'une usine plus grande avec l'État de Fribourg, céda les droits et obligations obtenus à la nouvelle société. Finalement, Modzelewski possédait les droits de vente des condensateurs en Suisse, Hongrie, Allemagne, Angleterre, France, Autriche, Russie et Norvège. Ce paquet de plus de 14 brevets en sa possession résultait de deux conventions : la première passée avec la Société d'acide nitrique le 10 novembre 1905 et la deuxième conclue avec Mościcki le 20 novembre de la même année. L'accord stipulait que la somme de 125'000 allait être versée en espèces par l'acquéreur des droits à la Société d'acide nitrique.<sup>43</sup>

La valeur de tous ces apports fut évaluée à la somme de 88'826 francs, ce qui fit de Modzelewski le propriétaire de 152 actions.<sup>44</sup> En outre, en tant que fondateur de la société, il obtint 20 parts des titres au porteur sans valeur nominale, mais donnant droit à la perception d'une partie des bénéfices. Chacune de ces parts fut attribuée à une action souscrite. La société en émit 1000, ce qui permit au Conseil d'administration d'en disposer librement, vu que le nombre d'actions prévu était de 600. Il faut mentionner que 25 de ces parts furent également attribuées à Mościcki par reconnaissance pour ses apports techniques ayant permis la mise au point des appareils brevetés. Ceci est plutôt peu, sachant que sans l'aide de Mościcki, les condensateurs n'auraient simplement pas existés.<sup>45</sup> Mościcki apporta également une aide précieuse permettant les premiers pas de la société sous forme de conseils et de suivis des travaux de construction de l'usine. S'il

---

<sup>43</sup> Statuts de la société anonyme Société générale des condensateurs électriques à Fribourg (Suisse), Art. 5, Fribourg, 1905, AEF.

<sup>44</sup> Pour clarifier : 152 actions d'une valeur de 500 francs chacune représentent 76'000 francs. Le reste, 12'826 francs ont été payés à Modzelewski en espèces. Statuts de la société anonyme Société générale des condensateurs électriques à Fribourg (Suisse), Art. 5, Fribourg, 1905, AEF.

<sup>45</sup> Statuts de la société anonyme Société générale des condensateurs électriques à Fribourg (Suisse), Art. 8, Fribourg, 1905, AEF.

dit lui-même que cet engagement n'était pas trop important et qu'une rémunération de 400 francs par mois lui suffisait, cet apport était indispensable à la Société générale.<sup>46</sup>

La nouvelle société était également dotée de tout un appareil administratif. L'Assemblée générale devait se réunir une fois par année au moins pour évaluer les rapports du Conseil, décider de l'emploi des bénéfices et surtout fixer les dividendes. Elle recevait aussi les propositions du Conseil qu'elle discutait.<sup>47</sup>

C'est évidemment ce Conseil qui avait le plus de poids dans la Société. Les premiers membres du Conseil, élus pour une durée de trois ans, furent : Georges Bougère, banquier d'Angers, Georges Giles, ingénieur, Fritz Graenicher, directeur de la Banque populaire suisse, Pierre de Zurich, deux Polonais : Jan Modzelewski et Charles Sulikowski, ainsi que Rodolphe de Weck, directeur de la Société des tramways et président de cette première assemblée.<sup>48</sup> Les deux directeurs furent élus parmi les membres de ce Conseil également : Georges Gilles, français d'origine américaine, petit-fils du consul des États-Unis à Paris et Jan Modzelewski. Leurs tâches consistaient à garantir le bon fonctionnement de l'entreprise.<sup>49</sup>

L'avenir montra que sans l'engagement de Mościcki, le fonctionnement de l'entreprise aurait sans doute été difficile. Après les premiers succès de l'usine, la demande pour le type de condensateurs à haute tension qui constituait la base de l'offre de la Société commença à diminuer. Les télégraphes qui les avaient jusque là utilisés, développaient de nouvelles techniques dans lesquelles ils n'étaient plus nécessaires. Le bon fonctionnement de l'entreprise fribourgeoise n'était plus garanti, même si la plus grande station télégraphique mondiale de l'époque, située sur la tour Eiffel, fonctionnait grâce aux condensateurs fribourgeois. Mościcki, qui se sentait une responsabilité, s'engagea une fois encore pour le bien de l'affaire, et trouva une idée de développement des produits de l'usine. Il développa une méthode de protection contre les décharges atmosphériques dans la distribution d'énergie électrique, qui causaient des dégâts dans les installations des stations de transformateurs. Mościcki démontra vite l'utilité de son invention, surtout lors du congrès des électriciens organisé à Fribourg. Il gagna une

---

<sup>46</sup> Mościcki, Ignacy, *Autobiografia...*, op. cit., p. 86.

<sup>47</sup> Statuts de la société anonyme Société générale des condensateurs électriques à Fribourg (Suisse), Art. 12 et 14, Fribourg, 1905, AEF.

<sup>48</sup> Statuts de la société anonyme Société générale des condensateurs électriques à Fribourg (Suisse), Art. 21, Fribourg, 1905, AEF.

<sup>49</sup> Statuts de la société anonyme Société générale des condensateurs électriques à Fribourg (Suisse), Art. 32, Fribourg, 1905, AEF.

grande autorité dans les affaires liées aux phénomènes causés par la haute tension et la société des condensateurs vit son chiffre d'affaires augmenter d'un million de francs durant la première année de production des nouveaux produits.<sup>50</sup>

Le développement de la Société des condensateurs eut lieu non seulement grâce aux idées de Mościcki, mais aussi à la gestion exemplaire de Georges Gilles. Il était un bon dirigeant et connaissait également la problématique des instruments employés : il effectuait lui-même des recherches et était à même d'apporter des modifications. L'usine produisit les soupapes Gilles, des limiteurs d'oscillations, fusibles, parafoudres et sectionneurs à fusibles. Ce développement de la société permit l'augmentation du capital qui s'éleva à 370'000 francs en 1908. L'usine engagea de plus une cinquantaine de personnes. En 1909, Jan Modzelewski décida de quitter ses fonctions de directeur. Considérait-il que sous la direction de Gilles, la société était en de bonnes mains et qu'il pouvait se concentrer sur ses autres activités, devenues plus politiques ? Le choix de Gilles allait effectivement s'avérer judicieux : la qualité de son travail allait permettre à Modzelewski de vaquer tranquille à ses autres activités, déchargé des soucis de l'entreprise. La bonne conjoncture dura encore pendant la période de guerre. Malheureusement, ce développement rapide fut interrompu par la mort subite de Gilles en 1920. Après son décès, le fonctionnement de l'entreprise ne fut plus si brillant. L'engagement de Modzelewski pendant la Première Guerre mondiale dans des affaires éloignées des préoccupations industrielles n'aida pas non plus les affaires de la société dont il était le fondateur.

Si les activités industrielles de Modzelewski et de ses compatriotes rencontrèrent un certain succès, c'est grâce à la réunion simultanée de plusieurs conditions favorables en un même lieu. Parmi elles, on relèvera tout d'abord le caractère des recherches universitaires orientées vers l'application industrielle, le soutien dont elles bénéficièrent de la part de l'État et le fond financier garanti par Modzelewski. Le résultat fut stupéfiant. Rien n'est cependant ni figé ni acquis et les méandres de la vie peuvent radicalement changer la donne. Après un premier acte prometteur, le contexte géopolitique en Europe qui commençait à être tendu s'en mêla : le drame de la guerre s'annonçait. Les personnages impliqués, par manque de détermination, d'engagement et de persévérance, ne purent garantir une suite et un dénouement heureux. Chacun des

---

<sup>50</sup> Mościcki, Ignacy, *Autobiografia...*, op. cit., p.95

principaux protagonistes avait finalement pris une autre direction : Kowalski était à Varsovie et Mościcki à Lvov, poursuivant tous deux leur carrière scientifique. En ce qui concerne Modzelewski, il changeait une nouvelle fois de cap. Et assez radicalement. Ses nouvelles occupations n'avaient rien de commun avec l'activité scientifique ou financière. Le moment était venu où il commença à s'investir dans les affaires publiques et diplomatiques.

## **Devenir moderniste**

### **Chapitre 7.**

#### **L'avenir se dessine : Modzelewski et la vie politique polonaise en Suisse pendant la Grande Guerre**

Avant encore que la Grande Guerre n'éclate, rien ne laissait pressentir l'arrivée de changements capitaux. En tout cas rien dans la vie de Jan. Bien au contraire : depuis le début du XX<sup>ème</sup> siècle, établi à Fribourg, un avenir stable et plutôt prospère se construit et se profile pour lui. C'est alors que l'Histoire intervient. Elle va réveiller tout le monde, même ceux qui jusqu'à présent n'avait ni grand intérêt pour le monde politique, ni grand chose à dire à ce sujet. Modzelewski compris. On pourrait du coup être surpris de le voir s'engager tel qu'il le fit pendant la guerre. On le sera moins si l'on voit que Modzelewski, encore inexpérimenté dans ce genre d'activité, fut bien guidé par un activiste politique de longue date : Erazm Piltz. Le destin s'en mêla-t-il, voulait-il le guider ailleurs ?

#### **I. Cupidon aurait-il aussi eu un mot à dire ?**

Avant de revenir à l'itinéraire professionnel de Modzelewski, ouvrons ici une parenthèse pour évoquer un autre tournant qu'avait pris sa vie, sur le plan privé cette fois-ci : l'union de Jan avec la noblesse fribourgeoise qui lui assurait désormais sa position sociale sur sa nouvelle terre était scellée. Une fois n'est pas coutume, nous allons pouvoir aborder une affaire de cœur, du moins d'alliance. Au début du XX<sup>ème</sup> siècle, la belle époque bat son plein et le développement de l'industrie est extrêmement favorable pour certains, dont Jan. Jeune Polonais de 25 ans, il est plein d'ambitions et sans soucis financiers, avec une thèse de doctorat bien avancée. Une photo de Jan de cette époque a été sauvée. On y voit un jeune homme arborant une élégante barbe, un petit chapeau de paille et – suivant la mode de l'époque – une canne dans la main. Séduisant, bon parti, il avait probablement conscience de ces atouts. Il rencontra une représentante d'une vieille famille fribourgeoise qui allait devenir sa femme : Isabelle

de Diesbach. Elle ne passait apparemment pas inaperçu non plus. Selon un jeune Polonais séjournant à Fribourg pendant la Grande Guerre, Isabelle était l'une des plus belles Fribourgeoises.<sup>1</sup> Plus encore que la beauté d'Isabelle, ses connections familiales permettent de penser que cette union représentait surtout pour Modzelewski une bonne alliance. Esquisser une brève histoire d'une branche de la famille de Diesbach nous fera découvrir une famille noble, dont plusieurs membres avaient occupés des postes stratégiques et d'importance au niveau national par le passé. Soulignons également qu'elle était évidemment très attachée aux valeurs traditionnelles, peut-être pas si éloignées de celles que Modzelewski avait lui aussi connues.

L'histoire familiale des Diesbach montre que les relations de cette famille avec la Pologne datent du XVIII<sup>ème</sup> siècle déjà. Georges Hubert de Diesbach de Belleruche fut engagé au service des rois de Pologne Auguste II et de son fils Auguste III.<sup>2</sup> Il était un combattant courageux, qui se moquait du danger. D'abord lieutenant-colonel, il fut vite promu au grade de général-major. Il servit non seulement les rois de Pologne, mais il fut également envoyé en Suisse pour monter une compagnie de 100 soldats suisses. Le roi de Pologne avait une grande estime pour Hubert de Diesbach. Après la mort d'Auguste II, Hubert fut choisi par Auguste III pour représenter sa candidature au trône polonais devant la Diète. La mission se termina avec succès et, pendant la messe de couronnement du nouveau roi, Hubert fut directement à ses côtés. Le portrait du roi Auguste II offert à Hubert, toujours en possession de la famille, est l'une des preuves matérielles de ces relations entre les Diesbach et la Pologne.<sup>3</sup>

Le frère d'Hubert, Nicolas, fut l'ancêtre direct d'Isabelle.<sup>4</sup> Nicolas et sa descendance avaient une prédilection pour la carrière militaire. Nicolas lui-même servit sous les ordres du roi de France. Tout comme son fils et petit-fils.<sup>5</sup> Cette branche

---

<sup>1</sup> Skowroński, Tadeusz, *op. cit.*, p. 283.

<sup>2</sup> Moser, Ulrich, « Georges Hubert de Diesbach de Belleruche », in : Jorio, Marco (dir.), *Dictionnaire historique de la Suisse*, Vol. 4, Bâle, Schwabe AG, Hauterive, Éditions Gilles Attinger, 2004, p. 32.

<sup>3</sup> Skowroński de, Thaddée, « Gardes-Suisses au service des souverains de la République de Pologne », in : *Versailles*, Coppet, 1972, No. 49, p. 19.

<sup>4</sup> Il existe un nombre considérable de publications permettant d'étudier l'histoire de la famille de Diesbach, mais de caractère plutôt généalogique. L'une des plus anciennes, qui reste une référence, est: de Ghellinck Vaernewyck, Amaury, *La généalogie de la maison de Diesbach*, Gand, 1921, 995 p. Benoît, un des membres de la famille de Diesbach-Belleruche, mène actuellement des études approfondies: *La maison de Diesbach*, Fribourg, Intermède Belleruche, 2000, 63 p.; *État présent et adresses de la maison de Diesbach*, Fribourg, Intermède Belleruche, 1991, 48 p. On trouve aussi plusieurs biographies de membres de la famille dans le *Dictionnaire Historique Suisse*, Vol. 4.

<sup>5</sup> de Diesbach Belleruche, Benoît, *La Maison de Diesbach*, Fribourg, Intermède Belleruche, 2000, pp. 32-34.

Breitfield des Diesbach s'installa à Fribourg pour de bon après la révolution française et y gagna respect et renom. Cultivant toujours les traditions militaires, Amédée, le grand-père d'Isabelle, remplit ses devoirs d'officier pendant la Guerre du Sonderbund.<sup>6</sup> Son père, Louis, occupa aussi plusieurs fonctions importantes dans l'armée suisse : lieutenant de la cavalerie, capitaine puis commandant de l'escadron 5 et chef de l'internement des troupes françaises après la guerre franco-allemande en 1870-1871. Il incarna aussi le grand intérêt de la famille de Diesbach pour les engagements civils, en l'occurrence politiques. Aussi prestigieux que sa carrière militaire d'ailleurs : il fut député au Grand Conseil et conseiller national entre 1893-1896 et entre 1902-1911.<sup>7</sup>

Cette tradition familiale d'engagement politique et militaire perdura aussi au XX<sup>ème</sup> siècle. Des mérites particuliers en la matière revinrent au frère d'Isabelle, Roger de Diesbach. Plus jeune que Jan Modzelewski d'un an à peine, il se consacra à sa carrière militaire après avoir réalisé son doctorat à Fribourg. Comme lieutenant-colonel déjà, il dirigea le 7<sup>ème</sup> régiment qui restaura l'ordre public à Berne après les émeutes révolutionnaires de novembre 1917.<sup>8</sup> Il fit une brillante carrière et devint commandant de la 2<sup>ème</sup> division en 1931.<sup>9</sup> Raoul, second frère d'Isabelle resta aussi au service de l'armée en tant que capitaine d'infanterie, malgré sa carrière de scientifique (il était ingénieur de l'École Polytechnique de Zurich et docteur depuis 1907). Jan Modzelewski eut un contact plus étroit avec lui, surtout à cause du poste d'ingénieur à la Société des condensateurs électriques que Raoul occupa.<sup>10</sup>

L'année 1904 fut importante pour les deux jeunes Jan et Isabelle. Alors que ses collègues défendaient leurs thèses autour des condensateurs, Modzelewski célébrait son mariage avec Isabelle, qui allait rester solide jusqu'à sa mort.<sup>11</sup>

---

<sup>6</sup> *Ibidem*, p. 35.

<sup>7</sup> *Ibidem*, p. 36.

<sup>8</sup> Ruffieux, Roland, *La Suisse de l'entre deux guerres*, Lausanne, Payot, 1974, pp. 50-65.

<sup>9</sup> de Weck, Bernard, « Le colonel-divisionnaire Roger de Diesbach », in : *Nouvelles Étrennes Fribourgeoises, Septante-deuxième année*, Fragnière Frères, Fribourg, 1939, p. 282.

<sup>10</sup> de Diesbach Belleruche, Benoît, *La Maison...*, *op. cit.*, p. 36.

<sup>11</sup> Acte de mariage religieux, 8.11.1904, Papiers privés de Jan Modzelewski, en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

## II. Sous la guidance du grand mentor

C'est cette vie paisible et déjà bien organisée que la situation tendue d'avant la Grande Guerre et la période de guerre proprement dite vint troubler. Il est certain que la rencontre avec Erazm Piltz, journaliste politique polonais, influença très fortement le virage que Modzelewski allait prendre vers une nouvelle voie. Nous allons ici moins nous intéresser aux activités elles-mêmes certes importantes, qu'à l'idée d'ensemble, constituant une sorte de plan, qui sous-tendait l'ensemble de ses actions et leurs résultats. C'est ce sens qui allait marquer Jan Modzelewski pour de longues années et qui fut source d'inspiration dans sa propre activité durant la Deuxième Guerre mondiale, à quelques détails près. C'est là que Modzelewski, avec l'aide de Piltz dans la majorité de ces premières actions, y apprit l'organisation et le fonctionnement du travail orienté vers le bien public.

Présentons ici ce personnage qui eut une influence prépondérante sur plusieurs entreprises polonaises en Suisse dont celles de Modzelewski. Avant la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle encore, Erazm Piltz, fondateur de *Pays (Kraj)*, l'organe des conservatistes polonais édité depuis 1882 à Petersburg, adopta les positions politiques loyalistes, conservatrices et libérales. À cette époque, sa politique dite réaliste s'opposait à tout ce qui ressemblait au romantisme politique qui se nourrissait de rêves d'indépendance. Cette position lui valut la haine des nationalistes de la Démocratie nationale (Narodowa Demokracja) et de son leader Roman Dmowski. La qualité du *Pays*, très haute, attirait pourtant aussi des journalistes qui ne partageaient pas entièrement la ligne politique du quotidien. Ce renom permit d'organiser des œuvres de bienfaisance et, plus tard, des actions politiques. Au début du XX<sup>ème</sup> siècle, Piltz créa à Varsovie le Parti de la politique réelle (Stronnictwo Polityki Realnej). On connaissait alors une certaine libéralisation de la politique russe après les échecs de la guerre de l'Est et la politique réaliste fut aussi acceptée par les partisans de la Démocratie nationale. En conséquence, les anciens adversaires commencèrent à collaborer dans plusieurs domaines.

Juste après l'éclatement de la guerre, Piltz se retrouva en Suisse où il débuta une activité éditoriale, caritative et d'information.<sup>12</sup> À cette même époque, le jeune Modzelewski s'était de son côté engagé pour la Croix-Rouge et travaillait avec sa

---

<sup>12</sup> Szklarska-Lohmannowa, Alina, « Erazm Piltz », in : *Polski Słownik Biograficzny*, T. XXVI, Wrocław, Warszawa, Kraków, Gdańsk, Łódź, 1981, pp. 293-298.



femme Isabelle à l'hôpital de Grenoble, avant tout au laboratoire, se chargeant également des radiographies et du transport des blessés. Après 10 semaines de séjour sur territoire français, ils rentrèrent en Suisse après que Piltz leur avait écrit pour leur demander de revenir et de s'engager auprès de lui. Piltz était alors actif dans plusieurs œuvres soutenant la cause polonaise en Suisse. Ces activités furent très importantes notamment en ce qu'elles influenceront la vie et les engagements futurs de Modzelewski.<sup>13</sup>

Erazm Piltz, très actif malgré ses 60 ans passés, employait toutes ses forces à la fondation d'une seule et unique organisation mariant buts caritatifs, politiques et d'information. Cette entreprise put dans un premier temps être réalisée à cause des discordes régnant en Suisse entre les Polonais eux-mêmes. Piltz décida alors de la réaliser par étapes et ordre de priorité. Pendant la guerre, la chose la plus importante était d'organiser l'aide aux plus démunis et ce fut là, à juste titre, son champ d'action prioritaire. Pour réunir et organiser autour de lui le plus grand nombre de personnes, il fallait d'abord trouver le soutien d'un personnage connu de tous. Heureusement pour Piltz, la guerre avait amené en Suisse un éminent écrivain polonais, Henryk Sienkiewicz,<sup>14</sup> véritable gloire nationale, Prix Nobel de la littérature en 1905, et sorte d'Alexandre Dumas polonais. La désignation de Sienkiewicz à la tête du comité, même à titre représentatif, garantit de suite un plus grand nombre de sympathisants. Quant au vice-président Ignacy Jan Paderewski,<sup>15</sup> pianiste de renom mondial, il assurait la reconnaissance du comité de Piltz au niveau international. L'idée de Piltz était de créer une organisation caritative constituée seulement de Polonais. C'est pourquoi les fonctions de présidents, membres du Comité exécutif, mais aussi des membres ordinaires et honoraires ne furent occupées que par des Polonais.

---

<sup>13</sup> Notice, curriculum vitae de Jan Modzelewski, non datée (probablement après la Deuxième Guerre mondiale), Papiers privés de Jan Modzelewski en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

<sup>14</sup> Même si Henryk Sienkiewicz était déjà assez âgé pendant la Première Guerre mondiale, sa gloire influençait les choix des Polonais. C'est lui qui, dans de volumineux romans racontait les guerres des Polonais contre les chevaliers de l'ordre teutonique au XV<sup>ème</sup> siècle, les guerres polonaises du XVI<sup>ème</sup> siècle contre la Suède, la Russie et en Ukraine, hymnes à l'honneur et à la noblesse des Polonais. Parmi les ouvrages biographiques, on relèvera entre autres : Krzyżanowski, Julian, *Twórczość Henryka Sienkiewicza*, Warszawa, PIW, 1970, 437 p. ; Żabski, Tadeusz, *Sienkiewicz*, Wrocław, Wydawnictwo Dolnośląskie, 1998, 320 p.

<sup>15</sup> Ignacy Jan Paderewski, pianiste connu et fortuné, se produisait lors de concerts en Europe et en Amérique. Partisan ensuite de la Démocratie nationale et représentant du Comité national polonais à Paris pendant la Conférence de la paix et ensuite premier ministre polonais. Lipmann, Eric, *Paderewski, L'idole des années folles*, Paris, Balland, 1984, 341 p. ; Wapiński, Roman, *Ignacy Paderewski*, Wrocław, Warszawa, Zakład Narodowy im. Ossolińskich, 1999, 235 p.

## 1. Première action de Piltz : le Comité général de l'aide aux victimes de la guerre en Pologne

Le Comité général de l'aide aux victimes de la guerre en Pologne (Komitet Generalny Pomocy Ofiarom Wojny w Polsce) commença son activité en janvier 1915. Ses premières discussions se déroulèrent à Lausanne, mais très bientôt toute l'activité ainsi que le bureau de l'organisation déménagèrent à Vevey. L'une des premières actions, d'ordre organisationnel, fut de constituer des comités locaux dans différents pays du monde entier et de collecter de l'argent. Pour assurer l'acheminement de l'argent, Sienkiewicz lui-même avait lancé un appel aux nations civilisées, dans lequel il présentait la situation de la population polonaise sur les territoires occupés.<sup>16</sup> Au nom de l'amour du prochain, Sienkiewicz demandait d'aider les Polonais qui menaient la lutte pour la fin de la guerre. Il les présentait comme une nation adorant la liberté et prête à la défendre comme le montrait déjà la première insurrection de Tadeusz Kościuszko en 1794. Szymon Askenazy, historien polonais, rédigea un appel semblable, mais décrivant la situation en Pologne.<sup>17</sup>

La première action du Comité porta rapidement des fruits. Pendant sa première période de fonctionnement, de janvier 1915 à mars 1917, 16 millions de francs suisses furent collectés grâce à l'aide des comités répartis dans 50 pays. Les dons américains et européens ne sont pas étonnants. Ceux provenant d'Haïti, du Pérou, ou de la Nouvelle Guinée surprennent par contre davantage. Même si les revenus baissèrent systématiquement et parvenaient avant tout des Polonais d'Amérique, la somme totale collectée s'éleva à presque 20 millions de francs suisses pour la deuxième phase et la suite (d'avril 1917 à janvier 1919).<sup>18</sup>

Le rôle du comité s'étendit avec le temps. Il était si connu qu'il coordonnait la collecte mondiale des évêques polonais réalisée sous les auspices de Benoît XV. Le comité était proche de toute la hiérarchie de l'Église catholique. La plupart de ses comités internationaux, surtout dans les pays exotiques, étaient dirigés par des prêtres catholiques. Le fait que le réseau des paroisses en Pologne fût bien développé facilitait la distribution de l'aide. Le comité de Vevey collaborait avec l'archevêque Aleksander

---

<sup>16</sup> Statuts du Comité général de secours pour les victimes de la guerre en Pologne, 9.1.1915, Lausanne, AAN, Archiwum Ignacego Jana Paderewskiego, 593.

<sup>17</sup> Płygawko, Danuta, *Sienkiewicz w Szwajcarii. Z dziejów akcji ratunkowej dla Polski w czasie pierwszej wojny światowej*, Poznań, Wydawnictwo Naukowe Uniwersytetu Adama Mickiewicza 1986, pp. 60-61.

<sup>18</sup> *Ibidem*, p. 64.

Kakowski à Varsovie (Royaume de Pologne), et l'archevêque Adam Sapieha à Cracovie (Galicie).

Les fondateurs du Comité désiraient que celui-ci conservât son caractère apolitique.<sup>19</sup> Cela lui valait de fréquentes critiques. Celles-ci peuvent nous sembler surprenantes, mais elles ne l'étaient en fait pas dans le contexte de la scène politique polonaise. Pour ses adversaires, le comité n'était pas réellement apolitique et représentait l'option politique soutenant les Alliés. La plupart de ses fondateurs représentaient en effet ce parti. La critique, assez aigüe, provenait surtout du Comité général national (Naczelny Komitet Narodowy) de Cracovie. Le président du comité de Vevey, Henryk Sienkiewicz, souligna pourtant pendant toute la durée de son action l'importance de la neutralité politique, expliquant que la prise de position envers l'une ou l'autre partie du conflit risquerait de causer des répressions qui seraient ressenties surtout par le peuple dont la situation était précaire. Cette position fut respectée, puisqu'au moment de se lancer dans une entreprise plus politisée, Erazm Piltz quitta ses fonctions de secrétaire du Comité exécutif en février 1915.<sup>20</sup>

Piltz restait toutefois intéressé par l'activité du comité et par la possibilité d'en influencer les décisions à Vevey. Et si Piltz quittait bien l'organisation, il y laissait son partenaire et ami Jan Modzelewski. Ces relations amicales avaient commencé à se tisser assez tôt. C'était Piltz qui avait invité Modzelewski à rentrer en Suisse pour prendre part de l'organisation du Comité de Vevey.<sup>21</sup> Même si Piltz se lançait dans un autre projet il n'abandonna pas sa première œuvre qui restait sous la surveillance de Modzelewski. Un autre événement à caractère politique appuie cette hypothèse. Ces deux hommes avaient une opinion commune au sujet de l'acte des deux empereurs autrichien et allemand du 5 novembre 1916, alors que cet acte divisa profondément la société polonaise. Ce document prévoyait la construction d'un État polonais indépendant sur les terres du partage russe de la Pologne et la formation de l'armée polonaise sous commandement germano-autrichien. Une partie des Polonais protesta contre cette vision d'une Pologne réduite. Un document fut publié dans la presse. Les contestataires désiraient voir la signature de Sienkiewicz apposée à cette protestation aussi. Ce dernier refusa, malgré sa position plutôt favorable à la protestation. Son argument était qu'il voulait préserver le

---

<sup>19</sup> Cf. lettre de Bicknell à (inconnu), 18.6.1915, AAN, Archiwum Ignacego Jana Paderewskiego, 594.

<sup>20</sup> Płygawko, Danuta, *op. cit.*, p. 128.

<sup>21</sup> *Ibidem*, p. 54.

caractère apolitique du Comité de Vevey. Parmi les personnes ayant signé la protestation se trouvaient aussi des membres du Comité, dont Jan Modzelewski, ce avec quoi il n'était pas d'accord non plus. La position de Modzelewski est pourtant facile à expliquer : la protestation avait été signée par Piltz aussi.<sup>22</sup> Une lettre envoyée de Rome par ce dernier à Modzelewski atteste également le consensus unissant les deux hommes. La nécessité de rester fidèle aux pays de l'Entente faisait partie des convictions de Piltz. Il insistait également sur sa conviction que le tsar était hostile à la cause polonaise et que construire la « Pologne libre » constituait un des buts militaires de la Russie.<sup>23</sup>

## 2. Deuxième action de Piltz : une encyclopédie polonaise

Piltz ne voulait pas rester les bras croisés. Avant son départ du Comité de Vevey, il avait déjà commencé à organiser une autre activité. En tant que journaliste, Piltz commença à préparer un ouvrage scientifique sur la Pologne. L'enthousiasme ne manquait pas. Pendant une réunion de Polonais en novembre 1914, tout le monde était persuadé qu'une œuvre de ce genre pouvait être menée à bien en un mois et en trois ou quatre langues : français, allemand, anglais et russe.<sup>24</sup> Piltz pensait qu'une telle œuvre serait utile dans l'ouest de l'Europe où la connaissance des affaires polonaises était très réduite.<sup>25</sup>

On avait conscience de ce manque de connaissances depuis longtemps. Pour cette raison, des entreprises encyclopédiques n'étaient pas menées qu'en Suisse. Piltz, toujours pratique, commença dès le début à sonder non seulement l'engagement de plusieurs comités de rédaction, mais essaya aussi de les réunir pour la création d'une œuvre commune, ce qui présentait beaucoup d'avantages. Bien évidemment, chaque comité avait sa propre vision pour l'élaboration des articles encyclopédiques.<sup>26</sup> Piltz savait que les milieux polonais à Paris, à Varsovie et à Vienne travaillaient à

---

<sup>22</sup> Szklarska-Lohmannowa, Alina, « Erazm Piltz », *Polski...*, *op. cit.*, p. 296.

<sup>23</sup> Erazm Piltz à Jan Modzelewski, Rome, 8.1.1917, AAN, Akta Erazma Piltza, Korespondencja Jan Modzelewski-Erazm Piltz, 160.

<sup>24</sup> Skowroński, Tadeusz, *op. cit.* p. 91.

<sup>25</sup> Śladkowski, Wiesław explique bien cette situation dans: *Opinia publiczna we Francji wobec sprawy polskiej w latach 1914-1918*, Wrocław, Zakład Narodowy im. Ossolińskich, 1976, 309 p.; voir aussi E. Piltz dans sa lettre à J. Modzelewski, Rome, 8.1.1917, AAN, Akta Erazma Piltza, Korespondencja Jan Modzelewski-Erazm Piltz, 160.

<sup>26</sup> Les entreprises éditoriales concernant la Pologne surtout à l'étranger sont décrites dans: Florkowska-Frančić, Halina, « Encyklopedie polskie na obczyźnie w latach I wojny światowej », in : *Przegląd Polonijny*, R. XXIII, 1997, z.1, pp. 5-28.

l'encyclopédie. La collaboration entre Lausanne et Paris fut la plus fructueuse : le comité parisien abandonna sa propre édition et transmit toute la documentation déjà amassée à Piltz.

Piltz cherchait un terrain d'entente avec la rédaction varsovienne de l'encyclopédie. On soulignait qu'il fallait trouver un accord sur les thèmes traités pour éviter les éventuels doublons. Piltz ne parvint toutefois jamais à associer les deux comités, pour des raisons avant tout politiques. Varsovie n'acceptait pas que l'encyclopédie lausannoise fût rédigée par des acolytes de la Démocratie nationale – parti peu aimé à Varsovie pendant la guerre à cause de son engagement auprès des Alliés.

La collaboration avec les rédacteurs de Vienne fut elle aussi impossible. Malgré tous les efforts déployés, aucun consensus ne put être trouvé. Pour des raisons purement politiques à nouveau. Le milieu viennois était évidemment constitué d'activistes et de membres du Comité général national persuadés que la libération nationale proviendrait de l'aide d'austro-hongroise. Pour eux, Piltz, réaliste et prorusse, n'était pas acceptable. Finalement, c'est en raison de l'insuffisance des fonds financiers que l'encyclopédie viennoise tomba dans l'oubli et les collaborateurs intéressés à poursuivre dans leur engagement éditorial collaborèrent à titre privé à l'œuvre de Piltz.

Les négociations visant à trouver une vision commune de l'encyclopédie durèrent très longtemps. Même si tout le monde soulignait qu'elle devait rester neutre, le fait que l'encyclopédie était réalisée par plusieurs personnes de milieux politiques différents multipliait les problèmes. Le manque de confiance régnait.<sup>27</sup> Malgré ces difficultés, Piltz décida d'éditer l'œuvre à son nom. En avril 1915, il nomma le Comité éditorial, composé entre autres de Tadeusz Estreicher, professeur de chimie à Fribourg, Józef Wierusz-Kowalski, Ignacy Jan Paderewski et évidemment Jan Modzelewski, qui fut membre de la Commission de révision de l'encyclopédie.<sup>28</sup>

À cette étape des travaux, la chose la plus importante fut de se procurer les sources et documents importants et nécessaires à l'élaboration d'une encyclopédie. Le Musée de Rapperswil en conservait une partie. Un Russe (*sic* !), Nikolaj Rubakin qui

---

<sup>27</sup> *Ibidem*, pp. 15-17.

<sup>28</sup> Explications à propos de la *Petite Encyclopédie*, 11.8.1915, AAN, Akta Erazma Piltza 4, Mała Encyklopedia.

habitait Clarens, disposait d'une collection très riche et intéressante pour les Polonais. Les sources qu'ils trouvèrent en Suisse n'étaient pourtant pas suffisantes : la recherche de matériel en Pologne était inévitable. Ce manque de sources était probablement l'une des raisons pour lesquelles les Polonais de Suisse avaient essayé d'éditer l'encyclopédie en collaboration avec d'autres comités éditoriaux à l'étranger.

La première idée, très optimiste, de composer rapidement une œuvre polyglotte fut abandonnée. Au vu des difficultés concernant les sources, et des négociations interminables avec les autres rédactions, on pensa qu'il faudrait six mois pour achever l'œuvre et on révisa le rôle qu'on voulait lui donner : elle n'allait pas servir à négocier l'indépendance polonaise sur la scène diplomatique, mais revêtir un caractère plus historique : elle constituerait un témoignage de la présence et de l'activité polonaises en Suisse.<sup>29</sup> Ces changements poussèrent Piltz à prendre la décision radicale de diviser les travaux pour l'encyclopédie en deux. En août 1915, il proposa de préparer aussi vite que possible une sorte de manuel, comprenant les dates, faits et chiffres les plus importants, pour créer un ouvrage de données concernant la Pologne de l'époque. L'idée était bonne, d'autant plus que la rédaction fut suivie par une seule personne : Edward Woroniecki, qui, se basant sur les documents déjà sur place, élaborait des articles qui étaient corrigés ensuite par des spécialistes de chacun des sujets avant d'être imprimés. Le projet prévoyait la rédaction de 15 chapitres sur 120 pages, avec une carte de la Pologne en deuxième de couverture. Dans ce projet, *La Petite Encyclopédie* devait donner un aperçu historique présentant le pays, la population, la vie économique, le régime politique, l'instruction publique, la littérature, la musique, etc.<sup>30</sup>

Après encore plusieurs difficultés liées à la correction du texte assurée par l'éditeur Payot, l'œuvre fut terminée.<sup>31</sup> Cette première encyclopédie était prête en été 1916 et son impression achevée en octobre de la même année. Sa forme finale n'était pas celle prévue au début des travaux. *La Petite Encyclopédie* comptait presque 500 pages et était divisée en trois parties, dont les titres étaient : Statistique, histoire, vie politique ; Vie économique et sociale ; Vie intellectuelle. Chacune comptait entre six et

---

<sup>29</sup> Skowroński, Tadeusz, *op. cit.*, p. 235.

<sup>30</sup> Explications concernant l'édition de la *Petite Encyclopédie*, 11.8.1915, AAN, Akta Erazma Piltza 4, Mała Encyklopedia.

<sup>31</sup> Payot à Erazm Piltz, Lausanne, 26.7.1915 et 5.8.1915, AAN, Akta Erazma Piltza 4, Mała Encyklopedia.

neuf chapitres.<sup>32</sup> Le mois suivant l'impression, Piltz prépara des instructions concernant les destinataires de l'encyclopédie. Il s'agissait avant tout des ambassadeurs des pays de l'Entente à Londres, Petersburg, Rome et Paris, le président des États-Unis, le comte Cecil, Lloyd George et les premières ministres d'Espagne, du Portugal, de Suède, du Danemark, de la Norvège et de la Grèce. L'ouvrage étant publié en français et en terre francophone, un nombre considérable d'œuvres fut adressé à des politiciens français, dont on pensait qu'ils allaient être les plus présents et donc influents lors des négociations de paix attendues à Paris.<sup>33</sup> L'engagement minutieux de Piltz dans presque chaque détail concernant l'encyclopédie montre aussi combien il était persuadé qu'elle allait jouer un rôle positif et servir la cause polonaise.

Parallèlement au travail sur la petite encyclopédie, on poursuivait la rédaction de la grande. Sa commission scientifique trouva sa place non pas à Lausanne comme la petite, mais à Fribourg à cause de son « potentiel scientifique polonais » pour reprendre l'expression de l'époque. Prirent part aux travaux de cette commission : Józef Wierusz-Kowalski et Tadeusz Estreicher, déjà mentionnés, ainsi que le professeur de littérature Józef Kallenbach et les jeunes activistes Polonais Józef Puzyna, Andrzej Plater et bien évidemment Jan Modzelewski.<sup>34</sup>

Vu l'ampleur de l'œuvre, les travaux n'avançaient pas aussi vite qu'à Lausanne. Le tome premier, traitant du territoire, du peuple et de l'économie devait compter 57 articles à lui seul. Le système de travail différait aussi selon les auteurs. Très peu d'articles furent écrits directement en français. La plupart nécessitaient une traduction, après quoi on en vérifiait le style et les articles étaient finalement relus par les professeurs. Les travaux n'avançaient certes pas vite, mais la qualité de l'œuvre entière s'en trouvait améliorée de beaucoup.<sup>35</sup> Lorsque la petite encyclopédie fut distribuée, la grande parvenait à publier le premier cahier de son premier tome concernant la géographie, l'industrie minière et la population de la Pologne.

Les travaux sur cette grande encyclopédie ne furent pas menés à terme. La réussite de la petite avait certainement fait retomber l'enthousiasme. Il faut rappeler que sa présentation tomba au même moment que l'acte des deux empereurs. Les

---

<sup>32</sup> Florkowska-Frančić, Halina, *op. cit.*, pp. 24-25.

<sup>33</sup> Erazm Piltz à (?), Lausanne, 1.11.1916, AAN, Akta Erazma Piltza 4, Mała Encyklopedia.

<sup>34</sup> Explications concernant l'édition de la *Petite Encyclopédie*, 11.8.1915, AAN, Akta Erazma Piltza 4, Mała Encyklopedia.

<sup>35</sup> Florkowska-Frančić, Halina, *op. cit.*, p. 19.

informations sur la Pologne étaient recherchées. Les différents cahiers des *Publications encyclopédiques sur la Pologne. Encyclopédie Polonaise* fribourgeoises, parurent irrégulièrement jusqu'en 1921. Un changement de concept retarda également la publication. En 1918, on décida que la grande encyclopédie devrait être divisée en six volumes reconstruits différemment. En conséquence, les parties déjà imprimées avaient dû être réimprimées pour répondre aux nouveaux besoins éditoriaux.

Les travaux retrouvèrent un peu de leur élan en vue du Congrès de la paix à Paris. Un peu seulement, parce que les mêmes personnes qui façonnaient l'encyclopédie furent appelées à prendre part au travail de préparation des négociations parisiennes. En 1921, l'encyclopédie fribourgeoise changea de nom pour s'intituler : *Les Publications du Département national polonais en Amérique (Publikacje Wydziału Narodowego Polskiego w Ameryce)*. Il s'agissait d'une entreprise stratégique visant à flatter les Polonais américains qui fournissaient les capitaux nécessaires à sa publication dans le but de résoudre ainsi les problèmes financiers qui les embarrassaient. Ceci ne suffit toutefois pas à résoudre l'ensemble du problème.<sup>36</sup> De tous les membres du comité encyclopédique, Modzelewski fut le seul en Suisse à s'en occuper après la guerre. Les éditions encyclopédiques connaissaient de graves problèmes financiers que Modzelewski dut assumer également. Dans une lettre à Paderewski datant d'octobre 1923, il écrivait que 100'000 francs étaient nécessaires pour couvrir tous les frais engagés. Le problème était de taille. Modzelewski avait entendu que pendant la séance du Congrès des émigrés polonais à Cleveland en avril 1923, son président Jan Smulski avait décidé que 40'000 dollars seraient transmis sur le compte de l'encyclopédie. Plein d'espoir, Modzelewski décida de continuer l'impression des volumes encore manquants. La version française était presque achevée et l'anglaise bien avancée. Malheureusement d'autres informations beaucoup moins positives en provenance d'Amérique arrivèrent. La collecte des fonds rencontrait des difficultés. Il n'était pas sûr que la somme annoncée fût rassemblée.<sup>37</sup> Une autre lettre mentionne les menaces des créanciers dont Modzelewski voulait éviter à tout prix l'exécution. Dans un premier temps, il proposa de se contenter d'une somme de 20'000 francs, et d'attendre que le

---

<sup>36</sup> *Ibidem*, p. 27.

<sup>37</sup> Jan Modzelewski à Ignacy Jan Paderewski, Berne, 11.10.1923, AAN, Archiwum Ignacego Jana Paderewskiego, 1527.



reste lui parvienne six mois plus tard.<sup>38</sup> Même les lettres d'encouragement des ministres des affaires étrangères Marian Seyda et Maurycy Zamoyski ne libérèrent pas Modzelewski de ses soucis.<sup>39</sup> Le problème de l'encyclopédie se fit amer pour lui. En juin 1924, Modzelewski écrivait qu'il n'avait jamais tiré aucun profit ou mérite de l'encyclopédie, tant sur le plan financier que moral.<sup>40</sup> Les créanciers continuaient pourtant d'attendre. En décembre 1924, Modzelewski suppliait encore qu'on lui versât les 25'000 dollars promis, parce que les 15'000 premiers n'avaient permis de calmer les choses que pour quelques mois.<sup>41</sup> Finalement, quelques jours plus tard, la somme fut versée, véritable cadeau de Noël (il remerciait alors Paderewski pour les sommes reçues).<sup>42</sup>

### 3. Troisième action de Piltz : l'agence de presse

Le mentor de Modzelewski, Erazm Piltz, était conséquent et tenait fermement le cap de ses projets. Parallèlement à ses premières initiatives – l'encyclopédie ainsi que l'œuvre caritative d'aide aux victimes de la guerre –, il avait sondé l'opinion des Polonais en Suisse quant à la fondation d'une agence de communication qui travaillerait à la création d'un climat favorable à la cause polonaise pendant les négociations de paix. Piltz commença par consulter avant tout les membres des agences existantes.<sup>43</sup> Des voix critiques se firent entendre. Tout d'abord parce que l'agence de Piltz aurait pu être étiquetée de russophile à cause de ses collaborateurs et en conséquence, voir les portes des journaux allemands, autrichiens, hongrois et alémaniques se fermer. D'autre part, la trop grande indépendance dont faisaient preuve les Polonais quant à l'information aurait pu causer la colère du gouvernement russe, qui pouvait bloquer toute l'action par le biais de ses ambassades à Paris et à Londres. En voulant informer de manière neutre, il fallait dire que les territoires polonais étaient systématiquement saccagés par des troupes

---

<sup>38</sup> Jan Modzelewski à Ignacy Jan Paderewski, Berne, 29.2.1924, AAN, Archiwum Ignacego Jana Paderewskiego, 1527.

<sup>39</sup> Maurycy Zamoyski à Jan Modzelewski, Varsovie, 22.2.1924, et Marian Seyda à Jan Modzelewski, 21.02.1924, AAN, Archiwum Ignacego Jana Paderewskiego, 1527.

<sup>40</sup> Jan Modzelewski à Ignacy Jan Paderewski, Berne, 20.6.1924, AAN, Archiwum Ignacego Jana Paderewskiego, 1527.

<sup>41</sup> Jan Modzelewski à Ignacy Jan Paderewski, Berne, 19.12.1924, AAN, Archiwum Ignacego Jana Paderewskiego, 1527.

<sup>42</sup> Jan Modzelewski à Ignacy Jan Paderewski, Berne, 24.12.1924, AAN, Archiwum Ignacego Jana Paderewskiego, 1527.

<sup>43</sup> Florkowska-Frančić, Halina, *Między Łozanną, Fryburgiem i Vevey. Z dziejów polskich organizacji w Szwajcarii we latach 1914-1917*, Kraków, Zakład Wydawniczy Nomos, 1997, pp. 150-176.

allemandes, autrichiennes et russes. Évidemment. Mises à part ces questions diplomatiques, certains pensaient que l'agence d'information pouvait nuire à la rédaction de l'encyclopédie, arguant que l'action allait par la force des choses devenir politique et ne pourrait rester neutre.<sup>44</sup>

Après ces consultations, et malgré toutes les critiques et le manque constant de bases financières, Piltz ouvrit l'Agence centrale polonaise en septembre 1915. Dans son appel adressé à la presse française, anglaise et italienne, Piltz informait de la création de son agence, dont le but était de coordonner les actions de tous les bureaux de presse polonais à l'étranger et en Pologne et d'organiser une plateforme d'information systématique et multidirectionnelle. Toute l'action avait pour but principal la création d'une Pologne réunifiée pour éviter les luttes fratricides causées par l'appartenance d'un million de Polonais aux troupes de trois armées opposées. Piltz n'oubliait pas d'ajouter que son agence respecterait la neutralité helvétique, respect demandé par le gouvernement de leur pays d'accueil.<sup>45</sup>

L'Agence commença son activité. Elle préparait des bulletins qui étaient envoyés aux journaux anglais, français, italiens, suisses, hollandais et russes décrivant le quotidien sur les terres polonaises. On élaborait aussi des articles ou notices rédigés à l'attention de journaux particuliers comme la *Gazette de Lausanne* ou le *Journal de Genève*. On préparait et imprimait par ailleurs des matériaux à caractère documentaire dans une série intitulée *Informations et Documents* publiée en 14 volumes. Sur la base de cette action, un fonds de 200`000 notices de journaux polonais et étrangers fut créé.<sup>46</sup>

Malgré l'intention de neutralité tant affirmée, il était difficile d'unir les attentes et les multiples visions sous-tendant l'action parmi des Polonais issus de milieux politiques différents. En novembre 1915, l'agence établit un programme très succinct, qui donnait seulement l'impartialité de l'information comme objectif principal. La structure organisationnelle de l'Agence fut finalement constituée. Le professeur genevois Zygmunt Laskowski fut élu à sa tête comme président de Direction et du

---

<sup>44</sup> (?), à Erazm Piltz, Glion, 10.4.1915, AAN, Akta Erazma Piltza 2, Centralna Agencja Polska w Lozannie.

<sup>45</sup> Appel aux journaux français, anglais et italiens, AAN, Akta Erazma Piltza 2, Centralna Agencja Polska w Lozannie 1.

<sup>46</sup> Un bref aperçu de l'activité de l'Agence centrale polonaise à Lausanne, non daté, AAN, Centralna Agencja Polska w Lozannie 1.

Comité exécutif.<sup>47</sup> La fonction de vice-président fut confiée à Erazm Piltz, qui gardait le contrôle sur tout ce qui se passait dans l'agence. Parmi ses collaborateurs, on peut citer Marian Seyda, Jan Rozwadowski, Jan Perłowski et Jan Modzelewski qui avait pris le poste de secrétaire général de l'Agence.<sup>48</sup> Les milieux politiques se polarisaient alors. Presque au même moment, un Cercle politique secret constitué des personnes les plus proches de Piltz, fut créé. Il avait en effet besoin d'une plateforme de discussion purement politique, impossible au sein de l'Agence de presse.<sup>49</sup>

En 1916, l'Agence vécut une réorganisation et fut divisée en deux sections. La première était responsable de toutes les tâches administratives et techniques, la seconde était constituée du bureau des études politiques qui élaborait les articles.<sup>50</sup> Petit à petit, l'Agence commença à se situer politiquement du côté du Comité national polonais qui siégeait à Paris, pour devenir finalement son bureau de presse. Après la réorganisation suivante qui eut lieu en avril 1918, Marian Seyda prit la direction et Jan Rozwadowski et Jan Modzelewski occupèrent les postes de vice-présidents.<sup>51</sup> Seyda et Rozwadowski résidant la plupart du temps à Paris, c'est Jan Modzelewski, à cette époque également représentant du Comité national polonais à Paris en Suisse, qui commença à jouer le rôle principal au sein de l'Agence.<sup>52</sup>

L'école que constituèrent ces expériences au côté de Piltz eut ses avantages, parce que sa complexité fut source d'apprentissages multiples qui influença et nourrit en grande partie l'engagement futur de Modzelewski. Dans ces circonstances qui l'ont guidé à se consacrer à « la cause nationale », Modzelewski ne pouvait pas tomber mieux. Le vaste programme de Piltz, ainsi que ses contacts avec les plus importantes personnalités de la scène politique polonaise siégeant à Paris, préparèrent Jan Modzelewski et – ce qui fut plus important encore – lui ouvrirent les portes d'opportunités inespérées : le temps de l'action internationale et diplomatique polonaise qui commençait alors à faire ses premiers pas importants vers la reconstitution de l'État indépendant était venu.

---

<sup>47</sup> Zakrzewski, Tadeusz, « Zygmunt Laskowski », in : *Polski Słownik Biograficzny*, T. XVI, Wrocław, Warszawa, Kraków, Zakład Narodowy im. Ossolińskich, 1971, pp. 534-535.

<sup>48</sup> Erazm Piltz à (?), Lausanne, 17.11.1915, AAN, Centralna Agencja Polska w Lozannie 1.

<sup>49</sup> Florkowska-Frančić, Halina, *Między Lozanną...*, op. cit., p. 192.

<sup>50</sup> Un bref aperçu de l'activité de l'Agence centrale polonaise à Lausanne, non daté, AAN, Centralna Agencja Polska w Lozannie 1.

<sup>51</sup> Florkowska-Frančić, Halina, *Między Lozanną...*, op. cit., p. 213.

<sup>52</sup> Nomination de Jan Modzelewski comme représentant du Comité national polonais à Paris : voir le chapitre 10 de la thèse.



## **Ile PARTIE**

### **L'action diplomatique**



Depuis la nuit des temps et tout au long du XIX<sup>ème</sup> siècle surtout, les publicistes polonais qui analysaient les opportunités de regagner l'indépendance soulignaient qu'un désaccord survenant entre les trois pays auteurs des partages de la République des Deux Nations au XVIII<sup>ème</sup> siècle en représenterait la meilleure. La Première Guerre mondiale semblait donc être le terrain idéal pour entreprendre des actions efficaces permettant la reconstitution d'un État indépendant : en 1914, la Russie encore tsariste s'opposait à la Monarchie austro-hongroise alliée à l'Allemagne.

A ce moment crucial, les Polonais restèrent tout sauf passifs. Toute la classe militant activement pour l'indépendance se rendit compte qu'il s'agissait là du moment décisif et attendu depuis si longtemps. Des organisations furent rapidement créées dans le but d'animer et de défendre la cause polonaise dans le monde, à tel point qu'elles furent parfois lancées trop vite et en trop grand nombre. D'autant plus qu'elles défendaient chacune une option politique différente qui misait sur la victoire de l'État avec qui elle tentait de se rapprocher pour obtenir de lui l'indépendance, sans pour autant mener une réflexion sur les conséquences de ce choix en cas de défaite de cet État auquel elle s'alliait. Ces organisations ne disposaient ainsi d'aucune issue de secours. Toutes ces activités étaient caractérisées en partie par une forme de naïveté politique plutôt que par un calcul juste. Élément encore plus faible de ces entreprises multiples, les organisations, toutes polonaises, n'étaient pas capables de mener une quelconque action commune, ce qui affaiblissait la plupart du temps la cause polonaise au lieu de la soutenir. L'effort consacré à leur constitution permit tout de même de réfléchir à la construction de la base de l'action diplomatique, ou plutôt la base

philosophique diplomatique, qui énonça les premières idées en matière de politique étrangère polonaise. Dans ce sens, elles participèrent toutes à la création d'une vision de la politique diplomatique de la Pologne future, ce qui confère une certaine importance à leur apport.

Une fois encore dans ce travail, nous insistons sur l'influence de la grande Histoire sur le destin non seulement des individus mais aussi des pays et des sociétés. Il faut souligner que la volonté des Polonais de regagner leur indépendance rencontra de forts courants allant dans leur sens, sans lesquels ils n'auraient probablement rien obtenu, au vu du manque d'efficacité des actions qu'ils entreprirent. Si cette Pologne finit par ressusciter, c'est bien avec l'aide des circonstances et de tout le monde. À ce moment, nul du côté polonais ne savait d'ailleurs à quoi le nouvel État devait ressembler ou sur quels principes son fonctionnement devait se baser. Le problème principal des combattants pour l'indépendance était l'indépendance elle-même. Comment fallait-il organiser l'État après, alors que peu d'entre eux s'en occupait ? Ces mots d'un poète polonais, prononcés dans un autre contexte vingt ans plus tard, pourraient également dépeindre la situation dans laquelle les activistes allaient se retrouver en 1918 : « Vous vouliez la Pologne ? Et bien vous l'avez !... ».<sup>1</sup> La Pologne était comme tombée du ciel. Les Polonais finalement n'étaient pas prêts à la réalisation concrète de ce qui était resté une idée d'indépendance : lorsqu'elle devint réalité, elle les trouva surpris et finalement effrayés face à la tâche qu'elle représentait. Comme l'avait noté dans son cahier le futur diplomate Tadeusz Skowroński, dans la note de protestation contre l'acte des deux empereurs du 5 novembre 1916,<sup>2</sup> au moment où l'indépendance était déjà à portée de main, « le mot d'indépendance ne fut employé qu'une seule fois, maladroitement et encore dans un double sens... ».<sup>3</sup> Faut-il considérer qu'ils manquaient de préparation, de prévisions politiques et d'analyses tournées vers l'avenir ? Ou tout simplement d'hommes politiques courageux et d'envergure ? Il faut bien constater ici que le règne des occupants sur plus de cent ans avait finalement bien influencé les esprits des Polonais et s'exprimait dans cette incapacité à prendre efficacement en main leur destin à ce moment clé de leur histoire.

---

<sup>1</sup> Gałczyński, Konstanty Ildefons, « Skumbrie w tomacie », in : *Wybór poezji*, Wrocław, Warszawa, Kraków, Łódź, Zakład Narodowy im. Ossolińskich, 1982, pp. 105-106.

<sup>2</sup> Acte des deux Empereurs promettait la reconstruction de la Pologne des territoires conquis à la Russie avec l'aide des troupes armées polonaises. Plus de détails donne le chapitre 8.

<sup>3</sup> Skowroński, Tadeusz, *op. cit.*, p. 323.



Lorsqu'enfin, après bien des efforts en ces temps troublés, l'objectif de l'indépendance fut atteint, la construction des bases de l'organisation du nouvel État commença. Pour ce faire, on s'appuya sur des personnes s'étant certes engagées dans l'activité pro-étatique au sein d'organisations de toutes sortes issues également de l'émigration, mais en aucun cas liées à l'administration et à la gérance de l'État et de ses institutions. Ce sont les militants qui gardèrent le flambeau du nouvel État polonais pratiquement jusqu'à la prochaine chute qui surviendrait en 1939 et ce sont eux qui le façonnèrent. La situation n'était certainement pas idéale. Bon gré mal gré, ces premières idées quant à la vision de l'État furent adaptées à la pratique quotidienne. De bons exemples à suivre manquaient cruellement au quotidien, chose aggravée par le manque chronique de fonds financiers qui ne permettait pas d'atteindre les objectifs désirés. Plus encore, les visions de grandeur nourries par les idéalistes ne correspondaient la plupart du temps pas à la vraie vie politique qui allait devoir se façonner d'une manière plus humble et modérée pour fonctionner. Si la pratique leur faisait défaut, les idéaux étaient en effet extrêmement vivants et ancrés: tout au long de l'entre-deux-guerres, le passé noble du temps de la « République antique », avec son idéologie d'exclusivité et de puissance, avait repris d'autant plus de vigueur qu'il répondait à cent ans d'inexistence de l'État polonais, devenant une sorte d'âge d'or dans l'esprits de tous les Polonais – même ceux qui n'étaient pas d'origine noble. On verra combien ces traditions ont influencé la courte période de l'indépendance.

Au moment de ce succès inattendu pour les affaires polonaises, qui surprit également Jan Modzelewski, ce dernier était représentant de la République de Pologne auprès du gouvernement de la Confédération suisse et, en tant que tel, obligé d'appliquer les idées provenant de sa hiérarchie, en l'occurrence Varsovie. Cette courroie de transmission ne fonctionna pourtant pas si facilement. La réalité vécue par Modzelewski au quotidien était tout autre que celle de Varsovie. Nul ne connaissait les problèmes de gestion de l'État par Varsovie, alors que les quelques faux-pas de Modzelewski avaient des conséquences beaucoup plus visibles, parce que commis dans l'arène internationale, parmi des confrères diplomates peu habitués à la maladresse des nouveaux venus. Suivre ses premiers pas diplomatiques est une expérience très intéressante, parce que dans son cas, le temps d'apprentissage ne fut pas seulement court : il n'eut tout simplement pas de terrain d'entraînement. Il occupa en effet sans transition un poste à responsabilité et exposé aux regards critiques des professionnels

expérimentés qui l'entouraient, mais bénéficia du même coup de l'enseignement de ces mêmes professionnels. Comme nous le verrons, il ne manqua pas de commettre des erreurs.

Pourquoi donc fut-il choisi pour occuper le poste de ministre polonais en Suisse ? Était-ce pour sa noblesse de sang ? L'éducation qui découlait de ses origines était-elle considérée comme une garantie qu'il saurait mener la Légation avec savoir-vivre et savoir-faire, sans causer trop de problèmes et d'incidents diplomatiques au contact de ses confrères ? Ses activités dans les organisations de Piltz, très précieuses mais peu professionnelles, furent-elles un argument ? Ses 20 ans passés à l'étranger avaient bien entendu eu une influence sur Modzelewski, ce qui constituait sans doute un avantage accompagné toutefois du fait que ses visions divergeaient parfois de celles prônées par Varsovie. Et comment se fait-il qu'il occupa ce poste vingt ans durant qui virent pourtant des changements de directions importants dans la politique du gouvernement ? Restait-il tout au long de ses années un exécuteur solide et loyal des directives de ses dirigeants, ou sut-il au contraire arranger la réalité à sa manière pour continuer à gérer les affaires diplomatiques comme il l'entendait ?

Au cours de ces premières années de construction de la diplomatie polonaise s'inscrivit la signature d'un traité d'amitié entre la Pologne et la Turquie, signé à Lausanne en 1923 : ce traité est un exemple dévoilant de manière flagrante la vision de la diplomatie polonaise de la première période. Il revêt une valeur particulière pour différentes raisons : il fut la première grande action du gouvernement polonais et de Modzelewski réunis en Suisse et il révèle justement tous les problèmes d'ordre philosophique, politique et idéologique de la diplomatie polonaise présentés jusqu'ici. L'analyse du déroulement des négociations et du contexte politique permettra d'exposer et de montrer par le biais d'un exemple concret l'état d'esprit et les imaginations polonaises concernant l'action diplomatique et le rôle de la Pologne après la Première Guerre mondiale. Cette action issue de la pratique diplomatique clora le premier volet de l'action diplomatique de Modzelewski.

Cette étape tumultueuse et encore embrouillée terminée, Jan Modzelewski put se lancer dans le quotidien de son travail diplomatique, qui se déroulait de mieux en mieux à mesure que l'expérience s'étoffait. Ce quotidien, épreuve, parfois violente, de la confrontation avec la réalité, allait permettre d'ouvrir les yeux de Modzelewski et de ses

compatriotes quant à la réelle place de la Pologne dans la famille des États indépendants. À ce stade, nous analyserons de plus près les occupations quotidiennes de Modzelewski qui se firent de plus en plus précises et variées. Après la signature du traité d'amitié avec la Suisse en 1925, la position des relations diplomatiques, dont l'importance n'était capitale ni pour l'un ni pour l'autre pays, ne posait pas trop de difficultés. Modzelewski ne se reposa toutefois pas sur ses lauriers. Au contraire : cette relative tranquillité lui donna l'occasion de peaufiner et de contrôler de plus près les affaires commerciales, où il se montra compétent et efficace. Son passé d'entrepreneur au sein des entreprises fribourgeoises du début du siècle lui avait fourni l'expérience qui lui donnait l'opportunité de briller. Il put profiter là pleinement de son réseau de connaissances, construit au fil des années et qui lui serait encore utile pour d'autres actions également, notamment culturelles.

Les quelques rapports de Modzelewski ayant réchappés à la guerre nous permettront de présenter mieux ce quotidien et d'en découvrir un peu la tonalité ainsi que ses couleurs. Il sera intéressant de voir comment Jan opérait et comment il présentait les choses. Rappelons ici qu'à l'exception d'une courte période dans les années 20, ses supérieurs faisaient partie du camp politique adverse au sien. Et si nous pouvons constater que l'engagement de Modzelewski resta très neutre, diplomatique et loyal – ce qui lui valut probablement de rester à son poste pendant toutes ces années –, nous verrons également qu'il avait lui aussi mené sa « propre politique ». L'examen des rapports est en quelque sorte le témoin de ce jeu diplomatique dans lequel Modzelewski occupa une place délicate, entre deux mondes qu'il s'agissait de ménager pour avancer là où ses convictions le portait.

Modzelewski était manifestement investi d'une forte conscience de ses responsabilités et prenait son engagement très au sérieux, cherchant par tous les moyens à élever le niveau des relations polono-suisse. Les efforts qu'il déploya pour mobiliser et gagner à sa cause la communauté polonaise, relativement nombreuse en Suisse, en est encore un signe. L'envie d'améliorer le regard de la Suisse sur la Pologne sous-tendait toutes ces actions. Dans son train-train quotidien, Modzelewski s'efforça d'organiser et d'animer cette collectivité selon sa propre vision politique qui était notamment de rapprocher les deux nations. C'est probablement grâce à son ancrage dans la communauté polonaise du pays, remontant à ses années d'études déjà, que le ministre put réaliser ces idées.

Nous allons ainsi découvrir une activité foisonnante et fort diversifiée qui nous donnera un aperçu de ce que pouvait être le cahier des charges bien rempli d'un représentant du Gouvernement de la Pologne au long de vingt années de travail.

## Vers l'inconnu

### Chapitre 8.

#### **Les précurseurs : les premières organisations polonaises parentes de la diplomatie.**

En 1914, la chance de retrouver un État polonais indépendant se présenta : un conflit d'intérêts éclatait alors dans la politique étrangère des pays membres des partages de la première République des Deux Nations, soit l'Allemagne, l'Autriche et la Russie. Tout au long du XIX<sup>ème</sup> siècle, diverses alliances, ententes et autres traités avaient été contractés entre ces pays dans une quête de stabilité. Les divergences rencontrées avaient abouti aux alliances suivantes : dans un camp s'étaient trouvées l'Allemagne et l'Autriche, dans le camp opposé, la Russie alors unie à la France et à la Grande Bretagne.<sup>1</sup> Si, au cours du XIX<sup>ème</sup>, chacun des pays membres des partages avait agi dans l'esprit d'entraver le développement de la pensée polonaise moderne et la société moderne sur leurs territoires, ils avaient mis ceci en œuvre avec des méthodes, une administration et une philosophie différentes propres à leur culture. Ces cent ans d'assujettissement avaient laissé des traces décisives qui orientaient les choix des Polonais, imprégnaient leur mentalité et conceptions concernant la reconstruction d'un nouvel État polonais. Les Polonais, habitant des régions gouvernées selon des cultures, des réalités politiques et sociales différentes, furent influencés par un fonctionnement quotidien, des informations de presse qui modelèrent différemment leurs opinions sur la possibilité d'obtenir la liberté politique et sur l'ampleur de cette dernière. La présence étrangère modifiait aussi les opinions politiques des Polonais ; chaque partie de l'ancienne République des Deux Nations mit donc en place des méthodes de lutte et de résistance différentes contre le pouvoir étranger. De ses mouvements de lutte et de résistance naquirent dans les différentes régions des organisations polonaises qui prirent

---

<sup>1</sup> Cette question de l'indépendance de l'État était aussi de première importance non seulement pour les Polonais, mais pour d'autres nations : elle dominait l'atmosphère qui régnait à ce moment en Europe. Au début du XX<sup>ème</sup> siècle, l'idée des États-nation prenait de l'importance non seulement en Europe centrale et occidentale, mais aussi au Proche Orient avec le gouvernement turc. Au sujet des alliances internationales, nous nous référons à : Czubiński, Antoni, *Historia...*, *op. cit.* ; Davies, Norman, *Boże...*, *op. cit.* ; et surtout : Batowski, Henryk, *Między dwoma wojnami 1919-1939. Zarys historii dyplomatycznej*, Kraków, Wydawnictwo Literackie, 1988, 545 p., et Pobóg-Malinowski Władysław, *Najnowsza historia polityczna Polski. Okres 1864-1914*, Gdańsk, Graf, 1991, T. 1, 2, 663 p.

chacune une orientation représentant la réponse directe à la manière de procéder des pays occupant leur région. Ce chapitre présente toutes ces organisations, non pas dans le but de les suivre dans leur développement, mais de montrer les premières visions et idées concernant le nouvel État polonais, dont la renaissance était de plus en plus envisageable sur la scène internationale. L'importance de ces organisations réside aussi dans le fait que ces premières opinions et visions ayant vu le jour pendant la Première Guerre mondiale influencèrent la politique étrangère que la Pologne mena pendant toute la période de l'entre-deux-guerres.

Pendant le conflit armé, l'espoir d'indépendance avait pris des dimensions démesurées, alors que la question de la forme que prendrait le nouvel État restait encore indéfinie. Une telle situation avait conduit les Polonais à créer des organisations pour représenter et guider leurs efforts sur la scène internationale. Elles devaient être crédibles, d'une haute importance et devenir des membres à part entière dans les affaires internationales. Les trois institutions à avoir posé les jalons de la vision future de la politique étrangère polonaise et de sa diplomatie furent : le Comité général national (Naczelny Komitet Narodowy), le Conseil provisoire de l'État (Tymczasowa Rada Stanu), transformé plus tard en Conseil de régence (Rada Regencyjna) et le Comité national polonais (Komitet Narodowy Polski). Les relations qu'elles eurent entre elles eurent leur importance dans les développements à venir. Ce fut au sein de ces trois organisations que les futurs diplomates de la Pologne indépendante firent leurs premiers pas. Malgré leurs différences de conception sur la renaissance du futur État, sur son territoire et sur d'éventuelles alliances, chacune d'entre elles reconnut comme très importante la propagande de l'action indépendantiste polonaise dans les sociétés de l'Europe occidentale, seule action possible pendant la guerre.

## **I. Le Comité général national à Cracovie : allié fidèle de la monarchie des Habsbourg**

La première à voir le jour le jour fut l'organisation de la partie autrichienne de l'ancienne République des Deux Nations : le Comité général national. Ce Comité, après l'unification de toutes les organisations politiques et militaires du territoire sous le

gouvernement autrichien, fut créé le 16 août 1914 à Cracovie.<sup>2</sup> Cette création si rapide peut s'expliquer par le fait d'une relative autonomie politique régnant sous le gouvernement autrichien, chose que la Russie ou l'Allemagne rendaient plus difficile sur leurs territoires. Le Comité général national, qui représentait au départ une politique visant à davantage d'autonomie au sein même de l'union avec l'Autriche, commença avec le temps à être gagnée par l'idée politique polonaise et revêtit un caractère indépendantiste. Depuis sa création, le Comité avait fondé un organe qui joua un rôle important dans la guidance de son action étrangère : le Bureau de presse du Département militaire du Comité. Parmi les personnages actifs de ce Bureau, il faut mentionner surtout Stanisław Kot, futur professeur de l'Université cracovienne, alors organisateur très habile du premier réseau de bureaux à l'étranger. L'orientation du Comité fut fortement déterminée par la vision de Kot et perdura même après la suppression du Bureau et la reprise directe des auspices de l'action étrangère par le secrétaire général du Comité Michał Sokolnicki.

Le but primordial du Comité fut de propager une opinion positive concernant la reconstruction de l'État polonais en Europe occidentale, ce qu'il réalisa en utilisant l'influence de la presse et d'éminentes personnes des différents pays. Ayant formé ses premières structures organisationnelles, le Comité commença aussitôt à créer des postes étrangers permanents. Pressentant que la conférence de paix aurait lieu à Berlin, il planifia en premier lieu d'y envoyer le représentant du Comité. En plus de Berlin, les intentions étaient de créer des bureaux à Budapest, Constantinople et Londres, mais priorité fut donnée à la représentation du Comité en Suisse. Les membres de l'organisation étaient persuadés que le statut neutre du pays, situé au centre de l'Europe, faisait de lui un pays important dans la politique diplomatique européenne. La bonne réputation des Suisses et de leur presse laissait espérer un regard véridique sur la cause polonaise, non teinté des intérêts des puissances occupantes. La Suisse joua un rôle important dans les manœuvres des Cracoviens, ce que les deux visites du secrétaire général Michał Sokolnicki prouvent. En avril 1915, il rendit en effet visite à Stanisław Zieliński, bibliothécaire du Musée polonais à Rapperswil. La ville abritait le musée depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et attirait en quelque sorte naturellement les activistes politiques et indépendantistes polonais.<sup>3</sup> Zieliński était justement très actif depuis

---

<sup>2</sup> Srokowski, Konstanty, *Naczelny Komitet Narodowy. Zarys historii Naczelnego Komitetu Narodowego*, Kraków, 1923.

<sup>3</sup> Au sujet de l'importance du château de Rapperswil, voir le chapitre 16 du travail.

l'éclatement de la guerre : il représentait une organisation de moindre importance, le Conseil national de Galicie et était le chef de son Bureau de presse et d'information. Il fut plus tard emprisonné pour avoir violé la neutralité suisse en organisant des départs de volontaires polonais pour les Légions militaires qui étaient en train d'être formées. La peine ne fut pas trop sévère et Zieliński fut relaxé deux semaines plus tard ; la sentence du jugement l'acquitta d'ailleurs de toutes les accusations dont il faisait l'objet.<sup>4</sup> Le terrain était alors favorable et en juin 1915, le Comité général national ouvrit le Bureau central polonais de presse avec Karol Bader à sa tête.<sup>5</sup>

Le Comité gagna quelqu'un d'important à sa cause en la personne de Gabriel Narutowicz qui en devint membre. Celui-ci était l'un des plus intimes collaborateurs de Sokolnicki qui avait de son côté joué un rôle important dans l'activité du comité cracovien en Suisse. Narutowicz s'occupait des transferts de l'argent provenant de la forte communauté polonaise présente en Amérique du Nord et collecté par le Comité de la défense nationale.<sup>6</sup> Sa mission était double. À cause de sa position sociale et de la grande autorité dont il jouissait, Narutowicz avait dû réunir et consolider en une seule toutes les actions politiques polonaises en Suisse : il était non seulement membre du Comité national mais également du Conseil exécutif du Comité créé à Vevey. Cette organisation constituée pour aider les victimes de la guerre était en concurrence avec le Comité de Cracovie en raison de préférences politiques différentes ; Narutowicz réduisit dans ce domaine ses ambitions politiques pour assurer la cohérence des actions politiques polonaises en Suisse. Les partisans du Comité de Vevey représentaient l'option basée sur une alliance avec les Alliés et la Russie. Les différends entre les membres du Comité national et du Comité de Vevey, secondés par l'Agence centrale polonaise créée à Lausanne en septembre 1915, durèrent pendant toute la période de l'activité du Comité général national.<sup>7</sup> Les conflits étaient si ardents que pour neutraliser l'activité de l'Agence de Lausanne, le Comité de Cracovie avait décidé d'ouvrir une filiale à Genève. Władysław Baranowski fut nommé à sa tête. Malgré sa dépendance formelle à Rapperswil, Baranowski pouvait diriger son bureau avec une

---

<sup>4</sup> Zieliński, Stanisław, *Do Legionów Polskich w Szwajcarii i przez Szwajcarię (1914-1915)*, in : *Niepodległość*, T. V, 1931-1932.

<sup>5</sup> Florkowska-Frančić, Halina, « Od akcji propagandowej do dyplomatycznej. Zabiegi o uznanie przez Szwajcarię państwa polskiego w latach 1918-1919 », in : Ślusarek, Krzysztof (dir.), *Polska i Polacy w XIX-XX wieku*, Kraków, 2002, p.19.

<sup>6</sup> Kubiawski, Jerzy, Landau, Zbigniew, « Gabriel Narutowicz », in : *Polski Słownik Biograficzny*, T. XXII, Wrocław, Warszawa, Kraków, Gdańsk, Zakład Narodowy im. Ossolińskich, 1977, pp. 574-577.

<sup>7</sup> Florkowska-Frančić, Halina, *Między... op. cit.*, pp. 81ss.



grande liberté. Afin de gagner le soutien des Romands, il développa un discours politique adapté au contexte : si la Suisse alémanique était proche des pays centraux, la Suisse romande était quant à elle favorable aux pays de l'Entente. La conception du Comité de Cracovie de guider l'action polonaise en se basant sur l'appui des pays centraux se heurtait donc là à des difficultés. Le problème principal de Baranowski résidait en la manifestation du dualisme, du manque de consensus des Polonais eux-mêmes, concernant leur stratégie. Il informait quotidiennement la presse suisse des événements de la situation sur le territoire polonais durant la guerre, y compris de ceux peu favorables envers les Allemands. Il travailla pendant tout son mandat à gagner une réputation d'auteur objectif. Étant allié à l'option germanique, l'accès à la presse germanophone était plus facile à concrétiser pour le bureau de Rapperswil. Pendant les trois mois d'activité de la filiale genevoise, Baranowski parvint tout de même à toucher la presse suisse, mais aussi la presse française, qui profiteront de ses services à 145 reprises.<sup>8</sup>

Les jalons envoyés aux délégués de presse par le Comité de Cracovie, édités au début de février 1915 sous le titre : *La Circulaire No. 1 pour les délégués de presse à l'étranger* constitua une sorte de règlement qui témoigne de l'importance que le Comité accordait à un fonctionnement efficace des bureaux. D'après ce document, le but principal était la reconnaissance de l'unité nationale par les Polonais à l'étranger, malgré leurs différentes orientations politiques. La circulaire suggérait de nouer des contacts avec les personnalités polonaises importantes, indépendamment de leurs convictions politiques. La volonté d'unifier et de parvenir à une cohésion des aspirations indépendantistes était donc bien visible. La circulaire rappelait également que le délégué de presse n'avait pas de statut diplomatique et n'était pas autorisé à mener des pourparlers politiques, à signer des traités ou d'autres engagements quelconques sans avoir obtenu au préalable l'accord du Comité général.<sup>9</sup>

Après quelques mois de pratique, on apporta encore des corrections nécessaires au bon fonctionnement des postes de délégués de presse. Pour ce faire, une conférence des chefs des bureaux eut lieu le 28 mars 1915 à Fribourg. Les collaborateurs du Comité général des États-Unis, de Paris et de Rapperswil se déplacèrent. L'élargissement de la sphère d'activité des délégués en fut le fruit. À partir de cette conférence fribourgeoise,

---

<sup>8</sup> Sprawozdanie filii Agencji Rapperswilskiej, AP Kraków, Archiwum NKN, sygn. 54, k. 328.

<sup>9</sup> Instrukcja dla delegata NKN w sprawach prasowych, AP Kraków, Archiwum NKN, sygn. 17, k. 241.

les délégués devinrent responsables de la propagande en faveur de l'État polonais au sein de la communauté polonaise et de la société du pays en question. Il est utile de souligner que l'agence suisse occupait la position principale : c'est par elle que les décisions du Comité de Cracovie étaient communiquées aux autres délégations.<sup>10</sup>

L'évolution de la guerre et une certaine renaissance pour la cause polonaise qui était de plus en plus comprise comme un problème relevant de la politique internationale, encouragèrent les espoirs des Polonais et le Comité général de Cracovie à élargir son action à l'étranger. Son secrétaire général soutint la création d'un département étranger du Comité général, ainsi que la formation en Suisse d'un bureau de presse centralisé muni d'un personnel renforcé possédant de larges compétences. Berne fut choisie pour recevoir cette centrale parce qu'elle commençait à représenter le théâtre de l'activité diplomatique internationale et que l'on pensait maintenant que c'était Berne qui allait accueillir la future conférence de paix universelle. Le 1<sup>er</sup> novembre 1915, le bureau de presse fut ouvert sous le commandement de Bader, que l'on a déjà rencontré précédemment, qui se déplaça de Rapperswil. 3 mois plus tard, le 1<sup>er</sup> janvier 1916, la délégation genevoise avait déménagé aussi, même si elle garda une certaine autonomie par rapport à la centrale. Quelques mois plus tard seulement, le partage des compétences formelles et la rationalisation de l'organisation commença. Le secteur issu du département genevois maintenait les contacts avec la presse romande et celui provenant de Rapperswil se chargeait de la presse alémanique, mais aussi des représentations diplomatiques des Pays centraux et des autorités suisses.<sup>11</sup>

Que l'éminent Michał Rostworowski, professeur de l'Université Jagellonne de Cracovie, fût nommé au poste de responsable du bureau en avril 1916 démontre l'importance de Berne pour les dirigeants du comité et l'importance croissante de son rôle au niveau international. Suivant les directives de Cracovie, Rostworowski réorganisa le bureau et étoffa son personnel. L'importance croissante de l'activité internationale à Berne incita la centrale cracovienne à nommer un personnage à la hauteur en la personne du professeur, expert du droit international et des relations internationales connaissant à merveille les méandres de la diplomatie européenne, dont la présence même renforça encore ce pôle bernois. Il ne se limita pas à s'occuper des

---

<sup>10</sup> Memoriał Konferencji pracowników zagranicznych NKN i kierowników biur prasowych, AP Kraków, Archiwum NKN, sygn. 17, k. 169.

<sup>11</sup> Centralne Biuro Prasowe w Bernie, AP Kraków, Archiwum NKN, sygn. 54, k. 675.

relations publiques avec la presse : on constate que pendant son engagement, le Bureau de presse de Berne prit le caractère d'un poste quasi-diplomatique.<sup>12</sup>

Cette action des activistes cracoviens, bien réfléchie, bien organisée avec des ambitions plus larges utilisant la presse dans une optique diplomatique, courait cependant à l'échec, vu l'évolution des fronts et les défaites militaires des pays centraux qui constituaient alors leur soutien. En été 1916, il devint évident que la politique polonaise menée au côté de l'Autriche constituait un fiasco. Pour remédier à cette situation, on commença à libérer progressivement les bureaux étrangers de la dépendance à la centrale cracovienne ; ces bureaux étrangers plus à même de sentir l'évolution globale au niveau diplomatique devaient ainsi devenir dans un avenir proche la base de la politique étrangère polonaise. Sokolnicki avait déjà exprimé de telles conceptions en automne 1915, mais elles étaient alors restées lettre morte. La tentative de laisser les bureaux étrangers plus autonomes échoua. Le Comité général national cessa d'exister le 15 octobre 1917, ce qui ne simplifia pas la situation, loin d'être claire, des représentations du Comité à l'étranger qui perduraient encore. Il était nécessaire de trouver une solution pour faire fructifier le capital important que représentaient les agences de presse existantes en Bulgarie, au Danemark, en France, Hollande, Allemagne, aux États-Unis, en Suisse, Suède, Turquie et Hongrie.<sup>13</sup>

Depuis un temps considérable, le Comité général et ses bureaux de presse étaient en pourparlers avec une autre organisation qui avait pour ambition de jouer un rôle de modérateur des structures de l'administration polonaise future : le Conseil provisoire de l'État. Alors que le Comité général était en difficulté, ce dernier se proposait de reprendre l'activité des bureaux de presse étrangers. Deuxième organisation orientée sur les pays centraux, elle fut créée après l'acte des Empereurs allemand et autrichien, édité le 5 novembre 1916. Wilhelm II et François-Joseph se disaient prêts à soutenir la constitution de l'État polonais sur les territoires d'obédience russe de l'ancienne République des Deux Nations. En se basant sur ce document, deux généraux gouverneurs, un autrichien et un allemand, nommèrent à Varsovie le Conseil provisoire

---

<sup>12</sup> Rostworowski fut accepté au poste de délégué du Comité en Suisse en juillet 1916 déjà, et en juin 1918 le Conseil de régence l'avait accepté au poste de représentant à Berne, où il travailla jusqu'en novembre 1918 et où il établit de bonnes relations avec les diplomates des pays de l'Entente. Nahlik, Stanisław, « Michał Rostworowski », in : *Polski Słownik Biograficzny*, T. XXXII, Warszawa, Wrocław, Kraków, Gdańsk, Łódź, Zakład Narodowy im. Ossolińskich, 1988-1989, pp. 221-224.

<sup>13</sup> Sibora, Janusz, *Narodziny polskiej dyplomacji u progu niepodległości*, Warszawa, Wydawnictwo Sejmowe, 1998, p. 44.

de l'État, dont la tâche principale était de préparer l'administration du nouveau pays. De ce Conseil dépendait aussi le Département des Affaires politiques, responsable en particulier de l'assistance consulaire des Polonais, de l'information et de l'établissement des germes du futur ministère des affaires étrangères et de ses délégations à l'étranger.<sup>14</sup>

Cette idée de reprendre les bureaux de presse du Comité général rencontra une forte résonance parmi les politiciens de Varsovie. Les premières discussions en la matière, menées par le vice-directeur du Département des Affaires politiques du Conseil, Witold Kamieniecki, avaient commencé début octobre 1917 déjà. Provisoirement, les frais de gouvernance de certaines actions à l'ouest furent partagés, mais le Comité général était d'avis que les bureaux de presse ne devaient être légués qu'au moment où le futur gouvernement de Varsovie aurait tous les moyens techniques et financiers de les guider complètement. Pour l'heure, d'après le président du Comité général Władysław Leopold Jaworski, le Conseil provisoire n'était pas encore prêt à prendre toute la responsabilité de l'action étrangère. De plus, sa dépendance totale aux instances allemandes pouvait l'influencer, voire même détruire l'indépendance des agences de presse. La situation semblait sans issue. Le manque de directives quant à la politique à suivre à l'avenir avait des répercussions sur l'action actuelle. Cette affaire de soumission des bureaux du Comité général fut l'objet de consultations interminables pour la Commission exécutive du Comité cracovien. Le gouvernement autrichien s'opposait à la reprise des bureaux de presse par Varsovie, compliquant ainsi ce processus. Le Comité général n'était pas sans importance parce que les contacts entre le Comité et les agences avaient souvent lieu au travers de relations privées et ne résultaient pas forcément d'une hiérarchie formelle. Déplacer le centre décisionnel des bureaux de presse pouvait faire perdre de précieuses relations nouées à l'étranger. L'affaire resta en suspens jusqu'au début de 1918. Finalement, un accord fut signé le 11 février. Le Comité général avait légué, au 1<sup>er</sup> janvier 1918, tous les droits des représentations étrangères et bureaux de presse à Berne, Stockholm, Hague, Constantinople, Budapest et Berlin au Département d'État de Varsovie (ancien Département des affaires politiques). Les représentants de l'ancien Comité s'étaient tout de même engagés à continuer de faciliter les échanges d'informations et de contacts.<sup>15</sup>

---

<sup>14</sup> Czubiński, Antoni, *op. cit.*, p. 67.

<sup>15</sup> Sibora, Janusz, *op. cit.*, p. 147.

Les événements survenant sur les fronts, l'entrée en guerre des États-Unis, mais aussi les changements dans les Pays centraux eux-mêmes, permettaient de supposer que ces derniers seraient prêts à certaines concessions dans l'affaire polonaise. L'Allemagne se dit prête à construire la Pologne sur les territoires de partages russes en leur donnant une certaine autonomie par rapport à Berlin. Ceci ne constituait toutefois qu'une intention, prononcée sans même avoir consulté ses alliés et n'était accompagnée d'aucun acte concret. Cette proposition n'avait bien entendu aucune chance de se réaliser, vu l'opposition de l'Autriche, en possession de la seconde partie importante de l'ancien État polonais. L'Autriche avait de son côté ses propres plans, qui prévoyaient l'union de la future Pologne avec la maison royale des Habsbourg, union personnelle avec le monarque, mais aussi militaire, douanière et diplomatique. Cette option avait elle aussi peu de chances, à cause de l'opposition des Hongrois cette fois-ci, qui craignaient d'être supplantés dans l'empire austro-hongrois par la place dominante que pouvait gagner les Polonais au sein de la monarchie autrichienne.

La question de l'indépendance de la Pologne devint enfin « l'affaire polonaise », ce que démontrent les rapports envoyés de Vienne au Département politique de la Confédération suisse à Berne.<sup>16</sup> Des événements militaires exigeaient une prise de position très ferme et concrète de la part du Conseil provisoire de l'État.<sup>17</sup> Ils découlaient du refus du général Józef Piłsudski de s'engager militairement aux côtés des Pays centraux. Refusant de combattre auprès d'eux avec ses Légions, il commençait ainsi à mener sa propre politique indépendantiste. Cet épisode fut appelé la « crise du serment ». Le Conseil provisoire se trouva ainsi pris dans un dilemme dont il ne sortit pas indemne : ne pouvant prendre position pour Piłsudski sans perdre l'appui des Allemands, il ne prit aucune décision claire et perdit la confiance de la société polonaise. Le Conseil finit même par être dissout le 25 août 1917.<sup>18</sup>

Les pays centraux qui contrôlaient sans relâche la plupart des territoires polonais essayèrent encore de gagner l'opinion de la société polonaise. Les Allemands furent les instigateurs de l'acte de la constitution du Conseil de régence, organe suprême du Royaume de Pologne alors encore inexistant, qui fut signé le 12 septembre 1917. Son

---

<sup>16</sup> Le ministre suisse à Vienne, Ch. Bourcart au chef du Département politique Gustave Ador, Vienne, 7.11.1917, AFB, E 2300, Wien, Archiv Nr. 32.

<sup>17</sup> Jędrzejewicz, Wacław, *Kronika życia Józefa Piłsudskiego 1867-1935. Tom Pierwszy 1867-1920*, Londyn, Polska Fundacja Kulturalna, 1977, p. 362.

<sup>18</sup> Czubiński, Antoni, *op. cit.*, p. 68.

pouvoir se limitait aux tâches administratives sur les terres polonaises sous contrôle allemand. L'article 5 de l'acte lui refusait toute possibilité de mener sa propre politique étrangère. Cette affaire aurait dû être négociée à la fin du conflit armé. Pour donner quand même l'illusion de l'autonomie, Jan Kucharzewski fut nommé premier ministre le 26 novembre.<sup>19</sup> Un des seuls changements importants – probablement à cause du manque de prérogatives plus importantes – fut la réorganisation du Département des Affaires politiques de l'ancien Conseil provisoire de l'État, dont les compétences concernaient tant les affaires étrangères que la politique intérieure. À partir du 23 janvier 1918, cet organe prit le nom de Département de l'État et devint responsable uniquement de la politique étrangère. Il fut divisé en deux sections. La première, générale, s'occupait des affaires consulaires, des prisonniers de guerre, mais aussi de préparer les informations pour la future conférence de paix et d'organiser les analyses statistiques concernant les populations sur les territoires lituaniens, biélorusses et de Volhynie. La seconde section, quant à elle diplomatique, avait pour but de garder la relation avec les bureaux étrangers de l'ancien Comité général national.

Les événements en Europe centrale et orientale de toute la période du conflit armé font l'objet répété de commentaires de la part des pays occidentaux. On trouve par exemple des documents relatifs à cette situation aux archives fédérales à Berne. L'analyse de ces papiers révèle l'engagement des offices fédéraux qui sont dépositaires de bons renseignements au sujet des affaires des parties centrales et orientales de l'Europe. Dès que cela lui était possible, la Confédération demandait des informations actuelles. On en trouve des traces par exemple dans le rapport qu'Odier envoya le 19 janvier 1917 au chef du Département politique Hoffman : ce rapport présentait l'opinion du tsar qui déclarait que la création d'un État polonais indépendant, par l'unification des trois zones actuelles, n'était pas encore garantie.<sup>20</sup>

Durant la dernière phase de la guerre, les Polonais, y compris les représentants officiels des organisations liées aux pays centraux, cessèrent de miser sur leurs alliances avec les trois pays occupant l'ancienne République des Deux Nations et commencèrent des négociations secrètes au niveau international visant la reconnaissance de la Pologne comme État indépendant. Une visite en mars 1918 atteste ceci : Felix Calonder, chef du

---

<sup>19</sup> *Ibidem*, s. 68.

<sup>20</sup> Un rapport du ministre de Suisse à Petrograd, E. Odier, au chef du Département politique A. Hoffmann, Petrograd, 19.1.1917, AFB, E 2300 Petersburg, Archiv Nr. 3.

Département politique suisse, avait accueilli le comte Michał Rostworowski, déjà représentant du Conseil de régence et Edmond Privat,<sup>21</sup> ardent militant de la cause polonaise et rapporteur des territoires polonais en 1915.<sup>22</sup> Cette visite avait pour prétexte la déclaration germano-autrichienne de novembre 1916 déjà mentionnée et une autre, soviétique, de l'autonomie dans les décisions politiques des nations du Soviet des députés ouvriers et des délégués des soldats de Petrograd de mars 1917. Les deux actes avaient mentionné la possibilité d'accorder l'indépendance à la Pologne, chacun à des conditions différentes. Rostworowski pensait tout de même que ces déclarations permettaient de commencer les actions menant à la reconnaissance de l'État polonais par la Suisse. Néanmoins, l'évolution militaire sur les fronts ainsi que la situation politique polonaise ne permettaient pas au gouvernement suisse d'accepter les suggestions présentées. Les Suisses prenaient en considération l'opinion des Pays centraux, l'absence d'éléments concrets concernant entre autre le territoire, mais aussi l'opinion internationale, qu'ils savaient favorable à la reconstruction de l'État polonais. L'affaire embarrassait les Suisses, d'autant que le gouvernement avait récemment reconnu l'indépendance de la Finlande.<sup>23</sup> Pour que la décision concernant la Pologne soit prise, il faudrait attendre encore quelques mois.

Les commentaires des autorités suisses montrent bien la position du gouvernement helvétique dans l'affaire polonaise à cette étape de la guerre. La Suisse avait avant tout pour but de maintenir de bonnes relations avec les pays centraux. Elle décida donc de considérer la décision de la reconnaissance de Pologne comme une affaire interne à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie. Il lui était impensable de reconnaître un pays dont le fonctionnement dépendait totalement de la bonne volonté de l'Autriche et de l'Allemagne, d'autant plus que les frontières de cette future Pologne n'existaient pas. Tout en sachant que cette indépendance figurait dans le programme politique des pays de l'Entente, la position du gouvernement suisse fut dictée par la peur de la réaction des deux Empires centraux s'ils venaient à apprendre les contacts qu'il avait avec le Conseil de régence. L'attitude adoptée par le Département politique dans l'affaire de Rostworowski fut la suivante : elle remercia Rostworowski pour sa demande

---

<sup>21</sup> Śladkowski, Wiesław, « Edmund Privat i jego działalność na rzecz Polski we Francji i Szwajcarii podczas pierwszej wojny światowej », in : *Annales UMCS*, sec. F, vol. XXIII/XXIV, Lublin, 1971.

<sup>22</sup> Les dates mentionnées semblent incohérentes, mais il est possible que Rostworowski lui-même se présentât comme représentant du Conseil de régence, qui officiellement n'allait commencer son activité que le 12.9.1917.

<sup>23</sup> Le chef du Département politique Calonder au Ministre de Suisse à Vienne Ch. Bourcart, Berne, 19.3.1918, AFB, E 2300, Wien, Archiv Nr. 33.

auprès du gouvernement suisse, elle formulait le souhait que l'état polonais fût reconstitué le plus vite possible, et apportait son appui total à l'idée de l'indépendance. L'audience de Rostworowski, visiblement prématurée, déboucha tout de même sur la promesse de régler la situation des passeports de toutes les personnes provenant des territoires sous le contrôle du Conseil de Varsovie séjournant ou passant en Suisse.<sup>24</sup>

## **II. Le Conseil de régence : impuissant et éphémère**

Alors que le Comité général national basait son existence sur l'union formelle avec l'Autriche, le Conseil de régence collaborait quant à lui avec les représentants de l'État allemand, ce qui les conduisit logiquement à ouvrir une représentation à Berlin. Elle fut créée en mai 1918, indépendamment du bureau de presse hérité du Comité général subsistant toujours. Les tâches de la représentation du Conseil et du bureau de presse, dont les fins restaient avant tout d'ordre propagandiste, étant différentes, on préféra cette option qui distinguait les deux organes.<sup>25</sup>

Leurs premières activités consistèrent à assister des immigrés et réfugiés polonais dans plusieurs affaires. Tel était le but d'ailleurs de toutes les organisations polonaises créées pendant le conflit armé. Ces postes furent avant tout créés dans les capitales des pays centraux et de la Russie et partout où les foyers de Polonais étaient importants. Les gouvernements allemands et autrichiens ne firent pas obstacles à l'ouverture de ses bureaux, car ils correspondaient à leur propre volonté politique. La situation fut beaucoup plus compliquée en relation avec l'Empire russe. Les circonstances politiques n'y étaient tout d'abord pas favorables : la guerre civile régnait, la révolution montant de plus en plus. La représentation finit par exister grâce à une première impulsion lancée sur l'initiative de l'ambassadeur allemand à Moscou, Wilhelm Mirbach. Cette dernière permit au cas des Polonais exilés en lointaine Russie d'être pris en considération. Mirbach avait en effet présenté la proposition d'ouverture d'une représentation du Conseil en Russie, à cause de l'important problème que constituait la ré-émigration des Polonais des territoires russes vers leur terre d'origine. Au départ, les diplomates russes refusèrent la représentation du Conseil, n'acceptant

---

<sup>24</sup> Le chef du Département politique F. Calonder au Ministre de Suisse à Vienne Ch. Bourcart, Berne, 16.3.1918, AFB, E 2200, Wien, 9/1. La date du 4(17) mars figure sur ce document, alors que dans l'historiographie, on parle plutôt du 27 mars.

<sup>25</sup> Sibora, Janusz, *op. cit.*, p 142.



qu'elle fût constituée et fonctionnât sous les auspices allemands. Cependant, après un certain temps et toujours avec l'appui d'interventions allemandes, le Conseil parvint à fonder un réseau de consulats dont le but principal était l'appui et le transport de la population polonaise pour retourner au pays.

En été 1918, la situation militaire de l'Allemagne et de l'Autriche conduisit à des changements fondamentaux dans les relations bilatérales entre le Conseil de régence et ses partenaires à Vienne et à Berlin. Malgré la servitude officielle du Conseil, le directeur du Département d'État Janusz Radziwiłł essayait de profiter activement de cette situation.<sup>26</sup> Il avait entamé des pourparlers avec Michał Bobrzyński, alors ministre du gouvernement autrichien pour la Galicie, concernant la nécessité de préparer des analyses en vue de la future conférence de paix. Radziwiłł considérait inévitable que l'unification du Royaume de Pologne russe se fit avec la Galicie autrichienne et la Province de Poznań allemande, et ce toujours en accord avec les Pays centraux. Afin de donner de l'importance à toute l'activité polonaise à l'étranger, il travailla à l'obtention du statut diplomatique et des privilèges associés pour toutes représentations polonaises, en recherchant des appuis qui leur permettraient d'être traitées au niveau international comme des légations par excellence. Il s'agissait toutefois de postulats trop importants que les autorités allemandes n'étaient pas prêtes à accepter. Radziwiłł n'arrêta néanmoins pas ses activités et continua dans cette direction. La situation aux fronts, peu clémente pour les Allemands et les Autrichiens, influença le Conseil de régence qui ordonna à Radziwiłł de former un gouvernement de coalition susceptible d'être reconnu par le plus grand nombre de Polonais possible. Ces manœuvres allèrent trop loin et trop vite pour les autorités allemandes ; le Conseil poussa alors Radziwiłł à démissionner, ce qu'il fit le 23 octobre 1918. Le jour même, un nouveau premier ministre fut nommé. Le Département des Affaires politiques fut renommé et devint le Ministère des Affaires étrangères. Trois jours plus tard, le premier ministre des Affaires étrangères vit le jour en la personne de Stanisław Głąbiński, professeur de l'Université de Lwów et membre de la Démocratie nationale.<sup>27</sup> Dix jours de fonctionnement de ce nouvel organe n'avait

---

<sup>26</sup> Jaruzelski, Jerzy, « Janusz Radziwiłł », in: *Polski Słownik Biograficzny*, T. XXX, Wrocław, Warszawa, Kraków, Gdańsk, Łódź, Zakład Narodowy im. Ossolińskich, 1987, pp. 215-225.

<sup>27</sup> Il fut nommé ministre au sein du gouvernement de Józef Świerzyński le 23.10.1918. Łebkowski, Edward, « Stanisław Głąbiński », in: *Polski Słownik Biograficzny*, T. VIII, Wrocław, Kraków, Warszawa, Zakład Narodowy im. Ossolińskich, 1959-1960, pp. 102-105.

pas permis de réformer l'office, mais pour la première fois, un ministère et des postes responsables de la politique étrangère de l'état polonais étaient fondés.<sup>28</sup>

### **III. Le Comité national polonais : une réussite en vue**

La dernière organisation ayant œuvré à la recreation d'un État polonais, et dont l'influence sur la forme de la Pologne future fut probablement la plus grande, fut le Comité national polonais. Ses visions et options politiques totalement diffèrent des deux premières organisations. Alors que le Comité général et le Conseil provisoire et ensuite le Conseil de régence comptaient reconstruire la Pologne en se basant sur les Pays centraux, le Comité national se composait de gens qui pensaient trouver de l'aide auprès des Alliés. Leur manière d'agir fut également différente. Les deux premières organisations agissaient depuis les territoires polonais et commençaient déjà à y construire le squelette de l'administration polonaise. Le Comité quant à lui décida que sa première et plus importante mission devrait être une action diplomatique dont le but serait de présenter la cause polonaise sous un angle favorable pendant la conférence de paix. Sa tâche principale consistait à préparer et mener une action internationale, en Europe occidentale surtout, mais également en Russie. Ce Comité prit une place prépondérante dans la question de la politique internationale polonaise.

Le prétexte de création du Comité fut le décret du président de la France quant à l'organisation d'une armée polonaise le 4 juin 1917 sur territoire français, qui s'engagerait du côté des Alliés pour la suite du conflit.<sup>29</sup> Suite à ce document, un projet de nouvelle organisation politique fut proposé par le chef du Parti national démocrate Roman Dmowski, entouré de ses plus proches collaborateurs Marian Seyda et Maurycy Zamoyski et d'Erazm Piltz, représentant du Parti de la politique réaliste, favorable aux relations avec la Russie. Cette idée fut amplement discutée pendant la conférence de Lausanne qui eut lieu les 9 et 10 août 1917 et réunissait quelques activistes polonais. Le but ultime du Comité était d'obtenir des Alliés un engagement à son côté concernant l'avenir de la Pologne et des Polonais après la guerre. La reconstruction du pays sur

---

<sup>28</sup> Michowicz, Waldemar, « Organizacja polskiego aparatu dyplomatycznego w latach 1918-1939 », in : Łossowski, Piotr (dir.), *Historia dyplomacji polskiej*, T. IV, 1918-1939, Warszawa, Wydawnictwo Naukowe PWN, 1995, p. 6.

<sup>29</sup> Décret du Président de la République Française Raymond Poincaré du 4.6.1917, in : *Le Journal Officiel de la République française* du 5.6.1917, cité d'après : Dmowski, Roman, *Polityka polska i odbudowanie państwa*, T. 2, Warszawa, PAX, 1988, p. 27.

l'ensemble des territoires des trois partages, avec l'accès à la mer, devait constituer la réussite de leur entreprise. En plus, cette reconstitution devait devenir un des objectifs de la guerre. Il faut admettre que ce programme était hasardeux et difficile à réaliser si l'on prend en considération la complexité des problèmes et de la situation en Europe centrale et orientale. Il n'est donc pas surprenant que les attentes des membres du Comité ne fussent finalement pas comblées par les décisions que prendraient les Alliés.<sup>30</sup>

L'ordre du jour des pourparlers lausannois comportait encore d'autres aspects à définir. À part l'acceptation des plans français au sujet de l'armée, la situation internationale, la situation sur les fronts et l'organisation interne du Comité furent largement commentées. Finalement, à la fin des discussions, la ligne de Dmowski préconisant une collaboration étroite avec les Alliés, fut acceptée. Cette vision devait permettre d'éviter d'éventuelles négociations avec les Pays centraux et interdire la suprématie politique allemande sur la partie orientale de l'Europe. L'administration de l'armée ainsi que le soutien aux Polonais séjournant à l'étranger furent reconnues par l'action politique officielle dans les pays de la coalition comme leurs tâches les plus importantes. La reconnaissance du Comité comme seule représentation de la Pologne et des Polonais par les gouvernements alliés constituait également le but de Dmowski et de ses associés. On visait en fait à éliminer l'action politique du Conseil provisoire de l'État à Varsovie pour éviter une double représentation.

La création des structures organisationnelles du Comité constitua elle aussi un grand problème. Après les premières discussions, il fut décidé de construire une organisation centralisée dont le siège serait à Paris. Le début de l'activité du Comité fut officialisé le 15 août 1917. Le noyau central était composé de Dmowski avec 8 personnes de renfort dont Erazm Piltz, Jan Rozwadowski, Konstanty Skirmunt, représentant du Comité à Rome, et Ignacy Paderewski qui gérait les affaires du Comité aux États-Unis.<sup>31</sup>

C'est déjà lors de la première session du Comité à Paris du 22 août 1917 que Jan Modzelewski fut choisi comme agent politique du Comité en Suisse, sur une proposition de Piltz. Son rôle était de représenter le Comité sur le territoire helvétique,

---

<sup>30</sup> Wapiński, Roman, *Roman Dmowski*, Lublin, Wydawnictwo Lubelskie, 1989, p. 242.

<sup>31</sup> Sibora, Janusz, *op. cit.*, p. 177.

mais aussi de nouer des contacts avec les diplomates des autres pays y séjournant. Somme toute, l'idée était d'organiser dans quasiment tous les pays alliés des points d'appui et d'obtenir par ce biais la reconnaissance sur la scène internationale.<sup>32</sup>

Quelques jours après la constitution du Comité, une note à la Grande Bretagne, à la France, l'Italie et aux États-Unis fut rédigée, informant de la formation du Comité. Dans un texte additionnel, les signataires essayaient de convaincre les puissances des avantages que constituerait la création de l'État polonais. La réaction du gouvernement français fut la plus rapide. Grâce aux négociations menées par Piltz, la France informait le Comité le 20 septembre 1917 déjà qu'elle le reconnaissait comme représentation officielle des Polonais. Les Français avaient également autorisé l'installation du siège du Comité à Paris. À Londres, Dmowski lui-même faisait des efforts pour obtenir la reconnaissance du Comité, mais les Anglais, réticents, n'acceptèrent sa demande que le 15 octobre, sur recommandation de la diplomatie française. L'approbation italienne posa encore davantage de problèmes, mais ceci en raison de l'influence de la diplomatie russe. Les Italiens attendaient de voir comment la situation globale allait évoluer, jusqu'à la décision britannique qui les convainquit. Finalement, le 30 octobre, la note du Comité fut acceptée par le gouvernement italien.<sup>33</sup>

Pour des raisons évidentes, c'est entre le Comité et le gouvernement russe que la situation était la plus compliquée. Dans plusieurs de leurs interventions, les représentants du Comité ne cachèrent pas leur dépit envers les États à l'origine des partages de la première République. Cette aversion touchait aussi la Russie, malgré son appartenance au camp des Alliés. Par ailleurs, du côté russe, les initiatives prises par les Polonais en dehors du territoire de sa juridiction n'étaient pas acceptées avec

---

<sup>32</sup> Sibora donne cette date, mais dans les papiers privés de Jan Modzelewski en possession de Benoît de Diesbach de Bellerroche (enveloppe : « Nominacje »), une lettre du 1.12.1917 signée par Dmowski a été trouvée, dans laquelle était annoncée la décision du Comité national polonais du 26.11.1917 de nommer Modzelewski délégué pour les affaires du Comité à Berne. Andrzej Micewski confirme également le fait que Modzelewski n'était pas dès le début délégué à Berne, mais qu'au début le Comité en Suisse était représenté par Jan Rozwadowski (Micewski, Andrzej, *Roman Dmowski*, Warszawa, Verum, 1971, p. 240). Dmowski affirme la même chose (cf. Dmowski, Roman, *op. cit.*, p. 31). L'inventaire des archives du Comité national polonais aux Archives des actes nouveaux (AAN) à Varsovie résout cette question de la même manière. L'attestation professionnelle No 16, signée entre autres par Dmowski le 15.7.1919, donc après la dissolution du Comité, atteste que Modzelewski avait pris part au travail du Comité depuis le jour de sa création jusqu'à sa disparition, ce qui ne permet pas de juger de la fonction occupée par Modzelewski au départ.

<sup>33</sup> Dmowski, Roman, *op. cit.*, p. 32.

enthousiasme. Le gouvernement de la Russie impériale ainsi que le gouvernement provisoire contestaient non seulement le Comité, mais également sa composition.<sup>34</sup>

Néanmoins, les problèmes les plus importants vinrent du continent américain. Le gouvernement des États-Unis et son secrétaire d'État Robert Lansing avaient des projets inconciliables avec les initiatives du Comité. Il voulait créer une armée polonaise ainsi qu'un gouvernement sur le territoire américain grâce aux fonds américains. Le Comité siégeant à Paris perturbait les intentions de Lansing. Ces enjeux autour du comité polonais découlaient des calculs américains concernant le futur gouvernement russe. L'éclatement de la révolution en Russie avait anéanti tout le programme prévu par les Américains. Grâce à cela, le Comité de Paris fut finalement reconnu par Washington le 10 novembre 1917, et son représentant sur le sol américain, Ignacy Jan Paderewski, en fut informé le 1<sup>er</sup> décembre.<sup>35</sup>

Toutes ces reconnaissances faillirent rester lettre morte. À l'approche de la création du Comité, les Polonais n'avaient pas même été invités à l'une des conférences entre les Alliés, qui ne s'occupèrent d'ailleurs en rien de la réalisation de ses postulats. Passés les premiers moments d'enthousiasme, l'atmosphère au Comité fut telle qu'il s'en fallut de peu qu'il ne fût dissout. Le moment le plus décourageant fut celui des négociations de paix que l'Allemagne entama avec la Russie et avec l'Ukraine en décembre 1917 à Brest, sans prêter aucune attention à la question polonaise.<sup>36</sup>

La situation commença à changer selon les vœux du Comité dès le printemps 1918. Pendant la conférence des Alliés qui siégeaient à Londres en mars, les diplomates français avaient proposé l'édition d'une déclaration commune concernant la Pologne, ce que les Britanniques et les Italiens n'accueillirent pas avec beaucoup d'enthousiasme. Cependant, l'affaire semblait devenir importante, surtout en raison de la nécessité de regagner la confiance faiblissante de la société polonaise et, d'après les commentaires de Modzelewski, qui repensait à l'option autrichienne.<sup>37</sup> Heureusement, la situation militaire changea une fois encore la donne. Le fiasco de la conception britannique qui

---

<sup>34</sup> La plupart des membres du Comité avait déjà eu activement affaire aux Russes et à la Russie. À la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, Pilz avait été rédacteur du *Pays (Kraj)*, un journal favorable au gouvernement russe, et Dmowski avait été député en Russie pendant la période des Duma. Skirmunt avait même été présent lors de la cérémonie d'inauguration du monument à Catherine II à Wilno. Du point de vue russe, ils étaient des renégats.

<sup>35</sup> Dmowski, Roman, *op. cit.*, p. 32.

<sup>36</sup> Batowski, Henryk, *op. cit.*, p. 12.

<sup>37</sup> Sibora, Janusz, *op. cit.*, p. 191.

voulait signer une paix séparée avec l'Autriche-Hongrie fut à l'origine d'une meilleure compréhension des affaires en Europe centrale et du Comité national polonais en particulier. Elle porta ses fruits sous la forme d'une déclaration favorable concernant le problème polonais après la guerre. La conférence suivante du 3 juin 1918 à Versailles avait même arrêté une proclamation de construction d'un État polonais avec l'accès à la mer comme l'une des conditions de la paix.<sup>38</sup>

Il est fort probable que ces débats avec leurs multiples déclarations d'intention auraient duré encore longtemps, mais le processus fut accéléré par la peur face à un danger perçu comme très menaçant pour une Europe encore sous les feux de la guerre, peur de l'invasion bolchevique dont les politiciens parlaient sans cesse. L'état d'alerte avait gagné toute l'Europe et la contre-opération avait concrètement commencé. Le danger de la révolution se fit sentir aussi en Suisse. L'inquiétude concernait non seulement l'effervescence révolutionnaire à une échelle jamais observée sur l'ensemble du continent, mais aussi, et peut-être avant tout, une idéologie inconnue dont personne ne pouvait prévoir les résultats. Début 1919, Clémenceau discutait à Paris avec le président de la Confédération de la propagation de la révolution sur les territoires polonais, mais aussi en Autriche et en Italie et de la nécessité de l'inhiber. En Suisse, la tâche la plus importante du gouvernement consistait à assurer le plein emploi pour les travailleurs industriels<sup>39</sup>, car même en Suisse, le comportement ouvrier avait commencé à se radicaliser. Les élections au Grand Conseil municipal de Zurich attestent de cela. Le Département politique fit part de son inquiétude à ses délégations étrangères suite à l'élection d'activistes socialistes.<sup>40</sup> Il n'est pas étonnant que les gouvernements, le suisse inclus, cherchassent alors à tout prix un moyen de remédier à la situation. La guerre polono-bolchevique, menée par le général Piłsudski, attirait beaucoup l'attention. Quand les informations le permettaient, les dirigeants alliés analysaient les moyens, les aptitudes et l'état de l'armée polonaise. Ces informations étaient cependant restreintes. Les ennuis se multipliaient, parce que personne ne pouvait évaluer les capacités de l'armée et le potentiel d'un État dont même le territoire n'était pas encore déterminé. Toutes les opinions relevaient de la spéculation. Personne ne croyait pourtant en la capacité de l'armée polonaise d'arrêter les bolcheviques, ce qui renforçait les peurs. Les

---

<sup>38</sup> Dmowski, Roman, *op. cit.*, p 72,

<sup>39</sup> La conversation de Gustave Ador avec Georges Clemenceau à Paris, 21.1.1919, AFB, E 2001 (B), 1/83.

<sup>40</sup> Le rapport de la Division des Affaires étrangères aux légations de Suisse, Berne, 8.4.1919, AFB, E 2001 (D) C 1/1919.

politiciens et diplomates étaient convaincus de l'invincibilité de l'armée révolutionnaire et de sa capacité à parvenir jusqu'à la frontière allemande si elle le désirait. Le seul remède à un tel danger aurait été une paix polono-soviétique signée dans l'immédiat, pour éviter l'invasion de l'Allemagne où la fièvre révolutionnaire se faisait sentir.<sup>41</sup> Du moment que la paix n'était pas signée, le problème grandissait avec l'avancement de l'armée soviétique sur le territoire polonais. Analysant la situation, les arguments des diplomates relevaient que même en cas de défaite de l'armée polonaise, les bolcheviques ne parviendraient pas à s'intégrer dans un pays gouverné par de grands propriétaires. Le danger d'une telle intégration existait tout de même au sein des masses de paysans, favorables aux Russes, le gouvernement de ces derniers les ayant toujours épaulés contre les propriétaires.<sup>42</sup>

Avec l'affaire bolchevique devenue extrêmement aiguë, la problématique de la reconnaissance de la Pologne par les pays de l'Europe centrale se présentait sous un angle tout différent et maintenant favorable. Les discussions concernant de l'avenir du continent tout entier furent menées dans une atmosphère bouillonnante. Le rapport du professeur William Roppard évoque la naissance de la conception de Gustave Ador ; ce dernier la présenta pendant sa nouvelle visite à Paris, le 29 avril 1919. Pour protéger l'Europe de l'idéologie bolchevique, il proposait de constituer un barrage dont les éléments principaux seraient la Pologne et la Roumanie. De cette façon, un cordon serait construit de la mer Baltique jusqu'à la mer Noire. Clémenceau trouva cette vision intéressante et l'accepta dans son intégralité.<sup>43</sup>

Les motivations des dirigeants de l'Europe occidentale qui conduisirent à la construction non seulement de l'État polonais, mais aussi d'autres pays de la région après la Première Guerre mondiale, faisaient et font toujours l'objet de débats chez les historiens. À ce sujet, il est important de se rendre compte à quel point l'affaire de l'indépendance était discutée, combien les opinions divergeaient, et combien l'appui et le soutien des forces occidentales furent longtemps incertains. Pendant les dernières années de la guerre, plusieurs personnages influents au sein du monde diplomatique ne considéraient pas cette indépendance comme évidente. D'autant plus que cette

---

<sup>41</sup> L'opinion d'un officier allemand dans une note envoyée aux légations de Suisse par la Division des Affaires étrangères, Berne, 5.3.1920, AFB, E 2001 (D), c 1/1920-1923.

<sup>42</sup> Le ministre de Suisse à Vienne, Ch. Bourcart au chef du Département politique Guiseppa Motta, Vienne, 17.1.1920, AFB, E 2300, Wien, Archiv Nr. 35.

<sup>43</sup> Le rapport de William Roppard au chef du Département politique Felix Calonder, Paris, 29.4.1919, AFB, E 2001 (B), 1/82.

reconstitution ne semblait pas intéressante. Cette incertitude était partagée tant par les diplomates que par les Polonais, avec les personnes les plus intéressées parmi eux, futurs représentants du gouvernement de Pologne et des institutions culturelles comme Konstanty Skirmunt, appartenant à la sphère artistique proche de Paderewski. Il faut par exemple prendre en considération l'opinion de Gaston Carlin, ministre suisse à Londres, aujourd'hui choquante, mais qui n'était pas si isolée à l'époque. Son rapport écrit en juin 1919, à un moment où l'organisation de l'État polonais était bien avancée, fait montre d'un étonnement quant à l'avancement des processus de reconstruction d'états nationaux en Europe, particulièrement face au rattachement à l'État polonais des territoires gouvernés par les Allemands tout au long du XIX<sup>ème</sup> siècle : l'opinion était que les Polonais avaient pendant des siècles prouvé leur incapacité à gouverner leur première République.<sup>44</sup> L'opinion de Carlin reste une opinion parmi d'autres à partir de laquelle il ne faut pas tirer de conclusions trop générales. Il est évident que toutes les puissances européennes furent contre les changements en Europe pendant la première période de la guerre : elles étaient donc assez réticentes à l'idée de modifier fondamentalement la carte de l'Europe. La nouvelle radicalisation des positions perturba une grande partie des politiciens européens. Néanmoins, les relations internationales avaient donné la priorité à l'autodétermination des peuples. Le but principal de la Conférence de paix de Paris était l'organisation d'un nouvel ordre en Europe, et tel était aussi le sens des 14 points du président américain Woodrow Wilson.

Dans une telle configuration, l'importance du Comité de Paris augmentait constamment. Son directorat avait décidé de profiter de cette bonne conjoncture et de développer une action diplomatique encore plus étendue. Pour ce faire, Dmowski partit en août 1918 aux États-Unis.<sup>45</sup> Les affaires techniques et administratives furent développées et davantage employées. Les complications de la communication, le besoin d'infrastructure, de logement pour les collaborateurs du Comité et leur liberté de déplacement sur tout le territoire des Alliés, le transfert des documents et le financement de toute l'action occupaient les membres du Comité national à Paris. Il est certain que les plus grands mérites revinrent aux membres du Comité qui purent faire fructifier

---

<sup>44</sup> Gaston Carlin au chef du Département politique Felix Calonder, Londres, 20.6.1919, AFB, E 2300, London, Archiv No 13.

<sup>45</sup> Dmowski fut accueilli par le président Wilson à qui il remit le mémorial et la carte de la future Pologne future. Ceci est la version d'Andrzej Micewski (Micewski, Andrzej, *op. cit.*, p. 249). Pourtant, dans la version de Dmowski, le mémorial et la carte furent transmis seulement après la discussion avec le président, à la demande explicite de Wilson en octobre 1918 (Dmowski, Roman, *op. cit.*, p 87).



leurs contacts personnels. Pour donner un exemple, dans le milieu des diplomates français, Erazm Piltz occupait une position particulièrement privilégiée qui le mettait en première ligne dans les contacts diplomatiques avec les Français, les informations n'étant communiquées qu'ensuite à Dmowski, pourtant chef du Comité.<sup>46</sup>

Les problèmes majeurs du Comité furent liés à son financement. L'Agence centrale polonaise de Lausanne, le Comité national de Petrograd et le Département national de Chicago étaient de réguliers donateurs. Pourtant, cela ne suffisait pas à couvrir les besoins beaucoup plus importants et constants. D'où l'idée de contracter un crédit auprès des États-Unis que le futur gouvernement polonais rembourserait ensuite. Malgré les suggestions du secrétaire d'État, ce prêt ne fut pas accepté par le président. Une fois encore, les puissances européennes françaises et britanniques vinrent à la rescousse du Comité en lui accordant le crédit nécessaire. La première somme fut versée sur le compte du Comité en février 1918. Un plan de versements mensuels permit d'établir un budget qui, excepté les paiements courants, intégrait la gestion des bureaux étrangers, ce qui représentait des sommes considérables.<sup>47</sup> La plus grosse part fut consacrée à la mission du Comité à Washington (25'000 francs) et venant déjà en deuxième position sur la liste des dépenses, on trouve la représentation bernoise avec 3'500 francs, dont 1'500 pour le salaire de Modzelewski, auxquels venaient s'ajouter 500 francs de frais de représentation, et la rémunération de 1'500 francs pour le correspondant.

Au printemps 1918, les dirigeants avaient préparés le règlement interne du Comité. Les questions de corrélations entre les départements du Comité récemment créés, la distribution des sommes nécessaires au fonctionnement des unités ainsi que le contrôle financier y prenaient une place importante. D'autres points étaient dédiés à la description des devoirs du délégué. Le représentant de la mission était obligé de guider ses travaux en accord avec les principes de l'organe suprême et d'élaborer des rapports hebdomadaires à l'attention de ses supérieurs. Il semble que Modzelewski fit montre d'une grande compétence en la matière dès ses débuts au poste de représentant. Selon un communiqué de 1918 du Bureau de presse à Berne, le centre des partisans des pays

---

<sup>46</sup> Les premiers contacts de Piltz avec le gouvernement français datent de l'année 1915. Il est certain qu'il avait gagné la confiance des Français, car ceux-ci lui confièrent en mai 1916 une copie d'un document officiel important, « *La situation politique en Pologne* » écrit à l'attention mission française en Russie. Szklarska-Lohmannowa, Alina, « Erazm Piltz », *Polski...*, *op. cit.*, pp. 293-298.

<sup>47</sup> Dmowski, Roman, *op. cit.*, p. 37.

centraux, il exerçait certes son activité avec une diligence lui permettant d'être en bon terme dans toutes ses relations, mais qu'il en venait à ne plus défendre assez fermement les intérêts polonais, ce qui affaiblissait son autorité. Sa position souffrit aussi du côté des diplomates internationaux lorsque ces interlocuteurs se rendirent compte que Modzelewski n'avait pas de contact permanent avec le pays, ses informations lui venant de Paris, et n'étant donc pas vraiment actuelles.<sup>48</sup>

La politique menée par le Comité national polonais dépassait largement les objectifs d'une simple représentation des Polonais à l'étranger. Les débats se focalisaient de plus en plus sur l'idée de la reprise des fonctions du gouvernement réel et de telles démarches furent entamées auprès des gouvernements des Alliés. Encore une fois, les dirigeants français furent les plus rapides: ils reconnurent le Comité en tant que gouvernement polonais le 13 décembre 1918, lui reconnaissant par là le droit de mener la politique étrangère, de gérer la tutelle sur l'armée polonaise créée en France et de gérer les questions civiles concernant les Polonais à l'étranger.<sup>49</sup>

Dmowski et ses collègues n'attendaient plus que la Conférence de paix qui devait leur permettre d'organiser le plus vite possible un mode d'action débouchant sur la création concrète de l'État polonais. D'où l'importance cruciale de former un cercle d'experts, délégués à des commissions particulières pendant les négociations de paix pouvant représenter leurs intérêts. Dmowski ne voulait et ne pouvait pas intégrer des personnes peu fiables. Le critère élémentaire d'acceptation au Comité fut l'approbation sans réserve de son programme politique de la part de personnes responsables possédant de grandes qualifications personnelles. Au vu de telles exigences, le cercle des collaborateurs de Dmowski fut relativement restreint. Il manquait de personnel pour effectuer les tâches quotidiennes. Déjà au début du Comité, Modzelewski fut appelé à Paris pour une période de 3 semaines afin de remplacer Piltz au Bureau politique du Comité et aux travaux de la Mission militaire franco-polonaise.

Les politiciens polonais occupant une position de choix dans leurs contacts avec les gouvernements étrangers se rendaient toutefois compte que leur position vis-à-vis de la société polonaise était loin d'être aussi forte. Le Comité national de Paris, comme son nom l'indique bien, était actif à Paris et dans d'autres pays de l'Europe occidentale.

---

<sup>48</sup> Notatki polityczne, 29.3.1918, AAN, Sz wajcaria, Berno, Biuro Prasowe, B 23 883.

<sup>49</sup> Sibora Janusz, *op. cit.*, pp. 197-210.

Cependant, dans le même temps, les affaires prenaient leur propre essor en Pologne. Après la chute du Conseil de régence et la reprise du pouvoir par Józef Piłsudski, celui-ci commença à organiser l'administration du nouveau pays à sa propre guise.<sup>50</sup> Le Comité l'avait compris. Suivant leur ancienne philosophie qui partait du principe qu'il ne fallait pas révéler de discordes entre les Polonais eux-mêmes, le Comité jugea nécessaire d'entrer en contact avec ses compatriotes. De son côté, Piłsudski se rendait compte qu'il aurait lui aussi besoin de l'appui des grandes puissances, appui qu'il obtiendrait en se rapprochant du Comité. C'est ainsi que fut établi le contact entre le Comité et Piłsudski. Début 1919 à Paris, les négociations avec les délégués de Piłsudski au sujet de la formation d'un gouvernement de coalition avaient commencé. Après les accords entre les décideurs en Pologne et le Comité de Paris, le gouvernement d'Ignacy Jan Paderewski fut constitué.<sup>51</sup>

C'est donc ce pianiste mondialement connu qui reçut la lourde tâche de composer son gouvernement et de bâtir les bases d'un nouvel État polonais. Cette excellence dans le domaine artistique ne se transposa toutefois pas directement sur les affaires politiques : les domaines étaient trop éloignés l'un de l'autre. Les premières visions politiques polonaises se heurtèrent à la réalité européenne et ces confrontations éveillèrent les Polonais à la réalité du fonctionnement de la scène internationale. On se rendit compte avec difficulté que la communauté internationale ne faisait aucune faveur à ses nouveaux membres, ce qui se fit sentir dès les premiers jours et pendant longtemps encore.

---

<sup>50</sup> Pour une synthèse des événements sur les terres polonaises à cette période, voir : Davies, Norman, *Boże...*, *op. cit.*, pp. 475-493. Pour une biographie très précise de la vie de Piłsudski : Jędrzejewicz, Wacław, *op. cit.*, pp. 387 ss.

<sup>51</sup> Michowicz, Waldemar, « Organizacja... », in : Łossowski, Piotr (dir.), *Historia...*, *op. cit.*, p.10.

## Vers l'inconnu

### Chapitre 9.

#### **Les débuts de la diplomatie polonaise : Comment construire cette Pologne ?**

Les premiers temps de fonctionnement du nouvel État n'eurent rien de facile. Il est évident que la construction d'un État, partie de rien, ne peut pas se faire en quelques jours. C'est pourtant cela que l'on attendait, surtout sur la scène internationale. Cet état d'incertitude et la maladresse dont firent preuve les Polonais à diverses occasions causèrent d'ailleurs des inquiétudes chez leurs partenaires suisses qui les incitaient à régler leurs affaires selon les règles établies aussi vite que possible. Dans des lettres adressées par le Département politique, souci et manque de compréhension au sujet des activités des autorités polonaises transparaissent souvent. Il arrivait que certaines décisions fussent prises sans aucune consultation avec le partenaire. Ignacy Paderewski avait calmé cette situation en écrivant à Gustave Ador pour l'informer entre autres des fonctions qu'il occupait désormais. Il avait aussi émis le souhait que les relations polono-suisses fussent amicales.<sup>1</sup>

Cet exemple suisse montre que si le gouvernement polonais voulait faire partie de la communauté internationale à part entière, il avait intérêt à se mettre à niveau aussi vite que possible, d'autant plus qu'il se présentait comme un État important ayant depuis sa renaissance de hautes visions quant à son rôle dans la communauté des nations. Nous verrons ici tous les efforts que les ministres des Affaires étrangères déployèrent consécutivement pendant les 20 ans d'indépendance afin de gagner le respect qu'il pensait leur être dû et qui ne correspondait pas tout à fait à la place que lui réservait alors la communauté internationale. Ces efforts furent parfois couronnés de succès, mais manquèrent parfois également totalement leur but. Ils constituèrent un véritable pôle d'action de l'État qui créa des limites à respecter par tout le corps diplomatique polonais, y compris Modzelewski.

---

<sup>1</sup> Le président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères de Pologne Ignacy Jan Paderewski au Président de la Confédération suisse Gustave Ador, Varsovie, 25(?) 1.1919, AFB, E 2001 (B), 1/17.

La situation de départ était parfois assez floue en raison de différents éléments qui influençaient encore la situation internationale de la Pologne. La multitude de partis polonais actifs sur la scène politique polonaise eut dès le premier jour du fonctionnement du nouvel État son impact sur la politique étrangère. Cette dernière était guidée par les représentants du Conseil de régence, mais aussi par le premier ministre et ministre des Affaires étrangères de la Pologne indépendante Ignacy Daszyński, nommé avant encore que Paderewski n'entrât en fonction à ce poste. À l'Ouest, le Comité national polonais de Paris fonctionnait de son côté. Cette obscurité quant au futur pouvoir à Varsovie associée au manque d'expérience en matière de gouvernance du pays se ressentirent aussi au niveau de la politique étrangère et dans le fonctionnement des postes diplomatiques. Leurs représentants étaient obligés ou d'engager leur propre responsabilité dans leurs activités, ou de ne rien faire au vu du manque de moyens financiers. De son côté, Varsovie recevait en provenance des pays dans lesquels ils étaient accrédités des propositions, visions et réactions tellement diverses et multiples, qu'aucune n'était prise en compte faute de pouvoir démêler l'écheveau et gérer ces innombrables problèmes. En guise d'exemple de rapports que recevait Varsovie, on peut citer ceux que Modzelewski envoya pendant la guerre avec la Russie, dans lesquels il attirait l'attention sur la propagande anti-polonaise menée par les bureaux diplomatiques biélorusse, ukrainien et roumain placés en Suisse, mais d'après lui, financé par l'Allemagne.<sup>2</sup>

La question des frontières du nouvel État qui ne furent tracées définitivement qu'après le traité de Riga en 1921 constitua la difficulté majeure à ce stade.<sup>3</sup> Avec le recul, on peut dire maintenant que tout aurait pu se terminer par un fiasco à cause de la révolution bolchevique : populaire, elle était soutenue largement par les populations ouvrières en Europe occidentale, et ce malgré tous les arrangements et efforts du Conseil des ambassadeurs, les négociations après la Première Guerre mondiale et les plébiscites en Silésie et Poméranie. D'ailleurs, le but de la révolution bolchevique était de s'unir avec le noyau révolutionnaire présent sur les territoires allemands. Dans ce contexte, l'État polonais en tant qu'unité territoriale représentait non seulement un

---

<sup>2</sup> Łossowski, Piotr, *Dyplomacja polska 1918-1939*, Warszawa, Oficyna Wydawnicza Aspra-JR 2001, p. 28.

<sup>3</sup> Au sujet de la problématique des frontières polonaises après la guerre, voir : Czubiński, Antoni, *op. cit.*, pp. 87-107.

obstacle majeur, mais était considéré comme particulièrement inacceptable, son régime politique étant foncièrement opposé aux valeurs révolutionnaires.

Bien que les premières années de la Pologne fussent caractérisées par des conflits frontaliers avec tous ses voisins (la Roumanie exceptée), c'est surtout celui qui l'opposait à la Russie soviétique qui influença le plus fortement l'avenir des frontières du pays. Le nouveau corps diplomatique étranger à Varsovie qui cherchait à établir les contacts avec le nouveau pays vécut des moments d'angoisse en 1920, lorsque l'armée rouge s'approcha de la capitale polonaise. On risqua alors la perte de la ville et donc de l'État. On évacua alors le Ministère des Affaires étrangères polonais à Poznań. Quelques jours plus tôt, les diplomates étrangers avaient déjà commencé à quitter la capitale. Le nonce apostolique Achille Ratti et deux chargés d'affaires, un américain et un danois, furent les seuls à rester.<sup>4</sup> Heureusement, quelques semaines plus tard, la situation s'était stabilisée et les diplomates rentrèrent à Varsovie. Cette période fut difficile non seulement pour eux, mais également pour les fonctionnaires des ministères polonais. Pendant cette période mouvementée, les représentants polonais travaillant dans les capitales européennes souffrirent également de la situation. Malgré la distance, la tâche consistait à défendre la cause de l'État polonais sur le plan international. Avec la fin de cette guerre et la paix signée à Riga se termina le conflit le plus dangereux de tous sous la II<sup>ème</sup> République polonaise.<sup>5</sup>

En dehors des questions de territoire, du « où » gouverner pourrait-on dire, les problèmes provenaient également de l'administration, c'est-à-dire du « comment » gouverner. Il faut se rendre compte des difficultés que représentait l'unification des terres qui faisaient partie de trois différents systèmes politiques depuis plus de cent ans. Les conséquences de ce partage avaient été multiples. Il ne s'agissait pas uniquement de la question administrative. Il faut mentionner la différence de philosophies des gouvernements qui caractérisaient l'Empire russe, l'Empire austro-hongrois et l'Empire allemand. Aucune législation commune n'existait, l'organisation des offices n'était pas uniforme, les compétences et les bases juridiques régulant leur fonctionnement non plus. De plus, les affaires financières et un manque de budget pour financer les différents bureaux posaient de grandes difficultés, notamment pour établir des tâches

---

<sup>4</sup> Łossowski, Piotr, *op. cit.*, p. 245.

<sup>5</sup> Dans l'historiographie polonaise, la II<sup>ème</sup> République est celle de l'entre-deux-guerres, par opposition à la Première, appelée consciencieusement dans ce travail République des Deux Nations. Czubiński, Antoni, *op. cit.*, p. 97.

précises et les réaliser. La multitude de forces politiques ambitionnant d'accéder à des fonctions importantes compliquait aussi la situation. Toutes ces questions furent finalement prises en compte par les Suisses qui firent alors preuve de compréhension après cette première période de contacts peu fluides relatifs à la reconnaissance de la Pologne.

Le travail du Ministère des Affaires étrangères polonais de l'entre-deux-guerres peut être divisé en trois étapes. La première englobait la période de la naissance du pays, encore pendant la guerre, avec l'établissement des frontières et souvent un travail improvisé de la part des premiers fonctionnaires du service diplomatique. La seconde, pendant laquelle les organes du pouvoir suprême furent établis, fut caractérisée par le perfectionnement des formes de son activité, et, dans la réalité politique de l'époque, il fonctionna au sein de la démocratie parlementaire. La troisième période commence après le coup d'État de Józef Piłsudski. Le Ministère est alors déjà bien établi, après avoir réalisé plusieurs réformes organisationnelles et renforcé les formes de son activité.

Ces informations sont importantes pour comprendre la situation avec laquelle Modzelewski dut composer au fil de ces trois périodes, et pour comprendre ainsi véritablement les fonctions qu'il remplit pendant toute cette période de l'entre-deux-guerres, alors qu'il se trouvait obligé de suivre et d'accepter tous ces changements politiques, de personnel ainsi que de principes en matière de politique étrangère polonaise. Nous manquons toutefois cruellement de documents personnels, notices ou mémoires documentant la vie et l'activité diplomatique de Modzelewski. Son fonctionnement comme ministre pendant près de vingt ans représente un phénomène sans précédent et davantage de documents permettraient de mieux observer les changements de méthodes, de discerner la présence ou l'absence d'une idée maîtresse dans la politique diplomatique, qui se basait en général sur le respect des traités de paix signés après la Première Guerre.

### **I. Première étape : moments d'incertitudes**

Pendant la première période, alors que Modzelewski était encore délégué du Comité national polonais, la situation internationale ne fut pas clémente envers les Polonais. D'après les historiens, l'arrivée d'Ignacy Jan Paderewski permit de sortir de

l'isolement.<sup>6</sup> Le pianiste de renom mondial, élu au poste de premier ministre en janvier 1919, avait milité pour la reconnaissance de la Pologne grâce à ses propres contacts. Sa mission fut terminée en décembre de la même année déjà, mais Paderewski fut le délégué polonais auprès du Conseil des ambassadeurs et le représentant de Pologne à la Société des Nations jusqu'en 1921 encore.<sup>7</sup> Par la force des choses, les premières activités du nouvel État se caractérisaient à ce moment par la recherche de l'aide des Alliés. Ensuite, tous les efforts furent tendus vers une préparation de la cause polonaise pour la Conférence de paix à Paris. Les deux délégués polonais, Roman Dmowski et Ignacy Jan Paderewski, avaient recours à un groupe de spécialistes interdisciplinaires pour mieux défendre les intérêts de la Pologne. Paderewski fut l'auteur des analyses, des mémoires et études défendant le point de vue polonais. Pendant la Conférence, les tâches du ministère à Varsovie consistèrent également à faire bon accueil aux délégations des experts des pays de l'Entente. Cette période a encore vu le début de la conversion de plusieurs bureaux de presse des organisations mentionnées auparavant en postes diplomatiques du nouvel État.<sup>8</sup> En plus de celle de Berne, c'est en 1919 que les représentations furent créées à Prague, Budapest, Madrid, Belgrade, Rome, Vatican, Washington, Londres et Constantinople.<sup>9</sup>

La constitution du cadre diplomatique posait problème comme nous l'avons déjà esquissé. La Pologne, sans expérience en la matière, avait l'obligation de compléter un tel cadre, et pour ce faire de trouver les responsables capables de sélectionner les personnes adéquates. Un grand nombre de collaborateurs du ministère fut issu, comme Modzelewski, des membres de l'ancien Comité national de Paris. Toutefois, les seuls à posséder un certain savoir-faire diplomatique et de la pratique étaient les fonctionnaires de l'ancienne monarchie autrichienne. Actifs non seulement dans les services diplomatiques, c'est eux qui apportèrent au ministère l'expérience et la sagesse acquises pendant leur travail à Vienne.

Si ce quotidien était bien assuré par les fonctionnaires de la partie autrichienne de la Pologne, le fait que le ministre fût nommé pour son impact politique, et non ses

---

<sup>6</sup> Łossowski, Piotr, *op. cit.*, pp. 20-21.

<sup>7</sup> Paderewski, Ignacy Jan, *Pamiętniki*, Kraków, Polskie Wydawnictwo Muzyczne, 1982, 473 p.

<sup>8</sup> La reprise des fonctions officielles des postes organisés par des organisations indépendantistes dans d'autres pays eut lieu de la même manière qu'à Berne. Les délégations du Comité de Paris furent reprises par le gouvernement polonais à Paris, Rome, Washington et Londres. Michowicz, Waldemar, «Organizacja... » in : Łossowski, Piotr (dir.), *Historia..., op. cit.*, p. 10.

<sup>9</sup> Wysocki, Alfred, *Tajemnice dyplomatycznego sejfu*, Warszawa, Książka i Wiedza, 1974, 803 p.



compétences, fut source des principaux problèmes. L'incompétence ne fut pas seule en cause : les fréquents changements qui eurent lieu sur la scène politique ne facilitèrent pas non plus la stabilisation des principes de la politique étrangère, malgré une volonté bien présente d'y parvenir. Fin 1919, Paderewski fut remplacé par Stanisław Patek. Sept mois plus tard, le poste de ministre fut repris par Eustachy Sapieha, qui laissa sa place un an plus tard pour être remplacé par Jan Dąbski. Il ne s'agit pas de critiquer les ministres consécutifs, mais de relever combien ces changements multiples en seulement trois ans d'activité, au milieu d'une situation internationale toujours délicate, et le manque de bonnes habitudes de fonctionnement, compliquaient la direction de la politique étrangère.<sup>10</sup>

Malgré tous les obstacles politiques, tout le monde cherchait et s'employait à améliorer les procédures. Le ministère palliait au manque d'expérience en organisant de multiples séances et des consultations. Les procès-verbaux de ces réunions furent envoyés à tous les postes diplomatiques. Pour acquérir de bonnes méthodes de travail, le ministère profitait des meilleurs rapports provenant des légations, qui servaient ensuite d'exemples pour les autres. Dès 1920 déjà, des revues politiques hebdomadaires qui présentaient de manière approfondie les situations politiques des différents pays ainsi que leurs relations avec la Pologne furent éditées.<sup>11</sup>

## **II. Deuxième étape : la démocratie polonaise source d'ennuis**

L'étape suivante de l'activité du Ministère polonais et de ses représentants s'étend de 1921 à 1926. Dans les affaires internationales, il continua à développer ses contacts avec les pays étrangers et à perfectionner ses méthodes de travail diplomatique. Le système de la démocratie parlementaire qui occasionnait de multiples changements de gouvernements continuait de représenter une difficulté sensible. Pendant ces cinq années, la Pologne connut huit ministres responsables des relations étrangères. Les méthodes s'améliorèrent tout de même et ce essentiellement grâce aux efforts des trois premiers ministres de cette période. Tout d'abord, Konstanty Skirmunt, qui n'occupa ce poste qu'une année, de juin 1921 à juin 1922, est considéré comme l'un des meilleurs

---

<sup>10</sup> Szczepanik, Krzysztof, *Dyplomacja Polski 1918-2000. Struktury organizacyjne*, Warszawa, Askon, 2000, p. 201.

<sup>11</sup> Łossowski, Piotr, *op. cit.*, p. 27.

diplomates de la II<sup>ème</sup> République. Son activité avait commencé dans l'administration impériale russe déjà, pour passer ensuite le Comité national polonais dont il fut le représentant à Rome. Très ponctuel, il avait renforcé le travail entre la centrale et les légations qui pouvaient se baser sur la clarté de ses instructions, qui devinrent et resteraient le fondement de leurs travaux.<sup>12</sup> La place honorifique au sein du catalogue des ministres fut reprise par Gabriel Narutowicz. Il n'était pas diplomate de métier, comme son prédécesseur, mais sa position dans le monde scientifique, ses relations étendues associées à la maîtrise de neuf langues étrangères lui permirent de faire accepter ses propositions.<sup>13</sup> Après son assassinat, ses fonctions furent confiées à Aleksander Skrzyński qui, selon ses collaborateurs, fut un diplomate non seulement compétent parce que formé, mais passionné et disposant d'un grand savoir-faire pratique. Comme Skirmunt, il prit ses fonctions après une longue expérience dans les services de la monarchie austro-hongroise et en tant que ministre à Bucarest en Roumanie. Il fut très apprécié comme sous-secrétaire d'État pour ses capacités organisationnelles inégalées.

La politique de ces trois premiers ministres s'appuya sur la conviction qu'il était nécessaire de remplir tous les accords des traités et des alliances signés avec des tiers. C'est justement dans les années 1921-1923 que, grâce aux efforts des ministres et des représentations à l'étranger, la Pologne signa les conventions commerciales avec la France, le concordat avec le Vatican, améliora ses relations avec le Tchécoslovaquie, que la collaboration avec la Roumanie devint plus étroite encore, que la Pologne multiplia les offres envers la Grande-Bretagne et essaya de normaliser les relations avec la Russie soviétique.

La gestion de Marian Seyda nommé ministre en 1923 par le parti de droite la Démocratie nationale causa quelques perturbations dans le travail du ministère. En plus des erreurs diplomatiques causées par une vision démesurée quant à la position de la Pologne et modifiant le cap lancé par ses prédécesseurs, il organisa une sorte de nettoyage dans son département. Pendant ses six mois de travail, il licencia des collaborateurs expérimentés, remplacés par des collègues du même parti politique. Après cette période, la plupart des gens récupérèrent leurs postes perdus, mais la

---

<sup>12</sup> Nowak-Kielbikowa, Maria, *Konstanty Skirmunt. Polityk i dyplomata*, Warszawa, Neriton, 1998, p. 93 ss.; voir aussi ses mémoires: Skirmunt, Konstanty, *Moje wspomnienia 1866-1945*, Rzeszów, Wydawnictwo Wyższej Szkoły Pedagogicznej, 1997, 244 p.

<sup>13</sup> Kubiawski, Jerzy, Landau, Zbigniew, « Gabriel Narutowicz », in : *Polski..., op. cit.*, pp. 574-577.

perturbation se fit encore sentir : après Seyda, le poste de ministre fut confié pour deux mois à Roman Dmowski qui n'améliora pas le fonctionnement de son département et ne le stabilisa pas non plus.<sup>14</sup> En ce qui concerne le poste de ministre en Suisse, le ministère n'était intervenu qu'une seule fois, en 1923, en donnant à Modzelewski le titre d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire II<sup>ème</sup> classe. Cette nomination n'avait d'impact qu'en terme de prestige : elle honorait Modzelewski lui-même, en raison de ses anciens contacts politiques, sans qu'il n'eût d'influence sur les relations polono-suisse.<sup>15</sup>

Maurycy Zamoyski, nommé en janvier 1924, assura la continuation de la politique des premiers ministres du début de cette période. Ce diplomate expérimenté, qui avait été malgré son appartenance à la Démocratie nationale quatre ans durant ministre à Paris, la plus importante légation de l'époque, s'écarta complètement de la ligne de ses camarades de parti. Il mit à nouveau l'accent sur une conduite politique qui devait se baser sur les traités internationaux, et sur la collaboration avec les alliés déjà acquis. Il eut aussi une influence positive sur la forme et le style des notes et documents diplomatiques qui s'améliorèrent. Malheureusement, la mauvaise presse et les attaques de la gauche parlementaire avaient rendu la mission du ministre impossible. Aleksander Skrzyński, qui verra la fin de la deuxième période marquée par le coup d'État de Piłsudski en mai 1926, revint alors au poste de responsable de la politique étrangère.<sup>16</sup>

Indépendamment du quotidien du Ministère, la situation financière de toute l'administration du nouveau pays était sa plus grande préoccupation. L'État polonais se reconstruisait après plus de cent ans d'inexistence, unifiait trois parties différentes sur le plan politique et économique et qui avaient été pendant quatre ans le terrain de la guerre avec le front de l'est, et avait souffert de la présence des armées et de toutes les conséquences en découlant. Les difficultés financières des premières années perduraient toujours après la reconstitution. Le budget était alors établi de mois en mois. Une fois le budget central défini, les sommes restant pour la politique étrangère étaient très restreintes. Les années suivantes ne connurent pas d'amélioration à ce niveau, d'autant plus que le pays fut gangrené par une inflation accrue et que les salaires des diplomates

---

<sup>14</sup> Łossowski, Piotr, *op. cit.*, pp. 72-73.

<sup>15</sup> Ministère des Affaires étrangères, sign. Marian Seyda, Varsovie, 10.08.1923, Papiers privés de Jan Modzelewski, enveloppe « Nominacje », en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

<sup>16</sup> Materski, Wojciech, « Dyplomacja RP wobec problemu bezpieczeństwa państwa (maj 1923-maj 1926) », in : Łossowski, Piotr (dir.), *Historia... op. cit.*, p. 251.

avaient en conséquence considérablement diminués. Ce n'est qu'à partir de la réforme monétaire de 1924 que la situation s'arrangea, mais les restrictions budgétaires furent tout de même maintenues. La Commission d'épargne, qui proposait parfois des solutions pour réduire les coûts, mais sans prendre en considération les besoins réels de la politique étrangère, était chargée de contrôler qu'elles fussent respectées. Elle avait par exemple proposé la liquidation des postes à Oslo et Lisbonne en transmettant respectivement leurs compétences aux représentations de Stockholm et de Madrid. Après le refus catégorique du ministère qui trouvait ce point de vue et les conséquences politiques d'une telle décision inacceptables, la Commission trouva tout de même un compromis en nommant dans les capitales norvégienne et portugaise des chargés d'affaires au lieu de ministres plénipotentiaires, évidemment moins bien rémunérés. On recherchait de l'argent partout. Cette politique de restrictions avait bien sûr une influence sur le fonctionnement des représentations à l'étranger. Les conditions des légations peuvent laisser perplexes. Le nombre de collaborateurs était réduit. La Légation à Athènes avait par exemple deux collaborateurs, et à Tallin, il y avait un chargé d'affaires, seul employé de la Légation ! On en compte un peu plus dans les représentations importantes du point de vue de la politique polonaise. À Berlin, le personnel était constitué de 7 personnes, de 13 à Moscou et de 11 à Paris. Quel que fût le poids des légations, la composition des représentations reste modeste en comparaison avec les légations étrangères en Pologne. L'Ambassade américaine y comptait 70 personnes en 1939, la Grande Bretagne avait posté 10 personnes en 1923 et même 14 en 1939. La France fut représentée par 7 personnes en 1923 et 12 en 1939.<sup>17</sup>

### **III. Troisième étape : la dignité avant tout**

La troisième période est marquée par une perturbation initiale : le travail des postes polonais à l'étranger fut surpris par les événements de mai 1926 et la reprise du pouvoir par le maréchal Piłsudski, déçu par la politique menée jusque là.<sup>18</sup> Il est difficile d'analyser les résultats de ce coup d'État pour la position de la Pologne sur la scène internationale, mais, heureusement pour la centrale et ses représentations à l'étranger, August Zaleski fut nommé à la tête du ministère, d'abord comme responsable puis

---

<sup>17</sup> Łossowski, Piotr, *op. cit.*, p. 205.

<sup>18</sup> Garlicki, Andrzej, *Przewrót majowy*, Warszawa, Czytelnik, 1987, 406 p.

comme ministre, assez vite après le renversement, et il assurera ces fonctions pendant six ans.<sup>19</sup> Zaleski et sa façon de gérer les responsabilités marqua un tournant dans la vision du poste de ministre en Pologne. Enfin, la continuité permit la réalisation des objectifs poursuivis, ce que facilita la stabilisation du marché économique. Le secret de la réussite de Zaleski reposa sur son travail quotidien, solide et scrupuleux. Zaleski avait de plus bien cerné et défini les besoins et possibilités de la politique internationale polonaise. Souvent, il participait aux réunions des chefs de départements pour analyser la situation politique actuelle. Le ministère n'était plus le récepteur passif des informations provenant des légations. Zaleski, en contactant les ministres, présentait son propre point de vue sur la région en question, définissait ensuite les tâches à effectuer. Souvent il n'agissait pas en considérant uniquement les affaires d'un seul pays, mais selon une vision englobant des entités plus larges régies par une même réalité politique. Il joua un rôle particulièrement important au travers de ses instructions concernant la péninsule balkanique. D'autre part, les légations gagnèrent en autonomie, n'étant plus réduites au seul rôle de transmetteur passif d'informations. Par ailleurs, pour mieux préparer le service diplomatique aux tâches à remplir, un bulletin fut édité à Varsovie et envoyé à tous les postes informant des événements essentiels survenus dans le monde. Il était structuré en 6 parties dont les sujets pouvaient par exemple être : les grandes puissances, l'Allemagne ou l'Europe occidentale.

Zaleski sut par ailleurs mettre l'accent sur un second domaine d'activité important qui fit prendre une nouvelle direction au ministère. L'activité n'était plus consacrée uniquement à la politique : les affaires économiques avaient pris une place d'importance dans les occupations des ambassades et légations. Le ministre lui-même soulignait souvent la nécessité de rechercher de nouveaux marchés auxquels les produits polonais pourraient accéder. Afin de mieux organiser les affaires commerciales, le Congrès des conseillers commerciaux fut organisé à Varsovie le 15 février 1929. Les directives élaborées sur la base des débats définissaient les compétences requises et les méthodes à employer concernant le travail de conseiller commercial.

Les ministres eurent également une activité liée à des interventions particulières, telles que la tutelle des populations d'origine polonaise et aide à l'accès aux livres, aux

---

<sup>19</sup> Wandycz, Piotr, *Z Piłsudskim i Sikorskim. August Zaleski minister spraw zagranicznych w latach 1926-1932 i 1939-1941*, Warszawa, Wydawnictwo Sejmowe, 1999, p. 33 ss.

écoles, et à l'assistance religieuse. Ces interventions touchaient non seulement l'émigration économique de l'époque, mais avant tout l'émigration politique du XIX<sup>ème</sup>.

Zaleski s'employa à réaliser une rupture dans la politique du personnel du ministère auparavant régie par le jeu des appartenances politiques et qu'il voulait voir s'appuyer sur les compétences des employés. Sous son gouvernement débuta un travail à long terme consistant à recruter une nouvelle génération de diplomates en recherchant des gens possédant une grande expérience. Un processus de formation fut mis en place : après un stage, un jeune candidat devait passer par tous les départements du ministère et pouvait ensuite, en cas de préavis positif, être admis aux examens diplomatiques et consulaires. Les promotions n'étaient plus automatiques non plus. La demande de promotion devait être accompagnée d'une motivation des chefs des départements qui était examinée par la Commission de qualification avant d'être acceptée. Zaleski voulait aussi créer une haute école du Ministère, mais parvint uniquement à ouvrir un haut cours diplomatique et consulaire en 1930.

La situation économique en constante progression révèle les succès de Zaleski. En 1926, le budget du ministère oscilla autour de 1% des dépenses de l'État et crût année après année. À titre comparatif, les dépenses du ministère pour les années 1927-1928 s'élevaient à presque 42 millions de zloty et étaient de 56 millions en 1930-1931. L'évolution positive était ressentie par les représentations polonaises. Zaleski put ainsi mettre en œuvre son idée en matière de gestion des locaux : il partait du principe qu'à long terme, il valait mieux acheter les bâtiments des légations que de les louer. Pour cette raison les locaux de Paris, Berne, Bucarest, Hague et Daugavpils en Lettonie avaient été achetés. L'état des possessions à l'étranger à la fin du 1928 s'élevait à 2 ambassades, 29 légations et 64 consulats.<sup>20</sup>

C'est en 1932 qu'un nouveau changement intervint au poste de ministre des Affaires étrangères. On pressentait cette modification depuis longtemps déjà. Durant la dernière période de son mandat, sous l'effet des influences de Piłsudski, Zaleski avait été de plus en plus souvent évincé par son vice-ministre, y compris dans les affaires de gestion du personnel. En effet, suite à des attaques de plus en plus répétées au sujet d'affaires d'importance minime, ou au contraire concernant sa politique pas assez impérialiste au goût du camp du maréchal, il décida de remettre sa démission, qui fut

---

<sup>20</sup> Łossowski, Piotr, *op. cit.*, p. 120.

acceptée. Sa place fut prise par son vice-ministre, protégé de Józef Piłsudski évidemment, Józef Beck.<sup>21</sup> Dans leurs grandes lignes, les travaux du Ministère continuèrent selon les schémas créés par Zaleski, avec un fort accent mis sur les affaires économiques. Elles revêtaient d'autant plus d'importance que la crise économique affaiblissait sérieusement les échanges commerciaux avec les pays européens. Le nouveau ministre créa un département spécial pour promouvoir cette direction économique. La Pologne tentait de compenser les pertes au niveau des échanges européens en recherchant des échanges avec les pays d'outre-mer. Beck avait aussi maintenu le travail d'assistance à l'émigration polonaise. Ce travail nécessitait des efforts qui dépassaient la capacité des représentations diplomatiques régionales. En août 1934, lors du congrès de Polonia réunissant des Polonais du monde entier, une organisation uniforme et centrale fut créée sous le nom de l'Union mondiale des Polonais à l'étranger (Światowy Związek Polaków z Zagranicy). Même si les intentions principales des organisateurs du congrès consistaient à gagner les milieux des émigrants à la ligne politique du gouvernement, il faut mentionner que les efforts des représentations étaient tendus vers la défense des droits et intérêts de tous les Polonais dans le monde. Ce soutien nécessitait parfois des interventions que les règlements ne prévoyaient pas, comme dans les cas où des fonds furent transmis directement pour les Polonais en Allemagne et en Lituanie.<sup>22</sup>

Tous ces efforts furent entravés par la crise économique de 1929 qui n'épargna pas le Ministère. Les finances mentionnées auparavant commencèrent à diminuer. Le budget pour l'année 1933-1934 fut de 43 millions de zloty et pour 1935-1936 seulement de 40 millions. Cette situation difficile était aggravée par l'amplification des tâches du Ministère due à sa croissance, et parfois aussi par des économies réalisées de manière peu réfléchies. On liquida par exemple le consulat à Cape Town en Afrique du Sud, ce qui priva la Pologne de toute représentation dans la région. Beck, qui avait présenté les finances de son Ministère pendant la séance de la commission budgétaire du Parlement le 11 janvier 1936, dit qu'en prenant en compte toutes les dépenses, la réduction du budget du Ministère était de 36% par rapport à l'année 1929-1930.<sup>23</sup>

---

<sup>21</sup> Skrzypek, Andrzej, « Zwiększenie samodzielności i stabilizującej roli polityki polskiej w Europie », in : Łossowski, Piotr (dir.), *Historia... op. cit.*, pp. 446 ss.; et aussi: Beck, Józef, *Pamiętniki Józefa Becka*, Warszawa, Czytelnik, 1955, 174 p.

<sup>22</sup> Beck, Józef, *Dernier rapport : politique polonaise 1926-1939*, Neuchâtel, La Baconnière, 1951, 361 p.

<sup>23</sup> Łossowski, Piotr, *op. cit.*, p. 282.

Les difficultés financières constituèrent l'obstacle principal aux efforts de Beck pour renforcer la dignité de la Pologne sur le plan international. Manquant de budget, il ne put que travailler à l'application de règles minutieuses du protocole diplomatique, règles pour lesquelles il nourrissait une véritable obsession (il s'occupa par exemple de veiller à la place des représentants de la Pologne dans les manifestations diplomatiques internationales). C'est monter en grade les représentations elles-mêmes qui aurait véritablement renforcé la Pologne au sein du monde diplomatique. C'est pourquoi il s'efforçait de créer des ambassades à la place des légations, ce qui n'allait pas sans peine. Outre les moyens financiers qui faisaient défaut, il fallait encore que cette volonté fût partagée par les pays concernés qui auraient dû en réponse faire de même en Pologne. Cette réalisation eut lieu avec le Japon : le poste à Tokyo et le poste japonais à Varsovie devinrent des ambassades en 1937. La légation de Bucarest en Roumanie y parvint également. Les efforts à Bruxelles ne donnèrent par contre pas de bons résultats. La demande dut être répétée jusqu'en 1938 pour être acceptée après plusieurs pourparlers ; la Pologne dut patienter, en raison du nombre de demandes similaires adressées à la Belgique par d'autres pays. Il faut dire aussi que l'intérêt impérial polonais de l'époque ne répondait bien souvent pas aux besoins politiques et économiques de ses partenaires.<sup>24</sup>

La direction de Beck différait de celle de Zaleski sur un autre point encore. La gestion sous Zaleski prenait davantage de temps, mais les processus appliqués permettaient d'informer toutes les cellules concernées et d'assurer le bon fonctionnement global du Ministère. Beck changea la donne. De plus en plus souvent, le processus décisif se limitait à un groupe restreint d'une dizaine de collaborateurs, les plus proches du ministre. Excepté les deux sous-secrétaires d'État, Beck se basait sur son secrétariat personnel, le Cabinet de ministre divisé en quelques services. Un système centralisé de gérance de la politique étrangère avait certainement des avantages, mais ses défauts aussi. Par exemple, le rôle du Département politico-économique fut privé de son directeur, et muni de trois vice-directeurs remplissant les fonctions de chefs de service appliquant les décisions provenant du noyau central : il fut ainsi réduit à la simple gestion d'affaires techniques.<sup>25</sup> La personnalité du ministre Beck causa également une dégradation du climat de confiance régnant auparavant au sein du

---

<sup>24</sup> *Ibidem*, pp. 284-286.

<sup>25</sup> *Ibidem*, p.272.



Ministère. Cette tendance s'installa dans beaucoup d'interactions. On peut citer un cas assez important et significatif impliquant le Directeur des ressources humaines du Ministère, Wiktor Tomir Drymmer. Toujours discipliné, ne tolérant pas les gens en retard ou qui avaient des doubles emplois influençant potentiellement leur travail au ministère, il n'était pas apprécié de tous. Néanmoins, il était aimé de son supérieur Beck, qui tenait comme lui beaucoup au secret professionnel, ce qui leur permettait de mener librement leurs jeux politiques. À cette époque justement, il n'était pas rare que les gens sans convictions politiques leur correspondant ne fussent pas retenus. Il s'agissait surtout des personnes opposées au régime de Piłsudski. Drymmer soupçonnaient les diplomates qui avaient décidé de partager leur vie avec des étrangères. Le conseiller de l'Ambassade à Paris se retrouva sur sa liste noire et il fut renvoyé quelques années plus tard. Il est évident que Jan Modzelewski et sa femme Isabelle figuraient sur cette liste aussi. Heureusement, dans son cas, le licenciement n'aurait pas lieu. Il se battit pendant plusieurs années avec cette question pour finalement parvenir à interdire en 1931 aux membres du Ministère les mariages avec les étrangers.<sup>26</sup>

Les instructions à l'attention des représentants furent encore améliorées durant les années gérées par Beck. Les représentants avaient l'obligation de préparer des rapports et comptes-rendus encore plus minutieux et détaillés qui devaient être présentés au Ministère des Affaires étrangères sur place et à son corps diplomatique. Cette tâche de gestion était analysée rigoureusement à la centrale. Les diplomates comptaient les dépenses pour le chauffage, l'électricité, etc. et le Ministère préparait sur cette base des évaluations de fonctionnement des diverses légations.

Durant les années 30, le fonctionnement des consulats fut amélioré et mis au point. Les consulats jouaient le rôle d'une représentation de Pologne à l'étranger et coûtaient moins chers que les ambassades ou les légations. Les résultats des consulats étaient satisfaisants dans le domaine de l'assistance et de l'aide aux Polonais à l'étranger et dans les contacts économiques qu'ils développaient. Cette activité économique, qui revêtait une haute importance pour le Ministère, occupait une grande partie des tâches des consulats. Les meilleurs d'entre eux travaillaient avec un grand engagement ; ceux-ci demandaient un support publicitaire à Varsovie (par ex. des

---

<sup>26</sup> Drymmer, Wiktor Tomir, *W służbie Polsce*, Warszawa, Gryf, 1998, 349 p.

prospectus), et effectuaient un travail de promotion, profilant également les possibilités d'intensification des échanges commerciaux.

Indépendamment de ces affaires, la majeure partie du temps de travail dans les consulats était consacrée aux affaires administratives et à l'observation constante de la scène politique indigène, de la presse et de presque tous les événements locaux. Les consuls étaient sérieusement contrôlés, parfois doublement : d'une part par les ambassades ou les légations, d'autre part par la centrale à Varsovie. Bien évidemment, ils devaient également écrire des rapports. Bien accomplir un tel cahier des charges n'était pas commode, surtout si le nombre de collaborateurs étaient restreint et qu'il avait diminué encore en raison de la crise. En de rares occasions, Varsovie fit quelque geste pour simplifier la vie des consulats. On créa par exemple des rencontres de consuls de la même zone géographique ou du même pays, s'il y en avait plusieurs. Le but de ces entrevues était de donner la possibilité d'échanger des informations, expériences et moyens de résolution de problèmes et non un changement réel du fonctionnement des consulats. Il semble que le Ministère, dont les moyens financiers étaient bien restreints, en développant le réseau des consulats, avait trouvé une méthode peu coûteuse permettant d'accentuer la présence polonaise à l'étranger et l'accomplissement des besoins administratifs et commerciaux. Beck présenta très bien ces intentions pendant une session de la commission budgétaire parlementaire, en soulignant le rôle des consulats et surtout des consulats honoraires, issus de la population indigène. Le poste de consul honoraire était une fonction purement honorifique, mais en lui associant un collaborateur, on multipliait les chances d'accomplir les exigences de Varsovie.<sup>27</sup>

Avec la direction de Beck, nous parvenons à la fin de ce tableau des trois périodes de développement de la diplomatie polonaise permettant de situer dans quel contexte Modzelewski évolua. Ces trois étapes montrent bien que recréer un État à l'image de la République des Deux Nations, avec la même puissance et importance au sein de la communauté internationale, n'était qu'un rêve éveillé. Ce cheminement met également en évidence que les grandes idées ne peuvent pas être réalisées si les moyens à disposition sont insuffisants, s'il manque un environnement favorable, ou que ces idées restent incompréhensibles pour les partenaires diplomatiques. Ces 20 ans de

---

<sup>27</sup> Łossowski, Piotr, *op. cit.*, p. 336.

diplomatie polonaise sont porteurs de cet enseignement que la meilleure façon d'arriver à ses fins reste un travail minutieux, impliquant surtout un engagement à long terme exigeant une persévérance à toute épreuve, nécessaire pour rallier des partenaires à ses idées. Tout ce travail est le seul élément à même de garantir la stabilité dans les relations diplomatiques. Faire comprendre ces quelques règles pour ainsi dire élémentaires fut souvent une lourde tâche pour les ministres polonais des affaires étrangères. Jan Modzelewski, placé dans un autre contexte et loin du centre de la politique diplomatique polonaise, évolua de son côté d'une manière différente. Même s'il dépendait de la volonté de la centrale varsovienne, il fut placé dès le début de sa carrière dans un milieu diplomatique « haut de gamme » et il dut agir en prenant en considération le fonctionnement du milieu dans lequel il s'insérait.

## **Vers l'inconnu**

### **Chapitre 10.**

#### **Diplomate de la Pologne indépendante : accepté de tous**

Présentée dans les deux chapitres précédents, la formation de la nouvelle diplomatie polonaise, surtout au cours de sa première période, laisse perplexe quant à son réalisme et à la pertinence des buts définis puis, une fois ceux-ci définis, surtout au manque de persévérance dont elle fit preuve. Si l'obscurité régnait au sein du Ministère à Varsovie, il était d'autant plus difficile de gérer un poste diplomatique à l'étranger. En examinant le cas de Jan Modzelewski, nous allons voir que cette première période troublée n'épargna pas le poste polonais en Suisse. Nous montrerons alors les circonstances de l'octroi du poste d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Pologne en Suisse – le titre officiel de Modzelewski. Pourquoi lui ? Nous ne pouvons donner de réponse étayée à cette question, mais émettre quelque hypothèse est possible. Nous ne trouverons probablement jamais les procès-verbaux des pourparlers des dirigeants polonais de l'époque concernant les avantages dans la nomination de Modzelewski au poste de ministre. Mais suivant les accords généraux connus et établis entre les deux opposants politiques en Pologne, c'est au Comité national polonais de Paris que fut accordée une grande partie des postes diplomatiques. Or Modzelewski avait collaboré avec le comité parisien, ce qui explique certainement comment il devint ministre après-guerre. Pourtant tout n'était pas si évident ce que nous illustrerons par plusieurs éléments.

#### **I. Début incertain**

Muni de cet appui politique, Jan Modzelewski devint le seul responsable de la politique polonaise en Suisse. Rappelons qu'en réalité son expérience dans le domaine diplomatique était quasiment inexistante. Quelques mois d'engagement au sein du Comité national polonais à Paris ne constituent pas une expérience suffisante lorsqu'il s'agit d'assumer les fonctions d'un ministre. Son action, entamée dès les premiers jours,

visant à construire la première Légation de la République de Pologne à Berne est d'autant plus intéressante. Nous suivrons donc ici la première étape de l'activité diplomatique du noble polonais que Modzelewski restera toujours. À ses débuts, il n'avait pas encore abandonné des idées parfois démesurées, illusoires et avant tout mal comprises par ses collègues Suisses. Mais nous verrons aussi quelle expérience et forte autorité il gagna au fil du temps. Il sera par exemple très sollicité par le gouvernement polonais en exil au moment même où il aurait pu se contenter d'une retraite bien méritée. Ceci montre non seulement la notoriété qu'il avait acquise, mais aussi que choisir la diplomatie s'avéra un choix professionnel tout à fait judicieux.

Entre les deux centres de la pensée polonaise, qui représentaient deux philosophies sur l'avenir et la forme du nouvel État polonais qui s'étaient établies très fortement à la fin de la Première Guerre mondiale, la discordance se faisait bien souvent sentir. Malgré la conscience commune de la nécessité de collaborer, on observait avec beaucoup d'attention et un esprit fort critique parfois les activités du camp politique adverse. Heureusement, l'option de la collaboration avait pris le dessus déjà au milieu de la guerre et pendant un certain temps, les attaques mutuelles furent mises en sourdine, se basant sur la pensée que les désaccords entre les Polonais auraient une influence néfaste sur l'image de la cause polonaise à l'étranger. Parallèlement, le Comité national polonais et les représentants du Conseil de régence avaient conscience du poids des centres installés à Berne qui constituait encore un point central de la politique internationale.

Pendant un certain temps, une situation de double représentation polonaise perdura en Suisse. Elle était tolérée par Berne, ce qui traduisait la volonté de rester neutre envers les deux options politiques, l'une liée à Paris et l'autre à Varsovie.<sup>1</sup> En décembre 1918, la situation n'était pas encore stabilisée, ce qui provoqua l'inquiétude des Suisses, d'autant plus qu'une déclaration officielle de la part des Polonais définissant les rôles des uns et des autres manquait.<sup>2</sup> Après le départ définitif de Michał Rostworowski en novembre 1918, la correspondance avec la Pologne fut encore maintenue par August Zaleski,<sup>3</sup> considéré comme chargé d'affaires, qui écrivait de son

---

<sup>1</sup> Notatki polityczne, 26.7.1918, AAN, Szwajcaria, Berno, Biuro Prasowe, B 23 883.

<sup>2</sup> La Division des Affaires étrangères du Département politique au ministre suisse à Paris A. Dunant, Berne, 11.12.1918, AFB, E 2001 (B), 1/27.

<sup>3</sup> August Zaleski fut membre actif du Comité général national pendant la Première Guerre mondiale, puis directeur du Département d'État à Varsovie. Après un court laps de temps passé en Suisse, il fut nommé

côté en utilisant le papier de la Mission polonaise en Suisse.<sup>4</sup> Sans savoir quelle était sa position réelle, les Suisses entretenaient des contacts avec lui depuis le 28 décembre 1918. Un changement eut lieu au moment où, d'après la décision de la Diète polonaise, le Comité national polonais à Paris et son représentant en Suisse Jan Modzelewski furent considérés comme l'unique représentation officielle de la Pologne à l'étranger reconnue par tous les partis.<sup>5</sup>

La question de la reconnaissance de l'État polonais était devenue pressante. Le Département politique sondait l'atmosphère en Pologne par le biais de son envoyé à Varsovie, mais sans résultat. Néanmoins, après que Gustave Ador eut reçu en avril 1919 encore deux représentants polonais, Zaleski, représentant officieux, et Modzelewski, l'affaire de la double représentation fut considérée comme définitivement clarifiée du côté suisse qui reconnaissait en la personne de Modzelewski le représentant officiel des Polonais. Les Suisses attendirent alors les réactions et commentaires positifs de la presse de Varsovie. Après la reconnaissance du gouvernement serbe, la réponse des Serbes avait été immédiate, ce qui ne fut pas le cas du côté polonais.<sup>6</sup> Une semaine plus tard, les Polonais n'avaient toujours donné aucun signe. Ceci suscita la déception au sein des cercles diplomatiques suisses pour qui la situation ne correspondait pas à leurs attentes. La Pologne ne les avait toujours pas remercié de l'avoir reconnue, par contre la liste, assez longue, des collaborateurs de la Légation bernoise qu'il fallait accepter leur avait déjà été remise. Le comportement du premier ministre Ignacy Jan Paderewski, qui, lors d'une brève visite, avait présenté sa sympathie envers la Suisse romande et un journal genevois, sans remercier formellement la Suisse dans son entier, déçut là encore le gouvernement helvétique. Un tel comportement ne se justifiait pas. L'attitude

---

ministre à Athènes, puis à Rome. Depuis 1926, il exerça comme ministre des Affaires étrangères jusqu'en 1932 et à nouveau de 1939 à 1941. Il fut Président de la République en exil entre 1947 jusqu'à sa mort en 1972. Wandycz, Piotr, *op. cit.*, pp. 20-22.

<sup>4</sup> Zaleski resta en Suisse après le départ de Rostworowski « par hasard ». En fait, il dut rester suite aux intrigues du Comité national de Paris, qui fit en sorte que le gouvernement français lui refusât le visa de transit pour l'Angleterre, où il travaillait principalement. Là fut l'origine de la nomination de Zaleski comme chef de la Mission polonaise à Berne par Stanisław Głabiński, ministre des Affaires étrangères à Varsovie. Formellement, Paderewski le fit remplacer en février 1919. (cf. Wandycz, Piotr, *op. cit.*, p. 22).

<sup>5</sup> La Division des Affaires étrangères du Département politique au Consulat de Suisse à Varsovie, Berne, 3.4.1919, AFB, E 2001 (B), 1/17, 137.

<sup>6</sup> La Division des Affaires étrangères du Département politique au Consulat de Suisse à Varsovie, Berne, 3.4.1919, AFB, E 2001 (B), 1/17, 301.

semblable de la Tchéco-Slovaquie envers la Suisse ne constituait du point de vue suisse pas une justification.<sup>7</sup>

Une telle attitude de la part des pays de l'Europe centrale et orientale était perçue comme impérialiste. Le comte Sforza pendant sa discussion avec le chargé d'affaires de Suisse à Rome von Sonnenberg montra qu'il pensait de même. La Pologne, la Roumanie, la Yougoslavie et la Tchéco-Slovaquie furent citées comme des pays au comportement impérialiste.<sup>8</sup> Malgré tous ces comportements jugés assez exotiques, on prit conscience de la nécessité de créer des relations diplomatiques et des légations assez rapidement non seulement en Pologne ou en Serbie, mais aussi à Athènes et dans les pays scandinaves, ce qui fut le sujet du débat du Conseil fédéral du 15 septembre 1919.<sup>9</sup> Les efforts pour nouer des contacts avec les Polonais avaient commencé début juin 1919 déjà, mais sans succès. Le chef du Département politique Félix-Louis Calonder proposa une nouvelle fois de former une légation suisse à Varsovie fin juillet. Son argumentation reposait notamment sur le fait qu'il s'agissait de la renaissance d'un pays ayant eu une importance considérable par le passé. Calonder y voyait aussi une occasion de susciter une grande sympathie envers les Suisses dans la société polonaise que l'on pourrait exploiter ensuite. Dans son discours, le chef du Département Politique soutenait toujours l'idée de neutraliser une potentielle expansion de l'Allemagne, entourée de la France et de la Grande-Bretagne d'un côté et de l'autre, de la Tchéco-Slovaquie et de la Pologne, fraîchement reconstituées. Calonder voulait aller encore plus loin en transformant les consulats à Varsovie, à Prague et à Belgrade en légations, représentations d'un rang plus important.<sup>10</sup> Il faut mentionner que la Pologne avait un partisan en la personne de Calonder. Peu après avoir quitté ses fonctions auprès des institutions fédérales suisses, il fut nommé délégué de la Société des Nations pour l'application d'un accord polono-allemand à Katowice en Haute Silésie entre 1922 et 1937.<sup>11</sup>

---

<sup>7</sup> La Division des Affaires étrangères du Département politique aux légations de Suisse, non daté, AFB, E 2001 (D) C 1/1919, 312.

<sup>8</sup> Le chargé d'affaires de Suisse à Rome, von Sonnenberg au chef du Département politique Calonder, Rome, 19.8.1919, AFB, E 2300, Rom, Archiv No 19.

<sup>9</sup> La Division des Affaires étrangères du Département politique aux légations de Suisse, Berne, 30.8.1919, AFB, E 2001 (D) C 1910-1919 ; Procès-verbal de la séance du Conseil fédéral du 15.9.1919, AFB, E 1005, 2/1.

<sup>10</sup> Proposition du chef du Département politique Felix Calonder, Berne, 29.7.1919, AFB, EVD KW Zentrale, 1914-1918, 26-28.

<sup>11</sup> Simonnet, Jürg, « Felix Calonder », in : Jorio, Marco (dir.), *Dictionnaire Historique de la Suisse* Vol. 2, Basel, Schwabe & Co AG, Hauterive, Éditions Gilles Attinger, 2003, pp. 826-827.

En définissant le rôle d'un nouvel État polonais, et pour bien arranger les relations bilatérales, le gouvernement suisse avait envoyé en Pologne une mission, dont le but était l'observation de l'ambiance régnant sur place. L'envoyé Junod releva d'abord la grande sensibilité des Polonais, surtout lorsqu'il s'agissait de la reconnaissance de leur pays en tant que pays indépendant. Les Polonais étaient d'après lui plutôt germanophobes, et il proposait pour cette raison de revoir la composition de la mission suisse en Pologne, alors germanophile. L'amitié pour la Suisse était suscitée par l'aide qu'elle avait accordé à un nombre considérable de réfugiés de guerre et par le fait qu'elle abritait le musée polonais dans son château de Rapperswil. Malgré son appréciation assez chaleureuse de la Pologne, Junod n'oubliait pas de présenter également les défauts de la classe politique polonaise. Il la décrivit comme une classe d'aristocrates qui voyait d'un mauvais œil les représentants étrangers, les Allemands, les Juifs et les gens mal habillés (*sic* !). Il parla de la même façon de Modzelewski qui fut justement nommé ministre plénipotentiaire quelques jours plus tard. Du point de vue de Junod, il était un vrai aristocrate Polonais de l'Ukraine et détestait donc naturellement les Ukrainiens, était francophile et agent du Comité national polonais de Paris. Ces propos, parfois choquants, peuvent éventuellement être excusés par le caractère confidentiel des rapports écrits de sa mission à Varsovie.<sup>12</sup>

## **II. Nomination officielle de Modzelewski au poste de ministre**

Après les discussions entre les membres du Comité national polonais et le milieu politique formé par Józef Piłsudski à Varsovie, le gouvernement avec Paderewski pour premier ministre et ministre des Affaires étrangères fut créé, Paderewski se prononça directement au sujet de Modzelewski. Le premier ministre, dans sa lettre du 28 avril 1919, informait le chef du Département politique de la création de la Légation de Pologne à Berne. Au vu de l'importance que la Pologne attachait à ses relations avec la Suisse, un poste de chargé d'affaires avec le grade de conseiller de Légation, responsable du bon fonctionnement des affaires courantes et politiques fut créé. Jan Modzelewski fut naturellement désigné pour l'occuper. Cette lettre écrite encore sur le papier du Comité national fut envoyée par Paderewski de Paris, alors que le

---

<sup>12</sup> Mission de Junod, le procès-verbal de la séance du 7.8.1919, AFB, E 1004, 1/272.



gouvernement polonais était déjà à Varsovie.<sup>13</sup> Cette situation troublait les Suisses qui répondirent par une réponse assez diplomatique de Calonder, envoyée deux semaines plus tard, pleine de confiance que ces relations diplomatiques déboucheraient sur des relations intellectuelles et économiques encore plus larges.<sup>14</sup>

La rapide montée du grade de chargé d'affaires au grade d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire quatre mois après la nomination officielle au poste de représentant de Pologne en Suisse démontre bien l'importance que revêtait le poste bernois dans l'opinion des politiciens polonais.<sup>15</sup> La lettre de nomination du 19 août 1919, signée par le chef d'État Józef Piłsudski, informant que Modzelewski devenait le envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de III<sup>ème</sup> classe à Berne dès le 14 août a été conservée dans les papiers privés de Modzelewski.<sup>16</sup> Cette nomination ne fut sujette à aucune discussion du côté suisse et après le préavis positif du Département politique daté du 21 août 1919, Modzelewski obtint l'agrément du Conseil fédéral au poste de ministre plénipotentiaire. Il faut mentionner que son activité était suivie par le Département politique depuis longtemps. Dans sa motivation, le Département politique motivait son accord par son séjour de longue date en Suisse, ses liaisons familiales (son mariage avec la fille de feu le Conseiller national Louis de Diesbach) et le fait qu'il avait fait parvenir à titre privé ses félicitations au Président de la Confédération, malgré qu'il était la représentant officiel du Comité parisien.<sup>17</sup> Ses liens familiaux et sa longue présence en Suisse furent aussi mentionnés dans le discours d'institution d'Ador. Cet exemple montre que la position assurée par les liens de parenté n'était pas indifférente en Suisse.<sup>18</sup>

Ainsi se déroulèrent les premiers pas diplomatiques de Jan Modzelewski. Sa carrière avait commencé au moment difficile de la formation d'un nouvel État polonais. Avec des frontières toujours indéfinies et les compétences vagues de l'administration

---

<sup>13</sup> Lettre de créance, sign. Ignacy Jan Paderewski, Paris, 28.4.1919, AAN, Szwajcaria. Protokół Dyplomatyczny, B 16 972 ; le même document se trouve dans les papiers privés de Jan Modzelewski, enveloppe « Nominacje », en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

<sup>14</sup> Felix Calonder à Ignacy Jan Paderewski, Berne, 14.5.1919, AAN, Szwajcaria. Protokół Dyplomatyczny, B 16 972.

<sup>15</sup> La Légation de Pologne au Département politique, Berne, 19.8.1919, AFB, E 2001 (D) 1, de Modzelewski Jean, Ministre, Légation de Pologne à Berne (B.22.21.Pol).

<sup>16</sup> Ministère des Affaires étrangères à Jan Modzelewski, Varsovie, 19.8.1919, Papiers privés de Jan Modzelewski, enveloppe « Nominacje », en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

<sup>17</sup> Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil fédéral suisse, décision présidentielle du 21.8.1919, AFB, E 2001 (D) 1, de Modzelewski, Jean, Ministre, Légation de Pologne à Berne (B.22.21.Pol).

<sup>18</sup> Jan Modzelewski au Ministère des Affaires étrangères, Berne, 15.9.1919, AAN, Szwajcaria. Protokół Dyplomatyczny, B 16 972.

polonaise, il fallait non seulement veiller à faire bien fonctionner les offices centraux, mais aussi à gagner au quotidien la reconnaissance du pays au niveau international. En l'absence quasi totale d'expérience, les premiers engagements relevaient souvent de l'invention personnelle et de l'ingéniosité, plutôt que de directives provenant de la centrale varsoivienne. Le nombre de diplomates expérimentés pouvait être compté sur les doigts d'une main. La double difficulté due à une administration intérieure naissante et à l'inexpérience diplomatique pénalisait les contacts avec les représentants internationaux qualifiés. La position de Modzelewski était semblable. Son expérience était dérisoire. Ses débuts diplomatiques étaient liés à sa participation aux travaux du Comité national polonais à Paris, représentation polonaise auprès des Alliés. Comme vu précédemment, il fut son délégué à partir du 26 novembre 1917<sup>19</sup> et il garda cette fonction jusqu'à la dissolution du comité.<sup>20</sup> C'est seulement depuis la lettre de Paderewski du 11 mars 1919 que Modzelewski fut nommé conseiller de Légation II<sup>ème</sup> classe, avec les responsabilités de chargé d'affaires de la Légation de Pologne à Berne.<sup>21</sup> Une lettre envoyée de Varsovie deux jours plus tard témoigne que la situation était peu claire et que les décisions étaient prises de manière précipitée: la lettre faisait état d'une nomination au poste de chargé d'affaires avec mission de reprendre le poste de Zaleski et recommandation de soumettre une proposition devant les responsables suisses compétents, vision qui resta lettre morte.<sup>22</sup> Pour le Département politique, Modzelewski est entré en fonction le 14 mai 1919 seulement, lorsqu'il reprit officiellement les fonctions d'August Zaleski.<sup>23</sup> Tout ce désordre – une représentation double, plusieurs nominations, des lettres et documents pas cohérents – provenait bien sûr du fait que la situation internationale polonaise n'était toujours pas clarifiée. La conférence de paix n'avait pas encore permis de terminer les négociations. De plus, la Pologne venait d'entrer dans un jeu qui fonctionnait en Europe depuis plusieurs siècles et devait trouver ses marques. Modzelewski lui-même ne pouvait mener la légation comme le faisaient les diplomates expérimentés d'autres pays européens. Il commit des maladresses à ses

---

<sup>19</sup> Comité national polonais, sign. Roman Dmowski, Paris, 1.12.1917, Papiers privés de Jan Modzelewski, enveloppe « Nominacje », en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

<sup>20</sup> Świadectwo służbowe No 16, sign. Wielowieyski, Dmowski, Paris, 15.8.1919, Papiers privés de Jan Modzelewski, enveloppe « Nominacje », en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

<sup>21</sup> Ministère des Affaires étrangères à Jan Modzelewski, sign. Ignacy Jan Paderewski, Varsovie, 11.3.1919, Papiers privés de Jan Modzelewski, enveloppe « Nominacje », en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

<sup>22</sup> Ministère des Affaires étrangères à Jan Modzelewski, Varsovie, 13.3.1919, Papiers privés de Jan Modzelewski, enveloppe « Nominacje », en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

<sup>23</sup> Département politique au Conseil fédéral, Berne, 21.8.1919, AFB, E 2001 (D) 1, de Modzelewski, Jean, Ministre, Légation de Pologne à Berne (B.22.21.Pol).

débuts qui suscitèrent quelques réactions de la Division des Affaires étrangères concernant ces premiers contacts. Ce manque de professionnalisme politico-diplomatique des gens de premier rang de la scène politique polonaise était jugé insatisfaisant. Les affaires allaient tellement mal qu'en avril 1919, l'office de Berne en informait ses représentations diplomatiques. On reprochait à la Pologne pourtant récemment reconnue de ne pas nourrir des relations aussi cordiales qu'espérées avec la Suisse. Dès le début, la Pologne demandait l'accréditation d'un nombre trop important d'attachés militaires. L'affaire des locomotives commandées par le gouvernement polonais, qui finalement n'en voulut plus, avait déteint sur la réputation de Modzelewski, et sa fortune privée, celle de ses deux sociétés, voire même des fonds du château de Rapperswil s'en trouva menacée. L'intervention de Berne avait apaisé la situation et l'argent de Modzelewski purent être sauvés. Malheureusement, le gouvernement de Varsovie n'avait même pas envoyé une lettre de remerciements, ce qui fut mal pris comme le montre une notice.<sup>24</sup> Ignacy Jan Paderewski faisait mauvaise impression. Berne n'avait pas manqué de remarquer la maladresse de son comportement lors de la visite en Suisse romande mentionnée plus haut.

Au vu de ces questions sensibles, Berne fit attendre la Pologne avant de légaliser officiellement Modzelewski au poste de ministre. Le Président du Conseil fédéral Gustave Ador présida la cérémonie d'accueil le 13 septembre 1919 seulement. Comme Modzelewski lui-même le souligna, la cérémonie respecta les usages et se déroula comme pour l'ambassadeur de France, avec les voitures, l'escorte des officiers, la participation du président et du directeur du Département politique. Son rapport est un document intéressant qui témoigne d'un événement important puisqu'il relate une cérémonie unique, la première accréditant un ministre polonais auprès du gouvernement bernois.

Parvenir à fixer cette cérémonie avait nécessité de composer avec une procédure laborieuse. Les premières notes d'information annonçant la nomination avaient été envoyées au Département politique par la Légation le 19 août. Le Département, suite à la séance du Conseil fédéral qui l'avait acceptée, avait répondu par une lettre datée du 22 août. Le pas suivant fut fait par Modzelewski qui, le 3 septembre, demanda à Felix Calonder de lui proposer la date d'échanges des documents officiels de nomination. En

---

<sup>24</sup> Notice de la Division des Affaires étrangères du Département politique aux légations de Suisse, Berne, 8.4.1919, AFB, E 2001 (D), C 1/1919.

répondant, le Département politique informa Modzelewski qu'il serait accueilli par le Président de la Confédération Gustave Ador et le chef du Département politique Felix Calonder le 13 septembre. Modzelewski se vit dans l'obligation d'envoyer le texte de son discours avant la manifestation prévue.

Après cette cérémonie, de l'initiative du Département politique (le 17 septembre), après approbation du Conseil Fédéral (le 20 septembre) et en son nom, un courrier fut envoyé au chef d'État Józef Piłsudski, comportant le texte du discours d'Ador. Modzelewski en fut informé le 1<sup>er</sup> octobre. C'est ainsi que se conclut la procédure d'acceptation des documents signés à Varsovie le 14 juin 1919 par Józef Piłsudski et vice-secrétaire d'État Aleksander Skrzyński, envoyés à Gustave Ador, Président de la Confédération suisse, concernant l'accréditation de Jan Modzelewski en tant qu'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, poste qu'il occupera jusqu'à sa retraite en 1938.<sup>25</sup>

La composition de la Légation est connue grâce à une liste datée du 17 mai 1919. Le personnel était réparti sur quatre secteurs : service diplomatique, mission militaire, service consulaire et personnel administratif.<sup>26</sup> Le service diplomatique était composé du ministre et de sa femme, d'Adam Szembek, premier secrétaire, et de trois attachés dont un commercial. La mission militaire était dirigée par le capitaine Olgierd Górka occupant le rang d'attaché militaire, représentant l'autre bord de la scène politique polonaise. Il avait en effet fait ses preuves en tant qu'élément émérite de l'action indépendantiste depuis longtemps, pendant la guerre comme représentant du Comité général national à Constantinople et ensuite en tant que collaborateur de Piłsudski pendant les premiers mois de ses fonctions de chef d'État. Ce service qui intéressait tellement les Suisses avait engagé aussi le jeune Edward Raczyński qui commença ainsi sa longue carrière diplomatique à Berne.<sup>27</sup>

La composition de la Légation révèle une volonté de créer un poste de haut niveau et de grande importance, ce qui toutefois était au-dessus des moyens de la Pologne reconstituée. Le Département suisse avait d'ailleurs lui aussi relevé ce point : il

---

<sup>25</sup> Pour la documentation, cf. AFB, E 2001 (D) 1, de Modzelewski Jean, Ministre Légation de Pologne à Berne (B.22.21.Pol).

<sup>26</sup> Liste du personnel, Légation de Pologne, sign. Jan Modzelewski, Berne, 17.5.1919, AFB, E 2001 (D) 1, de Modzelewski, Jean, Ministre Légation de Pologne à Berne (B.22.21.Pol).

<sup>27</sup> Edward Raczyński fut depuis 1934 ambassadeur de la Pologne à Londres, Ministre des Affaires étrangères pendant la Deuxième Guerre mondiale et actif au sein de l'émigration polonaise. Il fut finalement Président de la République en exil entre 1979-1986.

avait critiqué le nombre de personnes employées, une demi-douzaine, à cette seule mission militaire.<sup>28</sup> Il faut reconnaître que le nombre de 27 personnes était digne des ambassades de pays menant une politique active avec la Suisse et ne correspondait pas à une petite légation.

Cette composition marqua une première période et elle fut bientôt changée. Olgierd Górka fut nommé à un poste plus important à Belgrade. En tant qu'intime de Piłsudski, il avait obtenu ce poste pour soutenir les priorités de sa politique visant à construire un bloc de pays contre la Russie soviétique. La place de Górka fut reprise par le capitaine Zygmunt Ołdakowski. Les changements touchèrent aussi le personnel civil de la Légation. Les postes de secrétaires de la Légation furent pris par Jan Perłowski, connu déjà en décembre 1919 comme conseiller de la Légation,<sup>29</sup> futur ministre dans les pays ibériques, et Jan Gawroński, ministre à Vienne de 1933 à 1938.<sup>30</sup> Leon Klimecki conserva son poste de conseiller commercial qui était un poste important : depuis le début en effet, tous les gouvernements polonais insistaient sur une action active visant à développer des échanges commerciaux importants.<sup>31</sup>

Adam Rzewuski qui faisait partie du premier groupe de la Légation conserva relativement longtemps le poste d'attaché pour devenir ensuite I<sup>er</sup> secrétaire de Légation. Ce n'est qu'en 1928 ou 1929 que Tadeusz Skowroński, homme expérimenté ayant rempli pendant quelques années les fonctions de secrétaire de II<sup>ème</sup> classe de Légation à Rome, fut nommé à sa place. Au profit d'une bonne éducation, diplômé de l'Université fribourgeoise, sa carrière diplomatique avait commencé au Comité national de Paris en septembre 1918. Plus tard, le 1<sup>er</sup> mars 1938, il fut nommé ministre extraordinaire de Pologne au Brésil.<sup>32</sup> Que le travail de chargé d'affaires fût confié au petit fils du Président de la République polonaise Józef Mościcki témoigne du renom de la Suisse et du prestige du travail de la Légation bernoise.<sup>33</sup>

---

<sup>28</sup> Notice de la Division des Affaires étrangères du Département politique aux légations de Suisse, Berne, 8.4.1919, AFB, E 2001 (D), C 1/1919.

<sup>29</sup> La Légation de Pologne, sign., Jan Modzelewski au chef de la Division des Affaires étrangères Paul Denichert, Berne, 18.12.1920, AFB, E 2001 (D) 1, de Modzelewski, Jean, Ministre, Légation de Pologne à Berne (B.22.21.Pol).

<sup>30</sup> Gawroński, Jan, *Dyplomatyczne wagary*, Warszawa, PAX, 1965, 328 p.; et: *Idem, Wzdłuż mojej drogi: sylwetki i wspomnienia*, Warszawa, Państwowy Instytut Wydawniczy, 1968, 363 p.

<sup>31</sup> Au sujet des relations économiques voir le chapitre 12 de la thèse.

<sup>32</sup> Skowroński, Tadeusz, *op. cit.*, 487 p.

<sup>33</sup> Mościcki, Ignacy, *op. cit.*, p. 79.

Les changements du personnel de la Légation font partie de la vie courante d'une représentation diplomatique. Il ne faut pas oublier que l'activité de cette représentation couvre une période de presque 20 ans. Les fluctuations des cadres sont donc normales. Modzelewski constitue une exception puisqu'il occupa son poste de 1919 jusqu'à sa retraite en 1938. Il faut mentionner que les diplomates qui commençaient à travailler à la représentation polonaise à Berne poursuivaient en principe leur carrière en accédant à des postes importants dans d'autres légations dans le monde entier.

### **III. L'avenir personnel n'est pas à négliger**

Jan Modzelewski eut la chance de poursuivre sa carrière alors même qu'il fallait traverser tous ces changements politiques, changements de ministres, de méthodes de gestion, et côtoyer les idées chauvinistes de certains employés n'ayant aucune motivation défendable. En dehors de son activité diplomatique, Modzelewski dut prévoir assez tôt le problème que représenterait sa retraite en Suisse qui serait insuffisante pour continuer à vivre avec sa femme dans le pays. Il faut souligner que son ancienneté ainsi que sa volonté de rester à l'étranger représentaient un cas particulier. A la fin de 1928 déjà, probablement suite au souhait de la Commission de vérification, Modzelewski avait envoyé un document citant ses activités scientifiques, politiques et culturelles en les présentant comme activités de service public devant être additionnées à son activité diplomatique pour le calcul de sa retraite. De son point de vue, l'importance de son travail résidait déjà dans ses études à Liège et Fribourg, dans son travail d'assistant, dans le travail au sein de la Fabrique des condensateurs électriques en plus des engagements au Comité de Vevey, dans la rédaction des encyclopédies, dans l'Agence polonaise de Lausanne, comme délégué du Comité de Paris et enfin dans son travail de ministre extraordinaire. D'après ses calculs, en 1928, il avait comptabilisé un temps de travail de 26 ans et 1 mois. Il faut rappeler que Modzelewski avait 53 ans et que la perspective de la retraite le préoccupait de plus en plus.<sup>34</sup> Cette interprétation n'était pas du goût des employés varsoviens qui, sous pression du délégué du Ministère du Trésor, avaient de leur côté compté comme travail professionnel tout ce qui avait servi les qualifications à son travail au service de l'État. Le Ministère avait reconnu 19

---

<sup>34</sup> Demande au Ministère des Affaires étrangères, Berne, 10.11.1928, Papiers privés de Jan Modzelewski, enveloppe « Sprawy emerytalne », en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

ans de services, dont le poste de ministre, 4 ans d'études et seulement 4 ans d'activités pendant la guerre mondiale. Sur ces bases, sa future retraite devait être de 64% de son salaire du moment.<sup>35</sup> L'affaire resta en suspens pendant quelques années et fut inévitablement reprise à l'approche de la retraite. Après toutes les lettres officielles de remerciements et d'adieu, le temps était venu de régler ces affaires plus matérielles et moins plaisantes. Le Ministère du Trésor avait maintenu sa proposition présentée 10 ans auparavant, ce qui voulait dire qu'il prenait en compte 4 ans d'études, 4 ans de travail patriotique et presque 20 ans au poste de ministre plénipotentiaire, ce qui à partir du 1<sup>er</sup> novembre 1938, permettrait de recevoir 79% de la somme de 790 zloty équivalant au salaire du ministre.<sup>36</sup> Il est évident que ce revenu n'était pas suffisant pour vivre en Suisse, même en coulant des jours paisibles à Fribourg. Modzelewski fit donc suite à l'affaire et le ministre commença à chercher de l'aide auprès de son prédécesseur au poste d'assistant à l'Université de Fribourg alors président de la République polonaise : Ignacy Mościcki. Il défendit sa cause auprès de lui en demandant de lui octroyer une retraite complète (soit 100% de son salaire), en avançant les mêmes arguments présentés 10 ans plus tôt au Ministère du Trésor.<sup>37</sup> La réponse fut positive. Il obtint non seulement la retraite complète au IV<sup>ème</sup> degré professionnel auquel il avait terminé sa carrière, mais Mościcki reconnut encore son travail indépendantiste de la période d'avant guerre. En effet, il reçut une retraite calculée sur la base de 35 ans de travail et de 100% de son dernier salaire.<sup>38</sup> Dans une lettre séparée, on lit également qu'était approuvé le versement de la retraite sur un compte en Suisse pour une durée indéterminée, cependant une clause d'annulation éventuelle était également mentionnée.<sup>39</sup> Modzelewski n'était de ce fait pas rassuré. Il exprima ses craintes dans une lettre adressée au Ministre des transports, Aleksander Bobkowski, gendre du président. Ses biens, perdus à jamais suite à la révolution bolchevique, la fortune de sa femme, disparue avec les actions achetées pendant la guerre, et la pension de 900 zlotys ne garantissaient pas un avenir privé de soucis financiers. Le poste de protecteur des

---

<sup>35</sup> Ministère des Affaires étrangères, sign. Zbigniew Miszke ( ? ), Varsovie, 22.3.1929, Papiers privés de Jan Modzelewski, enveloppe « Sprawy emerytalne », en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

<sup>36</sup> Ministère du Trésor, sign. Grodyński, Varsovie, 27.10.1938, Papiers privés de Jan Modzelewski, enveloppe « Sprawy emerytalne », en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

<sup>37</sup> Requête de Modzelewski au Président de la République de Pologne, Berne, 31.10.1938, Papiers privés de Jan Modzelewski, enveloppe « Sprawy emerytalne », en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

<sup>38</sup> Ministère du Trésor, sign. A. Lincker de Lutzenrick, Varsovie, 22.3.1939, Papiers privés de Jan Modzelewski, enveloppe « Sprawy emerytalne », en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

<sup>39</sup> Ministère du Trésor, sign. A. Lincker de Lutzenrick, Varsovie, 29.4.1939, Papiers privés de Jan Modzelewski, enveloppe « Sprawy emerytalne », en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

musées polonais en Suisse qu'il reprit dès sa retraite lui offrit la seule possibilité de voir sa situation améliorée.<sup>40</sup> On pouvait compter sur une cessation des impôts lui permettant de remédier à cette situation précaire. Le conseiller fédéral Giuseppe Motta proposa de considérer ce poste comme appartenant au service diplomatique, ce qui permettait l'exonération des impôts.<sup>41</sup> Après l'intervention du ministre Beck, le passeport diplomatique de Modzelewski fut maintenu. Beck prévoyait aussi une petite rente à cause de ses fonctions de protecteur, ce qui ne put être réalisé à cause de la guerre qui avait déjà éclaté. La situation financière des Modzelewski pendant la guerre se dégrada alors dramatiquement. Il est impossible d'établir quels furent ses moyens de subsistance. La retraite était probablement payée par le gouvernement en exil, par la voie de la Légation, ce que prouve une dépêche de juin 1945. Cette lettre informe même que les avoirs de Modzelewski auraient dû augmenter de 30 à 60 livres, mais ceci ne fut que des promesses. La Légation bernoise ne payait plus parce qu'elle n'avait plus de fonds et qu'à partir du 1<sup>er</sup> août 1945, elle ne recevait plus aucune subvention.<sup>42</sup>

La longue carrière diplomatique de Modzelewski prit fin à Berne en 1938. Dans les Archives fédérales, des documents relatent qu'une importante cérémonie fut donnée en son honneur, lors de la procédure d'adieu. La célébration fut d'autant plus importante que Modzelewski arrivait au terme de sa carrière et qu'il quittait ses fonctions de ministre sans être transféré ailleurs, terminant ainsi 20 ans d'activités et de fidélité au même endroit, à Berne. Du côté polonais, l'information officielle de destitution avait été envoyée le 21 septembre 1938. Le Président de la République donnait son congé à Modzelewski qui serait relevé des fonctions d'envoyé extraordinaire et de ministre plénipotentiaire auprès du Conseil fédéral suisse le 31 octobre 1938.<sup>43</sup>

Le 27 octobre 1938, le Département politique avait informé Jan Modzelewski qu'il serait accueilli par le Président de la Confédération à l'audience d'adieu qui aurait

---

<sup>40</sup> Lettre de Modzelewski à Aleksander Bobkowski, Fribourg, non datée, Papiers privés de Jan Modzelewski en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

<sup>41</sup> Jan Modzelewski à M. Łubieński, directeur du cabinet au Ministère des Affaires étrangères, Fribourg, non datée, Papiers privés de Jan Modzelewski en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

<sup>42</sup> Deux lettres concernant cette affaire : Légation de Berne, sign., Stefan Ryniewicz, Berne, 20.6.1945, et Jan Modzelewski à Stefan Ryniewicz, Fribourg, 1.10.1945, Papiers privés de Jan Modzelewski, enveloppe « Sprawy emerytalne », en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

<sup>43</sup> Président de la République de la Pologne, sign. Président Ignacy Mościcki, premier ministre Felicjan Sławoj-Składkowski, ministre des Affaires étrangères Józef Beck, Varsovie, 21.9.1938, Papiers privés de Jan Modzelewski, enveloppe « Nominacje », en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.



lieu le 31 octobre, à midi trente précisément.<sup>44</sup> Dans son discours solennel, le président souligna surtout la grande amitié dont Modzelewski avait fait preuve envers la Suisse, en rappelant ses liaisons avec Fribourg, son Université, et son lien avec la personne de Mościcki fut mentionné également. Il semble que la dernière version du discours fut modifiée pour souligner les mérites dont il fit preuve dans son travail pour le musée de Soleure et les expositions de Rapperswil.<sup>45</sup> Cet ajout est probablement une réponse à la lettre du ministre Beck du 25 octobre, dans laquelle il informait le Département politique de la nomination de Modzelewski comme protecteur des musées et des collections polonaises en Suisse.<sup>46</sup> Cette nomination était parvenue chez Modzelewski fin septembre déjà. Officiellement, à partir du 1<sup>er</sup> novembre 1938, toutes les collections polonaises ainsi que leur gestion lui étaient confiées.<sup>47</sup> Cette nomination fut acceptée avec satisfaction par les Suisses. Motta exprima son contentement quant à l'œuvre de Modzelewski accomplie sur 20 ans, et quant à la poursuite de ses activités sur la scène culturelle.<sup>48</sup> Le Président Mościcki envoya ses remerciements au Conseil fédéral, en soulignant l'accueil favorable et chaleureux dont avait bénéficié Modzelewski pendant toute la durée de ses fonctions.<sup>49</sup> La réponse d'usage du Conseil fut transmise au ministre des Affaires étrangères Beck pendant une audition par le ministre suisse à Varsovie.<sup>50</sup>

Le climat de confiance né de cette longue collaboration avec Modzelewski s'exprima lors du choix de son successeur auquel la Suisse ne s'opposa pas. Tytus Komarnicki, ancien ministre polonais auprès de la Société des Nations, fut finalement désigné, alors que la question n'était pas si évidente. Komarnicki, depuis longtemps ministre à Genève, était partisan de la politique du ministre Beck, convaincu de

---

<sup>44</sup> Département politique à Jean de Modzelewski, Berne, 27.10.1938, AFB, E 2001 (D) 1, de Modzelewski, Jean, Ministre, Légation de Pologne à Berne, (B 22.21.Pol.).

<sup>45</sup> Projet de discours, AFB, E 2001 (D) 1, de Modzelewski, Jean, Ministre, Légation de Pologne à Berne, (B 22.21.Pol.).

<sup>46</sup> Ministère des Affaires étrangères de la Pologne au Département politique, Varsovie, 25.10.1938, et la réponse du Département politique du 31.10.1938, AFB, E 2001 (D) 1, de Modzelewski, Jean, Ministre, Légation de Pologne à Berne, (B 22.21.Pol.).

<sup>47</sup> Ministère des Affaires étrangères, Varsovie, 30.9.1938 et 14.10.1938, Papiers privés de Jan Modzelewski, enveloppe « Nominacje », en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

<sup>48</sup> Département politique, sign. Giuseppe Motta au ministre Józef Beck, Berne, 31.10.1938, Papiers privés de Jan Modzelewski, enveloppe « Nominacje », en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

<sup>49</sup> Président de la République de Pologne Ignacy Mościcki au Conseil fédéral suisse, Varsovie, 14.10.1938, AFB, E 2001 (D) 1, de Modzelewski, Jean, Ministre, Légation de Pologne à Berne, (B 22.21.Pol.).

<sup>50</sup> La correspondance entre Département politique et sa Légation à Varsovie, 2.11, 9.11, 10.11, 14.11.1938, AFB, E 2001 (D) 1, de Modzelewski, Jean, Ministre, Légation de Pologne à Berne, (B 22.21.Pol.).

l'inefficacité des actions de la Société des Nations, surtout après la conférence de Munich. À tel point que les deux envisageaient la dissolution de la Société. Les dirigeants polonais suivirent cette direction en 1938 en transformant la Délégation auprès de la Société en simple Consulat général.<sup>51</sup> Cette affaire eut une influence sur les débuts de Komarnicki, les Suisses faisant pression pour que quelqu'un d'autre fût désigné. Le 21 octobre 1938, Modzelewski écrivit encore au Département politique que jusqu'à l'arrivée d'un nouveau ministre, la Légation serait dirigée par le secrétaire Józef Mościcki, petit-fils du Président.<sup>52</sup>

#### **IV. Le renom de Modzelewski par delà les frontières et le temps**

Le prestige de Modzelewski perdura aussi pendant la guerre qui avait si vite éclaté. Malgré la fin de ses activités diplomatiques officielles, Modzelewski restait une personne de référence dans les milieux polonais résidant à Londres. Ce temps de guerre, mais aussi l'engagement de Modzelewski dans les actions caritatives et culturelles, expliquent probablement cet intérêt. Le gouvernement en exil, reconnu encore par les puissances occidentales, lui avait confié le poste de vice-président de la Commission disciplinaire auprès du Conseil des ministres en 1944.<sup>53</sup> Modzelewski reçut confirmation de sa nomination à ce poste par une lettre confidentielle du Ministère des Affaires étrangères. Celle-ci l'informait également du manque de satisfaction des autorités concernant les activités d'Aleksander Ładoś, ministre à Berne, qui fut d'ailleurs finalement renvoyé. Pour ne pas susciter d'animosité avec les Suisses en introduisant une autre personne dont la position aurait pu être délicate, le gouvernement à Londres avait lui-même proposé à Modzelewski la reprise de ses fonctions ministérielles à Berne afin que la Légation bernoise représentât à nouveau clairement le gouvernement en exil et non le gouvernement en place à Varsovie. Sachant que son état de santé n'était pas très bon (en 1945, il avait 70 ans), on avait prévu une personne pour l'aider dans l'accomplissement de ses fonctions.<sup>54</sup>

---

<sup>51</sup> Michowicz, Waldemar, « Organizacja... », in : Łossowski, Piotr (dir.), *Historia..., op. cit.*, p. 52.

<sup>52</sup> Légation de Pologne au Département politique, sign. Jan Modzelewski, Berne, 31.10.1938, AFB, E 2001 (D) 1, de Modzelewski, Jean, Ministre, Légation de Pologne à Berne, (B 22.21.Pol.).

<sup>53</sup> Président des ministres, sign. Jan Kwapiński, Londres, 1.10.1944, Papiers privés de Jan Modzelewski, enveloppe « Nominacje », en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

<sup>54</sup> Ministère des Affaires étrangères, sign. A. Tarnowski, Londres, 24.5.1945, Papiers privés de Jan Modzelewski, enveloppe « Nominacje », en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

Une lettre adressée au gouvernement à Londres qui permet de prendre connaissance des opinions personnelles de Modzelewski dans cette affaire de nomination a été sauvée ; elle est d'autant plus précieuse que les documents livrant un pan plus personnel de la pensée de Modzelewski sont rares. Il y faisait preuve d'une grande intuition politique, d'une excellente connaissance des relations suisses ainsi que du milieu polonais. Modzelewski soulignait la relation cordiale et bienveillante que Ładoś nourrissait envers lui, bien qu'il eût connaissance des contacts du ministre avec les représentants du nouveau gouvernement polonais sous protectorat soviétique, ce qui dénote une certaine noblesse d'esprit. Il reconnaissait qu'il avait une relativement bonne position dans les sphères officielles suisses. Modzelewski rendait attentif au fait qu'un brusque renvoi pourrait constituer une action trop brutale risquant d'affecter les relations avec la Suisse. Malgré une grande sympathie de la Suisse et des Suisses envers les Polonais, leur politique vis-à-vis de la Pologne serait toujours liée aux relations avec Moscou. Modzelewski était contre le renvoi du ministre, parce qu'il était trop difficile de prévoir les actions et réactions du Conseil fédéral en l'absence d'informations confidentielles concernant les relations de Ładoś avec le Conseil fédéral et avec la Russie. Au cas où Ładoś aurait été déjà très bien installé, son renvoi risquait de susciter une réaction défavorable de Berne, influencée par les commentaires de Moscou, et d'entraîner une perte de prestige de la Légation qui ne serait plus dotée que d'un chargé d'affaires, ou qui serait peut-être même totalement liquidée. Sa proposition consistait à organiser une consultation à Londres, avec le ministre suisse Paul Rüeegg, et à décider seulement ensuite l'éventuelle démission de Ładoś.

Malgré son état de santé, Modzelewski n'avait pas rejeté la possibilité de reprendre la direction de la Légation bernoise. Il mentionnait tout de même la nécessité d'un financement solide. Il parlait aussi du conseiller de Légation Stefan Ryniewicz avec beaucoup d'amitié, affirmant la nécessité de le maintenir à ce poste.<sup>55</sup>

En 1946, le sujet de la représentation du gouvernement en exil à Berne n'était pas encore réglé. Mi-janvier, Modzelewski présentait ses solutions pour une mission polonaise à Berne. Il refusait la création d'une représentation officielle du gouvernement de Londres, avant tout à cause du manque de discrétion du milieu polonais qui risquait de réagir par des émeutes. Un tel poste, après protestation de la

---

<sup>55</sup> Jan Modzelewski à Adam Tarnowski, Fribourg, 10.6.1945, Papiers privés de Jan Modzelewski, enveloppe « Odznaczenia », en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

représentation varsoivienne, serait fermé par les autorités suisses. Modzelewski suggérait la formation d'un bureau moins officiel qui serait le centre d'exécution des tâches concrètes commandées de Londres. Il proposa même un candidat à la direction de ce bureau : Wierusz-Kowalski, l'un des fils du professeur de l'Université de Fribourg, le même connu pour son engagement dans la création de la Faculté des Sciences, né en Suisse, donc citoyen helvétique, ce qui était un avantage non négligeable dans l'exercice d'une telle activité. Pour lui venir en aide, Modzelewski prévoyait la formation d'un groupe de quelques personnes facilitant le travail. L'activité caritative de Kowalski pourrait servir comme couverture aux actions ordonnées par Londres.<sup>56</sup>

Le gouvernement en exil, à cette époque très serré financièrement et au niveau du personnel, avait en Modzelewski la seule personne possédant une position relativement assurée et correspondait avec lui pour cette raison. En marge des discussions concernant le futur représentant, Modzelewski était prié de continuer sa mission de protecteur des musées et collections polonais en Suisse.<sup>57</sup>

Après la tourmente de la guerre, la situation légale et financière de Modzelewski changea radicalement. La reconnaissance du gouvernement de Varsovie par les États occidentaux avait privé Modzelewski, le gouvernement londonien et tous ces collaborateurs de l'époque et futurs de tout appui et de toute reconnaissance. Les offices fédéraux discutèrent en juillet 1945 de la situation précaire de Modzelewski en étudiant sa demande de maintien de son statut diplomatique. La possibilité fut envisagée de lui accorder, à titre de courtoisie, certains avantages financiers. Vu son poste de protecteur des musées, il pouvait considérer qu'il faisait partie du corps diplomatique actif. Comme argument, on mentionna que jusqu'à maintenant, Modzelewski n'avait jamais profité de ses privilèges et qu'il était en possession d'un simple permis de séjour.<sup>58</sup> Berne et son Département politique ne l'oublia pas, même aux derniers moments de sa vie, probablement grâce au lien maintenu par ses amis en relation avec le Département politique. Il fut informé du décès par téléphone par Jean de Weck, proche collaborateur de Modzelewski, secrétaire de l'encyclopédie *La Pologne* toujours en cours

---

<sup>56</sup> Jan Modzelewski à Adam Tarnowski, Fribourg, 17.1.1946, Papiers privés de Jan Modzelewski, enveloppe « Odznaczenia », en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

<sup>57</sup> Ministère des Affaires étrangères à Jan Modzelewski, Londres, 2.3.1945, Papiers privés de Jan Modzelewski en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

<sup>58</sup> Notice sur Modzelewski, 6.7.1945, AFB, E 2001 (D) 1, de Modzelewski, Jean, Ministre, Légation de Pologne à Berne, (B 22.21.Pol.).

d'élaboration. Le 17 mars 1947, jour des obsèques, un employé transmet les condoléances au nom du Département politique à son épouse Isabelle.<sup>59</sup>

Même si dans le cas particulier de la carrière diplomatique personnelle de Jan Modzelewski, qui avait connu bien des difficultés pour démarrer pour des raisons d'ordre organisationnel et idéologique, pour s'améliorer ensuite avec le temps et se terminer d'une manière des plus heureuses, tout le projet politique que la République de Pologne avait nourri et construit s'est soldé par un échec lié à l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale. Nul pourtant ne prévoyait une telle fin à peine vingt ans après la reconstruction de la Pologne indépendante. Sans qu'il l'eût cherché, cette tournure dans la politique européenne fait de Jan Modzelewski une figure de premier ordre dans les relations entre la Pologne et la Suisse : il reste celui qui façonna ces relations pendant presque toute la période de l'entre-deux-guerres. La fin fut donc triste, mais revenant aux débuts, nous allons retrouver la grandeur des appétits de la nouvelle République qui ne faisaient que grandir.

---

<sup>59</sup> Télégramme à Madame Jean de Modzelewska, 17.3.1947, AFB, E 2001 (D) 1, de Modzelewski, Jean, Ministre, Légation de Pologne à Berne, (B 22.21.Pol.).

## Vers l'inconnu

### Chapitre 11.

#### **Première action d'importance accomplie par Modzelewski et son gouvernement en Suisse : traité polono-turc fut-il signé en Suisse**

Les difficultés que rencontra la diplomatie polonaise après la guerre de 1914-1918 présentées précédemment n'entamèrent en aucun cas l'euphorie causée par la résurrection de l'État et surtout, elles n'affectèrent pas la poursuite d'une ligne et de certains principes qui allaient donner sa direction à la politique étrangère dans les années 20. La Pologne, ambitionnant tout de suite de jouer dans la cour des grands, avait du mal à comprendre que ses visions n'étaient pas forcément partagées par ses partenaires au bénéfice d'une véritable tradition diplomatique. La vision d'une Pologne comme véritable puissance s'est affirmée encore davantage au moment où les rênes du gouvernement tombèrent dans les mains de la droite politique. Le programme politique du parti au pouvoir prévoyait de faire de la Pologne le premier acteur de cette partie du continent. Le gouvernement rassembla son énergie dans ce but, tentant de tisser les relations qui lui serviraient, mais il faut bien dire que finalement, la montagne accoucha d'une souris... Le traité polono-turc, signé à Lausanne en 1923, est peut être bien la souris de cette histoire. Le contexte politique de ce traité est intéressant à présenter, parce qu'il s'inscrit directement dans la direction diplomatique polonaise que nous avons présentée. Il attire d'autant plus notre attention du fait qu'il fut signé à Lausanne par Modzelewski en personne. Même si ce dernier n'eut pas un mot à dire – tout fut concocté à Varsovie –, c'est lui qui le signa au nom du gouvernement de Pologne. Cette histoire, quelque peu drôle et surprenante, montre bien les vastes horizons, les rêves de grandeur et la pratique diplomatique de ce temps suivant la guerre.

On aurait pu considérer que, dans la situation de l'époque, l'importance des relations entre la Pologne et la Turquie était insignifiante. Pourtant, la Légation polonaise auprès du gouvernement turc fonctionna dès 1920 et Witold Jodko-Narkiewicz continua à occuper le poste d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire encore à Constantinople, avant de suivre le déplacement de la capitale

turque à Ankara.<sup>1</sup> La Pologne, dans une situation politique et économique précaire mais pleines d'idées démesurées, s'opposait très fortement à la politique internationale menée par les grandes puissances. Les conflits provenaient non seulement de la question des frontières du nouvel État polonais, mais aussi des problèmes des minorités habitant ce nouveau territoire. Mécontente de l'ingérence des puissances étrangères, la Pologne se vit imposée de signer un traité le 28 juin 1919 qui mettait toutes les minorités ethniques sous la protection et le contrôle de la Société des Nations.<sup>2</sup> Il est tout à fait possible de multiplier les exemples des différends qui opposèrent la Pologne aux puissances occidentales. La politique de confrontation fut encore renforcée par les politiciens de droite, qui avaient repris le pouvoir en Pologne après les élections de novembre 1922. L'un d'entre eux, Marian Seyda, renforça encore cette situation : la politique étrangère de cette période s'employait à contester les décisions des puissances occidentales.

### **I. Les alliances brigüées par la politique étrangère polonaise**

La ratification du traité entre la Pologne et la Turquie put voir le jour grâce à une nouvelle coalition parlementaire des partis de droite réunissant l'Union populaire nationale (Związek Ludowo-Narodowy) de Roman Dmowski, la Démocratie chrétienne (Chrześcińska Demokracja) et le Parti des paysans polonais Piast (Polskie Stronnictwo Ludowe Piast), dont le leader Wincenty Witos devint premier ministre en mai 1923.<sup>3</sup> Dans son premier discours prononcé en tant que ministre, il ne présenta pas les principes de la politique étrangère de son gouvernement, parce que cette tâche avait été confiée à Marian Seyda, représentant du parti nationaliste, devenu de son côté ministre des Affaires étrangères. Comme l'intervention de Seyda devant la Commission parlementaire des Affaires étrangères le fit entendre, il voulait suivre à la lettre la vision de la politique étrangère de son camarade politique et dirigeant de parti Roman Dmowski. Pour la première fois après la reconstitution de l'État polonais, le parti national avait l'occasion de faire valoir sa propre vision en matière de politique étrangère. Dans ces principes fondamentaux, l'ennemi majeur de la Pologne était l'État

---

<sup>1</sup> D'après l'annexe II : « Les représentants de la Pologne à l'étranger », in : Łossowski, Piotr (dir.), *Historia...*, *op. cit.*, p. 628.

<sup>2</sup> Batowski, Henryk, *op. cit.*, p. 38.

<sup>3</sup> Czubiński, Antoni, *op. cit.*, p. 124.

allemand, que la Russie devait pouvoir neutraliser, même si le régime politique qui y régnait était décevant pour les nationalistes polonais.

La vision du parti national prévoyait la construction en Europe centrale et orientale d'une zone de paix perpétuelle. Cette conception visait la création d'une alliance des pays baltes, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Roumanie, de la Yougoslavie et de la Turquie malgré son éloignement géographique et politique. Le noyau dur aurait pu être formé par la Pologne et la Tchécoslovaquie, avec ensuite un rôle important donné aux pays balkaniques et un peu plus réduit aux pays baltes. L'idée de fond était probablement noble, mais difficile voire impossible à réaliser, utopique en raison des divergences en matière de priorités politiques et économiques des pays de cette région. La Pologne était elle-même déjà engagée dans des conflits frontaliers et dans une compétition pour le poste au Conseil de la Société des Nations avec la Tchécoslovaquie, son principal partenaire dans cette alliance. Leur seul point commun résidait dans leur politique à l'égard de leur voisin le plus proche : l'Allemagne. Le second partenaire potentiel, la Roumanie, était certes une alliée naturelle contre la Russie, mais pas forcément contre l'Allemagne. Contracter une alliance avec la Roumanie dont le principal ennemi serait la Russie soviétique convenait toutefois de moins en moins à la Tchécoslovaquie, car elle recherchait alors à approfondir les échanges avec cet État.

Il faut ici accentuer que tous les pays de l'Europe centrale et orientale récemment ressuscités dans leur existence géopolitique étaient inquiets concernant leur avenir. D'où la multitude de blocs constitués alors et dont le but aurait été la réalisation d'une politique étrangère commune plus au moins similaire. Pour la période de l'entre-deux-guerres, on peut relever au moins trois de ces structures. La première – la Petite entente – associait la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et la Roumanie. Ce bloc fut fondé en réaction contre le révisionnisme hongrois. La deuxième – l'Entente balkanique – alliait la Grèce avec la Yougoslavie, la Roumanie et la Turquie. La troisième – l'Entente baltique –, dont faisait partie la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie. Le premier, sans former de structures organisationnelles ni de plan d'action bien concret, débuta son activité dans les années 20. Quant aux deux autres, ils virent le jour dans les années 30.

Toutes ces organisations, dont les membres furent plus au moins unis, et dont les plans d'actions étaient plus idéalistes que réalistes, attestent d'une compréhension et de



la volonté de se défendre contre des menaces communes. Dans ce contexte, les propositions du parti nationaliste polonais présentèrent beaucoup d'atouts, mais la diversité des territoires touchés, sa taille démesurée et les divergences d'intérêts des différents acteurs par la suite ne permettaient pas de réaliser une vision d'une telle ampleur. D'autant plus que dans la version des nationalistes polonais, la Pologne aurait incarné le rôle de tuteur de toutes ces nations, surtout des pays baltes. Dans ces conditions, il devient même difficile de parler de partenariat et de collaboration.

Les trois organisations vivaient leur vie indépendamment les unes des autres. Le ministre des Affaires étrangères polonais, assez perplexe, participait au travail de la Petite entente, avec peu d'enthousiasme, en reprochant à cette organisation d'entraver la domination de la Pologne dans la région. Seyda n'était pas intéressé par le système de sécurité commun projeté pour le bloc. Cette proposition lui fut présentée par le ministre des Affaires étrangères roumain Ion Duca pendant sa visite à Varsovie en juin 1923. Ce système prévoyait aussi l'entrée dans l'Entente de la Grèce, de la Turquie et, dans une perspective un peu plus lointaine, des pays baltes. Seyda retarda autant qu'il put la nomination d'un représentant à la conférence de Prague où cette initiative devait être discutée. Finalement Erazm Piltz, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Prague, fut le représentant polonais à cette occasion. L'initiative présentée à Prague était très semblable au projet des nationalistes polonais, mais le rôle de la Pologne y était bien évidemment tout autre. Ces propositions et ces pourparlers ne purent porter aucun fruit en raison du différend déjà mentionné entre la Pologne et la Tchécoslovaquie concernant le siège au Conseil de la Société des Nations. Pour obtenir ce poste, la Pologne était prête à abandonner le minuscule territoire controversé de Jaworzyna pour obtenir le soutien des Tchèques, mais les Polonais oublièrent que ce poste au Conseil était trop précieux pour la Tchécoslovaquie, qui l'emporta finalement en septembre 1923.<sup>4</sup>

D'autre part, les essais de construction d'une alliance polono-balte, dont les membres auraient dû être la Pologne, la Lettonie, l'Estonie et la Finlande, restèrent infructueux. Un traité de neutralité et de collaboration politique restreinte fut signé en mars 1922, mais ne fut pas accepté par le parlement finnois. L'absence de la Lituanie, acteur principal de la région balte et partenaire nécessaire, rendait ce traité de toute

---

<sup>4</sup> Materski, Wojciech, « Dyplomacja... », in: Łossowski, Piotr (dir.), *Historia..., op. cit.*, p. 229.

façon insignifiant, voire impossible à respecter. La Pologne, en conflit avec la Lituanie depuis la fin de la guerre, s'opposait à cette participation. Le problème majeur concernait le territoire de la Lituanie dite centrale, comprenant Vilnius, capitale historique de toute la Lituanie, occupée par le général polonais Lucjan Żeligowski en 1920.<sup>5</sup> L'organisation de négociations, de rencontres et de pourparlers n'était pas parvenue à modifier la situation et le statu quo perdurait. La conférence des représentants des états-majors des deux pays d'août 1923 n'apporta rien. La Pologne ne pouvait s'imaginer une alliance avec ce pays qu'elle continuait à considérer comme faisant partie intégrante de son propre territoire.

À l'image de ces relations avec les pays de la Petite entente, des problèmes et enjeux liés non seulement à des questions territoriales, mais avant tout aux différences majeures d'intérêts entre les membres des coalitions, existaient également au nord de la frontière polonaise. La Finlande menait une politique pro-allemande. Avec méfiance, l'Estonie observait les plans de l'union baltique. Les idées de rapprochement avec la Lettonie de la Pologne n'étaient pas réalistes non plus, vu les contacts toujours croissants reliant les trois pays baltes. La direction du nord et l'Entente baltique n'apportèrent pas les résultats attendus, à cause du point de vue des nationalistes polonais, persuadés que tôt ou tard la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie seraient incorporées dans l'État russe et leur indépendance anéantie.<sup>6</sup> Il était inutile de mener une politique active dans la région, d'autant qu'elle aurait pu provoquer un refroidissement des relations avec la Russie dont on pensait qu'elle devrait bientôt abandonner l'expérience communiste et redevenir tsariste. Ces propos faisaient partie du programme officiel des nationalistes mené par Dmowski et ne pouvaient en aucun cas faciliter la création d'une coalition dans la région. Il n'est donc pas étonnant que cette conception de l'Entente baltique échouât.

Ce manque d'entente, les relations conflictuelles entretenues avec presque tous ses voisins, et la position de la Pologne au niveau international, pas assez importante aux yeux des grandes puissances, déterminèrent en partie Dmowski à chercher des alliés à sa conception de la sécurité commune en Europe de l'autre côté du continent européen. Il jeta son dévolu sur la Turquie, qui avait bâti sa puissance au XIV<sup>ème</sup> siècle

---

<sup>5</sup> Batowski, Henryk, *op.cit.*, p. 65.

<sup>6</sup> Farys, Janusz, *Koncepcje polskiej polityki zagranicznej 1918-1939*, Warszawa, Książka i Wiedza, 1981, p. 141.

du temps de l'Empire ottoman, occupant à son apogée les territoires d'Anatolie, de l'Asie du Sud-Ouest, de l'Afrique du Nord et de l'Europe du Sud-Est, et qui n'avait pas réussi à en maintenir la grandeur au début du XX<sup>ème</sup> siècle. L'attitude du gouvernement, pas assez efficace, et sa prise de parti pour l'Allemagne pendant le conflit de 1914-1918, avaient permis aux pays occidentaux une pénétration encore plus profonde dans le pays, en quête qu'ils étaient de matières premières. Ce processus de conquête des territoires turcs avait commencé pendant la guerre, lorsque la France et l'Angleterre s'étaient partagé les territoires arabes en 1917, et se renforça après la capitulation de la Turquie le 30 octobre 1918. Jusqu'à la fin du mois de mai 1919, une grande partie de l'Anatolie fut occupée par les Grecs, les Italiens et les Français. Les intérêts économiques des pays occidentaux et l'exploitation des matières premières de la Turquie leur firent projeter un partage de l'état turc. En fin de compte, le traité de paix entre les Alliés et la Turquie fut élaboré de manière à justifier l'occupation des vastes territoires turcs et fut présenté au gouvernement du sultan à Sèvres en août 1920. D'après ce document, le sultan conservait son pouvoir sur l'Anatolie et un territoire au nord de cette région. Telle était d'ailleurs la situation effective. Ce traité de paix fut toutefois signé avec un gouvernement qui ne représentait que peu la population turque.

## **II. Mustafa Kemal en quête d'alliés**

L'affaiblissement du gouvernement du sultan et sa soumission à la politique des Alliés provoquèrent le mécontentement du parti patriotique turc, groupé autour du général Mustafa Kemal, qui avait formulé un programme national au cœur même de l'Anatolie, par lequel il revendiquait l'intégralité du territoire pour les Turcs. Il créa une Assemblée nationale à Ankara, choisie comme nouvelle capitale de la Turquie, et l'organisation de sa nouvelle armée se constitua. Kemal de son côté, tout comme les Polonais, cherchait farouchement à obtenir une reconnaissance beaucoup plus grande pour la Turquie que celle qui lui avait été accordée et exprimée par le traité de Sèvres.

Pour sortir de cette situation difficile, Kemal commença à mettre en œuvre toute une gamme de moyens pour sortir de l'impasse. D'abord, il signa en 1921 un traité de paix avec le nouveau gouvernement de l'Arménie. Les Italiens quittèrent alors les territoires occupés. Les Français, suite à quelques défaites, firent la même chose. La situation des troupes grecques semblait être difficile vu qu'elles étaient restées seules en

face de la Turquie de Kemal. Dans de telles conditions, le traité de Sèvres n'avait plus de poids et on réalisa qu'il était temps de le réviser. S'engagea alors une nouvelle étape de pourparlers avec la Turquie, qui débuta justement à Lausanne entre novembre 1922 et juillet 1923, et déboucha sur plusieurs traités. Le plus important fut le traité signé avec la Grèce concernant les échanges des populations. Les questions des détroits du Bosphore et des Dardanelles furent abordées dans ce cadre également. Après ce nouvel accord, ils furent démilitarisés. Finalement, la Turquie reprit en sa possession l'Anatolie toute entière ainsi que la Thrace orientale.<sup>7</sup> Soulignons que toutes ces négociations furent menées avec les représentants du gouvernement d'Ankara déjà. Le sultan avait quitté Istanbul en novembre 1922 et quelques jours plus tard son gouvernement avait démissionné. Le califat fut maintenu encore presque une année, jusqu'à début 1924. En octobre 1923, le régime républicain fut proclamé en Turquie et Mustafa Kemal élu premier président.<sup>8</sup>

Le Ministère des Affaires étrangères polonais, guidé par les nationalistes représentés par Marian Seyda, réussit ainsi à trouver un partenaire, qui contestait comme lui les dernières décisions prises après-guerre concernant l'Europe. La désapprobation de Seyda allait parfois très loin. La Société des Nations, qu'il estimait n'être que l'outil des puissances occidentales, la France et l'Angleterre en particulier, leur servant à réaliser leurs propres objectifs. En guise de protestation, en juillet 1923, il démit Szymon Askenazy de ses fonctions de délégué de la Pologne auprès de la Société des Nations, ne nommant personne à sa place.<sup>9</sup> Il est évident que le ministre avait choisi une manière très indépendante de mener la politique extérieure polonaise, qui ne prenait pas en considération les opinions et les choix des grandes puissances. Que la nouvelle Légation polonaise en Turquie, contrairement à la plupart des pays occidentaux, fût établie à Ankara était également significatif. Cela fut d'ailleurs accueilli avec une grande reconnaissance par le gouvernement républicain turc. Malgré tout, il faut souligner que ces actes eurent une importance minime. Les projets d'alliance des nationalistes polonais n'étaient qu'illusion. La Turquie ne pouvait pas devenir le partenaire principal de la Pologne et ce à cause de l'importante distance géographique, mais aussi vu les relations, très cordiales que la Turquie nourrissait avec la Russie soviétique. Or les

---

<sup>7</sup> Laroche, Jules, *Au Quai d'Orsay avec Briand et Poincaré 1913-1926*, Paris, Hachette, 1957, 230 p.

<sup>8</sup> Batowski, Henryk, *op. cit.*, p. 76.

<sup>9</sup> Materski, Wojciech, « Dyplomacja... », in: Łossowski, Piotr (dir.), *Historia..., op. cit.*, p. 263.

relations diplomatiques entre la Russie et la Pologne restaient refroidies depuis la guerre de 1919-21.<sup>10</sup>

### III. Théorie des alliances après la Première Guerre mondiale

Dans les années 20, de manière globale, les événements survenus pendant la guerre récemment terminée permettaient de tirer des enseignements quant aux méthodes servant la résolution des conflits dans les relations internationales. Ces méthodes restaient certes toujours imparfaites, mais elles nourrirent et firent avancer le travail de la nouvelle Société des Nations. Les questions de la sécurité et du désarmement furent mises au premier plan. Lors de la Conférence de paix de 1919 déjà, la Société des Nations accepta l'article numéro 8 évoquant l'idée d'un désarmement progressif, tout en obligeant les pays membres de la Société à informer les tiers sur l'état de leur armement. La Commission permanente coordonna d'abord le processus tout entier, puis la Commission mixte temporaire reprit ces tâches mais s'occupa des questions de sécurité en particulier et non de désarmement.

Au début des années 20, dans les milieux diplomatiques proches de la Société des Nations, le projet de désarmement de Lord Esher occupait beaucoup les diplomates et faisait l'objet de multiples commentaires. Ce projet ne fut finalement pas accepté, mais il donna naissance à un autre : *Le traité d'assistance mutuelle*. Ce projet était la solution élaborée par Lord Robert Cecil avec l'aide du colonel Édouard Requin, acceptée en septembre 1922. Ce projet, ainsi que la quatorzième résolution de la Société des Nations, constitua ensuite la base de la méthode européenne de résolution des désaccords internationaux. Ses principes très progressistes considéraient l'agression d'un pays, c'est-à-dire la déclaration de guerre, comme un crime et obligeait les États alliés à venir en aide à l'État attaqué. Le texte de cette résolution, accepté pendant la session de l'Assemblée de la Société des Nations en septembre 1923, n'entra toutefois jamais en vigueur, la Grande-Bretagne l'ayant rejeté.

---

<sup>10</sup> Pour bien montrer l'importance qu'accordait la Turquie à la Russie, mentionnons qu'après le premier traité de paix conclu avec les représentants du gouvernement des nationalistes arméniens qui fut renversé plus tard, la Turquie signa d'abord un nouveau traité avec la Russie soviétique en mars 1921 et ensuite seulement, en octobre, avec l'Arménie russe pourtant voisine. Batowski, Henryk, *op. cit.*, p. 71.

Malgré ces premiers échecs, on continua à se mobiliser pour établir des relations non-violentes en Europe et dans le monde entier. En 1924, le concept *La sécurité, l'arbitrage et le désarmement* vit le jour. Le 2 octobre 1924, le Protocole de Genève, empreint de cet esprit, était accepté. Il condamnait la guerre, la guerre défensive exceptée ; en cas de désaccord entre pays, il postulait un arbitrage obligatoire, avec un système de sanctions sévères ; il exigeait finalement la réduction et la diminution de l'armement. Fondamentalement, ce protocole postulait que la résolution pacifique des problèmes entre pays était possible. Malgré le fait qu'il fût déjà accepté par les représentants des 19 pays, ce projet, très clair et raisonnable, fut une fois encore désapprouvé par la Grande-Bretagne que ce protocole n'intéressait pas. L'affaire fut totalement anéantie par le ministre britannique des Affaires étrangères Neville Chamberlain qui annonça que la Grande-Bretagne ne participerait même pas à la conférence sur le désarmement prévue par ce projet.

#### **IV. Traité : quelles réelles motivations ?**

Dans ce contexte où la construction de la paix était un enjeu prédominant au niveau européen, et au vu des tensions entre les principaux acteurs de la scène internationale, il est utile de se pencher sur la forme et le contenu du traité signé entre la Pologne et la Turquie à Lausanne le 23 juillet 1923. Le texte de cet acte, très laconique, montre à quel point son approbation fut dictée par des motivations utilitaires. On peut y percevoir la mode de l'époque ainsi que les efforts pour résoudre les problèmes internationaux de manière pacifique, à l'aide de l'institution de l'arbitrage.

##### **1. Traité d'amitié**

Dans le préambule, les deux parties du traité mettent l'accent sur les liens d'amitié sincère unissant les deux pays : elles se réfèrent à une amitié vivante au cours des siècles passés déjà, ayant résisté à de dures épreuves, et qui, rétablie à nouveau, servirait à la prospérité de la Pologne et de la Turquie également. Après cette introduction, l'article premier établit directement un principe de paix inviolable et d'amitié sincère et perpétuelle entre les deux États, ainsi qu'entre les citoyens de ces États. Le deuxième article mentionnait la nécessité d'établir des relations diplomatiques

privilégiées : les deux nations devaient accorder mutuellement au moins autant d'importance et de privilèges à leur représentation diplomatique et les considérer comme leur représentation la plus importante. L'article trois évoquait la Convention de commerce et la Convention d'établissement signées le même jour comme faisant partie du traité. L'article quatre expliquait le mode de ratification du traité : les ratifications devaient avoir lieu à Berne et entrer en vigueur quinze jours après l'échange des documents.

Seuls ces quatre points furent acceptés et signés par la Turquie représentée par Ismet Pacha, ministre turc des Affaires étrangères. Ce dernier avait été le général gagnant lors du conflit contre les Grecs et nommé en novembre 1922 représentant de la Turquie dans les négociations avec les Alliés. Il était accompagné encore de Riza Nour Bey, ministre des Affaires sanitaires et de l'Assistance sociale, ainsi que d'Hassan Bey, ancien ministre de l'Économie nationale. Du côté polonais, la première place revenait à Jan Modzelewski, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, accompagné par Aleksander Ładoś, conseiller de la Légation et Henryk Tennenbaum, directeur du Département au Ministère de l'Industrie et du Commerce.<sup>11</sup>

Il est difficile de fournir une analyse plus approfondie d'un texte aussi succinct ne contenant que quatre articles. Il est bien évident que son importance résidait dans son prestige. Le ministre polonais des Affaires étrangères l'utilisa pour étayer sa vision de la construction d'une zone de sécurité au centre de l'Europe, tellement souhaitée par les nationalistes polonais. Le traité permettait aussi d'affirmer une certaine indépendance de la politique extérieure polonaise face aux puissances européennes. Le fait que cet allié fût lointain et périphérique ne jouait aucun rôle dans cette bataille de prestige. Quant à la Turquie, une fois la guerre perdue, le traité lui accordait un allié certes peu puissant, mais tout de même européen. Il lui conférait aussi la reconnaissance de son nouveau gouvernement républicain et cela un jour avant la ratification du traité de paix entre la Turquie et les Alliés du 24 juillet 1923.<sup>12</sup>

---

<sup>11</sup> Traité d'amitié entre la Turquie et la Pologne, Republic of Turkey, Ministry of Foreign Affairs, [http : //www.mfa.gov.tr/groupe/ef/13.fr.htm](http://www.mfa.gov.tr/groupe/ef/13.fr.htm), page consultée le 3.7.2001.

<sup>12</sup> Batowski Henryk, *op. cit.*, s. 75.

## 2. Convention de commerce

Il faut maintenant accorder à la Convention de commerce plus d'attention, car elle eut finalement plus d'importance dans les relations bilatérales que le traité lui-même. En signant cette convention, les mêmes délégués posèrent un acte constituant une preuve plus concrète et tangible de l'amitié tant évoquée. La convention se composait de 14 articles.

Le premier des articles accordait très clairement la liberté de commerce et de navigation, sans aucune prohibition ni restriction d'importation, d'exportation ou de transit, sauf pour des raisons de sécurité au niveau de l'État, de la nation, de la santé et pour les produits dont l'État avait le monopole. On garantissait que toutes les marchandises, ainsi que les personnes des deux parties contractantes, bénéficiaient d'un traitement privilégié. Les biens de toute nature étaient exemptés de tout droit de douane. Ce droit à être traité en tant que nation la plus favorisée entre toutes concernait aussi les négociants et les industriels des deux parties, munis d'une carte de légitimation industrielle fournie par les autorités compétentes de chaque pays. Les mêmes conditions furent accordées aux personnes se rendant aux foires et aux marchés : elles devaient être traitées comme des marchands locaux.

L'article 6 revêtait une importance particulière. Il mentionnait le libre passage des navires et bateaux et l'exemption des taxes d'entrée et de sortie, celles imposées aux bateaux nationaux exceptées. Les cargaisons n'étaient plus assujetties à d'autres charges que celles en vigueur pour les autochtones.

Finalement, l'article 7 définissait le statut de nation la plus favorisée concernant les produits destinés à la consommation, la réexpédition ou au transit, qui n'étaient soumis à aucune taxe particulière, sauf s'ils étaient destinés à des pays limitrophes, ou qu'ils faisaient l'objet de faveurs résultant d'union douanière ou économique avec d'autres pays, et qu'ils étaient soumis au régime douanier polono-allemand de la Haute-Silésie et aux avantages entre la Turquie et les pays détachés de l'Empire ottoman en 1923.

Un des derniers articles réglait les problèmes de trafic des marchandises par voie ferrée, en général traités selon le régime de la Convention internationale sur le trafic des



chemins de fer du 14 octobre 1890. L'article ajoutait seulement ici aussi le statut de nation la plus favorisée.

La convention devait entrer en vigueur un mois après la date de l'échange des ratifications et durer une année. Faute d'être dénoncée à la fin de l'année, elle perdura. Comme le traité d'amitié, cette convention fut signée par trois représentants des parties turque et polonaise le 23 juillet 1923.<sup>13</sup>

Signé au milieu du mandat de Marian Seyda à la gestion du Ministère des Affaires étrangères, ce traité polono-turc eut avant tout un rôle propagandiste dans la politique intérieure du pays : il était brandi comme preuve de la réalisation d'un vaste programme qui restera en fin de compte à jamais inachevé. Son rôle sur la scène internationale fut encore moindre, certainement mal compris et ressenti comme un acte de désespérés d'un pays récemment reconstitué et pourtant ingrat. Du côté polonais, il suscita plutôt une sorte de rejet et de désapprobation de la politique menée par les grandes puissances, qui n'était pas du tout du goût de la droite polonaise, quand bien même on peut penser qu'elle devait s'y attendre puisqu'elle n'en était pas à ses premiers échanges et collaborations avec les Alliés. La plupart des politiciens polonais de droite se retournait alors contre ses anciens partenaires politiques du temps de leur travail au Comité national polonais à Paris. Leur seule chance résida dans le fait que le partenaire turc avait aussi besoin d'un soutien, quel qu'il fût. Ce besoin est l'unique raison ayant permis permit au pacte de se conclure. Toute l'idéologie sous-jacente étant le fruit des instances de Varsovie, le rôle de Modzelewski dans cette aventure fut minime : il se résuma à la simple signature du traité puisqu'il était le ministre en Suisse. La droite perdit bientôt le gouvernement et ce premier temps de tumultes passé, la politique diplomatique commença à suivre un chemin plus régulier. Modzelewski, de son côté, put alors se consacrer aux affaires strictement liées à son propre champ d'action qui n'était pas la politique avec les pays éloignés, mais avec son partenaire et pays d'accueil, la Suisse.

---

<sup>13</sup> Convention de commerce entre la Turquie et la Pologne, Republic of Turkey, Ministry of Foreign Affairs, [http : //www.mfa.gov.tr/groupe/ef/15.fr.htm](http://www.mfa.gov.tr/groupe/ef/15.fr.htm), page consultée le 3.07.2001.

## **Le quotidien diplomatique**

### **Chapitre 12.**

#### **La Pologne et la Suisse : quelles relations ?**

Même si l'on considère le traité polono-turc comme première action concrète mettant en jeu des compétences de Modzelewski en tant que ministre plénipotentiaire, elle n'était qu'illusoire et ne revêtait aucune importance réelle en dehors de celle que lui avaient prêtée ses créateurs. Ce traité s'inscrit dans la période encore embrouillée de la politique diplomatique de la République de Pologne reconstituée. Le vrai défi pour Jan Modzelewski qu'il eut à relever pendant toute sa carrière d'ailleurs était en lien avec le pays dans lequel il était engagé professionnellement. La tâche était de taille. La Suisse était par opposition à la Pologne un pays fortement ancré dans le jeu diplomatique depuis très longtemps : elle possédait les structures, les pratiques et les moyens nécessaires, bref toute une machine bien huilée pour diriger efficacement sa politique étrangère. Afin de diriger sa Légation dans les règles de l'art, Modzelewski était obligé de construire la totalité des relations nécessaires sur plusieurs niveaux. Ce fut un vrai travail de pionnier, vu qu'aucun établissement de ce genre n'avait fonctionné auparavant. La signature d'un traité n'était qu'un début qui devait lancer une activité qui irait beaucoup plus loin et beaucoup plus en profondeur pour le bien commun des relations entre les deux pays. Ce travail quotidien exigeait une grande persévérance et beaucoup de patience : il fallait en effet souvent attendre le moment propice, attendre qu'un vent politique favorable aux directions visées se lève pour réaliser ses projets. Modzelewski, chargé de construire les bases diplomatiques polono-suisse en tant que représentant du gouvernement polonais, fut obligé de suivre la ligne politique définie par sa centrale varsovienne. Le traité d'amitié polono-suisse, signé suivant toutes les règles de l'époque et préparé par les fonctionnaires des ministères respectifs, s'inscrit dans ce cadre. Dans les affaires d'une importance moindre ou délaissée par Varsovie, il eut tout de même l'occasion d'avoir une certaine autonomie dont il profita. En analysant ses démarches, nous verrons quelle fut cette marge de manœuvre laissée au représentant du gouvernement de Varsovie.

Ajoutons une information d'une importance majeure dans le travail d'historien que nous élaborons : pour ce chapitre et tous les suivants, nous avons eu la chance de reconstituer les événements en nous basant sur des sources détaillées et restées encore inexploitées, sources qui manquaient cruellement dans les précédentes descriptions de la vie de Jan Modzelewski.

Après la période de définition des frontières, luttant avec une situation intérieure toujours instable dans les domaines économique et politique, le nouvel État polonais essayait de rompre avec l'isolation sur le plan international et de donner à la Pologne un rôle important dans le système des pays européens. C'est ce vers quoi tendirent les efforts des gouvernements consécutifs et des ministres des Affaires étrangères. Depuis le début de la reconstruction de la Pologne, les ministres des Affaires étrangères s'employaient à élargir les relations diplomatiques actives de l'État polonais. Des pourparlers bilatéraux dans les domaines militaire et commercial furent menés avec les États-Unis, les pays scandinaves, mais aussi avec le Japon et les pays d'Amérique latine. Ces entreprises portèrent leurs fruits. Au cours des années 20, le pays signa toute une série de traités de conciliation et d'arbitrage. En 1925, un tel traité fut signé avec la Tchécoslovaquie et la Suède, en 1926 avec le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et en 1928 avec le Grand-duché du Luxembourg.<sup>1</sup> Après le traité présenté dans le chapitre précédent signé avec le nouvel État turc, le traité de conciliation et d'arbitrage entre la République de Pologne et la Confédération suisse fut signé à Berne le 7 mars 1925.<sup>2</sup> Cet accord provenait de la volonté de l'époque d'établir un système de sécurité international et européen en particulier.

## **I. Les diverses formes de traités internationaux**

Les expériences de la dernière guerre, dont la forme et le cours n'avaient rien de comparable dans l'histoire de l'espèce humaine, firent comprendre que l'établissement d'une méthode pacifique de traitement des conflits entre plusieurs pays était nécessaire. Les efforts de nombreux représentants et diplomates, mais aussi des institutions

---

<sup>1</sup> Batowski, Henryk, *op. cit.*, p. 50 ss.

<sup>2</sup> Traité de conciliation et d'arbitrage entre la Pologne et la Suisse, Berne, 7.3.1925, AAN, Akta MSZ, B 29 174.

internationales, étaient dirigés vers cet objectif. L'une de ces institutions, l'Institut de droit international, reçut d'ailleurs le prix Nobel de la paix en 1904.

Comme nous l'avons vu en présentant l'accord avec la Turquie, on construisit de nouvelles règles de relations entre les pays qui devaient permettre de trouver un arrangement acceptable pour les deux parties et non seulement une seule lors de la constitution de traité ou de conflit. On peut comprendre cette volonté de régler les désaccords d'une manière pacifique comme l'expression des besoins de sécurité et de paix inhérents à la nature humaine. Elle n'était pas uniquement le résultat de la guerre de 1914-1918. Ce genre de moyens avait déjà une histoire ancienne. Des différends existaient bien évidemment depuis la nuit des temps et au cours des siècles plusieurs méthodes de gestion de multiples querelles entre États s'étaient formées.

La première à disposition était la médiation. Lors d'un désaccord, un médiateur aide les parties du conflit à chercher une solution commune, sans raisonner en terme de raison ou de tort, sans agressivité, sans pression ni soumission.

Une autre manière était de laisser des tiers trouver une solution. On parlait alors d'arbitrage, procédé connu depuis l'Antiquité et souvent appliqué au Moyen Age. Traditionnellement et au début de son fonctionnement, les problèmes furent tranchés par le représentant d'un pays tiers, le pape ou le roi et plus tard le président.

Au cours des siècles, une nouvelle formule d'arbitrage fut créée que l'on appela l'arbitrage américain. Le désaccord y était démêlé par une commission mixte composée d'un représentant de chaque partie et d'une, deux ou trois personnes élues par les deux parties adverses. Son grand avantage était de permettre la constitution d'une commission formée de personnes compétentes, mais il existait toujours le danger qu'une partie se trouvât avantagée par la formation de la commission et qu'elle pût l'influencer lors des débats. C'était un problème majeur que l'on chercha à éliminer avec la méthode de conciliation. Celle-ci est la dernière des pratiques dans laquelle la commission est élue par les parties du conflit. Elle se différencie de l'arbitrage américain en ce que la commission formulait son opinion sur le sujet en l'absence des parties en conflit.

## **II. Traité de conciliation et d'arbitrage polono-suisse : contenu et ratification**

Lors des négociations devant aboutir au traité polono-suisse que l'on appela le traité de conciliation et d'arbitrage, les deux parties décidèrent d'appliquer une méthode mixte. Le traité fut signé le 7 mars 1925 à Berne, par Jan Modzelewski, envoyé extraordinaire à Berne en fonction, et Julian Makowski, chef du Département au Ministère des Affaires étrangères à Varsovie, tous deux nommés par le président de la République. La Suisse était représentée par Giuseppe Motta, conseiller fédéral et chef du Département politique, choisi par le Conseil fédéral.

Composé de 20 articles, ce traité n'avait rien de particulier et ne se différenciait pas de la formule appliquée généralement pour ce genre de documents. Le premier article stipulait qu'en cas de désaccord les parties devaient se livrer à la procédure de l'arbitrage ou de la conciliation au cas où la voie diplomatique habituelle se serait avérée insuffisante. La question de la Commission de conciliation y était réglée ainsi : elle devait être composée de 5 membres, nommés pour une durée de 3 ans, trois d'entre eux étaient élus en commun par les deux parties et chaque partie en élitait un de son côté. Les membres de la Commission déjà élus étaient obligés de choisir leur président, la voix duquel était décisive. La Commission se réunissait à l'endroit choisi par le président. Chaque partie gardait le droit de nommer un remplaçant connaissant mieux le problème en question en lieu et place de son représentant. En cas de différend, la partie plaignante était obligée de présenter une requête au président de la Commission. La décision était prise à la majorité des voix et le rapport devait être présenté 6 mois après le début de la procédure. Chaque partie avait un droit de recours de 3 mois. La Convention de la Haye de 1907 avait servi d'exemple pour cette procédure.<sup>3</sup>

Ce traité devait entrer en vigueur 30 jours après la ratification et rester applicable pendant 3 ans. Si les parties ne le résiliaient pas 6 mois avant l'échéance, ce contrat se prolongeait automatiquement pour une période de trois ans. La ratification de ce traité ne fut pas aussi facile que l'on pouvait l'imaginer. La correspondance le concernant montre bien quels efforts furent nécessaires à son aboutissement. Pour des raisons purement formelles, les négociations durèrent toute une année.

---

<sup>3</sup> Texte anglais de la Convention : [www.avalon.law.yale.edu/20th\\_century/pacific.asp](http://www.avalon.law.yale.edu/20th_century/pacific.asp), page consultée le 20.1.2009.

Une première lettre urgente fut envoyée par la Suisse au président de la Diète polonaise en décembre 1925, lui demandant de faciliter et d'accélérer la ratification du traité, accepté par la Suisse et son Assemblée fédérale en septembre 1925 déjà.<sup>4</sup> Cette action du ministre suisse s'adressait non seulement au président de la Diète, mais elle fut acheminée au Ministère des Affaires étrangères également. Son chef, Aleksander Skrzyński, encourageait de son côté la Diète à ratifier le traité.<sup>5</sup> N'obtenant toujours pas de résultats, le ministre suisse Hans de Segesser-Brunegg ne baissa pas les bras. Une fois encore, en février 1926, il demanda pourquoi le parlement avait déjà ratifié d'autres traités mais pas celui avec la Suisse.<sup>6</sup> Finalement, après une autre dépêche du Ministère des Affaires étrangères, la Diète ratifia la note du traité entre la Pologne et la Suisse le 25 mars 1926. Quelques jours plus tard, cet acte fut accepté par le Sénat. Son président souligna qu'il allait rectifier une faute dans le texte du parlement : la capitale de la Suisse n'étant pas Berlin, mais Berne (*sic* !).<sup>7</sup>

Pour que toute la procédure puisse être mise en œuvre, une démarche était encore nécessaire. Dans une lettre du 19 avril 1926 au ministre Skrzyński, Segesser-Brunegg se montrait prêt à faire l'échange des documents ratifiés.<sup>8</sup> Ceci eut lieu au siège du Ministère des Affaires étrangères entre le nouveau ministre polonais August Zaleski et Hans de Segesser-Brunegg, le 11 juin 1926.<sup>9</sup> Ne restait que la dernière étape du processus qui consista à informer la population, le gouvernement annonçant que lesdits accords entreraient en vigueur le 11 juillet 1926.<sup>10</sup>

L'analyse des documents concernant ce traité, les actions et les discussions sur sa ratification, montre que dans ce processus, la partie suisse fut plus activement engagée dans ce processus. À cette époque, la Pologne avait pour priorité de contracter des alliances stratégiques avec les grandes puissances qui avaient des rôles prédominants à jouer dans le concert des nations. Il est évident que la Suisse n'était pas

---

<sup>4</sup> Lettre de la Légation de Suisse en Pologne au Président de la Diète, Varsovie, 18.12.1925, AAN, Akta MSZ, B 29 174.

<sup>5</sup> Ministère des Affaires étrangères au Président de la Diète, Varsovie, 14.1.1926, AAN, Akta MSZ, B 29 174.

<sup>6</sup> Lettre de la Légation de Suisse en Pologne au Président de la Diète, Varsovie, 6.2.1926, AAN, Akta MSZ, B 29 174.

<sup>7</sup> Karta służbowa, 29.3.1926, Karta służbowa, 1.4.1926, AAN, Akta MSZ, B 29 174.

<sup>8</sup> Lettre de la Légation de Suisse en Pologne au Ministère des Affaires étrangères, Varsovie, 19.4.1926, AAN, Akta MSZ, B 29 174.

<sup>9</sup> Département scientifique et des traités au Département de la presse, Varsovie, AAN, Akta MSZ, B 29 174.

<sup>10</sup> Déclaration du gouvernement, Varsovie, 25.6.1926, AAN, Akta MSZ, B 29 174.

prioritaire dans le contexte de la politique polonaise de l'époque. Mentionnons l'invitation au poste de membre de la Commission de conciliation, adressée au professeur Stanisław Wróblewski, et les échanges pour obtenir l'acceptation de ce poste, car ils constituent un exemple de cette attitude des politiciens polonais envers la Suisse. Wróblewski, déjà président de la Chambre suprême de contrôle (Naczelna Izba Kontroli), organe contrôlant les activités des organes de l'État, était aussi professeur à l'Université de Cracovie et membre de l'Académie polonaise des arts et des sciences (Polska Akademia Umiejętności). Avec tant de tâches à remplir, on aurait pu supposer qu'il refuserait une fonction supplémentaire de membre de la Commission par manque de disponibilité. La quantité d'engagements ne posait pourtant pas de problème aux autorités du Ministère des Affaires étrangères. Dans sa lettre, le Ministère argumentait que « [...] l'objectif étant de développer des relations polono-suisses normales et amicales, les nouvelles fonctions ne devraient ni demander d'interventions majeures, ni déranger les importantes occupations de Monsieur [Wróblewski] au pays. [...] ». <sup>11</sup> La réponse de Wróblewski ne se fit pas attendre longtemps. Quelques jours plus tard déjà, le 11 novembre 1926, le Ministère avait reçu sa lettre d'acceptation. Dans ce cas, obtenir la nomination de la part du président de la République ne fut qu'une formalité. Ignacy Mościcki signa le document nécessaire le 30 novembre 1926. <sup>12</sup>

### **III. Relations économiques : champ d'activité en développement constant**

En dehors de ces contacts diplomatiques, très officiels, la Pologne et la Suisse furent liées par des relations avant tout économiques. Jan Modzelewski parle de ces enjeux économiques dans l'une des ses notes et exprime assez clairement que ces affaires lui prenaient beaucoup d'énergie. <sup>13</sup> Son intelligence du sujet, ses connaissances ainsi que son véritable intérêt en la matière, qui dataient rappelons-le des débuts du siècle, lui permirent de devenir un véritable maître dans ces affaires, alors même qu'il ne recevait qu'un soutien très restreint et une critique presque inexistante du côté de Varsovie.

---

<sup>11</sup> Ministère des Affaires étrangères à Stanisław Wróblewski, Varsovie, 3.11.1926, AAN, Akta MSZ, B 29 174. Nous traduisons.

<sup>12</sup> Nomination d'Ignacy Mościcki à l'attention de Stanisław Wróblewski, Varsovie, 30.11.1926, AAN, Akta MSZ, B 29 174.

<sup>13</sup> Note de Jan Modzelewski concernant les échanges commerciaux polono-suisses, après 1934, non datée, AAN, Akta MSZ, B 29 174.

## 1. La Convention de commerce de 1922

Le point de départ des relations économiques polono-suisses fut une convention de commerce, non tarifaire, basée sur une clause de statut de la nation la plus favorisée du 26 juin 1922. Elle fut signée par le Chef d'État (Naczelnik Państwa), Józef Piłsudski, et le Conseil fédéral pour favoriser et développer les relations commerciales entre les deux pays.<sup>14</sup> Cette convention dessinait ces relations dans leurs grandes lignes. Avant tout, elle soulignait le caractère privilégié de ces contacts, tant dans la sphère administrative, que les sphères douanière, fiscale et commerciale. Malgré son caractère plutôt laconique, elle devint la base des relations commerciales pour une période de 80 ans.

En mai 1927, suite à cette convention probablement, un protocole fut signé à Paris. Celui-ci définissait les contingents annuels pour l'importation. Il énumère toute une gamme de produits d'exportations polonais et suisses. La Suisse exportait entre autres: des pâtes alimentaires, du lait condensé, du vin en barriques et en bouteilles, des fromages, du chocolat, des chaussures en cuir, des montres, des machines électriques, des machines à coudre, de la lingerie, des fils de lin, du papier, mais aussi du nickel, du cuivre et du cobalt. La Pologne exportait avant tout : de la viande et ses dérivés, des œufs, du beurre, des chevaux, des troncs ou des planches de bois.<sup>15</sup> Il s'agissait donc avant tout de produits alimentaires, ce qui présentait un certain avantage pour l'économie suisse, qui malgré ses efforts visibles dans la production alimentaire ne pouvait jamais subvenir aux besoins de toute sa population.<sup>16</sup> À part cette branche de l'économie, la Pologne occupait une place assez grande dans l'exportation des matières premières, en particulier de la houille. Elle venait juste, avec des quantités inférieures de beaucoup, après les plus grands : l'Allemagne, la Belgique, la France, la Grande Bretagne et les Pays-Bas. Placée assez haut.<sup>17</sup>

La situation économique mondiale, très difficile en ces temps de crise de la fin des années 20, avait rendu l'introduction de transactions ressemblant au troc nécessaire. C'était une procédure de relations commerciales, dans laquelle une partie contractante

---

<sup>14</sup> Texte de la convention : <http://www.msz.gov.pl/bpt/documents/11600.pdf>, page consultée le 20.9.2009.

<sup>15</sup> Protocole des contingents, Paris, 5.5.1927, AAN, Umowy polsko-szwajcarskie, B 12 907.

<sup>16</sup> Bergier, Jean-François, *Problèmes de l'histoire économique de la Suisse. Population, vie rurale, échanges et trafics*, Berne, Francke Éditions, 1968, p. 63.

<sup>17</sup> *Statistique du Commerce suisse : Rapport Annuel 1927*, Direction générale des douanes fédérales, 1928, p. 16.



fonctionne comme intermédiaire, prenant à la fois le rôle de vendeur et d'acheteur, pour assurer le suivi des commandes des deux parties. Ces transactions, appelées également transactions de clearing, impliquaient tant du côté import qu'export des biens en grande quantité, et non pas un seul bien en échange d'un autre, comme c'est le cas dans les opérations de troc. Ces échanges pouvaient avoir lieu sous forme dite pleine, et les échanges se faisaient alors sans intervention de devises, ou sous forme dite partielle, et les devises permettaient d'équilibrer les éventuelles différences de valeur entre les biens échangés. Les conventions commerciales furent à la base de ces accords de clearing, dont le but était d'équilibrer les chiffres d'affaires et la définition du nombre de biens faisant partie des contingents. Les conventions, très utiles en temps de crise, étaient le moyen le plus simple d'équilibrer le commerce international et d'épargner un nombre important de devises.

## 2. Nouvelles négociations et le protocole additionnel du début des années 30

Ce système des contingents de biens exigea souvent des corrections, qui se présentèrent alors sous forme de traités additionnels à l'accord de 1922. La tâche consistant à garantir l'équilibre de ces contingents n'était pas aisée. Les premiers pourparlers de 1932, menés à Varsovie entre le ministre suisse Hans Segesser-Brunegg et le Ministère de l'Industrie et du Commerce, ne donnèrent rien. Une nouvelle session eut lieu cette fois-ci à Berne au début du mois de mai 1932. La partie polonaise y était représentée par Jan Modzelewski, par l'envoyé du Ministère de l'Industrie et du Commerce ainsi que par l'attaché de Légation Tadeusz Skowroński. Du côté suisse, deux personnes, dont Walter Stücki. Une semaine plus tard, le traité était signé, alors même qu'à un moment donné les discussions étaient arrivées dans une impasse. Ceci en raison des directives du ministère de Varsovie transmises par son représentant. Les Suisses ne voulurent pas accepter la possibilité d'augmenter les taxes de douane ou d'interdire l'importation de biens déjà acceptés qu'elles contenaient. Finalement, les négociants se mirent d'accord : en cas d'impossibilité d'honorer les termes de la convention, un délai court d'un mois suffisait à la résilier. Ce traité fut signé pour une période de 4 mois, renouvelable automatiquement en cas d'absence d'objection.

Les problèmes de paiements furent réglés comme suit. Les Suisses étaient prêts à payer en or, à condition que les biens fussent effectivement de qualité supérieure. Pour

les produits de première nécessité, la Suisse proposait l'institution de centrales d'achats, composées de marchands et de consommateurs. On peut citer l'exemple de Butyra pour le beurre.<sup>18</sup> En 1931, le niveau d'importation fut maintenu. Il correspondait à 28 millions de francs de l'époque.<sup>19</sup>

Le transport représentait également un problème. Les produits polonais, particulièrement volumineux, impliquaient des frais de transport importants qui se répercutaient sur le prix final des biens, de ce fait considérablement plus élevé. Les frais de transport des produits suisses étaient par contre moins importants. On finit par adopter une diminution de moitié des contingents suisses, relevant que la situation économique polonaise ne permettait pas d'acheter des montres, du vin ou du fromage en grande quantité. Pour les mêmes raisons, la partie polonaise renonçait à importer des machines de précision ou des machines électrotechniques dont la vente serait compliquée voire impossible.

Malgré toutes les difficultés autour de sa ratification, il faut souligner que la Pologne obtint une meilleure convention que celles signées récemment entre la Suisse et d'autres pays, notamment la Bulgarie, l'Autriche et la Yougoslavie, et ceci grâce à la position relativement forte de la monnaie nationale polonaise.<sup>20</sup>

La stabilisation du système économique mondial ainsi que de nouveaux accords permirent l'accélération des contacts commerciaux. La suite des négociations débuta en raison de divergences dans l'interprétation des textes de la convention. Ces négociations s'échelonnèrent sur presque une décennie et permirent de préciser plusieurs sujets que le traité de 1922 ne mentionnait que vaguement. Un nouveau protocole additionnel fut signé le 2 février 1934.

---

<sup>18</sup> Butyra, centrale suisse créée en avril 1932 dont le but était de prendre en charge le beurre indigène non vendu directement aux consommateurs. Grâce à cet organe, la situation générale du marché n'eut presque plus d'influence du tout sur les prix du beurre. Voir : *Statistique du Commerce suisse : Rapport Annuel 1932, Ière partie*, Direction générale des douanes fédérales, 1932, p. 38.

<sup>19</sup> Ces chiffres sont confirmés par : *Statistique du Commerce suisse : Rapport Annuel 1932, IIème partie*, Direction générale des douanes fédérales, 1932, p. 4.

<sup>20</sup> Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, sign. Jan Modzelewski, Berne, 9.5.1932, AAN, Umowy polsko-szwajcarskie, B 12 907.

### 3. Poursuite du développement

Avant que ce protocole ne fût signé, la Légation polonaise avait souvent analysé les relations économiques entre les deux pays et formulé des projets en la matière. L'une de ces premières analyses pourrait être un rapport faisant état des échanges suisses avec la Pologne en rapport avec la totalité des échanges commerciaux suisses. D'après les renseignements de la Légation, la Suisse avait bouclé 1935 sur un bilan commercial négatif, dont la valeur des biens importés s'élevait à 1'283'303'626 francs alors que la valeur des exportations n'était que de 821'960'332 francs. Les échanges avec la Pologne se montaient quant à eux à 16'706'959 francs d'importation et de 14'096'271 francs d'exportation.<sup>21</sup> Il faut mentionner aussi que malgré les difficultés causées par les tentatives de restrictions des organisations syndicalistes et des importateurs qui désiraient bloquer l'importation de biens polonais faisant pourtant partie des contingents, les taux d'échanges entre la Pologne et la Suisse en 1935 furent plus élevés qu'en 1933 et 1934. Ces résultats ne satisfaisaient personne. Il était donc nécessaire d'agir pour augmenter les échanges commerciaux entre les deux pays. Le 10 octobre 1935, la Chambre du commerce fut créée à Bâle avec un capital de 50 milles francs, dont le but principal était de renforcer l'importation des produits polonais et la représentation des entreprises polonaises en Suisse. Gustave Hornung fut nommé à la tête de cette institution comme directeur et l'avocat Ferdinand Petersen-Dietschy devint président du Conseil. L'initiative suisse fut chaleureusement acceptée par la Légation, qui de son côté avait proposé son aide pour l'organisation de nombreuses visites d'entreprises et de sociétés polonaises.<sup>22</sup> Hornung prospectait, en quête en particulier les personnes intéressées par les produits polonais en Suisse et par les produits suisses en Pologne. L'activité de la Chambre du commerce commença, portée par un grand élan. En décembre déjà, Hornung visita les centres industriels polonais. Son programme comprit la visite de Gdynia, unique port maritime polonais, Lwów, centre de l'industrie pétrolière, Łódź, centre des entreprises textiles, Poznań, avec la centralisation de la production agricole notamment de l'industrie sucrière, et Katowice, le bassin du charbon. Hornung voulait obtenir que les produits dérivés du charbon de provenance allemande fussent à l'avenir remplacés par les produits polonais. Cette idée intéressante

---

<sup>21</sup> Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, sign. Józef Mościcki, Berne, 17.1.1936, AAN, Szwajcaria. Stosunki ekonomiczne, B 21 288.

<sup>22</sup> Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, sign. Jan Modzelewski, Berne, 26.10.1935, AAN, Stosunki ekonomiczne, B 21 288.

ne put être réalisée en raison de la concurrence belge et luxembourgeoise travaillant en accord avec l'Allemagne.<sup>23</sup>

Une notice confidentielle datée de mai 1936 affirme que le développement des contacts économiques entre la Pologne et la Suisse s'intensifiait grâce à l'engagement d'Hornung. Une telle activité manquait malheureusement à Berne, où les affaires commerciales étaient traitées de manière inefficace par les deux employés de la Légation responsables et au consulat de Zurich, où le consul honoraire Ed d'Orelli était dépassé par les tâches liées à la gérance du consulat et où le seul employé était débordé par des occupations de nature administrative.<sup>24</sup> Le problème ne provenait toutefois pas uniquement du manque de personnel, mais également du manque d'engagement.

L'approche si sérieuse et engagée dans les affaires économiques dont faisait preuve la Chambre du commerce se lit également dans le fait qu'elle éditait des communiqués de presse avec un bulletin deux fois par semaine. Il est presque certain que cette activité dynamique de la Chambre du commerce permit l'ouverture du consulat honoraire à Bâle le 29 janvier 1936. Ferdinand Petersen-Dietschy fut nommé consul et Gustave Hornung, justement, vice-consul. L'activité de ce consulat s'étendit sur les cantons de Bâle, Argovie, Lucerne et Soleure.<sup>25</sup> Encouragée par ce succès bâlois incontestable et guidée par un programme politique encore plus vaste, la Pologne ouvrit quelques mois un autre consulat honoraire à Genève. Celui-ci surveillait les cantons romands : Valais, Vaud et Genève. La fonction de consul fut accordée à Gustave Druckert le 12 juin 1936. L'ouverture de ce consulat et la création de l'association Combex facilitèrent le développement économique entre les deux pays.<sup>26</sup>

#### 4. Fluctuation constante des produits d'exportation

Ces efforts déployés en vue du développement des échanges commerciaux polono-suisse, accompagnés de la fondation de plusieurs organisations coopératives produisirent des résultats satisfaisants. La multitude des produits exportés et importés

---

<sup>23</sup> Institut de l'exportation d'État à la Légation de Pologne à Berne, Varsovie, 19.12.1935, AAN, Szwajcaria. Stosunki ekonomiczne, B 21 288.

<sup>24</sup> Note confidentielle au Département de l'occident du Ministère des Affaires étrangères, sign. L. T. Mazur, 19.5.1936, AAN, Szwajcaria. Szwajcarsko-Polska Izba Handlowa, B 21 293.

<sup>25</sup> Communiqué de la Chambre du commerce, Bâle, 5.2.1936, AAN, Szwajcaria. Szwajcarsko-Polska Izba Handlowa, B 21 293.

<sup>26</sup> *Ibidem*.

dans les deux sens devenait vraiment impressionnante. La Pologne exportait des produits d'origine végétale : orge, avoine, pois, haricots, houblon, oignons, champignons et de l'osier. Mais également d'origine animale : chevaux, moutons, poules, viande de porc, œufs et beurre. Et encore des produits alimentaires : jambon, conserves de viande et sucre. D'autres catégories étaient également très appréciés : les produits chimiques, les peaux, les produits des carrières, et ceux destinés à la production textile comme le fil de soie et de laine, les tissus en laine, en coton, filasse, le chanvre, le bois, les billes de pin, le chêne, l'aulne et le bouleau. Á ceux-là s'ajoutaient encore les produits en métal comme la tôle, les produits forgés, les tuyaux en acier, mais aussi du zinc, du laiton, du chrome et de l'acier. Et avant tout des minéraux : charbon, asphalte, benzine, pétrole et huiles. Les produits déjà finis : des moteurs d'automobiles, de motos, de tracteurs, des pompes, des machines-outils pour les métaux, des machines textiles, des métiers à tisser, des balances, des outils, des appareils de précision, des montres de poche, des chapeaux, des parapluies, des cannes et des boutons. Cette liste, bien détaillée, montre tout de même que la plupart des produits exportés par la Pologne étaient des matières premières et que les produits prêts à l'emploi représentaient une quantité infime de son exportation.<sup>27</sup>

D'après les statistiques établies pour les 5 premiers mois de 1936, la Pologne était le deuxième exportateur d'orge après la Roumanie, et le premier pour l'avoine. Pour la même période de l'année 1935, la Pologne occupait respectivement la quatrième et la deuxième place pour ces mêmes produits. L'augmentation de l'exportation des produits polonais est donc tangible. Ces produits agricoles étaient tout de même en concurrence assez forte avec d'autres pays tels que la Tchécoslovaquie, la Russie, la Yougoslavie et même le Canada, l'Argentine et le Chili.<sup>28</sup> Le contingent polonais pour l'année 1935 qui, d'après les accords, s'élevait à 10 mille tonnes pour l'orge, l'avoine et le seigle, fut augmenté de 6 mille tonnes d'avoine après des négociations bien menées par la Légation. Après plusieurs autres tractations, le nombre des contingents supplémentaires se vit augmenter de 43 mille tonnes.<sup>29</sup>

---

<sup>27</sup> Liste des biens polonais exportés en Suisse, non datée, AAN, Szwajcaria. Stosunki ekonomiczne, B 21 288.

<sup>28</sup> Cette tendance et l'importance que gagnait petit à petit l'Argentine sont bien visibles dans le rapport annuel de la Direction générale des douanes fédérales : *Statistique du Commerce suisse : Rapport Annuel 1932, 1ère partie, op. cit.*, p. 31.

<sup>29</sup> Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, sign. Józef Mościcki, Berne, 22.6.1936, AAN, Szwajcaria. Stosunki ekonomiczne, B 21 288.

L'une des tâches de la Légation bernoise fut de veiller à ce que les accords soient bien appliqués par les deux parties et d'intervenir en cas de difficultés. Ce qu'elle fit par exemple en mars 1936, lorsque la société Nova prit la décision d'arrêter l'importation du mazout. Bien que le contingent pour 1934 se montât à 20 mille tonnes, l'entreprise se plaignait du manque de régularité dans l'exportation. Le Département fédéral du commerce intervint sur le même ton en soulignant que la Suisse avait avant tout besoin de fiabilité au niveau des livraisons. L'export du pétrole polonais répondit rapidement à ces critiques en expliquant que les problèmes de livraisons avaient été causés par de brèves difficultés de production, mais promettait que les livraisons futures n'en souffriraient plus.<sup>30</sup>

Ces relations commerciales furent parfois influencées par la situation intérieure de la Suisse. Alors que le contingent de soie importée en 1935 représentait une somme relativement importante de 141'779 francs, l'import pour le premier trimestre de 1936 ne se montait qu'à 12'721 francs, ce qui ne correspondait qu'à un quart de l'import du premier trimestre 1935 (44'986 francs). Le Département fédéral de l'économie publique expliquait ces difficultés avant tout par les problèmes rencontrés dans la vente de la soie artificielle dont le prix était assez élevé. En réalité, il était évident que le principal opposant à cette importation était le syndicat de bonneterie qui avait décidé que seul un dixième de la soie artificielle nécessaire sur le marché suisse ne devait être acheté à l'étranger.<sup>31</sup>

Ces difficultés étaient toutefois peu importantes et sans grande influence sur la totalité des échanges commerciaux entre la Pologne et la Suisse. Dans son rapport envoyé au Ministère des Affaires étrangères, la Légation de Berne présentait une dynamique croissante des contacts économiques en comparant les six premiers mois des années 1935 et 1936. La Légation considérait plutôt la réglementation des devises, les difficultés de paiements, les réglementations commerciales en Suisse et le manque de biens à disposition en guise de compensations, comme les dangers principaux menaçant la croissance de ces relations économiques.<sup>32</sup>

---

<sup>30</sup> Notice, Légation de Pologne, sign. Jan Modzelewski, Berne, 20.3.1936, AAN, Szwajcaria. Stosunki ekonomiczne, B 21 288.

<sup>31</sup> Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, sign. Jan Modzelewski, Berne, 30.4.1936, AAN, Szwajcaria. Stosunki ekonomiczne, B 21 288.

<sup>32</sup> Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, Berne, 24.7.1936, AAN, Szwajcaria. Stosunki ekonomiczne, B 21 288.

Les taux des contingents ne restaient presque jamais identiques d'une année à l'autre. Plusieurs adaptations eurent lieu après l'approbation des accords initiaux. C'était une méthode réactive qui permettait d'agir en suivant les besoins réels du marché et les possibilités effectives des deux pays. Par exemple, en mars 1936, pendant l'élaboration des contrats déjà, la Chambre du commerce établit une statistique d'utilisation des contingents signés dans les traités, en analysant en même temps l'application des accords et les raisons pouvant conduire au non-respect des contingents. On distinguait trois catégories de raisons : la première était de nature conjoncturelle, la seconde ressortait de la politique économique suisse et la dernière provenait du désintéressement des importateurs. Les contingents s'avéraient parfois trop faibles. Des statistiques démontraient encore que les produits suivants se vendaient difficilement : sucre, charcuterie, volaille, chaussures en caoutchouc, chevaux et bois contreplaqué. Se vendaient par contre bien : seigle, avoine, orge, pois, haricot, pomme de terre, œufs, tissu en laine et coke. À ce genre d'informations, la Chambre du commerce réagissait assez vite en essayant de modifier les montants des contingents. Au lieu par exemple d'importer 200 kg de graisse, le contingent fut augmenté à 2'000 kg. Parfois, la livraison était reportée. La livraison de 7'000 tonnes d'avoine prévue pour 1936 fut reportée à l'année suivante.<sup>33</sup>

Jan Modzelewski, très actif dans tout ce qui concernait les échanges commerciaux, voulait aussi améliorer les conditions d'élevage en Pologne. En 1936, il fit la proposition d'échange suivante : il proposa 5'000 porcs en échange d'une certaine quantité de bovins qu'il voulait envoyer en Pologne.<sup>34</sup> On peut également distinguer son engagement dans d'autres domaines de l'économie. Grâce à ses efforts, le changement du contingent de pommes de terre de semence alors arrêté à 11'000 quintaux pour l'année 1936 fut obtenu. Après ses négociations avec la Suisse, la Pologne put exporter 28'000 quintaux en plus du contingent déjà accepté.<sup>35</sup> Ceci représentait une situation exceptionnelle, causée par une mauvaise récolte en Suisse, comme le rapporte une lettre de la Légation écrite quelques mois plus tard : la Légation y qualifiait la récolte de déficitaire. Cette situation aurait pu tripler l'importation et même abolir les contingents

---

<sup>33</sup> Légation de Pologne au Ministère de l'Industrie et du Commerce, Berne, 23.6.1936, AAN, Szwajcaria. Stosunki handlowe, B 21 289.

<sup>34</sup> Légation de Pologne, sign. Jan Modzelewski, Berne, 11.8.1936, AAN, Szwajcaria. Stosunki handlowe, B 21 289

<sup>35</sup> Liste détaillée de la Chambre du commerce polono-suisse, Varsovie, 7.3.1936, AAN, Szwajcaria. Stosunki handlowe, B 21 289.

de pommes de terre de semence et de pommes de terre. Dès le 5 octobre 1936, les importateurs furent libérés des taxes douanières. Cette libération découle d'une conséquence négative de la dévaluation du franc suisse de l'époque, qui préférait justement les sociétés d'import-export. Cette dévaluation fit augmenter les prix suisses de 20% environ.<sup>36</sup>

Le niveau élevé du travail réalisé par la Chambre du commerce polono-suisse permit d'affiner les analyses datant des mois précédents et en août 1936 un rapport très détaillé présenta les causes de la non utilisation des contingents. Le protectionnisme du gouvernement suisse, qui faisait des efforts pour freiner l'importation de produits, y était considéré comme la raison principale. Le gouvernement suisse multipliait les obstacles avant d'octroyer les droits d'importation, comme dans le cas des champignons et des plumes pour les oreillers, ou alors imposait des taxes de douane, bien trop élevées, comme ce fut le cas pour les chemises. Pour la Chambre du commerce, un autre problème résidait dans la concurrence avec d'autres pays, ce pour tous les produits, mais avant tout le sucre, le coke et le charbon. Il existait aussi des raisons pratiques comme le désintéressement des importateurs dans le cas du goudron, des résines et des volailles. Certains produits n'étaient pas importés, car la production intérieure du pays était bien développée, comme pour le tissu en coton et les chemises. Parfois, les taux des contingents étaient insuffisants, ce qui concernait par exemples les nappes et les carpettes. La saison pouvait également influencer l'importation, comme pour les œufs, oignons, bois de conifères et planches en chêne.

Ces analyses produites par la Chambre du commerce constituaient un bon outil de travail pour le conseil responsable des traités, dont le but était la préparation d'une nouvelle tranche de négociations visant à décider quels produits devraient être diminués ou augmentés pour l'importation, voire même totalement abandonnés. En comparaison avec l'année 1935, la Chambre soulignait que les échanges entre les deux pays s'étaient améliorés et que le bilan était positif, sauf dans le domaine des chaussures, dont seulement 7% des produits prévus par le contrat avaient été vendus (la vente avait baissé de 93%), ceci en raison de la concurrence accrue avec la société Bata.<sup>37</sup>

---

<sup>36</sup> Légation de Pologne au Ministère de l'Industrie et du Commerce, sign. Józef Mościcki, Berne, 23.7.1936 et Berne, 25.10.1936, AAN, Szwajcaria. Stosunki ekonomiczne, B 21 288.

<sup>37</sup> Tableaux de la Chambre du commerce polono-suisse, Varsovie, 14.8.1936, AAN, Szwajcaria. Stosunki handlowe, B 21 289.



## 5. Analyses approfondies avant la nouvelle phase des négociations

Les nouvelles négociations qui débutèrent en automne 1936 furent précédées d'une analyse comparative et détaillée des accords signés par les Suisses avec d'autres pays. Là aussi, Modzelewski fut à la hauteur de la tâche confiée : il apporta à Varsovie les informations concernant les pourparlers de la Suisse avec trois États. Le premier était les États-Unis. Cet important partenaire faisait des échanges avec la Suisse depuis le milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle et bénéficiait depuis toujours la clause de haut privilège. Dans le cas américain, le but de la modification du traité existant était la revitalisation du commerce ayant pour méthode la diminution des taxes de douanes de 30% en moyenne. Il faut rappeler que les échanges commerciaux avec les États-Unis représentaient 291 millions de francs pour l'importation en 1929, pour n'être plus que de 69 millions en 1935. Concernant l'exportation, les chiffres étaient respectivement de 207 et de 48 millions de francs.<sup>38</sup>

En décembre 1935, la Suisse menait des négociations semblables avec ses partenaires italiens à Rome avec Pierre Vieli, afin de sortir d'une impasse similaire à celle des États-Unis. Il s'agissait là aussi d'un bilan commercial faisant état d'une évolution négative entre 1925 et 1936. Vieli signa un nouvel accord de clearing qui ne contentait pas vraiment les Suisses, mais ils décidèrent d'attendre les résultats pour reconduire des négociations. Selon cet accord, les Suisses étaient obligés de verser les sommes pour l'importation à la Banque nationale italienne. Un traité négocié peu après prouve que ce système ne fonctionnait pas comme on le désirait ; il s'agissait d'un traité additionnel au traité de commerce de 1923, signé en juin 1936, donc à peine quelques mois après les négociations romaines de Vieli.<sup>39</sup>

Le troisième partenaire important de la Suisse était l'Allemagne avec qui on sait qu'elle signa en tout cas un accord de clearing en avril 1935, contenant plusieurs contraintes, dictées avant tout par la diminution générale des échanges commerciaux. L'import diminuait alors que l'export augmentait. Cette situation fortement insatisfaisante pour les entrepreneurs suisses ne bloqua toutefois pas les paiements qui

---

<sup>38</sup> *Accord économique américano-suisse*, Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, sign. Jan Modzelewski, Berne, 7.2.1936, AAN, Sz wajcaria. Stosunki ekonomiczne, B 21 283.

<sup>39</sup> *Bilan économique italo-suisse négatif*, Légation de Pologne au Ministère des Affaires Étrangères, sign. Jan Modzelewski, Berne, 13.01.1936, et *Accord italo-suisse additionnel du 27.1.1923*, Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, sign. Jan Modzelewski, Berne, 24.7.1936, AAN, Sz wajcaria. Stosunki ekonomiczne, B 21 283.

continuèrent d'être versés aux Allemands. Cette décision fut dictée par les craintes de voir les échanges touristiques diminuer, ce qui aurait entraîné la crise du secteur hôtelier en Suisse. Les difficultés en terme de liquidité furent à l'origine d'un nouveau tour de négociations au début de 1936. Avec des échanges commerciaux toujours en diminution, la Suisse essayait d'obtenir des concessions au niveau des contingents et des taxes douanières, mais aussi un changement concernant l'accord touristique. Les négociants suisses se rendaient compte que les Allemands rencontraient de graves problèmes dans la relance de la conjoncture économique. Ils attendaient même une réforme monétaire. Les diplomates suisses étaient toutefois frappés de constater que la position d'Hitler n'était pas remise en cause en Allemagne, malgré les difficultés économiques du pays. Le nouvel accord de clearing fut signé le 22 juillet 1936. Il n'apportait pas de grands changements, mais insistait sur l'augmentation de l'importation des produits provenant d'Allemagne pour équilibrer le solde commercial, insatisfaisant pour la Suisse. Celle-ci s'engagea à élargir la liste des produits contingentés et à abolir plusieurs restrictions pour les importateurs. Un contingent pour les touristes qui, dès cet accord, paieraient avec des bons hôteliers spéciaux, fut aussi introduit. Ce traité fut une grande concession suisse à l'égard des Allemands et restait de plus bien compliqué. Ce cas permet de comprendre pourquoi l'idée d'un accord de clearing total (échanges de bien, sans mise en jeu de devises) aurait fortement déplu aux Suisses dans ses négociations avec les Polonais.<sup>40</sup>

Avant le commencement des négociations polono-suisses concernant un nouvel accord de clearing, en plus de fournir les analyses des pourparlers avec d'autres partenaires commerciaux de la Suisse, Modzelewski informait régulièrement la centrale varsovienne, lui présentant avec une grande précision la situation économique de la Suisse. Il définit la dévaluation du franc, survenue le 27 septembre 1936, comme l'événement majeur de la politique économique suisse de l'année. Selon les explications de Modzelewski, le gouvernement suisse avait pris une décision inattendue, mais compréhensible pour la population. Le Conseil fédéral avait commencé à préparer cette action déjà en juin, en éditant une disposition dont le but était la protection de la

---

<sup>40</sup> Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, sign. Jan Modzelewski, Berne, 23.4.1935, 29.1.1936, 27.7.1936, AAN, Szwajcaria. Stosunki ekonomiczne, B 21 283.

monnaie. L'ordonnance interdisait l'achat et la vente d'or et de devises étrangères. Cette décision est facile à comprendre puisqu'elle permettait de bloquer la fuite des capitaux.<sup>41</sup>

La position du franc suisse, monnaie dont 84% était garantie en or, restait forte malgré tout et cette dévaluation de 30% de sa valeur apporta à la Banque nationale suisse 540 millions de bénéfice. C'était une réserve assez importante. Les raisons motivant cette décision étaient et restent peu claires. La raison majeure semble être la dévaluation du franc français qui avait affaibli la position du franc suisse dans ces relations commerciales globales. De plus, les moyens engagés pour renforcer l'économie suisse en crise s'avérèrent peu efficaces. La cherté de la vie, la déflation et le chômage sévissaient. Les subventions et les primes pour l'économie ciblée sur l'exportation n'étaient pas suffisantes non plus. Finalement, la volonté de renforcer la position économique de la Suisse face aux pays voisins comme la France et l'Italie et de l'améliorer à l'égard des États-Unis et de la Grande Bretagne, suite à la diminution des coûts de l'export, joua également un rôle.

Un certain nombre de résultats observables découlèrent de la dévaluation. L'augmentation de la garantie de la monnaie en or jusqu'à 89% d'abord. Les crédits devinrent par ailleurs moins chers et les obligations commencèrent à grimper. En outre, l'industrie, le commerce et l'hôtellerie en tirèrent un grand profit. La situation en général devint plus paisible. Le gouvernement avait également prévu une hausse des prix de 10 à 15%, mais pour ne pas perdre les effets bénéfiques de la dévaluation, il appliqua les ordonnances antispéculatives et l'interdiction d'augmenter les prix. Modzelewski commenta en ces termes l'atmosphère régnant parmi les Suisses : « ... Les Suisses ont accepté cette information « historique » avec une résignation et un flegme semblable aux Britanniques avec la dévaluation de la livre en 1931. ». <sup>42</sup>

Suite aux difficultés économiques causées par la grande crise de 1929, ce type de décision était effectivement attendu des populations européennes. La décision du gouvernement suisse de dévaluer la monnaie nationale n'était donc pas isolée. La Grande-Bretagne et la France avaient fait de même. La décision helvétique avait un grand impact sur les échanges internationaux. Les partenaires commerciaux attendaient

---

<sup>41</sup> Légation de Pologne au Ministère du Trésor, sign. Jan Modzelewski, Berne, 4.7.1936, AAN, Szwajcaria. Finanse, B 21 284.

<sup>42</sup> Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, sign. Jan Modzelewski, Berne, 19.10.1936, AAN, Szwajcaria. Finanse, B 21 284.

les adaptations des traités de compensation et la nouvelle phase des négociations polono-suisse devait commencer.

Modzelewski avait été informé en avril 1936 que la Pologne préparait la révision de l'accord douanier et des contingents avec la Suisse. Pour cette raison, il demanda quelles étaient les nouvelles instructions pour les négociations et une date pour les entamer par une lettre au Ministère de l'Industrie et du Commerce. En attendant, il partit tout seul à la fin du mois de mai 1936 à Varsovie pour obtenir toutes les informations nécessaires.<sup>43</sup> Avant son départ encore, Modzelewski avait envoyé au Ministère des Affaires étrangères polonais un rapport confidentiel contenant les éventuelles attentes des Suisses pour améliorer le traité de compensation. Avant tout, il mettait en avant les attentes concernant la révision des contingents accordés en 1934, l'obtention de contingents pour de nouveaux produits, la technique des compensations, ainsi que la suppression des difficultés techniques facilement évitables. Concernant les contingents, les Suisses voulaient augmenter l'importation en provenance de Pologne, voire même à la doubler pour certains produits, et de nouveaux produits furent proposés : champignons, fruits, conserves de volailles et vêtements pour femmes.<sup>44</sup>

En mai 1936, avant la nouvelle phase des négociations concernant le traité de compensation, Modzelewski soulignait plusieurs problèmes et sujets qu'il allait falloir prendre en compte pendant les discussions. Tout d'abord, il mentionnait la précarité de la situation économique mondiale et la baisse des échanges commerciaux entre les deux pays en 1935. De plus, la diminution de l'export suisse provoquait une politique économique autarcique de l'État. Il entendait déjà parler de la dévaluation du franc. Malgré tous ces phénomènes peu propices, Modzelewski était persuadé que le gouvernement suisse serait obligé de libérer l'import de par le manque d'autosuffisance de la Suisse en matière de produits de première nécessité. La position de la Pologne dans les contacts commerciaux avec la Suisse semblait essentielle pour lui. Avec 20%, l'Allemagne gardait la première place au niveau des importations. Venaient ensuite la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et les États-Unis. Parmi les 54 pays opérant des

---

<sup>43</sup> Ministère de l'Industrie et du Commerce à la Légation de Pologne à Berne, Varsovie, 30.4.1936, et aussi Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, sign. Jan Modzelewski, Berne, 14.5.1936, AAN, Umowa handlowa polsko-szwajcarska, B 21 295.

<sup>44</sup> Rapport confidentiel, Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, sign. Jan Modzelewski, Berne, 26.5.1936, AAN, Umowa handlowa polsko-szwajcarska, B 21 295.

échanges commerciaux avec la Suisse, la Pologne était placée à la 15<sup>ème</sup> position dans l'importation des biens et à la 12<sup>ème</sup> dans l'exportation.

Les corrections devraient porter aussi sur les méthodes de calcul des contingents qui divergeaient entre les deux pays. N'étaient pris en compte dans les statistiques polonaises de l'exportation que les biens envoyés directement à destination. Les Suisses comptaient de leur côté tous les produits polonais, même s'ils avaient transité par des ports hollandais, allemands et belges. On peut citer le blé en exemple : suite à ces différences de calculs, la Pologne envoya en Suisse du blé pour une valeur de 5 millions de zlotys de plus que ce qui était stipulé dans les accords.

Modzelewski voulait également aller vers une meilleure utilisation des contingents. 66% des produits polonais exportés étaient prévus dans les contingents, 19% étaient des produits de compensation et 15% des produits hors contingents. Le ministre voulait remédier au fait que 17% des contingents n'étaient pas utilisés du tout. Les causes résidaient pour lui en ce que les organisations syndicalistes polonaises et les sociétés d'exportations n'étaient pas adaptées aux conditions de vente en Suisse et ne bénéficiaient pas d'informations suffisantes. Souvent, des produits furent envoyés à des entreprises qui n'avaient pas droit aux produits du contingent. Modzelewski prévenait aussi que la Suisse n'acceptait pas la direction que prenaient les échanges commerciaux bilatéraux, ceci surtout parce que l'importation croissante des produits de Pologne entraînait un bilan commercial négatif pour la Suisse. Les produits d'exportation suisses envoyés en Pologne restaient en effet les produits chimiques, les machines, les produits pour l'industrie des textiles et l'industrie pharmaceutique, produits chers et pas de première nécessité, que la Pologne ne pouvait pas se permettre de privilégier.<sup>45</sup>

## 6. Nouveau tour des négociations au milieu des années 30

Un temps de négociations laborieuses approchait. La Suisse proposait qu'un employé de Varsovie vînt en Suisse consulter d'autres accords de compensation que la Suisse avait signés, afin qu'il élaborât un projet de nouvel accord sur cette base. Ce qui fut fait. Stanisław Stoga, fut envoyé à Berne pour une période de 4 jours en juin 1936. Le mois suivant, Modzelewski envoyait la proposition suisse à Varsovie qui maintenait

---

<sup>45</sup> *Ibidem.*

la possibilité des paiements en argent. Dans le fond, ce système prévoyait que les produits commandés fussent payés par les entreprises suisses par versement sur un compte de compensation ; ces dernières devaient ensuite la marchandise au moment où la société polonaise recevait l'argent. La Suisse était toutefois également d'accord de passer au système de clearing total.<sup>46</sup>

L'étape suivante des négociations se passa selon les vœux de Modzelewski. Il repoussa le début des pourparlers et ce pour deux raisons : il désirait avant tout que Pierre Vieli, qui était alors en vacances, participât, et que les négociations eussent lieu à Berne et non à Varsovie. Des lettres attestent que le Ministère des Affaires étrangères prévoyait que Modzelewski prît la tête de la délégation polonaise si les négociations devaient commencer à Berne. Tout se passa ainsi. En août, la Pologne envoya à Berne quatre représentants. La première préoccupation du gouvernement polonais était la question des paiements. Tous les engagements de la part de la Pologne devaient pouvoir être garantis par des produits polonais. Les discussions avancèrent rapidement. Début septembre déjà, le texte du traité était prêt et il fut signé à Varsovie en présence de Pierre Vieli le 19 novembre 1936.<sup>47</sup>

La signature de cet accord ne fut cependant qu'une étape dans des négociations économiques qui se poursuivaient encore. En décembre de la même année par exemple, de nouvelles discussions commencèrent qui devaient se terminer en juin 1937 par un autre traité.<sup>48</sup> En réalité, ce dernier était le produit de l'actualisation constante des listes des produits destinés aux échanges.<sup>49</sup>

Ce premier traité de commerce signé en 1922 et ses adaptations successives restèrent en vigueur très longtemps, y compris durant la période de guerre froide pendant laquelle la Pologne fut comprise dans la zone d'influence soviétique. Paradoxalement, ce traité fut résilié par la Pologne elle-même en 2003. La raison n'est autre que l'accès de l'État polonais à l'Union européenne. En tant que membre depuis le 1<sup>er</sup> mai 2004, elle fut obligée d'accorder à la Commission européenne les compétences

---

<sup>46</sup> Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, sign. Jan Modzelewski, Berne, 16.7.1936, AAN, Umowa handlowa polsko-szwajcarska, B 21 295.

<sup>47</sup> Ministère des Affaires étrangères à la Légation de Pologne à Berne, Varsovie, 9.8, 12.8, 26.8.1936, AAN, Umowa handlowa polsko-szwajcarska, B 21 295.

<sup>48</sup> Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, sign. Jan Modzelewski, Berne, 5.9.1936, AAN, Szwajcaria. Stosunki handlowe, B 21 289.

<sup>49</sup> Texte de l'accord du 30.6.1937 :

[http://static1.money.pl/d/akty\\_prawne/pdf/DU/1937/62/DU19370620484.pdf](http://static1.money.pl/d/akty_prawne/pdf/DU/1937/62/DU19370620484.pdf), page consultée le 22.9.2009.

exclusives en matière de politique commerciale. La résiliation n'a occasionné à ce jour aucun changement dans les échanges commerciaux entre la Pologne et la Suisse.<sup>50</sup> L'œuvre commencée avec tant de soin par Modzelewski il y a près de 100 ans porte ses fruits aujourd'hui encore. On y découvre un personnage pour qui prévalait le travail quotidien, et qui travailla loin des projecteurs de la gloire. Mais lorsqu'il est bien fait, consciencieusement, avec une idée claire pour ligne directrice, ce travail apporte beaucoup plus que les événements ponctuels et spectaculaires, qui tombent ensuite dans l'oubli peu après. Qui sait ? Plus de 20 ans de vécu au contact des traditions suisses lui avait peut-être apporté ce style de travail au dynamisme peut-être peu spectaculaire, mais conséquent. Modzelewski maintiendra ce type d'attitude jusqu'à sa mort.

---

<sup>50</sup> Texte de rupture de la convention commerciale : <http://www.senat.gov.pl/k5/dok/sejm/053/2205.pdf>, page consultée le 22.9.2009.

## **Le quotidien diplomatique**

### **Chapitre 13.**

#### **Un aperçu de la vision de Modzelewski : étude des rapports**

L'approche propre à Modzelewski dans le travail diplomatique, que nous n'avons encore qu'entreaperçue jusqu'à présent, va commencer à se révéler. Après avoir posé le contexte plus large de la politique diplomatique de la Pologne et du travail de sa Légation à Berne, il est temps de commencer à présenter le diplomate qui mena à bien cette politique. Ce dernier eut ses propres convictions, parfois et même souvent différentes de celles de ses supérieurs qui changèrent d'ailleurs assez souvent au cours de sa carrière. Pourtant, dans le travail diplomatique, la consultation de la centrale avant chaque prise de décision au sein de la représentation du pays à l'étranger joue un rôle important. Les accords tant politiques qu'économiques décrits dans le chapitre précédent occasionnèrent une correspondance très importante de la part de Légation, mais aussi de la centrale de Varsovie. Dans divers documents, on trouve des opinions sur Modzelewski attestant qu'il était respecté pour ses rapports concernant différents aspects de la vie sociale et politique dans la Suisse de l'entre-deux-guerres. Rédiger des rapports fait partie des devoirs d'un diplomate en fonction. Ils comportent plusieurs informations intéressantes pour les organes de l'État, mais leur forme n'étant ni stricte ou très officielle, ils permettent de percevoir, au moins en partie, le caractère, la mentalité et également l'opinion de la personne écrivant sur le sujet abordé. La rédaction de rapports faisait donc partie intégrante des tâches diplomatiques qui incombaient à Modzelewski, et si ses opinions restaient voilées derrière un discours qui se devait de prétendre à l'objectivité ou de ménager les visions de Varsovie, ses rapports sont intéressants, car on y décèle les pôles d'intérêt de Modzelewski, les sujets sur lesquels il mettait l'accent, afin d'infléchir les décisions dans le sens de ses convictions. Bien évidemment, nous ne présentons ici qu'un petit fragment des idées de Modzelewski, mais elles ont le mérite d'être les siennes propres et nous le ferons connaître comme l'initiateur de plusieurs démarches. Il reste difficile de se prononcer sur la question du choix des sujets : vu le nombre restreint de rapports sauvés, nous ne



pouvons déterminer si ces derniers sont représentatifs ou si d'autres sujets l'occupèrent par ailleurs, sans que nous n'en sachions plus rien. Ce qui reste n'est probablement que le produit du hasard, mais même si leur nombre reste limité, ces rapports ont une valeur d'autant plus importante que nous ne disposons d'aucun mémoire, journal ou lettres privées qui permettraient de retracer la personnalité et les opinions privées du ministre.

## **I. Questions militaires suisses**

Dans les fonds d'Archives des actes nouveaux à Varsovie, à part quelques rapports des années 20, se cachent aussi un petit nombre de rapports des années 30. La plupart d'entre eux concernent évidemment les affaires politiques, mais aussi d'autres liées à la problématique militaire. Dans l'un de ces rapports, écrit à la fin de l'année 1934, le ministre faisait un compte rendu des efforts des autorités militaires désireuses de moderniser l'armée suisse. Il y expliquait bien que la modernisation n'avait pu se faire plus vite en raison d'un prêt de guerre qui s'élevait à 1 milliard 200 millions de francs, liquidé seulement au début des années 30. L'état-major demandait alors un crédit d'un montant de 97 millions de francs, accepté à la majorité des voix, pour le développement de structures pas encore modernisées comme l'aviation, les mitrailleuses et l'organisation des stocks de munitions. Les militaires suisses avaient par ailleurs pour projet de créer des troupes de tanks qui ne faisaient jusqu'alors pas partie de l'équipement de l'armée suisse. Les changements dans le système de formation représentaient un autre élément important pour la modernisation. Le service militaire pour les sous-officiers de l'infanterie fut prolongé de 27 jours pour arriver à un total de 235 jours, et de 10 jours dans l'artillerie, pour arriver à 201 jours au total. D'après Modzelewski, malgré toutes ces réformes certainement nécessaires, « ... l'armée représentait une sorte de sport national, [...] et en plus, une forte atmosphère pacifiste régnait déjà dans la société... ». La Société des Nations était par ailleurs très estimée de la société helvétique. Tel était donc le climat qui régnait en Suisse. L'armée se préparait à une défense de 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> ligne en montagne, donc à une défense plutôt passive.<sup>1</sup>

Modzelewski reprit cette problématique militaire en juillet 1936 encore. Il rapportait alors les dernières décisions du gouvernement découlant surtout des

---

<sup>1</sup> Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, sign. Jan Modzelewski, Berne, 30.11.1934, AAN, Akta Ministerstwa Spraw Zagranicznych, B 21 282.

nouveaux besoins. Il soulignait que deux chambres de l'Assemblée fédérale avaient voté une nouvelle subvention de 235 millions de francs pour la défense nationale. À cette même occasion, Modzelewski relayait à Varsovie un rapport du Conseil fédéral motivant ces nouveaux besoins, ainsi qu'une carte avec une nouvelle concentration des divisions.<sup>2</sup>

Un autre rapport qui informait de l'établissement de 201 soldats en brigades frontière volontaires démontre combien la question de la sécurité des frontières était importante. La raison d'être principale de cette campagne était le renfort et la fortification des frontières. Ces informations que Modzelewski avait obtenues lors d'une conversation avec le colonel Roger Masson expliquaient que l'on voyait dans cette troupe une ébauche de l'armée régulière. L'état-major planifiait l'instauration d'une deuxième compagnie de ce genre d'ici mars 1937, et même d'une dizaine pour la fin 1937. Il était évident pour l'état-major qu'avec une telle structure, le poste de général allait devoir être créé.<sup>3</sup>

## **II. Danger totalitaire**

D'autres rapports des années 30 abordent des sujets devenus difficiles non seulement pour la diplomatie suisse, mais pour la diplomatie mondiale également. Cette atmosphère tendue se fit sentir à partir de la deuxième moitié des années 30, ce qui correspond à l'arrivée au pouvoir du national-socialisme en Allemagne. Il est à souligner que toute la classe politique était loin de comprendre l'ampleur du problème, peut-être ne le voulait-elle d'ailleurs pas. Un des rapports de mars 1936 évoque les discussions des membres du gouvernement au sujet de l'utilité de renforcer la frontière nord. Le gouvernement dans son ensemble se voulait optimiste et ne jugeait pas ce renfort nécessaire, excepté Giuseppe Motta. À part lui, le Département militaire, avec son chef Rudolf Minger, soutenait le renfort, ce qui n'est pas étonnant. Notons que l'opinion publique suisse demandait également ce renfort.

---

<sup>2</sup> Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, sign. Jan Modzelewski, Berne, 24.7.1936, AAN, Akta Ministerstwa Spraw Zagranicznych, B 21 282. Au sujet de la répartition détaillée des dépenses pour l'armée et ses secteurs, voir : Ruffieux, Roland, *La Suisse de l'entre-deux-guerres*, Lausanne, Payot, 1974, p. 294.

<sup>3</sup> Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, sign. Jan Modzelewski, Berne, 25.11.1936, AAN, Akta Ministerstwa Spraw Zagranicznych, B 21 282. Nous voyons ici le résultat de la révision de l'organisation militaire qui entra en vigueur le 1.1.1938. Voir : Ruffieux, Roland, *op. cit.*, p. 299.

Avec le temps, le totalitarisme en Allemagne et ses revendications s'installaient, générant des tensions accrues dans les relations internationales. De plus en plus, on discutait de problèmes devenus actuels et jusqu'alors complètement absents des préoccupations. Un rapport, très détaillé de juillet 1936, fait état que la naissance et le développement des mouvements national-socialistes avaient des répercussions sur toute l'Europe. Dans ce texte, Modzelewski s'efforçait de dépeindre le climat régnant dans la société suisse depuis la Première Guerre mondiale, ainsi que l'évolution de ses préoccupations. Malgré la richesse plus ou moins équilibrée et le standing assez élevé de toute la population suisse, le ministre polonais montrait les changements sociaux survenus après 1918, avec le développement de l'industrie et la prolétarianisation de la population des centres industriels comme Zurich, Bâle, Genève ou Winterthur. Comme d'autres pays, la Suisse profitera jusqu'en 1929 d'un temps d'une période de relative stabilité. Les premiers conflits sociaux, appelés frontisme ou mouvements frontistes selon l'expression employée par Modzelewski, se sont ensuite manifestés. Modzelewski voyait dans la naissance du III<sup>ème</sup> Reich sous l'idéologie national-socialiste l'une des causes de l'émergence de ces conflits. L'influence de cette idéologie n'était pas sans importance en Suisse alémanique. Le mouvement Eidgenössische Front, avec à sa tête le docteur Wilhelm Frick dont le but était la réorganisation de l'État selon le mode du corporatisme italien, en était une expression. Il y avait aussi le Kampfbund Neue und Nationale Front conduit par le colonel Sondereg, connu déjà en 1918 en tant que chef de pacification des émeutes des ouvriers zurichois. Pour Modzelewski, le fait que ce mouvement fût créé en mai 1933 était significatif. Il rappelait aussi l'organisation estudiantine Nationale Front, qui s'inspirait directement de l'organisation fasciste allemande Bund und Eidgenössischen Nationalsozialisten, et bénéficiait même d'un bon soutien financier (le Dr Rolf Henne en paya les dettes avec ses propres fonds). Il est intéressant de relever que cette idéologie avait aussi ses acolytes en Suisse romande.<sup>4</sup> Modzelewski mentionna qu'on vit la naissance à Genève de l'Ordre politique national et à Lausanne du Front romand, inspiré du fascisme italien, avec le colonel Arthur Fonjallaz pour le diriger.<sup>5</sup>

---

<sup>4</sup> Roger Joseph présente dans sa thèse la problématique de l'idéologie fasciste en Suisse romande : Joseph, Roger, *L'Union Nationale 1932-1939. Un fascisme en Suisse romande*, Boudry, La Baconnière, 1975, 438 p.

<sup>5</sup> Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères et à l'État major, sign. Jan Modzelewski, Berne, 24.7.1936, AAN, Akta Ministerstwa Spraw Zagranicznych, B 21 282.

## 1. Affaires Gustloff et Jacob : tensions

Dans ce courant de montée du fascisme, l'assassinat de Wilhelm Gustloff à Davos par David Frankfurter, étudiant yougoslave d'origine juive, fut source de grandes inquiétudes dans le pays. Cette affaire très sensible pour la Suisse fut largement commentée dans le pays vu le danger que représentait le grand voisin montant en puissance.<sup>6</sup> Elle fit donc l'objet d'un autre rapport envoyé ensuite à Varsovie. Le rapport expliquait que Gustloff, activiste nazi, opérait en Suisse depuis 1918, mais étant loyal envers les autorités, son activité avait été tolérée par les dirigeants fédéraux et cantonaux. Après l'assassinat, Giuseppe Motta présenta simplement ses condoléances, malgré les pressions du ministre allemand à Berne qui voulait en faire une affaire politique antijuive dont l'Allemagne nazie pourrait tirer parti.

Dans ce contexte devenu alarmant, le gouvernement avait commencé à « éliminer les éléments à haut risque », à interdire l'organisation d'autres organes du parti NSDAP en Suisse ainsi que les attaques dirigées contre le gouvernement dans la presse.<sup>7</sup> Une même mesure fut appliquée à toutes les organisations et associations actives sur le territoire suisse. Le gouvernement appliqua ensuite des mesures de prévention toujours plus déterminées. Le port de l'uniforme NSDAP, l'édition ainsi que la publication de leur organe de presse furent interdits en Suisse. Pourtant Gustloff lui-même n'avait pas été expulsé du pays avant l'assassinat. Selon Modzelewski, ici ironique, il s'agissait d'une précaution du gouvernement fédéral – qui voulait bien sûr ménager ses relations avec l'Allemagne. Le gouvernement employa d'autres méthodes qui consistèrent par exemple à instaurer une organisation FRENA (Freiwilliger Nachrichten Dienst), qui trouva et dénonça un membre du NSDAP au parlement et le secrétariat du parti nazi à Soleure. Un groupe anti-suisse d'étudiants allemands, dirigé par leur professeur Walter Porzig, fut également liquidé.

En raison de sa fonction diplomatique, les contacts de Modzelewski avec Giuseppe Motta furent très importants. Motta, président de la Confédération en 1937 et chef du Département politique depuis 1920, fut une source d'informations presque

---

<sup>6</sup> Matthieu Gillabert a consacré un livre à cette affaire : Gillabert, Matthieu, *La propagande nazie en Suisse. L'affaire Gustloff, 1936*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2008, 124 p.

<sup>7</sup> Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, sign. Jan Modzelewski, Berne, 19.2.1936, AAN, Akta Ministerstwa Spraw Zagranicznych, B 21 281.

inépuisables.<sup>8</sup> La fréquence des contacts entre les deux politiciens permet de croire que les relations entre eux furent cordiales, pour ne pas dire amicales.

La problématique allemande prenait une place prépondérante dans les conversations de Modzelewski avec Motta, surtout parce que l'action allemande ne relevait pas seulement de la politique et de la diplomatie, mais aussi de la propagande. L'activité des membres du parti nazi allemand tenait souvent de la provocation, comme dans l'affaire de l'espion Hans Wassermann qui fut condamné à trois ans de prison à la suite de l'enlèvement du journaliste bâlois Berthold Jacob. Cette peine de trois ans était inférieure à ce qui avait été appliqué récemment lors de ce genre de délit et Motta était convaincu que cet enlèvement avait été organisé par la Gestapo ; il était sûr que cette affaire avait été gérée de cette manière afin d'éviter de perturber les relations germano-suisse.<sup>9</sup> Cette affaire fit l'objet d'un débat du Conseil des États aux printemps et été 1935 et constitua un grand souci pour Motta. Heureusement pour lui, l'Allemagne accepta dans ce cas la procédure d'arbitrage.<sup>10</sup> La prudence avait pris une place prépondérante et gouvernait les positions des politiciens. Ils étaient alors persuadés que le III<sup>ème</sup> Reich, toujours plus fort, était en mesure de causer beaucoup de problèmes.

Dans un autre rapport dévolu à la problématique allemande intitulé *De l'activité clandestine des national-socialistes allemands en Suisse*, Modzelewski prévenait que Gustloff n'était pas le seul à mener une activité extrémiste. Il signalait également l'existence encore plus dangereuse d'une cellule allemande dont le siège était à Lucerne. Sa vision était que la guerre venue (elle semblait déjà inévitable), le territoire suisse servirait aux troupes allemandes qui transiteraient pour envahir de la France. Une attaque conduite par les montagnes jurassiennes lui semblait fort possible, d'autant qu'« ... un aéroport allemand est en train d'être construit tout près de la frontière suisse sans qu'il pût être justifié par des besoins de communication ou de transit... ». On lit en outre que « ... le gouvernement fédéral ne fait rien dans ce genre d'affaires, trop affecté par l'idée de neutralité et les cantons ont une trop grande autonomie dans les affaires intérieures et ferment les yeux sur l'activité subversive des national-socialistes

---

<sup>8</sup> Cerutti, Mauro, « Giuseppe Motta », in : Jorio, Marco (dir.), *Dictionnaire historique de la Suisse*, Vol. 8, Basel, Schwabe Verlag, Hauterive, Éditions Gilles Attinger, 2008, pp. 739-740.

<sup>9</sup> Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, sign. Jan Modzelewski, Berne, 25.5.1936, AAN, Akta Ministerstwa Spraw Zagranicznych, B 21 281.

<sup>10</sup> Willi, Jost Nikolaus, *Der Fall Jacob-Wesemann (1935/1936). Ein Betrag zur Geschichte der Schweiz in der Zwischenkriegszeit*, Bern, Herbert Lang, Frankfurt/M., Peter Lang, 1972, pp. 280-290.

[allemands]... », ce qui l'inquiétait beaucoup.<sup>11</sup> L'influence intellectuelle de la culture allemande sur l'ensemble de la Suisse alémanique renforçait par ailleurs la position ambivalente de la Suisse envers l'Allemagne, dans la partie alémanique surtout. L'opinion du ministre polonais à propos de la Suisse était assez sévère, mais plutôt réaliste et il faisait preuve d'une certaine conscience des dangers inhérents au système politique du pays et à sa position sur la carte géopolitique européenne.

Un autre rapport présente la conviction de Motta que l'efficacité de l'action anti-allemande sur le forum international était limitée. Il décida de s'aligner à l'idée du ministre britannique des affaires étrangères Anthony Eden et d'accepter l'Allemagne comme membre de la Société des Nations, maintenant par contre l'interdiction d'armement de la Rhénanie. La remilitarisation probable de la région représentait un point fort inquiétant pour l'État suisse, question que la presse discuta largement et qui perturba les cantons en particulier.<sup>12</sup>

## 2. Méandres de la politique vis-à-vis des Soviétiques

Les discussions entre Motta et Modzelewski portaient aussi sur la situation à l'intérieur de la Suisse, comme par exemple sur l'idée que la Suisse créât une commission parlementaire des affaires étrangères au sein du Conseil des Nations. Cette initiative, qui aurait pu avoir des influences bénéfiques sur l'ensemble de la diplomatie suisse, ne fut pas acceptée ; présentée par la gauche parlementaire, elle rencontra les craintes des conservateurs qui étaient persuadés qu'une telle commission avait pour but de commencer à entrer en négociations avec les Soviétiques. L'affaire fut très disputée, surtout parce que l'idée de cette commission était fortement soutenue par l'industrie et l'agriculture qui cherchaient de nouveaux marchés pour la vente de leurs produits.

Il faut rappeler qu'à l'époque et ce malgré les efforts de Robert Grimm, représentant de la gauche, il n'y avait au gouvernement que trois personnes prêtes à reconnaître la Russie soviétique.<sup>13</sup> La Suisse appliquait des mesures administratives

---

<sup>11</sup> Légation de Pologne, sign., Jan Modzelewski, sans date, AAN, Akta Ministerstwa Spraw Zagranicznych, B 21 281.

<sup>12</sup> Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, sign. Jan Modzelewski, Berne, 14.3.1936, AAN, Akta Ministerstwa Spraw Zagranicznych, B 21 281.

<sup>13</sup> Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, sign. Jan Modzelewski, Berne, 25.6.1936, AAN, Akta Ministerstwa Spraw Zagranicznych, B 21 281.

spéciales contre l'activité communiste. Entre autres : les combattants étrangers étaient contrôlés lors des assemblées des partis et leurs périodiques et publications étaient confisqués. Les formations propagandistes furent interdites elles aussi. Ces mesures de précaution étaient acceptées par la société suisse, ce que soulignait Motta avec joie. Le parti communiste put uniquement éditer une proclamation contre la violation des libertés constitutionnelles.<sup>14</sup>

Les rapports décrivaient aussi les événements solennels suisses. Modzelewski fit par exemple le portrait du nouveau président de la Confédération, Johann Baumann, élu en décembre 1937. Après une brève présentation de sa personnalité, il mentionnait que son intérêt pour les affaires polonaises était particulièrement présent, mais « ...comme chez la plupart des Suisses totalement objectif et dans un certain sens amical... ».<sup>15</sup> D'après le ministre, le vice-président Philippe Etter, probablement en contact plus étroit avec Modzelewski, était par contre sincèrement cordial envers les Polonais. Modzelewski s'appuyait pour étayer son point de vue sur le discours prononcé lors de la cérémonie d'ouverture de l'exposition *La Pologne contemporaine* en juillet 1937 au château de Rapperswil.

### **III. Modzelewski comme courroie de transmission**

Il était évident que Varsovie de son côté obligeait Jan Modzelewski à la représenter et à transmettre parfois des documents officiels non seulement aux autorités fédérales, mais aussi aux communes, cultivant ainsi un rapport cordial avec elles et en même temps la mémoire des Polonais séjournant sur la terre helvétique. En 1924, le président de la République polonaise signa une lettre à l'attention de la Ville de Vevey, pour la remercier de sa générosité et des hommages rendus à l'écrivain Henryk Sienkiewicz, Prix Nobel en 1905, après sa mort survenue à Vevey en 1916. Cette lettre fut justement envoyée par Modzelewski.<sup>16</sup>

---

<sup>14</sup> Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, sign. Jan Modzelewski, Berne, 5.11.1936, AAN, Akta Ministerstwa Spraw Zagranicznych, B 21 282.

<sup>15</sup> Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, sign. Jan Modzelewski, Berne, 20.12.1937, AAN, Szwajcaria. Protokół Dyplomatyczny, B 16 964.

<sup>16</sup> Ministère des Affaires étrangères à la Légation de Pologne à Berne, Varsovie, 17.12.1924(?), AAN, Szwajcaria. Protokół Dyplomatyczny, B 16 964.

La mission de Modzelewski fut parfois peu plaisante et désagréable lorsqu'il dut justifier certaines décisions du gouvernement polonais de Varsovie peu compréhensibles du point de vue suisse. Préciser et traduire ces décisions à l'attention des offices fédéraux de Berne s'avérait parfois nécessaire. On peut donner pour exemple l'affaire des obsèques du ministre suisse à Varsovie Hans Segesser-Brunegg qui eurent lieu en juin 1935. La messe solennelle fut organisée par les fonctionnaires de la Légation et les membres de la communauté suisse en Pologne et non par le gouvernement de Varsovie. Son caractère fut non officiel et les membres du corps international diplomatique accrédité à Varsovie ne pouvaient venir et participer qu'à titre privé. Le nouveau ministre suisse informa Berne que le gouvernement polonais n'avait pas accordé de subventions pour la cérémonie et était parti en vacances. Le Département politique demanda alors sous une forme non officielle des explications à Modzelewski, voulant savoir pour quelle raison la mémoire du ministre n'avait pas été commémorée avec la dignité due à son rang. Le travail diplomatique que Modzelewski dut entreprendre autour de cette demande ne fut évidemment pas confortable. La tâche s'avérait d'autant plus difficile que Segesser-Brunegg avait travaillé en tant qu'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Varsovie sur une longue période, depuis décembre 1924. L'unique réaction de Varsovie avaient été d'envoyer de simples dépêches de condoléances : du président Ignacy Mościcki au président de la Confédération Rudolf Minger ; de Józef Beck, ministre des Affaires étrangères à Giuseppe Motta ; et de Karol Romer, chef du Protocole diplomatique à la veuve du ministre décédé. Modzelewski fut obligé de représenter le gouvernement polonais pendant les obsèques et de porter deux couronnes funéraires : une de la part du président et la deuxième de la part du ministre des affaires étrangères.<sup>17</sup>

#### **IV. Bref aperçu des homologues suisses de Jan Modzelewski à Varsovie**

Notre travail tâche de présenter les affaires menées par Modzelewski en Suisse, et non pas les affaires de ses homologues à Varsovie. Rappelons tout de même ici au moins leurs noms, dont l'apport aux affaires polono-suisse fut aussi important, même si les contacts de Modzelewski avec eux furent quasi inexistant. Depuis le 11 octobre

---

<sup>17</sup> Ministère des Affaires étrangères à la Légation de Pologne à Berne, Varsovie, (?).6.1935, AAN, Szwajcaria. Protokół dyplomatyczny, B 16 967.



1921, les fonctions de représentant de la Confédération helvétique comme chargé d'affaires furent confiées à Hans Pfyffer d'Altishofen, colonel divisionnaire. Le suivant, Gignoux, fut vite remplacé par Léon Alexandre Girardet, chargé d'affaires *ad interim* dès mars 1924. Le 9 décembre 1924, le poste d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, alors égal à celui occupé par Modzelewski à Berne, fut occupé par Hans Segesser-Brunegg. Il resta à Varsovie pendant un temps considérable. Après son décès, Varsovie essaya d'obtenir des informations concernant la nomination du ministre suivant. Modzelewski envoya des nouvelles en réponse à cette question déjà le 15 juin 1936. D'après ses informations, le nouveau ministre serait Maxime de Stoutz, actuel chef d'office des Affaires étrangères à Berne, mais dès l'automne seulement. En attendant, les fonctions étaient assumées par Cleparède. Jan Modzelewski présentait de Stoutz comme un Genevois franco- et germanophile à la fois, snob, mais aussi comme une personne simple et honnête, appréciée et pleine de compétences diplomatiques.<sup>18</sup>

La mission de de Stoutz dura un peu plus d'une année. Les lettres de congé furent envoyées à Varsovie en décembre 1937. Son successeur pressenti, Paul Steiner, n'avait pas une bonne opinion du Ministère des Affaires étrangères à Varsovie. Il ne faisait pas partie des diplomates favoris de Modzelewski non plus. Finalement, Steiner n'eut pas l'appui du Département politique à cause d'un bâtiment à Varsovie dont il était propriétaire. Berne craignait des complications liées aux taxes. Henri François Martin, ancien ministre de Turquie, fut finalement désigné au poste de ministre.<sup>19</sup>

En dehors des affaires de nature strictement diplomatique, certains documents dépeignent aussi la vie quotidienne et les difficultés des légations. Les requêtes concernant le bâtiment de la Légation suisse situé à la rue 25 Smolna constitue un exemple en la matière. Dans une lettre du 27 juillet 1938, le ministre Martin demandait une approbation pour réaliser l'extension des garages et la construction d'une cave à vins. Il signalait aussi des problèmes liés aux nettoyages faits dans les bâtiments voisins : la poussière dérangeait les fonctionnaires de la Légation. L'affaire fut réglée l'année d'après en déménageant quelques locataires des bâtiments en question.<sup>20</sup>

---

<sup>18</sup> Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, sign. Jan Modzelewski, Berne, 15.6.1935, AAN, Szwajcaria. Protokół dyplomatyczny, B 16 972.

<sup>19</sup> Lettres de démission de Maxime de Stoutz, Berne, 13.12.1937, AAN, Szwajcaria. Protokół dyplomatyczny, B 16 972.

<sup>20</sup> Lettre d'Henri François Martin au Ministère des Affaires étrangères à Varsovie, 27.7.1938, AAN, Szwajcaria. Gmach Poselstwa, B 16 977.

Les questions représentatives firent également l'objet d'échanges d'information. La représentation exigeait naturellement une présentation appropriée. Berne mit à disposition de la Légation suisse à Varsovie : deux voitures de la marque Chevrolet pour le consul à Gdańsk ; deux voitures Hotchkiss, l'une pour le chef du secrétariat et l'autre pour le vice-consul. Quant au ministre lui-même, il voyageait dans une Buick noire de 1932, qui fut remplacée en 1939 par une Renault de 1938.<sup>21</sup>

Le rôle de ce chapitre était double. Avant tout, il a permis de présenter sous un autre angle tout à fait particulier un aspect de l'histoire polono-suisse. Par delà ces relations, nous avons eu l'occasion de voir comment Modzelewski, tout en restant un bon fonctionnaire diplomatique dépendant du Ministère des Affaires étrangères, formulait et pourrait-on dire, vendait son point de vue, même en le cachant sous un discours qui avait tous les signes de la neutralité et parfois même des airs d'alignement parfait avec Varsovie. Cette sensation que Modzelewski ne se contentait pas d'être un simple exécutant se fait sentir même dans des situations où son rôle s'arrêtait à l'exécution. Les relations officielles en sont un exemple : Modzelewski n'avait pas à définir la politique étrangère polonaise, et pourtant, il donnait son avis tout en ayant l'air d'exécuter les ordres venant de Varsovie. Si on regarde ces quelques rapports sous cet angle, nous avons l'occasion d'approcher le caractère de Modzelewski ainsi que son personnage qui, malgré la mesure assez restreinte de ces communiqués officiels, s'efforça d'apporter sa contribution propre aux affaires courantes. Les rapports permettent de voir que Modzelewski mena son action diplomatique d'une manière qui sortait du commun. Ces rapports, remplis de visions détaillées, ne représentent pourtant qu'une partie infime de son action spécifique pour rapprocher les deux nations, l'action pour laquelle Modzelewski n'hésita pas à se servir de tous les moyens à sa disposition.

---

<sup>21</sup> Lettres de la Légation de Suisse, AAN, Szwajcaria. Sprawy samochodowe, B 16 978; AAN, Szwajcaria. Sprawy dyplomatów szwajcarskich, B 16 979.

## **Le quotidien diplomatique**

### **Chapitre 14.**

#### **Pas toujours seul : échanges, activités et soutien entre Polonais et Suisses.**

L'activité diplomatique de Modzelewski telle que décrite jusque là nous a révélé un homme politique ayant une vision des relations polono-suisses toute particulière. Il subissait toutefois des contraintes dans la réalisation de cette vision découlant du fait qu'il manquait de liberté par rapport au gouvernement polonais. Le pays au cœur duquel il agissait fut toutefois un endroit où il put librement profiter de ses atouts propres. Les avantages de ses traits de caractère purent s'exprimer et soutenir ses réalisations. La présentation des échanges interpersonnels de Modzelewski que nous allons décrire nous révélera un Modzelewski initiateur, créateur et un homme disposant d'une grande facilité pour nouer des contacts. Il put pleinement profiter de cette qualité pour ranimer et activer les relations entre la Pologne et la Suisse de manière informelle, et, ajoutons-le encore une fois, à sa propre manière et non pas celle de Varsovie. Nous avons déjà commencé à esquisser le caractère de ces échanges humains dans le chapitre précédent. Dans les actions diplomatiques, l'importance de l'initiative personnelle n'est toutefois pas si grande que dans des actions initiées par la personne elle-même. Nous sortons ici de l'optique du travail purement diplomatique et approchons des entreprises qui n'auraient aucune chance de voir le jour si elles n'étaient pas menées par une personne possédant un charisme certain. Ce charisme ne peut seulement découler de l'autorité que lui conférait le poste diplomatique. Modzelewski devait certainement posséder certains traits lui permettant d'approcher les gens et de tirer des contacts ainsi noués les meilleurs profits. Quelqu'un d'habile sachant côtoyer les gens peut réaliser de grands changements. Celui qui n'en a aucune idée, n'avancera pas même d'un pas. Du caractère de l'initiant dépend la réussite ou au contraire l'échec des projets. Dans son travail, Modzelewski parvenait aussi bien à convaincre ses amis et connaissances suisses d'aller dans sa direction, qu'à prendre dans son sillage les Polonais, groupe relativement nombreux de personnes d'un niveau intellectuel supérieur puisque beaucoup d'entre eux faisaient leurs études en Suisse. Il n'agissait bien évidemment pas de la même manière

au cœur de ces deux réseaux. On peut lui prêter une bonne sensibilité psychologique et culturelle, qualité d'un vrai entrepreneur et dirigeant. Était-il plus exigeant envers ses compatriotes, profitant de sa position de premier Polonais en Suisse, et plus habile et subtile en face des Suisses ? Son approche différenciée reposait sur sa connaissance du milieu fribourgeois forgée maintenant de longue date et de sa connaissance de la communauté estudiantine polonaise, dont il avait lui-même fait partie. Son ambition était probablement aussi de voir tous ces Polonais s'organiser d'une manière stable et concrète, surtout au moment où l'appui de l'État polonais pouvait être garanti pour mener à bien leurs actions. Durant toute son activité, Jan Modzelewski, bien implanté en Suisse, parvint à créer l'intérêt autour de ses projets, non sans se priver de mobiliser les nombreux Polonais pour arriver à ses buts. Lui-même, qui avait acquis une grande autorité pendant toutes ses années, était au centre des discussions non seulement au sein de la communauté polonaise en Suisse, mais aussi, grâce à ses liens familiaux, au sein de la communauté dirigeante suisse. Souvent, les contacts créés lors de l'accomplissement des tâches diplomatiques restaient forts, devenaient même amicaux et n'avaient alors plus aucun rapport avec le travail quotidien, quand bien même ils servaient tout à fait au renforcement des relations polono-suisses. Modzelewski s'appuyait aussi sur son réseau des connaissances suisses. On verra comment le caractère du ministre put influencer les choses et comment son appui put encourager les gens à s'organiser et à s'activer à divers endroits en Suisse. La multitude d'actions peut surprendre. N'est-ce pas trop pour les mener à bien ? Son espoir avait-il des chances de se concrétiser et la confiance en ses compatriotes était-elle bien placée ?

### **I. Mieux organiser pour travailler efficacement**

Les origines de certaines de ces organisations remontaient loin avant la reconstitution de l'État polonais en 1918. C'est par exemple le cas de l'organisation zurichoise l'Accord (Zgoda). D'autres étaient en construction comme l'Association polonaise (Towarzystwo Polskie), d'autres changeaient de noms, parfois leurs tâches et leurs fonctions. Jagiellonia reprit par exemple son activité sous le nom de Polonia. Il s'agissait souvent d'organisations représentant un certain milieu ou se regroupant autour de mêmes convictions. Par exemple, il y avait l'organisation l'Association des ouvriers polonais l'Unité (Jedność) à Avenches qui rassemblait des travailleurs. Ce sont toutefois

les organisations estudiantines qui étaient les plus actives. Leurs aventures sont souvent très compliquées en raison des changements constants des membres, les étudiants étant toujours très mobiles, et des changements des dirigeants. Le destin de ces organisations dépendait évidemment des étudiants, de leur nombre et de leur capacité à s'organiser. Les périodes de forte activité et les moments d'inertie voire d'absence d'activité se succédaient donc forcément.

Pour garantir un plus grand dynamisme, mais aussi pour coordonner les activités de plusieurs organisations polonaises, Modzelewski créa une plate-forme commune pour toutes les associations. Une première rencontre fut organisée à Berne le 13 juin 1926. Le ministre lui-même leur garantit tout le soutien qu'il pouvait leur offrir et il accepta la présidence honoraire. Les organisations qui se présentèrent à Berne furent : l'Accord (Zgoda) de Zurich, l'Association polonaise (Towarzystwo Polskie) de Berne, La Pologne de Fribourg et celle de St-Gall, le Cercle académique (Koło Akademickie) de Zurich et le Cercle polono-suisse (Koło Polsko-Szwajcarskie) de Lausanne.

Au début des débats, Modzelewski présenta sa joie de voir que les organisations polonaises en Suisse avaient ressenti le besoin d'un travail commun et répondu à l'idée d'une rencontre et d'une collaboration. Il les assura du soutien chaleureux de la Légation. Il présenta son idée selon laquelle les tâches à accomplir par les organisations devaient viser à informer les Suisses de la vie intellectuelle et économique de la Pologne. Pour ce faire, il proposa de nouer des contacts avec la presse suisse et d'organiser des échanges de jeunes étudiants entre les deux pays. Il s'intéressa aussi aux comptes-rendus de chacune des organisations, à leurs activités et à la collaboration académique. Il avait également l'intention d'apporter son aide dans le domaine des bourses d'études.

Afin de ne pas influencer le déroulement du travail des organisations et les éventuelles décisions, Modzelewski, en vrai diplomate, quitta la séance.<sup>1</sup> La présidence de l'assemblée fut confiée au vice-consul Borkowski qui montra dans son discours la nécessité de trouver des méthodes permettant les contacts entre les organisations en Suisse et leurs semblables en Pologne. Une action commune pour les bourses d'études et des prestations complémentaires fut présentée et considérée comme un bon atout

---

<sup>1</sup> Procès-verbal de la 1<sup>ère</sup> Assemblée des organisations polonaises en Suisse, Berne, 13.6.1926, AHP, PO-FR-DO-2.

potentiel. Afin de réaliser cette idée, la Direction centrale des organisations polonaises en Suisse fut créée, avec son siège à Berne. Le président de l'Association polonaise à Berne fut élu président de la Direction et furent nommés membres le journaliste Leon Sztencel et l'employée de la Légation Jadwiga Romer.<sup>2</sup> Les premières actions, certes lentes, portèrent leurs fruits. Deux ans plus tard, en 1928, le Secrétariat Général des Associations Polonaises en Suisse put être constitué.<sup>3</sup>

## 1. Le cas particulier de Polonia

Polonia, l'organisation estudiantine de l'Université de Fribourg entretint des liens particulièrement privilégiés avec la Légation et Modzelewski. C'était une ancienne organisation qui avait dans un premier temps réuni les clercs. Tel avait d'ailleurs été son nom : l'Association Polonia des prêtres et des clercs polonais à Fribourg. Cette organisation avait été fondée à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, lorsque les jeunes prêtres avaient créé une association nommée Jagiellonia. Après une brève période de suspension de l'activité au début des années 20, les religieux réactivèrent l'organisation pour les prêtres-étudiants, cette fois-ci sous le nom Polonia. Dès l'année académique 1924-1925, celle-ci s'ouvrit à tous les étudiants désireux d'en faire partie.<sup>4</sup>

Il est probable que l'initiative et les premiers contacts avec la représentation polonaise à Berne avaient été entamés par Jagiellonia en 1918 déjà avec la présentation du problème d'assistance des ouvriers polonais venus en Suisse pour un travail temporaire.<sup>5</sup>

Jan Modzelewski faisait souvent appel aux membres de la Polonia pour la célébration de messes polonaises solennelles, surtout à l'occasion des jours de fêtes nationales : le 3 mai, jour de la constitution de 1791, et le 11 novembre, choisi comme jour de l'indépendance depuis 1918. Pratiquement chaque année, la correspondance se renouvelait au sujet de ces événements célébrés habituellement à Berne à l'église de la

---

<sup>2</sup> Le consulat de la Pologne à Berne a rapporté la création du Conseil central des organisations polonaises en Suisse dans son rapport du 10.8.1926, AAN, Akta Ministerstwa Spraw Zagranicznych, Zjazdy stowarzyszeń polskich w Szwajcarii, B 23 528.

<sup>3</sup> Document non daté, AHP PO-FR-DO-7.

<sup>4</sup> Documents de Jagiellonia future Polonia, non daté, AHP PO-FR-DO-1.

<sup>5</sup> Jagiellonia au Haut représentant polonais à Berne, 5.12.1918, AHP PO-FR-DO-3.

Sainte Trinité à la Taubenstrasse.<sup>6</sup> Vu ses fonctions, Modzelewski n'oubliait pas de formuler des remerciements pour toutes ces preuves de respect envers la Pologne et envers ses représentants, parfois au nom des autorités polonaises, parfois en son nom propre. Tels furent par exemple ses propos après la messe mortuaire célébrée en l'honneur du maréchal Józef Piłsudski en mai 1935 : « ... Ce service religieux a exprimé la preuve d'un attachement profond au Maréchal et le regret inconsolable de la société polonaise après la perte de son meneur bien aimé... ».<sup>7</sup> On reconnaît le même ton dans sa lettre de remerciements envoyée quelques jours plus tard suite aux condoléances reçues. Il y voyait la preuve que « ... la colonie polonaise en Suisse est en contact étroit avec la Patrie et la représentation du gouvernement... ».<sup>8</sup>

Des contacts aussi proches et nourris permettaient aussi les critiques, notamment lorsque les membres de Polonia ne s'engageaient pas assez en tant que représentants de la communauté polonaise en Suisse aux yeux du ministre. C'est ce qui se passa lors d'un concert donné par Henryk Opieński à Fribourg. Aucun des membres de Polonia n'était venu. Or, l'occasion était d'importance pour Modzelewski, parce que le concert de l'ensemble vocal Motet et Madrigal de Morges à la salle de la Grenette inaugurerait en effet l'activité de la Coopération intellectuelle polono-suisse.<sup>9</sup>

La correspondance entre la Légation, Modzelewski et Polonia se poursuivit longtemps. Encore au début de 1932, Modzelewski s'informait au sujet des membres du Conseil, du nombre total des membres, de quelles autres organisations faisaient partie Polonia, quel était l'état de la bibliothèque de la société et quels étaient les périodiques auxquels elle était abonnée.<sup>10</sup> Ces relations cordiales perduraient certainement du fait de l'attachement de Modzelewski pour l'Université où il avait lui-même été diplômé, mais elles furent aussi réciproques. Dans son procès-verbal de l'activité de l'année académique 1938-1939, Polonia mentionnait que : « Après [...] son départ négocié, le ministre Jan Modzelewski, très favorable à la Polonia et qui prend part volontairement à son travail, déménage à Fribourg... ».<sup>11</sup>

---

<sup>6</sup> Correspondance entre la Légation et Polonia du 1926 au 1938 : AHP PO-FR-DO-4-12.

<sup>7</sup> Légation de Pologne à Polonia, sign. Jan Modzelewski, Berne, 4.5.1935, AHP PO-FR-DO-11.

<sup>8</sup> Légation de Pologne à Polonia, sign. Jan Modzelewski, Berne, 22.5.1935, AHP PO-FR-DO-11.

<sup>9</sup> Légation de Pologne à Tadeusz Offert, sign. Jan Modzelewski, Berne, 14.12.1926, AHP PO-FR-DO-5.

<sup>10</sup> Légation de Pologne à Polonia, sign. Jan Modzelewski, Berne, 27.1.1932, AHP PO-FR-DO-9.

<sup>11</sup> Rapport d'activité de Polonia pour l'année académique 1938-1939, Fribourg, 14.7.1939, AHP PO-FR-DO-2.

## II. Organisations des échanges culturels polono-suisse

Une initiative d'une grande ampleur fut lancée par Modzelewski à la fin des années 20. Il en informait le président de Polonia Tadeusz Offert, tout en lui demandant son opinion. Il voulait par son projet donner vie à une Coopération intellectuelle polono-suisse. Dans sa lettre, Modzelewski mentionnait que l'idée d'une coopération intellectuelle internationale, dont le but était d'approcher les élites intellectuelles de différents pays, avait vu le jour pendant la guerre de 1914-1918 déjà. Il envisageait des échanges au niveau des corps professoraux, d'étudiants, de l'organisation de concerts, d'expositions et de conférences. Il attachait une grande importance à Fribourg, estimant à raison qu'une forte représentation d'étudiants, de professeurs polonais ainsi que la Chaire de langue et de littérature polonaises, faciliteraient la création d'une organisation dynamique.

### 1. La Coopération intellectuelle

Une telle coopérative fut constituée à Fribourg le 16 février 1927. Modzelewski avait engagé très sérieusement toutes ses connaissances dans cette nouvelle œuvre. Un article dans la presse, rédigé par le professeur de chimie de l'Université, Henri de Diesbach, encourageait les Fribourgeois à participer à la formation de la Coopération intellectuelle. Son premier événement public fut, comme nous l'avons déjà mentionné, le concert de l'ensemble Motet et Madrigal.

Dans le procès-verbal daté du 1<sup>er</sup> mars 1927, il est écrit que le but principal de la Coopération était de faire connaître la Pologne en Suisse et la Suisse en Pologne en organisant des manifestations culturelles, des expositions et des conférences et en rapprochant les industriels et commerçants des deux pays. Le professeur d'histoire moderne de l'Université Gaston Castella fut choisi pour diriger la Coopération fribourgeoise. Se sont engagés également Pierre Aeby, syndic de la ville, Raymond de Girard, Emile de Savoy, Bernard de Weck et le procureur général Pierre de Weck, Offert et Modzelewski pour les Polonais.<sup>12</sup>

Cette initiative lancée à Fribourg fut vite reprise par d'autres villes. Le groupe bernois fut créé un mois après celui de Fribourg, et fut également inauguré par le

---

<sup>12</sup> Procès-verbal de la Coopération intellectuelle polono-suisse, Fribourg, 1.3.1927, AHP PO-FR-DO-6.



concert de l'ensemble de Morges.<sup>13</sup> Le fait que le ministre suisse à Varsovie Hans de Segesser-Brunegg s'engageât dans la création d'une même coopérative en Pologne montre quelle place fut accordée à cette coopération intellectuelle et qu'elle fut importante pour les relations polono-suisse.<sup>14</sup>

La Coopération intellectuelle s'est fait connaître assez rapidement. Pour l'une de ses premières manifestations, son Secrétariat général choisit, parmi les possibilités de manifestations qui s'offraient à elle, d'organiser une exposition de la carte postale polonaise afin d'illustrer la vie intellectuelle polonaise dans son ensemble. Cette proposition s'était distinguée comme celle qui pouvait donner des résultats satisfaisants, tout en coûtant peu d'efforts. Elle avait différents buts : avant tout présenter la Pologne au travers des cartes postales, mais aussi faire connaître l'existence et l'activité de la coopération polono-suisse.<sup>15</sup> Une fois bien développé, le projet fut envoyé au Ministère des Affaires étrangères à Varsovie en automne 1926.<sup>16</sup> Il prévoyait aussi de montrer le processus de production d'une carte postale, ses origines et les principaux distributeurs en Pologne. Ces derniers purent livrer du matériel intéressant.

L'idée principale du projet était de montrer la vie polonaise dans toute sa grandeur et avec toutes ses couleurs. On imaginait une réalisation selon plusieurs thèmes : l'histoire de la Pologne, les œuvres d'art, la peinture, la sculpture, les villes avec leur architecture, les églises, mais aussi la campagne polonaise et le paysage. Tous les objets, rassemblés en Pologne par des maisons d'éditions puis transportés en Suisse, devaient être présentés dans plusieurs villes de Suisse : Zurich, Berne, Fribourg, Genève et Lausanne, le tout animé par plusieurs conférences organisées pour l'occasion.

On sait que l'activité de la Coopération se poursuivit, surtout celle de Fribourg, grâce à une initiative prise en collaboration avec Polonia. Le 14 décembre 1935, ces deux organisations organisèrent la présentation du film des funérailles de Józef Piłsudski. Le professeur Edward Cross fit une brève allocution à cette occasion.<sup>17</sup>

---

<sup>13</sup> Jan Modzelewski à Tadeusz Offert, Berne, 14.3.1927, AHP PO-FR-DO-6.

<sup>14</sup> Jan Modzelewski à Tadeusz Offert, Berne, 10.2.1927, AHP PO-FR-DO-6.

<sup>15</sup> Jan Modzelewski à Polonia, Berne, 26.6.1926, AHP PO-FR-DO-4.

<sup>16</sup> Jadwiga Romer au Ministère des Affaires étrangères, Varsovie, 25.10.1926, AAN, Akta Ministerstwa Spraw Zagranicznych, Sztuka Polska, « Polska Współczesna », Rapperswil, B 25 148.

<sup>17</sup> Invitation de la Coopération intellectuelle polono-suisse, formulaire non daté, AHP PO-FR-DO-11.

## 2. L'organisation Pologne-Genève

La structure spécifique de l'État suisse et l'indépendance des cantons fut à l'origine d'une initiative dont les buts étaient semblables à celles de la Coopération intellectuelle, mais au niveau local. Il s'agit de l'association Pologne-Genève, fondée le 5 mars 1935 au palais Eynard, dont le but était de resserrer les contacts intellectuels, idée proche de celle de la Coopération fondée quelques années auparavant. Il est difficile de comprendre les raisons d'une telle fragmentation des initiatives pour rapprocher deux nations. Il semble d'une part que les fondateurs de l'association genevoise voulaient affirmer ainsi l'importance particulière de Genève, ville où siégeait la Société des Nations. D'autre part, s'exprimaient ici les ambitions personnelles de Tytus Komarnicki, diplomate polonais accrédité auprès de l'organisation genevoise. Le protectorat fut confié aux deux représentants de la Pologne qui étaient alors Komarnicki pour la Société des Nations et Modzelewski en tant que ministre à Berne.

Heureusement pour les contacts polono-suisses, l'association joua bien son rôle dans la société genevoise. 300 personnes environ participèrent à l'inauguration. Albaret, président de la Ville de Genève, mais aussi les délégués de la Société des Nations entre autres y assistèrent. Entrèrent au Conseil de l'association : les professeurs Bouvier, Burckhardt, Burky, et Vièrne du Département de l'instruction publique du Canton de Genève, Jadwiga Romer de la Légation polonaise de Berne, Drückert, président de la Société Polonia, Alland, président de l'Association Dante Aligheri, Franck Schoell, Edouard Chapuisat, ancien rédacteur en chef du *Journal de Genève* et Maurice Bastian. Plusieurs orateurs prirent la parole: Chapuisat, Schoell, Komarnicki et Bastian, qui affirmèrent la réalité des contacts intellectuels polono-suisses, poussant jusqu'à voir une analogie, quelque peu exagérée, entre ces deux pays, tous deux à la frontière de deux civilisations.<sup>18</sup> Le rapport au sujet de la manifestation affirme que le discours le plus intéressant fut celui de Franck Schoell, très personnel, et qui fut d'ailleurs accueilli avec beaucoup de sympathie. Il était intitulé : *Comment j'ai découvert la Pologne*.<sup>19</sup>

---

<sup>18</sup> On voyait une similitude entre la place de la Suisse, à la frontière linguistique franco-allemande de l'Europe et celle de la Pologne, à la frontière entre l'Ouest et l'Est de l'Europe cette fois. Il faut toutefois bien considérer que les questions de civilisations dépassent largement les questions liées aux frontières linguistiques.

<sup>19</sup> Rapport du Dr Władysław Kulski, employé de la Légation auprès de la Société des Nations à Genève, AAN, Stowarzyszenia polsko-szwajcarskie, B 25 581.

Les efforts déployés par la Légation pour obtenir la création des chaires de Langue polonaise dans les universités suisses avaient également pour but de resserrer les contacts et rendre la Pologne et sa culture populaires. Modzelewski mentionnait l'existence de la Chaire de la langue polonaise à Genève, mais critiquait l'Institut des études slaves, qui fonctionnait avec trop peu de dynamisme et qui n'avait pas obtenu le statut universitaire. Modzelewski eut l'idée très concrète de travailler à la création d'une chaire de langue polonaise à l'Université de Lausanne, avec Ludwik Bronarski ou Edouard Cross pour professeur. Le ministre proposait de partager les frais de fonctionnement entre le gouvernement polonais et le canton de Vaud.<sup>20</sup>

### **III. La sympathie des Suisses pour Modzelewski s'exprime lors des obsèques de Józef Piłsudski**

Les liens d'amitié ne se forment ni rapidement ni facilement. Pour qu'une relation amicale soit solide, il faut du temps et un certain engagement, mais c'est de cette manière que se construisent les groupes d'individus et les microsociétés partageant des buts et une vision du monde semblables. Par sa longue présence en Suisse et par sa volonté, Modzelewski parvint à créer un tel groupe qui se rassembla autour de lui au fil du temps. Cela commença avant même qu'il fût représentant du gouvernement polonais, parce qu'il faisait partie des Polonais ayant décidé, un peu par hasard et un peu par choix, de mener leur vie loin du pays natal et d'adopter le nouveau, en acceptant ses coutumes et son quotidien. L'importance du réseau de Modzelewski sera particulièrement patente lors des manifestations qui eurent lieu autour des funérailles de Józef Piłsudski, qui eut une influence inestimable sur la renaissance et la forme de l'État polonais. Il mourut le 12 mai 1935. Admiré de beaucoup, méprisé par d'autres, il fut néanmoins le dirigeant incontestable de l'État polonais de l'entre-deux-guerres, la personne dont l'autorité fut la plus grande et qui exerça une influence importante sur la politique étrangère polonaise et les relations intérieures du pays. Avant et au cours de la guerre déjà, cet activiste de la cause nationale avait aussi été membre du parti socialiste. Il quitta quelque peu la scène politique en 1919 et revint en force avec le coup d'État organisé en 1926. À partir de cette date, Piłsudski resta le commandant incontesté des

---

<sup>20</sup> Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, sign. Jan Modzelewski, Berne, 12.2.1935, AAN, Slawistyka w Szwajcarii, B 23 558.

affaires de l'État. Il est évident qu'avec sa mort, la classe politique polonaise perdait son guide. Ce décès provoqua naturellement un deuil national et les célébrations funéraires se multiplièrent. La Légation bernoise reçut les condoléances de plusieurs organisations polonaises : Zgoda de Zurich, l'Association polonaise de Berne, Polonia de Fribourg, l'Association des étudiants polonais de Bâle et de la communauté polonaise de La Chaux de Fonds. La cérémonie officielle en l'honneur du maréchal fut organisée le jour même de ses funérailles et eut lieu à Berne, à l'église de la Sainte Trinité selon la tradition des communautés polonaises. La garde honoraire près du catafalque fut assurée par les membres de la Polonia fribourgeoise. Le pianiste et ancien premier ministre Ignacy Jan Paderewski, adversaire politique de Piłsudski, vint également de Tolochenaz.

Les cérémonies officielles mises à part, la participation aux événements moins médiatisés, mais organisés sous les auspices de Modzelewski, témoignent de manière plus significative de la place occupée par le ministre. Une véritable estime envers sa personne s'y exprimait encore davantage. Citons en exemple une manifestation organisée par Polonia à Fribourg, le 6 juin 1935. Organisée par l'association estudiantine, d'éminents Fribourgeois y assistèrent, ce qui est évidemment un signe de l'influence de Modzelewski et non pas des jeunes étudiants. Cet événement fut honoré de la présence du recteur de l'Université, du représentant du gouvernement fribourgeois, du corps professoral et des membres de la Coopération intellectuelle furent aussi largement représentés. Que les Fribourgeois se soient déplacés nombreux est le signe d'une grande sympathie pour la communauté polonaise et surtout que la position et l'influence de Modzelewski étaient bien vivantes même en Suisse, ou pour le moins à Fribourg.<sup>21</sup>

#### **IV. Modzelewski reconnaissant et généreux**

Cette sympathie était peut-être la réponse à une attention que Modzelewski savait soigner, peu commune et bien présente chez le ministre : il exprimait sa reconnaissance envers les personnes qui travaillaient à l'élargissement des connaissances sur la Pologne, qui l'aidaient à renforcer les initiatives lancées en Suisse,

---

<sup>21</sup> Notice à l'attention du Ministère des Affaires étrangères, AAN, Gabinet Ministra. Polacy w Szwajcarii wobec zgonu Józefa Piłsudskiego, B 16 297.

et apportaient leur aide aux citoyens polonais. Modzelewski n'avait par exemple pas oublié Stephan Pinosch, fervent militant du musée de Kościuszko de Soleure, très actif dans la reconstruction d'une des chambres du héros polonais. Modzelewski fit tous les efforts possibles pour qu'une Médaille d'or du mérite lui fût accordée.<sup>22</sup>

De même, il sut apprécier les efforts d'Édouard d'Orelli, consul honoraire de Pologne à Zurich. Modzelewski fit une demande pour que la Croix de chevalier de l'Ordre Polonia Restituta fût remise au banquier. La raison principale évoquée par Modzelewski était sa position et son engagement de consul, mais il est possible que cette médaille constituât un hommage à toute la famille d'Orelli qui apportait son aide à l'émigration polonaise depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle.

Une autre reconnaissance fut attribuée, par deux fois, à Gonzague de Reynold. En reconnaissance de ses mérites dans le développement des relations amicales entre les deux pays, il fut décoré de l'Ordre de la renaissance de la Pologne. Il obtint l'Ordre d'officier IV<sup>ème</sup> classe en 1923, et l'Ordre de commandeur III<sup>ème</sup> classe en 1929.<sup>23</sup>

Modzelewski ne fut toutefois pas toujours irréprochable et put manquer parfois de sérieux. Voici une histoire, un peu cocasse il faut le dire, pour illustrer ceci : elle concerne la remise d'une médaille destinée à Samuel Getaz. Détail qui donne lieu à l'histoire, ce même nom désignait le président de la Commission scolaire de la ville de Vevey et le directeur d'une société de construction. Un Getaz devait donc être honoré d'une médaille, en remerciement de son grand engagement financier pour l'ensemble Motet et Madrigal, dirigé par Henryk Opieński. En 1927, la Légation se trouva en possession de la Croix de chevalier de l'Ordre Polonia Restituta. Les fonctionnaires, ignorant si le président et le directeur étaient la même personne, choisirent la prudence, et ne remirent pas cette croix. L'affaire ne s'arrêta pas là, car Getaz fut à nouveau pressenti pour recevoir une décoration 10 ans plus tard. À ce moment, arrivant au terme de ses fonctions, Modzelewski retrouva l'ancienne Croix dans ses affaires, il se renseigna et réalisa que les deux Getaz n'en étaient qu'un ! Dans un communiqué à l'attention de Varsovie, il expliqua que donner la Croix de l'Ordre de la renaissance de Pologne après la Médaille du mérite aurait été par trop inapproprié et il mettait un terme

---

<sup>22</sup> Requête pour l'attribution de la Médaille d'or du mérite à Stephan Pinosch, non datée, AAN, Protokół dyplomatyczny. Ordery dla Szwajcarów, B 16 969.

<sup>23</sup> Notice de Modzelewski, non datée, AAN, Szwajcaria. Odznaczenia polskie, B 16 968 ; aussi : Ruffieux, Roland (dir.), *Encyclopédie du Canton de Fribourg*, T. 2, Fribourg, Éditions St. Paul, 1977, p. 497.

à cette affaire en ajoutant que de toute façon, les médailles étrangères étaient plutôt mal vues par la société en Suisse...<sup>24</sup>

Le ministre n'oubliait pas non plus les Polonais actifs en Suisse. Avant tout, il avait revendiqué des médailles pour le couple polono-suisse de musiciens Henryk Opieński et Lydia Barblan-Opieńska. Tous les deux en étaient dignes de par leur engagement dans les activités culturelles du canton de Vaud, notamment en tant que fondateurs du groupe vocal Motet et Madrigal mentionné à plusieurs reprises déjà. Grâce à l'influence de Modzelewski, son employé Alfons Bronarski, attaché culturel de la Légation bernoise et futur professeur de la littérature dans les universités de Fribourg et Neuchâtel, fut décoré également.<sup>25</sup>

L'affaire des médailles du mérite montre Modzelewski comme un personnage reconnaissant les efforts des particuliers pour le développement des relations entre la Pologne et la Suisse, indépendamment de leurs opinions politiques et personnelles. Ce qui ne veut pas dire qu'il était dénué de convictions propres. On en trouve d'ailleurs des témoignages récoltés lors de nos recherches archivistiques.

## **V. Soutien à la politique impériale de la Pologne**

Dans les années 30, une nouvelle ligne de la politique polonaise put voir le jour tant au niveau national qu'international. On se trouvait alors dans la deuxième décennie de l'indépendance, avec une situation internationale plutôt stable, et aussi une amélioration certes lente mais constante de la situation économique. Ceci fit croire aux gouvernements autoritaires de Piłsudski et à son cercle que la Pologne avait le potentiel pour s'arroger le droit au partage des territoires coloniaux sur la scène internationale. Les arguments soutenant cette nouvelle politique furent présentés par le ministre des Affaires étrangères Józef Beck en décembre 1936 pendant la session de la Commission des Affaires étrangères du Sénat.<sup>26</sup> L'équipe dirigeante travailla beaucoup pour préparer la présentation de cette demande relevant pourtant d'une vision démesurée ne correspondant pas au potentiel réel du pays. Elle s'attacha à prouver que la Pologne

---

<sup>24</sup> Affaire de Samuel Getaz, notice de Jan Modzelewski, non datée, AAN, Protokół dyplomatyczny. Ordery dla Szwajcarów, B 16 969.

<sup>25</sup> Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, sign. Jan Modzelewski, Berne, 17.5.1937, AAN, Protokół dyplomatyczny. Ordery dla Szwajcarów, B 16 969.

<sup>26</sup> Michowicz, Waldemar, « Organizacja... », in: Łossowski, Piotr (dir.), *Historia...*, op. cit., p. 55.

occupait une position dominante. Elle se positionnait comme la 6<sup>ème</sup> puissance de l'Europe et la 11<sup>ème</sup> au niveau mondial, avec 34 millions d'habitants, et la 2<sup>ème</sup> place, après la Russie, pour le taux de natalité de 12-13 ‰. Le pays affrontait, et allait affronter dans le futur, des problèmes démographiques, dont la résolution était prévue sur trois niveaux : industrialisation du pays, réalisation d'une réforme agraire et stimulation enfin du processus d'immigration massive que l'obtention de colonies permettrait de mettre en œuvre.

Selon la logique des dirigeants, l'accès aux matières premières organiques et minérales était nécessaire au développement de l'industrie polonaise. Toutes les statistiques montraient que l'importation de ce genre de biens représentait la moitié de toute l'importation polonaise. Le système de gestion des colonies de l'époque était jugé comme anachronique et ne prenant pas en considération les changements survenus en Europe. La Société des Nations avait les compétences et se devaient de changer cette situation qui freinait le développement de l'industrie polonaise. Celle-ci pourrait être soutenue et croître grâce aux colonies riches en coke, gîtes métallifères, cuivre, aluminium, pétrole, phosphorites, et aux vastes terrains appropriés à la culture du coton et à l'élevage du bétail. Cette solution présentait aussi d'autres atouts, comme la résolution du problème inquiétant de surpopulation. Le groupe dominant de la société était une population rurale représentait 70% de la population totale. Plus préoccupant encore, 5 millions de paysans ne possédaient pas de domaine et étaient donc le cœur potentiel des mouvements antigouvernementaux. Ils ne concevaient pas d'autres moyens pour occuper cette masse de gens. Les déplacer dans d'autres secteurs de l'économie n'était pas possible, vu que ceux-ci étaient encore trop peu développés. L'industrie, toujours faible et privée d'investissements importants, employait à peine un million de personnes. Dans cette situation, l'émigration était considérée comme une solution miracle. Elle existait déjà : l'émigration économique temporaire avait cours depuis la deuxième moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, mais dans les concepts du gouvernement, le moyen le plus sûr était une émigration durable sur des territoires assujettis à la Pologne.

En situation de crise, une telle solution, facile et coûtant peu d'investissement, était évidemment des plus tentantes. Tant, que l'on fut prêt à croire à sa réalisation. Le temps était aux difficultés économiques durables et l'idée, même utopique, faisait miroiter le rêve d'un accès à des matières premières peu coûteuses, à une main-d'œuvre

bon marché et en plus à la résolution de la surpopulation. La propagande et les convictions que cette idée était juste étaient très fortes, ce que les très prétentieuses *Thèses Coloniales de la Pologne* illustrèrent parfaitement. La Ligue coloniale et maritime fut même créée dans le but d'aller plus loin dans la réalisation de ce programme.<sup>27</sup>

### 1. Partisan de la politique coloniale

Jan Modzelewski fut lui-même un ardent militant de cette politique. Persuadé que la préparation d'un fond solide était nécessaire au programme, il prit contact dans ce but avec la Ligue directement, car il s'agissait d'une initiative personnelle et il ne voulait de ce fait pas engager les autorités officielles. Modzelewski proposa une bourse d'études pour un étudiant polonais, qui non seulement écrirait une thèse de doctorat sur les questions coloniales polonaises, mais préparerait aussi les brochures de propagande, les allocutions à l'adresse des associations suisses, développerait la propagande dans la presse et rendrait de plus un rapport tous les deux mois. Il voyait en un tel travail une valeur incontestable, puisqu'il pourrait être diffusé directement au sein de la communauté internationale, vu que la Suisse abritait les représentants de la diplomatie mondiale et des institutions internationales.<sup>28</sup>

Modzelewski connaissait déjà une personne qui lui semblait apte à réaliser une telle tâche. Celui-ci se nommait Aleksander Markowski. Étudiant à Lausanne, il était l'un des fondateurs de la société Gdynia, du nom de la seule ville portuaire polonaise de la II<sup>ème</sup> République. Leurs contacts sont attestés par la correspondance qu'ils échangèrent. Dans une de ses lettres, Markowski faisait le compte rendu d'une allocution de Sir Hoare, qui, pendant la session de la Société des Nations en septembre 1935, avait mentionné le problème du partage des matières premières et évidemment la question des colonies. Markowski était conscient que le soutien et l'engagement à la participation de la Pologne dans la division des colonies étaient insuffisants au niveau

---

<sup>27</sup> Thèses coloniales de la Pologne, AAN, Polska polityka kolonialna, B 23 308.

<sup>28</sup> Légation de Pologne à la Ligue coloniale et maritime, sign. Jan Modzelewski, non daté, AAN, Szwajcaria. Polska propaganda kulturalna, B 23 443.



international. Construire une politique d'information adéquate s'avérait selon lui nécessaire.<sup>29</sup>

Les espoirs de Modzelewski reposant sur les étudiants Polonais en Suisse étaient pourtant souvent déçus. Markowski par exemple ne réalisa jamais ce travail de thèse, car il quitta la Suisse peu après. Modzelewski écrivit à ce sujet que le problème principal résidait dans le désintéressement et le manque de gens capables de mener une telle activité à bien.<sup>30</sup> De plus, malgré le soutien de la Légation et l'appui de représentants du gouvernement, Modzelewski ne pouvait pas réaliser des projets d'une grande ampleur avec l'organisation Gdynia qui ne comptait que huit membres.<sup>31</sup>

Le ministre de la Pologne rappelait sans cesse dans ses rapports et lettres le grand potentiel qu'il voyait dans les étudiants, qui pouvaient diffuser leur propagande au sein de leurs propres universités. Les personnes utiles et de confiance pouvaient toujours compter sur son aide et son engagement personnel. Modzelewski vit encore en un étudiant fort engagé, Jerzy Krzeczunowicz, une personne de grande valeur pour la patrie. Pendant la période 1932-1934, il fut le président de l'association Polonia à Genève. C'est également lui qui eut l'idée de créer l'organisation Gdynia à Lausanne, le 8 juin 1935. Modzelewski envoya plusieurs lettres à la centrale varsovienne suggérant de lui confier plusieurs tâches liées aux affaires estudiantines. Il dut pourtant une fois encore déchanter, Krzeczunowicz ayant pris la décision de quitter la Suisse pour continuer ses études à Rome.<sup>32</sup>

Le champ d'activité et de recrutement de Modzelewski se révélait donc trop instable. À ce problème s'ajoutait d'autres éléments accroissant la complexité du travail. La première des difficultés, déjà abordée, était bien sûr de trouver une personne à la hauteur de ce genre de travail, mais aussi, ce qui était plus important encore pour Modzelewski, d'en trouver une de confession catholique. Or, le nombre d'étudiants de confession catholique était restreint. Toute la jeunesse polonaise en Suisse fut mise sous la loupe de la Légation. En 1936, Modzelewski écrivit un rapport au Ministère à

---

<sup>29</sup> Aleksander Markowski à Jan Modzelewski, Lausanne, 25.9.1936, AAN, Szwajcaria. Polska propaganda kulturalna, B 23 443.

<sup>30</sup> Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, sign. Jan Modzelewski, Berne, 26.3.1936, AAN, Młodzież polska w Szwajcarii, B 23 572.

<sup>31</sup> Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, sign. Józef Mościcki, Berne, 18.6.1935, AAN, Wymiana młodzieżowa, B 29 121.

<sup>32</sup> Correspondance de la Légation avec le Ministère des Affaires étrangères concernant Krzeczunowicz : 9.5, 18.6, 1935, 7.3.1936, AAN, Wymiana młodzieżowa, B 29 121.

Varsovie comprenant le nombre total des étudiants de chaque université. Il constatait avec déception que sur 205 étudiants, 166 étaient d'origine juive et seulement 23 de confession catholique. Il faisait également remarquer que cela était représentatif de la structure de toute l'émigration polonaise en Suisse.<sup>33</sup>

## 2. La question juive

Les raisons économiques n'étaient pas la seule motivation de la politique coloniale de la Pologne. Cette politique visait à transformer la Pologne en puissance européenne, voir mondiale (*sic* !), en un État fort et unifié, aux niveaux national, confessionnel et linguistique. L'émigration de la forte population juive habitant le territoire polonais vers des colonies devait permettre de créer un État-nation. Pour cette raison, plusieurs politiciens polonais encourageaient certaines organisations juives dans leurs actions pour l'expatriation des juifs en Palestine. La conviction que cette action était juste et nécessaire était si grande que les politiciens polonais en firent parfois état même pendant les sessions de la Société des Nations. Józef Beck, le ministre lui-même, et Adam Rose furent les partisans les plus enthousiastes de ces démarches. Leur projet prévoyait l'émigration annuelle de 75 à 120 mille Juifs de Pologne dans un lieu de colonisation, concrètement toujours indéterminé. Ces initiatives furent épaulées par le Comité économique juif, qui exprimait sa reconnaissance pour ce qu'il considérait comme un soutien de la diplomatie polonaise dans ces efforts pour la renaissance de l'État juif en Palestine.<sup>34</sup>

Les informations de Modzelewski concernant une conférence du Fond suisse de la nation juive en 1936 viennent confirmer ce fait que les Polonais suivaient les activités des Juifs et les soutenaient dans leurs efforts à la construction de leur propre pays. Le but de cette organisation créée en 1901 à Bâle était l'acquisition de terres en Palestine. Modzelewski rapportait aussi les résultats d'une autre conférence de l'Organisation mondiale de l'orthodoxie juive à Lucerne qui allaient dans la même direction.<sup>35</sup>

---

<sup>33</sup> Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, sign. Jan Modzelewski, Berne, 26.3.1936, AAN, Młodzież polska w Szwajcarii, B 23 572.

<sup>34</sup> Projet d'une instruction secrète aux Légations, non daté, AAN, Polska polityka kolonialna, B 23 308.

<sup>35</sup> Rapports au sujet des activités des Juifs et Ukrainiens, émigrants de Pologne, AAN, Szwajcaria. Działalność Żydów i Ukraińców emigrantów z Polski, B 21 305.

Toutes ces initiatives, indépendamment du soutien des minorités juives en Pologne, ne reposaient dans le fond pas sur la volonté de soutenir les Juifs, mais étaient avant tout l'expression du fort antisémitisme régnant en Pologne et dans le milieu des politiciens polonais de la période de l'entre-deux-guerres, dont les origines étaient anciennes. Cet antisémitisme fut certainement remarqué par la communauté internationale, puisque celle-ci obligea la Pologne à signer un traité des minorités. Néanmoins, il est nécessaire de souligner que les idées d'expatriation des Juifs ne furent qu'une propagande et que personne n'avait le pouvoir ou les compétences pour les concrétiser. Cet antisémitisme ne produisit par contre jamais d'idéologie d'extermination du peuple juif et n'eut donc rien à voir avec l'idéologie qui conduisit à l'holocauste, expérience atroce que l'Europe allait connaître dans les années à venir.

Une telle politique était vulnérable à toutes les attaques l'accusant d'antisémitisme. En 1926, la Légation avait dû riposter à un appel initié par un avocat russe d'origine juive contre les méthodes d'oppression exercées à l'encontre des minorités en Pologne. L'intention de cet appel était de lancer une protestation qui fut signée par d'éminents personnages et de la publier dans la presse.<sup>36</sup>

## **VI. Affaires courantes, brûlantes et délicates**

En suivant les histoires de la mission polonaise en Suisse et le sort de son représentant, on découvre que la correspondance officielle, les traités et autres accords ne représentent qu'une partie du travail diplomatique. Les tâches quotidiennes sont beaucoup plus nombreuses et de nature beaucoup plus diverse. Au quotidien, les affaires requéraient souvent des solutions immédiates, ce qui ne laissait pas le temps d'avoir recours à des analyses ou autres sources nécessaires. Ces affaires étaient parfois plus insignifiantes et ne nécessitaient pas longues réflexions : nous savons qu'elles se révélaient parfois futiles, d'où la difficulté peut-être d'en trouver des traces dans des documents, livres ou mémoires officiels.

Une histoire de ce genre fit collaborer la Légation avec le ténor polonais Jan Kiepura. Il avait signé en 1926 un contrat lucratif avec la société viennoise Gutmann et

---

<sup>36</sup> Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, sign. Jan Modzelewski, AAN, Protesty szwajcarskie przeciw prześladowaniu mniejszości w Polsce, B 26 764.

avait proposé au Ministère des Affaires étrangères de donner des concerts visant à promouvoir la cause polonaise dans tous les pays dans lesquels il se produisait. Kiepura était prêt à rapporter de chaque pays des rapports et à faire part de sa perception de la réception de la musique polonaise à l'étranger. À cette fin, le seul devoir du Ministère était d'organiser dans chaque pays un concert et d'en couvrir tous les frais. Dans sa lettre d'information aux légations, le Ministère présentait l'affaire du contrat avec Gutmann comme si le Ministère était à l'origine du projet. Cette circulaire mit tellement en colère le fameux ténor qu'il se retira de la propagande et les légations abandonnèrent les préparations des concerts.

Avec les artistes, les affaires n'étaient jamais faciles. Modzelewski sut tout de même apaiser les ambitions de Stanisław Gruszczyński, qui demandait de l'aide pour l'organisation de concerts à Berne et Zurich pour lesquels il demandait un cachet de 1'000 francs pour chacun. Cette tâche ne devait pas être trop compliquée. L'artiste avait déjà fait des tournées en Allemagne, Espagne, Portugal et dans les pays balkaniques. Tout de même, avant les concerts en Suisse, il fallait faire connaître les articles publiés dans la presse allemande et présenter son parcours artistique en allemand, ce qui manquait. L'idée des concerts fut donc abandonnée.<sup>37</sup>

Modzelewski voyait aussi dans les échanges universitaires une source d'avantages précieux. Il en avait d'ailleurs lui-même reçu les bénéfices de par sa propre expérience d'études à l'étranger. En 1936, il constatait que malgré la crise, les Suisses étaient favorables à l'accueil d'étudiants. Ils proposaient aux Polonais des stages dans les domaines de la mécanique, de l'électricité, de la chimie, mais aussi de la médecine et du commerce. Les Suisses pouvaient profiter de stages dans les domaines de l'agriculture, de la sylviculture et de l'industrie minière.<sup>38</sup> Modzelewski mentionnait aussi la possibilité de créer des échanges dans les domaines touristique et sportif, grâce à l'appui des familles polonaises et suisses. Pour étayer son idée, il citait les résultats d'échanges très réussis entre la Suisse et la Belgique, la France et la Hollande.<sup>39</sup>

---

<sup>37</sup> Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, sign. Jan Modzelewski, Berne, 15.10.3.12.1926, AAN, Artyści polscy w Szwajcarii, B 24 658.

<sup>38</sup> Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, sign. Jan Modzelewski, Berne, 14.3.1936, AAN, Szwajcaria – stosunki polityczne, B 21 299.

<sup>39</sup> Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, sign. Jan Modzelewski, Berne, 31.3.1936, AAN, Szwajcaria – stosunki polityczne, B 21 299.

Dans le quotidien du travail de la Légation en Suisse, la protection des citoyens polonais séjournant en Suisse était d'importance. Si les représentants de la culture et des sciences avaient besoin de soutien, il était surtout nécessaire d'aider les ouvriers qui avaient un besoin fondamental d'appui et d'aide, surtout au niveau consulaire. Juste avant sa retraite, Modzelewski essaya d'intervenir en faveur de travailleuses agricoles engagées comme saisonnières afin d'obtenir pour elles un permis de séjour. Malgré l'opinion favorable de la Chambre agricole du Canton de Genève, les efforts du ministre furent vains. Il obtint uniquement que leur fût assuré du travail pour l'année suivante. Cette affaire fut importante, parce que le ministère polonais souhaitait qu'un nombre considérable de Polonais pût être engagé en Suisse.<sup>40</sup> L'histoire eut des suites. À la fin des années 30, le Ministère des Affaires étrangères avait suivi avec attention et intérêt la situation des femmes de ménage allemandes travaillant en Suisse et qui, à cause de la politique du gouvernement allemand qui ne prolongeait plus leurs passeports, étaient obligées de rentrer en Allemagne. Le nombre de ces femmes fut estimé à 30 mille personnes. La Légation continua les pourparlers début 1939 encore, après la retraite de Modzelewski.<sup>41</sup>

## **VII. Promouvoir la culture polonaise**

La Légation travaillait à la promotion de la culture polonaise sur différentes plateformes. Entre autres en augmentant sa présence dans les médias. Au milieu des années 30, Modzelewski rapportait au Département de presse du Ministère que deux diffusions de musique polonaise avaient eu lieu à la radio. La première présentait les œuvres des anciens maîtres et la musique folklorique, la seconde, une heure durant, les pièces de Frédéric Chopin et Stanisław Moniuszko. Le commentaire des œuvres présentées était assuré par Ludwik Bronarski, professeur de l'Université de Fribourg.<sup>42</sup>

Un autre moyen de présenter l'ensemble de la politique polonaise sous un angle favorable était de la populariser par le biais de nombreux périodiques. La Légation donnait souvent l'impulsion afin que des articles concernant les affaires polonaises

---

<sup>40</sup> Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, sign. Jan Modzelewski, Berne, 7.7.1937, AAN, Polscy robotnicy sezonowi w Szwajcarii, B 26 129.

<sup>41</sup> Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, sign. Tytus Komarnicki, Berne, 13.1.1939, AAN, Polscy robotnicy w Szwajcarii, B 26 130.

<sup>42</sup> Légation de Pologne au Département de la presse du Ministère des Affaires étrangères, sign. Jan Modzelewski, Berne, 21.7.1935, AAN, Muzyka polska w Szwajcarii, B 24 859.

fussent écrits et publiés. Fin 1936, un article sur le maréchal Edward Śmigły-Rydz fut publié dans les *Archives diplomatiques et consulaires*, périodique d'une popularité alors croissante dans le milieu des diplomates. La même revue avait d'ailleurs relayé l'information de la visite du ministre des affaires étrangères Józef Beck à Londres.<sup>43</sup>

Modzelewski accordait un rôle très important à la presse. Ses efforts pour collecter les fonds ministériels ou économiques nécessaires à la publication d'un numéro spécial de la *Schweizer Illustrierte* consacré à la Pologne dans sa totalité le prouvent. Cette fois-ci, l'échec de la publication tint au manque de moyens du Ministère et les recherches externes furent aussitôt abandonnées.<sup>44</sup> L'action de promotion de la littérature polonaise fut par contre couronnée de succès. En juillet 1936, un appendice littéraire de la *Neue Zürcher Zeitung* traitant de la littérature polonaise fut publié, avec un avant-propos du Dr Gutry. Cette édition fut le fruit d'une collaboration entre la Légation et le consulat zurichois.<sup>45</sup>

La Légation avait également un devoir fort important qui consistait à empêcher la publication d'articles trop critiques concernant la Pologne et, le cas échéant, de faire publier en réponse un article représentant sa position. D'après Modzelewski, il s'agissait toutefois de recourir à cet outil sporadiquement et dans des cas bien précis, car il estimait que la polémique avec les journalistes pouvait avoir des conséquences encore plus graves que l'article même. En juin 1936, le ministre évoquait le cas d'un article présentant l'armée polonaise sous un œil fort critique. Il réagit vite. Afin de pouvoir donner une image juste et honnête, Modzelewski demandait à la centrale de lui envoyer des données complètes et crédibles. Modzelewski analysait les raisons de cette mauvaise publication et émettait l'hypothèse que l'auteur de l'article fût l'opposition politique polonaise active en Suisse. D'après lui, la *Gazette de Lausanne*, dans les pages de laquelle l'article était paru, avait d'habitude un regard sur les affaires de la Pologne généralement en accord avec le point de vue de la Légation. Cette dernière lui confiait même parfois ses propres articles. Modzelewski ne pensait pas qu'il y eût un ennemi juré de la Pologne dans son comité rédactionnel. Le Ministère fut trop long à répondre

---

<sup>43</sup> Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, sign. Józef Mościcki, Berne, 9.12.1936, AAN, Czasopisma w Szwajcarii, B 24 107.

<sup>44</sup> Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, sign. Jan Modzelewski, Berne, 3.1.1935, AAN, Czasopisma w Szwajcarii, B 24 107.

<sup>45</sup> Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, sign. Józef Mościcki, Berne, 22.7.1936, AAN, Propaganda literatury polskiej, B 24 608.

et décida qu'il était trop tard pour un article rectificatif, mais qu'il faudrait en publier un autre, sans forcément qu'il soit question de polémiquer avec le premier.<sup>46</sup>

Ayant pleinement conscience de la force de l'écrit et du pouvoir des journalistes, Modzelewski prenait parfois la défense des journalistes suisses qui, involontairement, s'exposaient à la colère des dirigeants autoritaires polonais. Sans succès, il défendit Henri Blumer, le correspondant de la presse suisse à Varsovie qui, sans égard, critiquait des décisions peu démocratiques du gouvernement. Pour apaiser un peu l'irritation régnant à Varsovie, le ministre évoquait les articles tout à fait politiquement corrects selon les critères du gouvernement que Blumer avaient également signés.<sup>47</sup>

Il faut maintenant relever que Modzelewski eut également ses ennemis jurés. L'un d'entre eux fut la journaliste du *Tagesanzeiger* zurichois, Lena Kaelin, qui menait une campagne antipolonaise depuis la fin de la guerre. Il fit en sorte que le visa lui fût accordé pour se rendre en Pologne, mais avec pour contrainte de se présenter au Département de presse du Ministère des Affaires étrangères et de n'écrire des articles que sur le sport et à caractère touristique.<sup>48</sup>

### **VIII. Réfuter les accusations**

Le ministre polonais à Berne et son équipe réagissaient encore à la propagande hitlérienne et aux influences des organisations nazies sur le territoire suisse. Ils s'y attachaient en surveillant très attentivement le marché éditorial bâlois, dont l'un des journaux était financé par le parti national-socialiste allemand. Toutes les informations concernant l'Allemagne, allant de l'opinion de la société suisse envers l'Allemagne et les Allemands aux visites officielles des dirigeants nazis en Pologne, comme celle d'Hermann Goering, furent analysées. Les collaborateurs de Modzelewski cherchaient aussi les opinions exprimées au sujet de la Pologne, des décisions de ses autorités, de ses difficultés économiques et des solutions qu'elle appliquait. Durant cette période par exemple, les Polonais faisaient des efforts en France afin d'obtenir un crédit. La

---

<sup>46</sup> Légation de Pologne et Ministère des Affaires étrangères : correspondance : 20.6.1936, ( ?).07.1936, AAN, Czasopisma w Szwajcarii, B 24 107.

<sup>47</sup> Correspondance de Jan Modzelewski et du Ministère des Affaires étrangères, Berne, 14.3.1935, 10.1.1936, AAN, Dziennikarze o Polsce, B 24 265.

<sup>48</sup> Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, sign. Jan Modzelewski, Berne, 11.7.1936, AAN, Dziennikarze o Polsce, B 24 266.

Légation observa avec une grande attention les commentaires de la politique étrangère polonaise qui soulignait la prétention de la Pologne à une indépendance totale envers l'Allemagne, mais aussi la France.<sup>49</sup> Ils répertorièrent également des articles dépeignant l'atmosphère en Pologne, comme par exemple après la rupture du traité de Locarno par les Allemands en 1936.<sup>50</sup>

La Légation était maintenant rôdée et s'occupait naturellement des affaires des Polonais sur le territoire étranger en les soutenant. Une préoccupation domine aussi la correspondance de la Légation avec sa centrale et d'autres organisations responsables des échanges internationaux : le poste bernois rappelait sans cesse à la centrale la nécessité de répondre rapidement aux lettres et aux invitations, d'aider à organiser les contacts des représentants des deux nationalités et de veiller sur le bon accueil des Suisses influents en Pologne, sans oublier de les confier aux institutions les concernant. Dans cette activité quotidienne de la Légation et de Modzelewski lui-même, le souci qui prévalait était de montrer la Pologne et les Polonais comme des partenaires sérieux dans tous les domaines d'activité, y compris dans les relations humaines. Tant au niveau culturel qu'économique, Modzelewski s'efforça de créer une image de la Pologne et des Polonais digne de la grande famille européenne. Hélas, trop souvent pas suivi, cet entrepreneur actif se heurta à l'indolence de ses compatriotes. Vu le nombre d'actions, on peut dire qu'il était la bonne personne : il était bien préparé et muni d'un bagage suffisant pour mener à bien les affaires polonaises en Suisse. D'autant plus que sa ténacité va le guider bien au delà de ce qu'il pouvait imaginer dans les années 30, alors qu'il était si bien installé dans sa demeure diplomatique à Elfenstrasse 20, à Berne.

---

<sup>49</sup> Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, sign. Jan Modzelewski, Berne, 9.10.1935, 10.1.1936, et aussi la notice de Jan Modzelewski du : 25.2.1936, 1.4.1936, AAN, Czasopisma w Szwajcarii, B 24 107.

<sup>50</sup> Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, sign. Jan Modzelewski, au sujet de l'article paru dans le Journal de Genève du 23.3.1936, AAN, Czasopisma w Szwajcarii, B 24 107.



### **IIIe PARTIE**

#### **Les traditions reviennent sur le devant de la scène**



Notre quête des traditions ayant imprégné Jan Modzelewski nous conduit à un dernier volet qui constitue aussi la dernière partie de notre travail. On a pu suivre jusqu'à là les traces des traditions qui transparaissaient dans certain choix de vie, dans sa carrière et derrière le rideau des affaires diplomatiques. Ces traditions polonaises sont toutefois restées jusqu'à là en filigrane. Cette dernière partie va nous permettre de prendre la mesure de l'importance qu'elles revêtirent pour Modzelewski. On y verra tout l'engagement qu'il investit dans la diffusion et la conservation d'une vision de l'histoire de son pays et dans les initiatives qui lui furent vraiment propres. Il faut mentionner aussi que la préservation des traditions était intrinsèque au genre d'actions pour lesquelles il s'investit : des projets s'inscrivant dans les domaines culturel, éditorial et – résultant de la guerre – caritatif. Les activités que nous allons aborder ici s'étendent sur les années 30 et 40, les 15 dernières années de vie de Jan Modzelewski. On y côtoie donc un diplomate accompli, un homme au faîte de son activité professionnelle, dans la force de l'âge, sûr de ses décisions, reconnu de ses supérieurs et de ses collègues diplomates et toujours bien installé en Suisse grâce à sa famille fribourgeoise, à l'abri des imprévus. Lorsque ce pan de vie professionnelle avec ses fonctions de représentant du gouvernement de Varsovie fut bien posé et le laissa relativement libre de soucis – et parce que le corset taillé par Varsovie n'était pas trop serré non plus –, Modzelewski décida de se consacrer à des œuvres qui ne faisaient pas forcément partie des tâches officielles d'un diplomate.

Pour des raisons chronologiques et thématiques, nous traiterons ces actions en deux temps suivant la chronologie : une première période pendant laquelle

Modzelewski était encore en place en tant que diplomate et une seconde au moment où Modzelewski, retraité, fut confronté avec tout le reste du monde à la tragédie de la Seconde Guerre mondiale.

La première action fut dédiée à Tadeusz Kościuszko, héros polonais, démocrate, sollicité et reconnu par toute la scène politique et les milieux intellectuels polonais. Créer un établissement qui lui fût consacré semblait une affaire évidente au vu de la reconnaissance dont il jouissait. Pourtant, malgré cette popularité, l'idée de créer un musée à Soleure, dans la maison même où il mourut, ne prit corps qu'au temps de l'activité de notre ministre. Grâce à des circonstances extérieures favorables, Modzelewski sut saisir la chance quand elle se présenta. Nous découvrirons au travers de ce projet, que Modzelewski porta jusqu'à sa réalisation et à sa réussite, comment il y travailla, quelles étaient ses ressources et combien il pouvait faire preuve de persévérance.

Si ce musée soleurois resta une entreprise d'une ampleur modeste, conçue autour d'une personne célèbre de manière traditionnelle en terme muséologique, nous suivrons par la suite la réhabilitation d'un autre musée bien plus ambitieux. Le Musée polonais de Rapperswil, icône connue depuis les années 1870, était un des établissements préservant le patrimoine polonais hors des frontières historiques de la République des Deux Nations. Quand, après la reconstruction de la Pologne, les objets précieux conservés à Rapperswil retournèrent au pays, la question de l'avenir du musée se posa de manière aiguë. Les premières réflexions faites, Jan Modzelewski – contrairement à ce qu'il entreprit pour le musée de Soleure – se montra prêt à créer un musée différent, un musée à même de promouvoir la nouvelle Pologne.

Qu'est-ce que cela révèle-t-il de la personne Modzelewski ? Un traditionaliste pur et dur si l'on en croit ses choix autour du musée de Soleure ? Quant à Rapperswil, était-il obligé de se tourner vers une telle solution ? Rassembler des objets d'art rappelant la gloire passée de la Pologne devait également être possible sans représenter trop de complications : quelques sabres, montures, drapeaux et le tour était joué... Pourtant, Modzelewski ne se contenta pas de la facilité. Pas du tout. Il choisit une solution hors norme. L'ampleur de ce musée et sa thématique sortent du commun. Ce musée n'eut alors plus rien de traditionnel : il est au contraire moderniste par excellence. Peut-on dire de Modzelewski qu'il l'était lui aussi ? Et qu'en est-il de sa

manière d'agir ? Là encore, elle retiendra notre attention, dans l'espoir de parvenir à discerner quelques traits de caractère. Son profil entrepreneurial joua-t-il un rôle dans sa manière d'aborder ses projets culturels ? Nous retrouverons ici encore son charisme qui lui permit d'entraîner à sa suite non seulement les Polonais, mais également les Suisses.

Aussi étonnant que cela puisse paraître, ou justement pas au vu de ce que nous connaissons maintenant de Jan, Modzelewski retraité n'abandonna pas la cause polonaise ni les Polonais au moment où survint la nouvelle épreuve que constitua la Seconde Guerre mondiale : il travailla à deux actions encore pendant cette période. Malgré son âge et un état de santé probablement déclinant, il n'hésita pas à diriger des projets qui l'occupèrent pleinement jusqu'à sa mort. La première de ces actions fut une organisation caritative venant en aide aux victimes polonaises de la guerre. Modzelewski épaulé par son réseau d'amis suisses, solidement tissé depuis des années, se jeta dans une entreprise de taille. D'effrayants rapports arrivaient constamment au bureau central de l'organisation. L'ampleur des besoins faisait que quel que fût le nombre de wagons de biens, de colis et de médicaments envoyés, les efforts n'étaient jamais suffisants. Pourtant ni lui, ni ses plus proches collaborateurs, n'abandonnèrent cette œuvre charitable. Retrouverait-on ici une valeur traditionnelle présentée ici dans la première partie selon laquelle la noblesse polonaise se devait de prendre en charge et soigner la population de leurs territoires ? En tous les cas, nous retrouvons sa capacité à gagner des collaborateurs à ses causes, son caractère ouvert et imposant à la fois.

Quant à sa deuxième et dernière action du temps de guerre, elle nous fait penser que Modzelewski avait pris conscience que la Pologne, au sortir de la Seconde Guerre mondiale serait encore une fois autre : reconstruite sur les ruines de ce qui avait été établi dans l'entre-deux guerres, elle serait toute différente de celle qu'il avait vu reconstruire. Cette nouvelle Pologne qui avait enfin retrouvé son indépendance et à laquelle il avait directement œuvré vivait un tournant de taille qui marquait la fin d'une époque que Modzelewski eut alors l'envie de documenter en créant rien de moins que l'encyclopédie de la Pologne 1919-1939. Avec l'aide d'une division de soldats polonais, Modzelewski réussit à éditer une œuvre de plus de 2100 pages traitant de tous les domaines de la vie polonaise, même si le dernier volume vit le jour juste après sa mort. Qu'est ce qui poussa Modzelewski à préserver tout ce patrimoine du temps de l'entre-deux-guerres ? La conscience de la fin d'une étape ? La conscience d'une nouvelle période qui approchait à grands pas pour la Pologne ? La volonté de préserver

celle qui terminait son parcours pour les générations futures et de préserver ses traditions, aussi jeunes fussent-elles ? Nous savons que dans un premier temps, le but principal de l'encyclopédie était d'être utile à la cause polonaise lors de la conférence de paix prévue après la guerre. Pourtant, son ampleur dépassait largement les objectifs. Pour décrire les attentes des Polonais quant à l'avenir de leur pays, quelques pages auraient suffi, alors que l'encyclopédie devint une œuvre solide et véritable. Les documents relatifs à l'édition de l'encyclopédie ont été sauvés dans leur totalité. Ils sont nombreux. Presque tous signés par Modzelewski lui-même, ils montrent son engagement hors norme dans l'œuvre. Agissait-il consciemment pour sauver la mémoire d'une Pologne qui n'existerait plus jamais ?

Ses dernières entreprises révéleront mieux encore les compétences de Modzelewski dans ce que nous appellerions maintenant la gestion de projet et d'équipes et comment il savait mettre à profit les qualités de chacun pour parvenir à ses fins. Fins auxquelles il se dédia lui-même entièrement et qui étaient le fruit d'idées particulières sortant du cadre habituel de l'engagement attendu de la part d'un diplomate. Même si sa position et ses relations de diplomate l'aidèrent dans plusieurs projets, c'est avant tout grâce à son caractère ouvert et entreprenant, ainsi qu'à son charisme, qu'il put se lancer dans ces actions autres, en dehors de l'entourage officiel politico-diplomatique, et espérer qu'elles aboutiraient. Ennuyé peut-être par son train-train quotidien dans lequel régnait la langue de bois diplomatique, il se dédia à d'autres activités plus stimulantes et porteuses de sens à ses yeux. Quelles activités le séduisirent, comment il les appréhenda, s'engagea, nous permettra de saisir ce qui était important à ses yeux et lui tenait à cœur. Nous pourrons alors finalement voir en quoi il fut ou non l'héritier des traditions polonaises.

Dans le choix de ces dernières actions se cache aussi une question qui nous importe : l'engagement de Modzelewski serait-il le résultat de son caractère ? Constituait-il seulement une sorte de distraction offrant une évasion du milieu diplomatique ? ou au contraire, considérant toutes les actions dans leur ensemble, révèle-t-il un esprit responsable, habitué à entreprendre, à agir aussi dans les actions *pro publico bono*, à conduire des gens et à s'engager pour le bien commun et faisant partie des valeurs traditionnelles chères à la noblesse polonaise ?

À ce stade, nous arrivons inévitablement aussi à la fin de la vie d'une personne. Arrivés au terme de ce chemin de vie, nous avons fait presque tout le tour des éléments existants nous permettant de nous faire une image de l'homme qu'il fut. Nous aborderons toutefois encore un dernier élément qui viendra enrichir ce portrait : les documents existants nous permettent d'avoir un aperçu sur les opinions que d'autres, contemporains et collègues diplomates, formulèrent à son sujet ainsi que sur ses actions. Ce dernier chapitre permet de couronner pour ainsi dire humainement la totalité de son engagement. Il ne faudra en aucun cas y voir le bilan de ses réussites, mais plutôt un décor, l'ambiance dans laquelle il évolua, l'accueil qu'on lui réserva, la perception que l'on eut alors de lui. C'est un tableau sensible, pour ainsi dire émotionnel. Aurons-nous l'occasion de confirmer notre jugement sur la personne de Jan ou le temps écoulé entre les opinions de ses contemporains et le jour d'aujourd'hui les rend-il irrémédiablement caduque ?

Un mot encore sur cette troisième partie qui se distingue des autres pas uniquement en raison de son contenu. À notre plus grand plaisir et grande satisfaction, nous disposons ici d'un fond d'archives bien gardé, parfois sauvé avec piété, concernant toutes les activités décrites, ce qui permet de retracer l'histoire de ces entreprises sous la forme d'une sorte de chronique ! Ces 100 dernières pages, toute emplie de détails, montrent Modzelewski en pleine action. Les quelques rapports et correspondance évoqués dans la seconde partie nous en avaient offert un petit aperçu. Maintenant, la quantité de documents disponibles autour de ses actions para-diplomatiques forme en quelque sorte le journal qui nous a manqué durant toutes nos analyses : un portrait plus vivant de l'homme que fut Modzelewski se dessinera alors. Pour la première fois, nous aurons l'occasion de connaître les capacités et le potentiel de Modzelewski. Si l'on met de plus en perspective le fait que la personne qui conduisait et menait à bien ces projets était alors à la retraite, ne jouissant plus d'une très bonne santé, on peut imaginer quel devait avoir été son énergie jeune et en pleine forme... C'est pourquoi nous présentons cette activité dans le détail, car elle révèle la multitude d'actions et de choses prises en charge, la profondeur enfin de l'engagement de Modzelewski dans tous les projets dans lequel il s'est investi. Nous le suivons au quotidien, voyons qu'il ne laissait aucun document passer, suivait tout avec attention, intervenait à chaque étape de la réalisation du projet, restait au courant de toutes les actions entreprises, était à l'origine de chaque décision.

Ces informations s'inscrivent dans la continuité de celles développées lorsque nous nous sommes intéressés aux relations socio-culturelles que Modzelewski avait su tisser et entretenir. Continuité également dans son caractère ouvert et entrepreneurial dont Modzelewski fit usage également dans son action culturelle et caritative. Son aisance sociale revêtait une importance majeure lorsqu'il s'agissait de rassembler un réseau à même de mener à bien les projets qu'il lançait. Son attitude influença ses collaborateurs même lorsque Modzelewski ne disposa plus de son pouvoir de diplomate. Et il faut encore rappeler qu'il avait de l'ascendant non seulement sur ses compatriotes, mais également sur son réseau de connaissances suisses ! Il sut éveiller un engagement réel auprès des Suisses. Preuve en est que les actions qu'il mit sur pied furent poursuivies après sa mort. Une telle force de conviction, un tel engagement, associés à un tel charisme n'est pas chose courante et n'a en tous les cas pas cours au sein de la diplomatie polonaise de nos jours.



## **L'action culturelle et caritative**

### **Chapitre 15.**

#### **Hommage à un héros : Musée de Tadeusz Kościuszko à Soleure**

Nous voici maintenant dans les années 30. Jan Modzelewski occupe avec succès le poste de ministre plénipotentiaire de Pologne depuis plus d'une décennie. Les relations polono-suisses sont sur la bonne voie dans différents domaines. En tant qu'ancien homme d'affaires, bien établi dans le milieu fribourgeois en compagnie de sa femme Isabelle, il jouit d'une reconnaissance auprès des Suisses qu'il est le seul à avoir atteint parmi ses collègues de la Légation. Il a plus de 50 ans. À cette époque, il n'a plus aucun maître pour l'accompagner et le guider. C'est forcément le moment pour lui de prendre la relève. À suivre son parcours, il semble que Modzelewski voyait encore d'énormes possibles encore inexploités et à développer en dehors des affaires professionnelles. Son sang polonais courant toujours dans ses veines, il était en quête d'affaires à traiter, de problèmes à résoudre et toujours volontaire lorsqu'il s'agissait de marquer davantage encore la présence polonaise en Suisse, prêt à animer les relations entre les deux nations. Pas seulement cette présence d'ailleurs, mais avant tout le passé, la tradition polonaise en général, peu importe dans quel coin du monde elle se trouvait. Il y avait pour lui nécessité de la mettre en valeur et de la véhiculer d'une manière plus solide, voire éternelle, que par le biais d'associations de bénévoles. Il chercha donc le moyen de mener cette mission à bien. Ces associations et les relations personnelles qui sont souvent à leur origine et en constituent ensuite les bases sont par la force des choses fragiles. Des institutions munies d'un support financier officiel constituent par contre la forme la plus solide à même de garantir une durabilité des relations allant au-delà de la courte durée d'une vie humaine.

C'est ce cadre et cette idée que l'on retrouve derrière le musée de Soleure. La réunion de plusieurs éléments favorables lui permit de voir le jour. C'est avant tout la chance qui sourit à Modzelewski : le locataire de la demeure de Kościuszko remettait son bail. Mais la chance seule n'aurait pas suffi pour mener l'entreprise à bien : le personnage de Modzelewski et son caractère furent mis à contribution. Il sut tirer

avantage du moment et ne ménagea aucun effort pour aller jusqu'au bout dans cette entreprise, en assumant toute la responsabilité et les conséquences. La surveillance de la construction du musée montre non seulement son engagement, sa fierté et son ambition de créer cet établissement selon ses vues, mais également son caractère conséquent, méticuleux et sa façon de travailler au quotidien.

Mais avant toute chose, l'histoire de la création du musée à Soleure doit sa réussite grâce à la personne qui en était l'origine : Tadeusz Kościuszko. Le personnage et son importance dans l'histoire polonaise permettent de comprendre en quoi sa personne suscitait autant de respect parmi tous les membres de la nation polonaise. C'est pourquoi nous allons maintenant le présenter, afin de comprendre d'où venait la volonté de le mettre ainsi en valeur par la création du musée.

## **I. Tadeusz Kościuszko**

Tadeusz Kościuszko, héros de trois pays à la fois, faisait l'objet d'une riche littérature en Pologne, dont la publication commença aussitôt après sa mort.<sup>1</sup> Il faut retenir ici la biographie de Tadeusz Korzon datant de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, reconnue par la postérité comme l'une des meilleures œuvres biographiques polonaises.<sup>2</sup> Korzon, spécialiste de l'époque, auteur d'un ouvrage consacré aux temps du règne de Stanisław August Poniatowski, dernier roi de la Pologne, se basait toujours presque exclusivement sur des sources archivistiques pour rédiger ses travaux. Son œuvre permet de découvrir la silhouette du commandant Kościuszko, celle du politicien, ses origines et son éducation. Voyons maintenant qui fut Kościuszko et intéressons-nous à son activité dans les domaines militaire et politique : cela nourrira notre réflexion.

Tadeusz Kościuszko est né en 1746 dans la région de la République des Deux Nations connue sous le nom de Biélorussie. Rien ne laissait présager qu'il occuperait des postes supérieurs et honorifiques. Il descendait d'une branche plutôt modeste de la noblesse et il fut aux prises avec des problèmes financiers pendant toute sa vie. En

---

<sup>1</sup> On commença à écrire des biographies de Tadeusz Kościuszko peu après sa mort hors du territoire polonais. Malheureusement, l'enthousiasme entraîna des écarts quant à la vérité historique et la valeur entière de ces travaux en est atteinte. Au XIX<sup>ème</sup> siècle, on trouve notamment les biographes suivants : S. Trembecki, T. Glinka, T. Dzieduszycki, Julian U. Niemcewicz, et pour les ouvrages étrangers : Marc A. Jullien, Carl Constantin Falkenstein, Jules Michelet.

<sup>2</sup> Korzon Tadeusz, *Kościuszko. Biografia z dokumentów wysnuta*, Kraków, 1894.

1765, il entra dans une école d'élite récemment créée à Varsovie : le Corps des cadets dans laquelle les enseignants étaient constitués d'étrangers. Dans cette école déjà, Kościuszko s'intéressa à l'idéologie rationaliste de Voltaire et de Rousseau. Trois ans plus tard, il partit pour Paris où il fut étudiant de l'Académie de peinture et de sculpture. Kościuszko bénéficia de l'érudition des professeurs de l'École du génie à titre privé, car il ne pouvait accéder à cette école en tant qu'étranger. Il revint en Pologne en 1774 avec de nouvelles idées concernant l'art de la guerre, mais aussi sur la politique en général. En 1776, n'ayant pu obtenir un poste intéressant dans son pays, Kościuszko décida de partir pour l'Amérique du Nord. Cette décision fut déterminée par ses idées démocrates, mais aussi par l'état de ses finances. Kościuszko resta 8 ans en Amérique où il s'occupa surtout des fortifications de Billingsport, au bord de la rivière Saratoga, à West Point. Pendant la guerre d'indépendance aux États-Unis, il assiégea avec succès Ninety Six. Il devint membre de la Société des Cincinnati et fut promu brigadier.

Après son retour en Pologne, Kościuszko géra sa propriété sans succès, et fut heureusement nommé général en 1789. Pendant la guerre contre la Russie, un armistice eut lieu en 1792. Beaucoup y furent opposés, dont Kościuszko. Ayant donné sa démission, il partit en Galicie, puis en France où il supposait qu'il pourrait obtenir de l'aide pour une future insurrection. Elle éclata en 1794. Kościuszko devint son commandant et en assumait toute la direction. Cette insurrection dura 7 mois et se solda par une défaite. Kościuszko fut fait prisonnier et libéré après la mort de Catherine par le tsar Paul. Peu de temps après son séjour en prison en Russie, Kościuszko partit pour la deuxième fois en Amérique. C'est à ce moment que Kościuszko fut reconnu pour l'ensemble de ses actions et accéda au statut de héros. Il revint en Europe un an plus tard pour poursuivre l'organisation des légions polonaises sous le haut commandement français. On voulait le placer à la tête de ce commandement, mais sa résistance personnelle envers Napoléon et, entre autres, l'incertitude quant au fait que l'esprit véritablement républicain des légions fût préservé, poussèrent Kościuszko à refuser ce poste. En 1801, il décida de loger chez Pierre Joseph Zeltner, diplomate suisse et républicain, à Berville près de Fontainebleau. Il y resta jusqu'en 1815, sous la surveillance de la police pendant un certain temps. Les pourparlers du Congrès de Vienne firent naître de nouveaux espoirs. Kościuszko fut accueilli cordialement par le tsar Alexandre qui le persuada de revenir au pays. Kościuszko avança néanmoins des propositions absolument inacceptables pour le tsar. Il proposait par exemple de restaurer

la frontière sur Dźwina et Dniestr, c'est-à-dire de revenir à la frontière d'avant 1772, date du premier partage de la République des Deux Nations, et également de réaliser un programme de réformes sociales. La cordialité du tsar Alexandre était telle que les relations sociales entre eux ne prenaient pas de forme protocolaire. Mais en ce qui concernait la politique, le tsar resta inflexible. Indisposé envers Napoléon et le tsar, vieilli et fatigué de surcroît, – en ce temps-là Kościuszko avait presque 70 ans –, il décida de partir pour la Suisse où il obtint un permis de séjour. Il loua une chambre à Soleure, dans la maison de François Xavier Zeltner, ancien Landammann du canton. Il rencontra pendant cette période Pestalozzi à Yverdon et Fellenberg à Hofwyl. Il mourut deux ans après son arrivée. Son corps fut partagé : la dépouille fut enterrée au château royal du Wawel à Cracovie – la nécropole des rois polonais depuis le XIV<sup>ème</sup> siècle –, les viscères furent quant à eux inhumés dans le cimetière de Zuchwil. Kościuszko légua par ailleurs son cœur, selon la mode de l'époque, à sa filleule Émilie Thaddée Zeltner. Au terme du XIX<sup>ème</sup> siècle, d'interminables négociations eurent lieu autour de ce cœur entre les descendants d'Émilie et les représentants du Musée polonais à Rapperswil, qui voulaient placer l'urne contenant le cœur de Kościuszko dans un mausolée édifié spécialement. Seules les interventions du compositeur Giuseppe Verdi et du poète Arrigo Boito parvinrent à faire transporter l'urne à Rapperswil en 1896.<sup>3</sup>

Aussitôt après sa mort, Kościuszko devint l'objet d'un véritable culte. Ses opinions démocratiques incarnées pas à pas dans la réalité et le fait qu'il fût connu et populaire dans les nombreux pays où il séjourna jouèrent un rôle important à cet égard.<sup>4</sup> Il se battit aux États-Unis, en Pologne et favorisa une évolution démocratique en France. Après avoir été libéré de la prison russe, partant pour la deuxième fois en Amérique, il fut invité à rencontrer le roi suédois Gustave IV et fut ensuite honoré en Angleterre par le Whigs-Party. Des opinions peu flatteuses circulaient au sujet de ses compétences militaires (surtout aux États-Unis). Pourtant, quelque soit le talent, il faut bien avancer à sa décharge qu'il est difficile de se battre et de triompher d'un adversaire supérieur en nombre. La dernière bataille de l'insurrection constitue le meilleur exemple : ils n'étaient que 7'000 contre 12'000 à Maciejowice. Kościuszko était novateur. Il profitait souvent des nouvelles méthodes de combat. Il croyait à la force des fortifications et à l'artillerie, mais disposait principalement de soldats mal formés et mal équipés. On peut

---

<sup>3</sup> A ce sujet voir: Grabski, Andrzej Feliks, *W kręgu kultu naczelnika*, Warszawa, 1981, p. 47.

<sup>4</sup> Dans son testament, Kościuszko libéra les paysans de ses terres du servage et les affranchit. Aux États-Unis, il réserva par ailleurs une partie de sa solde pour soutenir la libération et l'éducation du peuple noir.

relever des similitudes entre la tactique de Kościuszko pendant l'insurrection et la tactique des officiers français révolutionnaires.

Connu dans le monde entier, il était particulièrement respecté de ses compatriotes. Au cours du XIX<sup>ème</sup> siècle, on lui consacra des œuvres littéraires, des ouvrages dramatiques et des œuvres d'art. Dans ce culte dédié à Kościuszko, il faut souligner l'importance particulière accordée aux manifestations commémorant sa mort. Ces rassemblements devinrent le prétexte pour renforcer les prétentions des Polonais à leur droit à l'indépendance et à décider de leur propre destin.<sup>5</sup> Ils constituaient également le moment et la possibilité de mobiliser des Polonais, surtout ceux séjournant à l'étranger. Kościuszko, par son activité mais aussi par sa personne, devint un modèle à imiter. Le musée qui lui est consacré en est un exemple, dans le fait que comme dans chaque établissement de ce genre, il présente la vie et l'activité de la personne et par cela influence, forme des attitudes, des points de vue, faisant de la personnalité présentée ce fameux modèle.

## **II. Quelques conditions favorables à la création du musée**

D'autres éléments contribuèrent encore à la formation du musée dans les années 30.<sup>6</sup> Il faut souligner que durant les années 30, la République de Pologne était un État à la dimension internationale reconnue. Sa situation économique, malgré les conséquences de la grande crise, s'améliorait. Son représentant en Suisse exerçait ses fonctions depuis près de 15 ans. La Pologne était liée à la Suisse par des contacts culturels forts remontant à plusieurs siècles. Les universités suisses accueillaient également des étudiants polonais. Pourtant, il n'y avait plus de présence solide et strictement culturelle représentée par un établissement. Le Musée polonais créé en 1870 à Rapperswil avait certes affirmé la présence polonaise en Suisse et aussi dans l'Europe

---

<sup>5</sup> Au sujet des manifestations consacrées à Kościuszko à l'étranger, voir : Florkowska-Frančić, Halina, «Tradycje kościuszkowskie na emigracji w latach 1817- 1917 », in : Kulak, Tadeusz, Frančić, Mirosław (dir.), *Powstanie Kościuszkowskie i jego naczelnik. Historia i tradycje. Materiały Konferencji Naukowej Kraków - Wrocław, 28-30 marca 1994 r.*, Kraków, 1996, et aussi Micińska, Magdalena, *Gołqb...*, op. cit., 287 p.

<sup>6</sup> Voir documents concernant la formation du musée en possession de la Fondation AHP : fonds AHP SO-KO-DOK 1-4 et Konopka, Jan Andrzej (dir.), *Muzeum Kościuszki wedle dokumentów z lat 1933-44. Zbiór dokumentów*, Solothurn, 1996, 113 p.

entière. En 1934 cependant, ce musée formé par Władysław Broel-Plater se trouvait à Varsovie depuis 7 ans, sur décision du parlement polonais.<sup>7</sup>

Soleure, où le poste de landammann était occupé par Max Obrecht depuis 1930, représentait une chance de renverser cette situation. Jan Modzelewski signale dans un rapport à l'attention de Varsovie daté du 6 septembre 1933 qu'il avait été invité à Soleure le 4 septembre par le chef du gouvernement soleurois pour parler du musée de Kościuszko.<sup>8</sup> Ce texte rapporte que Soleure avait accueilli chaleureusement l'initiative de la création du musée. Pendant cette réunion, Modzelewski garantissait l'appui du gouvernement polonais, sous forme de subventions dérisoires, mais également d'un grand soutien en terme d'objets, gravures, coulages en plâtre, dont les musées polonais disposaient en grand nombre.

Pour mieux comprendre les motifs de la création du musée, il est utile de se reporter à la correspondance entre Modzelewski et Obrecht. Ce dernier soulignait qu'il avait pour intention de fonder un musée autour d'un personnage éminent et célèbre. En Suisse, il existait déjà des musées rendant hommage à des personnalités étrangères. Il citait les exemples du musée Richard Wagner à Lucerne, Herwegh près de Bâle et Jean-Jacques Rousseau sur les rives du lac de Bienne. Or, c'est à Soleure que la vie de Kościuszko avait pris fin. Malgré la courte durée de son séjour, il avait gagné la sympathie des habitants dans la mémoire desquels il restait.<sup>9</sup> Grâce à la biographie écrite peu après sa mort en 1817 par le Soleurois Carl Constantin Falkenstein, on sait peut-être d'où lui venait sa popularité à Soleure. Pendant la famine, Kościuszko prit la tête d'une action caritative et offrit un soutien financier journalier à 50 personnes. En plus, il légua plus de la moitié de sa fortune aux citoyens soleurois ou aux institutions d'utilité publique.<sup>10</sup> Le récit de cette action aurait-il été isolé, on aurait pu y voir la construction intentionnelle d'une légende, mais la récurrence de ce type de récits et de réactions aux États-Unis et en Pologne tend à montrer que le mythe repose sur quelque fondement historique.

---

<sup>7</sup> L'histoire du Musée de Rapperswil sera présentée dans le chapitre 16 de la présente thèse.

<sup>8</sup> Konopka, Jan Andrzej (dir.), *op. cit.*, pp. 1-2.

<sup>9</sup> Légation de Pologne au Département de presse du Ministère des Affaires étrangères, Berne, 25.4.1933, AHP SO-KO-DOK-1.

<sup>10</sup> Falkenstein, Constantin Carl, *Tadeusz Kościuszko czyli dokładny rys jego życia*, Wrocław, 1827, (1<sup>ère</sup> publication en allemand : Leipzig, 1827).

D'après les documents existants autour du sujet, il semble que la création du musée fut le fruit de démarches plutôt spontanées. On ne dispose en effet d'aucune relation de discussion autour de la planification d'une telle ouverture. Le début effectif des démarches visant sa création reste quelque peu mystérieux. Un fait a toutefois pu jouer un rôle essentiel et déclencher le processus. C'est dans la correspondance entre la Légation de Pologne et la Fabrique de chocolat Villars de Fribourg et ainsi que dans celle de la Légation avec le Ministère des Affaires étrangères à Varsovie au début de 1933 que l'on trouve l'information. On y apprend que Villars était devenu le propriétaire de la maison soleuroise, devenue par la suite une imprimerie, où Kościuszko passa les dernières années de sa vie. D'après une lettre de Modzelewski au Département de presse du Ministère des Affaires étrangères datée du 25 avril 1933, l'entreprise était prête à mettre à disposition du musée deux pièces de l'ancien appartement de Kościuszko.<sup>11</sup> Villars acceptait de résilier le bail avec les anciens locataires, mais demandait une réponse au plus tard 6 mois avant la souscription du nouveau contrat. Qui parvint réellement à convaincre la fabrique de chocolat à céder ces locaux pour des besoins culturels est une question intéressante. Dans son rapport envoyé à Varsovie, Modzelewski soulignait que la paternité de l'idée de créer un musée revenait à la Légation.<sup>12</sup> Or, il semble plutôt que ce fut le canton et ses représentants qui en avaient pris l'initiative en septembre. Toujours est-il que les négociations concernant la création du musée avaient débuté.

Les premières informations concernant les pièces de l'ancien appartement de Kościuszko proviennent d'une lettre de Villars envoyée à la Légation en avril 1933. La lettre montre que les négociations touchant le bail à loyer pour ce futur musée avaient commencé. L'entreprise informait que les locaux pourraient être remis au plus tôt en avril 1934 pour la somme de 2 mille francs par an.<sup>13</sup> La Légation bernoise, n'ayant pas pu prendre de décisions définitives quant au financement musée, décida de présenter cette affaire au Ministère des Affaires étrangères et à son Département de presse. Malgré les encouragements de la part de Modzelewski, qui soulignait l'opportunité que le musée représenterait pour la promotion de la Pologne, la position favorable du canton de Soleure, mais aussi l'honneur que constituait la création dans un pays étranger d'un

---

<sup>11</sup> Fabrique de chocolat Villars à la Légation de Pologne à Berne, Fribourg, 12.4.1933, AHP SO-KO-DOK-1.

<sup>12</sup> Légation de Pologne à la Fabrique de chocolat Villars, Berne, 25.4.1933, AHP SO-KO-DOK-1.

<sup>13</sup> Fabrique de chocolat Villars à la Légation de Pologne à Berne, Fribourg, 12.4.1933, AHP SO-KO-DOK-1.

musée dont l'effigie était un héros polonais, le Ministère ne donna sa réponse qu'après quelques lettres de rappel en juin 1933.<sup>14</sup> Avec scepticisme, il donna son accord pour un financement de 2 mille francs tout en espérant que cette somme serait couverte par les bénéfices provenant des recettes des billets d'entrées pour les années futures.

Avant même de connaître la réaction de Varsovie, Modzelewski avait déjà lancé des négociations sur les différents aspects du futur musée. En septembre 1933, une conférence eut lieu à Soleure avec la visite des pièces à louer. Modzelewski jugea leur état parfait, et évoquait la présence des stucs, des sculptures du XVIII<sup>ème</sup> siècle et de l'alcôve du lit de Kościuszko. Il est toutefois difficile de définir l'état réel de l'appartement. Les opinions divergeaient sur l'état de fonctionnalité des locaux : le Dr Stephan Pinösch, également présent lors de la visite, manifesta son point de vue de manière beaucoup moins flatteuse.<sup>15</sup>

Pendant cette conférence automnale, on définit la participation et les possibilités de chacune des parties en vue de la création du musée. La partie polonaise garantit une participation financière plutôt dérisoire, mais pouvait assurer une large collaboration en livrant des objets d'expositions. Soleure de son côté promit de couvrir une partie des frais d'entretiens du musée et des objets de Kościuszko conservés au musée cantonal de Soleure. Il s'agissait d'une selle et d'un candélabre en forme d'aigle cédé par de Robert Schöpfer, membre du gouvernement soleurois. On détermina des priorités concernant le musée et traça un plan d'activité pour les mois suivants. Après de brèves négociations avec Villars, on parvint à un loyer de 1'750 francs par an et on signa pour les deux pièces un bail de cinq ans en novembre 1933.<sup>16</sup>

### **III. En quête d'objets**

Les recherches d'objets pour le futur musée de Kościuszko commencèrent dans une certaine fébrilité. Au début, Modzelewski insistait pour obtenir des originaux, datant de l'époque de Kościuszko, tels que gravures, portraits, bustes, médaillons, photographies liées à la personne du général et aussi des portraits de ses éminents amis

---

<sup>14</sup> Ministère des Affaires étrangères à la Légation de Pologne à Berne, Varsovie, 7.6.1933, AHP SO-KO-DOK-1.

<sup>15</sup> Rapport de Modzelewski au Ministère des Affaires étrangères, Berne, 6.9.1933, AHP SO-KO-DOK-1.

<sup>16</sup> Légation de Pologne à la Fabrique de chocolat Villars, Berne, 24.11.1933, AHP SO-KO-DOK-1.



étrangers (Washington, Jefferson, Napoléon et Pestalozzi notamment) mais aussi des objets attractifs, souvenirs personnels de Kościuszko, comme par exemple des boucles de cheveux, sa longue-vue ou sa tabatière. Modzelewski demanda la collaboration des supérieurs au Ministère des Affaires étrangères pour l'aider dans ces recherches d'objets. La réponse du Ministère, tardive, l'informa que cette affaire avait été transmise à la Société de diffusion de l'art polonais à l'étranger (Towarzystwo Szerzenia Sztuki Polskiej wśród Obcych). On observe ici le peu d'intérêt que le Ministère accordait à cette activité.<sup>17</sup> Après plusieurs rappels de la Légation, la Société, peu active, finit par répondre le 24 avril 1934, alors que l'ouverture du musée aurait dû avoir lieu le 1<sup>er</sup> avril. Elle informait la Légation que l'appel qu'elle avait envoyé à différentes institutions (et copié également à la Légation) en vue de la collecte d'objets n'avait donné que peu de résultats, ce qui était à prévoir (*sic* !).<sup>18</sup> Pour confirmer cela, la Société lui fit également parvenir toutes les réponses des musées avec 6 brochures reçues concernant Kościuszko. La société soulignait qu'elle n'avait aucune influence sur la politique et les décisions des musées, qui observaient encore des règles datant du XIX<sup>ème</sup> siècle et ne voulaient prêter aucun objet à personne. Aussi, la suggestion de Modzelewski d'une collecte d'objets, délicate en Pologne, est tombée à l'eau.

La Légation bernoise demanda alors de l'aide à l'Ambassade de Pologne à Washington. Modzelewski s'adressa à l'ambassadeur dans le but que celui-ci éveillât l'intérêt des milieux gouvernementaux pour cette affaire, et qu'il créât un comité qui se chargerait des recherches de souvenirs et de financement. Il écrivit simultanément à Józef Mościcki, petit fils du président de la Pologne de l'époque, et qui fut pendant un certain temps son subordonné comme 1<sup>er</sup> secrétaire de Légation, pour lui demander d'épauler l'ambassadeur dans ces démarches.<sup>19</sup> En avril, ces deux lettres n'avaient pas encore eu d'effet.

Le musée ne fut donc pas ouvert le 1<sup>er</sup> avril. L'attitude désinvolte du Ministère, le désintérêt du milieu des musées en Pologne et aux États-Unis, la distance éloignée et une certaine rivalité (le musée apporterait plutôt des profits à la Légation à Berne qu'à Washington) expliquent ce retard. Après ces premières défaites, Modzelewski décida

---

<sup>17</sup> Ministère des Affaires étrangères à la Légation de Pologne à Berne, Varsovie, 7.6.1933, AHP SO-KO-DOK-1.

<sup>18</sup> Société de diffusion de l'art polonais à l'étranger à la Légation de Pologne à Berne, Varsovie, 24.4.1934, AHP SO-KO-DOK-2.

<sup>19</sup> Lettres de la Légation de Pologne : à l'Ambassade de Pologne à Washington, Berne, 15.1.1934 et à Józef Mościcki, Berne, 15.1.1934, AHP SO-KO-DOK-2.

d'orienter son activité dans de nouvelles directions. Il commença ses recherches en prenant contact plus directement avec des personnes en possession de souvenirs du général ainsi qu'avec des conservateurs de musées.

La première aide lui parvint de la fabrique de chocolat elle-même qui, au nom des locataires actuels, demanda la prolongation de la location et d'ouvrir le musée en juillet. En réponse, la Légation proposa septembre, ce qui fut accepté et la nouvelle date d'ouverture fut ainsi reportée au 1<sup>er</sup> septembre.<sup>20</sup>

En 1934, les affaires du musée attirèrent l'attention d'Adam Lewak qui était professeur et directeur d'un musée à Varsovie, actif depuis longtemps dans des affaires polonaises en Suisse, conservateur du Musée polonais à Rapperswil et auteur du catalogue des objets de ce musée.<sup>21</sup> Modzelewski lui adressa sa première lettre en avril 1934 pour lui présenter l'idée de créer le musée de Kościuszko à Soleure et les premières difficultés rencontrées dans l'obtention d'objets.<sup>22</sup> Il trouva en Lewak un partisan. Pendant toute l'année 1934, il lui fournit des noms de lieux et de personnes possédant quelque souvenir de Kościuszko ou de son époque et présenta sous un jour favorable l'initiative du musée au sein du milieu des conservateurs et directeurs de musées polonais.

En Pologne, on aurait pu chercher et trouver des traces de Kościuszko partout. Tout au long du XIX<sup>ème</sup> siècle, alors que la figure héroïque de Kościuszko se développait, des objets liés à sa personne avaient été conservés comme des souvenirs nationaux. Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que la majorité des musées disposât d'originaux et de doubles. Sous l'influence de Lewak, Modzelewski décida d'adresser des lettres personnellement et directement aux directeurs des musées suivants entre autres : les Collections d'art de l'État, Musée national et de l'armée à Varsovie, Bibliothèque nationale à Varsovie, Lvov, Cracovie et aussi Poznań, et la Bibliothèque polonaise à Paris. Il y soulignait le caractère éducatif du musée et sa valeur en terme de promotion de la Pologne. Dans un deuxième temps, il envoya cette lettre aux directeurs

---

<sup>20</sup> Légation de Pologne à la Fabrique de chocolat Villars, Berne, 20.3.1934, AHP SO-KO-DOK-2.

<sup>21</sup> Lewak, Adam, Więckowska, Helena, *Katalog rękopisów Biblioteki Narodowej, T. 2, cz. 2. Zbiory Biblioteki Rapperswilskiej*, Warszawa, Biblioteka Narodowa, 1936, 348 p.

<sup>22</sup> Légation de Pologne à Adam Lewak, Berne, 4.4.1934, AHP SO-KO-DOK-2.

des musées à Wilno et Kórnik.<sup>23</sup> Adam Lewak rappelait cette action à ses collègues conservateurs et encourageait Modzelewski à multiplier les contacts.

La réaction des conservateurs et des directeurs des musées polonais fut presque toujours la même. La valeur et l'importance de ce musée qui aurait bien pu servir la Pologne étaient appréciées, mais la réponse était tout de même négative. Deux causes étaient principalement évoquées. Il leur était parfois impossible de céder des objets en raison du caractère trop modeste de la collection. Ou alors le directeur soutenait pleinement l'action, mais n'était pas suivi par le Conseil du musée ; l'organe de décision avait alors soit une inertie telle que les décisions ne pouvaient être prises avant que des réunions très éloignées dans le temps se fussent tenues, soit refusait tout simplement de céder quoi que ce soit à cause de l'importance des objets considérés comme souvenirs nationaux. En septembre 1934, en fin de compte, Modzelewski écrivait plein d'amertume au directeur de Musée de l'armée que la Fabrique Villars proposait encore deux pièces adjacentes aux pièces déjà louées, mais que les matériaux reçus ne suffisaient pas à remplir les deux premières.<sup>24</sup>

Il est certain qu'il existait beaucoup d'objets d'époque autour de Kościuszko. Les échanges avec Bronisław Gembarzewski, directeur du Musée de l'armée, en sont un exemple parlant. Modzelewski obtint une réponse courtoise à sa première lettre, mais qui disait concrètement que le Musée national et le Musée de l'armée ne pouvaient pas prêter d'objets, mais qu'il était néanmoins disposé à faire des copies des photographies et des reproductions en plâtre. Gembarzewski envoya à la Légation la liste de tous les objets relatifs à Kościuszko appartenant au musée.<sup>25</sup> Modzelewski, plein d'espoir, renvoya la liste en soulignant les objets qui l'intéressaient. Lors d'un rendez-vous privé à Varsovie en mai 1934, Gembarzewski lui promit en outre trois objets authentiques : le lit de Kościuszko, une partie de la tapisserie de sa chambre et ainsi qu'un baromètre. Il ne donna pas suite à ces déclarations. La décision de délivrer ces objets aurait dû être prise par le Conseil du musée, convoqué le 27 octobre 1934. Pendant cette session, le directeur rapporta l'affaire du musée soleurois et déclara que le ministre à Berne exigeait la restitution des souvenirs de Kościuszko. Présentant l'affaire de cette manière, il provoqua évidemment une réponse négative de la part du Conseil. Les personnes

---

<sup>23</sup> Légation de Pologne aux musées en Pologne, Berne, 17. et 22.27.28.4.1934, AHP SO-KO-DOK-2.

<sup>24</sup> Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, Berne, 6.8.1934, AHP SO-KO-DOK-3.

<sup>25</sup> Ministère des Affaires étrangères à la Légation de Pologne à Berne, sign. Bronisław Gembarzewski Varsovie, 1.5.1934, AHP SO-KO-DOK-2.

présentes s'exprimèrent contre l'exportation des objets, qui après avoir vagabondé se trouvaient finalement dans la capitale, où l'exposition qu'ils projetaient de faire sur cette base devrait rayonner pour le peuple polonais. Ils estimaient qu'à Soleure, cette exposition ne serait visitée que par un petit nombre d'étrangers indifférents aux affaires polonaises. Même les objets les plus petits ne devaient pas être expédiés, parce qu'il était prévu dans un futur proche qu'ils fussent exposés dans un espace qui leur serait consacré.<sup>26</sup> On se contenta d'envoyer quelques photographies et reproductions en plâtre. Cette décision, fort importante, remet en question l'aventure du musée à Soleure. Modzelewski chercha alors des protecteurs puissants. Il en trouva finalement un au Ministère des Affaires étrangères. Il s'agissait de Władysław Grzymała-Siedlecki, chef du Département artistique et culturel. Analysant cette affaire directement sur place, Grzymała-Siedlecki découvrit que les choses touchant Kościuszko ne relevaient pas de la propriété du Musée de l'armée, mais y étaient seulement déposées. Dans ce contexte, la décision du Conseil était d'une imprudente maladresse. Dans sa lettre à Modzelewski, Grzymała-Siedlecki l'informait que si le Conseil persistait dans cette direction, il s'allierait à son ami du Ministère des religions avec qui il livrerait les objets déposés au Musée de l'armée au président de Varsovie, supérieur de Gembarzewski.<sup>27</sup> En soit, cette affaire n'a rien de très particulier, ce genre de négociations eut lieu en effet avec la plupart des représentants des musées. L'importance du cas relève de la grande valeur des objets en question. On a déjà dit qu'en 1927 de riches collections provenant de l'ancien musée polonais de Rapperswil avaient été transportées à Varsovie. Elles se composaient en grande partie d'objets liés à Kościuszko ou à son époque. Un compromis fut finalement trouvé. Le musée de l'armée s'engagea à faire une copie du lit de Kościuszko et à livrer des sabres, des pistolets de l'époque, des faux et la capote (l'habillement des paysans de la Pologne mineure, soldats de l'armée de 1794).

L'attitude des directeurs polonais n'est pas vraiment étonnante. Il ne faut pas oublier que pendant les années 30, la République de Pologne avait à peine quelques années d'indépendance derrière elle, après 123 ans passés en état de veille. Pour la première fois depuis des années, des expositions, des manifestations, des parades allaient pouvoir s'accomplir et être des initiatives véritablement polonaises. Les Polonais dans leur pays, libres, voulaient profiter de leur passé à leur manière. Dès lors,

---

<sup>26</sup> Protocole du Conseil du Musée national, Varsovie, 27.10.1934, AHP SO-KO-DOK-4.

<sup>27</sup> Ministère des Affaires étrangères à la Légation de Pologne à Berne, sign. Bronisław Gembarzewski Varsovie, 6.12.1934, AHP SO-KO-DOK-4.

cette attitude et l'aversion envers l'exportation de souvenirs liés à la gloire nationale sont en quelque sorte compréhensibles.

#### **IV. Deux comités de soutien**

Les insuccès rencontrés dans son pays déterminèrent Modzelewski à entamer des actions dans différentes directions. Pour mettre le musée en valeur, on décida de créer deux comités. Le premier, dont la fonction était plutôt honorifique, avait été créé par des représentants des pays avec qui Kościuszko s'était lié pendant sa vie : Modzelewski pour la Pologne, Max Obrecht, président du comité, pour la Suisse et plus précisément le canton de Soleure et Hugh Wilson, ministre des États-Unis à Berne. Celui-ci avait rapidement répondu positivement à la proposition commune de Modzelewski et Obrecht de participer à ce comité d'honneur. Il montra aussi de l'intérêt pour la personne de Kościuszko, demanda ses biographies et promit d'accorder son aide à l'entreprise.

Le comité d'honneur créé pour des raisons de prestige donna à Modzelewski de nouvelles possibilités stratégiques : il pouvait se réclamer maintenant du soutien du ministre américain. Comme déjà évoqué, l'appel en quête de souvenirs aux États-Unis avec l'aide du poste diplomatique polonais n'avait donné que des résultats insignifiants. Pour cette raison-là, il sollicita l'aide des milieux diplomatiques américains et toucha effectivement juste. Après peu de temps, Modzelewski reçut la réponse de la Légation américaine qui l'informait qu'elle faisait en personne des demandes auprès des différentes organisations pouvant être en possession d'objets recherchés. La Légation adressa entre autres des lettres à la Fondation Kościuszko à New York, à l'Order of Cincinnati à Baltimore et à des organisations polonaises à Chicago : la Polish National Alliance et la Polish Roman Catholic Union of America.<sup>28</sup> Au bout du compte, des documents concernant Kościuszko lui furent promis et envoyés par Baltimore et la Fondation de New York (surtout des photographies des monuments dédiés à Kościuszko dans différentes villes des États-Unis).<sup>29</sup>

---

<sup>28</sup> Légation des États-Unis à la Légation de Pologne à Berne, Berne, 29.5.1934, AHP SO-KO-DOK-2.

<sup>29</sup> Légation de Pologne à la Légation des États-Unis à Berne, Berne, 6.8.1934, AHP SO-KO-DOK-3.

Le deuxième comité fut créé à Soleure et avait une fonction ordinaire liée au fonctionnement du musée. Il mit au point le cadre de fonctionnement du musée et réalisa un travail de relations publiques qui permit d'éveiller l'attention de la communauté soleuroise, et son existence fut relayée dans la presse. Ses membres les plus importants furent en grande partie des membres du gouvernement soleurois. En faisaient partie entre autres : le Dr Paul Haefelin, président de Soleure, le Sénateur Dr Robert Schöpfer, Dr Oskar Stampfli, Eugen Tatarinoff.<sup>30</sup>

## **V. L'ouverture tant attendue**

Modzelewski et son équipe ne parvinrent pas à faire ouvrir le musée le 1<sup>er</sup> septembre 1934. L'affaire avançait lentement et se trouvait à nouveau dans une impasse. La lettre d'Obrecht à Modzelewski du 22 novembre 1934, écrite significativement en français (habituellement, il écrivait et répondait aux affaires courantes en allemand), en témoigne : le président du Comité constate alors que depuis qu'ils étaient entrés en possession des locaux deux mois auparavant, les locaux étaient toujours vides, « ce qui peut produire une impression défavorable » quant à leur projet. Son opinion était « qu'il valait mieux abandonner complètement ce projet » plutôt que de présenter des objets ne présentant aucune valeur artistique ou historique.<sup>31</sup>

Pendant toute l'année 1935, jusqu'à l'ouverture du musée en automne 1936, on négocia des objets d'arts et les locaux pour le musée, qui fut agrandi de deux à trois pièces après des discussions avec la Fabrique de Villars. Modzelewski et son entourage insistaient auprès de ses supérieurs pour obtenir de l'aide afin de collecter les objets nécessaires. Lui même écrivit à ses amis, proches et collègues diplomates pour mettre ses contacts à profit, surtout dans le milieu de la communauté polonaise en Amérique qui répondit modestement voire pas du tout à l'appel.

Les créateurs du musée firent tout leur possible pour assurer l'existence du musée. Nous savons que des frais auraient dû être couverts par le gouvernement polonais et le canton de Soleure, pourtant l'attitude et le ton des lettres provenant de Varsovie ne permettaient pas de rester optimiste. Modzelewski continua à chercher de

---

<sup>30</sup> Légation de Pologne au Département de l'intérieur du canton de Soleure, Berne, 17.1.1934, AHP SO-KO-DOK-1.

<sup>31</sup> Max Obrecht à la Légation de Pologne à Berne, Soleure, 22.11.1934, AHP SO-KO-DOK-4.

nouvelles solutions pour gérer la situation en attendant que le musée puisse compter sur ses propres ressources. Pour cette raison-là, on décida de créer la Société des amis du Musée Kościuszko, dont les membres paieraient une cotisation annuelle et soutiendraient de cette manière le musée. Modzelewski estima à 4'000 francs annuel les frais d'entretien, le loyer ainsi que le salaire du gardien.<sup>32</sup>

L'inauguration du Musée de Kościuszko eut finalement lieu le dimanche 27 septembre 1936. Cette cérémonie fut rehaussée par la présence de personnes de qualité : Giuseppe Motta, conseiller fédéral, Józef Beck, ministre polonais des Affaires étrangères, Jan Modzelewski, Hugh Wilson, des représentants du monde scientifique et culturel et la presse helvétique. L'après-midi, les invités furent accueillis à l'Hôtel de Ville par le conseiller d'État Obrecht et l'on fit des discours dans la salle de réunion. Max Obrecht, Józef Beck, les ministres Wilson et Modzelewski prirent la parole. À 16 heures, les invités se rendirent à la maison de Kościuszko pour assister à l'inauguration, et pour marquer l'événement, le ruban officiel fut coupé en bonne et due forme.

Dans son discours d'inauguration du Musée Kościuszko, Modzelewski essaya de souligner le caractère du général, non seulement en tant que héros polonais, mais aussi et surtout comme homme de grand caractère, admiré par nombre de ses contemporains. Il se rapporta à l'opinion de Washington et cita une de ses lettres à Kościuszko. Il remercia également les Soleurois pour leur apport inestimable dans la création du musée. Sous une forme voilée, Modzelewski n'oublia pas d'exprimer son mécontentement quant au nombre modeste d'objets envoyés par les musées polonais. Il constata néanmoins avec cette grande modestie qui caractérisait Kościuszko que ce musée ne devait pas être jugé à sa dimension et à la quantité de ses objets. Mais bien plutôt en ce que leur contemplation permettait la découverte d'une époque héroïque, la plus sublime de l'histoire polonaise.<sup>33</sup>

Modzelewski ne se contenta pas de l'ouverture du musée. Les problèmes d'objets subsistaient et il visait l'agrandissement du musée à la troisième chambre qui, avec les deux premières, viendrait compléter l'appartement de Kościuszko. Dans cette dernière pièce, on projetait d'exposer des œuvres d'art représentant les célébrités américaines de l'époque proches de Kościuszko. Dans ce but, deux mois après

---

<sup>32</sup> Rapport de Jan Modzelewski au Ministère des Affaires étrangères, février 1936, in : Konopka, Jan Andrzej (dir.), *op. cit.*, pp. 30-31.

<sup>33</sup> Discours de Jan Modzelewski, in : Konopka, Jan Andrzej (dir.), *op. cit.*, pp. 64-65.

l'ouverture, Modzelewski envoya une lettre au consulat général de Pologne à New York, dans laquelle il remarquait que depuis la décision de la création du musée, il n'avait pas relâché ses efforts pour obtenir des objets provenant d'Amérique. Jusque là, il n'avait obtenu aucune pièce des États-Unis. Il demandait d'organiser une collecte de fonds, car sans argent, l'entretien de musée pourrait s'avérer impossible.<sup>34</sup>

Le point de vue des autorités polonaises aux États-Unis fut présenté dans la lettre de l'Ambassade de Pologne à Washington en avril 1937. Elle informait que la personne de Kościuszko avait une valeur particulière pour les Polonais aux États-Unis. Il y était considéré comme ayant contribué à la naissance des États-Unis, et pour cette raison, il était peu probable qu'on pût obtenir des objets d'une grande importance.<sup>35</sup> En résumé, les diplomates remirent la responsabilité de la collecte de fonds en Amérique à Stefan Mierzwa, directeur exécutif de la Fondation de Kościuszko à New York. Dans ces circonstances, Modzelewski et Obrecht décidèrent de contacter directement des représentants d'organisations polonaises en commençant par l'Union polonaise romano-chrétienne à Chicago. Modzelewski prit contact avec Mieczysław Haiman, gardien des Archives et du Musée de l'union. Ils nouèrent des relations grâce auxquelles, en un temps très court, le musée à Soleure put inclure dans ses collections quelques documents et livres. Haiman se montra une nouvelle fois généreux en envoyant le facsimile d'une lettre de Kościuszko dont le destinataire était inconnu et deux prospectus.<sup>36</sup>

La collecte de fonds menée par Stefan Mierzwa ne donna pas non plus de résultat, malgré des rappels de la part de Modzelewski et Obrecht. En réponse, ils obtinrent du directeur de la Fondation de Kościuszko quelques photographies de monuments significatifs aux États-Unis, et l'explication que la Fondation ne possédait pas de souvenirs de Kościuszko et n'avait par l'argent pour les acquérir.<sup>37</sup>

Cette première action de Jan Modzelewski à son propre compte, qui vit le jour après tant de difficultés, est restée une réussite puisque ce musée existe bel et bien de

---

<sup>34</sup> Légation de Pologne au consulat de Pologne à New York, Berne, 24.11.1936, in : Konopka, Jan Andrzej (dir.), *op. cit.*, pp. 70-71.

<sup>35</sup> Ambassade de Pologne à la Légation de Pologne à Berne, Washington, 12.4.1937, in : Konopka, Jan Andrzej (dir.), *op. cit.*, pp. 73- 74.

<sup>36</sup> Mieczysław Haiman à la Légation de Pologne à Berne, Chicago, 7.5.1937, in : Konopka, Jan Andrzej, *op. cit.*, p. 75.

<sup>37</sup> Stanisław Mierzwa à la Légation de Pologne à Berne, New York, 27.7.1937, in : Konopka, Jan Andrzej (dir.), *op.cit.*, p.85.



nos jours encore. L'analyse détaillée des documents sources montre que sans l'engagement particulier du ministre polonais, l'idée du musée se serait probablement soldée par un échec. La situation favorable quant aux locaux et l'engagement du gouvernement soleurois facilitèrent certainement l'entreprise de Modzelewski, pourtant sa réussite dépendit largement de sa persévérance. Et c'est cela qui nous semble le plus important dans cette affaire. Dans le cas du musée de Kościuszko, Jan Modzelewski suivit une vision très traditionnelle propre à ce genre d'établissements. Cela ne nous permet pas pour autant de l'identifier à un traditionaliste à part entière. Le seul rappel de la personnalité à laquelle le musée était consacré écarte cette interprétation. Mis à part les discussions sur son caractère, l'importance de Soleure pour Modzelewski se cache ailleurs. Ce musée constitua pour lui un premier champ de bataille, son laboratoire dans les affaires culturelles, duquel sortiraient des entreprises toujours plus peaufinées au cours des années suivantes. Cette expérience fut en tout cas certainement bénéfique à une autre entreprise, d'une envergure beaucoup plus importante : le nouveau Musée de la Pologne d'aujourd'hui à Rapperswil qui commença parallèlement à la création du Musée de Soleure.

## **L'action culturelle et caritative**

### **Chapitre 16.**

#### **Fenêtre sur le monde : Musée de la Pologne d'Aujourd'hui à Rapperswil**

S'engager dans l'organisation d'un musée à Rapperswil devait constituer une affaire délicate. Rapperswil résonne comme une musique douce aux oreilles des Polonais aujourd'hui encore. Comme une caverne, il préservait un important patrimoine de la culture polonaise, les plus éminents des intellectuels polonais de l'entre-deux-guerres parlaient et écrivaient au sujet de Rapperswil. Se mêler à ses affaires était une décision qui nécessitait un grand courage. Ou peut-être une grande insolence, ou encore une bonne dose d'imprudence... C'est pourtant ce que Jan Modzelewski fit. C'est lui en effet qui se chargea de trouver une solution pour le musée inoccupé depuis 1927, date à laquelle les collections furent déménagées vers la Pologne indépendante. La tâche était ambitieuse. Sans manquer de respect pour le travail de constitution du musée de Soleure, il ne s'était alors agit que de remplir deux ou trois pièces à peine. Et ce projet simple en apparence s'était étendu sur trois ans. Dans le cas de Rapperswil, on parlait d'un château tout entier et de plusieurs étages ! Il ne construisait pas non plus de rien. Rapperswil, lui, avait déjà son histoire. Fallait-il lui rester fidèle et comment ? Ou alors comment s'en écarter pour construire du neuf sans décevoir ? Importantes questions auxquelles il fallait répondre. L'idée ingénieuse de Modzelewski (ou sa chance) fut qu'il avait commencé ses entreprises muséales par la petite Soleure, qui lui avait servi de laboratoire d'expérimentation pour les aspects organisationnels notamment. Il y en avait beaucoup : les questions financières, avec un budget dix fois plus grand que pour Soleure, l'impossibilité de guider une telle affaire sans une équipe solide et sérieuse, la nécessité de trouver une solution attrayante pour de tels locaux, le tout couronné par les craintes liées au fait qu'un tel établissement n'avait pas le droit à l'erreur. Malgré toutes ces difficultés, nous verrons Modzelewski en pleine action, avec son énergie propre, imposant dans la mesure du possible sa vision de la bâtisse. Dans sa quête d'un projet clair concernant le vrai destin du nouveau Rapperswil, Modzelewski concentra ses efforts dans deux directions : d'abord l'organisation d'une exposition temporaire mais

ambitieuse pour une fois et suite au succès attendu, une exposition permanente dont le thème resta longtemps indéfini en raison de l'histoire du château qui probablement paralysa Jan Modzelewski lui aussi, et cela malgré son inépuisable enthousiasme. Ce lieu peut faire un tel effet, parce qu'il est en effet peu ordinaire. Peu d'endroits avaient et ont toujours ce statut particulier sur la carte du monde pour la nation polonaise.<sup>1</sup>

## **I. Rapperswil : un lieu culte**

Tout avait commencé à la fin des années 1860 grâce aux efforts d'un aristocrate polonais Władysław Broel-Plater. C'était un personnage très intéressant et fervent représentant de la cause polonaise à l'étranger. Il était issu d'une famille noble, très aisée, originaire des terres lituaniennes. Le début du soulèvement de novembre 1830 le surprit alors qu'il était en voyage en Europe occidentale. Après son retour, il rejoignit l'insurrection. Il fut élu député au parlement, mais après la défaite du soulèvement, ses biens lui furent confisqués. Broel-Plater partit alors pour Paris où, avec son frère, il œuvra pour l'indépendance de la Pologne. Il était actif dans le domaine éditorial. En 1844, il arriva à Zurich où il se maria avec la comédienne allemande Karolina Bauer avec qui il emménagea dans la villa Broelberg. Homme politique avant tout, il poursuivit son activité principale, prenant part à l'insurrection polonaise en 1844, à la révolution de 1848 à Paris et à l'insurrection polonaise suivante de 1863. Il organisait à cette époque les transferts de jeunes Polonais d'Italie vers la Pologne, via la Suisse. Il fut aussi nommé représentant officiel du gouvernement national polonais en Suisse. Après la défaite encore, il ne mit pas terme à son activité antirusse. Dans les années 60, il s'employait à propager l'idée d'une ligue antirusse et protestait contre le concordat signé entre l'Empire russe et le Vatican.<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> La problématique du musée polonais à Rapperswil, surtout pour les années 1936-1939, a très bien été étudiée et décrite dans la littérature polonaise par : Chankowski, Andrzej Stanisław, « Muzeum Polski Współczesnej w Rapperswilu », in : *Rocznik Biblioteki Narodowej*, T. XXXII, Warszawa, 1998, pp. 281-326). En guise de complément, on se référera à l'article sur le directeur du musée de Rapperswil, Halina Jastrzębowska, écrit par sa fille Elżbieta : Jastrzębowska, Elżbieta, « Drugi Rapperswil i jego kustosz », in : *Rocznik Biblioteki Narodowej*, T. XXXVI, Warszawa, 2004, pp 275-298. Différent du premier et revêtant plutôt le caractère de mémoires, il est complémentaire au premier. Les deux articles n'ont malheureusement été traduits ni en français ni en allemand. Nous nous sommes basés sur ces deux articles pour retracer l'histoire du musée. En ce qui concerne les sources, elles proviennent de nos propres recherches. Il s'agit de documents trouvés à la Fondation AHP et aux archives AAN.

<sup>2</sup> Kieniewicz, Stefan, « Władysław Broel-Plater », in : *Polski Słownik Biograficzny*, T. XXVI, Wrocław, Warszawa, Kraków, Gdańsk, Łódź, Zakład Narodowy im. Ossolińskich, 1981, pp. 686-691.

Néanmoins, l'œuvre qui rendit Broel-Plater célèbre, fut la fondation d'un musée polonais en Suisse. Selon ses propres termes, il fallait créer un endroit qui servirait à présenter et à sauvegarder le patrimoine, comme autant de signes du génie national, et à réanimer la réflexion sur la Pologne.<sup>3</sup>

Les efforts de Broel-Plater pour maintenir les traces des événements historiques polonais se concrétisèrent en 1868, lorsqu'un obélisque au bord du lac de Zurich fut inauguré. Il commémorait une histoire datant de 1768 considérée par certains historiens comme la première insurrection polonaise. Cette insurrection exprimait le désaccord d'une partie des Polonais envers les ingérences russes dans leurs affaires. Une confédération organisée à Bar, petite ville de Podolie, dont le but était la défense de la religion catholique et de l'indépendance de la République des Deux Nations envers la tutelle russe fut à l'origine de l'insurrection. Ses combattants s'opposaient aux efforts du dernier roi de Pologne qui visaient à égaliser les lois politiques pour les citoyens quelle que fût leur religion, plan fortement soutenu par la Russie orthodoxe et la Prusse protestante. D'après les confédérés, les réformes du roi Stanisław Poniatowski renforçaient encore la présence russe en Pologne. Comme l'avenir proche, avec ou sans réformes, devait le montrer, le destin de la 1<sup>ère</sup> République était déjà déterminé. Tout de même, ce mouvement resta pour certains la solution permettant de garder l'ensemble du territoire polonais.<sup>4</sup>

La réalisation de cette colonne de Bar comme on l'appelle encore aujourd'hui ne fut que le commencement de l'activité de Broel-Plater. En 1870, il eut la chance de louer pour la période de 99 ans un château moyenâgeux des Habsbourg de Rapperswil. En un temps relativement court, il réunit au château des objets d'art, des tableaux, gravures, et portraits des rois de Pologne et des documents privés de provenance très vaste. Il obtint aussi les documents de la diète polonaise, les papiers du temps des guerres du XVII<sup>ème</sup> siècle entre la Pologne et la Suède, des souvenirs de Frédéric Chopin et les autographes du poète polonais Adam Mickiewicz et de Tadeusz Kościuszko.<sup>5</sup> C'est ainsi que le château se fit musée.

Il en dédia par ailleurs une partie à la bibliothèque qui, après plusieurs années de fonctionnement, est devenue un centre important de recherches sur la Pologne du

---

<sup>3</sup> *Album Muzeum Narodowego Polskiego na stoletnią rocznicę 1772*, Poznań, Żupański, 1872, p. 7.

<sup>4</sup> Davies, Norman, *Boże...*, *op. cit.*, p. 680.

<sup>5</sup> Au sujet de Kościuszko et du musée qui lui fut consacré en Suisse, voir chapitre 15 de cette thèse.

XIX<sup>ème</sup> siècle. Le musée comportait aussi une partie archéologique, cartographique et ethnographique. Broel-Plater projetait également de se consacrer à l'activité éditoriale et éducative, mais seul le musée, bien organisé, dont les finances étaient assurées grâce à un fond spécial, perdura. Cet héritage de Broel-Plater était unique en son genre à l'époque déjà et rien de comparable n'existait même sur d'autres continents. Après son décès en 1889, son musée et ce centre culturel polonais ne cessa pas son activité. Bien au contraire. Rapperswil devint un lieu de rencontres et de débats de représentants intellectuels polonais et d'activistes politiques.

Le seul désir du fondateur était qu'un jour tous ces objets pussent regagner une Pologne indépendante. Ce souhait fut respecté par le gouvernement polonais, qui s'attela à la tâche avec peu d'enthousiasme, quelques années après la renaissance du pays. En 1927, un train spécial arriva à Varsovie avec toutes les collections de Rapperswil qui furent déposées dans deux musées : au Musée national et à la Bibliothèque centrale militaire pour les livres.

## **II. Quel projet pour un musée vide ?**

Le déplacement des fonds de Rapperswil ne provoqua pas de ruptures dans les contacts bilatéraux entre la Pologne et Rapperswil qui se poursuivirent encore après. Il faut rappeler que le contrat de location avait été signé pour une durée de 99 ans. Le directeur de l'Émetteur de la monnaie d'État Jan Aleksandrowicz fit preuve d'une intéressante initiative : pour le 700<sup>ème</sup> anniversaire de la fondation de Rapperswil en 1929, il proposa d'éditer des plaques commémoratives. D'une part, elles devaient exprimer une forme de reconnaissance à la Ville pour son aide durant toutes les années de dépendance nationale, d'autre part elles seraient un véhicule de promotion de la culture polonaise. Cette action fut soutenue par le Ministère des Affaires étrangères qui assura les frais de production des plaques.<sup>6</sup>

L'initiative de Jan Aleksandrowicz fut chaleureusement acceptée par le président du Comité d'organisation de l'anniversaire de la ville, le Dr Alfons Curty. On trouve dans la correspondance pleine de courtoisie une idée de Curty qui proposait des plaques

---

<sup>6</sup> Correspondance entre la Légation et le Ministère des Affaires étrangères : 30.1, 12.6.1928, AAN, Akta Ministerstwa Spraw Zagranicznych, B 25 005.

en or pour Aleksandrowicz et Żmigrodzki, ancien directeur du Musée de Rapperswil. Ces derniers répondirent tous deux qu'ils recevraient avec plaisir les plaques en bronze, comme tous les autres organisateurs de l'anniversaire de la Ville.<sup>7</sup>

Même si l'idée d'Aleksandrowicz fut lancée sur une initiative privée, elle eut toute son importance après le déplacement des collections en 1927, date à laquelle les contacts entre la Pologne et la ville de Rapperswil entrèrent dans une impasse. De leur côté, Rapperswil et ses dirigeants ne cachèrent jamais leur mécontentement concernant cette décision. Malgré sa réputation due à son origine ancienne remontant au XIII<sup>ème</sup> siècle, la ville perdait une part de son renom lié au château des Habsbourg qui, après plus de 50 ans pendant lesquels il avait accueilli des collections artistiques, fut abandonné. Pendant longtemps, le seul occupant du château fut un concierge, Alfred Denzler, payé grâce à un fond établi par Broel-Plater, composé d'un fond intouchable, d'une partie pour les bourses d'études et d'une partie provenant de la vente des billets. Le fond organisé de cette manière permettait de payer le concierge, mais la somme n'était quand même pas suffisante, le salaire s'élevant à 150 francs par mois. Les seuls privilèges du concierge furent d'y habiter un appartement et d'avoir un droit d'utilisation des quelques salles du musée où Denzler, étant également antiquaire, put organiser son garde-meuble et le dépôt de ses antiquités.<sup>8</sup>

Cette situation délicate obligeait le gouvernement polonais à trouver un usage satisfaisant pour les salles abandonnées du musée pour pouvoir continuer son activité pour le développement de la présence polonaise en Suisse. Le temps pressait puisque le bail à loyer arrivait à son terme et que le contrat comportait comme condition l'utilisation du château de la part de la partie polonaise. Władysław Broel-Plater avait signé le bail pour 99 ans, mais les Suisses, vu que les salles restaient inoccupées, avaient déjà commencé des négociations avec les Polonais en vue de la future affectation du château.<sup>9</sup>

---

<sup>7</sup> Correspondance entre Jan Aleksandrowicz et Alfons Curty: 13.2, 8.03, 6.6.1929, AAN, Akta Ministerstwa Spraw Zagranicznych, B 25 005.

<sup>8</sup> Chankowski, Andrzej Stanisław, *op. cit.*, p. 284.

<sup>9</sup> Il est bien possible qu'il y eût deux baux à loyer. Le premier fut signé en 1869 et le deuxième en 1871. (La Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, sign. Jan Modzelewski, Berne, 15.9.1931, AAN, Ministerstwo Spraw Zagranicznych, 7256). Ces dates sont pourtant infirmées par celles trouvées dans nos propres recherches : une inscription dans le Livre d'or créé lors de l'inauguration du Musée polonais, dans lequel l'Acte de fondation du musée fut incorporé avec deux dates pour les contrats avec la Ville : 18.07.1859 (*sic* !) et 23.4.1871. Il serait intéressant de creuser le sujet : vu la forme très solennelle

Il y avait plusieurs propositions. Les Polonais n'ayant toujours fait aucune proposition concrète au moment du déplacement prévu depuis longtemps pourtant, les Suisses envisageaient tout simplement la cessation du bail avec l'accord des deux parties. Néanmoins, le ministre Modzelewski insistait pour garder au moins une partie des salles pour organiser des expositions d'art temporaires. Il était même favorable à toutes les expositions organisées récemment, comme celle consacrée aux tapis et une autre à la céramique, mais il soulignait le fait qu'il fallait amener d'autres objets afin d'étoffer les expositions. Disons-le, ces expositions n'avaient rien de particulier, surtout si on les compare avec le glorieux passé du musée, mais dans l'idée de Modzelewski, il fallait en dépit de tout maintenir la continuité des expositions. Cette proposition trop modeste ne fut pas acceptée par les Suisses, ce qui n'était pas étonnant, car ils voulaient garder l'aura que l'ancienne collection leur avait conférée au niveau européen.

En dehors du problème même de l'aménagement rapide des salles du musée, une polémique naquit autour de la question de l'utilisation du château de Rapperswil pour la propagation de la connaissance de la culture et de l'histoire polonaises en Suisse. Elle fut fort compliquée et conduite par deux personnalités très éminentes et pleines de méritantes quant à leur travail de soutien à la culture polonaise. On trouvait d'une part Adam Lewak, dont la parfaite connaissance du château et des difficultés liées à sa gestion ne pouvait être niée. En tant que bibliothécaire de Rapperswil entre 1915-1927, il avait eu l'occasion de se familiariser avec les fonds de la collection, mais aussi avec les problèmes courants du musée et de son quotidien.<sup>10</sup> Il n'est pas exagéré de dire que Lewak était la personne la mieux informée en Pologne sur le fonctionnement du musée de Rapperswil. Le handicap principal de ce scientifique dans la polémique était son engagement dans le camp des nationalistes, opposés au gouvernement actuel de l'État. Son opinion n'était du coup pas prise en considération, alors qu'elle était pourtant très moderne du point de vue muséographique. Au lieu d'organiser des expositions de souvenirs de la Pologne assujettie à d'autres gouvernements, au lieu de montrer toujours les objets du temps des soulèvements nationaux, Lewak proposait la présentation d'une Pologne ressuscitée, libre, d'une Pologne comme partenaire commercial intéressant, et de ses performances dans les domaines du commerce, de l'industrie et de l'agriculture.

---

et officielle du document, sur papier décoré, signé par Broel-Plater et contresigné par le maire Xavier Suler en avril 1881, il semble peu probable que celui-ci contienne des erreurs de dates.

<sup>10</sup> Lewak Adam, Więckowska Helena, « Straty Biblioteki Rapperswilskiej w zbiorach rękopiśmiennych », in : *Straty bibliotek i archiwów warszawskich w zakresie rękopiśmiennych źródeł historycznych*, Warszawa, 1955.

Les institutions industrielles et commerciales auraient dû participer à la réalisation d'une telle exposition, et recevoir par la suite la possibilité de profiter du château comme lieu de promotion tout en le cofinçant.

Ce projet s'opposait à une autre vision, représentée par l'historien Oskar Halecki, membre de l'ancien Comité général national (Naczelny Komitet Narodowy) et expert de la délégation polonaise à la Conférence de paix à Paris. Dans les années 20, il participa aux travaux de la Commission de Coopération intellectuelle de la Société des Nations dont il avait été le secrétaire. La proposition de Halecki prévoyait la présentation à Rapperswil d'une exposition présentant des réalisations de valeur au niveau culturel et scientifique, sans oublier d'exposer la tradition historique polonaise, avec un fort accent sur les relations polono-suisse. Sa vision restait donc plutôt traditionnelle.

La position de Modzelewski qui, en tant que représentant de la Pologne, était celui qui s'employait le plus à l'élaboration du nouveau projet, est intéressante. Modzelewski, déjà dans cette première phase du projet, prenait plutôt le parti de Lewak. Selon lui, ce musée devait perdre un peu de son rôle de stockage des multiples souvenirs du passé. Il fallait créer un lieu de promotion pour la Pologne, ce qui ne fut réalisé qu'après de nombreuses difficultés. Tâchons de nous rappeler cette opinion de Modzelewski, parce qu'elle influencera l'avenir et les décisions futures concernant le musée. Ces visions partagées par Modzelewski et Lewak étaient certainement le fruit de leur collaboration antérieure dans l'organisation du musée de Soleure et, comme l'assure une des lettres écrites par Lewak à Modzelewski déjà à la retraite, de leur amitié et confiance réciproques.<sup>11</sup>

Toute la discussion avait débuté déjà bien avant le transport des objets vers la Pologne, mais pour parvenir à des décisions et des réalisations concrètes, il fallut attendre encore quelques années. Le temps était pourtant compté. Entre-temps, après plusieurs lettres alarmistes de la part de la Légation, le Ministère des Affaires étrangères décida d'envoyer son représentant, Władysław Grzymała-Siedlecki, à Rapperswil en 1934. Son projet n'était ni original, ni innovant, il proposait de réaliser une exposition basée sur l'art du peuple, l'art ethnique, enrichi de l'art graphique et d'échantillons industriels. Cette idée révèle le souci du Ministère qui voulait à tout prix garder ce musée comme un centre culturel et non en faire une agence commerciale – telle était la

---

<sup>11</sup> Adam Lewak à Jan Modzelewski, Varsovie, 4.11.1938, AHP SRAP-DOK 9.



réaction à l'idée novatrice de Lewak. Le moment de l'ouverture fut planifié avec beaucoup d'optimisme pour le printemps 1935 déjà, quand bien même les plans de cette exposition et le travail nécessaire étaient colossaux.<sup>12</sup>

En marge de cela, il y avait aussi des personnes qui n'avaient pas du tout envie de s'occuper d'une exposition à Rapperswil. Les difficultés se multiplièrent. La situation au château sous le règne du concierge Denzler, mal payé par les autorités polonaises et laissé avec une grande autonomie, n'améliorait pas la situation. Modzelewski multipliait toutefois les efforts. Ses rapports pressaient les fonctionnaires, tout en évitant de dépeindre toutes les difficultés de la situation pour ne pas les décourager et leur donner l'impression que l'exposition n'était pas réalisable. Dans son rapport consacré à la rénovation du château au début des années 30, il minimise plutôt les obstacles. Mais quel était l'état réel du château ? Il suffit pour répondre de mentionner l'opinion de Stanisław Appenzeler exprimée à l'attention du Ministère des Affaires étrangères : il le trouvait désespérant.<sup>13</sup> Modzelewski quant à lui évoquait seulement le mauvais état de la toiture, la nécessité de rénover le chauffage et de changer les fenêtres.

En dehors des questions techniques, le ministre développait lui aussi de son côté son propre projet, de plus en plus concret, pour la nouvelle exposition. Il proposait de commencer au rez-de-chaussée et au premier étage avec le tourisme, pour passer à la céramique et à l'ethnographie au deuxième, et finir en consacrant la grande salle du troisième étage à l'art contemporain. Il rappelait qu'il serait nécessaire d'organiser un espace dédié aux Polonais en Suisse et aux Suisses en Pologne. Il désirait utiliser ses contacts privés avec les entreprises polonaises pour obtenir une ouverture rapide de l'exposition à des fins de promotion de la production contemporaine de la Pologne.<sup>14</sup> Le projet de Modzelewski fut retenu et finalement réalisé. Tout le programme fut donc de Modzelewski, qui trouva une bonne opportunité de présenter la nouvelle Pologne et ses mérites.

---

<sup>12</sup> Chankowski, Andrzej Stanisław, *op. cit.*, p. 285.

<sup>13</sup> Stanisław Appenzeler au Ministère des Affaires étrangères, Rapperswil, 14.7.1936, AAN, Wystawy sztuki polskiej i « Polski Współczesnej », B 25 149.

<sup>14</sup> Légation de Pologne au Département de la presse du Ministère des Affaires étrangères, sign. Jan Modzelewski, Berne, 29.11.1935, AAN, Wystawy sztuki polskiej i « Polski Współczesnej », B 25 149.

### **III. Quelques aides à une réouverture plus rapide**

Deux événements servirent encore à la réalisation de la première et toute nouvelle exposition temporaire. Sans eux, les tâches administratives auraient encore duré plusieurs années et l'ouverture de l'exposition n'aurait probablement jamais eu lieu. Le premier se produisit en 1935 à Bruxelles : l'exposition universelle lors de laquelle la Pologne présenta deux aires représentant d'une part le tourisme et d'autre part l'industrie minière avec l'aciérie. L'idée de reprendre une partie des objets bruxellois était réalisable, mais elle demanda encore de la patience, parce qu'elle eut encore pour conséquence le retard de la date de l'ouverture de l'exposition en Suisse, vu que tous les objets ne purent être transportés à Rapperswil qu'à la fin de l'exposition universelle, en octobre 1935 donc. Pour l'exposition de Rapperswil, on utilisa la décoration de l'entrée qui servit aux salles du premier étage, mais également la collection de l'art populaire ainsi que les parties touristiques et industrielles qui représentaient bien le concept de présenter les réussites de la Pologne actuelle.

Que le groupe de jeunes artistes de l'Académie des beaux arts de Varsovie, qui formaient le Bloc des artistes professionnels (Blok Zawodowych Artystów Plastyków) acceptât de participer, constitua le deuxième et très important atout grâce auquel l'exposition à Rapperswil put être ouverte. Ce groupe, très actif, issu d'une haute école, allait permettre de présenter d'une manière approfondie l'esprit et les œuvres de l'école artistique polonaise contemporaine et moderne. L'idée générale prévoyait de présenter de la peinture, des gravures et des tapisseries. Ces jeunes artistes étaient fortement engagés dans la réalisation de nouveaux courants artistiques, constituant l'avant-garde de la culture polonaise.

Quelle allait être la tâche qui les attendrait en Suisse dans la préparation de l'exposition, personne n'était capable de le préciser. Deux de ces jeunes artistes vinrent à Rapperswil. Halina Jastrzębowska-Kenar, qui resta plusieurs années en Suisse, et Stanisław Appenzeler, varsovien d'origine suisse. Leurs apports furent inestimables et cette nouvelle exposition put voir le jour en grande partie grâce à leur engagement. En réalité, ils accomplirent la tâche démesurée de la monter et de suivre les travaux de

rénovation du château, selon ce que le président du Bloc des artistes Edward Kokoszka écrivit au Ministère des Affaires étrangères à la fin du moi de mai 1936.<sup>15</sup>

Les travaux de conservation et les préparatifs nécessitaient par ailleurs des fonds importants. Stanisław Appenzeler, avant l'ouverture de l'exposition encore, écrivit que l'état du château était déplorable, et qu'ils devaient bien souvent eux-mêmes aider les ouvriers. Pourtant, il précisait que ce travail avait un sens, vu le nombre de visiteurs attendus à l'ouverture. Pour lui, le problème principal était le manque d'argent et parfois aussi de bonne volonté, le Ministère du Transport, qui n'avait par exemple pas accordé la gratuité du transport des objets pour l'exposition. Vu le poids des pièces, les frais de transport furent conséquents et plus importants que prévu.<sup>16</sup>

#### **IV. Exposition temporaire de grande envergure**

La date d'ouverture prévue par Varsovie au printemps 1935, pour les raisons que nous venons de mentionner, était devenue utopique. Grâce aux efforts de Jastrzębowska-Kenar et d'Appenzeler, des objets bruxellois furent exposés dans les salles du premier étage et des œuvres des artistes du Bloc dans celles du deuxième et troisième. L'ouverture officielle eut lieu le 25 juillet 1936. L'ensemble avait exigé avant tout un grand effort organisationnel qui aboutissait finalement à la création d'un nouveau musée. Avec les œuvres contemporaines des artistes varsoviens, l'exposition se revêtait d'un caractère artistique tout à fait particulier. Son énergie et l'impact qu'elle eut étonnèrent. Elle était différente de toutes les expositions organisées auparavant, petites, peu importantes, avec pour but le seul souci de garder les droits de location du château. Cette nouvelle exposition fut bien accueillie par la presse suisse. Le *Tagesanzeiger* écrivit que s'il est difficile de bien présenter un nombre considérable d'objets différents, Jastrzębowska-Kenar et Appenzeler étaient parvenus à réaliser cette tâche avec succès.<sup>17</sup>

---

<sup>15</sup> Edward Kokoszka au Département de presse du Ministère des Affaires étrangères, Varsovie, 25.5.1936, AAN, Wystawy sztuki polskiej i « Polski Współczesnej », B 25 149.

<sup>16</sup> Stanisław Appenzeler au Ministère des Affaires étrangères, Rapperswil, 14.7.1936, AAN, Wystawy sztuki polskiej i « Polski Współczesnej », B 25 149.

<sup>17</sup> Notice de la Légation de Pologne à Berne, non daté, AAN, Wystawy sztuki polskiej i « Polski Współczesnej », B 25 149.

La partie artistique de l'exposition la mit à l'abri des critiques. De son côté, Jan Modzelewski travailla à la mise en valeur de l'exposition en soulignant son importance lors de l'inauguration. L'exposition fut d'ailleurs bien représentée par le Comité d'honneur nommé pour l'occasion, composé du conseiller fédéral Philippe Etter, des membres du Grand Conseil du Canton de St-Gall, le Dr Römer et le Prof. Rohn, du ministre suisse à Varsovie Maxime de Stoutz, et d'Eduard d'Orelli, consul honoraire de Pologne à Zurich. La journée commença par un petit déjeuner – conférence de presse à l'hôtel Schwanen, auxquels journalistes de presse et télégraphes étaient conviés. L'inauguration même eut lieu dans la salle du premier étage. Les discours commencèrent avec celui du conseiller Etter, suivi d'Appenzeler qui expliqua l'idée de cette exposition. Pour terminer, Modzelewski s'exprima en soulignant à sa manière devenue traditionnelle l'envie de présenter le développement de la Pologne actuelle dans les domaines intellectuel, social, politique et économique. Son allocution fit ressortir l'idée d'un musée-fenêtre, lieu de promotion de la Pologne d'aujourd'hui et non d'autrefois. Son discours prouve aussi que Modzelewski, fort de sa vision de la Pologne contemporaine, était bien convaincu de l'idée de la présenter sous plusieurs aspects, idée qu'il poursuivit jusqu'au succès du jour de l'ouverture et qui subsista après encore.

Avec une telle promotion, les opinions ne pouvaient être que bonnes. La presse complimenta unanimement la qualité des objets présentés. D'ailleurs, beaucoup d'entre eux furent vendus et après la fermeture de l'exposition, le 31 octobre 1936, un nombre considérable d'entre eux fut transporté et exposé au siège de la Société des Nations à Genève. Une lettre de Modzelewski envoyée au Ministère deux mois avant l'ouverture montre à quel point il s'engageait dans la réussite de l'exposition. Il était très enthousiaste et plein d'idées pour la suite. Il envisageait déjà le transport de l'exposition du Bloc à Genève. Pour les salles qui seraient alors inoccupées, il proposait de placer une exposition sur le scoutisme et était prêt à éditer un catalogue pour l'exposition du Bloc. Malheureusement, toutes ces idées furent des tâches trop lourdes à réaliser pour les fonctionnaires de Varsovie.<sup>18</sup>

Après le vernissage, Modzelewski fit encore un rapport, détaillé comme à son habitude, dans lequel il décrivait toute la manifestation, les membres du Comité d'honneur, l'engagement de Jastrzębowska-Kenar et d'Appenzeler, mais aussi des

---

<sup>18</sup> Légation de Pologne au Département de presse du Ministère des Affaires étrangères, Berne, 27.5.1936, AAN, Wystawy sztuki polskiej i « Polski Współczesnej », B 25 149.

membres de la Légation. Il ajoutait même que jusqu'au 10 août, l'exposition avait déjà été visitée par 1'100 personnes, et que 4 peintures et quelques gravures étaient vendus. Deux mois plus tard, il écrivit que le nombre des visiteurs avait atteint 2'800 personnes début octobre.<sup>19</sup> Une autre lettre envoyée à Varsovie témoigne que son idée allait au-delà d'un succès éphémère. Déjà à ce moment, Modzelewski soulignait qu'après la fermeture de l'exposition, il serait nécessaire d'organiser une exposition permanente et de préparer les objets pendant la période hivernale.<sup>20</sup>

L'activité de la Légation et d'un groupe d'artistes polonais avait permis d'organiser une exposition importante, intéressante et de grande valeur. Il ne s'agissait toutefois pas encore d'une exposition permanente, fonctionnant comme un musée ordinaire, avec son personnel, un budget bien défini, un concept et une idée maîtresse, ce à quoi on aspirait. Le succès de cette exposition du Bloc encouragea tout le monde et créa un terrain favorable et une ouverture à un projet d'exposition permanente, qui allait s'ouvrir une année plus tard. Le duo Jastrzębowska-Kenar et Modzelewski travaillaient déjà à la création d'un Musée de la Pologne d'aujourd'hui. Le nom de cette exposition annonçait à lui seul le programme et dans quelle direction ils unissaient leurs efforts et leur travail. Une fois encore, la ténacité de Modzelewski porta ses fruits.

## **V. Vers une exposition permanente, avec une nouvelle directrice**

Sur la base du succès de la première exposition et du grand effort fourni par la jeune artiste Halina Jastrzębowska-Kenar, Modzelewski, quelques années avant sa retraite, la désigna comme directrice du futur Musée de la Pologne d'aujourd'hui de Rapperswil. Bien des éléments faisaient qu'elle était extrêmement bien placée pour occuper ce poste : son caractère, le fait qu'elle et le ministre partageaient une même vision du futur musée, ainsi que ses contacts avec le milieu artistique de Varsovie où elle avait été active dans plusieurs groupes artistiques de la capitale pendant ses études à l'Académie des beaux-arts.<sup>21</sup> Elle fut d'abord acceptée provisoirement dans l'organisation du musée, comme l'atteste une lettre du Ministère, envoyée encore avant

---

<sup>19</sup> Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, sign. Jan Modzelewski, Berne, 9.10.1936, AAN, Wystawy sztuki polskiej i « Polski Współczesnej », B 25 149.

<sup>20</sup> Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, sign. Jan Modzelewski, Berne, 10.8.1936, AAN, Szwajcaria – organizacja muzeum Kościuszki i Rapperswilu, B 21 300.

<sup>21</sup> Jastrzębowska, Elżbieta, *op. cit.*, p. 277.

l'ouverture de l'exposition du Bloc.<sup>22</sup> Cette mission à Rapperswil lui convenait bien, ce que sa présence continue au château dès le 1<sup>er</sup> avril 1937 prouve. Elle fut finalement nommée directrice jusqu'en 1945, date à laquelle le musée fut repris par le nouveau gouvernement polonais.

Les travaux préparatifs terminés, la nouvelle exposition, déjà permanente, fut inaugurée. Le vernissage, semblable à celui de l'année précédente, fut organisé le 15 juin 1937. Riches des expériences de l'année passée, la promotion fut encore mieux organisée. Cette fois-ci, les personnalités invitées par Modzelewski à Rapperswil furent Pierre Bonna, chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique à Berne, Alfons Curty et plusieurs journalistes. La Légation finança aussi la réalisation d'une brochure sur le musée. Des affiches de l'exposition parurent à Rapperswil et à Zurich et furent envoyées à plusieurs agences de voyage en Suisse.

Après toutes ces années de discussions, la version définitive de l'exposition permanente avait pu enfin voir le jour. Elle présentait les qualités de la Pologne du XX<sup>ème</sup> siècle et était partagée en plusieurs divisions. Au premier étage, les statistiques générales concernant la Pologne étaient présentées. Des cartes montraient l'évolution des frontières, la démographie, les plus grandes villes, et l'état actuel de la communication. Au deuxième étage, 5 régions polonaises avec leurs centres urbains, des photos de paysages et leurs particularités régionales étaient mises en évidence. Des photos de monuments historiques polonais étaient exposées dans les galeries de la cour. La compagnie nationale aéronautique Lot participa à la réalisation de cette exposition en soutenant financièrement la création d'affiches illustrant les liens entre nations par les lignes aériennes. La compagnie de transport maritime quant à elle offrit la reproduction du navire de croisière, le Piłsudski voyageant entre Gdynia, le port polonais, et l'Amérique. Dès le début, suivant la vision commune de Modzelewski et Jastrzębowska-Kenar, la salle du troisième étage, très représentative, sous son plafond à poutres apparentes, devait abriter des expositions temporaires. Elle servait à ce moment à la présentation de la xylographie, dont les sources datent des traditions du XV<sup>ème</sup> et XVI<sup>ème</sup> siècles. Cette exposition réalisée par des artistes du groupe Ryt fut accueillie avec un enthousiasme encore plus grand que la première et fut présentée ensuite à Zurich et Winterthur.

---

<sup>22</sup> Ministère des Affaires étrangères à la Légation de Pologne à Berne, sign. A. Wdziękoński, Varsovie, 10.6.1936, AAN, Wystawy sztuki polskiej i « Polski Współczesnej », B 25 149.

L'exposition fut bien accueillie par la critique suisse et polonaise. Avant tout, on applaudit la nouvelle approche adoptée pour présenter la Pologne qui lui conférait une image nouvelle en tant que pays : non plus sous influence étrangère, mais jeune, dynamique et dans cette nouvelle réalité, prête à dévoiler ses meilleurs côtés. Elle se profila également dans le domaine touristique jusqu'à présenter sa publicité, en Suisse, pour des compétitions de ski alpin organisées à Zakopane en 1938. Engagement à haut risque, mais qui, étonnamment, réussit.<sup>23</sup>

## **VI. Et le financement ?**

Le plan de Modzelewski réalisé à la lettre et couronné jusqu'à présent de succès rencontra alors un problème assez important. Le financement de la fondation de cette exposition permanente représentait un problème qu'il fallait absolument résoudre et qui était fort différent pour un musée permanent que pour une exposition temporaire. La permanence supposait que l'on pût assurer un niveau de subvention suffisant qui permît un financement du musée garantissant un budget annuel stable. Le Ministère des Affaires étrangères ne disposait pas à lui seul de la somme nécessaire pour maintenir le musée en couvrant tous ses besoins qui s'élevaient à 14 mille francs par an. À part cette somme, au début du fonctionnement, il fallait encore trouver des fonds pour les réparations nécessaires après les précédentes années d'inactivité. Parmi les offices polonais, le Ministère de la Communication, qui avait su reconnaître son important rôle dans la promotion de la Pologne à l'étranger, accepta de sponsoriser le musée. Les deux ministères négocièrent si longtemps que la nouvelle saison d'exposition ne put être inaugurée qu'en juin 1937. Le budget finalement établi s'élevait à la somme de 14 mille francs. Les deux ministères prirent en charge 7'500 mille francs, le fond de Rapperswil organisé encore par Broel-Plater en garantit 4 mille, et le reste d'environ 2'500 francs, devait être couvert par la vente des billets d'entrée. Dans l'immédiat, les ministères décidèrent de consacrer 650 francs aux réparations les plus urgentes. Par ailleurs, le Ministère de la Communication avait versé 13 mille francs pour la nouvelle partie touristique de l'exposition.<sup>24</sup>

---

<sup>23</sup> Chankowski, Andrzej Stanisław, *op. cit.*, p. 300.

<sup>24</sup> Ministère des Affaires étrangères à la Légation Polonaise à Berne, Varsovie, 15.3.1937, AHP SRAP-DOK-1.

Il fut fixé que les sommes dues seraient versées trimestriellement sur un compte particulier, à compter du 1<sup>er</sup> avril 1937. Suivant les directives du Ministère, Modzelewski ouvrit un compte spécial : Compte d'exposition polonaise à Rapperswil à la Banque Cantonale de Zurich.<sup>25</sup> Voici ce qui fut mis en place pour les débuts et qui permettait d'assurer un fonctionnement minimum. Pour être dynamique, Rapperswil allait demander plus de moyens et donc encore beaucoup de liquidités après l'ouverture.<sup>26</sup> Le budget provisoire pour la saison 1939-1940 l'atteste clairement : les dépenses annuelles pour l'entretien du château y étaient calculées à 28 mille francs, sans compter les réparations nécessaires de l'installation d'eau et du chauffage qui représentaient une somme de 3'500 francs.<sup>27</sup> Malgré cela, sans doute grâce au charisme de Jastrzębowska-Kenar, ce budget préliminaire fut accepté par les deux ministères.<sup>28</sup>

Après toute la période de préparation, les bases de fonctionnement du musée furent établies. Nous disposons d'un compte rendu couvrant la période du 18 mars 1937 au 10 mars 1938. Au terme de cette période, les avoirs s'élevaient à 24'119 francs et les dépenses à 23'473 francs. L'année fut bouclée avec un solde positif de 640,40 francs et Modzelewski planifiait de payer le loyer, ou en tout cas une partie, à l'avance.<sup>29</sup>

## **VII. Première année complète de fonctionnement**

L'année suivant l'ouverture, en 1938, se poursuivit sur la lancée de ce premier succès. L'exposition permanente fut non seulement agrandie, mais deux expositions temporaires furent organisées et Modzelewski réussit à obtenir la collaboration du voïvode de Silésie, Michał Grażyński, intéressé par l'exposition permanente dès son ouverture et prêt à participer aux frais nécessaires. Cette collaboration se concrétisa en 1938. Région plutôt fortunée, disposant en l'occurrence de l'industrie minière, l'Office de voïvodie de Silésie consacra au musée la somme de 20 mille zloty, somme

---

<sup>25</sup> Légation de Pologne à la Banque Cantonale de Zurich, sign. Jan Modzelewski, Berne, 12.3.1937, AHP SRAP-DOK-4.

<sup>26</sup> Ministère des Affaires étrangères à la Légation de Pologne à Berne, Varsovie, 15.3.1937, AHP SRAP-DOK-1.

<sup>27</sup> *Prévisions en matière de frais d'entretien du Musée de la Pologne d'aujourd'hui pour la période 1939-1940* faites par Halina Kenar, non daté, AHP SRAP-DOK-1.

<sup>28</sup> Halina Kenar à Jan Modzelewski, Varsovie, 15.3.1939, AHP SRAP-DOK-1.

<sup>29</sup> Légation de Pologne au Département de la presse du Ministère des Affaires étrangères, sign. Jan Modzelewski, Berne, 12.3.1938, AAN, « Polska Współczesna », B 25 150, copie de la même lettre : AHP SRAP-DOK-1.



considérable qui permit, grâce à l'engagement de Jastrzębowska-Kenar et des employés de l'Office de Silésie, de rénover cinq salles de la tour, jusqu'alors inutilisées. Il fallut aussi obtenir une approbation spéciale de la part des Suisses, car la tour ne faisait pas partie du contrat de location. L'autorisation des autorités locales fut donnée, avec une seule condition : elle devrait être réservée aux autorités en cas d'attaques aériennes. Cette décision montre clairement que les nouvelles initiatives des Polonais à Rapperswil étaient bien accueillies.

L'aide des Silésiens permit donc de consacrer 3 salles à une seule région de la Pologne. L'histoire de la région y était d'abord présentée, la structure de sa population ensuite et finalement les coutumes traditionnelles des Silésiens. Le rôle de cette partie de l'exposition revêtait un caractère de propagande évident. L'idée principale était d'affirmer les origines polonaises de cette région, ce qui après le partage de la Haute Silésie, avait une importance considérable.

En 1938, une excursion de 800 personnes, participants du monde entier au Congrès des historiens, fut organisée en août et septembre à Zurich qui allait promouvoir le château à la vocation d'ambassadeur de la Pologne dans le monde. L'organisation de ce congrès révèle la volonté de non seulement remplir les salles grâce aux donateurs polonais, mais de redorer le blason du musée, dans sa nouvelle conception. Les allocutions de Modzelewski et de Jastrzębowska-Kenar à l'adresse des invités présentèrent non seulement les différentes salles du musée, mais aussi l'exposition temporaire sur les livres d'histoire polonais, qui avait été organisée pour l'occasion, avec beaucoup de problèmes et très rapidement il faut le dire. La renommée du château, mais aussi l'ensemble des actions, fortement soutenues par la Légation travaillant à renforcer sa visibilité, augmentèrent le nombre d'éminents visiteurs et de visites organisées. Des cytologues, physiologistes, vétérinaires et orthodoxes vieux-croyants firent le déplacement. Même si certains de ces groupes visitant le château de Rapperswil peuvent étonner, il est évident que l'objectif principal des fondateurs du musée était atteint.

Cette action constante et favorable au nom du musée permit à Modzelewski de faire encore un pas de plus. Pour la première fois en 1938, il avait convaincu Varsovie qu'il était utile que l'exposition fût ouverte toute l'année. Les discussions concernant

cette question avaient commencé déjà bien avant, mais la décision tomba en octobre. Pour la première fois, le musée travaillait sans interruption, sans transition hivernale.<sup>30</sup>

### **VIII. Quelques projets encore avant la guerre...**

1939 apporta le même lot de travail que l'année précédente. Le changement au poste de ministre plénipotentiaire de Berne (Jan Modzelewski, retraité depuis l'automne 1938 fut remplacé par Tytus Komarnicki), n'eut aucune influence sur le déroulement des affaires du musée. L'importance des institutions culturelles polonaises en Suisse, mais aussi le prestige de l'ancien ministre, se cristallisèrent dans la nomination de Modzelewski en tant que protecteur des musées et des collections polonaises en Suisse. Malgré certains désaccords survenant de temps à autre, il faut souligner que les autorités polonaises étaient en fin de compte conscientes de l'importance de Modzelewski pour la cause polonaise en Suisse à laquelle il œuvrait depuis alors plus de 30 ans. Les compétences de ce poste furent clairement définies. Après les pourparlers entre Modzelewski et Komarnicki, ce dernier avait proposé que l'ancien ministre continuât à gérer la totalité des affaires liées aux musées de Rapperswil et Soleure, avec donc la direction générale et la gestion financière, comprenant la demande de subventions auprès des autorités polonaises. Komarnicki avait seulement un droit de regard sur les actions entreprises. Toutes les archives concernant les deux musées furent déplacées chez Modzelewski. Le nouveau ministre lui offrit le remboursement des frais de transport sur le trajet Fribourg-Rapperswil. Au final, et ce n'était un secret pour personne, cette décision fit la joie des collaborateurs de la Légation. Elle se dessaisissait assez volontiers d'une tâche pesante en la remettant à Modzelewski, qui gardait l'estime de tous et connaissait la problématique mieux que personne.<sup>31</sup>

Le cours des événements n'a pas été interrompu et l'organisation des salles dédiées à la Poméranie fut encore planifiée pour 1939. Profitant de l'appui du voïvode de Poméranie, Władysław Raczkiewicz, futur président de la République en exil, cette partie avait dans le fond les mêmes objectifs que la silésienne : en présentant l'histoire de la région et de ses contacts économiques, on prouvait la légitimité des droits de la

---

<sup>30</sup> Correspondance entre : Légation de Pologne sign. Jan Modzelewski et Ministère des Affaires étrangères, 29.10, 22.11, 16.12, 22.12, 1938, AHP SRAP-DOK-1.

<sup>31</sup> Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, sign. Tytus Komarnicki, Berne, 5.12.1938, AHP SRAP-DOK-1.

Pologne sur ces territoires. La somme de 30 mille zloty fut dépensée pour réaliser ce projet.<sup>32</sup>

Les thèmes traditionnels de la place de Pologne sur la carte de l'Europe mis à part, Modzelewski s'efforçait toujours de dépeindre la Pologne comme un partenaire économique intéressant. Il projetait à cette fin la construction d'une partie industrielle dans le musée. L'occasion se présenta au printemps 1939 : une exposition suisse organisée à Zurich servit de prétexte. Elle permit d'accélérer les préparatifs et ouvrit la possibilité de promouvoir l'économie polonaise. La proposition fut bien accueillie par le Ministère du Trésor qui commença à préparer une partie de l'exposition. La deuxième partie fut confiée aux institutions, entreprises et sociétés industrielles, qui, en échange d'une participation financière, profitaient des salles du château pour promouvoir leurs produits.<sup>33</sup>

Les visions de Modzelewski étaient si ambitieuses qu'elles allaient parfois au-delà du possible. Pour l'année 1939-1940, il mentionnait dans une notice la nécessité de rénover quelques salles, de changer de décor, de réaménager des vitrines, d'organiser les expositions du scoutisme, de la collection des monnaies et timbres, de réaménager et d'agrandir des parties déjà existantes, comme celle sur Varsovie, de reconstruire la partie historique, d'agrandir celle de l'industrie et du commerce, et avant tout d'organiser des parties pour les Polonais en Suisse et les Suisses en Pologne. Ces projets se heurtèrent à l'inévitable réalité de la guerre en 1939.<sup>34</sup>

Il faut encore présenter un autre aspect de l'organisation de cette fenêtre polonaise en Suisse. Modzelewski l'évoque dans une lettre adressée à Lewak dans laquelle il lui raconte quelques uns des enjeux liés à cette activité. Le ministre, conscient de plusieurs difficultés, notamment celles provenant des différences de visions des personnes impliquées dans le projet : Rapperswil pouvait devenir et rester un sujet d'irritation pour plusieurs institutions polonaises. Le château à l'étranger avait dévoré en quelques années des sommes considérables qui auraient pu servir en Pologne aussi. Il soulignait d'ailleurs les mérites de Jastrzębowska-Kenar, qui « ... sait gagner les gens pour Rapperswil et a arraché à la Pologne, pauvre, ces quelques milliers de

---

<sup>32</sup> Chankowski, Andrzej Stanisław, *op. cit.*, pp. 311-312.

<sup>33</sup> *Ibidem*, p. 310.

<sup>34</sup> Notice sur l'organisation du musée pour l'année 1939-1940, non datée, AHP SRAP-DOK-2.

zloty pour le château... ».<sup>35</sup> Dans sa lettre, il mettait en avant que malgré tous les obstacles, son duo avec Jastrzębowska-Kenar avait permis de créer le musée de la Pologne moderne par excellence, musée qui présentait les événements majeurs de la période suivant la fin de la guerre, avec une formule acceptée conjointement par le duo. Aux commentaires de Varsovie laissant entendre que Modzelewski avait voulu s'emparer de la cérémonie d'ouverture pour son profit personnel, il répondait que ceci se justifiait simplement par le travail qu'il avait consacré à cette œuvre.

Avant que la guerre n'éclate en 1939, le musée de Rapperswil n'avait fonctionné que 3 saisons. Pour une si courte période ayant engagé un nombre de collaborateurs restreint, des temps d'ouverture limités à quelques mois par an à peine pendant les deux premières années, et un engagement infime à quelques exceptions près des fonctionnaires varsoviens, les succès avaient été encourageants. En quelques années, il avait été possible non seulement de ressusciter le musée en changeant complètement son caractère, mais aussi de regagner la confiance de la ville. Le mérite dans cette tâche revient à Modzelewski et Jastrzębowska-Kenar, qui réalisèrent ensemble leur vision commune du musée, en faisant preuve d'une conséquence exemplaire et surent assurer une certaine continuité, même au moment de la retraite de Modzelewski.

La guerre infléchit irrémédiablement le destin du musée et de son exposition. Il faut souligner que ce musée fonctionna sans interruption pendant toute la période de guerre, mais, privé de contact avec le pays occupé, il ne put continuer à développer son activité artistique, le transport d'objets d'art étant interrompu. La situation financière n'était dans les premiers temps pas dramatique, mais elle ne permettait pas non plus une évolution significative. La guerre poussa encore tant Modzelewski que Jastrzębowska-Kenar à se consacrer à d'autres activités. Elle s'engagea au profit d'une activité éducative dans le milieu des soldats polonais internés en Suisse et fonda également une école pour les jeunes polonaises évadées des travaux forcés en Allemagne. Modzelewski quant à lui, toujours protecteur des monuments polonais en Suisse, créa en 1939 déjà une institution caritative Pro Polonia et édita l'encyclopédie dédiée à la Pologne pour la période de 1918-1939 qu'il prépara en collaboration avec les soldats internés de la 2<sup>ème</sup> Division des Chasseurs à pied. Les affaires du musée durent attendre des temps meilleurs.

---

<sup>35</sup> Jan Modzelewski à Adam Lewak, Fribourg, 4.12.1938, AHP SRAP-DOK-9.

## **IX. Autres expositions artistiques en Suisse**

Réduire les actions de promotion de la Pologne au seul Rapperswil n'était pas l'objectif de la Légation et de son chef. Même s'il avait une position privilégiée parmi d'autres institutions culturelles polonaises en Suisse, la Légation bernoise participa à l'organisation et à plusieurs autres expositions d'artistes polonais. Dans les années 20 déjà, la Pologne participa à l'exposition du tissage artistique à Bâle. Son ouverture eut lieu en janvier 1926, avant le transport du vieux musée de Broel-Plater. Les préparatifs furent effectués en Pologne par la Société de soutien à l'industrie populaire (Towarzystwo Popierania Przemysłu Ludowego), et sur place en Suisse par la Légation.<sup>36</sup>

Jadwiga Romer, secrétaire de la Légation, proposa l'idée de l'exposition de la carte postale polonaise qui fut présentée au Département de presse et de propagande du Ministère des Affaires étrangères. Ce projet provenait du Secrétariat général de la Coopération intellectuelle polono-suisse, persuadé qu'un tel projet serait positif pour l'image de la Pologne tout en nécessitant peu d'efforts. Son but était de présenter le pays, son histoire, ses particularités et sa production industrielle. Ce projet, bien avancé déjà, nécessitait néanmoins une collecte d'objets à Varsovie et en Suisse et l'organisation des vernissages dans les principales villes suisses comme Zurich, Berne, Fribourg, Genève et Lausanne, où l'on prévoyait une vente de cartes et d'éventuelles conférences.<sup>37</sup> Une autre exposition engageant la participation polonaise eut encore lieu : elle fut consacrée à la littérature enfantine et organisée à Bâle début 1926.

## **X. Expositions organisées par les Suisses**

Les Suisses eux-mêmes étaient aussi à la recherche d'artistes possédant un certain renom. Après la visite des Zurichois à l'Exposition internationale des arts décoratifs de Paris en 1925, ils avaient approché la Légation polonaise en vue d'une éventuelle présence polonaise lors de leur propre exposition d'art décoratif organisée à

---

<sup>36</sup> Société de soutien à l'industrie populaire au Ministère des Affaires étrangères, Varsovie, 15.1.1926, AAN, Sztuka Polska, « Polska Współczesna », Rapperswil, B 25 148.

<sup>37</sup> Légation de Pologne au Département de la presse du Ministère des Affaires étrangères, sign. Jadwiga Romer, Varsovie, 25.10.1926, AAN, Sztuka Polska, « Polska Współczesna », Rapperswil, B 25 148.

Zurich en 1926. Cette affaire fut gérée par Modzelewski et menée à bien. La Pologne fut représentée à Zurich par Wojciech Jastrzębowski, Tretter et Stryjeński.<sup>38</sup>

Les documents des Archives des actes nouveaux montrent aussi les efforts des Suisses dans l'organisation de leurs propres expositions et permettent d'apprécier les différences de méthodes d'organisation entre la Suisse et la Pologne. L'Exposition internationale des arts populaires, planifiée à Berne pour 1934, nous livre une bonne occasion pour cela. Les premières lettres de proposition de participation furent envoyées à Varsovie en mars 1931 déjà ! Cet événement de prestige était soutenu avec ardeur par la Commission internationale de la collaboration intellectuelle de la Société des Nations, qui avait planifié un congrès à Prague et l'exposition justement à Berne. Modzelewski de son côté informait la centrale varsovienne de l'événement qu'il présentait comme ayant une grande envergure. En août 1931 déjà, une première réunion constitutive du Comité international de l'exposition avait lieu. La Pologne fut représentée par l'employé de la Légation Tadeusz Skowroński. La préparation commença aussi en Pologne, où l'entreprise fut surveillée par l'Association de propagation de l'art polonais à l'étranger (Towarzystwo Szerzenia Sztuki Polskiej wśród Obcych), qui avait proposé un plan d'action, mais aussi une conférence des artistes et des ethnographes.<sup>39</sup> L'affaire avait intéressé aussi la Commission polonaise de la Collaboration intellectuelle internationale. Son président Karol Lutostański dans une lettre au Ministère des Religions et de l'Éducation publique insistait, que mis à part son aspect représentatif, le but principal de l'événement, selon l'idée maîtresse de la Société des Nations, était d'en faire une manifestation de la proximité existant entre les nations.<sup>40</sup> Malgré les efforts organisationnels de la Suisse et la volonté de participer de la Pologne qui avait d'ailleurs déjà lancé des préparatifs, la situation économique de l'État polonais ne leur permettait pas de donner une réponse ferme si rapidement. Le Ministère avait informé le ministre Modzelewski qu'ils attendraient le début de l'année 1932 pour donner réponse. Le krach économique toucha aussi d'autres pays dans le monde. Un communiqué du Comité d'organisation avait informé que, sur les 69 pays

---

<sup>38</sup> Correspondance entre : Légation de Pologne et Kunstgewerbemuseum et entre : Légation de Pologne et Ministère des Affaires étrangères, 7.1, 13.01, 26.2.1926, AAN, Sztuka Polska, « Polska Współczesna », Rapperswil, B 25 148.

<sup>39</sup> Association de Propagation de l'Art Polonais à l'étranger au Ministère des Affaires étrangères, Varsovie, 6.10.1931, AAN, Wystawy Sztuki Polskiej i « Polski Współczesnej », B 25 149.

<sup>40</sup> Commission polonaise de la collaboration intellectuelle internationale au Ministère des Religions et de l'Éducation publique, sign. Karol Lutostański, Varsovie, 3.11.1931, AAN, Wystawy Sztuki Polskiej i « Polski Współczesnej », B 25 149.

invités, seuls 6 pays avaient répondu positivement et 28 avaient refusé l'invitation.<sup>41</sup> Dans cette situation de crise globale, l'organisation des manifestations fut repoussée à l'année 1939.<sup>42</sup>

Parmi les diverses entreprises de Modzelewski, le nouveau Musée de la Pologne d'Aujourd'hui fait partie de ses plus grandes réussites. Nous constatons que dans ce cas, les possibilités et son savoir au plus fort de son développement furent pleinement employés. C'est sans retenue ni honte qu'il favorisa sa vision, alla jusqu'au bout pour en recevoir les honneurs complets à la fin, affirmant clairement que l'œuvre lui appartenait même si cela ne plaisait pas aux fonctionnaires varsoviens jaloux et parfois mécontents que l'affaire ne se fût pas soldée par un échec. Fort alors de la conviction que c'était une bonne chose que de se dédier à cette action, Modzelewski continua avec une conséquence qu'on lui a déjà vue dans le cas du musée de Soleure. Il est vrai que beaucoup de temps lui fut nécessaire pour concrétiser son idée de musée de Rapperswil. Quelques années s'écoulèrent entre le transport des objets à Varsovie et l'exposition temporaire des artistes du Bloc, mais n'oublions pas aussi que la grande crise économique de 1929 eut certainement un impact sur de nombreux projets et pas uniquement ceux des Polonais. De plus, le développement de musées ne faisait pas partie directement de son cahier des charges de diplomate. Ce n'était là qu'une activité auxiliaire, une « idée folle » de Modzelewski. C'est pourquoi il fut finalement seul et sans soutien dans ces démarches. Il resta pourtant dynamique, efficace et perspicace. Après l'analyse des documents, nous pouvons affirmer que Rapperswil fut sauvé par Modzelewski, sans qui l'idée première de résilier le bail comme les Suisses l'avaient prévu dans un premier temps aurait pu être réalisée.

Relevons également l'attitude qu'adopta Modzelewski au moment où il fut décidé que le bail ne serait pas résilié. Conscient des difficultés, il n'hésita toutefois pas à présenter les affaires du bon côté, sous un jour meilleur qu'elles ne l'étaient en réalité. Mentait-il purement et simplement ? Certes, pour une cause qu'il jugeait bonne. Son expérience déjà grande dans les contacts avec les fonctionnaires de Varsovie dans différents domaines lui avait appris à ne pas se laisser intimider par la multitude d'obstacles qu'ils fabriquaient lorsque bon leur semblait.

---

<sup>41</sup> Légation de Pologne au Ministère des Affaires étrangères, sign. Tadeusz Skowroński, Berne, 18.3.1932, AAN, Wystawy Sztuki Polskiej i « Polski Współczesnej », B 25 149.

<sup>42</sup> La Légation de Suisse au Ministère des Affaires étrangères, Varsovie, 26.7.1932, AAN, Wystawy Sztuki Polskiej i « Polski Współczesnej », B 25 149.

Quant au choix du thème de l'exposition temporaire d'abord et permanente ensuite : aussi étonnant que cela puisse paraître, Modzelewski se montre traditionaliste ! Traditionaliste dans l'énergie déployée pour promouvoir son pays, la Pologne, mais avec une manière neuve et tout à fait différente. Il était resté attaché à son pays et à ses traditions, mais pas de la manière orthodoxe qui consistait à ne révéler que son glorieux passé. Il sut montrer que la tradition était une affaire vivante que l'on pouvait façonner et faire évoluer suivant les courants de l'époque. Modzelewski comprenait sans doute l'importance qu'avait eue ce musée par le passé, et il essaya de retrouver ce renom au travers d'une vision moderniste. Et il y parvint.



## **L'action culturelle et caritative**

### **Chapitre 17.**

#### **Pro Polonia : œuvre suisse de secours aux victimes de la guerre en Pologne**

Rapprocher en une même partie l'action culturelle et caritative peut d'abord questionner. Mais si l'on se penche sur la nature des actions culturelles et caritatives pour lesquelles Modzelewski s'est engagé, l'unité est alors une évidence. Les deux premiers chapitres nous ont montré que l'action culturelle consistait en la transmission et la mise en valeur d'œuvres provenant de la culture et de la tradition polonaises, tant ancienne que moderne. Ce chapitre présentant ses actions caritatives montrera que Modzelewski ne réservait pas son attention aux objets matériels de la nation, mais qu'il était sensible à soigner sa substance même : autrement dit, ses compatriotes polonais. Dans ce chapitre, nous nous attacherons non seulement à l'objet de l'intérêt de Modzelewski, mais également à sa façon de l'approcher. Nous retrouverons ses particularités, tels que l'engagement quotidien, le contrôle, le dynamisme dans l'action qui restent constants, voire même plus forts. En effet, se rendant compte des besoins, l'engagement de Modzelewski se renforça encore pour lui permettre de toucher presque tout le territoire suisse. Cette entreprise est d'autant plus intéressante qu'il n'était alors plus que retraité et ne disposait plus de l'appareil auxiliaire qu'avaient constitué les fonctionnaires de la Légation auquel déléguer ces tâches. On pourrait également imaginer qu'il ne pouvait plus compter comme auparavant sur ses contacts professionnels du fait qu'il n'était plus en fonction. Les pages suivantes montreront combien cette supposition est fausse. S'engageant dans cette action caritative, Jan Modzelewski développa encore son réseau et engagea un nombre toujours plus important de Suisses à sa suite ! On aurait pu croire que l'importance de Modzelewski allait décliner avec le temps, mais elle fut plutôt ascendante, de manière très concrète. Modzelewski n'était plus perçu comme un diplomate, mais comme un véritable expert et c'est vers lui et personne d'autre en Suisse que l'on se tournait lorsque l'on avait des questions, ou que l'on était en quête d'opinions en matière d'affaires politiques touchant

les régimes de l'Est. Ceci sera particulièrement perceptible dès la fin de la guerre, en 1945.

Modzelewski avait donc connu un véritable épanouissement dans les affaires culturelles qui connurent une belle réussite à la fin de sa carrière et au début de sa retraite. La vie pourtant ne le laissa pas couler des jours tranquilles avec la nouvelle guerre mondiale qui éclata et vint tout bousculer pour le lancer dans une action bien moins récréative. Rappelons d'abord les quelques éléments d'histoire qui nous intéressent en particulier pour comprendre le contexte dans lequel Modzelewski s'engagea. C'est par une attaque des troupes allemandes contre la Pologne que la Deuxième Guerre mondiale commença le 1<sup>er</sup> septembre 1939. Comme toutes les guerres, celle-ci était évidemment menée avec des intentions politiques particulières : conquérir des territoires et acquérir des terrains économiquement intéressants en était le but. Du point de vue militaire, elle ne se distinguait en rien non plus. La suprématie des troupes allemandes sur les formations polonaises était écrasante, leurs objectifs stratégiques clairs, et l'armée polonaise moins nombreuse et moins bien équipée. Celle-ci était toutefois habitée d'une relative confiance, portée par les promesses françaises et britanniques garantissant de l'aide militaire, au plus tard deux semaines après l'éclatement du conflit armé.

### **I. La guerre éclate : son caractère, son idéologie**

Les premiers jours de la guerre montrèrent d'emblée qu'elle serait totale.<sup>1</sup> Les attaques des armées allemandes étaient dirigées non seulement sur les établissements militaires, mais aussi civils. À Varsovie et ce dès le début du conflit, les bombardements détruisirent les bâtiments culturels, le château royal et les musées. Dans l'esprit des attaquants pour qui la culture germanique avait seule droit de citer, ils n'avaient, en tant qu'expression de la culture slave, que peu d'importance. Après la fin du combat, Cracovie devint la capitale des territoires polonais nouvellement partagés : elle incarnait

---

<sup>1</sup> La problématique des oppressions de la Deuxième Guerre fut l'objet d'une étude commune dont nous remarquons pour ce sujet les contributions de : Horne, John, « Les civils et la violence de guerre » in : Audoin-Rouzeau, Stéphane, Becker, Annette, Ingrao, Christian, Rousso, Henry (dir.), *La violence de la guerre 1914-1945. Approches comparées des deux conflits mondiaux*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2002, pp. 135-150 ; et Voldman, Danièle, « Les populations civiles, enjeux du bombardement des villes (1914-1945) », in : *Ibidem*, pp. 151-173.

un exemple de vieille ville germanique où le Gouvernement général installa son siège, avec Hans Frank comme représentant du Troisième Reich.

Les buts de la nouvelle guerre étaient ceux que reflétait la philosophie régnant en Allemagne depuis les années 30. La thèse principale affirmait la suprématie de la race germanique sur les autres, notamment la slave. La race germanique, la plus importante, la mieux préparée et la seule capable d'une réflexion juste, allait arriver à la tête des peuples mais devait pour cela posséder un espace vital sur lequel réaliser son projet. Les zones des nations slaves, décrétées incapables d'exister de manière autonome dont la culture était issue de la réception des idées venant de l'Ouest germanique, étaient considérées comme les territoires les plus appropriés pour réaliser le programme.

Pour assurer à la race germanique cette place nécessaire à son développement, la liquidation graduelle de tous les représentants de la race slave était jugée nécessaire. Sur les territoires conquis, elle n'était en aucun cas protégée sur le plan juridique. Elle fut de plus divisée en quatre catégories : il s'agissait pour les deux premières des Allemands nés sur les territoires de l'ancien Reich, ainsi que les Allemands naturalisés, ayant prouvé leurs origines allemandes jusqu'à la troisième génération ; quant aux autres, il s'agissait de la population n'ayant aucune parenté avec la nation allemande et des Juifs. Si les deux premières voyaient encore leur vie relativement assurée, la solution finale, qui serait mise en œuvre tôt ou tard, était prévue pour les autres.

Sur ces territoires occupés, les Allemands commencèrent à appliquer leur vision de l'État. Les déportations et pacifications (terme qui cachait en réalité ce que l'on appellerait aujourd'hui un nettoyage ethnique), qui touchaient et la population rurale et les intellectuels, professeurs des hautes écoles, prêtres, politiciens et représentants du pouvoir des municipalités, devinrent quotidiennes. Les situations politique et militaire se dégradèrent encore davantage suite à l'occupation des territoires orientaux du pays par l'Armée rouge, dès le 17 septembre 1939. Ici aussi, les répressions touchèrent les membres de l'administration de l'État, des partis politiques, les officiers de l'armée, les fonctionnaires de la police, mais aussi le personnel de la Croix-Rouge.

## II. Encore une autre action de Modzelewski

Au vu de ces événements, Modzelewski n'allait jamais devenir un tranquille vieil homme occupé à son jardin et à l'écriture de ses mémoires... En automne 1938, au moment où Modzelewski quittait son poste du ministre, la situation politique internationale était déjà dans la tourmente, mais personne n'imaginait que la guerre dont on pressentait l'arrivée serait marquée par des méthodes aussi inhumaines. Après son éclatement, et en dépit d'informations restreintes et limitées, Modzelewski fut de suite conscient du danger des opérations militaires pour la population civile. Aussi étonnant que cela puisse paraître vu son âge et son état de santé, il s'engagea aussitôt dans la constitution d'une œuvre caritative. Il faut dire que c'était une activité dans laquelle il avait déjà une certaine expérience, vu son engagement pour la Croix-Rouge pendant la guerre de 1914-1918. Son âge représentait finalement plutôt un bagage d'expériences utiles, fruits de toute sa vie, et l'ancien ministre put réagir avec d'autant plus d'énergie et de savoir-faire. Modzelewski choisit Fribourg comme base pour la centrale de l'organisation, non seulement parce qu'il y séjournait, mais aussi parce que des relations particulières existaient entre Fribourg et la Pologne. Les connaissances de Modzelewski, dûment soignées pendant son long séjour en Suisse, étaient non seulement importantes, mais il y existait un véritable réseau de relations plus importantes qu'ailleurs en Suisse, entre les Polonais et le reste de la population. Ceci permit d'unir un groupe de personnes dont l'engagement allait porter ses fruits pendant toute la période de la guerre, mais aussi plus tard. Leur but principal était de former une organisation purement humanitaire qui viendrait en aide aux victimes civiles de la guerre aussitôt que possible. Une fois encore, Modzelewski parvint à ses fins. Le 20 septembre 1939, à peine trois semaines après le début des opérations militaires, la première séance de la nouvelle organisation eut lieu dans la Bibliothèque cantonale et universitaire, et fut présidée par Gaston Castella, directeur de la Bibliothèque et professeur de l'Université.<sup>2</sup> Dans ses premiers mots, il souligna le sort tragique de la nation polonaise et le partage de leurs territoires, produit de l'alliance de l'Allemagne nazie avec la Russie soviétique. Au vu des circonstances et des souffrances non méritées de la Pologne, il lançait un appel à l'aide pour ce pays martyr. Sa voix et son argumentation d'historien ne laissèrent pas indifférent et un nombre impressionnant de

---

<sup>2</sup> Nicoulin, Martin, « Gaston Castella, directeur de la Bibliothèque cantonale et universitaire (1925-1942) », in : *Bulletin de la Société d'Histoire du Canton de Fribourg*, 1-1986, Fribourg, pp. 12-15.

personnes répondirent à cet appel : 30 personnages issus du monde politique, religieux et culturel. S'étaient déjà réunis pour cette première assemblée : Son Éminence Monseigneur Besson, évêque de Lausanne, Genève et Fribourg, le chanoine Bovet, l'abbé Collomb ; d'importants politiciens : Bernard de Weck, conseiller d'État, Pierre Aeby, conseiller aux États, mais aussi des représentants de la science : les professeurs Edouard Cross et Oskar Halecki, et les Fribourgeois : Xavier Thalmann, Paul Blancpain, Raoul de Diesbach et J. D. de Montenach.<sup>3</sup>

Le but de cette première assemblée était atteint. Malgré son caractère plutôt symbolique et visant à sonder le terrain, on réussit à prendre les premières décisions concernant la direction future de l'organisation et ses premières activités. Suivant la proposition de Castella, l'organisation fut baptisée : Pro Polonia, œuvre suisse de secours aux victimes de la guerre en Pologne. Un compte bancaire pour recueillir des fonds fut aussitôt ouvert et l'appel exprimant les buts et intentions de Pro Polonia signé par 30 personnages du monde scientifique, religieux, politique, fut lancé dans la presse.

### **III. Organisation et bases de fonctionnement de Pro Polonia**

À peine quelques jours plus tard, Castella convoqua l'assemblée suivante. Le 26 septembre, les associés décidèrent du cadre organisationnel de l'organisation. Gaston Castella et Jan Modzelewski furent conjointement nommés présidents et le poste de secrétaire fut octroyé à Jean de Weck qui garda cette fonction jusqu'à la fin de l'organisation dans les années 60.

L'initiateur, Jan Modzelewski, avait justement imaginé que la création d'une organisation caritative en Suisse serait mieux accueillie si elle était gérée et affirmée par les Suisses eux-mêmes. Les choix du président et du secrétaire, tous deux très réussis comme l'avenir le montrera, en sont l'expression. Élire Jean de Weck au poste de secrétaire se révéla particulièrement judicieux : il mena les affaires de l'organisation avec beaucoup de courage pendant toute la période de la guerre, noua des contacts avec d'autres organisations caritatives, géra une immense correspondance longtemps encore

---

<sup>3</sup> Procès-verbal de la première Assemblée constitutive, Fribourg, 20.9.1939, AEF, Pro Polonia, 38.

après la fin de la guerre, même après la mort de Modzelewski en 1947 alors qu'il avait lui-même de graves problèmes de santé.<sup>4</sup>

La deuxième assemblée générale avait aussi montré que la réalité en temps de guerre ne permettait pas de prendre position comme on l'aurait souhaité. Les deux éminents politiciens fribourgeois Bernard de Weck et Pierre Aeby, présents parmi les membres du comité, avaient formulé le souhait et la volonté de participer aux travaux de l'organisation à chaque occasion, mais ils ne pouvaient pas mener l'action pour Pro Polonia officiellement en raison de leurs fonctions officielles.<sup>5</sup>

La collecte de fonds qui constituait un des buts de l'organisation ne posa pas des problèmes majeurs. Des comptes bancaires furent ouverts dans deux banques en septembre 1939 déjà, ainsi qu'un compte de chèques postaux. Les appels aux dons et coordonnées permettant de faire les dons parurent dans les journaux suisses. Les dons sous forme de vêtements, médicaments et aliments posaient plus de difficultés. Il s'agissait pourtant de l'activité principale de l'organisation. Les membres du comité de Pro Polonia, conscients des difficultés d'approvisionnement et de l'approche de l'hiver, insistaient sur la nécessité d'envoyer des vêtements et de la nourriture.<sup>6</sup> C'est probablement grâce à Castella que vit le jour l'idée de transformer les comités de la coopération intellectuelle polono-suisse, organisés déjà avant la guerre sur tout le territoire suisse, en sous-comités de Pro Polonia.<sup>7</sup> L'idée était bonne. De cette manière, en automne 1939, des sous-comités de Pro Polonia furent ouverts à Bâle, La Chaux de Fonds, Genève, Lausanne, Rapperswil, Lucerne et Neuchâtel ; ce dernier fut organisé le 11 octobre 1939.<sup>8</sup> En quelques mois, le comité central fut renforcé par la création des sous-comités de Lugano, Morges, Porrentruy, Soleure, St-Gall et Zurich. Les membres fondateurs de Pro Polonia visaient un fonctionnement organisé autour de la centrale à Fribourg, avec des sous-comités partout en Suisse, portés par la bonne volonté et

---

<sup>4</sup> Notes biographiques in : de Weck, Jean, *Paroles dans le vent*, Fribourg, 1962, p. 80.

<sup>5</sup> Procès-verbal de la deuxième Assemblée constitutive, Fribourg, 26.9.1939, AEF, Pro Polonia, 38.

<sup>6</sup> Appel de Pro Polonia – Œuvre suisse d'aide aux victimes de la guerre en Pologne, non daté, AHP PPFR-KO-1.

<sup>7</sup> Procès-verbal de la deuxième Assemblée constitutive, Fribourg, 26.9.1939, AEF, Pro Polonia, 38 ; voir aussi une note de Jan Modzelewski sur Gaston Castella et Jean de Weck envoyée à Londres comme justification pour leur accorder les médailles de la Polonia Restituta, document non daté, AHP PPFR-KO-1.

<sup>8</sup> Rapport du sous-comité local Pro Polonia de Neuchâtel, AEF, Pro Polonia, 38.

l'intérêt de quelques personnes. Ils espéraient ainsi régler les problèmes d'organisation que supposait la collecte et le suivi des biens matériels.<sup>9</sup>

Les sous-comités de Pro Polonia jouissant d'une liberté absolue pour s'organiser, le spectre des volontaires engagés était très diversifié. On comptait parmi les membres et les présidents des sous-comités des notaires, journalistes, médecins, professeurs, mais de manière générale simplement des gens de bonne volonté. Le cercle des anciens collaborateurs diplomatiques de Jan Modzelewski en faisait entre autres partie. Pro Polonia, en tant qu'organisation caritative indépendante, liée à aucune autre organisation suisse ou polonaise, avait besoin d'être représentée par des personnes influentes dans les communautés suisses. On trouve parmi les collaborateurs du comité bâlois Gustaw Hornung, professeur de l'Université, ancien conservateur du Musée des beaux-arts, mais aussi vice-consul honoraire de la Pologne. D'autre part, elle avait aussi besoin de personnes pour organiser les collectes de vêtements, d'objets et d'argent.<sup>10</sup>

#### **IV. Premières actions**

La réponse de la société suisse à l'appel de Pro Polonia dépassa largement les attentes. En janvier 1940, lors de l'assemblée suivante, le trésorier Xavier Thalmann faisait état dans son rapport que les comptes de Pro Polonia étaient au bénéfice de la somme de 90'890 francs trois semaines à peine après le début de l'action, l'organisation des sous-comités et le lancement de l'appel. En plus, l'organisation avait collecté 8 tonnes de vêtements et récolté 29'000 objets.<sup>11</sup> Avant leur départ vers la Pologne, tous ces objets furent stockés entre autres dans les magasins de la bibliothèque fribourgeoise. On parle ici d'objets de première nécessité. Dans les colis envoyés en Pologne, les volontaires empaquetaient manteaux et pulls, jupes et pantalons, sous-vêtements, chemisettes et chemises, chaussettes et chaussures, mais aussi du lait condensé, du café, des sardines et de l'Ovomaltine.<sup>12</sup>

L'argent ainsi que les biens collectés si rapidement aurait pu être aussitôt redistribués. Mais des problèmes intervinrent. Dans une situation de guerre, déterminer

---

<sup>9</sup> Procès-verbal de la deuxième Assemblée constitutive, Fribourg, 26.9.1939, AEF, Pro Polonia, 38.

<sup>10</sup> Pro Polonia Fribourg, sign. Jean de Weck et Jan Modzelewski à Renée Egger, Fribourg, 13.10.1939, AEF, Pro Polonia, 41.

<sup>11</sup> Procès-verbal de l'Assemblée générale, 13.1.1940, AEF, Pro Polonia, 38.

<sup>12</sup> Contenu des colis envoyés en Pologne les 6.11.1939 et 11.11.1939, AHP PPFR-DO-2.

où agir en priorité semblait presque impossible. En ces temps où le manque de biens était permanent et omniprésent, l'activité caritative était obligée de faire des choix. Qui devrait recevoir de l'aide en premier, quelle région ? L'association ne se contenta pas de choisir une direction, mais en suivit plusieurs.

Les débuts de l'action montrent clairement que dans un premier temps, les dons furent réservés à tous les réfugiés de guerre polonais en territoires étrangers, quel que fût le territoire d'accueil. Pro Polonia envoya ainsi des dons en espèce pour les réfugiés dans les pays limitrophes de la Pologne durant l'hiver de 1939-1940. Elle envoya au total 17'000 francs : 14'000 en Hongrie, 2'000 en Roumanie et 1'000 en Lituanie. En plus de ces dons financiers, elle envoya un nombre considérable de vêtements : presque 5 tonnes en Hongrie (18'000 objets) et 500 kilos en Lituanie (7'000 objets).<sup>13</sup>

Les membres de l'organisation étaient conscients que cette manière de distribuer l'aide n'apportait qu'une aide ponctuelle, adressée à chaque fois aux plus démunis, sans n'offrait pas de suivi. Vu l'importance du phénomène de migration de la population polonaise, les volontaires cherchaient un moyen de garantir une aide constante et à long terme aux réfugiés qui, s'ils avaient trouvé une terre d'accueil, n'y avaient aucun moyen de subvenir à leurs besoins. Un rapport envoyé de Budapest le 13 avril 1940 par le représentant de l'Union internationale de secours aux enfants montre à combien cette aide était sollicitée. Dans ce rapport, le 11<sup>ème</sup> imprimé et envoyé à tous les sous-comités de Pro Polonia, Mlle Vajakli décrivait minutieusement sur plusieurs pages la situation des enfants polonais en Hongrie et leurs besoins les plus immédiats.<sup>14</sup>

## 1. Un home pour les enfants

Les membres du comité, inquiets et horrifiés de la situation, décidèrent de créer un home pour les enfants et pour les mères en Yougoslavie, encore inoccupée. Cette tâche, d'une envergure encore plus importante que ce qu'ils avaient entrepris jusque là, exigerait non seulement l'envoi occasionnel de biens, mais avant tout la gérance et l'entretien constant du home. Cette proposition fut acceptée pendant l'une des

---

<sup>13</sup> Procès-verbal de l'Assemblée générale, 13.1.1940, AEF, Pro Polonia, 38.

<sup>14</sup> Union internationale de secours aux enfants. 11<sup>ème</sup> rapport de Mlle R. Vajkai, Budapest, 13.4.1940, AEF, Pro Polonia, 37.



assemblées des membres de Pro Polonia en novembre 1939.<sup>15</sup> Le home fut ouvert assez vite : en mars 1940. À Cirkvenica au bord de la mer Adriatique, 39 enfants et 24 femmes retrouvèrent le calme. Dans les premiers temps, le home reçut 500 kilos de vêtements et de chaussures, 200 kilos de chocolat et 20 kilos de médicaments.<sup>16</sup> L'activité suivante fit appel aux sous-comités. Il s'agissait d'envoyer des lettres informant de la constitution du home et de la nécessité de collecter de l'argent pour l'entretien annuel de la bâtisse.<sup>17</sup> La réponse la plus rapide fut envoyée par le sous-comité de Bâle qui versa la somme de 4'000 francs au début d'avril.<sup>18</sup> Malgré cette générosité, un revenu qui permettrait de sécuriser un peu plus l'avenir du home manquait. Une somme mensuelle de 2'500 francs, qui après de minutieux calculs fut revue à 2'100 francs, était nécessaire. Modzelewski fit une proposition qui fut appliquée. On demanda à chaque sous-comité de verser une partie de leurs revenus, au moins 20%, à l'attention du home. Avec une telle base financière, le home à Cirkvenica put fonctionner jusqu'en 1944.<sup>19</sup>

## 2. Rendre le quotidien des prisonniers de guerre supportable

Le projet de Modzelewski de venir en aide aux seules victimes civiles de la guerre changea totalement au cours de l'été 1944.<sup>20</sup> En juin, la frontière franco-suisse fut traversée par la 2<sup>ème</sup> Division des chasseurs à pied, qui fut par la suite internée.<sup>21</sup> Un problème majeur survint dans l'organisation de la vie quotidienne des plus de 12'000 soldats polonais. Modzelewski reconnut très vite les principaux besoins des soldats et utilisa une fois de plus son sens de l'organisation. Déjà un mois après le passage de la frontière, il écrivait au sous-comité de Pro Polonia du Jura bernois et insistait sur la nécessité d'organiser la vie quotidienne des soldats détenus. Il pensait à l'organisation

---

<sup>15</sup> Pro Polonia Fribourg, au Département fédéral de l'économie publique, Division du commerce, sign. Jean de Weck et Gaston Castella Fribourg, 24.11.1939, AEF, Pro Polonia, 39.

<sup>16</sup> Pro Polonia, Œuvre Suisse de secours aux Polonais victimes de la guerre, Comité central à Fribourg, Bulletin No. 3, 26.4.1940, AHP PPFR-KO-1.

<sup>17</sup> Pro Polonia à G. Lambelet, sign. Jan Modzelewski, Fribourg, 9.3.1940, AEF, Pro Polonia, 41.

<sup>18</sup> Pro Polonia à G. Lambelet, sign. Jan Modzelewski, Fribourg, 9.4.1940, AEF, Pro Polonia, 41.

<sup>19</sup> Procès-verbal de l'Assemblée générale, 1.2.1941, AEF, Pro Polonia, 38.

<sup>20</sup> Pro Polonia à G. Lambelet, sign. Jan Modzelewski, Fribourg, 9.4.1940, AEF, Pro Polonia, 41 ; pour une opinion semblable : Jean de Weck et Jan Modzelewski à Louis Vogt, Fribourg, 3.6.1940, AEF, Pro Polonia, 44.

<sup>21</sup> La littérature concernant la 2<sup>ème</sup> Division est assez riche, mais n'existe qu'en langue polonaise ; voir notamment Smoliński, Józef, *2 Dywizja Strzelców Pieszych*, Warszawa, 1992, et les ouvrages à caractère biographique : Rakowski, Janusz, *Z piórem w mundurze. Francja Szwajcaria 1940-1946*, Paryż, 1985; Blum Aleksander, *O broń i orły narodowe*, Londyn, 1980.

de conférences, des bibliothèques, l'édition d'un périodique, voire même d'un journal. Mais avant tout, le besoin à combler dans l'immédiat était de réunir le contingent de chaussettes, de linge, de chaussures et de papier à lettre nécessaire.<sup>22</sup> Dans cette aide aux soldats, il fallut prendre en considération les décisions des autorités militaires suisses qui pouvaient autoriser, mais parfois aussi refuser, la distribution de certains objets.<sup>23</sup>

Peu de temps après, cette collaboration avec les détenus prit un caractère nettement mieux organisé. Après avoir distribué des biens aux soldats détenus dans plusieurs camps dans toute la Suisse, Pro Polonia commença à participer activement à l'organisation de la vie quotidienne des chasseurs. Elle n'oublia pas, surtout son sous-comité jurassien, les fêtes de Noël en prévoyant des colis préparés spécialement pour l'occasion. Une idée, restée malheureusement à l'état de projet, était que chaque soldat fût parrainé par une famille suisse.<sup>24</sup> Pour l'aspect financier de l'aide, Pro Polonia négociait avec les chefs de l'internement la vente des objets confectionnés par les soldats. On parle d'un nombre considérable d'objets, tels que boîtes à cigarettes, cassettes, jeux d'échecs, couteaux à papier, assiettes en bois et en métal, porte-monnaie, etc.<sup>25</sup> Très vite également, Modzelewski enrôla une partie de ces soldats internés dans sa nouvelle entreprise encyclopédique.<sup>26</sup>

### 3. Et d'autres actions encore

Il serait possible, mais ce n'est pas le lieu ici, d'énumérer toutes les actions entreprises par Pro Polonia : elles furent nombreuses et très diverses, répondant à la spécificité d'une action conduite dans des conditions de guerre, à la multitude des besoins, et découlait également de l'autonomie des sous-comités dès le début de l'activité. Chaque comité était responsable des actions qu'il entreprenait et œuvrait selon sa composition, ses moyens et les possibilités locales. Certains d'entre eux travaillaient parfois ensemble à l'organisation d'une action commune, mais les collaborations changeaient de projet en projet. Ceci est aussi à l'origine de la richesse de l'activité de la

---

<sup>22</sup> Pro Polonia Fribourg à Tièche, sign. Jan Modzelewski, Fribourg, 1.7.1940, AEF, Pro Polonia, 45.

<sup>23</sup> Pro Polonia Fribourg à Membrez, sign. Jean de Weck et Jan Modzelewski, Fribourg, 18.7.1940, AEF, Pro Polonia, 45.

<sup>24</sup> Procès-verbal de l'Assemblée générale de Pro Polonia, Fribourg, 1.2.1941, AEF, Pro Polonia, 38.

<sup>25</sup> Bohdan Garliński à Pro Polonia Fribourg, Huttwil, 21.1.1941, AEF, Pro Polonia, 37.

<sup>26</sup> Au sujet de l'encyclopédie *La Pologne 1919-1939* voir le chapitre 18 du présent travail.

grande Pro Polonia. Il est possible de connaître toutes ces actions grâce aux rapports d'activité envoyés au comité central. Il ne faut par ailleurs pas oublier que d'autres actions pour lesquelles on ne retrouve aucune trace furent peut-être encore menées. Parmi toutes ces actions, relevons plusieurs concerts d'artistes polonais, tels que les pianistes Mieczysław Horszowski et Józef Turczyński, mais aussi locaux comme par exemple l'abbé Bovet de Fribourg.<sup>27</sup> Le violoniste Bronisław Hubermann et l'Orchestre de la Suisse romande se produisirent également en faveur de Pro Polonia.<sup>28</sup> À Bâle, le pianiste Aleksander Kagan donna également un concert.<sup>29</sup> Le violoniste bernois Weissenberg avait de son côté rempli la caisse neuchâteloise de l'association.<sup>30</sup> Les sous-comités de l'association organisaient aussi des conférences avec des thèmes tels que : *L'Art et la Culture du peuple polonais* et *La tragédie polonaise dans l'histoire*, tenues respectivement par les professeurs Birchler et Thürer à Rapperswil le 29 octobre 1939 et à l'issue desquelles on procédait à une collecte.<sup>31</sup> On incitait la jeunesse à tricoter des pulls, écharpes et chaussettes pour les jeunes polonais. Le Comité central lançait parfois des actions communes auxquelles les sous-comités répondaient plus ou moins bien. On tenta par exemple la vente de la brochure *L'amitié polono-suisse au cours des siècles* de Stanisław Liberek, ou de gravures du pianiste Ignace Jan Paderewski ; ces deux actions avaient pour but non seulement de remplir les caisses de l'association, mais également de créer un climat favorable à la cause polonaise dans toute la Suisse.<sup>32</sup> Pour se faire de l'argent, le sous-comité genevois eut une idée cocasse : il organisa de multiples thé-bridge, à l'occasion desquels il récoltait à chaque fois 1'000 ou même 2'000 francs.<sup>33</sup>

## V. Collaboration avec d'autres organisations caritatives

La quantité des besoins auxquels il fallait répondre fit donc de Pro Polonia une association polyvalente qui déboucha sur diverses collaborations avec plusieurs

---

<sup>27</sup> Procès-verbal de l'Assemblée générale, 1.2.1941, AEF, Pro Polonia, 38.

<sup>28</sup> Rapport sur l'activité du groupe genevois de Pro Polonia, 12.1.1940, AEF, Pro Polonia, 38.

<sup>29</sup> Invitation pour le concert d'Aleksander Kagan, 2.6.1942, Pro Polonia Bâle, AEF, Pro Polonia, 41.

<sup>30</sup> Pro Polonia Neuchâtel à Jan Modzelewski, sign. Julien Girard, La Chaux-de-Fonds, 26.5.1945, AEF, Pro Polonia, 42.

<sup>31</sup> Rapport du Comité Pro Polonia de Rapperswil, AEF, Pro Polonia, 38.

<sup>32</sup> Pro Polonia à Lagutt, sign. Jean de Weck, Jan Modzelewski, Fribourg, 27.5.1942, AEF, Pro Polonia, 41.

<sup>33</sup> Pro Polonia Genève à Jan Modzelewski, sign. Louis Vogt, Genève, 18.11.1941 et Pro Polonia Fribourg à Louis Vogt, sign. Jan Modzelewski et Jean de Weck Fribourg, 9.12.1943, AEF, Pro Polonia, 44.

partenaires suisses. Il fut évident dès le début qu'il était indispensable de collaborer avec le Comité international de la Croix-Rouge. Le premier appel de Pro Polonia à la société suisse affirmait clairement que son activité ne serait en rien contraire à celle menée par la Croix-Rouge et qu'au contraire, Pro Polonia voulait collaborer avec elle, lui transmettant l'aide qu'elle récolterait pour la distribuer aux plus démunis par le biais de la Croix-Rouge. Cet appel fut entendu et lança leur collaboration.<sup>34</sup> D'autres organisations collaborèrent également avec Pro Polonia. L'Union internationale de secours aux enfants à Genève fut l'une d'entre elles ; celle-ci fut par exemple active dans l'établissement du home en Yougoslavie.<sup>35</sup> Grâce à l'initiative de Pro Polonia, un bureau d'Aide aux prisonniers de la guerre polonais, consacré exclusivement aux soldats internés de la 2<sup>ème</sup> Division des chasseurs à pied, fut créé ; il vit le jour grâce à un partenariat avec le Comité polonais de secours aux victimes de la guerre, qui de son côté était le fruit d'une initiative de la Légation polonaise à Berne.<sup>36</sup> Pro Polonia collaborait aussi avec l'Entraide universitaire internationale, le Fonds européen de secours aux étudiants, et pendant longtemps avec le Comité suisse d'aide médicale à la Pologne et quelque temps plus tard, après qu'on fut informé de la destruction totale de Varsovie, avec le Comité de secours pour les déportés de Varsovie. L'idée de mettre sur pied une organisation consacrée exclusivement à la reconstruction de Varsovie fut une initiative de la Pro Polonia bernoise ; elle vit le jour sous le nom de Berne aide Varsovie.<sup>37</sup>

## 1. S'unir pour mieux avancer

La multitude des organisations caritatives créées pour venir en aide aux Polonais et à la Pologne fut impressionnante. Les représentants de ces organisations, conscients que naissait le danger de se disperser, de faire les choses à double et de ne plus pouvoir communiquer clairement avec leurs interlocuteurs suisses, décidèrent de créer un organe central pour coordonner et rassembler les forces. Cette idée était présente en 1944 déjà,

---

<sup>34</sup> Appel de Pro Polonia – Œuvre suisse d'aide aux victimes de la guerre en Pologne, sans date, AHP PPFR-KO-1.

<sup>35</sup> Lettre circulaire aux sous-comités de Pro Polonia, sign. Jean de Weck et Jan Modzelewski, Fribourg, 24.7.1941, AEF, Pro Polonia, 37.

<sup>36</sup> Lettre circulaire aux sous-comités, sign. Jean de Weck et Jan Modzelewski, Fribourg, 1.4.1940, Fribourg, 24.7.1941, AEF, Pro Polonia, 37.

<sup>37</sup> Procès-verbal de l'Assemblée générale de l'Aide suisse à la Pologne, Fribourg, 25.5.1946, AHP PPFR-DO-1.

mais c'est seulement à la fin de janvier 1945 que le comité central Aide suisse à la Pologne fut créé.<sup>38</sup> Les premiers à s'engager furent le comité central de Pro Polonia à Fribourg avec ses sous-comités locaux, l'Aide suisse aux prisonniers de guerre polonais, Polenhilfe de Soleure, le Comité suisse d'aide médicale à la Pologne et ses comités cantonaux et aussi le Comité de secours pour les déportés de Varsovie de Genève. Aleksander Ładoś, ministre de la Pologne à Berne, soutint cette action, comme le prouve un discours qu'il tint pour appeler les diverses organisations à s'allier : il prêtait une grande importance à ce comité et jugeait son rôle dans la coordination de l'aide à la Pologne occupée comme inestimable.<sup>39</sup>

L'Aide suisse à la Pologne se voulait absolument indépendante et prodiguait son aide à toute personne dans le besoin, quel que fût son appartenance politique, religieuse, et raciale. Sa seule et unique raison d'exister était de prodiguer une aide purement humanitaire. Les organisateurs soulignaient qu'ils partageaient les mêmes principes que la Croix-Rouge internationale et l'organisation de l'État Don suisse. D'après ses membres, cette position garantissait un crédit de confiance beaucoup plus important de la part de la société suisse. Vu les « origines suisses » de l'organisation, son Comité d'honneur, constitué de représentants helvétiques, fut rapidement constitué. Parmi plus de 50 personnes originaires des quatre coins de la Suisse, on trouve des professeurs, entrepreneurs, politiciens et banquiers : entre autres les professeurs Gaston Castella, Charles Andrae, le financier Leo Bodmer, les conseillers nationaux Konrad Ilg et Pierre Vieli, qui était aussi membre de la Direction générale du Crédit Suisse à Zurich.<sup>40</sup>

Les statuts de l'organisation stipulaient que l'engagement dans la participation au travail de coordination était libre et que chacune des organisations affiliées gardait toute son indépendance. La composition de l'assemblée générale – deux représentants de chaque organisation membre – garantissait une représentation adéquate des intérêts de chacune. L'organe exécutif, le Comité, se réunissait aussi souvent que nécessaire, c'est-à-dire en fonction des actions menées par les diverses organisations. Le secrétariat général, l'organe le mieux informé de tout ce qui se passait au sein de l'Aide suisse, coordonnait toute action caritative. Sa tâche principale consistait à informer tout le

---

<sup>38</sup> Procès-verbal de l'Assemblée générale de l'Aide suisse à la Pologne, Fribourg, 25.5.1946, AHP PPFR-DO-1.

<sup>39</sup> Légation de Pologne à toutes les associations polonaises en Suisse, sign. Aleksander Ładoś, Berne, 30.1.1945, AHP PPFR-KO-1.

<sup>40</sup> Liste des organes dirigeants de l'Aide suisse à la Pologne, AHP PPFR-DO-1.

monde des actions entreprises par chacune des organisations et des principes décidés par le Comité.<sup>41</sup>

## 2. Quand la politique s'en mêle...

Pendant la dernière phase de la guerre, Pro Polonia et l'Aide suisse à la Pologne, toujours animés de leur intention et valeurs fondamentales consistant à fournir une aide purement humanitaire, furent directement confrontées à un obstacle politique de taille : la constitution du nouveau gouvernement polonais sous l'égide soviétique, qui allait compliquer leur action de manière considérable. En effet, ce nouveau gouvernement voulait contrôler tout ce qui était acheminé dans le pays et n'était évidemment pas neutre. Les représentants du nouveau gouvernement commencèrent à faire des visites en Suisse afin de sonder l'opinion des Suisses au sujet de leur gouvernement dès le début de l'année 1945. Ils essayèrent d'utiliser le réseau suisse actif dans la cause humanitaire pour s'installer et avoir accès à une plate-forme de collaboration. Stefan Jędrychowski mena une action dans ce sens au printemps 1945. Avec l'aide de ses contacts parisiens, il réussit à organiser un envoi de médicaments pour la Pologne. En même temps, il s'entretint avec Carl Burckhardt, président du Comité international de la Croix-Rouge à Genève.<sup>42</sup> Depuis plusieurs mois, un nouveau Comité suisse-polonais (*sic* !) d'aide et de coordination pour la Pologne libérée, nom derrière lequel se cachait une organisation évidemment cent pour cent polonaise et d'obédience communiste, était actif à Zurich.<sup>43</sup> Ces deux actions visaient la reprise du contrôle sur l'envoi et la distribution de l'aide humanitaire et des médicaments envoyés vers la Pologne.<sup>44</sup> Même si la création d'un nouveau comité aurait pu surprendre les membres de Pro Polonia, alors bien organisée depuis des années, ils n'étaient pas pour autant fermés à l'idée de collaborer avec cette nouvelle venue. Bien au contraire. Modzelewski lui-même, qui écrivit dans ce sens à Alfred Schmidt-Respinger, conseillait d'établir un contact avec Jędrychowski qui pourrait se révéler très utile, soulignant qu'ils avaient tous un but commun : aider la

---

<sup>41</sup> Statuts de l'Aide suisse à la Pologne, art. 4, 6, 8, 10, AHP PPFR-DO-1.

<sup>42</sup> Rapport de la visite de Stefan Jędrychowski à Genève, non signé, 18.4.1945, Papiers privés de Jan Modzelewski, en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

<sup>43</sup> Procès-verbal de la séance du Comité d'organisation de Comité exécutif de l'Aide suisse, Berne, 28.2.1945, AHP PPFR-DO-1.

<sup>44</sup> Rapport non daté *Pourquoi deux comités d'aide à la Pologne ?*, A. Schmidt-Respinger et autres, Papiers privés de Jan Modzelewski, en possession de Benoît de Diesbach Belleruche; voir aussi: Procès verbal d'un entretien entre les membres de l'Aide suisse à la Pologne avec un représentant du comité de Zurich et de Don Suisse, Berne, 28.2.1945, AHP PPFR-DO-1.

Pologne.<sup>45</sup> Dans une autre lettre, il mentionnait encore la question de la responsabilité envers leurs donateurs suisses, dont la générosité était motivée par ce même objectif.<sup>46</sup> Les représentants de l'Aide suisse à la Pologne, Alfred Schmidt-Respinger et Ernest Eigenmann, rencontrèrent donc les membres du comité zurichois le 25 avril 1945 à Zurich. L'enjeu était grand, ce que prouve un document strictement confidentiel, écrit spécialement pour affirmer quelle était la direction qu'ils suivraient lors de cet entretien par les représentants de l'Aide suisse. On y lit plusieurs points présentant l'objectif principal de l'organisation et ses exigences quant à une éventuelle collaboration et à son caractère. En premier lieu, on réaffirmait le caractère neutre de l'organisation envers toute option politique, autant envers Londres que Lublin (première « capitale » de la Pologne avant la libération de Varsovie). On rappelait également que l'aide s'adressait de manière égale à tous les Polonais, qu'ils soient déportés, internés, exilés, ou prisonniers, sans distinction quant à leur lieu de résidence. La question suivante, tout aussi importante, concernait le caractère suisse de l'organisation, qui s'appliquait à collaborer en parfait accord avec l'opinion publique suisse – donateur unique. Ce qui importait donc était de garantir une impartialité totale dans la distribution de l'aide aux Polonais, la laissant par exemple sous le contrôle d'une organisation telle que le Comité international de la Croix-Rouge.<sup>47</sup>

Les premières impressions que laissa cette rencontre étaient bonnes. Chaque partie se disait animée par la volonté d'aider, et un esprit amical et d'entente régna pendant l'entretien. Selon les principes des représentants de l'Aide suisse, les détails de la collaboration devaient être précisés par un conseil de coordination, pendant une assemblée prévue début mai à Berne. Avant cet entretien, Modzelewski rappela encore que l'autonomie de l'Aide suisse était son principe le plus important, ajoutant qu'il convenait de rester prudent en ce qui concernait tous les aspects politiques de l'affaire.<sup>48</sup>

Les résultats de la conférence de mai ne furent pas aussi brillants. Le Comité zurichois s'était proposé comme activateur (*sic* !) et centralisateur de toutes les actions humanitaires, étant le seul à avoir le soutien du gouvernement varsovien qui pouvait

---

<sup>45</sup> Pro Polonia à A. Schmidt-Respinger, sign. Jan Modzelewski et Jean de Weck, Fribourg, 12.4.1945, AHP PPFR-KO-1.

<sup>46</sup> Pro Polonia à A. Schmidt-Respinger, sign. Jan Modzelewski et Jean de Weck Fribourg, 18.4.1945, AHP PPFR-KO-1.

<sup>47</sup> Pourparlers avec le comité suisse-polonais d'aide et de coordination pour la Pologne libérée, E. Eigenmann, Berne, 17.4.1945, AHP PPFR-DO-1.

<sup>48</sup> Une note d'E. Eigenmann après la discussion avec J. Modzelewski du 29.4.1945, AHP PPFR-KO-1.

organiser le transport des dons. Ces conditions n'étaient pas acceptables pour les représentants des organisations suisses et la création d'un comité de coordination n'était dès lors plus possible.<sup>49</sup>

La situation stagna pendant plusieurs mois. En septembre 1945, Modzelewski écrivait que les deux comités ne pourraient pas constituer une plate-forme de coopération à cause de divergences de visions fondamentales, complètement opposées, en matière d'aide humanitaire.<sup>50</sup> Modzelewski et ses collaborateurs n'étaient en outre pas satisfait de la position d'Adolf Schmidt-Respinger, trop faible à leur goût envers le comité zurichois. En plus, de mai 1945 à janvier 1946, il n'avait jamais convoqué le Comité exécutif de l'Aide suisse à la Pologne, ayant pris toutes les décisions tout seul. Devant une telle situation, ni Modzelewski, ni de Weck, ne voulurent soutenir l'action. Ils laissèrent tout de même les sous-comités libres de leur décision.<sup>51</sup> Ceci n'était en fait qu'un bluff tactique – ils savaient que sans eux, les autres ne se lanceraient pas dans une collaboration avec le comité zurichois – qui renforça davantage encore la position de la Pro Polonia au sein de l'Aide suisse. C'est également ce qui garantit à l'avenir l'activité libre et l'autonomie des organisations affiliées à l'Aide suisse.<sup>52</sup> Cette autonomie fut confirmée officiellement par l'Assemblée générale de l'Aide suisse à la Pologne le 25 mai 1946.<sup>53</sup>

Les divergences dans la question du contrôle de l'aide humanitaire pour la Pologne conduisirent donc la collaboration entre l'Aide suisse et le comité zurichois à l'échec. D'autant plus que la multitude d'organisations caritatives nuisait plus qu'elle n'aidait, d'après Modzelewski lui-même. Il rappelait que l'Aide suisse avait été créée à cause du mécontentement des Suisses face au trop grand nombre d'organisations humanitaires, de leur fonctionnement multitâches entraînant de l'inefficacité.<sup>54</sup>

La collaboration des organisations affiliées à l'Aide Suisse à la Pologne prit fin elle aussi, dans des circonstances qui révèlent une fois encore quelle fut le rôle de pilier de Modzelewski, qui avait été la personne grâce à qui on s'était rassemblés et motivés.

---

<sup>49</sup> Comité suisse-polonais de coordination et de secours à la Pologne libérée à A. Schmidt-Respinger, Zurich, 14.5.1945, AHP PPFR-KO-1.

<sup>50</sup> J. Modzelewski, destinataire inconnu, Fribourg, 15.9.1945, AHP PPFR-KO-1.

<sup>51</sup> J. de Weck et G. Castella à A. Schmidt-Respinger, Fribourg, 25.1.1946, AHP PPFR-DO-1.

<sup>52</sup> J. de Weck et J. Modzelewski à tous les sous-comités, Fribourg, 25.3.1946, AHP PPFR-DO-1.

<sup>53</sup> Procès-verbal de l'Assemblée générale de l'Aide suisse à la Pologne, Fribourg, 25.5.1946, AHP PPFR-DO-1.

<sup>54</sup> J. Modzelewski à Leon Chrzanowski, Fribourg, 26.11.1946, AHP PPFR-KO-4.



Pendant l'Assemblée générale en octobre 1947, les membres furent officiellement informés du décès de Jan Modzelewski. Après cette annonce, une discussion de la situation actuelle de l'organisation et de son état financier commença. Quelques membres profitèrent de l'occasion pour donner leur démission, suite de quoi l'on proposa et décida de suspendre l'activité de l'Aide suisse. Il fut également décidé que le bureau de l'organisation à Berne serait liquidé et que la documentation serait transmise au Comité suisse d'aide médicale à Genève qui se chargerait aussi de la correspondance actuelle. Toutes les organisations conservaient le droit de suspendre ou de continuer leur action d'aide humanitaire.<sup>55</sup>

Jusqu'à ses derniers jours, Modzelewski conserva donc son dynamisme et usa de sa faculté à collaborer et négocier avec les diverses parties lors de conflits. Son opinion faisait autorité. Et avant tout, soulignons qu'il mobilisa toutes ses forces au service de la société polonaise à la condition de laquelle il resta toujours éminemment attentif. Charité et engagement du cœur furent les moteurs de cette action visant à préserver concrètement la vie de son peuple. Il ne restait plus qu'à veiller sur la mémoire de sa nation, et c'est ce à quoi s'attachera finalement Modzelewski dans sa dernière entreprise.

---

<sup>55</sup> Rapport de l'Assemblée générale annuelle de l'Aide suisse à la Pologne, Fribourg, 16.10.1947, AHP PPFR-DO-1.

## **L'action culturelle et caritative**

### **Chapitre 18.**

#### **Convaincre : édition de l'encyclopédie *La Pologne 1919-1939***

L'édition d'une encyclopédie sur la Pologne, dernier projet de Jan Modzelewski, avait un but simple et très clair au moment où le projet fut lancé : préparer l'opinion internationale aux prétentions des Polonais quant à leur État après la guerre. Modzelewski, toujours prêt à défendre les Polonais et la cause polonaise, se lança dans une affaire qui reste son œuvre la plus novatrice, même si elle tomba ensuite dans l'oubli. Dans une situation politique et financière alors précaires, l'enthousiasme de Modzelewski n'était pas épuisé. Toujours prêt à investir ses forces pour contrôler ce qui lui semblait important, trouver des financements et organiser le travail, il rassembla autour de lui une fois encore un groupe de gens pour mettre son idée en œuvre. Il fit également preuve de flexibilité comme le montrera la chronique de la naissance de l'encyclopédie. Nous allons voir qu'au fil du temps, suivant l'évolution des événements européens et mondiaux, l'idée première de Modzelewski se transforma : l'encyclopédie ne devait plus seulement être une source d'informations à l'attention des diplomates étrangers. Elle devint un premier et véritable témoin du temps de la deuxième République de Pologne, celle à la construction de laquelle Modzelewski avait participé.<sup>1</sup>

#### **I. L'idée de base de l'encyclopédie**

Retrouvons Modzelewski en 1942-43. Au vu de l'évolution de la guerre, on nourrissait alors l'espoir que la fin du conflit approchait et que la conférence de paix qui établirait un nouvel équilibre en Europe allait commencer, à l'image de ce qui s'était passé à la fin de la Première Guerre. Modzelewski était persuadé que la Pologne, son

---

<sup>1</sup> La première République de Pologne désigne la République des Deux Nations (démantelée en 1795 qui marqua sa fin). La Pologne ayant recouvré son indépendance en 1918, s'inscrivit dans sa continuité, et choisit de se nommer deuxième République de Pologne. Celle-ci dura jusqu'en 1939, date de son invasion par le Troisième Reich. Il faudra attendre 1989 pour que naisse la troisième République actuelle, qui succéda à la République populaire des années 1945-1989.

histoire, sa culture, son gouvernement et son économie étaient mal connus dans le monde. En prenant la décision d'éditer une encyclopédie, il essayait de créer une œuvre qui présenterait « précisément les exploits de la nation polonaise » d'entre-deux-guerres, en soulignant son rôle et sa position entre les pays de l'Europe centrale, mais en même temps ses fortes liaisons avec la culture et la civilisation occidentales.<sup>2</sup> Cette encyclopédie, décrivant largement les efforts de la Pologne dans les domaines de l'économie, de la culture et de l'art, devait servir avant tout au lecteur étranger, connaissant peu les réalités polonaises. Elle était destinée à être envoyée aux principales personnalités du monde politique et scientifique, toujours dans le but de convaincre du rôle important de la Pologne dans cette partie du continent européen. Dans l'opinion de Modzelewski, une meilleure connaissance de cette problématique devait amener à des décisions favorables pour la Pologne pendant la conférence de paix tant attendue.

Pour réaliser son œuvre, Modzelewski comptait sur le fait que dans l'Europe en guerre, la vie en Suisse restait relativement protégée et qu'aucun danger immédiat ne la menaçait. L'édition allait être en français et l'appartenance de la Suisse à la zone des pays francophones était d'importance puisque la langue diplomatique à l'époque était encore largement le français.

En commençant son travail d'édition de l'encyclopédie, Modzelewski agissait sur un territoire déjà bien connu. Il faut rappeler ici qu'il avait participé à une initiative semblable à la fin de la Première Guerre mondiale et que cette expérience lui avait permis de tirer des conclusions importantes. L'échec financier de cette première encyclopédie avait été engendré par les ressources insuffisantes à sa création qui n'avaient pu être comblées par les ventes extrêmement faibles. La correspondance entre Modzelewski et l'éditeur, datée de 1938, fait encore état des ennuis liés à cette œuvre : on y évoque l'avenir des volumes invendus, toujours stockés à Lausanne dans l'atelier de l'éditeur.

---

<sup>2</sup> Directives à l'attention des auteurs des différentes sections, (Wytyczne dla autorów poszczególnych działów, Fribourg, mai 1943, AHP LA-PO-KO-3.

## II. Premières décisions

Pour la réalisation de la deuxième encyclopédie, Jan Modzelewski avait décidé de collaborer étroitement avec le gouvernement polonais en exil à Londres. La position d'ancien ministre du gouvernement en Suisse pendant presque 20 ans l'aida sans doute à faire accepter son idée, fondée et bien étayée. De plus, la collaboration avec le gouvernement permettait non seulement de garantir les fonds nécessaires, mais donnait un prestige considérable à l'œuvre. Dressant le cadre et les jalons de l'édition à l'attention des auteurs, Modzelewski les informait aussi de cette collaboration et leur communiquait que le plan de l'ouvrage devait être délivré au gouvernement à Londres dans les plus brefs délais.<sup>3</sup>

Modzelewski avait un autre atout considérable pour la réalisation de l'encyclopédie : le milieu professionnel auquel il avait accès et qui pourrait garantir la création des différents articles. La 2<sup>ème</sup> Division des chasseurs à pied constituait la base des rédacteurs. Cette Division avait été formée en France en 1940, sous le commandement du général Bronisław Prugar-Ketling, et c'est en France également qu'elle vécut ses premières batailles. Après la capitulation française, toute la division avait passé la frontière suisse. En mai 1940, environ 12'000 soldats furent placés dans divers camps, répartis sur tout le territoire de la Suisse. La majorité de ses soldats étaient des Polonais qui séjournaient en France depuis la Première Guerre mondiale et qui avaient été recrutés dans les milieux miniers du nord de la France. Le groupe comprenait toutefois quelques personnes diplômées de hautes écoles, des professeurs d'université et d'anciens hauts fonctionnaires de l'administration de l'État. Modzelewski choisit les collaborateurs de la future encyclopédie parmi eux.

Dans un rapport envoyé à Londres le 16 juillet 1943 pour la période de mars à juillet, Modzelewski présentait encore une autre raison pour laquelle ce livre pourrait être réalisé en Suisse. Grâce aux bibliothèques des institutions internationales dont les sièges étaient à Genève, on aurait accès à des sources d'informations précieuses.<sup>4</sup>

Malgré cette aide financière et une dépendance formelle au gouvernement polonais, il était précisé dans les préliminaires que l'encyclopédie devait avoir un

---

<sup>3</sup> Directives..., *op. cit.*

<sup>4</sup> Mention d'un rapport perdu sur l'avancement du travail intitulé *Polskie Wydawnictwo w Szwajcarii za marzec-lipiec 1943* dans le rapport de travail *Polskie Wydawnictwo w Szwajcarii za lipiec-grudzień 1943*, fait à Fribourg, le 2.2.1944, AHP LA-PO-KO-1.

caractère strictement scientifique. Les auteurs avaient pour tâche d'éviter les traits polémiques, les compliments ou les critiques. Il était très important de montrer le rôle politique de la Pologne en Europe et sa relation avec la culture latine, en n'adoptant pas l'opinion, très populaire pendant la guerre, selon laquelle la culture polonaise était un produit de la culture germanique allemande. Le but essentiel de l'œuvre était de présenter les postulats nationaux principaux au travers d'analyses historiques, démographiques et économiques. Dans ces postulats, Modzelewski incluait l'accès à la mer et le droit de souveraineté sur certains ports baltiques, le droit de gouverner tous les territoires habités par des personnes d'origine polonaise et liés avec la zone économique polonaise. Il pensait parvenir à convaincre de tous les droits revendiqués en montrant le dynamisme polonais à travers les siècles et pendant la période de l'entre-deux-guerres. Telles furent les directives aux auteurs pour la rédaction des articles de la future encyclopédie.<sup>5</sup>

L'idée de l'ancien ministre commença à se réaliser au début de l'année 1943. Modzelewski fut chargé de la mission d'éditer l'encyclopédie par le Ministère de l'Information et de la Documentation, qui était de son côté chargé de préparer le matériel nécessaire pour le futur Congrès de la paix, selon une lettre de Modzelewski à Vetulani.<sup>6</sup> Le protocole mentionné dans la lettre informait que le ministre des Affaires étrangères donnait son approbation à la création de l'ouvrage. Les travaux commencèrent immédiatement après cette décision. Le bureau de la rédaction fut organisé dans l'appartement de Modzelewski au 18, Boulevard de Pérolles à Fribourg, avec les premiers collaborateurs : Jan Modzelewski comme directeur de l'édition et Jadwiga Romer, comme secrétaire générale. Zofia Świerbutowicz et quelques autres personnes, le vice-consul de la Légation Władysław Radziewanowski entre autres, assuraient le fonctionnement du secrétariat. L'engagement de ce dernier fut toutefois de courte durée, parce qu'il reprit ses fonctions diplomatiques aussitôt.

---

<sup>5</sup> Jan Modzelewski à Adam Vetulani, Fribourg, 27.3.1943, AHP LA-PO-KO-3.

<sup>6</sup> Jan Modzelewski à Adam Vetulani, Fribourg, 27.3.1943, AHP LA-PO-KO-3.

### III. Le travail rédactionnel commence

Une des premières tâches consista à élaborer le plan de l'ouvrage. Le premier projet prévoyait une édition en un seul volume de 650 pages.<sup>7</sup> Avec le temps, le nombre de pages augmenta toutefois. Dès les débuts, une importance particulière fut accordée à la partie économique. En mai 1943 déjà, Modzelewski disposait d'un plan détaillé, divisé en plusieurs articles, élaboré vite et de manière très compétente par Janusz Rakowski, ancien directeur du cabinet de ministre du Trésor. Le concept de l'instruction à l'attention des auteurs concernant la partie économique fut probablement conçu par lui.

Tout laissait présager une préparation et une parution rapides de l'encyclopédie. Les entrées devraient représenter les problématiques particulières à la Pologne de 1918 à 1939. À l'origine, les thèmes à traiter étaient : la géographie, la démographie, l'émigration par les informations générales ; l'histoire ; le régime politique et le gouvernement ; la défense (les forces terrestres et aériennes) ; la religion ; la culture (l'éducation, les sciences, la littérature, la presse et l'art) ; ensuite l'économie ; la politique sociale ; les minorités ethniques. Après calcul, il fallut constater qu'une telle œuvre s'étendrait sur environ mille pages. Au cours des travaux et ne voulant pas raccourcir des articles déjà écrits pour ne pas préteriter leur valeur scientifique, Modzelewski prit conscience que l'édition de l'encyclopédie en un seul volume n'était plus possible.<sup>8</sup>

Des discussions eurent alors lieu entre les éditeurs. Modzelewski en informa ses principaux collaborateurs des camps en décembre 1943. Il proposa de partager l'édition en trois parties thématiques, traitant de l'économie, de l'État et du régime politique, et finalement de la vie culturelle. Rakowski trouva ses suggestions justifiées, mais proposa une division en deux parties dont les titres comprendraient le mot « vie » qu'il considérait comme plus dynamique. Les articles décrivaient « ... une continuité pendant une période et pas une description dans un moment précis ».<sup>9</sup> Modzelewski eut tout de même le dernier mot. Le nouveau projet fut conçu et consistait en une encyclopédie en 3 volumes. Les trois parties devaient s'intituler : « La vie politique et sociale », « La vie

---

<sup>7</sup> Liste des sections principales de l'édition, (Wykaz głównych działów Wydawnictwa), AHP LA-PO-KO-3.

<sup>8</sup> Jan Modzelewski à Janusz Rakowski, Fribourg, 2.12.1943, AHP LA-PO-KO-4.

<sup>9</sup> Janusz Rakowski à Jan Modzelewski, Winterthur, 9.12.1943, AHP LA-PO-KO-4.

économique » et « La vie culturelle », le terme de « vie » ayant été retenu afin de leur conférer un caractère plus parlant. On nomma des responsables pour chacune de ses parties. Les efforts pour souligner le dynamisme dans les changements et l'activité en Pologne de l'entre-deux-guerres transparaissent dans toutes les démarches entreprises.

#### **IV. La problématique des sources**

Le premier problème important qui se posa en amont de la rédaction de l'encyclopédie fut l'accès à une littérature assez détaillée d'ouvrages concernant la Pologne et disponibles dans les bibliothèques suisses. Cette bibliographie était nécessaire aux auteurs et à l'ambition scientifique de l'œuvre : elle devait être leur point de repères pour obtenir les sources sur lesquelles fonder les articles. Les bibliothèques livrèrent assez rapidement leur bibliographie. En mai 1943 déjà, ils avaient pu préparer trois cartothèques : la première répertoriant les ouvrages sur la Pologne en possession de la Bibliothèque de la Société des Nations à Genève (cartothèque n° 1), la seconde les articles concernant la Pologne dans les périodiques polonais et étrangers (cartothèque n° 2) et les extraits de la revue La Science polonaise (cartothèque n° 3). Les auteurs purent également disposer du catalogue de la bibliothèque du Musée de Rapperswil, du catalogue des ouvrages polonais dans d'autres bibliothèques suisses, du XIII<sup>ème</sup> volume de l'encyclopédie de Gutenberg consacré à la Pologne et du catalogue de leur propre bibliothèque déjà constituée chez Modzelewski et appelée bibliothèque de l'Édition encyclopédique polonaise. Les listes de tous les ouvrages se trouvaient au siège de la rédaction et les copies des cartothèques furent envoyées dans les principaux camps où les soldats et rédacteurs se trouvaient, c'est-à-dire à Elgg, Winterthur, Herisau et Fribourg.

L'Édition encyclopédique polonaise en Suisse, telle qu'elle fut baptisée, exigeait des auteurs qu'ils écrivissent des articles « de manière vive, claire, avec des sous-chapitres, jalonnés par des titres, en se rappelant sans cesse à qui cette édition était adressée ». Le but était d'écrire un texte qui intéressât le lecteur et non pas de l'ennuyer. Il faut mentionner aussi que les délais fixés pour la préparation des textes étaient très brefs. Dans les instructions à l'attention des auteurs, écrites en mai 1943, il était

mentionné qu'ils devaient rendre les articles au 15 juillet 1943.<sup>10</sup> Il est pourtant fort probable que personne ne crût qu'il était possible de préparer et d'éditer cette encyclopédie en 2 mois et demi. En mai, on avait à peine établi les directives principales ainsi que le plan, préparé la bibliographie, et on avait conscience que les textes écrits en polonais devaient encore être traduits. Il est possible que ce délai eût pour but de stimuler l'engagement des auteurs. La différence entre les prévisions et la réalité découlait également du fait que la version finale de l'encyclopédie polonaise comprenait 2'000 pages divisées en 3 parties et que sa correction était plus compliquée que celle de l'ouvrage de 650 pages prévu initialement.

Coordonner le travail de l'équipe d'auteurs représenta également une tâche importante. Au total, environ 150 personnes prirent part à la préparation des trois volumes de l'encyclopédie. Ceci montre quel était le potentiel intellectuel de la 2<sup>ème</sup> Division, mais explique aussi le travail laborieux de rédaction pour unifier les textes et les équilibrer. Cela ne fut pas chose facile et cet aspect est même mentionné dans l'avant-propos de l'encyclopédie.

## **V. *La vie économique* : le volume 2 voit le jour en premier**

Le deuxième volume de l'ouvrage traitant de la problématique économique de la Pologne fut le premier terminé. D'après la correspondance de Modzelewski, il ressort que tel était son but. Le choix heureux des collaborateurs et avant tout du tuteur de cette partie et principal rédacteur Janusz Rakowski y fut pour beaucoup. Ce dernier, avant de devenir soldat interné de la 2<sup>ème</sup> Division des chasseurs à pied, avait occupé dans les années 30 le poste de directeur du cabinet de ministre du Trésor. Or, le ministre du Trésor, en même temps vice-premier ministre du gouvernement, Eugeniusz Kwiatkowski, fut un homme important : il était l'homme des finances et, d'après l'opinion de tous les connaisseurs de cette problématique, l'auteur des importantes réformes économiques de la Pologne d'avant-guerre. Rakowski avait rempli cette fonction de directeur pendant 5 ans et, en 1939, avait été évacué en Roumanie avec le reste du personnel du Ministère. Sa connaissance des affaires économiques était bien

---

<sup>10</sup> Directives..., *op. cit.*



solide. Entre 1930 et 1934 encore, Rakowski avait été porte parole du gouvernement pour les affaires économiques et responsable adjoint du Bureau de presse.<sup>11</sup>

Pendant sa captivité, Rakowski s'était fait connaître comme l'initiateur actif de plusieurs entreprises servant l'organisation de la vie dans les camps. Il menait une action politique et éducative, occupait les fonctions d'officier politique dans le camp universitaire à Winterthur et était membre de la Commission culturelle et éducative de la 2<sup>ème</sup> Division. Après le premier échange de lettres et la rencontre dans l'appartement de Modzelewski début avril 1943, Rakowski commença rapidement la préparation du premier plan général de la partie économique et choisit les auteurs. Modzelewski savait qu'il avait gagné un organisateur dynamique qui assurerait à l'œuvre un caractère vif et apprécié, non seulement pour la partie économique mais pour l'encyclopédie entière.<sup>12</sup> Le type de pensée de Rakowski, plus populaire que scientifique, même s'il savait maintenir un niveau élevé à ses articles, fut choisi comme l'un des principes sous-tendant l'œuvre. Il est difficile de savoir si ce choix fut pertinent ou non et s'il servit ou desservit l'ouvrage.

La rédaction voulait de plus introduire autant de cartes et de graphiques que possible, prévoyant pour ceux-ci la plus grande des simplicités, ce qui finit par nuire à l'esthétique et au niveau d'élaboration global du travail. Les cartes, surtout trop peu soignées, manquaient de détails et étaient par trop schématiques.<sup>13</sup> À leur décharge, n'oublions pas qu'il s'agit là d'une œuvre élaborée il y a 60 ans, et que les possibilités techniques n'étaient pas celles que nous connaissons de nos jours.

Fin avril 1943, Rakowski était prêt à présenter à Modzelewski le plan de la partie économique avec la liste des auteurs. Il y eut quelques difficultés à convaincre les auteurs de s'en tenir aux sujets choisis et aux lignes directrices. La haute tenue des articles obtenue pour cette partie dépendait de la qualité de ses auteurs. Rakowski présenta aussi son projet d'instructions spécifiques pour les auteurs du volume économique afin que le texte fût unifié au mieux. Au début du mois de mai, Modzelewski envoya déjà les cartothèques avec les ouvrages bibliographiques à Winterthur. Les travaux furent planifiés pour que tous les textes pussent être rendus

---

<sup>11</sup> Informations provenant de l'autobiographie audio de Janusz Rakowski, retranscrite par l'auteur dans les années 2000-2001 ; les cassettes audio se trouvent dans les collections de la Fondation AHP.

<sup>12</sup> Jan Modzelewski à Janusz Rakowski, Fribourg, 22.4.1943, AHP LA-PO-KO-3.

<sup>13</sup> Directives à l'attention des auteurs de la partie économique, (Wskazówki dla opracowujących poszczególne tematy Działu Gospodarczego AHP LA-PO-KO-3.

dans les premiers jours d'août. Les éditeurs voulaient voir l'ensemble des articles à corriger encore avant la période de départs des détenus pour les camps de travaux, qui était planifiée pour le 26 ou le 27 juillet 1943 à Winterthur.

La correction des premiers textes mit cependant à jour tous les problèmes de nature technique qui allaient ralentir la réalisation du projet. L'élaboration des textes en français et en allemand avait été assurée par les auteurs, et Modzelewski se rendit compte que la qualité linguistique était insuffisante. Il demanda dès lors aux auteurs de fournir des textes en polonais et de les faire ensuite traduire. Il exprima cette opinion à Rakowski et ces décisions se trouvent dans des instructions aux auteurs.<sup>14</sup> On compte parmi les traducteurs quelques personnes internées dans les camps : Epstein, Kassianoff, Bobrowski, Rose et Bronarski, déjà connu de Modzelewski du temps de ses fonctions de ministre puisqu'il avait été son attaché culturel. Les gages pour la traduction ne furent pas très élevés. L'Édition versait 2 francs pour une page rédigée en 5 exemplaires.<sup>15</sup> La traduction selon les estimations de Modzelewski ne devait pas causer trop de problèmes. Comme la ligne rédactionnelle était que la lecture devait être facile et attrayante, les textes n'étaient pas trop ardues à traduire. De plus, il fallait se fier à l'esprit du texte et non pas le traduire à la lettre. Pour faciliter la compréhension, la rédaction proposait de diviser les longues phrases polonaises en deux voire trois phrases françaises. Cette prise de liberté alla parfois trop loin. Adam Vetulani s'en plaignit en écrivant à Modzelewski qu'il voulait pouvoir consulter son texte avec le traducteur encore une fois pour corriger les erreurs de termes techniques.<sup>16</sup> À l'inverse, Ludwik Bronarski qui fonctionnait en tant que traducteur, exprima le vœu de pouvoir travailler avec l'auteur, Władysław Drobny, qui avait rédigé l'article sur la philologie. Bronarski constatait des problèmes au niveau de la terminologie technique dans le texte original et exprimait son désir de traduire de manière conforme à la vérité.<sup>17</sup>

La bibliographie de plusieurs articles constitua tout de même un problème. Malgré tous les efforts faits en la matière, les sources à disposition des auteurs étaient de deuxième, voire de troisième rang. Rakowski suggérait en conséquence de présenter les sources utilisées pour l'élaboration des textes et non pas de citer toute la littérature existante sur le sujet, qui restait de toute façon incomplète au vu du manque d'ouvrages

---

<sup>14</sup> Jan Modzelewski à Janusz Rakowski, Fribourg, 4.5.1943, AHP LA-PO-KO-3.

<sup>15</sup> Jan Modzelewski à Ludwik Bronarski, Fribourg, sans date, AHP LA-PO-KO-6.

<sup>16</sup> Adam Vetulani à Jan Modzelewski, Meilen, 17.7.1944, AHP LA-PO-KO-5.

<sup>17</sup> Ludwik Bronarski à Władysław Drobny, Fribourg, 6.11.1944, AHP LA-PO-KO-5.

à disposition. Dans l'une de ses lettres, il proposa même d'abandonner complètement la citation des sources. Modzelewski ne partagea pas son opinion. Il prévoyait de souligner dans l'avant-propos de l'œuvre que les lacunes possibles dans les articles étaient le fait de la faiblesse de la bibliographie disponible.<sup>18</sup>

Les études sur la partie économique reprirent donc après le retour des internés des travaux en automne 1943. Les articles étaient d'abord livrés à Rakowski, qui les analysait selon leur utilité et leur conformité aux lignes directrices de l'encyclopédie. Les auteurs ne comprenaient souvent pas l'idée principale et rendaient des textes trop longs et trop élaborés. Il arriva également qu'un auteur n'écrivît pas un article, mais une brève et courte notice.<sup>19</sup> Rakowski veilla à ce que le travail avançât efficacement, en critiquant ce qui ne correspondait pas aux règles choisies. Il arrivait aussi qu'il corrigeât voire rédigeât lui-même les articles mal écrits. Rakowski ne manquait pas de féliciter les auteurs dans les cas où il jugeait les articles à la hauteur de l'ouvrage. C'est ce qu'il fit pour Breuer, Epstein et Stark qui s'étaient consacrés au chapitre sur les matières premières. Le niveau de la partie dévolue à la politique agraire, dont l'auteur principal était le docteur Mandecki, était lui aussi élevé.<sup>20</sup> Le fait que cette partie fût écrite par un nombre d'auteurs très restreint (Mandecki avait écrit 3 articles), ne pouvait qu'être favorable à la cohérence de l'ensemble de la problématique mentionnée. Grâce à cet avantage, Rakowski considéra après analyse des textes que le chapitre était terminé.<sup>21</sup>

Avec tout ce temps consacré à l'édition de l'encyclopédie, à en vivre les accros et problématiques, elle n'avait plus de mystères pour Rakowski. À tel point qu'il n'hésita pas à critiquer l'avant-propos écrit par Modzelewski, qu'il trouvait trop étendu et qui présentait les prisonniers avec trop de superlatifs à son avis. Rakowski était de plus persuadé que l'encyclopédie comportait trop d'avant-propos, – il y en avait pour chaque volume et chaque partie – et trop de textes à caractère général, qui finissaient par noyer plutôt que mettre en valeur les articles spécifiques.<sup>22</sup> Ces suggestions quant à réduire ces interventions ne furent pas acceptées par la rédaction. Chaque chapitre fut donc précédé d'une brève introduction qui essayait de mettre en lumière les problématiques majeures traitées dans le chapitre. Cette idée était probablement

---

<sup>18</sup> Jan Modzelewski à Janusz Rakowski, Fribourg, 24.11.1943, AHP LA-PO-KO-4.

<sup>19</sup> Janusz Rakowski à Jan Modzelewski, Winterthur, 8.11.1943, AHP LA-PO-KO-4.

<sup>20</sup> Janusz Rakowski à Jan Modzelewski, Winterthur, 24.11.1943, AHP LA-PL-KO-4.

<sup>21</sup> *La Pologne 1919-1939, Vol. II, Vie économique*, Neuchâtel, La Baconnière, 1943.

<sup>22</sup> Janusz Rakowski à Jan Modzelewski, Winterthur, 9.1.1944, AHP LA-PO-KO-4.

justifiée, car elle garantissait l'attachement du lecteur à la problématique générale sans qu'il eût besoin d'entrer dans les détails. Le point fort de ces introductions relevait encore du choix des auteurs. L'un d'entre eux, Adam Rose, écrivit les avant-propos sur la politique industrielle et commerciale. Rose, ancien ministre, était le mieux placé pour mener cette tâche à bien. Il fut aussi l'auteur de l'introduction au deuxième volume. Les préfaces à la politique agraire furent rédigées par le docteur Mandecki mentionné plus haut et Rakowski finalement fut l'auteur des introductions aux thèmes des investissements publics et de la politique financière.

La date définitive de la livraison des articles avait été planifiée au 1<sup>er</sup> novembre 1943. Ce délai fut toutefois encore prolongé. Il est probable que tous les articles furent corrigés en fin d'année. Le 7 janvier 1944, Modzelewski informa qu'il était prêt à envoyer la partie consacrée à la vie économique, qui comptait 700 pages, à Londres. C'est seulement à ce moment que l'on décida vraiment de réaliser le projet en trois volumes. Ceci était en effet toujours resté sujet à discussion et dépendait du nombre de pages final. On décida donc de publier *La vie économique* en un volume.<sup>23</sup>

## **VI. Le Professeur Vetulani dirige le premier volume**

Le plan de toutes les parties de l'encyclopédie déjà défini, Modzelewski, comme il l'avait fait avec Rakowski pour la partie économique, cherchait des personnes responsables et à la hauteur des tâches confiées par la rédaction. Adam Vetulani, éminent personnage du monde scientifique polonais qui fut interné en Suisse pendant la guerre, fut désigné à la direction du premier volume consacré à la vie politique et sociale. Il était professeur de l'Université Jagellonne à Cracovie, spécialiste du droit et surtout du droit polonais et ecclésiastique et membre de plusieurs institutions scientifiques tant en Pologne qu'à l'étranger.

Vetulani accepta la proposition de collaboration du comité de l'encyclopédie, mais dès le départ, sa façon et ses méthodes de travail différaient remarquablement de celles de Rakowski. Il partageait les points de vue de Modzelewski concernant les difficultés de l'entreprise, mais son problème principal résida dans l'inquiétude qu'il nourrissait au sujet de ses compétences. Vetulani, éloigné de l'Université depuis

---

<sup>23</sup> Jan Modzelewski à Janusz Rakowski, Fribourg, 7.1.1944, AHP LA-PO-KO-4.

quelques années, n'était pas certain que l'état de ses connaissances actuelles était suffisant.<sup>24</sup> Il faut souligner que sa tâche était l'une des plus difficiles. Après les délibérations au sujet de la rédaction, Modzelewski avec ses collaborateurs décidèrent que si l'ouvrage traitait de la Pologne de l'entre-deux-guerres, il était nécessaire d'y inclure une synthèse de l'histoire polonaise depuis ses origines, déterminées au moment de la christianisation au X<sup>ème</sup> siècle. Cette tâche dut être assumée par Vetulani dont le défi était de livrer un texte de 40 pages à peine. À part cela, il devait écrire les articles sur l'organisation et le développement des hautes écoles et institutions scientifiques.<sup>25</sup>

Vetulani présenta assez rapidement à Modzelewski le plan de son article sur l'histoire de la Pologne. Il fallut toutefois attendre encore longtemps pour obtenir le texte final. Après quelques rappels de la part de l'ancien ministre, toujours polis (on peut avoir l'impression que Modzelewski prenait garde à ne jamais heurter le professeur et qu'il acceptait toujours ses suggestions), Vetulani envoya le texte complet début novembre 1943. La tâche n'était effectivement pas simple. L'histoire de la grandeur et du déclin de la République des Nobles devait être adaptée à la mentalité du lecteur étranger, voire occidental, et être présentée sous une forme courte et compréhensible.

Vetulani présentait tout d'abord le développement territorial du pays, son évolution politique et sociale ensuite, pour finalement justifier la grandeur du pays grâce à des valeurs telles que le système confédéré et la légitimité du pouvoir royal. Il décrivait dans d'autres chapitres la décomposition du système, les relations avec les voisins et enfin la domination étrangère directe. Il parvint à faire tenir ce petit manuel de l'histoire de Pologne en 47 pages, sans oublier les éléments-clés de la vie sociale et politique, les relations intérieures et la politique étrangère du pays.<sup>26</sup>

La collaboration de Vetulani avec l'Édition encyclopédique polonaise se poursuivit encore avec le même succès. Il fut encore auteur d'autres chapitres du troisième volume portant sur la vie culturelle et artistique, même si sa tâche principale consistait toujours à s'occuper du premier tome. Dans plusieurs cas, Vetulani critiqua des articles d'autres auteurs. Il soutint l'article sur l'éducation secondaire de Władysław Drobny, mais émit plusieurs critiques sur l'article de l'Église catholique en Pologne. Quant à celui sur les confessions religieuses, il était d'après Vetulani inacceptable ; à

---

<sup>24</sup> Adam Vetulani à Jan Modzelewski, Elgg, 11.4.1943, AHP LA-PO-KO-3.

<sup>25</sup> Jan Modzelewski à Adam Vetulani, Fribourg, 31.5.1943, AHP LA-PO-KO-3.

<sup>26</sup> *La Pologne 1919-1939, Vol. I, Vie politique et sociale*, Neuchâtel, La Baconnière, 1945, pp. 47-95.

l'insistance de Modzelewski, il l'écrivit personnellement.<sup>27</sup> Il est évident que le volume premier de l'encyclopédie gagna en qualité formelle et méthodologique suite à l'engagement du professeur Vetulani. De plus, cette partie put avoir un caractère plus personnel et plus unitaire, du fait de la longueur des articles. Ce fut le cas de celui sur l'histoire polonaise, mais aussi d'un article semblable, de même taille, qui se penchait sur la période de 1919 à 1939. Le chapitre concernant la politique sociale fut aussi écrit par un seul auteur. Le sujet de la défense nationale fut présenté aussi par un seul, Czyżewski, avec la collaboration de Blum.

## VII. Finances toujours en souffrance

Parallèlement à ces questions rédactionnelles, les questions financières de l'édition encyclopédique préoccupèrent Modzelewski dès le début. Il veillait à assurer la liberté financière nécessaire à une réalisation efficace des tâches indispensables à l'édition. Dans un rapport du 2 février 1944, après les premières expériences avec le deuxième volume portant sur la vie économique, Modzelewski concluait que les dépenses augmentaient de manière proportionnelle au nombre de pages de *La Pologne*. Étant donné que selon les principes de l'ouvrage, l'encyclopédie avait non seulement vocation d'œuvre de promotion du pays, mais aussi scientifique, les éditeurs n'acceptaient pas l'idée de modifier les textes déjà écrits, même s'ils dépassaient largement ce qui avait été accordé initialement. Il est évident que l'ouvrage prévu initialement en un tome d'environ 1000 pages, transformé en 3 volumes comportant chacun 700 pages, allait occasionner des frais sensiblement plus élevés.

Fin décembre 1943, la somme totale des dépenses consacrées à l'Édition encyclopédique polonaise s'élevait à 20'000 francs. Cette somme incluait les salaires du personnel, donc de trois personnes, les frais du bureau, les voyages, les gages des auteurs, les frais de transport pour les visites des bibliothèques – surtout à la bibliothèque de la Société des Nations à Genève – et les travaux dactylographiques. Coûts et avoirs s'équilibraient heureusement. En effet, le Ministère de la Propagande et de l'Information lui consacra 15'000 francs, prélevés sur les montants dévolus à la Croix-Rouge polonaise pour la période du 15 mars 1943 au 1<sup>er</sup> janvier 1944. Le gouvernement en exil débloqua 3'000 francs supplémentaires et les 2'000 francs restant

---

<sup>27</sup> Lettres de Jan Modzelewski à Adam Vetulani, Fribourg, 15.6, 23.6.1944, AHP LA-PO-KO-4.

furent assurés par l'organisation Pro Polonia. Il faut mentionner que les 15'000 francs furent versés à partir du compte de la Croix-Rouge, afin de faciliter les transferts.<sup>28</sup>

Au début de l'année 1944, Modzelewski prévoyait la fin des travaux rédactionnels pour mai de la même année et des frais qui devaient s'élever encore à 12'000 francs. Ces prévisions furent malheureusement trop optimistes. Son rapport du 14 mars 1945 expliquait que suite à la situation compliquée des détenus, la collecte des articles avait pris plus de temps. En mars 1945, Modzelewski put tout de même déterminer la somme exacte des frais de publication de la version polonaise de l'encyclopédie. Elle s'élevait au total à 40'000 francs, soit 20'000 francs depuis le début de l'année 1944. En 1944 encore, ils obtinrent 12'000 francs du compte de la Croix-Rouge et en 1945, l'Édition reçut 5'000 francs du comité de Pro Polonia et la Croix-Rouge lui prêta encore 5'000 francs.<sup>29</sup>

Pour bien justifier toutes les dépenses, Modzelewski soulignait que « ... si on regarde les 3 volumes, qui englobent la totalité de la vie polonaise, et qui ne concernent pas seulement les 20 ans [1919-1939], mais aussi ce que la Pologne apporta au trésor de la sagesse et de la culture mondiale, les frais sont modérés. [...] C'est grâce aux internés, qui ont travaillé pour une rémunération si dérisoire... ».<sup>30</sup> Modzelewski n'avait pas tort : on sait que les auteurs recevaient 6 francs de gage par page de texte. Il rappelait que lui-même travaillait bénévolement et que la secrétaire de l'Édition, Jadwiga Romer, recevait un salaire symbolique. Toutes ces informations ne furent qu'une introduction à une autre nouvelle. En se basant sur l'idée d'Aleksander Ładoś, alors ministre à Berne, d'éditer la version française de l'œuvre, Modzelewski sondait l'opinion du gouvernement. Il défendait la version française comme avantageuse puisque moins onéreuse à réaliser que la version polonaise qui avait coûté 40'000 francs. La traduction en français coûterait quant à elle environ 25'000 francs, calcul qu'il joignait en annexe à sa lettre. Or, il disposait encore de la somme de 10'000 francs que Ładoś avait reçue en 1944 de la part du Ministère de l'Information et de la Documentation et qui avait été épargnée.

---

<sup>28</sup> Compte rendu des travaux de l'Édition encyclopédique polonaise en Suisse de juillet à décembre 1943, Fribourg, 2.2.1944, AHP LA-PO-KO-1.

<sup>29</sup> Jan Modzelewski au Ministère de l'Information et de la Documentation, Fribourg, 14.3.1945, AHP LA-PO-KO-5.

<sup>30</sup> Jan Modzelewski au Ministère de l'Information et de la Documentation, Fribourg, 14.3.1945, AHP LA-PO-KO-5.

L'idée des versions étrangères naquit sûrement après le commencement des travaux sur l'encyclopédie. La lettre de Modzelewski au Ministère de l'Information et de la Documentation prouve que le texte polonais, après la rédaction et la correction nécessaires, aurait dû être envoyé à Londres et être traduit en langue anglaise. Cependant, il peut sembler que les événements en Suisse suivaient leur propre cours, un peu à l'écart de la centrale de Londres, ce que prouvent les questions de traduction et les pourparlers avec un éditeur suisse, qui avaient commencé bien avant la lettre déjà mentionnée.

### **VIII. Qui aimerait imprimer l'encyclopédie ?**

Après la rédaction du premier volume de l'encyclopédie, Modzelewski commença à rechercher une maison d'édition qui prendrait le risque de publier l'œuvre. L'affaire fut difficile. Il faut rappeler que malgré la neutralité de la Suisse, elle avait aussi des problèmes d'approvisionnement en matière première, et donc en papier.

Les premiers contacts avec l'éventuel éditeur avaient eu lieu en été 1944. Il s'agit de La Baconnière de Neuchâtel. Dès le début, il jugea utopiques les idées de la direction de l'Édition encyclopédique en matière de réussite et de ventes. Hermann Hauser, son directeur, comme l'avenir le montrera encore, fit preuve de beaucoup de patience et de bonne volonté en œuvrant à l'édition d'un livre dont il était prévisible que la vente serait insuffisante. Hauser posait des limites à cette affaire qui restait de nature commerciale et non philanthropique. Le conflit le plus important survint autour de la proposition présentée par Jadwiga Romer quant au prix de l'édition : elle offrait 6'000 francs pour le tirage des trois volumes qui comptaient chacun 500 pages, ce que le directeur de la Baconnière refusa immédiatement. Il envoya de son côté son devis à Modzelewski au milieu de juillet 1944. Sans connaître le nombre de pages des volumes I et III, il prévoyait les frais de publication suivants : 12'500 francs pour le volume II de 700 pages, et 8'000 mille francs pour chacun des volumes suivants, pour peu qu'ils ne dépassassent pas le nombre de 500 pages. Encore une fois, Hauser affirma son scepticisme quant aux possibilités de ventes d'un tel ouvrage. Il expliquait que dans ce genre de publications, il demandait normalement la couverture de la totalité des frais de l'édition en avance, pour ne pas risquer des pertes vertigineuses. Comme preuve de sa bonne volonté, il était d'accord d'attendre que l'ouvrage fût publié, distribué et vendu



pour exiger le paiement des sommes dues. Il n'adopta donc pas une position strictement commerciale.<sup>31</sup>

Jadwiga Romer, première à avoir répondu aux lettres et aux propositions de Hauser, pensait que cette offre ne pourrait pas être acceptée, vu le manque de moyens financiers de l'Édition encyclopédique polonaise, mais elle précisa que la décision finale revenait à Modzelewski, alors absent pour des raisons de santé.<sup>32</sup>

Effectivement, la décision concernant cette offre dépendait de lui. Début août 1944, Modzelewski fit de nouvelles propositions au directeur Hauser et réaffirma sa conviction quant à l'importance que revêtait l'œuvre, surtout à la fin de la guerre mondiale. De ce fait, il prévoyait que de grands bénéfices découleraient de sa vente. Il calculait avec optimisme que le bénéfice pour l'éditeur dépasserait la somme de 22'000 francs. Il faut retenir que les différends entre Modzelewski et Hauser quant à l'utilité et les revenus de l'encyclopédie ne changèrent pas de toute la période de leur collaboration. Modzelewski sut toutefois si bien mettre en valeur sa proposition de collaboration, qu'en fin de compte, la maison de la Baconnière accepta de continuer les négociations. Dans son offre, l'ancien ministre comptait imprimer 2'000 exemplaires de chaque volume. L'Édition encyclopédique s'engageait à acheter 700 exemplaires en deux grandes étapes. Dans un premier temps, il prévoyait de verser en deux tranches une somme de 6'000 francs pour 350 exemplaires : 3'000 francs à la mise à l'impression, le solde de 3'000 francs, au moment de la mise en vente. Pour la seconde étape, 6'000 francs étaient prévus, à verser 6 mois après la mise en vente de l'encyclopédie. Le reste des volumes, c'est-à-dire 1'300 exemplaires, était la propriété de la maison d'édition, qui reverserait encore 10% du bénéfice des ventes des 500 derniers exemplaires vendus.<sup>33</sup>

La réponse d'Hauser lui parvint au mois de septembre. Celui-ci modifiait la version de Modzelewski : celui-ci devrait verser 2'500 francs à la remise du manuscrit de chaque tome et trois fois 2'500 francs à la livraison des exemplaires réservés pour lui.<sup>34</sup> Modzelewski ne répondit pas directement à l'offre mais affirma qu'il disposait de la somme de 5'000 francs et qu'il était disponible pour commencer les travaux d'édition

---

<sup>31</sup> Hermann Hauser à Jan Modzelewski, Neuchâtel, 18.7.1944, aussi Hermann Hauser à Jadwiga Romer, même date, AHP LA-PO-KO-5

<sup>32</sup> Jadwiga Romer à Hermann Hauser, Fribourg, 26.7.1944, AHP LA-PO-KO-5.

<sup>33</sup> Jan Modzelewski à Hermann Hauser, Fribourg, 8.8.1944, AHP LA-PO-KO-5.

<sup>34</sup> Hermann Hauser à Jan Modzelewski, Neuchâtel, 13.9.1944, AHP LA-PO-KO-5.

de l'ouvrage. Finalement, Modzelewski et Hauser s'accordèrent sur la solution suivante : il était convenu d'imprimer 2'000 exemplaires de chaque tome ; un acompte de 5'000 francs pour chaque tome était requis et garantissait la livraison de 800 exemplaires à l'Édition. La maison la Baconnière disposerait donc de 1'200 exemplaires, dont 15% de la vente de chaque volume devait tomber dans la caisse de l'Édition encyclopédique polonaise. Au moment où le manuscrit consacré à la vie économique fut livré, Modzelewski versa sur le compte de la Baconnière la somme de 2'500 francs annonçant que la somme serait doublée à la livraison des 800 exemplaires imprimés.<sup>35</sup>

Avant de pouvoir lancer cette impression, Modzelewski avait encore dû régler une autre difficulté, formelle, mais qui aurait pu préteriter l'entreprise et arrêter la réalisation de l'œuvre à mi-chemin. Il avait dû obtenir l'accord officiel des autorités helvétiques pour l'édition de l'œuvre : en effet, celle-ci étant rédigée par des soldats ne possédant qu'un statut d'internés et soumis de ce fait à certaines restrictions liées à leur droit d'expression, il n'était pas évident qu'ils obtinssent le droit de signer leurs articles. Dans cette affaire, Modzelewski attendit la décision du Département de la presse et de la radio de la Confédération suisse, qui donna son accord pour que les articles fussent publiés signés par les détenus militaires et civils à la fin octobre.<sup>36</sup>

Il fallait maintenant se consacrer à l'impression du premier volume de l'encyclopédie. Ceci fut retardé en raison de l'absence d'Hauser qui partit pour l'Espagne en fin d'année. Plusieurs rappels furent envoyés de Fribourg à Neuchâtel. Modzelewski, impatient, voulait pouvoir donner des nouvelles de l'avancée de l'entreprise à Londres aussi vite que possible. Malgré les promesses d'Hauser, qui lui avait annoncé l'impression pour le mois de mars 1945, les 800 exemplaires du premier volume ne furent envoyés à Modzelewski qu'en juillet.

La précipitation de Modzelewski tenait au fait qu'il voulait disposer au plus vite des deux premiers volumes pour pouvoir les envoyer ensemble aux personnes auxquelles il les destinait. Dans l'idée de l'ancien ministre, ils devaient être offerts aux étrangers et aux personnes d'influence dont les décisions pouvaient avoir un impact sur le destin de l'État polonais pendant et après la conférence de paix tant attendue. Des 800 exemplaires de l'encyclopédie, 300 seraient livrés aux auteurs, traducteurs, et personnes

---

<sup>35</sup> Jan Modzelewski à Hermann Hauser, Fribourg, 21.10.1944, AHP LA-PO-KO-5.

<sup>36</sup> Jan Modzelewski à Hermann Hauser, Fribourg, 27.10.1944, AHP LA-PO-KO-5.

engagées dans sa création. Les 500 pièces restantes devaient être expédiées à l'étranger. Modzelewski voulait réduire la distribution gratuite en Suisse, espérant ainsi pouvoir en vendre davantage dans ce pays. Les exemplaires destinés à l'étranger représentaient une difficulté supplémentaire liée aux droits d'expédition. Le courrier diplomatique n'était en effet plus possible. Les offices postaux n'offraient pas de solution non plus. Une fois de plus, le directeur Hauser lui vint en aide : de par ses contacts à Lisbonne, il put faciliter les envois pour l'Amérique.

Même si Hauser ne voyait pas beaucoup d'intérêt à l'édition de cette œuvre qu'il trouvait peu importante, il était tombé sur un partenaire exigeant. Modzelewski s'intéressait non seulement aux textes même des articles, aux affaires juridiques de l'encyclopédie, comme la problématique de la signature des articles, mais aussi aux problèmes techniques proprement dits. Il décida de la couverture entre les différentes propositions, se prononça quant à la taille de la police, aux couleurs des cartes, aux tableaux et analyses. La correspondance montre que ses commentaires étaient minutieux et détaillés. L'influence de Modzelewski qui connaissait tout du projet s'exprima donc sur tous les aspects de la création de l'œuvre. La question des droits d'auteur dut encore être réglée. À ce stade, il fut décidé que les droits de la version française iraient à la Baconnière et que les droits des versions allemandes et anglaises dont on projetait l'édition seraient la propriété de l'Édition encyclopédique polonaise.<sup>37</sup>

Après ces négociations liées à l'édition de ce premier volume portant sur la vie politique et sociale, on imaginait que les travaux menant à sa réalisation avanceraient sans trop de difficultés. Mais là également, il fallut attendre pour que l'œuvre sortît de presse. En juin 1945, Modzelewski avait envoyé les premiers articles ainsi que l'acompte convenu de 2'500 francs. Quelques jours plus tard, il demanda la date de fin des travaux. Modzelewski ne put toutefois obtenir de réponse tant que tous les textes n'étaient pas livrés. Ceux-ci n'arrivèrent à Neuchâtel qu'en novembre 1945 et c'est pour cette raison que le volume I ne fut achevé qu'en avril 1946.<sup>38</sup>

---

<sup>37</sup> Lettres de Jan Modzelewski à Hermann Hauser, Fribourg, 6.7.1945 et sa réponse du 9.07.1945, AHP LA-PO-KO-6.

<sup>38</sup> Jan Modzelewski à Hermann Hauser, Fribourg, 29.11.1945, AHP LA-PO-KO-6.

## **IX. Santé de Modzelewski décline, le destin du 3<sup>ème</sup> volume aussi**

Par ailleurs, l'état de santé de Modzelewski s'aggravait depuis la fin de l'année 1945 déjà. Il fut également souffrant pendant longtemps l'année suivante. Jadwiga Romer mentionne cela dans plusieurs de ses lettres, dans lesquelles elle s'excuse pour des retards au niveau décisionnel, dus à l'absence de plus en plus fréquente de Modzelewski, rédacteur en chef et responsable de ces décisions. Nous observons également un fait symptomatique à ce sujet : la correspondance de l'Édition encyclopédique, signée depuis le début du projet par Modzelewski, fut reprise début 1946 par Lesław Wierczyński, auteur d'un article consacré à la campagne de septembre de 1939. Après trois ans de travail acharné, Modzelewski avait fini par remettre à Wierczyński la gestion de la plupart des travaux, du bureau, des questions techniques, des contacts avec les auteurs, les traducteurs et l'éditeur suisse concernant le troisième volume. Il se réservait le privilège de maintenir les relations avec les plus fidèles et méritants collaborateurs de cette aventure encyclopédique. Wierczyński accepta cette tâche et géra les affaires courantes non seulement jusqu'à l'apparition du dernier volume, mais également pendant quelques années.

Ce dernier volume, consacré à la vie intellectuelle et artistique, comportait une nouveauté, qui permit de redonner de l'importance à l'ouvrage et de le faire remonter dans l'opinion publique. Il s'agit de la collaboration de Franck Louis Schoell, spécialiste étranger de la langue et de la culture polonaises, qui rédigea l'avant-propos de ce tome. Il reconnaissait que parvenir à préserver la culture polonaise, avant tout pendant la période des partages, alors qu'elle était opposée à des forces inhumaines et à des obstacles naturels violents, constituait un acte héroïque.<sup>39</sup>

## **X. Les destinataires de l'encyclopédie**

Parallèlement à la préparation du dernier volume, on commença à travailler à la distribution des volumes disponibles de *La Pologne* aux personnages de la scène politique mondiale, selon les vœux de Modzelewski. Le cercle visé comprenait des présidents, premiers ministres, ministres des Affaires étrangères, généraux et le pape Pie

---

<sup>39</sup> Franck Louis Schoell, « Les remarques préliminaires », in : *La Pologne 1919-1939, Vol. III, La vie intellectuelle et artistique*, Neuchâtel, La Baconnière, 1947, pp. 23-33.

XII. Pour ces personnages importants, une impression de luxe d'exemplaires numérotés sur vélin sans bois fut réalisée : les volumes I et III furent imprimés en 30 exemplaires et le volume II en 35. Les membres du corps diplomatique polonais d'avant-guerre remettraient les précieux volumes lors d'une audience spéciale pour chaque personnalité.

### 1. Les plus éminents seront les premiers servis

La correspondance avec Jan Ciechanowski, ambassadeur de Pologne à Washington, laisse transparaître l'espoir associé à cette encyclopédie. Elle constitue également la preuve que Modzelewski cherchait de l'aide là où son expérience était insuffisante. Modzelewski prévoyait d'offrir *La Pologne* aux secrétaires d'État James Byrnes et Edward Stettinius. Ciechanowski lui déconseilla de le faire en l'informant que l'un voulait retirer la reconnaissance du gouvernement polonais en exil et que le second voulait empêcher la participation de la Pologne à la Conférence de San Francisco, consacrée à la construction de l'Organisation des Nations Unies. Il lui proposa par contre Herbert Hoover, l'ancien président, et Francis Spellmann, le cardinal de New York. Au final, suite aux suggestions de Ciechanowski, l'ancien ministre décida de remettre l'encyclopédie à Hoover et à Dwight Eisenhower.<sup>40</sup> Un exemplaire fut en outre prévu pour l'ancienne première dame et diplomate Eleanor Roosevelt. Cet exemplaire lui fut offert par Honorata Wołowska, présidente de Polish Woman's Alliance de Chicago.<sup>41</sup>

Considérant les personnalités du côté anglo-saxon, on se pencha ensuite vers Londres. Outre-manche cette fois-ci, les volumes furent remis au premier ministre Clement Attlee et à son ministre des Affaires étrangères Ernest Bevin. C'est l'ambassadeur Edward Raczynski qui remplit cette mission avec joie.<sup>42</sup>

---

<sup>40</sup> Correspondance entre Jan Modzelewski et Jan Ciechanowski, 14.6-29.11.1946, AHP LA-PO-KO-13.

<sup>41</sup> Jan Modzelewski à la Polish Woman's Alliance, Fribourg, 18.6.1946, AHP LA-PO-KO-10.

<sup>42</sup> Correspondance entre Jan Modzelewski et Edward Raczynski, 14.6-19.6.1946, AHP LA-PO-KO-15.

## 2. Que faire avec le reste ?

D'autre part, Modzelewski avait très vite compris la nécessité de distribuer l'encyclopédie de manière large dans tous les coins du monde et ceci très rapidement. Il s'employa alors dans ce but et avec un engagement qui montre combien le destin de *La Pologne* lui tenait à cœur. Nous ne disposons pas de preuves d'entente entre Modzelewski et la Baconnière concernant la vente et la distribution, qui devaient intéresser avant tout la maison d'édition. Il existe néanmoins plusieurs preuves d'engagement de Modzelewski dans une action de type promotionnel.

C'est Modzelewski qui fut l'auteur d'une idée de publicité invitant à la souscription et à l'achat de *La Pologne*, comprenant directement un bon de commande. Il pensa aussi à imprimer ce support promotionnel sur du papier léger et fin afin de diminuer les frais de distribution et d'envoi.<sup>43</sup> Les trois volumes de l'encyclopédie n'étaient pas bon marché et la souscription permettait d'obtenir une réduction : avec la souscription, on pouvait de les obtenir pour 60 francs, prix qui fut augmenté à 70 francs après l'édition du troisième volume.

Les prix pour les 3 volumes se montaient à : 21 francs pour le premier, 24 francs pour le tome économique et 28 francs pour la vie intellectuelle et artistique. Au vu des efforts et de l'énergie déployés par Modzelewski dans les conditions peu clémentes de la guerre et des frais occasionnés par l'entreprise, le prix final de l'encyclopédie peut être considéré comme un bon prix. C'est ainsi que Modzelewski la présenta au gouvernement en exil de Londres qui avait de son côté un autre point de vue. Il faut ajouter que la réalisation de l'ouvrage en Suisse le rendait automatiquement cher pour l'étranger. Son prix était également d'autant plus élevé que le pouvoir d'achat dans des pays comme l'Uruguay, le Brésil ou l'Argentine y était bien moindre et que les taux de change ne facilitaient pas les ventes. Le coût de l'ouvrage et l'inexistence de cercles intellectuels polonais dans bien des pays rendaient la vente de l'encyclopédie et un bénéfice éventuel quasiment impossibles. Les prix arrêtés permirent d'orienter la politique promotionnelle et de distribution de la publication.

---

<sup>43</sup> Jan Modzelewski à Hermann Hauser, Fribourg, 7.2 et 24.4.1945, AHP LA-PO-KO-5.

### 3. Promotion de l'encyclopédie

Une fois tout le matériel envoyé à la Baconnière pour impression, Modzelewski avait donc commencé l'action promotionnelle de l'ouvrage partout où il en voyait la possibilité. Ceci fut facilité par ses très larges connections avec le monde diplomatique. Certains ambassadeurs et consuls des pays de l'Amérique du Sud des années 40 avaient même fait leur premiers pas diplomatiques à la Légation bernoise sous les auspices de Modzelewski.

Les premiers efforts publicitaires sont visibles déjà avant la fin de l'impression du premier tome, en mars 1946. Depuis, des informations sur *La Pologne* encourageant son achat sont parties simultanément à destination de tous les postes diplomatiques polonais du monde entier. Dans ses premiers mots, Modzelewski soulignait la valeur de l'œuvre pour la promotion de la cause polonaise dans le monde. Ensuite, il se montrait prêt à envoyer l'ouvrage aux autorités du pays en question, aux principales bibliothèques, et demandaient les adresses des librairies prêtes à la vendre et enfin les adresses des institutions polonaises. Des lettres de ce genre furent envoyées au Mexique, en Suède, à plusieurs organisations aux États-Unis, à Beyrouth, Madrid, Montréal, Buenos Aires, Montevideo et même en Rhodésie. Malgré cette action bien organisée, ses résultats furent insignifiants. En général, après plusieurs mois d'attente et plusieurs relances demandant une réaction rapide et concrète, l'Édition encyclopédique recevait des réponses dont le contenu était à peu près identique quelles que fussent les différences et distances séparant les différents pays concernés. Mis à part la distribution d'exemplaires gratuits que les représentants de l'émigration polonaise pourraient encore offrir aux autorités locales du pouvoir, ils se montraient tous sceptiques quant à la possibilité de vendre l'encyclopédie aux Polonais. Il y avait plusieurs raisons à cela. La première était avant tout liée aux difficultés occasionnées par la langue du livre. Les Polonais aux États-Unis, en Argentine, ou en Australie ne comprenaient tout simplement pas le français. Le deuxième obstacle résidait dans le niveau d'éducation de la diaspora polonaise en général et de la situation qui va avec : les salaires bas et le niveau de vie en découlant rendaient l'achat de l'encyclopédie, plutôt coûteuse, très improbable.<sup>44</sup> En guise d'exception curieuse, il faut souligner l'engagement de

---

<sup>44</sup> Correspondance de Jan Modzelewski avec Zygmunt Merdinger, l'Institut de Józef Piłsudski, la Fondation Kościuszko, l'Institut polonais à Montréal, Mirosław Arciszewski, Jan Ciechanowski, Eryk Hoffman, Marian Kościółkowski, AHP LA-PO-KO-9-14.

Władysław Mazurkiewicz, le ministre polonais à Montevideo en Uruguay, pour la vente de l'encyclopédie. Après une première lettre d'usage, il proposa tout un système de distribution de *La Pologne* en Amérique du Sud. Dans d'autres lettres, il donna des idées de publications d'informations, envoya des adresses de personnes responsables dans plusieurs autres pays, et il posait également des questions au sujet des prix exacts et les éventuels rabais possibles. Il se montra tellement intéressé que même Fribourg essaya de calmer son engagement en demandant s'il n'était pas trop optimiste en commandant 25 exemplaires pour l'Argentine seule.<sup>45</sup>

On continuait parallèlement à s'occuper de la promotion de l'ouvrage imprimé. Des exemplaires de *La Pologne* furent distribués également en dehors du milieu diplomatique. Modzelewski faisait des efforts pour gagner les meilleurs rédacteurs des meilleurs périodiques à sa cause afin qu'ils publiassent de brèves et favorables critiques. Les prospectus en version française et anglaise remplirent bien leur rôle dans cette entreprise. En plus du territoire suisse, le comité encyclopédique avait avant tout ciblé les pays voisins : la France, la Belgique, l'Angleterre, et d'autres endroits où la communauté polonaise était importante. En Suisse, Leon Chrzanowski, apporta une aide précieuse à l'entreprise en sa qualité de collaborateur auprès de journaux suisses romands comme la *Tribune de Genève*, le *Courrier de Genève*, la *Gazette de Lausanne* et *La Suisse*. En Suisse Alémanique, Alfred Loepfe fut lui aussi efficace, parvenant à publier des informations sur l'encyclopédie dans : *Ostschweiz St. Gallen*, *Vaterland* de Lucerne, *Luzerner Neuste Nachrichten*, *Schweizer Rundschau*, *Neue Zürcher Nachrichten*. Il fallut négocier quelque peu avec les différentes rédactions, ce qui prit quelques mois, mais ces articles critiques finirent par paraître.<sup>46</sup>

La promotion de *La Pologne* fut également importante en Grande Bretagne, où les milieux des Polonais étaient relativement importants. Des demandes de publication d'articles critiques furent faites auprès des journaux polonais les plus importants en Angleterre. Ils parurent dans *Orzeł Biały*, *Wiadomości Polskie*, *Słowo Polskie*, *Przed Świtem* et *Trybuna*.

Beaucoup d'énergie fut aussi investie dans l'action en France. Les demandes de publication furent adressées à d'éminents journalistes, ventant toute la grandeur de

---

<sup>45</sup> Correspondance avec Władysław Mazurkiewicz, 6.3.1946-4.12.1947, AHP LA-PO-KO-15.

<sup>46</sup> Lesław Wierczyński à Alfred Loepfe, Fribourg, 14.2.1947, AHP LA-PO-KO-14.



l'œuvre encyclopédique. Les synthèses des volumes rédigées pas Franck Schoell avaient été envoyées avec les prospectus publicitaires. Modzelewski suggérait aux journalistes d'utiliser les avant-propos et les informations préliminaires des synthèses afin de faciliter la rédaction des articles. Les résultats furent importants en France. *La Pologne* fut remarquée dans la presse intellectuelle du pays : *Le Monde*, *les Écrits de Paris*, *l'Europe*, *la Revue Politique et Parlementaire*, *Le Monde Français* et *La Vie intellectuelle*.<sup>47</sup>

#### 4. Projet de la version anglaise

Les difficultés de distribution de l'encyclopédie dans les pays anglophones ont débouchèrent sur des consultations visant la préparation plus concrète de l'œuvre en anglais. Il faut rappeler qu'il s'agissait là de la première proposition prise en compte par Modzelewski. Les directives destinées aux auteurs en mai 1943 la prévoyaient déjà, insistant sur le fait que les textes devaient être élaborés pour des lecteurs possédant « une mentalité de type anglo-saxon ».<sup>48</sup> Modzelewski au départ prévoyait d'envoyer les textes à Londres pour les faire traduire sur place. Cette idée revint donc justement suite aux réponses en provenance de l'Amérique et des autre pays anglophones. Tytus Komarnicki fut utile à Modzelewski dans la problématique du prix et des frais de l'édition anglaise. Komarnicki avait succédé à Modzelewski au poste de ministre de la Légation bernoise en 1938 et était maintenant en place à Londres. À la fin de 1946, c'est lui qui l'informa de Londres que les frais allaient être importants : d'après les calculs, une page de texte coûterait 8 francs. Il encourageait tout de même Modzelewski à essayer de réaliser cette édition en Amérique, dans l'idée qu'il pourrait peut-être obtenir de meilleurs prix.<sup>49</sup> Stefan Mierzwa, directeur exécutif de la Fondation Kosciuszko de New York, envoya un courrier résonnant avec la suggestion de Komarnicki. Il soulignait le niveau scientifique élevé de l'ouvrage, et se montrait favorable à l'idée d'une édition américaine. Il prévenait tout de même que deux nouvelles publications concernant la Pologne existaient déjà sur le marché américain : l'une, très populaire, *The Cambridge History of Poland* et un autre volume, couvrant la même période que

---

<sup>47</sup> Correspondance entre l'Édition encyclopédique polonaise et plusieurs rédactions : AHP LA-PO-KO-8-18.

<sup>48</sup> Directives, *op. cit.*

<sup>49</sup> Tytus Komarnicki à Jan Modzelewski, Londres, 30.12.1946, AHP LA-PO-KO-14.

l'encyclopédie, *Poland 1919-1939* édité par l'Université de Californie. Ces éditions pouvaient amplement couvrir la demande du marché américain concernant la thématique polonaise. En tous les cas, il se montrait prêt à s'investir dans la promotion de l'encyclopédie de Modzelewski.

Sur la base de tous ces renseignements, Modzelewski opta pour une édition anglaise américaine. Il poursuivit donc les discussions en vue d'une réalisation concrète, notamment en posant des questions concernant les traducteurs. Il était persuadé que l'impression en Amérique aurait pu être non seulement plus utile, mais également moins coûteuse. Mierzwa le fit aussitôt déchanter, l'informant que la maison d'édition MacMillan avait refusé un autre travail similaire sur la Pologne, en raison de l'existence de la publication de Cambridge. Toujours pas découragé, Modzelewski demanda à Ciechanowski de rechercher et de lui signaler les membres de la communauté polonaise favorables aux dons pour cette édition. C'est pour cette raison aussi que Ciechanowski donna *La Pologne* à Hoover, espérant bénéficier de son réseau d'influence. Après toutes ces discussions et tout le travail engagé dans ce projet, une rencontre infructueuse entre Ciechanowski et le président du Congrès des Polonais en Amérique déboucha sur l'abandon du projet de publication de l'encyclopédie en Amérique. Modzelewski annonça cette décision à Ciechanowski en décembre 1946, alors qu'il se montrait à nouveau prêt à chercher des possibilités en Europe, où les frais seraient finalement moins importants.<sup>50</sup> Le projet de version anglaise était donc toujours d'actualité. Il ne faut pas oublier qu'en décembre 1946, le troisième volume n'avait toujours pas été imprimé et que l'encyclopédie en français n'était pas terminée. La situation politique, les décisions de la scène internationale concernant les affaires polonaises, qui finit par retirer sa reconnaissance au gouvernement en exil à Londres, ne facilitaient certainement pas non plus des entreprises assez coûteuses et relevant d'un domaine plutôt secondaire du point de vue de la situation globale du pays.

## 5. Et pourquoi pas une version polonaise ?

À côté des projets de versions étrangères, il faut encore mentionner qu'il fut question d'une édition polonaise de l'encyclopédie. C'est Witold Czerwiński qui donna cette idée à Modzelewski, en lui suggérant de la raccourcir pour diminuer les frais.

---

<sup>50</sup> Jan Modzelewski à Jan Ciechanowski, Fribourg, 11.12.1946, AHP LA-PO-KO-13.

Czerwiński proposa de présenter le projet à l'Institut d'édition à Rome, organisé par le 2<sup>ème</sup> Corps d'armée polonais et qui disposait de fonds considérables pour des projets éditoriaux.<sup>51</sup> Le conseil était pertinent. De cet institut naquit d'ailleurs l'Institut littéraire à Paris qui, pendant toute la période de la guerre froide, édita la revue *la Culture* (*Kultura*). Les efforts de collaboration entre les deux institutions visant à éditer la version polonaise de l'encyclopédie n'aboutirent cependant pas.

Il est évident que si l'encyclopédie *La Pologne 1919-1939* n'avait pas rencontré le succès attendu, ce n'était pas en raison de son manque de valeur, mais avant tout à cause du désintéressement quant à la question polonaise en général. Ce sujet n'éveillait plus d'intérêt, surtout en 1946 et 1947, alors que toutes les décisions concernant le nouveau partage de l'Europe avaient été prises. Nous disposons d'un témoignage de la reconnaissance de la valeur de l'ouvrage grâce par exemple à Léon de Rosen, diplomate français, commissaire pour les réfugiés et délégué à la Conférence de l'Organisation internationale pour les réfugiés. Celui-ci prit connaissance de *La Pologne* chez son supérieur à qui elle avait été envoyée, et l'envoya directement à Berlin comme ouvrage de référence pour des spécialistes français étudiant les questions territoriales. L'encyclopédie en elle-même fut donc une œuvre reconnue des spécialistes et des milieux intellectuels intéressés par la question.<sup>52</sup>

Il faut relever que l'encyclopédie avait encore d'autres mérites. Modzelewski sut les voir et les décrivit d'ailleurs dans une lettre à Rakowski en 1943 déjà. Il mettait en avant sa fonction éducative, non pas uniquement pour ses lecteurs, mais pour tous ceux qui avaient participé à sa création. Pendant toutes ces années de guerre, un groupe de plus de 150 personnes s'était construit, avait collaboré étroitement à une œuvre qui leur rendit l'histoire de Pologne entre 1919 et 1939 était devenue plus proche, mieux connue. Ce travail sur l'histoire, l'économie et la vie culturelle de la Pologne de l'entre-deux-guerres avait sensibilisé un grand nombre de Polonais sur les affaires les concernant au premier plan. Il devrait contribuer à faire naître une nouvelle génération de dirigeants pour la Pologne future, qui sauraient la guider à bon port. Rakowski sembla approuver cette vision de Modzelewski, puisqu'il lui répondait qu'il avait lui-même avant tout envie de profiter de ce temps d'internement pour pouvoir retourner

---

<sup>51</sup> Jan Modzelewski à Witold Czerwiński, Fribourg, 23.9.1946, AHP LA-PO-KO-13.

<sup>52</sup> Lettre de Genève, datée du 23.02.1947, avec la liste commentée des personnes ayant reçu les exemplaires de *La Pologne*, AHP LA-PO-KO-7.

« ... en Pologne après la guerre et apprendre aux gens comment la gérer, parce que peu le savent... ».<sup>53</sup>

## **XI. Un regard sur la forme de l'encyclopédie**

Pour revenir de manière un peu plus approfondie sur la question du contenu et du but de l'œuvre, nous allons accorder un peu d'attention aux avant-propos de l'encyclopédie signés par la rédaction, ce qui nous permettra de mettre en perspective comment elle articula un discours qui devait gagner ses lecteurs à la cause polonaise. L'encyclopédie comportait un avant-propos global publié dans le premier volume, ainsi qu'un avant-propos spécifique à chacun des tomes.

Dans l'avant-propos général dédié à l'histoire et à la politique, un accent majeur était mis sur l'appartenance très ancienne, remontant à 10 siècles, de la Pologne à la culture occidentale. Les rédacteurs désiraient sensibiliser les lecteurs à la similitude des problématiques culturelles et religieuses, à leurs ressemblances, même si 2'000 kilomètres les séparaient. Ils mettaient en lumière les difficultés qu'ils rencontraient dans la conservation de cette culture : la menace perpétuelle que représentaient des frontières fragiles devant être sans cesse défendues contre des civilisations étrangères qui pouvaient non seulement entamer le territoire, mais étouffer la culture occidentale de la Pologne, se cristallisait dans un combat quotidien pour la survie du pays et de la culture. Le dynamisme et l'envie de vivre avaient déjà permis maintes et maintes fois la renaissance de l'État alors qu'il s'était vu réduire en cendres. La situation actuelle était présentée comme l'un de ces combats.

L'avant-propos au volume traitant de la vie économique exprime lui aussi une certaine vision de l'économie polonaise d'après-guerre et de la direction de son développement. Une forte vision s'en dégage : celle d'un pays industrialisé et moderne, de par la création des places de travail dans des domaines autres que celui de l'agriculture, de par les investissements publics, le développement des réseaux de communication, le développement du commerce. Alors que la direction du pays misait sur l'industrialisation et la construction d'immenses usines, ils désiraient montrer que cela ne constituait pas forcément l'unique remède permettant la modernisation le pays.

---

<sup>53</sup> Janusz Rakowski à Jan Modzelewski, Winterthur, 17.11.1943, AHP LA-PO-KO-4.

Cette théorie, diamétralement différente de celle qui fut mise en œuvre en Pologne après la guerre montre que déjà pendant le conflit mondial, les lignes de développement du pays libéré naquirent parmi les auteurs de l'encyclopédie. Il est fort possible que ces idées nouvelles soient le produit direct des discussions qui eurent lieu autour de l'élaboration de *La Pologne 1919-1939* qui constituèrent alors une véritable émulation.<sup>54</sup>

L'avant-propos du volume premier, consacré à la vie politique et sociale, s'avéra très semblable. On y perçoit toutefois une différence due au temps passé entre l'écriture des deux introductions : la partie économique fut publiée en 1945 et la partie politique en 1946. Durant cette année, des changements considérables qui avaient eu un impact décisif sur les espoirs et l'évolution de la situation de l'État étaient survenus. Les espoirs de la reconstruction de la Pologne à laquelle on était parvenu entre 1919 et 1939 devaient être considérés comme passés, au vu des décisions de la scène internationale concernant le pays. Cette période, bien que révolue, restait proche et continuait de résonner dans les esprits. L'encyclopédie essayait de mettre en évidence tous ces faits, dans le but de mettre en lumière une continuité de la vie polonaise d'avant les partages au XVIII<sup>ème</sup> siècle, ce que l'on pourrait nommer la première Pologne, avec celle reconstruite avant la Deuxième Guerre mondiale. L'introduction historique de Vetulani s'articule autour de ce fil conducteur.<sup>55</sup>

Quant au troisième volume consacré à la vie intellectuelle, il revêtit une importance particulière. C'est dans cet avant-propos que Modzelewski eut l'occasion de souligner le rétablissement de l'âme polonaise malgré tous les obstacles rencontrés au fil de l'histoire, mais aussi l'importance de la littérature et de l'art qui, en puisant dans les courants européens, n'avaient pas perdu son rôle pédagogique et de guide spirituel de la nation pendant la période du partage.<sup>56</sup>

Avec l'achèvement du troisième volume de l'encyclopédie, l'Édition encyclopédique polonaise arrivait au terme de l'activité proprement créative de son œuvre. Ce troisième volume avait une importance particulière parce que sa première page fut consacrée à la mémoire de Jan Modzelewski, disparu avant sa parution. Malgré le rapide avancement du travail sur ce troisième tome, ses premiers exemplaires furent

---

<sup>54</sup> *La Pologne 1919-1939, Vol. II, Vie économique*, Neuchâtel, La Baconnière, 1945, pp. 15-22.

<sup>55</sup> *La Pologne 1919-1939, Vol. I, Vie politique et sociale*, Neuchâtel, La Baconnière, 1946, pp. 15-23.

<sup>56</sup> Avant-propos à *La Pologne 1919-1939, Vol. III, Vie intellectuelle et artistique*, Neuchâtel, La Baconnière, 1947, p. 20.

livrés en mai 1947, deux mois donc à peine après sa mort. Il put probablement diriger et contrôler jusqu'à la fin les affaires de l'encyclopédie et rester conscient du déroulement des événements autour de la question. Les auteurs de la note *In Memoriam*, signalent justement que Modzelewski s'était employé à lire la correspondance et à prendre les décisions concernant ce dernier volume jusqu'à sa mort.<sup>57</sup>

## **XII. Un regard sur son contenu et son idée maîtresse**

L'encyclopédie sur la Pologne de l'entre-deux-guerres fut une dernière œuvre remarquable dans le parcours de Modzelewski : réussie, complète et surtout achevée, ce qui n'est pas la moindre qualité au vu des péripéties auxquelles elle dut survivre. Nous allons maintenant nous attacher à dégager et présenter la vision véhiculée par cet ouvrage. Nous pourrions voir dans quelle mesure elle a vieilli et quelle réaction elle suscite soixante ans plus tard, dans un contexte complètement différent. Témoin de son temps, peut-on la comprendre comme l'expression des convictions profondes de Modzelewski, de ses contemporains, ou d'au moins une partie des intellectuels ?

La première impression que donne l'encyclopédie est conflictuelle. Il faut dire qu'elle résulte en effet de plusieurs conflits. Reprenons d'abord le projet initial et son idée maîtresse : l'encyclopédie aurait dû servir de source d'informations sur la Pologne pour les dirigeants qui allaient avoir un pouvoir de décision influant sur l'avenir de la Pologne après la guerre. La logique nous pousse à penser qu'à cet effet, une œuvre synthétique, agréable, facilement maniable, avec des informations fondamentales bien présentées, insistant sur les éléments importants pour les intérêts de la Pologne aurait été la mieux adaptée. Or, le premier projet était déjà de créer une œuvre de 700 pages qui devait leur permettre de donner du sérieux à leur nation... Et la réalisation effective de l'œuvre allait encore s'écarter de cette concision déjà toute relative : pour déboucher sur une œuvre divisée en trois volumes pour un total de 2100 pages. À l'usage des politiciens, un manuel de niveau gymnasial aurait été adéquat, alors que l'on se retrouvait avec un manuel de type études supérieures qui n'allait pas faciliter la lecture.

---

<sup>57</sup> « In memoriam » in : *La Pologne 1919-1939, Vol. III, Vie intellectuelle et artistique*, Neuchâtel, Les Éditions de la Baconnière, 1947, p. 7.

Le conflit suivant touche à la forme du travail. Dès le début des travaux, Modzelewski tint absolument à ce que l'œuvre fût rédigée de manière scientifique. L'idée était certes très noble, mais difficilement réalisable. D'autant que Modzelewski recruta la plupart de ses auteurs parmi les soldats de la 2<sup>ème</sup> Division des chasseurs à pied. Il est vrai qu'elle comptait 12'000 hommes, mais très peu d'entre eux avaient accompli des études supérieures et encore moins pouvaient être considérés comme de vrais hommes de sciences à même de garantir à l'œuvre un niveau élevé et vraiment scientifique. Il n'y eut finalement que quelques professeurs parmi les 150 auteurs. La plupart des auteurs étaient des praticiens spécialistes dans leur domaine d'activité d'avant-guerre et n'étaient donc habitués ni à un travail intellectuel, ni à l'écriture.

Le manque cruel de sources ne fut ensuite pas le moindre des obstacles à un travail scientifique. Les sources employées permettent difficilement de revendiquer un statut scientifique au résultat. Il est flagrant qu'elles étaient insuffisantes. Écrire une histoire des Polonais et de leur économie sans référence aux sources du pays est difficilement défendable. Les sources employées avaient certainement un intérêt et une valeur, mais de niveau plutôt secondaire ; elles auraient pu constituer un complément et un support, mais pas la base des informations. La conscience de ce problème existait déjà lors de la rédaction : on hésitait à introduire des notes et références en bas de pages en raison de la faiblesse des sources, comme nous l'avons vu.

Le conflit scientifique-populaire ressort aussi à la lecture des articles. Il résulte évidemment du travail, des compétences des auteurs et des sources employées. Il est vrai que l'encyclopédie contient quelques articles intéressants se rapprochant parfois même de monographies de qualité. Celui traitant de l'histoire de la Pologne du Professeur Adam Vetulani en fait par exemple partie. On remarquera aussi l'article sur la politique agraire de Stanisław Mandecki. Ces auteurs disposaient du bagage nécessaire à la rédaction de petits ouvrages scientifiques sur les sujets qu'ils traitaient : il en ressort un point de vue conséquent et cohérent, tant du point de vue du style que du contenu. La plupart des thèmes à traiter ne connurent pas cette chance. Les ressources en auteurs qualifiés manquaient et de grands thèmes tel que celui des finances furent traités par différentes personnes. S'en suit des sections morcelées et éparpillées, contenant des textes traitant de thèmes plus pointus et entrant dans le détail, mais ne découlant pas d'une pensée globale sur le sujet. Le manque d'unité se fait cruellement sentir. Dans le premier volume, les textes sont une fois scientifiques, une fois littéraires,

alors que dans le second traitant de l'économie, ils sont de nature plutôt journalistiques. Cette deuxième partie qui fut écrite en réalité en premier subit certainement encore l'indécision qui régnait encore quant à la forme : on ne savait pas encore ce qu'on voulait vraiment, mais c'est probablement la partie qui ressemble le plus à la forme encyclopédique à proprement parler (textes plus courts signés par différents auteurs).

Reste que la forme que prit l'ouvrage peut effectivement être qualifiée d'encyclopédique. Elle s'organise en grandes sections thématiques subdivisées en thèmes donnant lieu à des articles. Glissons ici que la grande division thématique à laquelle toute l'œuvre est subordonnée, est certainement le résultat de la vision de Modzelewski, retenue comme définitive malgré les divergences d'opinions régnant alors à ce sujet. Cette vision « arbitraire », pour reprendre les termes de l'avant-propos que signe Modzelewski, correspond en quelque sorte à la propre expérience personnelle et professionnelle de Modzelewski : l'histoire générale de la Pologne, sa vie politique et sociale d'abord, pour passer ensuite aux activités économiques et finalement aux affaires culturelles. Ce partage qui répond exactement aux activités que Modzelewski effectua durant toute sa vie, révèle à quel point il influença l'œuvre tout entière. De cette division découle aussi le sommaire, placé en tête, donnant son caractère encyclopédique au livre parce qu'il permet de naviguer en ciblant directement les entrées intéressant le lecteur. Chaque problématique est donc minutieusement divisée et bien pensée au préalable.

La forme devient moins convaincante lorsque l'on s'intéresse au graphisme et aux illustrations en tout genre. La qualité du papier employé révèle déjà le caractère restreint du budget. On est encore davantage frappés par la piètre qualité des tabelles et cartes et par le manque indéfendable d'illustrations. Le problème n'est pas trop aigu dans la partie historique, présentant le régime politique et la loi. Il devient par contre réel dans la partie économique, où le texte est interrompu par plusieurs tabelles, cartes, schémas, comparaisons, pourcentages de productions, le tout en noir et blanc. Et le manque appauvrit finalement de manière décisive la partie traitant de la vie intellectuelle et artistique. Elle ne contient en effet aucune illustration, alors que tout un chacun sera d'accord que les reproductions sont nécessaires à la compréhension d'analyses d'œuvres de peintres, graphistes et sculpteurs, à plus forte raison lorsque l'on s'adresse à une population ne les connaissant pas.



### XIII. Succès ou échec ?

Que reste-t-il de cette encyclopédie dédiée aux diplomates étrangers dont très peu reçurent d'ailleurs le produit final ? Plutôt pas grand-chose : il était trop tard en 1945 pour encore croire qu'elle pouvait servir à la conférence de paix. Elle devint donc autre chose, qui répondait à une motivation plus profonde, sous-jacente peut-être à la première idée, et d'autant plus intéressante et importante. En y regardant de plus près, on a vu qu'elle échoue à devenir une œuvre réellement scientifique. Par contre, partie d'une idée politique, elle continue sur cet axe véhiculant une vision politique forte. En analysant les remarques préliminaires de l'encyclopédie, ce qui nous frappe est la volonté affirmée de présenter sincèrement les « exploits » de la Pologne de l'entre-deux-guerres. Ce seul et unique mot (exploits et non, « faits » ou « événements ») révèle que l'idée de Modzelewski, sous-tendant toute l'œuvre, relève d'un programme politique : un programme et une vision politique typiquement polonais. Et pour tout dire, cette vision n'est pas cachée ! Si publier un ouvrage traitant de cette période était novateur, son contenu reste très traditionnel. L'œuvre commence par la présentation de l'histoire de la Pologne remontant au... IX<sup>ème</sup> siècle. On pourrait y voir un paradoxe alors que l'on annonce la présentation d'un État et de son activité au XX<sup>ème</sup> siècle. Cette façon de procéder est justement très révélatrice : c'est ainsi que l'on procède traditionnellement pour signifier l'importance de la Pologne, remontant à ses origines, très loin dans le passé. C'est dans ce passé lointain que l'on cherche les arguments pour montrer le rôle de la Pologne sur l'échiquier politique européen actuel. Il n'était pas possible de les trouver plus tard dans son histoire. Il est possible aux nations dont l'existence fut continue de rechercher des ponts vers l'histoire du XX<sup>ème</sup> siècle dans l'époque moderne, voir même plus tard. Tel n'est pas le cas de la Pologne qui à cette époque était déjà sur son déclin et qui n'exista plus au XIX<sup>ème</sup> siècle pourtant tellement important dans le développement de l'idée de pays-nation. Pour trouver gloire et légitimité, il fallait donc remonter dans le passé moyenâgeux, au début, aux temps de la christianisation – ce que l'on affirmait comme preuve d'une forte appartenance de la nation au continent ouest-européen et la présentait bien évidemment toujours comme le dernier rempart de l'Europe chrétienne. Si l'on peut encore comprendre le recours à ces repères anciens dans la présentation historique, il devient plus discutable lorsqu'on voit ce procédé revenir dans toutes sortes de sujets, tels que les confessions religieuses, les minorités ethniques, la description de la littérature polonaise, l'architecture, la peinture

et la musique. Les chapitres consacrés aux arts appliqués possèdent également de telles introductions historiques, quoique plus petites.

À ce stade de la thèse, nous pouvons dire que nous reconnaissons bien cette vision. Elle reste inchangée, invariable, éternelle. Une question se pose encore : parmi les dirigeants, une autre vision existait-elle alors ? Il nous semble fort possible que l'indépendance retrouvée, suscitant un état d'euphorie d'autant plus qu'il était soutenu par la ligne officielle de l'État, était interprétée comme la victoire de toutes ces valeurs et traditions qui constituaient la République des Deux Nations, oubliant la plupart du temps le contexte international. Dans ce cas, la présentation du passé ne relevait que les valeurs qui, aux yeux des auteurs, avaient permis de faire reconnaître la suprématie de la nation polonaise et son droit (divin ?) à retrouver l'indépendance.

Avec le temps, l'encyclopédie se détourna donc petit à petit de son but premier, la cause étant le retard qu'avaient pris les travaux qui aboutirent à une parution trop tardive par rapport à la situation internationale que l'œuvre se proposait d'influencer. Ajoutons aussi qu'elle n'aurait jamais eu l'utilité qu'elle visait pour la simple raison qu'aucune conférence de paix ne fut organisée. Mais l'œuvre même, au fil des pages qui voyaient le jour, devenait de plus en plus un programme politique complet, présentant et documentant positivement une époque pour laquelle Modzelewski avait tant œuvré. La deuxième République se voulait héritière d'une histoire très forte, se reliant directement à la première République – République des Deux Nations, lançant ainsi un pont lui permettant de faire remonter son histoire au IX<sup>ème</sup> siècle. Conscient que la guerre en cours allait mettre un terme irrévocable à cette époque, Modzelewski en transmet le programme politique et idéologique par l'encyclopédie. La composition de cette dernière, qui fut la première grande histoire détaillée de la Pologne de 1919-1939, est donc le témoin indiscutable de la présence et de l'importance des traditions polonaises dans cette Pologne de l'entre-deux-guerres.

## **L'action culturelle et caritative**

### **Chapitre 19.**

#### **Mission accomplie : le crépuscule d'un travail au soir d'une vie**

Dans toute l'étude conduite jusqu'à présent, nous avons mis l'accent sur les efforts et les entreprises de Modzelewski en relation avec les traditions afin de mettre en lumière les interactions entre l'individu et l'ensemble des éléments l'influençant. Nous avons présenté l'ensemble de ses engagements et nous sommes maintenant arrivés au bout du chemin de Jan. Il est temps de présenter dans ce chapitre comment ses entreprises furent perçues de l'extérieur, tant par les siens que par la société helvétique en particulier et la scène diplomatique en général. Que Jan Modzelewski soit resté en place en tant que ministre pendant presque 20 ans révèle déjà qu'il donnait satisfaction à son gouvernement. On pourrait bien sûr alléguer que la centrale varsovienne ne disposait alors tout simplement pas d'un nombre suffisant de diplomates efficaces et expérimentés et avait besoin de lui. Il est toutefois évident que la position que Modzelewski était parvenue à occuper au sein de la société suisse joua un rôle prépondérant à cet égard. En effet, aussi modestes qu'eussent pu être les ressources humaines au sein du Ministère des Affaires étrangères, il n'aurait jamais permis qu'une personne incompétente occupât un poste diplomatique à long terme en plus. Cette remarque explique en quelque sorte l'intérêt qu'avait le gouvernement polonais à garder en place un ambassadeur tel que Modzelewski.

Prenons donc un peu de recul pour apprécier l'entier de son action, au-delà de son rôle de représentant de la politique officielle de l'État polonais, afin de mieux comprendre la portée globale qu'eut le personnage ainsi que la reconnaissance qu'il faisait naître autour de lui. Les activités qu'il poursuivit après son engagement de ministre permettent d'ailleurs de découvrir ces facettes plus personnelles. Le travail de tout ministre ou ambassadeur consiste évidemment à mener à bien son activité diplomatique, ce qui mérite bien évidemment salaire. Tout ministre, et ce indépendamment de la qualité de son travail, n'obtient par contre par forcément une reconnaissance particulière, telle que celle s'exprimant au travers de médailles ou

distinctions. Être reconnu comme une personne de qualité méritant un certain respect relève de la capacité du diplomate à avoir noué non pas seulement des relations de travail, mais de véritables relations.

## **I. Les appréciations officielles**

Modzelewski reçut plusieurs manifestations prouvant la sympathie de gouvernements de pays étrangers. Pendant son activité à Berne, Modzelewski fut décoré par la Grande croix cubaine de l'Ordre de la croix rouge, de la Grande croix yougoslave de l'Ordre de Saint-Sava. À l'instar d'autres Polonais, il fut également décoré de la Grande croix de l'Ordre de la couronne suite à une alliance militaire avec la Roumanie.<sup>1</sup> Certainement de par ses contacts de longue date avec la France, la Croix de commandeur de la Légion d'honneur de la République française lui fut aussi décernée. La lettre l'en informant fut envoyée par l'Ambassade française de Berne en mai 1924.<sup>2</sup>

Toutes ces preuves étrangères d'amitié pouvaient n'être qu'un prétexte permettant de renforcer les liens diplomatiques entre les pays concernés. Tel n'était sûrement pas le cas pour les ordres nationaux polonais. Que la Grand-croix de l'Ordre Polonia Restituta, plus haute distinction polonaise remise par le gouvernement, fût décernée à Modzelewski ne peut être vue que comme une reconnaissance de ses mérites et non pas l'expression d'une propagande politique : en effet, la récompense fut accordée à Modzelewski alors même que le gouvernement en place était constitué en grande partie de ses adversaires politiques. C'est le président de la République polonaise qui, le 10 novembre 1938, envoya un document annonçant que cette distinction lui était décernée.<sup>3</sup>

Toutes ces preuves de reconnaissance très solennelles mises à part, on peut remarquer les remerciements exprimés à la suite de négociations et pourparlers ayant eu des fins positives, qui, plus sincères parce que spontanées, donnent un aperçu plus

---

<sup>1</sup> Ministère des Affaires étrangères à Jan Modzelewski, Varsovie, 14.4.1932, Papiers privés de Jan Modzelewski, enveloppe : « Odznaczenia », en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

<sup>2</sup> L'Ambassade de la République française à Berne à Son Excellence Jan Modzelewski, Berne, 8.5.1924, Papiers privés de Jan Modzelewski, enveloppe : « Odznaczenia », en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

<sup>3</sup> Chancelier de l'Ordre de la Restitution de Pologne à Jan Modzelewski, Varsovie, 2.12.1938, aussi : Ministère des Affaires étrangères, sign. Jan Rozwadowski à Jan Modzelewski, Varsovie, 24.10.1938, Papiers privés de Jan Modzelewski, enveloppe : « Odznaczenia », en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

vivant des relations que Modzelewski avaient avec ses partenaires. Malgré le soutien parfois défaillant dont les fonctionnaires varsoviens avaient fait parfois preuve à l'égard de son travail, on peut mentionner que certains d'entre eux exprimèrent une certaine reconnaissance par le biais de lettres de remerciement. Une lettre datée de novembre 1925, dans laquelle Modzelewski est loué et remercié pour ses efforts en matière de rapprochement économique entre la Pologne et la Suisse, en est un exemple.<sup>4</sup> Datant de la même période, on trouve une lettre de forme semblable de la part du ministre du Trésor lui-même, Władysław Grabski, concernant les pourparlers achevés sur un accord interventionniste avec la Société de Banque Suisse.<sup>5</sup>

D'autres remerciements, envoyés ceux-ci par le Ministère de l'Industrie et du Commerce, attestent combien le ministre à Berne s'investit tout au long de son activité dans les affaires économiques. Le félicitant pour le succès des négociations des différents accords avec la Suisse, le Ministère affirmait qu'ils représentaient un pas important dans les relations économiques polono-suisse.<sup>6</sup> Modzelewski avait reçu d'autres preuves de reconnaissance après la ratification des accords déjà.<sup>7</sup> Le Ministère attirait l'attention sur le fait qu'en raison du manque de devises en Pologne, la structure des échanges commerciaux avec la Suisse devait être remaniée. Les remerciements envoyés plus tard prouvent que Modzelewski avait bien compris les intentions du Ministère et était allé dans leur direction.<sup>8</sup>

### 1. Quelques touchantes témoignages privés

Tous ces signes approbateurs quant au travail du ministre restent encore de l'ordre d'un rapport strictement professionnel et même bureaucratique. Plus révélateurs seront les expressions de respect et de dévouement survenues au moment où les relations professionnelles et obligations formelles ne jouaient plus aucun rôle. L'allocution à l'occasion de la soirée d'adieu dans le bâtiment de la Légation le 22

---

<sup>4</sup> Ministère des Affaires étrangères à Jan Modzelewski, Varsovie, 8.9.1925, Papiers privés de Jan Modzelewski, enveloppe : « Podziękowania », en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

<sup>5</sup> Ministère du Trésor à Jan Modzelewski, sign. Władysław Grabski, Varsovie, 1.9.1925, Papiers privés de Jan Modzelewski, enveloppe : « Podziękowania », en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

<sup>6</sup> Ministère de l'Industrie et du Commerce à Jan Modzelewski, Varsovie, 31.12.1936, Papiers privés de Jan Modzelewski, enveloppe : « Podziękowania », en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

<sup>7</sup> Ministère des Affaires étrangères à Jan Modzelewski, Varsovie, ( ? ).1.1937, Papiers privés de Jan Modzelewski, enveloppe : « Podziękowania », en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

<sup>8</sup> Ministère de l'Industrie et du Commerce à Jan Modzelewski, Varsovie, 22.1.1937, Papiers privés de Jan Modzelewski, enveloppe : « Podziękowania », en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

octobre 1938 peut être considéré comme le meilleur exemple de preuves de l'attachement et de l'estime que suscitait Modzelewski. Ce discours tenant sur six pages révèle tout d'abord la grande sympathie et l'émotion palpable des gens qui avaient partagé le quotidien de Jan Modzelewski pendant de longues années, mais esquisse également le tableau des principales directions que prit son travail diplomatique s'étendant sur près de 20 ans. Avant tout, on soulignait l'atmosphère communautaire qui régnait dans l'immeuble de l'Elfenstrasse : une union d'esprit et une collaboration exemplaire avait empreint toutes ces années, tant dans les moments de succès que dans les passages critiques. Très haut sur l'échelle de ses mérites figurait l'instinct diplomatique de Modzelewski, qui souvent accueillait les candidats au service diplomatique polonais pour les former. Que pendant la soirée l'initiative de créer une association d'élèves du ministre sous le nom du Cercle des Bernois fût présentée est bien le signe que cette formation avait porté ses fruits. Avec une grande révérence, on évoquait le renom de Modzelewski au sein de la communauté des diplomates étrangers à Berne, dont il avait été le doyen pendant plusieurs années.

Ceux qui vivent la personne lors de situations difficiles, et pas seulement dans les moments de satisfaction, sont souvent à même de révéler vraiment ses traits de caractère. Modzelewski fut toujours admiré pour sa bonté, sa cordialité, son attention, sa disponibilité lorsqu'il s'agissait d'apporter de l'aide dans des affaires financières ou morales. Malgré sa retraite, ses collaborateurs espéraient que la distance séparant Berne de Fribourg ne constituât pas un obstacle à de futurs contacts et qu'ils pourraient profiter encore de ses bons conseils et de ses lumières.<sup>9</sup>

## **II. Retraité et toujours estimé**

Sa nomination au poste de protecteur des musées et des collections polonaises en Suisse montre non seulement que Modzelewski continuait d'être estimé, mais que le Ministère comptait tirer encore profit de cette valeur pour les affaires polonaises en Suisse. Ne manquons pas de souligner que la date de nomination correspond exactement à la date de sa retraite, soit le 31 novembre 1938. Nous avons déjà présenté l'aspect bureaucratique de l'affaire. Voyons maintenant la vision de Modzelewski lui-même à ce

---

<sup>9</sup> Le discours d'adieu des collaborateurs de la Légation de Pologne, Berne, 22.10.1938, Papiers privés de Jan Modzelewski en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

sujet. Dans une lettre au vice-ministre de la Communication, Aleksander Bobkowski, la tristesse à cause de la retraite se fait sentir ainsi que de l'inquiétude face à son avenir, qu'il voit sans couleur. De plus, en l'absence d'une rémunération suffisante et de biens lui assurant une vie paisible, Modzelewski ne se montrait guère optimiste. Néanmoins, la nomination au poste de protecteur lui faisait plaisir. En écrivant au sujet des musées de Rapperswil et de Soleure, il soulignait qu'il était content de travailler pour des œuvres qu'il avait lui-même créées.<sup>10</sup> Il était d'ailleurs toujours actif et plein d'idées, comme le montre son projet d'agrandissement du musée de Soleure, auquel il ajoutait une partie américaine, et du musée de Rapperswil qui de son côté se voyait augmenté d'une partie consacrée aux sources naturelles, à l'industrie, au commerce et aux finances.<sup>11</sup>

### 1. Expert en matière de relations internationales

La guerre qui avait aussitôt éclaté incita Modzelewski à reprendre son engagement pour les affaires polonaises en Suisse. Modzelewski mena à bien dans ce cadre toutes sortes d'actions en apparence de moindre envergure mais non de moindre importance, et requérant sens de l'à propos, délicatesse, efficacité et intelligence. À un moment où la situation financière de la Légation était en difficulté, et que l'attitude de son successeur à Berne était plutôt ambiguë, on avait besoin d'une personne de valeur irréprochable et possédant une grande autorité pour prendre la tête des affaires culturelles et caritatives polonaises. La meilleure était Jan Modzelewski. D'où son engagement. Telle fut aussi certainement la raison de sa nomination au poste de délégué de la Croix-Rouge polonaise à Genève.<sup>12</sup>

Les difficultés qu'amena la guerre portèrent avec elles une nécessité accrue pour le gouvernement en exil de pouvoir disposer de rapports d'experts. On fit alors recours à plusieurs reprises à Modzelewski pour ses grandes connaissances des affaires diplomatiques, lequel formula plusieurs opinions et analyses dans différents domaines d'activité et devint le promoteur d'événements politiquement délicats. Peu après

---

<sup>10</sup> Jan Modzelewski à Aleksander Bobkowski, non datée, Papiers privés de Jan Modzelewski en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

<sup>11</sup> Jan Modzelewski à ?, Berne, 19.10.1938, Papiers privés de Jan Modzelewski en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

<sup>12</sup> Aleksander Ładoś à Jan Modzelewski, Berne, 12.11.1940, Papiers privés de Jan Modzelewski en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

l'éclatement de la guerre, il dut par exemple gérer l'arrivée à Fribourg de celui qui venait de devenir l'ancien président de la République polonaise, Ignacy Mościcki, après son internement en Roumanie. Il avait naturellement choisi de revenir dans le canton de la commune de Chandon dont il avait acquis la citoyenneté du temps de ses études. L'affaire était très délicate, surtout pour les Suisses, qui craignaient les réactions allemandes, mais également en raison des manifestations spontanées polonaises qui eurent lieu après l'arrivée de Mościcki.<sup>13</sup> Il est fort possible que la coordination de toute l'organisation de cet événement à Fribourg fût assurée par Modzelewski. Dans une lettre à la Préfecture du district de la Sarine, la Direction de justice et police du Canton de Fribourg relève que Modzelewski avait téléphoné le 27 décembre 1939 pour annoncer l'heure exacte de l'arrivée de Mościcki. La réservation et son accueil à l'hôtel Suisse furent également organisés par Modzelewski.<sup>14</sup>

## 2. Serait-il ministre une fois encore ?

Pendant cette période de guerre, le renom et l'importance de Modzelewski ne disparurent pas, et ce malgré son âge. Bien au contraire. Il continua à s'investir de manière remarquable dans les affaires de la Pologne et dans les relations qui pouvaient la soutenir. Qu'on lui proposât de reprendre le poste de ministre est notamment une preuve que Modzelewski géra activement la cause polonaise en Suisse pendant toute la période de la guerre. Ses rapports et opinions, toujours précieux, étaient attendus à Londres avec impatience. Modzelewski envoya par exemple des informations particulièrement importantes suite à la visite en Suisse de Stefan Jędrychowski, le représentant du gouvernement polonais formé à Lublin sous les auspices de Moscou. Officiellement, sa visite avait pour objet l'aide humanitaire envoyée à la Pologne. Pour cette raison, il avait pris contact avec Carl Bourckhardt, chef de la Croix-Rouge internationale. Toujours délégué de la Croix-Rouge polonaise, Modzelewski mena officiellement la correspondance avec le gouvernement de Londres. Il insista sur le fait qu'il fallait éviter à tout prix la reprise du contrôle de l'aide humanitaire par le gouvernement populaire, car seule la surveillance internationale avait pu garantir des

---

<sup>13</sup> Notice du 2.10.1939, AFB, E 2001(D), Boîte : Mościcki Ignace, Präsident der Republik Polen. Cette affaire est bien documentée, ainsi que le rôle de René de Weck et de Giuseppe Motta, concernant les réticences allemandes. Cette notice révèle aussi les fortes craintes qui animaient les Suisses.

<sup>14</sup> Direction de justice et de police du Canton de Fribourg à la Préfecture du District de la Sarine, Fribourg, 29.12.1939, AEF.



méthodes de distribution justes.<sup>15</sup> Sur le même ton, Modzelewski écrivit à Burckhardt en demandant de trouver un moyen pour que l'aide fût distribuée de manière honnête et équitable et pas uniquement aux amis et partisans politiques du gouvernement populaire.<sup>16</sup> Un rapport anonyme trouvé dans les papiers de Modzelewski révèle que la visite de Jędrychowski en Suisse était motivée par d'autres raisons encore. Il s'agissait pour lui de gagner, d'une part, la sympathie des soldats internés qui représentaient plus de 12'000 personnes dans le but de les rapatrier et, d'autre part, de la société suisse envers le gouvernement de Lublin. Une lettre non signée fait mention de ces éléments, mais il est bien probable que cette information correspondît à ce que Modzelewski lui-même pensait du but réel de cette visite.<sup>17</sup>

Concernant toujours l'aide à la Pologne, Modzelewski suivit et apporta son aide à la nouvelle initiative du ministre Ładoś qui tenta d'unifier toutes les organisations caritatives suisses et polonaises en Suisse, sans que ce projet n'aboutisse finalement. L'influence et le crédit de Ładoś diminuant de plus en plus aux yeux des dirigeants polonais de Londres, les opinions et l'influence de Modzelewski au sein de plusieurs de ces organisations prirent de l'importance. Répondant aux soucis de Londres quant à la perte de contrôle de la distribution de l'aide humanitaire, Modzelewski assurait que Schmidt-Respingier, président de l'Union des organisations d'aide suisse à la Pologne, partageait son opinion quant à la politique de distribution de cette aide humanitaire. Il ajoutait que même sans ce soutien, il pouvait compter sur suffisamment de membres du Comité de l'union de ces organisations qui soutenaient sa vision.<sup>18</sup>

### 3. Dernière lutte

Au sortir de la guerre, le gouvernement populaire ayant été reconnu par la communauté internationale, le gouvernement de Londres, les Polonais en exil et Jan Modzelewski continuèrent d'unir leurs efforts dans la seule et unique tâche qui leur restait : préserver les restes même les plus symboliques de l'État polonais d'avant-

---

<sup>15</sup> Jan Modzelewski au Ministère des Affaires étrangères, Fribourg, 25.4.1945, Papiers privés de Jan Modzelewski en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

<sup>16</sup> Jan Modzelewski à Carl Burckhardt, Fribourg, 17.4.1945, Papiers privés de Jan Modzelewski, en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

<sup>17</sup> Affaire de l'aide à la Pologne et la visite de Jędrychowski en Suisse, non datée, Papiers privés de Jan Modzelewski, en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

<sup>18</sup> Jan Modzelewski à ?, Fribourg, 2.4.1945, Papiers privés de Jan Modzelewski, en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

guerre. Modzelewski prit encore une fois part à l'affaire du musée de Rapperswil en juin 1945. Dans l'espoir de conserver l'administration du musée, Modzelewski proposa d'agir aussi vite que possible, avant la démission officielle de Ładoś de son poste de ministre à Berne. Une fois la démission effective, les risques que la gestion du musée fût reprise par Varsovie directement étaient en effet élevés. Le projet de Modzelewski était bien avancé. Il prépara les statuts de l'association qui reprendrait la gestion du château après l'État polonais. Toute l'affaire est tombée à l'eau à cause du manque de fonds financiers à disposition. Modzelewski demandait au gouvernement à Londres la somme de 500'000 francs (*sic* !) pour assurer le fonctionnement des trois prochaines années. Disposer de cette somme aurait par ailleurs été un atout dans les discussions avec les Suisses, inquiets face à l'avenir incertain du château. Ce projet ne put donc être réalisé et le musée fut repris par le gouvernement de Varsovie.<sup>19</sup>

### **III. Son heure était venue...**

En 1945, Modzelewski fêta ses 70 ans. On ne peut que faire des suppositions sur son état de santé, parce que nous ne possédons aucune information précise à ce sujet. On lui souhaitait toutefois de se rétablir et de recouvrer la santé dans des lettres qui lui étaient adressées dans les années 40, même si l'on n'évoquait jamais directement de maladie. S'agissait-il de conséquences de maladies passées remontant peut-être même à sa jeunesse ? On sait grâce au curriculum vitae joint à sa thèse de doctorat que Modzelewski invoquait le mauvais état de sa santé pour justifier le report de la date de la soutenance. Chose certaine, il rédigea son testament le 11 novembre 1945. Il léguait tout ce qu'il possédait à sa femme Isabelle. Il expliquait qu'il n'avait pas grand chose, le capital de l'assurance-vie devant éponger sa dette auprès de la Banque d'État de Fribourg. Dans le même testament, il léguait encore à Isabelle trois propriétés dont il avait hérité. Ces terres étatisées depuis 30 ans faisaient partie de l'Union soviétique, ce dont Modzelewski était bien conscient. Pourtant, la force de la tradition, ses liens avec la Podolie et ses terres natales restaient bien vivants, à tel point qu'il ne doutait toutefois pas que ce régime changerait un jour et que ses terres retrouveraient ce qu'il considérait

---

<sup>19</sup> Notice concernant Rapperswil, Fribourg, 10.6.1945, Papiers privés de Jan Modzelewski, en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

comme son légitime propriétaire.<sup>20</sup> Lui-même n'eut pas la chance de connaître ce moment. Il décéda le 14 mars 1947 et fut enterré au cimetière de Bourguillon près de Fribourg, dans la concession de la famille de Diesbach.<sup>21</sup>

---

<sup>20</sup> Testament olographe du 11.11.1945 de Jean-Népomucène de Modzelewski, Papiers privés de Jan Modzelewski, en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.

<sup>21</sup> Acte de décès du 27.3.1947. Il est décédé le 14.3.1947 à 16.45 Jean Népomucène Modzelewski né le 7.4.1875, Papiers privés de Jan Modzelewski, en possession de Benoît de Diesbach Belleruche.



## CONCLUSION

Le but fondamental de ce travail a été de présenter l'itinéraire scientifique, diplomatique, entrepreneurial et culturel de l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Pologne en Suisse entre 1919-1938. Arrivés au terme de 70 ans de vie et du parcours de celui que nous avons surnommé l'héritier des traditions, pouvons-nous affirmer que nous sommes parvenus au but ? Pour bien connaître Modzelewski, nous avons voulu d'abord connaître les origines de sa classe sociale et de ses convictions, c'est pourquoi nous sommes partis sur leur trace dans la première partie du travail et que nous avons accordé une grande importance aux traditions et au passé qui forma et façonna cet être humain. Nous avons alors pu les déceler chez Modzelewski afin de pouvoir dire s'il les reprenait, si elles restaient vivantes dans sa vie qui se déroula pourtant loin de son pays d'origine. Après toute cette étude, nous restons persuadés que l'individu, fortement empreint de la culture qui lui fut transmise par sa famille et son pays, continua toujours d'agir en s'appuyant sur ce passé. Nous avons donc évoqué l'histoire et les événements précédant sa naissance mais aussi tout ce qui influence une personne à l'âge de son enfance, son adolescence : le milieu social, les écoles, l'entourage, les territoires régis par des idéologies parfois divergentes dans lesquels il évolua et ensuite pour sa vie adulte, le « nouveau monde », les nouveaux professeurs, les nouveaux maîtres spirituels, toutes choses qui influencent la perception et l'interprétation que l'on se fait du monde.

L'élément saillant qui aura marqué durablement Jan Modzelewski semble résider dans ce prestige d'un passé glorieux que les nobles polonais ont eu l'occasion de vivre pendant quelques siècles et dont ils ont bien su profiter. Pour lui, représentant de cette

noblesse, le passé durant lequel sa classe incarna un pouvoir non partagé et reconnu, restera toujours une référence forte à apprécier. On pouvait nourrir ses racines de ce passé recelant une véritable grandeur. La noblesse conservait comme sienne ce temps de prospérité et de suprématie et n'avait évidemment nulle envie d'y renoncer. Pourtant, rien n'est immuable, comme le montra justement le cas de la République des Deux Nations : *panta rei* pour reprendre la pensée antique.<sup>1</sup> Le déclin de la République, politique d'abord, et la montée en puissance de ses voisins causèrent sa perte à la fin du XVIII<sup>ème</sup> pour entraîner ensuite les changements sociaux, économiques et nationaux au cours du XIX<sup>ème</sup> qui signèrent l'échec de la vision du monde dont se réclamaient les nobles. Une atrocité incompréhensible de leur point de vue : comment un système si parfait pouvait-il mal se terminer ? Nous avons bien vu que la critique du système lui-même était assez faible. La plupart du temps, on cherchait les causes du malheur à l'extérieur du système et surtout pas en son sein. Cette vision a une grande importance ici, parce que c'est elle qui fait de l'époque du gouvernement et de l'organisation de la société de la République des Deux Nations un âge d'or regretté. Tout le système pris en bloc était donc perçu comme parfait et à reproduire ; dans cet état d'esprit, il était prêché et enseigné aux générations futures comme le meilleur. Cette idéologie nationale trouva son meilleur foyer là où les nobles étaient directement confrontés à une autre proposition sociale, sur les Confins de la République d'alors. L'idéologie y gagna encore d'avantage d'ampleur, englobant d'autres éléments que la vision purement politique : la langue, la religion et les mœurs devinrent les véhicules identitaires d'une culture dite supérieure. N'hésitons donc pas à parler ici d'une idéologie nationale. Elle ne cessa pas d'exister Elle se vit bien au contraire renforcée par les événements malheureux du partage de la République.

Nous avons montré que le jeune Jan grandissait dans ce milieu, nous avons montré les mœurs, l'organisation de la famille, même leur manoir si typique. Le germe de l'idéologie nationale fut semé en lui d'une façon tout à fait naturelle. À ce stade, Jan Modzelewski n'était qu'un nouveau petit noble parmi d'autre, rien ne laissait présager qu'un destin particulier l'attendait. Pourtant, d'autres choses qui nous surprenaient quant à l'écart entre le traditionnel et le moderne ont retenu notre attention dans son histoire : son départ et ses études à l'étranger suivi par son mariage et la décision d'y rester à

---

<sup>1</sup> Plato, « Cratylus », 402, in : Plato, *Cratylus, Parmenides, Greater Hippias, Lesser Hippias*, Cambridge, London, Harvard University Press, 1992, p. 67.

jamais. Cet écart par rapport aux voies suivies traditionnellement par ses pairs nous laisse avec la question ouverte : serait-il en train de rejeter ses racines pour s'assimiler à son nouvel environnement et qu'en sera-t-il de son lien à ses origines ? Il était jeune, le nouveau monde lui offrait de nouvelles et multiples possibilités. Le futur n'était plus tout tracé, il faut le suivre pour comprendre son cheminement. On le voit alors apprendre et goûter, savourer un autre monde bien différent de ce qu'il avait connu jusqu'alors. Il s'y met, s'y trouve et, fort de son esprit d'entrepreneur, agit dans ce nouveau monde à la manière moderne et nouvelle de celui-ci. Pourtant, rien à faire : le changement de cap fondamental que constitua la Première Guerre mondiale nous a montré très clairement quel était l'état d'esprit de Modzelewski. L'engagement politique pour la construction de la nouvelle Pologne a été lancé. Et cette construction n'était pas du tout envisagée avec un regard neuf ! Dès le départ, on voit dans la formation de sa Légation à Berne la volonté de créer un établissement de haut rang : on est là pleinement fidèle à l'image de la grande Pologne – de la République des Deux Nations. Cette vision de grandeur les conduit encore quelques années, qui sont en quelque sorte les années de folie de l'indépendance retrouvée. Le quotidien allait heureusement calmer cette joie et la vie reprendre son cours normal. C'est là qu'interviendront l'intelligence et la raison de Modzelewski qui sut s'adapter et utiliser sa connaissance du milieu helvétique pour travailler et agir de manière adéquate. Ce long labeur assidu et conséquent a alors constitué le pont permettant de communiquer et de servir les relations polono-suisse. Avec le recul, nous considérons même que ce travail peut être considéré comme remarquable. Nous ne relevons par ailleurs rien d'étonnant pour cette période : Modzelewski se montre un bon diplomate qui mène son action suivant les directives et le courant politique. Il remplit ses fonctions. Dans son cas, son engagement patriotique et ses convictions les plus profondes s'expriment le plus pleinement dans les actions culturelles éditoriales et caritatives conduites en marge de son engagement professionnel.

D'héritier des traditions de son pays, Modzelewski en devient un fidèle représentant et un acteur exemplaire. Cette conclusion découle de l'étude de son parcours de manière tout évidente. Il faut ici souligner à quel point l'ancrage était fort : il prend la décision de s'engager pleinement pour son pays à un moment certes critique de l'histoire, mais rien d'extérieur ne l'y obligeait. La continuité des traditions d'un vaste pays et d'une nation forte attendait de manière latente mais bien présente sa résurrection.

Cette vision avait une grande influence. La seule et unique constatation qui découle de toutes ses péripéties est que nous avons eu affaire à un représentant certes extrêmement engagé, compétent et intelligent, mais au service d'une vision tout à fait typique et traditionnelle de l'État polonais. Seule la décision de rester à l'étranger déroge au modèle traditionnel, mais il utilisera finalement sa position à l'étranger pour être ambassadeur du modèle traditionnel.

Il y a en fin de compte une logique interne très compréhensible au fait de rester fidèle à une vision traditionnelle et du même coup une grande difficulté à s'en écarter pour un noble polonais à ce stade de l'histoire. Il aurait fallu pouvoir changer complètement les paradigmes de la pensée. Or, dans le système de pensée dichotomique qui fut l'héritage des enfants nobles de cette époque, remettre en question son propre système équivalait à donner raison aux envahisseurs ayant partagé la Pologne et signé la défaite de la République des Deux Nations. Cela signifiait l'acceptation de la défaite, ce qui était la chose à éviter à tout prix. Cette forme d'éducation garantissait la survie du système et de son identité dans un environnement tout à fait hostile. Cette conviction profonde que le rôle de tradition sortie des maisons familiales fait que la génération de Modzelewski a reçu cette conviction qui se mit un point d'honneur à reconstruire l'État polonais indépendant et à considérer cela comme une récompense pour les générations antérieures qui avaient subi l'oppression. Modzelewski écrivit lui-même au sujet de l'importance du patriotisme, un peu amer peut-être, jouant sur le ton des sentiments et des émotions, au moment où il était aux prises avec les problèmes que posait la dette de la première encyclopédie. Dans sa lettre à Paderewski, il montre son attachement aux traditions, expliquant qu'il a travaillé bénévolement pour documenter 150 ans de soumission aux puissances voisines pour éviter que « ... tous les efforts de notre patriotisme et de la ferme volonté de rester dans la vie nationale tomberont dans l'oubli à jamais et le monde qui oublie tout si vite n'aura aucun document lui rappelant ce passé. [...] [Ce travail] ne m'a rien apporté ni financièrement ni moralement, ni aucun prestige. Je voulais seulement me rendre utile au pays et à mes compatriotes ».<sup>2</sup>

Le but de nos analyses a été d'observer et de témoigner de l'histoire et nous nous sommes fréquemment écartés radicalement de la direction suivie par l'historiographie polonaise officielle actuelle, qui ne permet que rarement de présenter les affaires

---

<sup>2</sup> Jan Modzelewski à Ignacy Jan Paderewski, Berne, 20.6.1924, AAN, Archiwum Ignacego Jana Paderewskiego, 1527.



polonaises d'une manière critique. Ces mêmes sujets étudiés en Pologne donnent lieu à des analyses fort différentes, parce que présentées à la loupe d'une vision polono-centrique qui ne prend souvent pas en compte un contexte plus large à même d'éclairer mieux les interactions, élément d'autant plus important dans la description des affaires internationales, et aboutit à des conclusions partiales visant à préserver le mythe positif de la nation polonaise. Nous avons essayé d'éviter cette vision, de même que la création d'un autre mythe, d'une autre légende qui viendrait rejoindre les récits légendaires composant le corpus traditionnel sur lequel l'identité du pays s'est forgée et continue de se réclamer depuis des siècles pour affirmer sa suprématie par rapport au reste du monde. Le manque de vision d'ensemble ne fait que réduire l'histoire et n'offre qu'une vision simpliste, s'appuyant sur un mythe ou une légende et utilisant l'histoire pour justement renforcer le mythe. Déplacer le regard, sortir du mythe pour observer et comprendre comment mythe et traditions façonnent en l'occurrence l'identité et les choix d'un diplomate conduit certes à la remise en question de la suprématie de l'État polonais par rapport au monde, mais non à sa légitimité, son humanité et à son histoire. Choisir ce point de vue et l'exprimer était tout sauf un acte anodin par rapport à la tradition historique dont nous sommes issu. Il pourrait être compris comme une négation de la valeur des traditions polonaises, un rejet de celles-ci. Or, nous nous sommes simplement employé à les rencontrer réellement. À les décrire, à comprendre leur fonctionnement et à les mettre en perspective, sans chercher à les défendre ou à nier leurs valeurs. Changer le passé n'est pas possible, mais il semblerait qu'en écrivant l'histoire autrement, on le change tout de même... Accepter ce passé pour ce qu'il est permet d'y puiser la force qu'il recèle tout en prenant de la distance pour changer, améliorer ce qui peut l'être, restant ainsi en évolution au contact des mouvements du monde. Se raidir sur la préservation du mythe ne mène qu'à un manque d'adaptabilité qui conduit à la cassure. Selon le dicton populaire : ce qui plie ne se casse pas... Dialogue et négociation avec l'autre deviennent alors possibles. Rien n'empêche plus de faire partie de la modernisation, de changer des situations actuelles, profiter des possibilités que donne l'observation des autres, des contemporains, sans mépris quant au passé, mais avec la conscience qu'il s'agit du passé. Quel qu'il fût.

Nous avons mentionné que les anciens utilisaient cette image de l'argile qui conserve longtemps le parfum dont il a été imprégné une fois. Modzelewski est illustre cette image de manière flagrante : l'argile dont il avait été fait avait son parfum d'origine

qu'il diffusa toute sa vie. Nous avons eu l'occasion de voir sa fidélité aux traditions, mais aussi ses visions novatrices. Malgré le changement d'entourage et de civilisation même, tout ce qu'il a connu et appris au commencement de sa vie est resté essentiel jusqu'à la fin de ses jours. Ses lettres peuvent parfois recourir à un style emphatique plein de pathos évoquant une Pologne martyrisée, correspondant à la convention de l'époque et moins compréhensible aujourd'hui. N'oublions pas là encore quel avait été le traumatisme de la société polonaise et surtout de sa classe de nobles, qui, même si elle ne le fit pas officiellement, avait dû se rendre compte de sa responsabilité dans le déclin de la République des Deux Nations.

Nous avons retracé tout le parcours de Modzelewski en restant dans la sphère factuelle aussi fidèlement que possible. Ce travail pose des fondations et un cadre à partir duquel il serait maintenant possible d'approfondir et développer plus en détails certains volets abordés. Tout est à faire par exemple concernant l'histoire des relations diplomatiques entre la Pologne et la Suisse de l'entre-deux-guerres, aucune étude n'ayant été effectuée sur ce sujet. Ce travail est le premier auquel se consacrer, nous sommes pionnier sur ce terrain. C'est pourquoi nous avons dû poser des points de repères larges permettant de comprendre le parcours individuel de Modzelewski, ce qui n'aurait pas été nécessaire si l'on avait pu s'appuyer sur de précédentes présentations du contexte général. Plusieurs parties mériteraient encore d'être développées. Les affaires économiques attendent leur auteur. Une monographie traitant des organisations d'étudiants polonais en Suisse manque également. Chacune d'entre elles mériterait par ailleurs qu'un article lui fût consacré. Une analyse comparative des œuvres encyclopédiques auxquelles Modzelewski prit part nous semble également être un sujet de grand intérêt. De même pour l'histoire des entreprises de Modzelewski qui s'inscrit dans une phase importante du développement du Canton de Fribourg tout entier etc. Ces quelques questions montrent combien les champs d'investigation sont vastes et encore inexplorés.

Il faut dire qu'évoquer un large contexte fut ce qui nous permettait de saisir la portée de la vie et des choix de Modzelewski qui s'engagea de manière très large dans toute l'activité des Polonais en Suisse, s'investissant dans des actions de taille mais également plus insignifiantes. Cette multitude d'actions et de directions nous semble déjà des plus intéressantes. Chaque affaire exige une autre approche, demande un autre apprentissage. Le travail nécessaire à l'approfondissement de tous ses chapitres exige

donc des recherches et des approches dans plusieurs registres. Chaque action entraîne de nouveaux champs de connaissance et d'autres repères. Et c'est bien cela qui rend Modzelewski si intéressant.

D'aucun considère Modzelewski comme un intellectuel. Ce n'est pas notre cas. Nous concevons l'intellectuel comme celui qui écrit, formule des idées et les transforme. Modzelewski fut plutôt un activiste, un homme d'action, un entrepreneur, qui se transforma en diplomate actif avec le temps, sans pour autant perdre ces caractéristiques originelles. Il était un homme charismatique qui savait guider les gens, les organiser et les gagner à ses causes. Et non seulement ses compatriotes mais aussi, plus important et remarquable encore, les Suisses. Un véritable dirigeant plein d'idées et qui savait déléguer sans perdre pour autant son influence sur le déroulement des affaires qu'il suivait toujours au plus près. Le caractère véritablement fascinant de cette personnalité est qu'il peut être compris comme le seul *spiritus movens* des affaires entre la Pologne et la Suisse de l'époque.

Mais c'est aussi l'histoire de quelqu'un qui dut accepter à la fin de sa vie que ses idées avaient abouti à un fiasco complet. Commune au sort de toute une génération, la banqueroute fut double pour Modzelewski. D'abord avec son monde qui s'était irrévocablement écroulé en 1917, ce qui le priva de ses terres, privation qui fut confirmée avec la renaissance des nouvelles frontières de la Pologne établies en 1921, et ensuite après la Deuxième Guerre mondiale en 1945, moment où la proposition politique de la Deuxième République connut son échec définitif. Ce sort l'avait rendu (peut-être officiellement seulement) plutôt humble. Quand le poste de membre des Conseils d'administration des sociétés polono-suisses à Varsovie lui fut proposé, Modzelewski décida de rester en Suisse et de garder le poste de protecteur des musées polonais confié par le Ministère des Affaires étrangères, établissements dans lesquels il avait investi un immense travail et mis beaucoup de cœur.<sup>3</sup> Nous ignorons si la proposition des Conseils d'administration fut bien réelle. En tous les cas, Modzelewski ne chercha pas à tout prix le confort financier à la fin de sa carrière. Il faut dire qu'il dépeint sa situation ici aussi avec un certain pathos, se montrant en patriote sacrifiant son propre confort à la cause nationale. On peut ajouter ici que tous les dirigeants polonais de l'époque connurent une fin financièrement difficile. Malgré son mariage,

---

<sup>3</sup> Jan Modzelewski à Ignacy Jan Paderewski, Fribourg, 2.1.1939, AAN, Archiwum Ignacego Jana Paderewskiego, 1527

Modzelewski resta jusqu'à la fin de ses jours en possession d'un permis d'établissement de courte durée. Cette mauvaise Fortune ne diminua pas la nostalgie et une sorte d'espoir sans doute qui le rattachait à son pays d'origine : il légua tous « ses biens » en Podolie (à cette époque depuis déjà 30 ans bolchevique) à sa femme Isabelle. On dirait que la seule chose de valeur qu'il avait à léguer était sa terre et sa maison natales, preuve ultime que Modzelewski ne s'est jamais détaché des racines que furent ses traditions.

Même si ses exploits se sont en fin de compte mal terminés pour lui, l'œuvre et sa réalisation ont continué à être acceptées et admirées de ses contemporains. Paderewski, formulant ses vœux de Nouvel An, exprima une opinion valorisante. En tant que ministre retraité lui aussi, il savait que ce n'était pas à lui de lui rendre hommage et de le remercier pour son travail et ses excellents mérites au poste de ministre, il s'exprima toutefois disant être persuadé qu'« il ne pouvait faire meilleur choix » lorsqu'il l'avait nommé. Ses qualités lui firent gagner respect et amitié. Avec dignité, il représenta le gouvernement de la République de Pologne auprès du gouvernement de la Suisse et il se rendit bien utile à son pays.<sup>4</sup> Ajoutons à l'opinion de son compatriote une dernière : celle que le Suisse Jean de Weck prononça à l'occasion de ses obsèques. Il avait vu et senti qu'« ... il aimait son pays de toutes ses forces, intensément, lui sacrifiant tout. Et cela est peut-être plus émouvant encore pour ses compatriotes... ».<sup>5</sup> 70 ans plus tard, les temps ont changé certes et nous n'avons jamais eu l'occasion de rencontrer quelqu'un d'aussi attaché aux valeurs traditionnelles, puisant avec une telle facilité et tant de certitude dans le patrimoine polonais, et sachant le transformer en choisissant le meilleur des pans traditionnel et moderne, polonais et suisse et œuvrant aussi bien dans l'intérêt et le respect des deux nations.

---

<sup>4</sup> Ignacy Jan Paderewski à Jan Modzelewski, Riond-Bosson, 30.12.1938, AAN, Archiwum Igancego Jana Paderewskiego, 1527

<sup>5</sup> de Weck, Jean, *Paroles dans le vent*, Clos St-Pierre, Fribourg, 1962, p. 29.

**IVe PARTIE**  
**Appareil critique**



## Annexe I

Photographie du jeune Jan Modzelewski, non datée.

En possession de Benoît de Diesbach Bellroche.







## Annexe II

Trzywdar : blason de Jan Modzelewski.

Source : [http://en.wikipedia.org/wiki/File:POL\\_COA\\_Trzywdar.svg](http://en.wikipedia.org/wiki/File:POL_COA_Trzywdar.svg); page consultée le 18.3.2011.

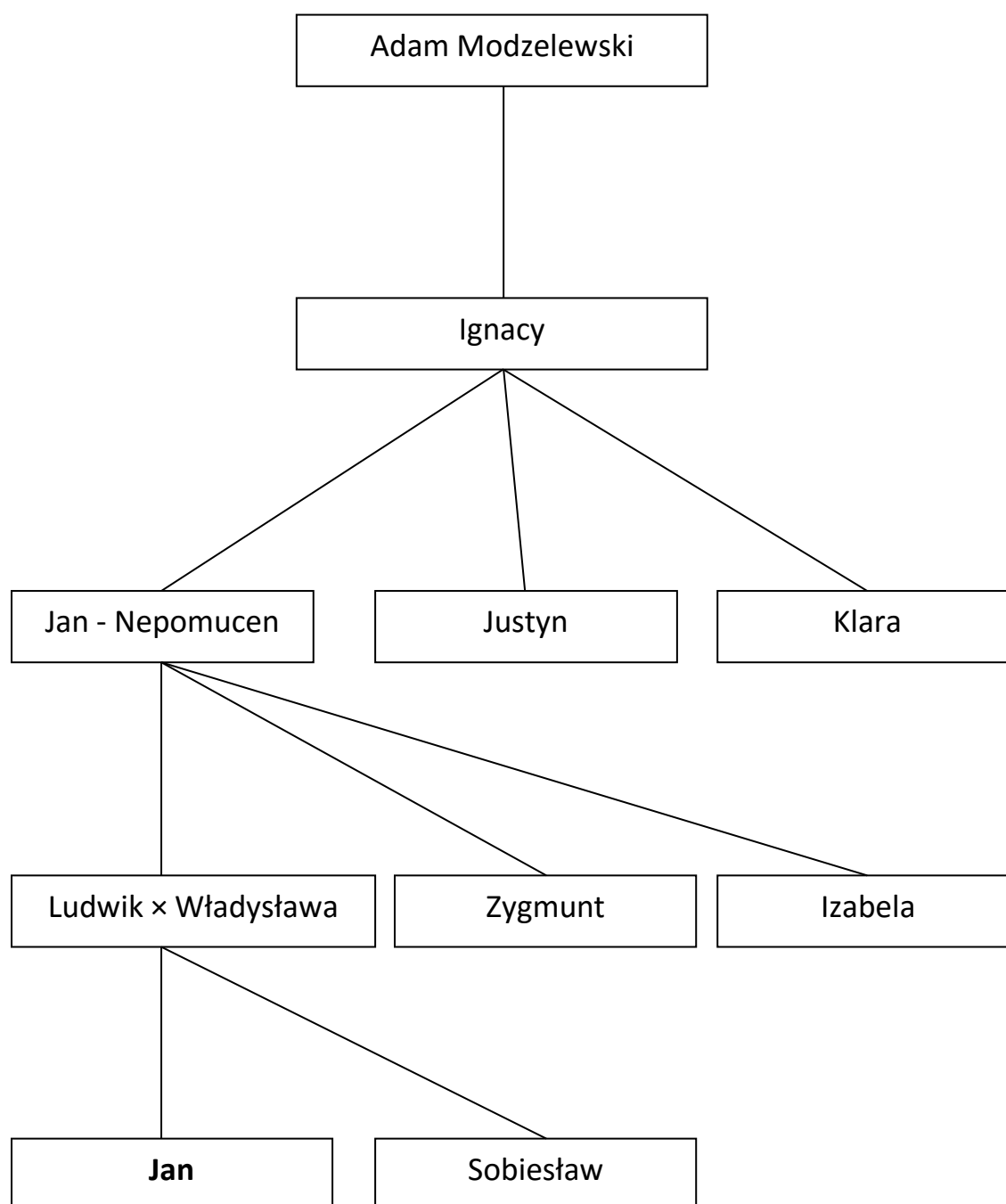




### Annexe III

#### Arbre généalogique de Jan Modzelewski

Source : Józwiak, Wanda, *My z Podola. Saga rodzinna*, Kraków, Wydawnictwo Forma, 1993.

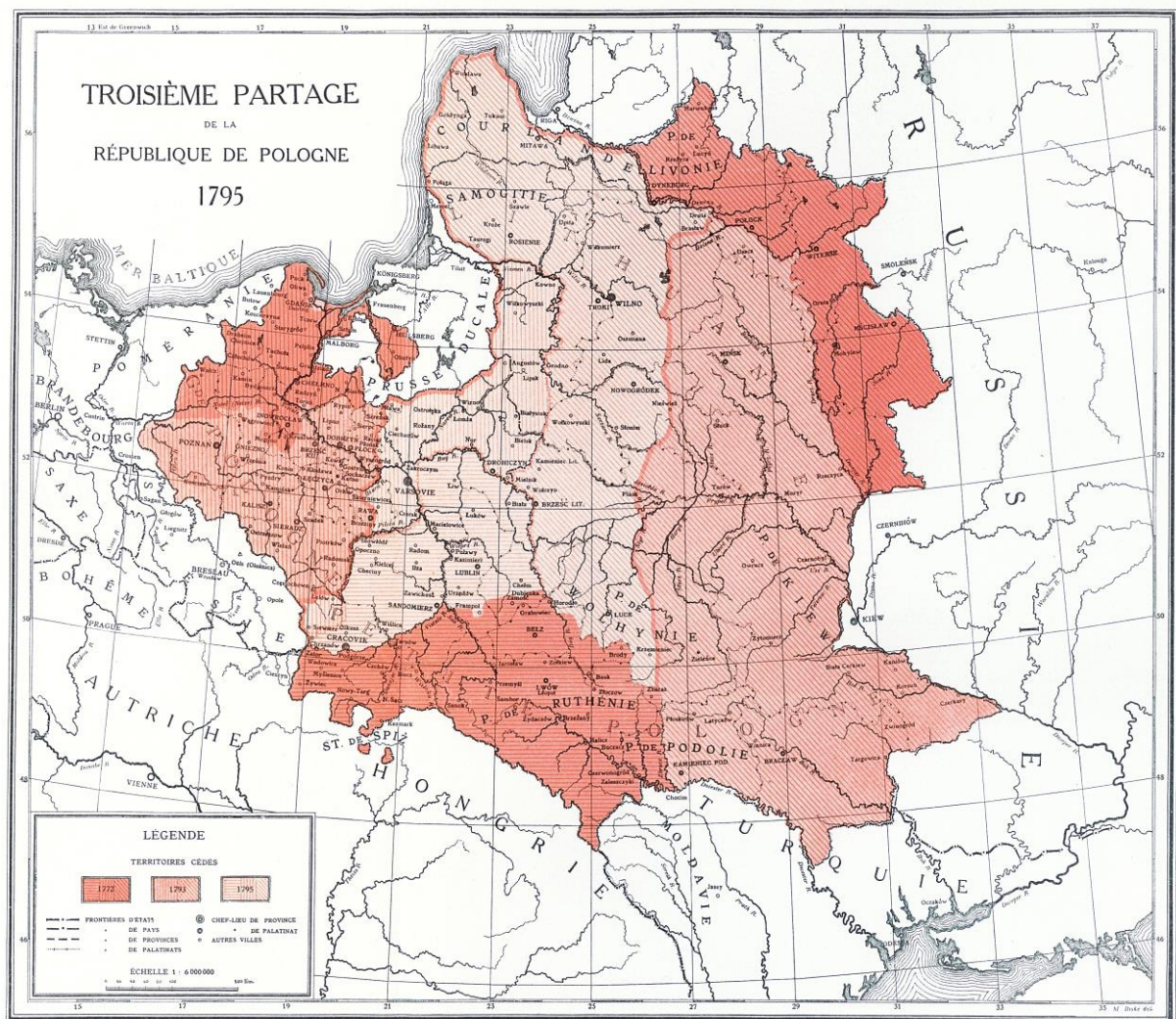




## Annexe IV

## Carte de la République des Deux Nations

Source : Lutostański, Karol, *Les partages de la Pologne et la lutte pour l'indépendance*, Lausanne, Paris, Payot, 1918, p. 230.





## **Abréviations**

AAN	Archiwum Akt Nowych Warszawa / Archives des actes nouveaux Varsovie
AEF	Archives de l'État de Fribourg
AFB	Archives Fédérales de Berne
AHP	Fondation Archivum Helveto-Polonicum
AP Kraków	Archiwum Państwowe w Krakowie / Archives de l'État Cracovie
NKN	Naczelny Komitet Narodowy / Comité Central National

## **Sources**

### **I. Sources manuscrites**

#### **A. Archiwum Akt Nowych / Archives des actes nouveaux (AAN)**

- Akta Erazma Piltza 2
- Akta Erazma Piltza 4, Mała Encyklopedia
- Akta Erazma Piltza, Korespondencja Jan Modzelewski-Erazm Piltz, 160
- Akta Ministerstwa Spraw Zagranicznych, B 21 281
- Akta Ministerstwa Spraw Zagranicznych, B 21 282
- Akta Ministerstwa Spraw Zagranicznych, B 25 005
- Akta Ministerstwa Spraw Zagranicznych, Zjazdy stowarzyszeń polskich w Szwajcarii, B 23 528
- Akta MSZ, B 29 174
- Akta Towarzystwa Kwasu Azotowego we Fryburgu
- Archiwum Ignacego Jana Paderewskiego, 1527
- Archiwum Ignacego Jana Paderewskiego, 593
- Archiwum Ignacego Jana Paderewskiego, 594
- Artyści polscy w Szwajcarii, B 24 658
- Centralna Agencja Polska w Lozannie 1
- Czasopisma w Szwajcarii, B 24 107
- Dziennikarze o Polsce, B 24 265
- Dziennikarze o Polsce, B 24 266
- Gabinet Ministra. Polacy w Szwajcarii wobec zgonu Józefa Piłsudskiego, B 16 297
- Ministerstwo Spraw Zagranicznych, 7256
- Młodzież polska w Szwajcarii, B 23 572

- Muzyka polska w Szwajcarii, B 24 859
- Polscy robotnicy sezonowi w Szwajcarii, B 26 129
- Polscy robotnicy w Szwajcarii, B 26 130
- Polska polityka kolonialna, B 23 308
- Propaganda literatury polskiej, B 24 608
- Protesty szwajcarskie przeciw prześladowaniu mniejszości w Polsce, B 26 764
- Protokół dyplomatyczny. Ordery dla Szwajcarów, B 16 969
- Sławistyka w Szwajcarii, B 23 558
- Stosunki ekonomiczne, B 21 288
- Stowarzyszenia polsko-szwajcarskie, B 25 581
- Sztuka Polska, « Polska Współczesna », B 25 150
- Sztuka Polska, « Polska Współczesna », B 25 149
- Sztuka Polska, « Polska Współczesna », Rapperswil, B 25 148
- Szwajcaria – organizacja muzeum Kościuszki i Rapperswilu, B 21 300
- Szwajcaria – stosunki polityczne, B 21 299
- Szwajcaria, Berno, Biuro Prasowe, B 23 883
- Szwajcaria. Działalność Żydów i Ukraińców emigrantów z Polski, B 21 305
- Szwajcaria. Finanse, B 21 284
- Szwajcaria. Gmach Poselstwa, B 16 977
- Szwajcaria. Odznaczenia polskie, B 16 968
- Szwajcaria. Polska propaganda kulturalna, B 23 443
- Szwajcaria. Protokół Dyplomatyczny, B 16 972
- Szwajcaria. Protokół Dyplomatyczny, B 16 964
- Szwajcaria. Protokół Dyplomatyczny, B 16 967
- Szwajcaria. Sprawy dyplomatów szwajcarskich, B 16 979
- Szwajcaria. Sprawy samochodowe, B 16 978
- Szwajcaria. Stosunki ekonomiczne, B 21 283
- Szwajcaria. Stosunki ekonomiczne, B 21 288
- Szwajcaria. Stosunki handlowe, B 21 289
- Szwajcaria. Szwajcarsko-Polska Izba Handlowa, B 21 293
- Umowa handlowa polsko-szwajcarska, B 21 295
- Umowy polsko-szwajcarskie, B 12 907
- Wymiana młodzieżowa, B 29 121
- Pałasiewicz, Artur, *Poselstwo Rzeczypospolitej Polskiej w Bernie 1919-1945. Inwentarz 495 zespołu akt Poselstwa Polskiego w Bernie z lat 1919-1945*, Warszawa, 1979.

## **B. Archives de l'État de Fribourg (AEF)**

- Dossier personnel : de Modzelewski Jean
- Dossier personnel : Mościcki Ignace
- Pro Polonia, 37
- Pro Polonia, 38
- Pro Polonia, 39
- Pro Polonia, 41
- Pro Polonia, 42
- Pro Polonia, 44
- Pro Polonia, 45
- Copie de l'article paru dans la Feuille Officielle suisse du commerce, le 13.12.1905, no 485, AEF.
- Direction de Justice et de Police du Canton de Fribourg à la Préfecture du District de la Sarine, Fribourg, 29.12.1939, AEF.
- Jordan, Joseph, *Étude sur les Entreprises Électriques Fribourgeoises (1915-1965)*, en possession de AEF, EEF, Imprimés 7.
- Statuts de la société anonyme Société Générale des Condensateurs Électriques à Fribourg (Suisse), Art. 5, Fribourg, 1905, AEF.



## **C. Archives Fédérales de Berne (AFB)**

### Conseil Fédéral

- E 1005, 2/1

### Département politique

- EVD KW Zentrale, 1914-1918, 26-28
- E 2001 (B), 1/82
- E 2001 (B), 1/83
- E 1004, 1/272

### Division des affaires étrangères

- E 2001 (B), 1/27
- E 2001 (B), 1/17
- E 2001 (D), C 1/1919, 312
- E 2001 (D), C 1/1910-1919
- E 2001 (D), C 1/1920-1923
- E 2001 (D), de Modzelewski Jean, Ministre, Légation de Pologne à Berne (B.22.21.Pol).
- E 2001(D), Mościcki Ignace, Präsident der Republik Polen
- E 2200, Wien, 9/1
- E 2300 Petersburg, Archiv Nr. 3
- E 2300, London, Archiv Nr. 13
- E 2300, Rom, Archiv Nr. 19
- E 2300, Wien, Archiv Nr. 32
- E 2300, Wien, Archiv Nr. 35

## **D. Fondation Archivum Helveto-Polonicum (AHP)**

### *1. La Pologne*

- LA-PO-KO-1
- LA-PO-KO-3
- LA-PO-KO-4
- LA-PO-KO-5
- LA-PO-KO-6
- LA-PO-KO-7
- LA-PO-KO-8
- LA-PO-KO-9
- LA-PO-KO-10
- LA-PO-KO-13
- LA-PO-KO-14
- LA-PO-KO-15

### *2. Pro Polonia*

- PO-FR-DO-1
- PO-FR-DO-2
- PO-FR-DO-3

- PO-FR-DO-4
- PO-FR-DO-5
- PO-FR-DO-6
- PO-FR-DO-7
- PO-FR-DO-9
- PO-FR-DO-11
- PO-FR-DO-12

### 3. Pro Polonia Fribourg

- PPFR-DO-1
- PPFR-DO-2
- PPFR-KO-1
- PPFR-KO-4

### 4. Musée de Soleure

- SO-KO-DOK-1
- SO-KO-DOK-2
- SO-KO-DOK-3
- SO-KO-DOK-4

### 5. Musée de Rapperswil

- SRAP-DOK-1
- SRAP-DOK-2
- SRAP-DOK-4
- SRAP-DOK-9

## **E. Archiwum Państwowe w Krakowie / Archives de l'État Cracovie (AP Kraków)**

- Archiwum NKN, sygn. 17, k. 169
- Archiwum NKN, sygn. 17, k. 241
- Archiwum NKN, sygn. 54, k. 328
- Archiwum NKN, sygn. 54, k. 675

## **F. Papiers en possession de Benoît de Diesbach Belleruche**

- Papiers privés de Jan Modzelewski, non classés
- Papiers privés de Jan Modzelewski, enveloppe « Dyplomy naukowe »
- Papiers privés de Jan Modzelewski, enveloppe « Nominacje »
- Papiers privés de Jan Modzelewski, enveloppe « Odznaczenia »
- Papiers privés de Jan Modzelewski, enveloppe « Sprawy emerytalne »
- Papiers privés de Jan Modzelewski, enveloppe « Podziękowania »

## II. Sources imprimées

- Dmowski, Roman, *Polityka polska i odbudowanie państwa*, Warszawa, PAX, 1988, Vol. 1, 2.
- Konopka, Jan Andrzej (dir.), *Muzeum Kościuszki wedle dokumentów z lat 1933-44. Zbiór dokumentów*, Solothurn, 1996, 113 p.
- *Statistique du Commerce suisse : Rapport Annuel 1927*, Direction Générale des Douanes Fédérales, 1928.
- *Statistique du Commerce suisse : Rapport Annuel 1932, Ière partie, IIème partie*, Direction Générale des Douanes Fédérales, 1932.
- Lutostański, Karol, *Les partages de la Pologne et la lutte pour l'indépendance*, Lausanne, Paris, Payot, 1918, 761 p.

## III. Sources digitales

- Convention de commerce entre la Turquie et la Pologne, Republic of Turkey, Ministry of Foreign Affairs, [http : //www.mfa.gov.tr/groupe/ef/15.fr.htm](http://www.mfa.gov.tr/groupe/ef/15.fr.htm), page consultée le 3.7.2001.
- Texte anglais de la Convention : [www.avalon.law.yale.edu/20th\\_century/pacific.asp](http://www.avalon.law.yale.edu/20th_century/pacific.asp), page consultée le 20.01.2009.
- Texte de la convention : <http://www.msz.gov.pl/bpt/documents/11600.pdf>, page consultée le 20.9.2009.
- Texte de l'accord du 30.06.1937 : [http://static1.money.pl/d/akty\\_prawne/pdf/DU/1937/62/DU19370620484.pdf](http://static1.money.pl/d/akty_prawne/pdf/DU/1937/62/DU19370620484.pdf), page consultée le 22.9.2009.
- Texte de rupture de la convention commerciale : <http://www.senat.gov.pl/k5/dok/sejm/053/2205.pdf>, page consultée le 22.09.2009.
- Traité d'amitié entre la Turquie et la Pologne, Republic of Turkey, Ministry of Foreign Affairs, [http : //www.mfa.gov.tr/groupe/ef/13.fr.htm](http://www.mfa.gov.tr/groupe/ef/13.fr.htm), page consultée le 3.7.2001.
- Trzywdar : blason de Jan Modzelewski, [http://en.wikipedia.org/wiki/File:POL\\_COA\\_Trzywdar.svg](http://en.wikipedia.org/wiki/File:POL_COA_Trzywdar.svg), page consultée le 18.3.2011.

## IV. Entretiens

- Entretien avec Janusz Rakowski le 1.4.2001
- Entretien avec Marcel Piérart le 21.9.2010

## Bibliographie

### Mémoires

- Autobiographie audio de Janusz Rakowski, retranscrite par l'auteur dans les années 2000-2001 ; les cassettes audio se trouvent dans les collections de la Fondation AHP.
- Beck, Józef, *Pamiętniki Józefa Becka*, Warszawa, Czytelnik, 1955.
- Laroche, Jules, *Au Quai d'Orsay avec Briand et Poincaré 1913-1926*, Paris, Hachette, 1957.
- Mościcki, Ignacy, *Autobiografia*, Warszawa, Bellona, 1993.
- Skirmunt, Konstanty, *Moje wspomnienia 1866-1945*, Rzeszów, Wydawnictwo Wyższej Szkoły Pedagogicznej, 1997.
- Skowroński, Tadeusz, *Pamiętniki 1914-1939. Student w Szwajcarii. Dyplomata wolnej Polski*, Pruszków, Rachocki i s-ka, 1999.

### Ouvrages généraux

- Batowski, Henryk, *Między dwoma wojnami 1919-1939. Zarys historii dyplomatycznej*, Kraków, Wydawnictwo Literackie, 1988.
- Horne, John, « Les civils et la violence de guerre » in : Audoin-Rouzeau, Stéphane, Becker, Annette, Ingrao, Christian, Rousso, Henry (dir.), *La violence de la guerre 1914-1945. Approches comparées des deux conflits mondiaux*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2002, pp. 135-150
- Said, W. Edward, *Culture et impérialisme*, Paris, Fayard, 2000.
- Voldman, Danièle, « Les populations civiles, enjeux du bombardement des villes (1914-1945) », in : Audoin-Rouzeau, Stéphane, Becker, Annette, Ingrao, Christian, Rousso, Henry (dir.), *La violence..., op. cit.*, pp. 151-173.

### Ouvrages concernant la diplomatie polonaise

- Beck, Józef, *Dernier rapport : politique polonaise 1926-1939*, Neuchâtel, La Baconnière, 1951.
- Drymmer, Wiktor Tomir, *W służbie Polsce*, Warszawa, Gryf, 1998.
- Farys, Janusz, *Koncepcje polskiej polityki zagranicznej 1918-1939*, Warszawa, Książka i Wiedza, 1981.
- Gawroński, Jan, *Dyplomatyczne wagary*, Warszawa, PAX, 1965.
- Gawroński, Jan, *Wzdłuż mojej drogi: sylwetki i wspomnienia*, Warszawa, Państwowy Instytut Wydawniczy, 1968.
- Łossowski, Piotr, *Dyplomacja polska 1918-1939*, Warszawa, Oficyna Wydawnicza Aspra-JR, 2001.
- Materski, Wojciech, « Dyplomacja RP wobec problemu bezpieczeństwa państwa (maj 1923-maj 1926) », in : Łossowski, Piotr (dir.), *Historia dyplomacji polskiej, Tom IV 1918-1939*, Warszawa, Wydawnictwo Naukowe PWN, 1995, pp. 219-312.
- Michowicz, Waldemar, « Organizacja polskiego aparatu dyplomatycznego w latach 1918-1939 », in : Łossowski, Piotr (dir.), *Historia..., op. cit.*, pp. 5-78.

- Nowak-Kiełbikowa, Maria, *Konstanty Skirmunt. Polityk i dyplomata*, Warszawa, Neriton, 1998.
- Sibora, Janusz, *Narodziny polskiej dyplomacji u progu niepodległości*, Warszawa, Wydawnictwo Sejmowe, 1998.
- Skrzypek, Andrzej, « Zwiększenie samodzielności i stabilizującej roli polityki polskiej w Europie », in : Łossowski, Piotr (dir.), *Historia... op. cit.*, pp. 446-492.
- Szczepanik, Krzysztof, *Dyplomacja Polski 1918-2000. Struktury organizacyjne*, Warszawa, Askon, 2000.
- Wandycz, Piotr, *Z Piłsudskim i Sikorskim. August Zaleski minister spraw zagranicznych w latach 1926-1932 i 1939-1941*, Warszawa, Wydawnictwo Sejmowe, 1999.
- Wysocki, Alfred, *Tajemnice dyplomatycznego sejfu*, Warszawa, Książka i Wiedza, 1974.

### Ouvrages d'histoire polonaise

- Aftanazy, Roman, *Dzieje rezydencji na dawnych kresach Rzeczypospolitej, woj. podolskie*, T. 9, Wrocław, Warszawa, Kraków, Zakład Narodowy im. Ossolińskich, 1996.
- Beauvois, Daniel, « Dezintegracja drobnej szlachty polskiej na Ukrainie w latach 1831-1863 », in : *Losy Polaków w XIX i XX wieku. Studia ofiarowane profesorowi Stefanowi Kieniewiczowi w osiemdziesiątą rocznicę Jego urodzin*, Warszawa, Państwowe Wydawnictwo Naukowe, 1987, pp. 73-87.
- Beauvois, Daniel, *La bataille de la terre en Ukraine 1863-1914. Les Polonais et les conflits socio-ethniques*, Lille, Presses universitaires de Lille, 1993.
- Beauvois, Daniel, *Le noble, le cerf et le revizor. La noblesse polonaise entre le tsarisme et les masses ukrainiennes (1831-1863)*, Paris, Montreux, Éditions des archives contemporaines, 1985.
- Blejwas, Stanislaus A., *Realism in Polish Politics: Warsaw Positivism and National Survival in Nineteenth Century Poland*, New Haven, Yale Concilium on International and Area Studies, 1984.
- Bobrzyński, Michał, *Dzieje Polski w zarysie*, Warszawa, Kraków, Lublin, Łódź, Gebethner i Wolff, 1927.
- Bułhak, Władysław, « Rosyjskie koncepcje panowania w Polsce w latach 1863-1905 », in : *Arcana*, R. 4, 1998, nr 1, pp. 53-66.
- Cywiński, Bohdan, *Rodowody niepokornych*, Paryż, Editions Spotkania, 1985.
- Czubiński, Antoni, *Historia Polski 1864-2001*, Wrocław, Warszawa, Kraków, Zakład Narodowy im. Ossolińskich, 2002.
- Davies, Norman, *Boże igrzysko. Historia Polski*, Vol. 1, 2, Kraków, Znak, 1991.
- Davies, Norman, *Histoire de la Pologne*, Paris, Fayard, 1986.
- Dawidowicz, Aneta, « Działalność polityczno-organizacyjna Zygmunta Balickiego na terenie Galicji w latach 1898-1905 », in : Białokur, Marek, Patelski, Mariusz, Szczepanik, Andrzej (dir.), *Roman Dmowski i jego współpracownicy*, Toruń, Adam Marszałek, 2008, pp. 210-226.
- Dąbkowski, Witold, « Zmierzch i agonia Powstania Listopadowego (17.08.1831-21.10.1831) », in : Zajewski, Władysław (dir.), *Powstanie Listopadowe 1830-1831. Dzieje wewnętrzne. Militaria. Europa wobec Powstania*, Warszawa, Państwowe Wydawnictwo Naukowe, 1990, pp. 235-261.
- Dmowski, Roman, *Mysli nowoczesnego Polaka*, Lwów, Towarzystwo Wydawnicze, 1904.
- Drozdowski, Marian Marek, *Ignacy Jan Paderewski. Zarys biografii politycznej*, Warszawa, Interpress, 1979.
- Epsztein, Tadeusz, « Wpływ powstań narodowych na wychowanie młodego pokolenia polskich ziemian na Wołyniu, Podolu i Ukrainie w II poł. XIX w. » in : Epsztein, Tadeusz (dir.), *Polacy a Rosjanie. Materiały z konferencji Polska – Rosja. Rola polskich powstań narodowych w kształtowaniu wzajemnych wyobrażeń* Warszawa – Płock, 14-17 maja 1998, Warszawa, Neriton, 2000, pp. 227-244.

- Falkenstein, Constantin Carl, *Tadeusz Kościuszko czyli dokładny rys jego życia*, Wrocław, 1827, (1<sup>ère</sup> publication en allemand : Leipzig, 1827).
- Florkowska-Frančić, Halina, « Encyklopedie polskie na obczyźnie w latach I wojny światowej », in : *Przegląd Polonijny*, R. XXIII, 1997, z.1, pp. 5-28.
- Florkowska-Frančić, Halina, « Od akcji propagandowej do dyplomatycznej. Zabiegi o uznanie przez Szwajcarię państwa polskiego w latach 1918-1919 », in : Ślusarek, Krzysztof (dir.), *Polska i Polacy w XIX-XX wieku*, Kraków, 2002, pp. 193-209.
- Galos, Adam, « Stanisław Głąbiński », in : *Polski Słownik Biograficzny*, T. VIII, Wrocław, Kraków, Warszawa, Zakład Narodowy im. Ossolińskich, 1959-1960, pp. 102-105.
- Garlicki, Andrzej, *Przewrót majowy*, Warszawa, Czytelnik, 1987.
- Grabski, Andrzej Feliks, *W kręgu kultu naczelnika*, Warszawa, 1981.
- Groniowski, Krzysztof, « Chłopi w Powstaniu Styczniowym a reformy agrarne 1861-1864 », in : Kalemka, Sławomir (dir.), *Powstanie Styczniowe 1863-1864. Wrzenie. Bój. Europa. Wizje*, Warszawa, Państwowe Wydawnictwo Naukowe, 1990, pp. 124-147.
- Herbst, Stanisław, « Tadeusz Kościuszko », in : *Polski Słownik Biograficzny*, T. XIV, Wrocław, Warszawa, Kraków, Zakład Narodowy im. Ossolińskich, 1968-1969, pp. 430-440.
- Jaruzelski, Jerzy, « Janusz Radziwiłł », in : *Polski Słownik Biograficzny*, T. XXX, Wrocław, Warszawa, Kraków, Gdańsk, Łódź, Zakład Narodowy im. Ossolińskich, 1987, pp. 215-225.
- Jedlicki, Jerzy, *Błędne koło 1832-1864*, Warszawa, Neriton, 2008.
- Jędrzejewicz, Wacław, *Kronika życia Józefa Piłsudskiego 1867-1935. Tom Pierwszy 1867-1920*, Londyn, Polska Fundacja Kulturalna, 1977.
- Józwiak, Wanda, *My z Podola. Saga rodzinna*, Kraków, Wydawnictwo Forma, 1993.
- Kieniewicz, Stefan, « Powstanie Styczniowe », in : Buszko, Józef, Garlicki, Andrzej (dir.), *Dzieje narodu i państwa polskiego*, Warszawa, Krajowa Agencja Wydawnicza, 1987, pp. 1-81.
- Kieniewicz, Stefan, « Władysław Broel-Plater », in : *Polski Słownik Biograficzny*, T. XXVI, Wrocław, Warszawa, Kraków, Gdańsk, Łódź, Zakład Narodowy im. Ossolińskich, 1981, pp. 686-691.
- Kieniewicz, Stefan, Małeckie, Marian, « Zygmunt Miłkowski », in : *Polski Słownik Biograficzny*, T. XXI, Wrocław, Warszawa, Kraków, Gdańsk, Zakład Narodowy im. Ossolińskich, 1976, pp. 263-268.
- Kieniewicz, Stefan, *Powstanie Styczniowe*, Warszawa, Państwowe Wydawnictwo Naukowe, 1983.
- Kitzwaler, Tomasz, « Ziemiaństwo połowy XIX wieku wobec procesów industrializacji – idee kręgu Andrzeja Zamoyskiego », in : *Przegląd Historyczny*, T. LXXVIII, 1987, Z. 4, pp. 655-679.
- Konieczny, Władysław, « Formowanie i umacnianie świadomości narodowej jako elementarne zadanie polityczne Narodowej Demokracji na przełomie XIX i XX wieku », in : *Studia Historyczne*, R. XXXII, z. 4 (127), 1989, pp. 545-559.
- Korzon Tadeusz, *Kościuszko. Biografia z dokumentów wysnuta*, Kraków, 1894.
- Korzon, Tadeusz, *Wewnętrzne dzieje Polski za Stanisława Augusta, 1764-94, badania historyczne ze stanowiska ekonomicznego i administracyjnego*, T I-IV, Kraków, 1882-1886.
- Kozicki, Stanisław, *Historia Ligii Narodowej: (okres 1887-1907)*, Londyn, Myśl Polska, 1964.
- Król, Stefan, *Cytadela warszawska. X Pawilon – carskie więzienie polityczne (1833-1856)*, Warszawa, Książka i Wiedza, 1969.
- Krzyżanowski, Julian, *Twórczość Henryka Sienkiewicza*, Warszawa, PIW, 1970.
- Kubiakowski, Jerzy, Landau, Zbigniew, « Gabriel Narutowicz », in : *Polski Słownik Biograficzny*, T. XXII, Wrocław, Warszawa, Kraków, Gdańsk, Zakład Narodowy im. Ossolińskich, 1977, pp. 574-578.
- Kulak, Teresa, « Jan Ludwik Popławski », in : *Polski Słownik Biograficzny*, T. XXVII, Wrocław, Warszawa, Kraków, Gdańsk, Łódź, Zakład Narodowy im. Ossolińskich, 1983, pp. 608-611.
- Kulak, Teresa, « Roman Dmowski i Jan Ludwik Popławski: współdziałanie ucznia i mistrza czy ideowa dominacja? », in : Białokur, Marek, Patelski, Mariusz, Szczepanik, Andrzej (dir.), *Roman Dmowski..., op. cit.*, pp. 197-209.
- *La Pologne 1919-1939, Vol. I-III*, Neuchâtel, La Baconnière, 1943-1947.

- Lewak Adam, Więckowska Helena, « Straty Biblioteki Rapperswilskiej w zbiorach rękopiśmiennych », in : *Straty bibliotek i archiwów warszawskich w zakresie rękopiśmiennych źródeł historycznych*, Warszawa, 1955.
- Lewak, Adam, Więckowska, Helena, *Katalog rękopisów Biblioteki Narodowej, T. 2, cz. 2. Zbiory Biblioteki Rapperswilskiej*, Warszawa, Biblioteka Narodowa, 1936.
- Lipmann, Eric, *Paderewski, L'idole des années folles*, Paris, Balland, 1984.
- Micewski, Andrzej, *Roman Dmowski*, Warszawa, Verum, 1971.
- Michalski, Andrzej, « Działalność handlowo-gospodarcza szlachty polskiej w miastach nadczarnomorskich u schyłku XVIII i początkach XIX wieku », in : Ciesielski, Tomasz, Czapiewski, Edward, Kusznir, Waczesław (dir.), *Polacy na południowej Ukrainie i Krymie*, Odessa, Opole, Wrocław, 2007, pp. 50-57.
- Micińska Magdalena, *Golqb i orzel. Obchody rocznic kościuszkowskich w latach 1894 i 1917*, Warszawa, 1997.
- Micińska, Magdalena, *Inteligencja na rozdrożach 1864-1918*, Warszawa, Neriton, 2008.
- Miłkowski, Zygmunt, *Rzecz o obronie czynnej i o skarbie narodowym*, Paryż, Drukarnia Polska A. Reiffa, 1887.
- Nahlik, Stanisław, « Michał Rostworowski », in : *Polski Słownik Biograficzny*, T. XXXII, Warszawa, Wrocław, Kraków, Gdańsk, Łódź, Zakład Narodowy im. Ossolińskich, 1988-1989, pp. 221-224.
- Niesiecki, Kasper, *Herbarz Polski*, T. IX, Lipsk, Breitkopf i Haertel, 1842.
- Paderewski, Ignacy Jan, *Pamiętniki*, Kraków, Polskie Wydawnictwo Muzyczne, 1982.
- Pajewski, Janusz, *Wokół sprawy polskiej. Paryż-Lozanna-Londyn 1914-1918*, Poznań, Wydawnictwo Poznańskie, 1970.
- Piłsudski, Józef, « W rocznicę », in : *Kurjerek Robornika*, 24.01.1900, in: Piłsudski, Józef, *Pisma – Mowy – Rozkazy, Tom I*, Warszawa, Polska Zjednoczona, 1930, pp. 279-287.
- Pobóg-Malinowski Władysław, *Najnowsza historia polityczna Polski. Okres 1864-1914*, T. 1, 2, Gdańsk, Graf, 1991.
- Rose, William John, *Poland's place in Europe: three lectures*, London, The Scottish-Polish Society, 1945.
- Skowronek, Jerzy, « Józef Poniatowski », in : *Polski Słownik Biograficzny*, T. XXVII/3, Wrocław, Warszawa, Kraków, Gdańsk, Łódź, Zakład Narodowy im. Ossolińskich, 1983, pp. 428-436.
- Skowroński de, Thaddée, « Gardes-Suisses au service des souverains de la République de Pologne », in : *Versailles*, Coppet, 1972, No. 49, pp. 13-19.
- *Słownik Geograficzny Królestwa Polskiego i innych krajów słowiańskich*, T. I, Warszawa, Nakładem Filipa Sulimierskiego i Władysława Walewskiego, 1880.
- *Słownik...*, op. cit., T. VIII, Warszawa, Nakładem Władysława Walewskiego, 1887.
- Smoleński, Władysław, *Pisma historyczne*, Kraków, Księgarnia Gebethnera i Spółki, 1901.
- Srokowski, Konstanty, *Naczelny Komitet Narodowy. Zarys historii Naczelnego Komitetu Narodowego*, Kraków, 1923.
- Szafer, Katarzyna, « Kilka uwag o codziennym życiu rodzinnym ziemiaństwa wielkopolskiego na przełomie XIX i XX wieku », in : *Roczniki Socjologii Rodziny*, T. IX, 1997, pp. 297-308.
- Szklarska-Lohmannowa, Alina, « Erazm Piltz », in : *Polski Słownik Biograficzny*, T. XXVI, Wrocław, Warszawa, Kraków, Gdańsk, Łódź, Zakład Narodowy im. Ossolińskich, 1981, pp. 293-298.
- Szujski, Józef, *Historii polskiej ksiąg dwanaście*, Warszawa, Księgarnia Gebethnera i Wolffa, 1889.
- Śladkowski, Wiesław, « Edmund Privat i jego działalność na rzecz Polski we Francji i Szwajcarii podczas pierwszej wojny światowej », in: *Annales UMCS*, sec. F, vol. XXIII/XXIV, Lublin, 1971.
- Śladkowski, Wiesław, *Opinia publiczna we Francji wobec sprawy polskiej w latach 1914-1918*, Wrocław, Zakład Narodowy im. Ossolińskich, 1976.
- Średniawa, Bronisław, Zabiełło, Stanisław, « Józef Wierusz-Kowalski », in : *Polski Słownik Biograficzny*, T. XIV, Wrocław, Warszawa, Kraków, Zakład Narodowy im. Ossolińskich, 1968-1969, pp. 558-560.
- Urbański, Antoni, *Pro memoria*, Warszawa, nakładem własnym, 1929.
- Uruski, Seweryn, *Rodzina. Herbarz szlachty polskiej*, T. XI, Warszawa 1914.

- Wapiński, Roman, *Ignacy Paderewski*, Wrocław, Warszawa, Zakład Narodowy im. Ossolińskich, 1999.
- Wapiński, Roman, *Narodowa Demokracja 1893-1939. Ze studiów nad dziejami myśli nacjonalistycznej*, Wrocław, Warszawa, Kraków, Gdańsk, Zakład Narodowy im. Ossolińskich, 1980.
- Wapiński, Roman, *Roman Dmowski*, Lublin, Wydawnictwo Lubelskie, 1989.
- Wrzosek, Mieczysław, « W obronie polskiego stanu posiadania na Ukrainie (listopad 1917 – marzec 1918) », in : *Studia Podlaskie*, T. IX, Białystok, 1999, pp. 128-163.
- Zakrzewski, Tadeusz, « Zygmunt Laskowski », in : *Polski Słownik Biograficzny*, T. XVI, Wrocław, Warszawa, Kraków, Zakład Narodowy im. Ossolińskich, 1971, pp. 534-535.
- Żabski, Tadeusz, *Sienkiewicz*, Wrocław, Wydawnictwo Dolnośląskie, 1998.

### Ouvrages concernant les Polonais en Suisse

- *Album Muzeum Narodowego Polskiego na stoletnią rocznicę 1772*, Poznań, Żupański, 1872.
- Blum, Aleksander, *O broń i orły narodowe*, Londyn, 1980.
- Chankowski, Andrzej Stanisław, « Muzeum Polski Współczesnej w Rapperswilu », in : *Rocznik Biblioteki Narodowej*, T. XXXII, Warszawa, 1998, pp. 281-326.
- Florkowska-Frančić, Halina, « Tradycje kościuszkowskie na emigracji w latach 1817- 1917 », in : Kulak, Tadeusz, Frančić, Mirosław (dir.), *Powstanie Kościuszkowskie i jego naczelnik. Historia i tradycje. Materiały Konferencji Naukowej Kraków - Wrocław, 28-30 marca 1994 r.*, Kraków, 1996, pp. 171-183.
- Florkowska-Frančić, Halina, *Między Lozanną Fryburgiem i Vevey. Z dziejów polskich organizacji w Szwajcarii w latach 1914-1917*, Kraków, Zakład Wydawniczy Nomos, 1997.
- Jastrzębowska, Elżbieta, « Drugi Rapperswil i jego kustosz », in : *Rocznik Biblioteki Narodowej*, T. XXXVI, Warszawa, 2004, pp. 275-298.
- Modzelewski, Jan, « Wspomnienia z pobytu Pana Prezydenta Ignacego Mościckiego we Fryburgu Szwajcarskim w latach 1900 do 1913 », in : *Przegląd elektrotechniczny. Zeszyt poświęcony 30-leciu pracy naukowej Prezydenta Rzeczypospolitej Polskiej prof. dr. Ignacego Mościckiego*, Rok XVI, zeszyt 23, Warszawa 1934, pp. 635-638.
- Plygawko Danuta, *Sienkiewicz w Szwajcarii. Z dziejów akcji ratunkowej dla Polski w czasie pierwszej wojny światowej*, Poznań, Wydawnictwo Naukowe Uniwersytetu Adama Mickiewicza 1986.
- Rakowski, Janusz, *Z piórem w mundurze. Francja Szwajcaria 1940-1946*, Paryż, 1985.
- Smoliński, Józef, *2 Dywizja Strzelców Pieszych*, Warszawa, 1992.
- Zieliński, Stanisław, *Do Legionów Polskich w Szwajcarii i przez Szwajcarię (1914-1915)*, Niepodległość, T. V, 1931-1932.

### Ouvrages d'histoire suisse et fribourgeoise

- Baechler, Franck-Olivier, *Le développement de l'industrie hydroélectrique à Fribourg : le projet de Rossens (1905-1943). Un enjeu du pouvoir ?*, Dirlaret (FR), 2005.
- Barthélemy, Dominique, *Diffuser au lieu d'interdire. Le chanoine Joseph Schorderet 1840-1893*, Fribourg, Éditions St. Paul, 1993.
- Bauer, Tobias, Crough, Greg J., Davidsson, Elias, Garbely, Frank, Indermaur, Peter, Vogel, Lukas, *Alusuisse 1888-1988. Une histoire coloniale en Valais et dans le monde*, Lausanne, Éditions d'en bas, 1989.
- Bergier, Jean-François, *Problèmes de l'histoire économique de la Suisse. Population, vie rurale, échanges et trafics*, Berne, Francke Éditions, 1968.



- Bugnard, Pierre, « Le régime Python (1882-1914) », in : Ruffieux, Roland (dir.), *Histoire du Canton de Fribourg*, T. 2, Fribourg, 1981, pp. 875-887.
- Cerutti, Mauro, « Giuseppe Motta », in : Jorio, Marco (dir.), *Dictionnaire historique de la Suisse*, Vol. 8, Basel, Schwabe Verlag, Hauterive, Éditions Gilles Attinger, 2008, pp. 739-740.
- Chammartin, Charles, Gaudard, Gaston, Schneider, Bernard, *Fribourg une économie en expansion*, Lausanne, Centre des Recherches Européennes, 1965.
- Collenberg, Adolf, « Caspar Decurtins », in : Jorio, Marco (dir.), *Dictionnaire historique de la Suisse*, Vol. 3, Bâle, Schwabe AG, Hauterive, Éditions Gilles Attinger, 2004, pp. 759-760.
- de Diesbach Belleruche Benoît, *État présent et adresses de la maison de Diesbach*, Fribourg, Intermède Belleruche, 1991.
- de Diesbach Belleruche Benoît, *La Maison de Diesbach*, Fribourg, Intermède Belleruche, 2000.
- de Ghellinck Vaernewyck, Amaury, *La généalogie de la maison de Diesbach*, Gand, 1921.
- de Weck, Bernard, « Le colonel-divisionnaire Roger de Diesbach », in : *Nouvelles Étrennes Fribourgeoises, Septante-deuxième année*, Fragnière Frères, Fribourg, 1939, p. 279-287.
- de Weck, Jean, *Paroles dans le vent*, Fribourg, 1962.
- Donzé, Véronique, *Alusuisse et le district de Sierre : Étude des répercussions de l'implantation de la modernité sur une région alpine, Mémoire de licence en géographie*, Genève, 1988.
- Dorand, Jean-Pierre, « La bataille des chemins de fer : aspects régionaux », in : Gaudard, Gaston, Pfaff, Carl, Ruffieux, Roland (dir.), *Fribourg : ville et territoire*, Fribourg, Éditions Universitaires, 1981, pp. 296-312.
- *Geschichte der Aluminium Industrie Aktien Gesellschaft Neuchausen 1888-1938*, Band I, II, Zürich, Gebr. Fretz AG, 1942-1943.
- Gillibert, Matthieu, *La propagande nazie en Suisse. L'affaire Gustlof, 1936*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2008.
- Jordan, Joseph, *Banque de l'État de Fribourg. Cinquante ans d'activité 1892-1942*, Fribourg, Imprimerie Saint-Paul, 1943.
- Joseph, Roger, *L'Union Nationale 1932-1939. Un fascisme en Suisse Romande*, Boudry, Éditions de la Baconnière, 1975.
- Joye, Paul, « L'essor industriel d'un Canton agricole. Les Entreprises Électriques dans le Canton de Fribourg », in : *Suisse Latine*, 1<sup>ère</sup> année, Fribourg, Fragnière Frères Éditeurs, 1914.
- Michaud, Marius, « Les années fribourgeoises de William Ritter (1869-1875) », in : *Annales fribourgeoises*, vol. 71, 2009, pp. 67-82.
- Moser, Ulrich, « Georges Hubert de Diesbach de Belleruche », in : Jorio, Marco (dir.), *Dictionnaire historique de la Suisse*, Vol. 4, Bâle, Schwabe AG, Hauterive, Éditions Gilles Attinger, 2004, p. 32.
- Nicoulin, Martin, « Gaston Castella, directeur de la Bibliothèque Cantonale et Universitaire (1925-1942) », in : *Bulletin de la Société d'Histoire du Canton de Fribourg*, 1-1986, Fribourg, pp. 12-15.
- *Production et utilisation de l'énergie électrique dans le Canton de Fribourg en 1905*, Lausanne, Librairie F. Rouge & Cie, 1905.
- Python, Francis, « Le rôle du clergé dans l'évolution de la coalition libérale-conservatrice au pouvoir à Fribourg de 1856 à 1881 », in : *Annales fribourgeoises*, 1973/1974, Fribourg, Imprimerie Fragnière, 1975, pp. 5-72.
- Ruffieux, Roland (dir.), *1871-1971 La Liberté en son premier siècle*, Fribourg, Éditions St. Paul, 1975.
- Ruffieux, Roland (dir.), *Encyclopédie du Canton de Fribourg*, T. 2, Fribourg, Éditions St. Paul, 1977.
- Ruffieux, Roland (dir.), *Histoire du Canton de Fribourg*, T. 2, Fribourg, Éditions St. Paul, 1981.
- Ruffieux, Roland, « Structures sociales et conjoncture économique », in : Strub, Marcel (dir.), *Monnaies de Fribourg*, Fribourg, Banque de l'État de Fribourg, 1969.
- Ruffieux, Roland, *La Suisse de l'entre-deux-guerres*, Lausanne, Payot, 1974.

- Simonnet, Jürg, « Felix Calonder », in : Jorio, Marco (dir.), *Dictionnaire Historique de la Suisse* Vol. 2, Basel, Schwabe & Co AG, Hauterive, Éditions Gilles Attinger, 2003, pp. 826-827.
- Walter, François, « Fribourg et l'industrie au XIX<sup>ème</sup> siècle : L'échec de la Société des Eaux et Forêts (1869-1875) », in : *Annales Fribourgeoises*, 1973/1974, pp. 73-137.
- Willi, Jost Nikolaus, *Der Fall Jacob-Wesemann (1935/1936). Ein Betrag zur Geschichte der Schweiz in der Zwischenkriegszeit*, Bern, Herbert Lang, Frankfurt/M., Peter Lang, 1972.
- Zimmermann, Nicole, *Les EEF et le développement économique : un siècle de collaboration*, Fribourg, Entreprises électriques fribourgeoises, 1990.
- Zufferey, Michel-André, *Chippis de la communauté paysanne au bourg industriel*, Sierre, Éditions Monographic SA, 1982.

### Ouvrages concernant l'Université de Fribourg

- Allematt, Urs, « Die Gründung », in : *Histoire de l'Université de Fribourg Suisse 1889-1989*, Vol. 1, Fribourg, Éditions Universitaires Fribourg Suisse, 1991, pp. 32-74.
- Barthélemy, Dominique, « Les fondements idéologiques et leurs implications », in : *Histoire de l'Université de Fribourg Suisse 1889-1989*, Vol. 1, Fribourg, Éditions Universitaires Fribourg Suisse, 1991, pp. 141-154.
- de Modzelewski, Jan, *Étude sur l'emploi, comme condensateur, d'éléments électrolytiques à électrodes d'aluminium*, Fribourg 1908.
- Giovannini, Edgardo, « Vue d'ensemble », in : *Histoire de l'Université de Fribourg Suisse 1889-1989*, Vol. 2, Fribourg, Éditions Universitaires Fribourg Suisse, 1991, pp. 776-798.
- Kasperowicz, Konrad, *Studien über die Festigkeit von Dielektrika*, Freiburg, St.-Paulus Druckerei, 1904.
- Mościcki, Ignacy, « Über Hochspannungs-Kondensatoren », in : *Elektrotechnische Zeitschrift*, No. 25, 26, 1904.
- Mościcki, Ignacy, « La production de l'acide azotique au moyen de l'air », in : *Revue électrique*, 30.10-15.11-30.12.1907, Paris.
- Schmidt Hans, Rudolf, « Hans Blumer-Ris », in : *Schweizer Pioniere der Wirtschaft und Technik*, Vol. 28, Zürich 1975, pp. 61-110.
- Schneuwly, Hubert, « Institut de Physique », in : *Histoire de l'Université de Fribourg Suisse 1889-1989*, Vol. 2, Fribourg, 1991, pp. 804-809.
- Wybranowski, Roman, *Étude sur la charge des condensateurs*, Fribourg, Imprimerie de Saint-Paul, 1904.
- Zdanowski, Bruno, *Nouvelle méthode pour la mesure des résistances liquides*, Fribourg, Imprimerie Saint-Paul, 1904.

### Ouvrages d'histoire russe

- Bazyłow, Ludwik, *Dzieje Rosji 1801-1917*, Warszawa, Państwowe Wydawnictwo Naukowe, 1977.
- Bazyłow, Ludwik, *Historia nowożytnej kultury rosyjskiej*, Warszawa, Państwowe Wydawnictwo Naukowe, 1986.
- Culkov, Georgij Ivanovic, *Imperatory Rossii, Psichologiceskie portrety*, Moskva, Slovo, 2003.
- Danilewskij, Nikolaj Jakovlevic, *Rossija i Evropa. Vzgljad na kulturnyje i politiceskie otnosenija slawjanskogo mira k germano-romanskomu*, Sankt-Petersbourg, Glagol, 1995.
- Głębocki, Henryk, «« Bielmo na oczach Europy, wrzód na ciele Rosji... ». Liberalizm rosyjski w kwestii polskiej », in : *Arcana*, R. 4, 1998, nr 1, pp. 43-51.

- Haumann, Heiko, *Geschichte Russlands*, Zürich, Chronos, 2003.
- Hellmann, Manfred (dir.), *Handbuch der Geschichte Russlands*, Band 1-6, Stuttgart, Anton Hiersemann, 1981-2004.
- Kamenskij, Aleksandr Borisovic, *Rossijskaja imperija v XVIII veki. Tradicii i modernizacija*, Moskva, Novoe Literaturnoe Obozrenie, 1999.
- Kovalenko, W. I., Mieduszewskij, A., N., Moszczelkov, E., N., *Politiceskaja istorija Rossii: Chriestomatja*, Moskva, Aneks Press, 1996.
- Lunin, Mikhail, *Pisma iz Sibirii*, Moskva, 1987.
- Milukov, Pavel, *Oczerki po istorii russkoj kultury*, Vol. 2, Petersburg, 1905.
- Ostrowski, Donald, *Muscovy and the Mongols. Cross-cultural influences on the steppe frontier 1304-1589*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.
- Riasanovsky, Nicholas, Valentine, *A History of Russia*, New York – Oxford, Oxford University Press, 1984, trad. française : Paris, Robert Laffont, 1987.
- Skrynnikov, Ruslan Grigorevic, *Gosudarstvo i cerkov na Rusi XIV-XVI vv. Podvizniki russkoj cerkvi*, Novosibirsk, Nauka, 1991.
- Soloviov, Kljucevskij, Vasilij Osipovic, *Russkaja istorija. Polnyj kurs lekcij w trech knigach*, Vol. 1-3, Moskva, Mysl, 1993.
- Soloviov, Sergiusz, *Istoria padienia Polszy*, Moskva, 1863.
- *The Cambridge History of Russia, Vol. II: Imperial Russia, 1689-1917*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006.
- Uspenskij, Boris Andreevic, *Car i patriarch. Charizma vlasti v Rossii (Vizantijskaja model i ee russkoe pereosmyslenie)*, Moskva, Jazyki russkoj kultury, 1998.
- Walicki, Andrzej, *Zarys myśli rosyjskiej od Oświecenia do renesansu religijno-filozoficznego*, Kraków, Wydawnictwo Uniwersytetu Jagiellońskiego, 2005.
- Wetzel, David, *The Crimean War: A Diplomatic History*, New York, Columbia University Press, 1985.
- Wiaziemski, Piotr, *Z notatników i listów księcia Piotra Wiaziemskiego*, Kraków, Wydawnictwo Literackie, 1985.
- Zivov, Viktor Markovic, *Jazyk i kultura v Rossii XVIII veka*, Moskva, Jazyki russkoj kultury, 1996.

### Ouvrages d'histoire ukrainienne

- Bruski, Jan Jacek, *Petlurowcy. Centrum państwowe Ukraińskiej Republiki Ludowej na wychodźstwie (1919-1924)*, Kraków, Arcana, 2004.
- Herlihy, Patricia, *Odessa: A History 1794-1914*, Cambridge, Harvard University Press, 1986.
- Hrycak, Jarosław, *Historia Ukrainy 1772-1999. Narodziny nowoczesnego narodu*, Lublin, Instytut Europy Środkowo-Wschodniej, 2000.
- Lebedynsky, Iaroslav, *Les cosaques. Une société guerrière entre libertés et pouvoirs. Ukraine 1490-1790*, Paris, Éditions Errance, 2004.
- Serczyk, Władysław Andrzej, *Na dalekiej Ukrainie. Dzieje kozaczyzny do 1648 roku*, Kraków, Wydawnictwo Literackie, 1984.
- Serczyk, Władysław, *Historia Ukrainy*, Wrocław, Warszawa, Kraków, Zakład Narodowy im. Ossolińskich, 1990.

### Autres références

- Ciceronis, Marcus Tullius, *De finibus bonorum et malorum libri quinque*, Hildesheim, Georg Olms Verlagsbuchhandlung, 1963.
- Flaccus, Quintus, Horatius, *Volumen Alterum. Satirae. Epistulae. Lexicon Horatianum*, Hildesheim, New York, Georg Olms Verlag, 1972.
- Gałczyński, Konstanty Ildefons, « Skumbrie w tomacie », in : *Wybór poezji*, Wrocław, Warszawa, Kraków, Łódź, Zakład Narodowy im. Ossolińskich, 1982, pp. 105-106.
- Jacotey, Marie-Louise, *Camille Benso comte de Cavour*, Langres, Dominique Guéniot, 1993.
- Plato, *Cratylus, Parmenides, Greater Hippias, Lesser Hippias*, Cambridge, London, Harvard University Press, 1992.

## Curriculum vitae

Wojciech Piotr Kocurek

Filiation : Józef, Barbara

Date de naissance : 6. 3. 1974

Origine : Cieszyn (Pologne)

1989-1993 1<sup>er</sup> Lycée de l'Enseignement Général Mikołaj Kopernik, Bielsko-Biała

Baccalauréat : 1993

1993-1999 Université Jagellonne de Cracovie (Pologne) ; Faculté de l'histoire

9.7.1999 Licencié en histoire ; spécialité : gestion des archives

2000-2001 Boursier de la Confédération suisse

2001-2007 Activité dans l'hôtellerie et la restauration

2008-2010 Assistant de l'État-major et chef de projet : Billag SA, Fribourg

Je déclare sur mon honneur que ma thèse est une œuvre personnelle, composée sans concours extérieur non autorisé, et qu'elle n'a pas été présentée devant une autre Faculté

Fribourg, 24 mars 2011